

LA. 100
1959
G

01
02

11 1959 eg

ACADÉMIE ROUMAINE
ÉTUDES ET RECHERCHES

IV

CONTRIBUTION À LA QUESTION D'ORIENT

ESQUISSE HISTORIQUE, SUIVIE DE LA CORRESPONDANCE INÉDITE DES
ENVOYÉS DU ROI DES DEUX-SICILES À CONSTANTINOPLE (1741—1821)

PAR

ANDRÉ OȚETEĂ

DOCTEUR ÈS-LETTRES
MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE JASSY



CULTURA NAȚIONALĂ
BUCAREST

1930

ACADÉMIE ROUMAINE
ÉTUDES ET RECHERCHES
IV

CONTRIBUTION À LA QUESTION
D'ORIENT

ESQUISSE HISTORIQUE, SUIVIE DE LA CORRESPONDANCE INÉDITE DES
ENVOYÉS DU ROI DES DEUX-SICILES À CONSTANTINOPLE (1741—1821)

PAR

ANDRÉ ŐTETEĂ

DOCTEUR ÈS-LETTRES

MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE JASSY



CULTURA NAŢIONALĂ
BUCAREST

1930

II 1959 g.

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITĂȚII
BIBLIOTECA
Cota
Inventar 84-237





AVANT-PROPOS

La contribution que nous croyons apporter à l'histoire de la question d'Orient au XVIII^e siècle consiste dans une série de documents inédits et dans le plan de notre « Esquisse historique ».

Le papiers de la Légation napolitaine à Constantinople, d'où nous avons pris nos extraits, ne contiennent pas, à vrai dire, de révélations inattendues, mais des renseignements précis sur l'état intérieur de l'Empire ottoman et sur l'activité des missions étrangères à Constantinople. Leur intérêt réside surtout dans le fait que, tenant le juste milieu entre les pièces officielles et les récits des voyageurs, ils permettent plus d'une fois de compléter les unes et de contrôler les autres.

Pour ce qui est de « l'Esquisse historique » qui précède ces documents, notre contribution consiste surtout dans le plan et dans quelques renseignements nouveaux. S'il est vrai, comme nous le croyons, que la question d'Orient au XVIII^e siècle est un problème essentiellement européen, ses facteurs déterminants doivent être cherchés dans la décadence de l'Empire ottoman et la rivalité des grandes puissances. Aussi n'avons-nous pas craint de mentionner des événements, comme la révolte des Pays-Bas et l'affaire de Hollande, qui généralement n'ont pas trouvé place dans ces sortes d'exposés. Enfin, il est à peine besoin de dire que nous avons abandonné tout cadre national ou géographique et que nous nous sommes efforcé de traiter la question en elle-même et de ménager à chaque puissance une place proportionnée au rôle qu'elle y a joué effectivement.

L'idée première de ce travail et des recherches que nous avons entreprises aux archives de Naples appartient à M. Iorga. Mais M. Iorga ne s'est pas borné à nous signaler

l'importance de ces dépôts: il nous a facilité un long séjour à Naples et a présenté notre travail à l'Académie Roumaine qui a bien voulu le publier dans l'une de ses collections. Nous devons également à M. Iorga d'avoir été mis en rapports avec M. le comte R. Filangieri di Candida, surintendant des Archives d'État de Naples et avec MM. Michelangelo Schipa, président, et le Dott. Antonio Padula, bibliothécaire de la «Società napoletana di storia patria» qui nous ont témoigné la plus grande complaisance et nous ont accordé toutes les facilités pour rendre fructueuses nos recherches. Nous sommes heureux de pouvoir leur exprimer publiquement notre reconnaissance.



BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

- ABESCI (HABESCI), E. *État actuel de l'Empire ottoman*, trad. de l'anglais par M. Fontenelle, 2 vol., Paris, 1792.
- ADAIR, R. *The negociations for the peace of Dardanelles*, 1808. London, 1845.
- ALBÈRI, E. *Relazioni degli ambasciatori veneti etc.*, 3^e série. Florence, 1838—1859.
- * * * *An authentic Narrative on the Russian expedition against the Turks by sea and land... Compiled from several authentic journals, by an officier on board the Russian fleet*. London, 1772.
- ARNETH, ALFRED et FLAMMERMONT, JULES. *Correspondance secrète du comte Mercy-Argenteau avec l'Empereur Joseph II et le Prince Kaunitz*, 2 vol. Paris, 1881, 1891.
- ARNETH, ALFRED. *Joseph II. und Katharina von Russland*. Ihr Briefwechsel. Wien, 1869.
- *Joseph II. und Leopold von Toscana*. Ihr Briefwechsel. Wien, 1873.
- *Marie-Antoinette, Joseph II. und Leopold II.* Ihr Briefwechsel. Leipzig, 1866.
- *Maria Theresia und Joseph II.* Ihre Correspondenz. 3 vol. Wien, 1867—1868.
- *Die Relationen der Botschafter Venedigs über Österreich im achtzehnten Jahrhundert*. Wien, 1863 (Fontes Rerum Austr. XXII).
- B[AUER], F. G. de. *Mémoires historiques et géographiques sur la Valachie*. Frankfurt-Leipzig, 1778.
- BEER, ADOLF. *Joseph II., Leopold II. und Kaunitz*. Ihr Briefwechsel. Wien, 1873.
- *Denkschriften des Fürsten Kaunitz*, Wien, 1872.
- BEER et FIEDLER. *Joseph II. und Graf Ludwig Cobenzl*. Ihr Briefwechsel. In « Fontes Rerum Austriacarum », II, liv. IV, (1901).
- *Leopold II., Franz II. und Katharina II.* Ihre Correspondenz. Wien, 1874.
- BOPPE, A. *Documents inédits sur les relations de la Serbie avec Napoléon*. Belgrade, 1888.
- BOUTARIC, E. *Correspondance secrète inédite de Louis XV sur la politique étrangère*. 2 vol. Paris, 1866.
- BOUTOURLIN (Colonel). *Précis des événements militaires de la première guerre des Russes contre les Turcs sous le règne de l'Impératrice Catherine II*. St.-Pétersbourg, 1822.
- BREVERN de la GARDIE (Comtesse). *Un ambassadeur de Suède à la Cour de Catherine II, feld-maréchal comte de Stedingk*, (1790—1796). 2 vol. Stockholm, 1919.

- BRUNNER, SÉBASTIEN, ED. *Correspondances intimes de l'empereur Joseph II avec le comte de Cobenzl et le prince de Kaunitz*. Mayence, 1871.
- BUSINELLO, PIERRE. *Rapport sur le gouvernement, les moeurs et les usages des Ottomans*. Leipzig, 1788.
- CARRA, J. L. *Histoire de la Moldavie et Valachie*. Iassy, 1777. Neufchâtel, 1781.
- CASTÉRA, J. *Vie de Catherine II, Impératrice de Russie*. 2 vol. Paris, 1797.
- CHARRIÈRE, E. *Négociations diplomatiques de la France dans le Levant*. 4 vol. Paris, 1844—1860.
- * * * *Considérations sur la guerre présente entre les Russes et les Turcs* (oct.-déc. 1769). Turin, 1773.
- CRAVEN, LADY ELISABETH. *A journey through the Crimea to Constantinople, in a serie of letters. . . thro the margrave of Brandenburg etc*. London 1789. Trad. fr. London-Paris, 1789.
- DALLAWAY, *Constantinople ancienne et moderne*. Paris, an VII.
- DOHM, CHRISTIAN WILHELM von. *Denkwürdigkeiten meiner Zeit*. 5 vol. Langs und Hannover, 1814—1819.
- ETŌN, W. *Survey of the Turkish Empire, in which are considered. . . the cause of the decline of Turkey, with a developpement of the political system of the late Empress of Russia*. London, 1799. Trad. fr. *Tableau historique, politique et moral de l'Empire ottoman*. 2^e éd., 2 vol. Paris, 1801.
- FARGUES, L. *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France en Pologne*. 2 vol. Paris, 1888.
- FERRAND, F. C. *Les trois démembrements de la Pologne, pour faire suite aux révolutions de Pologne de Rulhière*. 2 vol. Paris, 1820.
- FRÉDÉRIC II. *Oeuvres historiques*. Vol. 3—4, Berlin, 1846—1857.
- * * * *Geschichte des gegenwärtigen Krieges zwischen den vereinigten Heeren Österreichs und Russlands gegen die Ottomanische Pforte etc.*, 35. Th. Frankfurt am Main, 1788—1790.
- GALL, J. *Letters from the Levant*. London, 1813.
- GEFFROY, A. *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France en Suède*. Paris 1885.
- [GOERZ]. *Mémoires et actes authentiques relatifs aux négociations qui ont précédé le partage de la Pologne*. 1810.
- GÖRTZ, J. *Historische und politische Denkwürdigkeiten*. Stuttgart und Tübingen, 1827—1828.
- GUGOMOS MAJOR von. *Reise v. Bukarest, d. Hauptstadt in d. Wallachei, über Giurgewo, Rustschuk, durch Oberbulgarien etc. . . im Jahre 1789*. Landshut, 1812.
- HAMILTON, W. *Remarks on several parts of Turkey*. London, 1809.
- HAUWAY, *An historical account of the British trade over the Caspian sea*. London, 1762.
- HERTZBERG, EWALD FRIEDRICH, GRAF von. *Recueil des déductions, déclarations, traités et autres actes et écrits publics qui ont été rédigés et publiés pour la cour de Prusse par le ministre d'État Comte de Hertzberg depuis l'année 1756 jusqu'à l'année 1790*. 3 vol. Berlin, 1790—1795.
- HOLLAND, H. *Travels into the Jonian Isles etc.* (18:2—1813). London, 1815.
- HÜRmuzAKI, E. de. *Documente privitoare la istoria Românilor*. Bucurcești, 1876—1909. (vol. VII, X, XVI, Suppl. I¹⁻³).

- IORGA, N. *Acte si fragmente cu privire la istoria Românilor*, 2 vol., București, 1896.
- *Documente privitoare la familia Callimachi*. 2 vol. București, 1902—1903.
- JUCHEREAU de SAINT-DENYS, A. *Révolutions de Constantinople*. 2 vol. Paris, 1814.
- KEITH, SIR ROBERT MURRAY. *Memoirs and Correspondence*. Ed. by Mrs. Gillespie Smyth. London, 1849, 2 vol.
- [KÉRALIO], M. *Histoire de la guerre entre la Russie et la Turquie, et particulièrement de la campagne de 1769*. St.-Pétersbourg, 1773.
- LECHEVALIER, J. M. *Voyage en Moldavie et Valachie*, etc. Paris, 1822.
- MALMESBURY, JAMES HARRIS, first Earl of. *Diaries and correspondence*. London, 1845, 4 vol.
- MARTENS, F. *Recueil des Traités et Conventions conclus par la Russie avec les Puissances étrangères*, 15 vol. St.-Pétersbourg, 1874—1909.
- MARTENS ET CUSSY. *Recueil des Traités des Puissances et États de l'Europe depuis 1761 jusqu'à présent*. 8 vol. Göttingen, 1817—1835.
- MASSON, C. F. P. *Mémoires secrets sur la Russie et particulièrement sur la fin du règne de Catherine II, et sur celui de Paul Ier*. Paris, 1800.
- MIRABEAU, Comte de. *Histoire secrète de la Cour de Berlin ou correspondance d'un voyageur français depuis le 5 juillet 1786 jusqu'au 19 janvier 1787*. 2 vol. (Alençons), 1787.
- MORIER, I. *A journey through Persia etc. to Constantinople in 1808—1809*. London, 1812.
- NORADOUNGHIAN, G. E. *Recueil d'actes internationaux de la Porte ottomane*. 2 vol. Paris, 1897—1900.
- OHSSON, I. M. d'. *Tableau général de l'Empire ottoman*. 8 vols. Paris, 1788—1824.
- OLIVIER, A. G. *Voyage dans l'Empire Ottoman, l'Égypte et la Perse*. 3 vol. Paris, An. 9 (1801).
- PALLAS, S. P. *Bemerkungen auf eine Reise in die südlichen Statthalterschaften des russischen Reiches in den Jahren 1793 und 1794*. 2 vol. Leipzig, 1799.
- PEYSSONNEL, *Traité sur le commerce de la mer Noire*. 2 vol. Paris, 1787.
- PORTER, *Observations on the religion, land, government and manners of the Turks*. Lyon, 1768. Trad. fr. Neufchâtel, 1770.
- POSTEL, G. *De la république des Turcs*. 3 vol. Poitiers, 1560.
- POUQUEVILLE, F. *Voyage en Morée etc*. Paris, 1805.
- RAMBAUD, A. *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France en Russie*. Paris, 1890.
- REIMERS, H. von. *Reise der kaiserlich-russischen ausserordentlichen Gesandtschaft an die ottomanische Pforte im Jahre 1793*. 3. Th. Petersburg, 1803.
- RAICEVICH, IGN.-STEF. *Osservazioni storiche, naturali et politiche intorno la Valachia e Moldavia*. Neapole, 1788.
- RESMI ACHMED Efendi. *Wesentliche Betrachtungen oder Geschichte des Krieges zwischen den Osmanen und Russen in den Jahren 1768 bis 1774*. Trad. fr. von Diez, Halle, 1813.
- RULHIÈRE, CL. de. *Histoire de l'anarchie de Pologne et du démembrement de cette République*. Paris, 1807, 4 vol.
- *Sbornik Imp. Rouss. Ist. Obsch.* (Recueil de la Société Impériale Russe d'Histoire).

- SCHLITTER, HANS. *Kaunitz, Philippe Cobenzl und Spielmann. Ihr Briefwechsel* (1779—1792). Wien, 1899.
- SALABERRY, Comte CH. de. *Éssais sur la Valachie et la Moldavie*. Paris, 1821.
- SÉGUR, LOUIS PHILIPPE Comte de. *Mémoires*, vol. I—III des *Oeuvres*. Paris, 1824—27.
- *Politique de tous les cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI*. 3 vol. Paris, an. IX, (1801).
- STURZA, D. A., et COLESCU-VARTIC, C. *Acte și documente relative la istoria renașterii României*. vol. II². București, 1900.
- STRUVE, CHRISTIAN von. *Reise eines jungen Russen von Wien über Jassy in die Crimm und ausführliches Tagebuch der im Jahre 1793 von St.-Petersburg nach Constantinopel geschickten Russisch-Kaiserlichen Gesandtschaft*. Gotha, 1801.
- TANNENBERG G. FREIHERR von. *Leben Katharina's II., Kaiserin und Selbstherrscherin aller Reussen*. Leipzig, 1797.
- *Vite e fasti di Catarina II, imperatrice e autocratrice di tutte le Russie etc.* 6 vol. Lugano, 1797—1799.
- THORNTON, PH. *The present State of Turkey*. 2 vol. London, 1809.
- TOOKE, W. *View of the Russian Empire during the reign of Catharine the second and to the close of the present century*. 3 vol. London, 1798. Trad. fr. 2 vol. Paris, 1801.
- TOTT, Baron FR. de. *Mémoires sur les Turcs et les Tartares*. 4 vols. Amsterdam, 1784.
- VASSIF-Efendi. *Précis historique de la guerre des Turcs contre les Russes (1769—1774)*. A. Caussin de Perceval, Paris, 1822.
- VOLNEY. *Voyage en Syrie et en Égypte pendant les années 1783—1785*. 2 vols. Paris, 1787.
- *Considérations sur la guerre actuelle des Turcs*. Londres, 1788.
- VIVENOT, ALFRED von. *Vertrauliche Briefe des Frhn. von Tlugut*. 2 vol. Wien, 1871, 8^o.
- WILKINSON, W. *An account of the Principalities of Wallachia and Moldavia*. London, 1820.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ANDRIESCU, C. *La France et la politique orientale de Catherine II*. (Mélanges de l'École roumaine en France, 1927).
- ARNETH, ALFRED. *Bibliographie des Fürsten Kaunitz*. Wien, 1899. (Archiv für öst. Geschichte).
- *Geschichte Maria Theresias*. vol. VII—X. Wien, 1876.
- AULARD, A. *La diplomatie du premier Comité de salut public* (Revue de la Révolution française, 1890, tom. XVIII et XIX).
- *Études et leçons sur la Révolution française*. 7 vol. Paris, 1893—1913.
- *Histoire politique de la Révolution française*. Paris, 1924.
- AURELIAN, P. S. *Esquisses sur l'état économique de la Roumanie au XVIII^e siècle*, (en roumain). Bucarest, 1882.
- BARRAL-MONTFERRAT. *Une tentative d'alliance franco-russe au XVIII^e siècle (1774—1787)*, in «Revue mensuelle du monde latin». Paris, 1892.

- BEER, ADOLF. *Die österreichische Handelspolitik unter Maria Theresia und Joseph II.* Wien, 1898. (Extrait de «Archiv für öst. Geschichte»).
- *Die Zusammenkünfte Josephs II. und Friedrichs II. zu Neisse und Neustadt.* Wien, 1871.
 - *Die erste Theilung Polens.* Wien, 1873.
 - *Die orientalische Politik Österreichs seit 1774.* Prag-Leipzig, 1883.
 - *Zehn Jahre österreichischer Politik (1801—1810).* Wien, 1877.
 - *Zur Geschichte des bay. Erfolgkrieges.* (Hist. Zeitschrift, vol. 35, 1876).
- BERTRAND, P. M. *de Talleyrand, l'Autriche et la question d'Orient en 1805*, in «Revue historique», janvier 1889.
- BILBASSOF, B. *Katharina II. im Urtheile der Weltliteratur.* Trad. all. Berlin, 1897.
- BONNEVILLE de MARSANGY. *Le chevalier de Vergennes.* 2 vol. Paris, 1894.
- BOPPE, AUG. *La mission de l'adjudant-commandant Mériage à Widdin (1807—1809).* (Annales de l'École libre des Sciences politiques, 15 avril, 1886).
- BOULAY de la MEURTHE. *Le Directoire et l'expédition d'Égypte.* Paris, 1885.
- BOURGOIS, E. *Manuel historique de politique étrangère.* vol. II. Paris, 1920.
- BROGLIE, Le duc de, *Le secret du roi.* 2 vol. Paris, 1878.
- BROSCH, M. *The height of the Ottoman power* (Cambridge Modern History, vol. III).
- BRÜCKNER, A. *Katharina II.* Berlin, 1883 (Coll. Oncken).
- CAHUN, L. *Introduction à l'histoire de l'Asie: Turcs et Mongols.* Paris, 1896.
- COQUELLE, P. *La mission de Sébastiani à Constantinople en 1801.* (Revue d'histoire diplomatique, juillet 1903).
- CREUX, H. J. *Pitt et Frédéric-Guillaume II. L'Angleterre et la Prusse devant la question d'Orient en 1790.* Paris, 1886.
- CUNIBERT, B. S. *Essai historique sur les Révolutions et l'Indépendance de la Serbie, 1804—1850.* Leipzig, 1855.
- DAȘCOVICI, N. *La question du Bosphore et des Dardanelles.* Genève, 1915.
- DE LARIVIÈRE. *Catherine II et la Révolution française.* Paris, 1895.
- DRAPEYRON, L. *Le grand dessein méditerranéen et l'expédition d'Égypte.* (Revue de Géographie, mars, 1888).
- *Un projet de conquête de l'Empire ottoman au seizième et au dix-septième siècle.* (Revue des Deux-Mondes, 1876).
- DRIault, ED. *La politique orientale de Napoléon.* Paris, 1904.
- *La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à la paix de Sèvres.* 8^e éd. Paris, 1921.
- DUNCKER, C. *Aus der Zeit Friedrichs des Grossen.* Leipzig, 1876.
- ENGEL, JOH. CHR. *Geschichte der Walachei.* Halle, 1804.
- GHICA, D. J. *La France et les Principautés Danubiennes de 1789 à 1815* (in «Annales de l'École libre des Sciences politiques», 1896).
- GIGAREV. *La politique russe dans la question d'Orient.* 2 vol. Moscou, 1896. Analysé par M. Reader dans «Bibliothèque universelle et Revue Suisse», Lausanne, 1897, VIII (octobre-décembre), p. 5—38 et p. 286—318; 495—521.
- GORLAINOW, S. *Le Bosphore et les Dardanelles.* Paris, 1910.
- GROSJEAN, G. *La mission de Sémonville.* Paris, 1887.

- HAMMER, JOS. *Histoire de l'Empire ottoman*. Trad. Hellert. Vol. XIII—XVII. Paris, 1837.
- *Des osmanischen Reiches Staatsverfassung und Staatsverwaltung*. 2 vol. Wien, 1815.
- HANISCH, E. *Geschichte Polens*. Bonn-Leipzig, 1923.
- HAREA, V. *Le messianisme russe du XV^e et du XVI^e siècle*, in « Minerva ». Jassy, 1927 (en roumain).
- HERMANN, E. *Geschichte des russischen Staats*. vol. VII. Hamburg, 1853.
- IMMICH, M. *Geschichte des europ. Staatensystems von 1559—1660*. München-Berlin, 1905.
- IORGA, N. *Histoire des États balkaniques*. Paris, 1925.
- *Histoire des relations russo-roumaines*. Jassy, 1917.
- *Histoire des Roumains et de leur civilisation*. Bucarest, 1922.
- *Geschichte des osmanischen Reiches*. vol. IV et V. Gotha, 1911—1913.
- *Geschichte des rumänischen Volkes*. vol. II. Gotha, 1905.
- *Essai de synthèse de l'histoire de l'humanité*. 4 vol. Paris, 1926—1928.
- KASSIMOFF (KASSIM). *La Russie et les Détroits*. Thèse de droit. Paris, 1926.
- KLACZKO, J. *Les évolutions du problème oriental*. (Revue des Deux-Mondes, 1878).
- KLIUTSCHEWSKI, W. *Geschichte Russlands*. 4 vol. Leipzig-Berlin, 1925.
- KOMAROWSKY, Comte de. *La question d'Orient*. (Revue générale de Droit International public. Paris, 1896).
- KRANEL, R. *Graf Hertzberg als Minister Friedrich Wilhelms II*. Berlin, 1899.
- La JONQUIÈRE, Vte A. de. *Histoire de l'Empire ottoman*. 2 vol. Paris, 1914.
- LARIVIÈRE, CH. *Catherine II et la Révolution française, d'après de nouveaux documents*. Paris, 1895.
- LAVISSE-RAMBAUD. *Histoire générale*. vol. VI—IX. Paris, 1895.
- LHÉRITIER, M. *Régions historiques: Europe centrale, Orient méditerranéen et question d'Orient*. (Revue de synthèse historique, T. XIX, 1928).
- LODGE, R. *The European Powers and the Eastern Question*. (Cambridge Modern History, vol. VIII).
- LORD, H. R. *The second partition of Poland*. Cambridge, 1915.
- LOZÉ. *La question des Détroits*. Paris, 1908.
- LYBYER, A. H. *The government of the Ottoman Empire in the time of Suleiman the Magnificent*. Cambridge, 1913.
- MARCÈRE, E. de. *Une ambassade à Constantinople. La politique orientale de la Révolution française*. 2 vol. Paris, 1927.
- MARCZALI, H. *Magyarország története II. József korában*. vol. III. Budapest, 1888.
- MARIOTT, I. A. R. *A History of the Eastern question from the advent of the Ottomans to the outbreak of the European war. A Study in European diplomacy*. London, 1917.
- *The Eastern Question: An Historical Study*. Ed. 3. Oxford, 1924.
- MARTENS, FR. de. *Étude historique sur la politique russe dans la question d'Orient*. (Revue de droit international et de législation comparée, Paris, 1877).
- MASSON, F. *Les diplomates de la Révolution*, Paris, 1882.
- *Le département des affaires étrangères pendant la Révolution*. Paris, 1877.
- MASSON, P. *Le commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle*. Paris, 1911.

- MIGNET, M. *Notices et Mémoires historiques*. vol. I-II. Paris, 1843.
- MILLER, W. *The Ottoman Empire and its successors*, 1801—1927, Cambridge, 1927.
- MINEA, I. *La « Réforme » de Constantin Mavrocordato* (en roumain). (Cercetări Istoricе, Iași, 1928).
- MISCHEF. *La mer Noire et les Détroits de Constantinople*. Paris, 1899.
- NISTOR, I. *Der nationale Kampf in der Bukowina*. Bucarest, 1919.
- OTETEA, A. *L'établissement de la Légation Napolitaine à Constantinople (1740)*, in „Bulletin de la Section historique“, de l'Académie Roumaine, vol. XV, 1929.
- PAUL, E. *Projekt einer Occupation Indiens im Jahre 1800*. (Deutsche Revue, 1888).
- PINGAUD, L. Choiseul-Gouffier. *La France en Orient sous Louis XVI*. Paris, 1887.
- PIRENNE, H. *Histoire de la Belgique*. vol. V. Bruxelles, 1926.
- PISANI, P. *L'expédition russo-turque aux îles Ioniennes*. (« Revue d'histoire diplomatique », Paris, 1888).
- PLATONOV, S. *Histoire de la Russie*. Paris, 1929.
- POLEK, JOH. *Josephs II. Reisen nach Galizien und der Bukowina*. Czernowitz, 1895.
- RAMBAUD, A. *Histoire de Russie*. Paris, 1918.
- RANKE, LEOPOLD von. *Denkwürdigkeiten des Staatskanzlers Fürsten von Hardenberg*. 2^e éd., 5 vol. Leipzig, 1880.
- *Die deutschen Mächte und der Fürstenbund*. 2 vol. Leipzig, 1871—2.
- *Die Osmanen u. die spanische Monarchie im 16. u. 17. Jahrhundert*. Berlin, 1857.
- RITTER, P. *Die Konvention von Reichenbach (27. Julie 1790)*. Berlin, 1898.
- RODOCANACHI, E. *Bonaparte et les Îles Ioniennes (1791—1916)*. Paris, 1899.
- ROUX, F.-Ch. *L'Angleterre et l'expédition française en Egypte*. Paris, 1927.
- *Les Échelles de Syrie et de Palestine au XVIII^e siècle*. Paris, 1907.
- SAINT-PRIEST, A. de. *Études diplomatiques et littéraires*. 2 vol. Paris (s. d.).
- SAX CARL RITTER, von. *Geschichte des Machtverfalls der Türkei bis zum Ende des XIX. Jahrhunderts u. die Phasen der orientalischen Frage bis auf die Gegenwart*. Wien, 1908.
- SCHLECHTA-WSEHRD, O. von. *Die Revolutionen in Constantinopol in den Jahren 1807 und 1808*. Wien, 1882.
- SOREL, A. *La question d'Orient au XVIII^e siècle*. Paris, 1902.
- *L'Europe et la Révolution française*. 8 vol. Paris, 1885—1904.
- *Bonaparte et Hoche en 1797*. Paris, 1896.
- STÄHLIN, K. *Geschichte Russlands*. Stuttgart - Berlin, vol. I, 1923.
- SYBEL, H. v. *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*. Trad. fr. Paris, 1869.
- *Katharina II. von Russland*. München, 1863.
- *Österreich u. Deutschland im Revolutionskrieg (1789—1795)*. Düsseldorf, 1868.
- TATITSCHEF, S. *Alexandre Ier et Napoléon*. Paris, 1892.
- *Paul Ier et Bonaparte* (Nouvelle Revue, 1887).
- TEMPERLEY, H. *Frederic the Great and Kaiser Joseph. An Episode of War and Diplomacy in the Eighteenth Century*. London, 1915.
- TRATSCHESKY, A. *Das russisch-österreichische Bündnis vom Jahre 1781*. (Hist. Zeitschrift, vol. 35, 1875).
- ÜBERSBERGER, HANS. *Österreich und Russland seit dem Ende des 15. Jh.* vol. I. Wien, 1906, XVI.

- ÜBERSBERGER, HANS. *Russlands Orientpolitik*. Stuttgart, 1913.
- UNZER, ADOLF. *Der Friede von Teschen*. Kiel, 1903.
- VANDAL, A. *Une ambassade française en Orient au XVIII^e siècle: la mission du marquis de Villeneuve (1728—1741)*. Paris, 1887.
- *Napoleon et Alexandre I^{er}*. 3 vol. Paris, 1906.
- VIVENOT, AL. *Thugut und sein politisches System*. (Archiv für österr. Geschichte, XIII. (1780), p. 363—489).
- WERENKA. *Bukowinas Entstehen und Aufblühen in Maria Theresias Zeit*. (Arch. für österr. Geschichte, 1892, p. 70—71, 106).
- WOLF, A. *Österreich unter Maria Theresia, Josef II. u. Leopold II.* Berlin, 1883.
- WOLFSGRUBER, C. *Franz I., Kaiser von Österreich*. 2 vol. Wien u. Leipzig, 1883.
- WURM, CHR. *Diplomatische Geschichte der orientalischen Frage*. Leipzig, 1858.
- XENOPOL, A. D. *Histoire des Roumains* (éd. roumain). 6 vol. Jassy, 1888—1893.
- ZINKEISEN, JOH. *Geschichte des osmanischen Reiches in Europa* vol. V-VII. Gotha, 1863.



CONTRIBUTION A LA QUESTION D'ORIENT (1741 — 1821)

ESQUISSE HISTORIQUE

CHAPITRE I.

LES FACTEURS DE LA QUESTION D'ORIENT

L'Empire ottoman cesse, dès la fin du XVII^e siècle, d'être un sujet de crainte pour la chrétienté et devient un objet de litige européen. La décadence militaire des Ottomans, révélée à l'Europe par les revers qu'ils ont subis depuis la délivrance de Vienne (1683), pose une question d'héritage que l'Autriche d'abord, la Russie ensuite s'efforcent de résoudre à leur seul profit.

La rivalité de ces deux États, qui éclate publiquement aux congrès de Nimirow (1737), et la jalousie des puissances maritimes, qui ont des intérêts commerciaux à défendre, plus que sa force intrinsèque, préservent l'Empire ottoman d'une dissolution qui, dès le début du XVIII^e siècle, paraissait imminente. La question d'Orient avait été pendant des siècles un problème de défense. Avec le XVIII^e siècle, elle entre dans une phase nouvelle. On ne craint plus les Turcs, on commence à s'inquiéter pour eux. Le maintien de l'Empire ottoman apparaît, de plus en plus clairement, comme une nécessité d'ordre européen et l'ambition de la Russie de chasser les Turcs de l'Europe devient une menace pour la paix du monde¹). La France fut la première à poser le principe de l'in-

¹) Mémoire attribué à Chauvelin, in Vandal, *Une ambassade française en Orient sous Louis XV. La mission du marquis de Villeneuve*, Paris, 1887, p. 270. — Cf. aussi

tégrité de l'Empire ottoman, mais elle n'était pas la seule intéressée à le faire prévaloir. L'Autriche, la Prusse et l'Angleterre devaient l'adopter tour à tour, au fur et à mesure qu'elles se sentirent menacées par l'expansion de la puissance russe. La question d'Orient sera donc, au XVIII^e et au XIX^e siècle, « le problème de la possibilité et des moyens d'éviter les troubles qui pourraient résulter pour l'équilibre européen de la faiblesse de la Porte et de la puissance de la Russie »¹). Mais ce qui donnait tant de prix à l'héritage ottoman, c'était la possession de Constantinople et des Détroits. Une croyance universellement répandue attachait à l'acquisition de cette ville et de ses alentours une idée d'hégémonie sur l'Orient tout entier. « Constantinople, a dit Napoléon, est placée pour être le centre et le siège de la domination

Rousset, *Mercure historique*, T. CIII, p. 427, in Zinkeisen, *Geschichte des osmanischen Reiches*, Gotha, 1857, Vol. V, p. 709.

¹) Chr. Wurm, *Diplomatische Geschichte der orientalischen Frage*, Leipzig, 1858, p. 1. — La plupart des historiens sont d'accord pour voir les éléments essentiels de la question d'Orient dans la décadence de l'Empire ottoman et dans les rivalités des puissances européennes. « The near eastern question may be defined as the problem of filling up the vacuum created by the gradual disappearance of the Turkish empire from Europe ». (W. Miller, *The Ottoman empire and its successors*, 2^e éd. Cambridge, 1927, p. 1).

Pour l'*Encyclopédie britannique* la question d'Orient est « le problème *international* posé par la décadence de l'Empire ottoman et par sa chute imminente ». Pour M. Ancel, « la question d'Orient naît de la dislocation de l'Empire ottoman... D'autre part, la question d'Orient résulte des rivalités européennes, les ambitions des Puissances se précisent, leurs intérêts se formulent vers la fin du XVIII^e siècle ». — « La question d'Orient constitue le problème de savoir à qui sera Constantinople ». (« Indépendance belge », 7 janvier 1912). — « La question d'Orient qui n'apparaît que comme une question territoriale et politique, consiste au fond dans le jeu de toutes les forces qui concourent à la vie de l'Orient ». (M. Lhéritier, *Régions historiques Europe centrale, Orient méditerranéen et question d'Orient*, à qui nous avons pris les définitions ci-dessus, depuis celle de l'*Encyclopédie britannique*. « Revue de synthèse historique », T. XIX, 1928, pp. 43—67).

Les historiens russes se partagent en deux camps. Pour les *zapadniki*, représentés par Soloviof, la question d'Orient est un moment de la lutte séculaire entre l'Asie et l'Europe. « La question d'Orient, dit-il, est déjà l'essence de l'histoire de la Grèce antique ». Pour les slavophiles, dont les idées ont été le plus clairement formulées par N. Danilewsky, *Russland und Europa*, la question d'Orient n'est pas la lutte entre l'Asie et l'Europe, mais seulement celle du monde germano-romain et catholique avec le monde gréco-slave et orthodoxe. (Analyse détaillée du livre de M.

universelle »¹⁾. Si l'importance internationale de la seconde Rome a été très exagérée, la question des Détroits est bien le fond de la question d'Orient. Comme on l'a dit en termes excellents: « Cette question des Détroits, cette lutte continue pour le libre accès de la mer Noire ou de l'Égée, demeure à travers les siècles l'élément invariable de la question d'Orient: toute puissance qui essaie d'établir dans les mers du Levant une suprématie politique ou commerciale rallume l'éternel foyer de discorde. Depuis l'époque lointaine de l'hégémonie d'Athènes dans le Pont-Euxin, jusqu'aux campagnes de Catherine II et aux guerres d'Orient du XIX^e siècle, la cause du conflit est toujours la même »²⁾. L'objet suprême des convoitises russes, dès l'époque de Pierre le Grand, est Constantinople³⁾. C'est à cet objectif que l'on mesure la valeur des conquêtes russes; c'est surtout par lui que les États nationaux élevés sur la ruine de l'Empire ottoman acquerront leur importance internationale.

La question d'Orient étant devenue un problème d'équilibre, ses facteurs essentiels doivent être cherchés dans le développement du système politique européen. Ce développement se caractérise, au XVIII^e siècle, par une importance croissante des questions maritimes et coloniales, et par le déplacement vers l'est du centre de gravité de la politique continentale. La France, affaiblie par les guerres ruineuses de Louis XIV et par les fautes de ses successeurs, perd sa prépondérance po-

Gigarev, *La politique russe dans la question d'Orient*, 2 vol. Moscou, 1896, par M. Reader dans « Bibliothèque universelle et Revue Suisse », Lausanne, 1897, T. VIII (octobre-décembre), pp. 5—38, 286—318, 495—521.

¹⁾ *Mémorial*, 10—12 mars 1816. — A. Vandal, *Napoléon et Alexandre I-er* 3 vol. Paris, 1906, vol. I, p. 268.

²⁾ G. Brătianu, *Le commerce génois dans la mer Noire au XIII^e siècle*, Paris, 1929, pp. 286—287. — « Pour la Russie toute la fameuse question d'Orient se résume dans ces mots: de quelle autorité dépendent les détroits du Bosphore et des Dardanelles? Qui en est le détenteur? » (Serge Goriainow, *Le Bosphore et les Dardanelles*, Paris, 1910, p. 1).

³⁾ A. Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, Paris, 1902, p. 11.

litique. L'Espagne, dépossédée des Pays-Bas et de ses provinces italiennes, finit par se mettre à la remorque de la France. Les Provinces-Unies, après un développement maritime et commercial hors de proportion avec leurs ressources intérieures, subissent un déclin analogue et sont obligées de chercher leur appui dans la politique anglaise. L'Espagne et la Hollande, grandes puissances au siècle précédent, tombent au XVIII^e siècle au rang de puissances secondaires. Même bouleversement au nord et à l'est. La Suède qui au XVII^e siècle s'était rendue maîtresse de la Baltique est refoulée dans sa Péninsule et soumise après la mort de Charles XII, son dernier roi guerrier, à la domination d'une oligarchie turbulente et égoïste. La Pologne l'avait précédée de plus d'un siècle dans la voie de la décadence¹). L'Empire ottoman subit déjà à la paix de Carlowitz (1699) «un premier démembrement». A leur place et en partie sur leur ruine, deux nouveaux États s'élèvent et prennent place parmi les grandes puissances. La Russie donnera contre l'Empire ottoman des assauts d'autant plus acharnés et plus efficaces qu'elle est la plus intéressée au démembrement de cet Empire. La Prusse, bien que n'étant pas directement intéressée dans la question d'Orient, sera amenée, par sa crainte de l'Autriche et par son alliance avec la Russie, à y jouer un rôle considérable. L'Autriche qui, après les victoires retentissantes du prince Eugène, paraissait résolue à assumer le rôle d'avant-garde du germanisme dans son expansion vers l'Orient, fut bientôt distraite de cet objet par ses difficultés intérieures et, après 1740, par sa rivalité avec la Prusse et par ses velléités d'hégémonie en Occident. Mais, même tirillée par des tendances diverses, l'Autriche restait redoutable et la Russie, pour résoudre la question d'Orient, devait compter avec elle. Ainsi la question d'Orient subira tous les contre-coups de la politique européenne et exercera son influence sur toutes les affaires occidentales. Quatre puissances seront surtout intéressées à la solution de la question d'Orient: la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie.

¹) R. Lodge, *The European Powers and the Eastern Question in Cambridge Modern History*, VIII. pp. 306—308.

Pendant deux siècles, du XVI^e au XVIII^e siècle, la France avait joui à Constantinople d'une situation exceptionnelle. L'influence de ses ambassadeurs avait été prépondérante. Ses sujets bénéficiaient des plus amples privilèges civils et commerciaux. Son nom et son pavillon couvraient toutes les autres nations chrétiennes. Jusqu'en 1583, les Anglais eux-mêmes furent obligés, pour trafiquer dans le Levant, d'arborer les couleurs françaises et de chercher la protection de l'ambassadeur de France¹). Aux deux extrémités de l'Europe, l'Empire ottoman et la France se garantissaient mutuellement contre les ambitions de la maison des Habsbourg, leur ennemie commune. L'appui de la flotte turque dans la Méditerranée et la diversion de l'armée ottomane sur la frontière orientale de la monarchie des Habsbourg ont permis à la France de rompre le cercle de fer où son adversaire voulait l'enfermer, tandis que la rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint a facilité aux armées turques la conquête de la Hongrie centrale. Cet accord entre le roi très chrétien et le chef des Infidèles résista, jusqu'à la Révolution française, à toutes les intrigues étrangères, comme à toutes les défections réciproques. C'est qu'une puissante solidarité économique était venue consolider l'entente politique. Comme on l'a justement remarqué²), l'Empire ottoman rendait à la France tous les services d'un véritable empire colonial, tout en lui épargnant les frais d'administration. Il constituait pour l'industrie française un débouché avantageux et sûr et un centre d'approvisionnement incomparable. C'est au commerce du Levant que les manufactures du Midi et le port de Marseille durent leur merveilleuse prospérité. A ces avantages, d'ordre politique et économique, s'en ajoutait un autre, d'ordre moral. Protectrice et gardienne des Lieux saints, la France s'est érigée avec le temps en représentante des intérêts du catholicisme dans le Levant. Les religieux placés sous sa protection devinrent les serviteurs les plus dévoués de ses intérêts et de sa gloire. Ils

¹) J. Klaczko, *Les évolutions du problème oriental*. (« Revue des Deux-Mondes », 1878, Vol XXIX, p. 729).

²) A. Vandal, *Une ambassade française en Orient sous Louis XV^e*. *La mission du marquis de Villeneuve*, 1728—1740. Paris, Plon, 1887, pp. 16—17.

servirent d'éclaireurs à ses commerçants et répandirent dans les provinces les plus éloignées de l'Empire ottoman le nom et le prestige de la France. Ils créèrent et fortifièrent parmi tous les *rayas*, sans distinction de culte, la foi dans la mission civilisatrice et libératrice de la France. « Ils publiaient incessamment, dit un Père latin, la puissance de notre invincible monarque, seule capable de délivrer les pauvres chrétiens de l'état misérable où ils sont réduits »¹⁾. Ainsi ils préparèrent le terrain pour la belle moisson qu'allaient mûrir dans ces contrées les idées de la Grande Révolution.

La bonne entente entre la France et la Porte s'est prolongée jusqu'à la fin de l'ancien régime, bien qu'aucun traité d'alliance ou acte analogue ne l'eût scellée. Les conventions de 1535 et 1536, 1604 et 1673 n'étaient que des actes unilatéraux, des *capitulations*, par lesquels le sultan octroyait aux sujets du roi de France un ensemble de privilèges et d'immunités d'ordre commercial, civil et religieux. Ce régime convenait également aux préjugés des Turcs qui n'admettaient pas qu'un souverain infidèle fût placé sur un pied d'égalité avec le sultan et aux intérêts de la France qui pouvait au besoin renier des auxiliaires utiles, mais compromettants. Ainsi la diplomatie française ne s'est point fait scrupule, toutes les fois que ses intérêts l'exigeaient, de conclure la paix sans consulter les convenances et les intérêts de la Porte²⁾.

Aussi longtemps qu'ils furent gouvernés par des sultans guerriers, les Turcs s'accommodèrent sans peine de cette politique. Elle multipliait les causes de conflit, et ils étaient contents de toute occasion qui leur permettait de satisfaire leur goût de la guerre et du pillage. Mais, sous les sultans faibles qui se succédèrent après Soliman le Magnifique, leur ardeur guerrière s'étant refroidie, ils devinrent plus circonspects et plus intéressés. Éclairés par les conseils de leur ministres

¹⁾ M. L. Drapeyron, *Un projet de conquête de l'Empire ottoman au seizième et au dix-septième siècle*. (« Revue des Deux-Mondes », 1^{er} novembre 1876, pp. 122—145).

²⁾ A. Vandal, *Ouvr. cité*, p. 4.

d'origine étrangère, tel que le comte de Bonneval, et instruits par les défaites que les Autrichiens leur avaient infligées, ils se sont avisés du caractère égoïste de la politique française à leur égard et se sont décidés à ne plus accorder sans garanties leur concours¹⁾. Ainsi en 1734 la Porte refusa de déclarer la guerre à l'Empereur avant que la France n'eût pris l'engagement formel et écrit de ne pas conclure de paix séparée²⁾. Par les services qu'il avait rendus à la Porte, au cours des négociations de la paix de Belgrade, le marquis de Ville-neuve rétablit le crédit chancelant de son pays et obtint en 1740 le renouvellement des capitulations de 1673. Il devint même une sorte de « grand-vizir des chrétiens ». Ses successeurs immédiats ont, il est vrai, plus de peine à maintenir la prépondérance ou, comme on disait alors, « le principal crédit » de la France à Constantinople, mais l'intérêt des deux puissances à « arrêter le cours de vastes projets de la Russie »³⁾, sauvegarde leur amitié, et l'ambassadeur de France reste, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le conseiller le plus écouté de la Porte. C'est que la Russie n'apparaît pas moins redoutable à la France qu'à la Turquie. En Pologne et en Suède, aussi bien qu'en Turquie, la diplomatie française se heurte aux ambitions envahissantes de la Russie et voit son système oriental, fondé sur la conservation de ces États, menacé d'un bouleversement complet. Il était donc naturel que la France, ne pouvant atteindre directement la Russie, cherchât à en contenir l'expansion en redressant la barrière que les trois États de Suède, de Pologne et de Turquie avaient formée entre la Russie et l'Occident. Maintenir leur union pour les opposer plus efficacement à leur ennemi commun, tel était le mot d'ordre des ministres français à Constantinople.

L'Angleterre n'avait joué au XVIII^e siècle qu'un rôle fort effacé dans les affaires orientales, parce qu'elle n'acquit que lentement, et seulement à la veille de l'expédition de Napoléon en

¹⁾ *Ibid.*, p. 5. — Dépêche de Ludolf, 11 janvier 1769.

²⁾ Dépêche du comte de Castellane au marquis d'Argenson du 23 mars 1747. (Hammer, XV, 370).

³⁾ Le même au même, 23 novembre 1748. (*Ibid.*, p. 383).

Égypte, une conscience nette de ses intérêts dans le Levant. L'empire des Indes ne s'organise et ne prend de l'importance qu'après la conquête des colonies françaises, et l'ennemi que l'Angleterre devait craindre n'était pas alors la Russie, mais la France ¹⁾. Les motifs de son action en Orient étaient d'ordre essentiellement commercial, presque exclusivement privé. Son commerce n'était pas dirigé par l'État, comme en France, mais par une société privée, la *Turkey company*, qui en 1581 s'était assuré le monopole du commerce oriental. C'était la compagnie, et non le gouvernement, qui payait l'ambassadeur de Constantinople et le personnel consulaire dont le principal devoir était de protéger les intérêts du commerce. Le 29 mars 1583 William Harebone débarque au Bosphore en qualité d'ambassadeur de la reine Elisabeth et en 1599 les Anglais obtiennent du sultan le droit d'aborder les Échelles du Levant sous leur propre pavillon. Au XVII^e siècle, leur commerce dans le Levant prit un grand essor, grâce à la supériorité de leurs draps et à la discipline maintenue par la compagnie. Mais dès le début du XVIII^e siècle le commerce anglais commence à fléchir. Les draps français, meilleur marché et plus au goût des Orientaux, font une concurrence victorieuse à ceux d'Angleterre. Vers le milieu du XVIII^e siècle, le commerce anglais est en pleine décadence. Smyrne, qui en 1715 comptait encore vingt maisons de commerce anglaises, n'en compte plus en 1735 que trois ²⁾. Tandis que les facteurs anglais ne recevaient plus que 1000 à 2000 balles, la France écoule 12.000 balles de 1739 à 1740. Pour dix bateaux français qui entrent dans les ports ottomans, on compte à peine un bateau anglais. La compagnie ne parvient plus à couvrir les frais de l'ambassade de Constantinople et commence à s'endetter. C'est pourquoi les hommes d'État anglais considéraient, sinon avec joie, du moins sans inquiétude, l'importance croissante de la Russie dans les affaires orientales. Ils ne virent d'abord en elle qu'une cliente avantageuse et une alliée possible contre la France. L'Angleterre possédait de nombreux comptoirs

¹⁾ A. Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, pp. 81—83.

²⁾ Masson, *Le commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle*, Paris, 1911, pp. 364—374.

dans les ports de la Baltique et dans les principales villes de la Russie. L'expansion russe vers la mer Noire et la Méditerranée semblait ainsi apporter au commerce oriental de l'Angleterre une chance de relèvement. C'est pourquoi ses diplomates prirent à tâche de seconder en toute circonstance l'action de la Russie. Lord Chatham se vantait d'être « tout à fait russe » et l'ambassadeur anglais à Constantinople n'était, selon l'expression de Favier, que « le chargé d'affaires de la Russie »¹⁾.

La maison des Habsbourg fut intimement mêlée aux affaires orientales du jour où, à ses possessions héréditaires, elle ajouta la couronne de Hongrie (1526). Pendant cent-cinquante ans, elle dut disputer aux Turcs la plus grande partie de son héritage hongrois. Mais à la fin du XVIII^e siècle elle se sent assez forte pour passer de la défensive à l'offensive. Après la délivrance de Vienne (1683), les armées impériales descendent le cours du Danube et enlèvent l'une après l'autre Bude, Timișoara-Temesvár et Belgrade. Le prince Eugène prit Nisch et s'aventura jusqu'à Uskub en Macédoine. « Encore une campagne, dit un ministre turc en apprenant cette nouvelle, et les Autrichiens seront sous les murs de Stamboul²⁾ ». La retraite des troupes ottomanes s'était transformée en déroute; elles s'étaient débandées sans avoir opposé la moindre résistance. Cette campagne brisa la puissance essentiellement conquérante des Turcs et la paix de Carlowitz (1699) mit un terme à leurs envahissements. Les Turcs perdirent, à l'exception du Banat de Timișoara, tous les pays qu'ils possédaient au nord du Danube. La paix de Carlowitz marque réellement le commencement du démembrement de l'Empire ottoman. La campagne de 1715—1718 lui fut encore plus désastreuse. Vainqueur des Turcs à Péterwardein, le prince Eugène pénétra de nouveau dans la péninsule des Balkans et força les Turcs à signer la paix de Passarowitz (1718) qui attribua à l'Autriche la Petite-Valachie, Belgrade avec les régions en-

¹⁾ W. Miller, *Ouvr. cité*, pp. 12—14. — Zinkeisen, V, pp. 872—879.

²⁾ Lavisse-Rimbaud, *Histoire générale*, VI, p. 845. —

vironnantes et une bande de terrain en Bosnie, le long de la Save, lui ménageant, avec un agrandissement territorial, des positions d'attaque également redoutables pour Constantinople et pour Salonique. « Jamais sa situation en Orient ne devait être plus avantageuse, ni plus menaçante ¹⁾ ». L'Autriche avait pris une avance considérable sur la Russie et semblait sur le point de réaliser les rêves conquérants de ses sujets hongrois.

Mais ses intérêts occidentaux empêchèrent l'Autriche de devenir une puissance orientale. Elle n'était pas assez forte pour poursuivre une politique d'hégémonie en Allemagne et en Italie, en même temps qu'une politique de conquête dans la péninsule des Balkans. Sa position lui imposait un choix pénible entre l'Occident et l'Orient. Le 25 août 1726 elle signe avec la Russie un traité d'alliance, par lequel elle renonce à sa position privilégiée et s'engage à ne poursuivre isolément aucun avantage nouveau en Orient, parce que le souci d'assurer son trône à sa fille absorbe toute l'attention de Charles VI ²⁾. Ce n'est qu'après avoir obtenu la reconnaissance de la Pragmatique sanction par les puissances occidentales que l'Autriche songe à reprendre de nouveau sa politique d'expansion en Orient. En 1737, elle intervient dans la guerre russo-turque, moins pour satisfaire aux obligations que lui imposait le traité de Vienne que pour chercher dans la péninsule des Balkans des compensations aux pertes qu'elle avait subies en Occident. Mais la guerre commencée avec des moyens insuffisants et conduite avec une maladresse insigne aboutit, du côté autrichien, à la défaite de Grodzka et à la perte de Belgrade. La jalousie et la méfiance réciproques des deux alliés permirent aux Turcs de reprendre, sous la médiation habile du marquis de Villeneuve, tout ce qu'ils avaient perdu à la paix de Passarowitz. La paix de Belgrade (1739) rejetait l'Autriche de la péninsule des Balkans et, en rendant à l'Empire ottoman des frontières naturelles au nord, la Save, le Danube et les Carpathes, elle mettait les Principautés Danubiennes à l'abri

¹⁾ Vandal, *La mission du marquis de Villeneuve*, p. 60.

²⁾ N. Iorga, *Histoire des États balcaniques jusqu'en 1924*, Paris, 1925, p. 95.

des attaques de l'Autriche. La poussée austro-hongroise vers l'Orient fut arrêtée pour cent-vingt-cinq années¹). Les peuples chrétiens de l'Empire ottoman tourneront leurs vœux vers la Russie qui jouera désormais le premier rôle dans les affaires orientales. Ne pouvant plus espérer tirer le principal avantage du démembrement de l'Empire ottoman, l'Autriche s'attachera, par le maintien du *statu-quo*, à empêcher l'agrandissement et à éviter le voisinage de sa dangereuse rivale, la Russie. Ainsi, après avoir poursuivi seule et à son seul profit la destruction de l'Empire ottoman, l'Autriche s'est efforcée d'atteindre ce but de concert avec la Russie, pour finir par adopter le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman.

Cette évolution fut déterminée, outre l'influence perturbatrice des intérêts occidentaux des Habsbourg, par le caractère composite des États autrichiens et surtout par l'opposition hongroise à la politique orientale du cabinet de Vienne. Les Hongrois, tout en montrant à l'Autriche le chemin de Belgrade et de Salonique, n'entendaient nullement donner sans réserves leur appui à une politique qui se proposait des buts étrangers à leurs intérêts et où ils n'auraient servi que de simples instruments. Ils voulaient avant tout sauvegarder leur indépendance et leurs privilèges, également menacés par une extension éventuelle de la domination autrichienne au-delà du Danube et de la Save²). Ainsi s'explique la faiblesse et l'incohérence de la politique orientale de l'Autriche, politique négative et jalouse qui conduira à des compromissions humiliantes sous Marie-Thérèse et aux pires aventures sous Joseph II.

La politique orientale de la Russie ne date pas du règne de Pierre le Grand. Elle découle des conditions du développement et des traditions de la civilisation russe. La constitution de l'Empire ottoman sur la ruine de l'Empire byzantin affecta profondément le peuple russe qui avait reçu de Constantinople

¹) Vandal, *Ouvr. cité*, pp. 399—400. — Übersberger, *Russlands Orientpolitik*, Stuttgart, 1913, vol. I, p. 240.

²) H. Marczali, *Magyarország története II. József korában*, Budapest, 1888, Vol. III, pp. 140—144.

les premiers éléments de sa civilisation. Les guerres plusieurs fois séculaires soutenues contre les Tartares, qui étaient venus des steppes de l'Asie et qui avaient intercepté toute communication entre la Russie et Byzance, prirent la forme d'une lutte à la fois religieuse et nationale. Comme les Espagnols, les Russes avaient « non seulement à reconquérir leur territoire envahi, mais à y triompher d'une autre race et à y détruire une autre religion »¹⁾. Leur croyance religieuse s'est confondue avec leur patriotisme, et a donné naissance à ce messianisme guerrier qui s'accordait merveilleusement avec les projets de conquête et de domination des tzars. En Suède, en Pologne et en Turquie, la sainte Russie poursuivait des agrandissements en combattant des schismatiques ou des infidèles. Gardienne de la vraie foi et héritière de Byzance, la Russie accueillit avec faveur les Slaves du sud, les moines d'Athos et les patriarches d'Orient qui allaient à Moscou demander des secours et exciter le zèle religieux des Russes contre les Turcs. Ce sont surtout les Grecs et les Slaves du sud qui, adaptant les légendes et les prophéties byzantines aux conditions de la vie russe, firent de Moscou la troisième Rome et identifièrent au peuple *russe*, la nation blonde, qui devait délivrer les chrétiens assujettis par les Turcs²⁾. Cette croyance qu'il appartenait au peuple russe d'affranchir les orthodoxes de l'Empire ottoman et de planter de nouveau la croix byzantine sur l'Église de Sainte-Sophie assurait à la politique officielle l'appui du sentiment populaire et la complicité des sujets orthodoxes de la Porte³⁾. La Russie acquérait ainsi un avantage considérable sur ses compétiteurs qui n'avaient dans la question d'Orient que des motifs matériels à alléguer. Elle devenait, de tous les ennemis de l'Empire ottoman, le plus dangereux.

¹⁾ M. Mignet, *Notices et Mémoires historiques*, Paris, 1843, Vol. II, p. 431. — H. Hauser et A. Renaudet, *Les débuts de l'âge moderne. La Renaissance et la Réforme*, Coll. « Peuples et Civilisations », Paris, 1929, p. 376.

²⁾ H. Übersberger, *Ouvr. cité.*, Vol I, p. 14. Le *ξανθὸν γένος*, traduit en russe par *roussiï narod* (peuple blond) devint *rouskiï narod* (peuple russe).

³⁾ N. Iorga, *Histoire des États balkaniques*, p. 61 et suiv. — V. Harea, *Le messianisme russe du XV^e et du XVI^e siècle*, in « Minerva », Jassy, 1927, pp. 60—80 (en roum.).

Cet aspect de la rivalité russo-turque a déterminé certains historiens russes à ne voir dans la question d'Orient qu'un moment de la lutte séculaire entre l'Asie et l'Europe. La question d'Orient serait « née à l'histoire du jour où l'Europe a compris la différence entre l'Europe et l'Asie, entre l'esprit européen et l'esprit asiatique. La question d'Orient est déjà l'essence de l'histoire de la Grèce antique... Une guerre à mort traverse toute l'histoire de l'Europe, avec un sort variable pour les belligérants: tantôt c'est l'Europe, tantôt c'est l'Asie qui prend le dessus... mais c'est toujours la même guerre, toujours la question d'Orient »¹⁾.

Il nous semble plus prudent de chercher dans les conditions de développement de l'État russe les raisons de l'antagonisme qui sépare les Turcs et les Russes. Formée dans l'immense plaine que limitent au nord la Baltique et la mer Blanche, au sud la mer Noire et le massif du Caucase, au sud-ouest les Carpathes et à l'est la chaîne de l'Oural, la Russie devait tendre fatalement à atteindre ces limites naturelles et à remplir ce vaste espace. La configuration du sol favorisa le grand mouvement de colonisation qui est un des faits les plus notables de l'histoire russe. Le système hydrographique russe qui a son centre à l'angle nord-ouest du plateau central (où s'est concentrée pendant plusieurs siècles la vie russe) et ses ramifications principales vers les mers frontières, a agi dans le même sens. L'impérialisme russe a suivi la pente et la direction des grands fleuves et, comme aucun obstacle naturel n'est venu arrêter l'extension de la population russe, celle-ci s'est développée en étendue et en nombre plutôt qu'en civilisation. Les causes qui ont obligé les peuples occidentaux à rechercher de nouveaux moyens de subsistance et à développer de nouvelles formes de civilisation ont déterminé ici des phénomènes de migration et de colonisation²⁾.

Comme la voie des conquêtes, celle du commerce et de la colonisation a été tracée par le cours des grands fleuves. Le

¹⁾ Soloviof, cité par Gigaref, *La politique russe dans la question d'Orient*, 2 vol., Moscou, 1896. (Analyse par M. Reader dans la *Bibliothèque universelle et Revue Suisse*, Lausanne, 1897, T. VIII (oct.-déc.), pp. 5—38, 286—318, 495—521).

²⁾ K. Stählin, *Geschichte Russlands*, Stuttgart-Berlin, 1923, Vol. I, p. 15.

Dniéper mit la Russie en communication avec Byzance et fit la fortune de Kief, comme la Néva devait la mettre plus tard en relation avec l'Occident et faire la grandeur de St.-Petersbourg. La chute de Kief (XII^e siècle) et le transfert du centre de la vie nationale dans le bassin de la Volga changent du même coup l'orientation politique du pays. La Volga, la *mère nourricière*, dont le bassin embrasse une étendue grande comme trois fois la France et comprend la principauté de Moscou presque tout entière, pousse la Russie vers l'Orient et la met aux prises avec les hordes tartares qui l'occupent pendant deux siècles et demi. A la suite de leur long contact avec ces peuples, qu'ils finirent par vaincre et par absorber, les Russes n'acquirent pas seulement la force guerrière et l'ambition conquérante qui leur avaient manqué¹⁾, mais encore cette intelligence particulière des choses asiatiques qui les distinguera dans leurs négociations avec les Turcs. Pour la même raison, ils seront comme déchirés entre les deux tendances contraires de l'Orient et de l'Occident. Ils se tourneront alternativement de l'Orient vers l'Occident, de l'Occident vers l'Orient selon les vicissitudes des événements. Après avoir secoué le joug tartare, les Russes cherchèrent à s'ouvrir une voie de communication avec l'Europe méridionale, mais ils rencontrèrent sur leur chemin les Turcs qui s'étaient emparés de la péninsule des Balkans et avaient rendu vassal le khan de Crimée. Un conflit entre les deux peuples devait surgir fatalement. Les incursions des hordes tartares sur le territoire russe faillirent dès le XVI^e siècle déclancher le conflit. Mais la Russie, non encore consolidée, ne se sentait pas de force à prendre l'offensive et l'Empire ottoman, même sous Mourad IV, n'osa pas s'aventurer dans les steppes russes.

A l'avènement de Pierre le Grand, deux tâches, également impérieuses, s'imposaient à la Russie; l'une nationale: rassembler les éléments épars du peuple russe dont près de la moitié se trouvait encore sous la domination étrangère, l'autre géographique: donner au pays des frontières naturelles et des communications libres avec l'Occident. La poursuite de cette double tâche devait mettre la Russie en conflit avec les Suédois

¹⁾ N. Iorga, *ouvr. cité*, p. 62. — Rambaud, *ouvr. cité*, p. 42.

au nord, les Polonais et les Turcs au sud. L'impossibilité de mener la guerre sur trois fronts différents avait déjà obligé les prédécesseurs de Pierre I^{er} à diviser les adversaires et à les attaquer un à un. Ils commencèrent par entamer la Pologne et, après un siècle d'effort, ils parvinrent à lui enlever Kief et à lui imposer la trêve d'Andrussowo (1667) que le traité de Moscou (1686) transforma bientôt en une paix perpétuelle et même en une alliance offensive contre les Turcs ¹⁾.

Rassuré du côté de la Pologne, Pierre le Grand porta son effort vers le sud et essaya de compléter l'oeuvre de ses prédécesseurs en étendant les frontières de la Russie jusqu'aux rives septentrionales de la mer Noire. Il prit Azof, et pour la première fois une flotte russe sillonna la mer de ce nom. Les intrigues de Charles XII ramenèrent son attention sur la Baltique, et, au lieu de Taganrog ou d'Azof, c'est St.-Pétersbourg qui devint la capitale du nouvel Empire. Après la bataille de Poltava (1709), il se crut assez fort pour abattre d'un seul coup la puissance ottomane que ses prédécesseurs n'avaient pu qu'entamer. Avec des moyens insuffisants, et en dépit des avertissements du prince de Moldavie, Démétrius Cantemir, il s'engagea témérairement dans les déserts de la Bessarabie où il fut encerclé avec toute son armée et réduit à capituler ²⁾. Le traité du Pruth (1711) lui enleva Azof, anéantit sa flotte de la mer Noire et refoula de nouveau la Russie dans ses steppes ³⁾. La politique orientale de Pierre I^{er} semblait finir sur cet échec retentissant.

En réalité Pierre le Grand avait contribué plus qu'aucun de ses prédécesseurs au triomphe de cette politique. Il laissa le terrain déblayé; il fit entrer la Russie dans le concert des puissances occidentales et noua avec l'Autriche et la Prusse des relations fort utiles aux intérêts de la Russie. Par ses succès contre la Suède, il établit l'hégémonie de la Russie dans le

¹⁾ W. Kliutschewskij, *Geschichte Russlands*, Leipzig-Berlin, 1925, Vol. I, pp. 35—64. — S. Platonov, *Histoire de la Russie*, Payot, 1929, pp. 9—10. — A. Rambaud, *Histoire de la Russie*, Hachette, 1918, pp. 1—14.

²⁾ C. C. Giurescu, *Une relation inédite sur la campagne de Pierre le Grand en Moldavie (1711)*, in « Mélanges d'histoire générale », publiés par C. Marinescu, Cluj, 1927.

³⁾ A. Vandal, *Le marquis de Villeneuve*, p. 59.

nord de l'Europe et rendit à son pays sa liberté de mouvement dans le sud. Sans armée comme sans prestige, livrée à une aristocratie turbulente et égoïste, et privée de ses provinces baltiques qui l'installaient aux portes mêmes de la capitale russe, la Suède cessait d'être une menace sérieuse pour la Russie. En même temps, Pierre le Grand consolida l'influence russe en Pologne. Deux des trois bastions qui jusqu'à lui avaient contenu l'expansion de la Russie, s'étaient ainsi écroulés. La Turquie devait désormais compter avec la totalité des forces russes, et le conflit ne pouvait être qu'une question de temps.

Le vice-chancelier Ostermann et le maréchal Münnich crurent ce moment venu en 1735 et, de concert avec la Perse et l'Autriche, ils attaquèrent la Turquie. Münnich força les lignes, jugées imprenables, de Pérécop, conquit Azof et Otschakof et, après la victoire de Stauceni, entra dans Jassy qui le reçut en libérateur. Mais son armée avait été décimée dans les steppes désertes du sud, l'argent manquait et la flotte qu'il avait fait construire à Briansk, sur le Dniéper et avec laquelle, il comptait conquérir Constantinople, s'avéra inutilisable. Les chrétiens de l'Empire ottoman, dont il avait escompté le soulèvement, ne bougèrent pas. Les Autrichiens, constamment battus par les Turcs, se lassèrent vite d'une guerre qui ne pouvait profiter qu'aux Russes. Par la paix de Belgrade (1739), ils abandonnèrent toutes leurs conquêtes au sud du Danube et de la Save. Les Russes évacuèrent la Moldavie et renoncèrent à Azof¹⁾. Catherine II trouva donc la question orientale au point où l'avait laissée Pierre le Grand.

Reste à voir la façon dont les changements survenus dans le système politique européen agirent sur la question d'Orient. La rivalité de la France et de l'Angleterre avait dominé la politique européenne durant le demi-siècle qui suivit la mort de Louis XIV. Elle avait déterminé les alliances et fixé le cours des événements. Tous les États ont ressenti les répercussions de cette rivalité. Le conflit qui mit aux prises la France et l'Angleterre pour la domination des mers, devait nécessairement engendrer une guerre continentale. L'Angleterre sortit toute

¹⁾ Kliutschewskij, *ouvr. cité*, IV, p. 319.

puissante de cette guerre et la France en fut d'autant plus humiliée qu'elle avait elle-même aidé les Anglais à établir leur suprématie maritime en envahissant l'Espagne et en détruisant ses arsenaux. En outre, la France avait épuisé ses forces à combattre l'Autriche, tandis qu'une vue plus claire de ses véritables intérêts lui eût conseillé de porter tout son effort vers l'Angleterre. Cette situation fausse l'entraîna dans d'inextricables embarras qui déconcertèrent le pays. La politique française cessait d'être intelligible à la nation et à ses alliés naturels.

« Le renversement des alliances » mit le comble à cette confusion. Rompant avec une tradition séculaire, la France se rapprocha de l'Autriche, son « ennemie héréditaire », et le 1^{er} mai 1756 signa avec elle à Versailles, d'abord un traité défensif, puis, un an après, un traité d'alliance offensive dirigé contre leurs ennemis respectifs : l'Angleterre et la Prusse. Mais comme l'Autriche était depuis 1726 l'alliée de la Russie, la France dut, du même coup, suspendre son action dirigée contre cette dernière puissance et abandonner la Pologne à la convoitise de ses voisins. Lorsque le rapprochement entre la Russie et la Prusse lui eut ouvert les yeux, elle tâcha de reprendre sa politique traditionnelle envers la Pologne, mais il était déjà trop tard. La situation avait complètement changé et la France ne put empêcher l'élection de Stanislas Poniatovski, l'ancien favori de Catherine II. La conséquence inéluctable de ces incohérences devait être le démembrement de la Pologne et le discrédit de la politique française en Orient. Les ambassadeurs de France à Constantinople virent ruiner leur autorité par des instructions qui leur imposaient l'obligation de soulever les Turcs tantôt en faveur de la Prusse contre l'Autriche, tantôt en faveur de l'Autriche et de la Russie contre la Prusse.

Un autre événement eut sur la question d'Orient des conséquences encore plus importantes, parce qu'il détermina pour un demi-siècle la politique extérieure de l'Autriche. Le rapt de la Silésie créa entre l'Autriche et la Prusse une hostilité et des rapports de méfiance qui, plus que tout autre chose, favorisèrent les progrès de la Russie en Orient. La Prusse ne chercha

2 André Ojetea. Contribution à la question d'Orient.



qu'à garder la Silésie qui couvrait son État au sud-est, l'Autriche ne songea qu'à la reprendre et à retablir sa prépondérance en Allemagne. Les deux guerres qui s'ensuivirent ne firent que consacrer le prestige militaire de Frédéric II et placer la Prusse au premier rang des puissances européennes. La monarchie des Habsbourg en fut profondément affectée. Le sentiment de sécurité que lui avait inspiré sa position géographique et le fait de ne confiner à aucun pays ennemi, sauf à l'Empire ottoman, fit place à la conviction que désormais elle ne pourrait rien entreprendre sans tenir compte de l'attitude de sa rivale la Prusse. C'est ce sentiment d'inquiétude qui a déterminé le système politique autrichien : l'alliance avec la France et la Russie. Kaunitz se fit le représentant de cette politique et il y resta attaché jusqu'à la Révolution française. La conviction que seules la France et la Russie pouvaient garantir l'Autriche contre une nouvelle agression prussienne fut confirmée en lui par ces considérations que l'alliance française était alors irremplaçable et que l'alliance russe était naturelle, les deux pays ayant les mêmes intérêts à Constantinople et étant également menacés par la Prusse. Il était, de plus, persuadé que seule la défection russe avait sauvé la Prusse, et cette persuasion lui fit désirer encore davantage l'alliance russe. Il considéra le rapprochement prusso-russe comme une faute insigne et mit tout en oeuvre pour le faire cesser. Après l'avènement de Catherine II, le cabinet de Vienne ne recula devant aucune flatterie pour s'assurer la sympathie de l'Impératrice et il serait allé jusqu'à lui sacrifier l'alliance française. Catherine II préféra l'alliance de la Prusse qui ne contrariait ses desseins ni en Pologne, ni en Turquie. En outre, la consolidation de l'influence russe dans la Baltique avait besoin du concours de l'Angleterre. Tout poussait la Russie vers une politique antifranaise et antiautrichienne.

La méfiance à l'égard du cabinet de Vienne fut aussi la règle de conduite de Frédéric II. Il savait que l'Autriche n'oublierait pas la perte de la Silésie. « Le chat demeure chat quoi qu'il fasse », disait-il de Marie-Thérèse. La Prusse était sortie victorieuse, mais épuisée et isolée de la guerre de sept ans. L'Angleterre l'avait abandonnée pour faire sa paix avec la France

sans se soucier du sort de son alliée. La Prusse n'avait été sauvée que par la mort subite d'Elisabeth et par la défection inopinée de Pierre III. L'Autriche battue, mais à peine entamée, restait debout et menaçante. Avec son pays ravagé par la guerre, sa population diminuée d'un tiers, ses finances ruinées et son armée désorganisée, Frédéric II ne pouvait rester isolé. Il avait besoin d'une longue période de paix pour réparer les désastres de la guerre et pour réorganiser l'instrument de sa puissance, l'armée, et seule l'alliance russe pouvait la lui garantir. Il ne négligea rien pour l'obtenir. La succession au trône de Pologne, succession ouverte en octobre 1763 par la mort d'Auguste III, lui fournit l'occasion de se rapprocher de la Russie et de sceller le rapprochement par un traité d'alliance défensive (11 avril 1764) qui garantissait leurs territoires et stipulait un secours de 10.000 hommes et de 2.000 chevaux convertible en un subside annuel de 400.000 roubles en cas de conflit en Turquie ou sur le Rhin. Les articles secrets établissaient le maintien de la constitution de Pologne et de Suède, la protection des dissidents orthodoxes et protestants et la candidature de Stanislas Poniatovski¹⁾. Ce traité, conclu pour huit ans, dura jusqu'en 1780. Il décida du sort de la Pologne et exerça une influence considérable sur le développement de la question d'Orient. Il fit de Catherine II l'arbitre de la politique continentale et lui fournit le moyen de reprendre en toute sécurité et avec les plus grandes chances de succès la politique russe d'expansion dans l'Orient.

Ainsi le conflit entre la Porte et la Russie s'engagea dans des conditions particulièrement favorables à celle-ci : la France immobilisée par ses difficultés intérieures et par l'attitude hostile de l'Angleterre, l'Autriche paralysée par la Prusse alliée de la Russie.

Mais, en dépit de ces circonstances exceptionnellement favorables, les progrès rapides et constants de la puissance russe sous Catherine II seraient inconcevables, si l'état intérieur de l'Empire ottoman ne les avaient facilités. — L'État turc,

¹⁾ A. Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, pp. 14—16.

« né de la guerre et organisé pour la conquête »¹⁾ entra en décomposition dès qu'il fut arrêté dans son expansion. Les institutions sur lesquelles reposait sa puissance ne pouvaient se conserver que par la guerre. — Les esclaves, parmi lesquels se recrutaient les meilleurs soldats et les principaux ministres du sultan, et les fiefs qui servaient à récompenser leurs services ne pouvaient être renouvelés que par des conquêtes progressives. Or, dès l'époque de Soliman le Grand les frontières de l'Empire commencent à se fixer. — Le sultan, dont l'autorité était celle d'un chef de guerre élu pour procurer du butin à ses hommes et pour maintenir la cohésion du groupe par la répression impitoyable de tout acte d'indiscipline, était censé régner au milieu de son camp. Les actes publics étaient datés de *l'étrier impérial*²⁾. Il était le chef et le centre de toutes les institutions qui régissaient ses sujets. Il était l'unité et la force propulsive de l'Empire.

En matière civile et religieuse, comme en matière militaire, le sultan exerce une autorité absolue. Il est le chef suprême de l'Islam, et, comme la loi civile n'est que l'application des préceptes du Coran à la vie quotidienne, il fait et défait toutes les lois qui gouvernent ses sujets. En théorie, son pouvoir est limité par le Coran³⁾, mais les théologiens chargés d'interpréter les livres saints relèvent de lui. Il les nomme et les dépose à son gré, comme il fait de tous les fonctionnaires de l'Empire. La politique et la religion, l'administration et la justice, les personnes et les biens, tout dépend en dernier ressort de lui. Son autorité n'a d'autres limites que l'inertie qui résulte de l'attachement à une constitution immuable⁴⁾ et la force qui se manifeste par des soulèvements militaires. Plus que tout autre, le pouvoir du sultan était un despotisme tempéré par la révolution et l'assassinat.

La valeur personnelle du chef et l'esprit qui l'anime ont, dans un système pareil, une importance exceptionnelle. Son

¹⁾ L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie: Turcs et Mongols*, Paris, 1896. p. VI.

²⁾ Eton, *Tableau de l'Empire ottoman*, Vol. I.—N. Iorga, III, 167 et suiv.

³⁾ Hammer, *Staatsverfassung*, p. 30,

⁴⁾ Lybyer, *The Government of the Ottoman Empire*, p. 27.

armée ne peut être divisée, ses pouvoirs ne peuvent être délégués sans danger. Le sultan doit exercer par lui-même le pouvoir absolu dont il est revêtu, sous peine de voir surgir en face de lui des rivaux. Il doit être l'esprit qui anime et qui dirige tout. Un tel régime, pour être une force, exige deux conditions : un puissant animateur qui le galvanise et le dirige, et des conquêtes perpétuelles qui le nourrissent et qui assurent le jeu normal des institutions militaires, en un mot, « un chef guerrier et des guerres »¹⁾. Chefs guerriers et conquêtes militaires commencent, dès la fin du XVI^e siècle, à faire défaut. Soliman le Grand fait exécuter celui de ses fils qui est le plus digne de lui succéder et lègue son trône à celui qui est le moins apte à régner. Sélim II ouvre la série des sultans fainéants, qui s'enferment dans le harem et ne se font plus voir dans les camps. Durant deux siècles, sur dix-sept sultans on en comptera à peine deux qui ne soient pas des hommes médiocres. Les héritiers présomptifs, condamnés à la réclusion jusqu'à leur avènement, deviennent étrangers non seulement à toutes les choses du gouvernement, mais à toutes les choses de la vie. Ainsi, c'est à l'âge de 56 ans qu'Osman III (1754—1757) fit son entrée dans le monde²⁾. Les jeunes s'épuisent dans une débauche précoce et s'avalissent par les flatteries d'une cour esclave. L'influence des femmes, déjà puissante à la fin du règne de Soliman le Magnifique, devient prépondérante sous ses successeurs. Tout haut dignitaire doit compter avec elle. Les grands-vizirs, ces vice-sultans dont l'énergie et le dévouement auraient pu jusqu'à un certain point suppléer à la volonté défaillante du souverain, s'exténuent à déjouer les intrigues des femmes et des eunuques qui croisent leur action³⁾. Après la mort de Mohammed Sokoli (1579), le grand-vizirat perd toute stabilité et, sauf de rares exceptions, comme celles de Köprülü et de Raghîb, il passe de main en main. C'est la domination du harem et de la rue qui commence.

1) Ranke, *Die Osmanen u. die spanische Monarchie im 16. u. 17. Jahrhundert*, Berlin, 1857, pp. 31—32. — H. Hauser et A. Renaudet, *Les débuts de l'âge modernes* pp. 383—395.

2) Porter, *Observations sur la religion, les lois, le gouvernement et les mœurs des Turcs*, I, 168.

3) Dépêche de Ludolf, du 27 sept. 1757.

L'absence d'une loi réglant avec précision la succession au trône eut des conséquences très graves. Sans doute, le sang d'Osman seul pouvait aspirer au trône. Mais les frères et les fils du sultan régnant avaient tous ce droit. Les moments, toujours critiques, de la transmission du trône, pouvaient devenir, et ils le devinrent en effet, des occasions favorables pour les mécontents et les éléments de désordre, surtout du jour où Mohamed II, par son fameux *Kanoun*, autorisa celui des fils du sultan qui arriverait au trône à faire exécuter ses frères. Tout fils de sultan savait désormais qu'il devait prendre le pouvoir ou périr à la mort de son père. La révolte et la conspiration lui étaient imposées sous peine de perdre la vie.

Le premier à profiter de cette circonstance fut le corps des janissaires. Du vivant de Soliman le Magnifique, ils avaient déjà montré, par leur aversion pour le futur Sélim II, des velléités d'intervention dans le règlement de la succession au trône. Au XVII^e siècle, « aucun des sultans turcs ne pouvait se considérer comme pleinement investi de l'autorité impériale avant qu'il ne fût agréé, et proclamé par eux »¹⁾. Sous le règne des sultans enfants Achmet I^{er}, Moustafa I^{er} et Osman II (1604—1623) les janissaires s'érigent en maîtres. Ils remplissent la capitale de leurs méfaits. Ils ne se contentent plus du don de joyeux avènement : ils pillent le trésor impérial et mettent à sac les magasins de l'État. Ils s'arrogent le droit de déposer le sultan qu'ils jugent indigne de régner et ils font légitimer leur révolte par un *fetwa* ²⁾. Leurs mutineries entrent dans les moeurs. « La Turquie désormais subsiste par le janissaire et doit vivre pour le janissaire d'abord... Depuis la prise de Rhodes (1522) jusqu'à l'apparition de la flotte russe aux Dardanelles (1770), tant vaut le janissaire et tant vaut l'Empire »³⁾.

Ainsi, dès que le pouvoir central se relâche, « la redoutable milice des soldats esclaves fait place à une garde urbaine rai-

¹⁾ R. Knolles, *Generall historie of the Turks*, London, 1687, p. 985. Cité par Lybyer, *ouvr. cité*, p. 93.

²⁾ Eton, *ouvr. cité*, Vol. I, p. 82.

³⁾ V. Bérard, *La révolution turque*, Paris, 1909, pp. 12—13.

sonneuse et séditeuse »¹⁾). Plusieurs causes ont favorisé cette transformation. Composée à l'origine d'esclaves chrétiens, élevés dans la foi musulmane et soumis à des exercices violents et à une discipline de fer, astreints à la vie de caserne et au célibat, éloignés de tout autre profession que celle des armes, cette milice devait sa principale force à sa constitution particulière et à son esprit de corps²⁾). Constitution et esprit de corps furent également atteints par l'intrusion d'éléments étrangers, qui n'avaient pas reçu la même éducation, ni subi les mêmes épreuves. Les privilèges et les exceptions dont jouissaient les janissaires déterminèrent en effet les Turcs influents à faire inscrire leurs enfants sur les rôles de cette milice. Mahmoud favorisa cette transformation en permettant à des hommes de toute condition d'acheter le brevet de janissaire et en conférant aux membres de cette milice l'exemption des droits d'importation, très élevés pour les Turcs. Les janissaires « se jetèrent en foule dans les branches les plus lucratives du cabotage et poussèrent même leur commerce jusqu'au Caire, à la Syrie etc. Bientôt l'esprit martial de ce corps se transforma en un esprit mercantile »³⁾). C'est ce qu'avait voulu le sultan; ne pouvant plus mater leur insolence, il prit le parti de les avilir. Il y réussit si bien que la plupart des janissaires ne savaient plus tenir un fusil. Leur nombre s'accrut au point d'atteindre, vers le milieu du XVIII^e siècle, le chiffre de 160.000 dont à peine 10.000 se trouvaient sous les armes. A l'origine, il leur était défendu de se marier; dès le XVII^e siècle ils se marient tous et ils tendent à rendre leur charge héréditaire. La *devchurmé* tombe en désuétude et vers 1640 elle est définitivement abolie⁴⁾).

L'abolition de la *devchurmé*, la difficulté croissante de compléter par des enlèvements les anciens contingents d'esclaves d'origine chrétienne et la tendance de plus en plus accentuée des Turcs à prendre la place de ceux-ci, transformèrent profondément la constitution ottomane, cette oligarchie d'esclaves.

¹⁾ Lavisse-Rambaud, *Histoire générale*, Vol. V, p. 886.

²⁾ Rulhière, *ouvr. cité*, III, p. 214.

³⁾ Porter, *ouvr. cité*, vol. I, p. 260 (éd. anglaise).

⁴⁾ Ranke, *ouvr. cité*, p. 68.

La cour cesse d'être une pépinière d'hommes capables et dévoués à la personne du sultan et à la grandeur de l'Empire. L'un des principaux ressorts de la puissance ottomane est brisé. Les meilleurs enfants des chrétiens assujettis ne serviront plus à soutenir, comme soldats et comme ministres, la domination ottomane qui, désormais, sera livrée à ses propres forces. Ce ne sera pas la moindre cause de décadence de l'Empire.

La cavalerie turque, aussi indisciplinée que l'infanterie, était cependant plus redoutable. L'élan et la vitesse de ses chevaux rendaient son choc impétueux, et, comme les janissaires réglait leur attitude sur celle de la cavalerie, c'était celle-ci qui d'habitude décidait des combats ¹). La cavalerie ottomane était soldée ou fieffée. La première se composait, au milieu du XVIII^e siècle, d'environ 15.000 *spahis dits de la Porte* répartis sous six drapeaux ²); la seconde était formée de *spahis feudataires*, (*timariotes et zaims*), obligés, suivant l'étendue de leur fief (*timar et ziamet*) ³), de conduire en campagne un ou plusieurs cavaliers montés et équipés. Dès la fin du XVI^e siècle les fiefs, réservés jusque là aux spahis ou aux fils de spahis, sont vendus aux esclaves du palais ou usurpés par les pachas des provinces qui se contentent d'en toucher les revenus. Les timars qui autrefois fournissaient cent cavaliers n'en fournissent plus au XVII^e siècle que quinze ⁴). Le sultan est obligé d'augmenter en proportion l'effectif de la cavalerie soldée. Les escadrons d'Asie ont de beaux chevaux, mais moins résistants que ceux des Moldaves et des Bulgares.

En outre, le développement continu des armes à feu et le rôle de plus en plus décisif de l'artillerie réduisit progressivement l'importance de cette arme et son influence sur le sort des batailles. Enfin la cavalerie turque, trop nombreuse,

¹) *Considérations sur la guerre présente entre les Russes et les Turcs*, (oct.-déc. 1769), Turin, 1773.

²) M. Porter, *ouvr. cité*, II, p. 128.

³) Les fiefs de moins de 20.000 aspres de revenus s'appelaient *timars*; ceux de 20—100.000 aspres de revenus *ziamets*; ceux dont les revenus dépassaient 100.000 aspres s'appelaient *khasses*. (Lybyer, *ouvr. cité*, p. 100).

⁴) L. Ranke, *ouvr. cité*, p. 72. — Lavissee-Rambaud, *Histoire générale*, V. p. 884.

encombraient par ses magasins et ses bagages le mouvement de l'armée.

L'artillerie, mal montée et mal servie, composée de pièces vieilles et dissemblables, commandée par des officiers ignorants et manipulée par des hommes ineptes, se trouve être le point le plus faible et le plus vulnérable de l'armée turque. C'est aussi le mal le plus difficile à guérir, car les mêmes préjugés nationaux et religieux qui ont empêché les Turcs de devenir une nation commerçante et industrielle, les ont rendus incapables de comprendre l'importance des découvertes techniques et la nécessité de leur application à l'art militaire ¹⁾.

Ces diverses catégories de troupes formaient l'armée régulière. Elles étaient complétées en temps de guerre par des troupes irrégulières: les *akindiis* ou cavalerie, les *azabs* ou infanterie et les Kurdes. A ces troupes, qui ne font la guerre qu'en été, s'ajoutent les *levends* et les *bach-bouzouks* volontaires, un ramassis de vagabonds, de criminels et d'aventuriers, poussés à la guerre par le fanatisme de leur religion ou par l'attrait du pillage. Ces hordes indisciplinées, qui se débendant au premier choc et qui ne servent qu'à remplir de leur corps les fossés des fortifications, sont le pire fléau des pays, amis ou ennemis, qu'elles traversent. Toutes ces troupes, tant régulières que volontaires, étaient armées à leurs frais et à leur gré: donc nulle uniformité dans les modèles et les calibres des fusils, ce qui augmente considérablement les difficultés d'approvisionnement ²⁾.

La marine turque, si redoutable au XVI^e siècle, présente les mêmes symptômes de décadence. Comme il n'y a pas de pépinières de matelots, la flotte est obligée de chercher ses recrues parmi les Grecs des îles, sujets à la défection. La Barbarie fournit encore des marins, mais en très petit nombre. En outre, la vénalité et la corruption sévissent dans la marine, comme dans les autres services publics. Les capitaines achètent leurs charges en gros pour les revendre en détail à leurs subordonnés. Ainsi point de sélection et point de contrôle véritables. Les officiers ne possèdent aucun principe d'arrimage,

¹⁾ Tott, *Mémoires*, Vol. III, p. 5. — Rulhière, *ouvr. cité*, III, p. 225.

²⁾ Rulhière, *ouvr. cité*, Vol. III, p. 219.

très peu de connaissances nautiques. Les batteries encombrées et de calibres différents, étaient difficiles à approvisionner et à manoeuvrer. La construction était défectueuse au double point de vue de la conception et de l'exécution. Les carènes des vaisseaux turcs étaient excellentes, au jugement des constructeurs français et des marins anglais, mais les parties supérieures présentaient de grands défauts ¹⁾. Trop élevés de bord à cause des longs bonnets dont se coiffent les marins, les vaisseaux turcs prenaient trop de vent, ce qui les rendait lourds et incommodes pour le combat. En revanche, les batteries basses étaient noyées au moindre flot. Ainsi la flotte ottomane ne pouvait « offrir à l'ennemi que beaucoup de bois et peu de feu » ²⁾. Le bois que l'on employait n'était pas assez sec, et le travail, exécuté par des esclaves, n'était pas assez soigné ³⁾. Rien d'étonnant si, souvent, la moitié des vaisseaux ne pouvait quitter le port.

En dépit de toutes les tentatives de modernisation, l'organisation et la tactique de l'armée ottomane sont restées ce qu'elles étaient deux siècles auparavant. Les Turcs n'ont pas suivi les autres nations européennes dans le perfectionnement de leurs armes et de leur tactique de guerre. Ils combattaient encore au XVIII^e siècle, comme si Gustave Adolphe, Turenne et Frédéric II n'avaient jamais existé. Leurs troupes, encombrées de bagages, mal instruites et mal commandées, « n'agissant que par masses confuses et désordonnées.., ne savaient ni manoeuvrer, ni livrer bataille selon les règles » ⁴⁾. Ne tenant ni rang, ni file, seuls les hommes du front pouvaient faire leur décharge. Aussi leur feu n'était-il guère redoutable, malgré leur attention à ajuster ⁵⁾. Le projet du comte de Bonneval, consistant à remanier le système de recrutement et à introduire les principes d'organisation et de discipline en vigueur dans les armées européennes, échoua contre les forces d'opposition, comme allaient échouer plus

¹⁾ Eton, *Tableau*, Vol. I, 117.

²⁾ Tott, *Mémoires*, Vol. III, p. 29.

³⁾ Ranke, *ouvr. cité*, p. 80.

⁴⁾ Vandal, *La mission du marquis de Villeneuve*, p. 173.

⁵⁾ *Considérations sur la guerre présente*, p. 23.

tard les efforts du baron de Tott et de Hassan-Pacha. C'est que « l'on avait affaire à un peuple fanatique et orgueilleux, ennemi de tout ce qui n'est pas lui-même; on lui a proposé pour modèle des usages qu'il hait; on lui a envoyé pour maîtres des hommes qu'il méprise »¹⁾.

A côté de l'élément militaire, le corps des légistes, des *oulémas* tient le plus de place dans l'Empire ottoman. Le Coran étant la source de la loi religieuse, et de la loi civile, les interprètes des livres saints cumulaient les fonctions de juges suprêmes, de maîtres de l'enseignement et d'administrateurs (peu scrupuleux) des fondations pieuses²⁾. Ils étaient immensément riches et, partant, très influents. Devant leurs sentences (*fetwas*), tout pliait. Le sultan lui-même aurait été à leur discrétion, s'il n'avait pas joui du droit de déposer, d'exiler et de perdre tous ceux des *oulémas* qui lui déplaisaient, y compris le *mufti*, leur chef. Mais même avec ce tempérament, le pouvoir des *oulémas* restait redoutable. Ils pouvaient par leurs sentences exciter le peuple et provoquer des soulèvements, en sorte que le sultan n'était réellement le maître que s'il était d'accord avec eux. « La loi et le despote devaient également se craindre et se respecter »³⁾. Ils finirent le plus souvent par s'entendre.

De graves abus menacent, dès le temps de Soliman II, de corrompre ce corps, comme ils ont corrompu la milice. Les *oulémas* étaient formés dans les écoles attachées aux mosquées. Pour obtenir les dignités ecclésiastiques ou les charges judiciaires les plus élevées, les candidats devaient passer par dix degrés d'études successifs. Les *oulémas* prirent l'habitude d'épargner à leurs enfants ce long stage en les faisant inscrire dès l'enfance, souvent dès le berceau, dans les grades inférieurs. Soliman le Magnifique, pour remédier à cet abus, dut fondre les dix degrés en un seul⁴⁾. Les grades et les dignités se ven-

¹⁾ Volney, *ouvr. cité*, p. 17.

²⁾ M. Brosch, *The height of the Ottoman power* (in « Cambridge Modern History », III, p. 127).

³⁾ Tott, *Mémoires*, I, pp. 215—216.

⁴⁾ M. Brosch, *ouvr. cité*, p. 128.

dent, comme dans l'armée et l'administration. L'intrusion d'éléments indignes et la révocation arbitraire des hauts dignitaires rabaissent ce corps et compromettent son autorité. Chose plus grave encore, ce corps qui avait la direction et le contrôle de l'enseignement ne fit rien, ou presque, pour la diffusion de l'instruction publique. En un siècle qui se piquait avant tout de lumières, les Turcs restèrent aussi ignorants et aussi superstitieux qu'aux temps héroïques de la conquête. L'éducation se bornait à inculquer aux enfants le mépris des autres nations et des autres religions. Circonscrivant l'esprit de ses fidèles, même des plus cultivés, à la sphère étroite de ce qu'enseigne le Coran, la loi musulmane le rendait imperméable à toutes les acquisitions des autres civilisations, spécialement à tout ce qui a trait à la religion et au gouvernement ¹⁾. Les musulmans restèrent ainsi fermés à toutes les influences extérieures et à toutes les impulsions fécondes.

L'organisation et la procédure judiciaires s'expliquent également par le caractère originellement militaire de la constitution ottomane ²⁾. La procédure sommaire et les pénalités rigoureuses, exécutées sur-le-champ, étaient des conditions indispensables à la conservation d'un Empire en état de siège permanent. A part la barbarie et la cruauté des peines, souvent excessives même pour l'époque, la justice ottomane a été souvent louée par les publicistes occidentaux ³⁾. Ne connaissant ni le nombre excessif des degrés de juridictions, ni la multiplicité extraordinaire des tribunaux occidentaux, ni les interminables questions de compétence qui en résultaient, ni la durée indéfinie des procès, qui rendaient si coûteuse et si oppressive la justice en Occident, la justice turque était moins onéreuse parce que plus simple et plus expéditive. Son grand défaut était de trop présumer de la conscience et de l'intégrité des juges. La loi leur laissait une liberté d'appréciation

¹⁾ Porter, *ouvr. cité*, I, pp. 13—14.

²⁾ Relation de G. F. Morosini de 1585, in Albèri, *Relazioni degli ambasciatori veneti*. 3-e série, Vol. III, p. 273.

³⁾ G. Postel, *De la république des Turcs*, 3 vol. Poitiers, 1560, Vol. I, p. 127. — F. Guicciardini, *Opere inedite*, Vol. I. Ricordi. — Charrière, *Négociations diplomatique de la France dans le Levant*, I, p. 211.

excessive, leur bon sens et leur équité devaient décider de trop de questions non légiférées pour que de graves abus ne fussent de bonne heure signalés. Sous les sultans énergiques et vigilants, les tribunaux faisaient en général leur devoir avec l'exactitude et la probité requises. Les juges étaient bien payés, hautement estimés et rigoureusement contrôlés par les délégués du Cadiasker ¹⁾. Ici encore, l'affaiblissement du pouvoir central agit comme un élément de dissolution. Les cas d'arbitraire et de corruption se multiplient au point que cette institution, considérée encore à la fin du XVII^e siècle comme le soutien le plus ferme de l'Empire, devient au milieu du siècle suivant « le plus grand fléau de la Turquie ». Elle « détruit absolument » la sûreté des biens et des personnes. « Les lois y sont un glaive redoutable dans les mains corrompues toujours prêtes à attaquer la vie et les biens des citoyens » ²⁾. Les habitants des campagnes redoutaient à tel point l'investigation des *cadis* qu'ils mettaient tout en oeuvre pour soustraire les crimes et les vols commis sur leur territoire à la connaissance des juges « dont la présence leur était plus dangereuse que celle des voleurs » ³⁾.

Cessant de gouverner, les sultans cessent d'être obéis. Choisis par les eunuques et les femmes, les grands dignitaires de l'Empire tendent à devenir leurs instruments. Le grand-vizir lui-même n'est plus que par exception « la main droite » du sultan. Comme les autres ministres, il est la créature et l'instrument docile de la sultane régnante. Le pouvoir réel passe entre les mains du Kislar-Aga. Chaque sultane a ses créatures et intrigue pour les placer ⁴⁾. Dès la fin du XVI^e siècle, « les femmes du harem ont acquis sur les pachas de faire octroyer toutes les grâces et principaux offices de cet État » ⁵⁾. Les grands dignitaires (vizirs, muftis, pachas) qui ont

¹⁾ Lybyer, *ouvr. cité*, p. 222.

²⁾ M. Porter, *ouvr. cité*, I, p. 88.

³⁾ Tott, *Mémoires*, Vol. I, pp. 229—230.

⁴⁾ Dépêche de Ludolf du 27 sept. 1757.

⁵⁾ Rapport de Germigny, 8 déc. 1579 in Charrière, *ouvr. cité* Vol. III, p. 841.

acheté leurs charges ne peuvent les garder qu'à force d'argent et de présents envoyés aux eunuques et aux esclaves du harem. Les dettes dont ils sont obérés, les exigences auxquelles ils doivent faire constamment face et l'accroissement de leurs propres besoins les incitent à la tyrannie et aux exactions les plus affreuses.

Les pachas ou gouverneurs ont dans leurs provinces une autorité presque souveraine. Ils perçoivent des taxes, rendent la justice, lèvent des troupes et bravent impunément le souverain dont ils devraient être les représentants. Pour se dédommager de la somme qu'ils ont payée pour leur charge, ils revendent celle-ci aux gouverneurs et fermiers de district, qui la revendent à leur tour, «de manière que dans cette cruelle hiérarchie chaque subalterne perçoit le double de ce dont il est comptable . . . Le moindre prétexte leur suffit pour citer devant leurs tribunaux ceux qu'il leur plaît de citer, et l'homme riche au pied de l'homme insatiable n'est jamais innocent »¹⁾. Ils mettent en poche tout ce qu'il leur plaît de prendre, sans formalité aucune et sans la moindre crainte pour l'avenir. Ils épuisent et ruinent les provinces «sans pitié, sans remords, sans s'inquiéter si ce sont des Turcs, des Chrétiens ou des Juifs qui sont les victimes de leur rapacité »²⁾. Dans les provinces où ils ont des attaches avec la population et où ils peuvent exploiter des tendances séparatistes, ils se rendent indépendants et se transmettent leurs charges de père en fils. Pour obvier à ce danger, la Porte prit la résolution de transférer souvent ses pachas d'une province à l'autre. Le remède s'est avéré pire que le mal, chaque changement étant accompagné de la destitution et du remplacement des anciens sous-officiers, de nouveaux trafics d'influence et de nouvelles exactions, qui finirent par provoquer la désertion des gens riches et par tarir les sources mêmes de la production et de la richesse.

Les abus des organes administratifs augmentant avec l'affaiblissement progressif de l'autorité centrale, les germes d'anarchie latente que la pression militaire avait pu empêcher d'éclore, mais n'avait pas fait disparaître, éclatent partout,

¹⁾ Tott, *Mémoires*, I, p. 217.

²⁾ Porter, *ouvr. cité*, I, pp. 66—67.

d'abord dans les provinces les plus éloignées, en Arabie, dans les montagnes du Caucase, du Kurdistan et du Liban, puis jusqu'aux alentours de la capitale. A partir du règne d'Osman III (1754—1757) les foyers d'insurrection se multiplient et s'étendent au point que la Porte est obligée de pactiser avec les rebelles et d'attendre des temps plus favorables pour les punir. A Bagdad, Achmet-pacha succède en 1744 à son père, qui a gouverné pendant vingt-deux ans la province, y ajoute les pays de Bassora et du Mardin et les conserve à sa famille jusqu'en 1775. Hadji Ali Yénikli domine de Trébizonde toute la côte septentrionale de la mer Noire¹). La Géorgie, sourdement travaillée par la Russie, s'oppose à main armée à la levée d'esclaves, comme à une pratique contraire aux principes de la religion chrétienne. En Arabie, la paix était constamment troublée par la rivalité qui divisait les habitants des villes saintes de la Mecque et de Médine, et les tribus bédouines de Beni-Ali et de Beni-Safer²). Des bandes de levends infestent les routes d'Anatolie et rançonnent les marchands. Il fallut envoyer contre eux Abdi-pacha de Karamanie. Autour de Smyrne, les agas, grands propriétaires, lèvent des troupes et agissent en seigneurs indépendants. Ils rançonnent les villes et accaparent le commerce. La Porte ne peut sauver une apparence d'autorité qu'en fomentant la discorde parmi eux. Hassan-Tschaouch-Oglou dispose à la veille de la Révolution de 40.000 hommes et commande à tout le pays qui s'étend de Smyrne aux Dardanelles. Dans les îles de Chypre et de Chio, la population se révolte contre les exactions des agents du fisc, ce qui entraîne une expédition punitive qui cause au pays plus de mal que la révolte elle-même³). A Salonique, le corps des janissaires accapare le fructueux commerce des blés et réduit à l'impuissance le représentant de la Porte. Trop faible pour châtier ces affronts, la Porte, fidèle à sa politique de dissimulation, ferme les yeux ou reconnaît les usurpations qu'elle ne peut empêcher.

¹) Tott, *Mémoires*, I, pp. 208—211. — Masson, *ouvr. cité*, p. 282.

²) Hammer, XV, p. 150.

³) Hammer, XVI, pp. 109—110, 147—148. — Dépêche de Ludolf du 10 avril 1752.

Mais nulle part l'anarchie n'atteint des proportions aussi inquiétantes qu'en Syrie et en Égypte. Le cheik Dah'r, chef d'une tribu de Bédouins nomades, après avoir établi par vingt ans de guerre sa prépondérance dans la Syrie méridionale, s'efforça de la consolider en s'alliant aux tribus belliqueuses des montagnes du Liban et en acquérant Acre. La Porte essaya de miner son autorité en lui suscitant un rival dans la personne d'Osman, pacha de Damas. Cette rivalité déchaîna des désordres que la guerre de 1768—1774 multiplia et aggrava. Dahir tint la Porte en échec jusqu'en 1775, lorsque, abandonné par ses fils, il fut tué par les Barbaresques ¹⁾.

L'Égypte ne faisait plus que nominalement partie de l'Empire. Les liens, jamais très fermes, qui rattachaient cette province à la Porte n'avaient pas cessé de se relâcher au XVIII^e siècle, à la faveur des circonstances extérieures et des transformations intérieures de l'Empire. Depuis Sélim I^{er}, les Turcs s'étaient contentés de tenir garnison au Caire et dans quelques autres places fortes. Ils n'avaient jamais pénétré dans le pays. Comme dans les Principautés Danubiennes, ils s'étaient contentés du payement régulier d'un tribut de 800.000 piastres. L'administration intérieure du pays avait été laissée aux soins des vingt-quatre beys, chefs de provinces. Vers le milieu du XVIII^e siècle, le pouvoir suprême, que la garnison, fortement diminuée par les malversations des pachas, ne peut plus soutenir, passe aux mains des beys qui n'ont cessé d'augmenter le nombre de leurs gens de maison, les mameluks. Mais ce transfert de pouvoir ne s'opère pas sans provoquer une longue série de révolutions qui plongent le pays dans l'anarchie et la misère. Pendant les troubles qui suivent la mort d'Ibrahim-bey (1754), les pachas font un dernier effort pour restaurer leur autorité. Mais en 1768 Ali-bey s'empare du pouvoir et, pendant quatre ans, il est maître absolu. Il pacifie la région du Haut-Nil, refuse de payer le tribut et bat monnaie à son coin. Sans se proclamer indépendant, tous ses actes sont de nature à le rendre tel. Il forme le projet d'ériger la Syrie en État indépendant et de rompre par là la continuité géographique avec les États du Grand Seigneur. En 1770 il s'entend avec Dahir,

¹⁾ Masson, *ouvr. cité*, pp. 290—291.

le cheïk d'Acre, et l'année suivante fait envahir par son armée la Syrie; mais son lieutenant le trahit et il périt en 1773 à l'âge de 43 ans. Et c'est une nouvelle période d'anarchie qui commence pour l'Égypte ¹⁾).

Dans les provinces européennes, la situation était un peu meilleure. Les populations belliqueuses d'Albanie, de Bosnie et d'Hertzégovine constituaient une pépinière de soldats valeureux que la Porte tenait à ménager et qui d'ailleurs surent faire respecter leurs droits par la force. Mais l'état des deux États vassaux de la Moldavie et de la Valachie n'a jamais été plus précaire qu'au XVIII^e siècle. Pour échapper aux charges écrasantes qui pesaient sur eux, les Moldaves et les Valaques émigrèrent en masse au delà du Danube, en Transylvanie et en Russie. Guillaume Ludolf estime à trente mille les Moldaves établis, jusqu'en 1752, dans la Nouvelle Serbie ²⁾. Son fils, Constantin, qui a traversé la Valachie en 1780 note également la puissante émigration de cette province en Transylvanie ³⁾. Selon ces deux diplomates le chiffre total de la population des deux Principautés serait descendu dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, à cinq cent mille âmes. Les évaluations les plus hautes ne font pas monter ce chiffre au delà d'un million ⁴⁾.

Les Russes cherchèrent naturellement à mettre à profit ces mécontentements et à lier partie avec les révoltés. Ils couvrirent l'Empire ottoman d'agents remuants et sans scrupules qui cherchaient, par tous les moyens, à fomenter des troubles et à organiser des complots. Si en Grèce ils ne recueillirent que de belles paroles en échange de leurs promesses, au Monténégro, le moine Petit-Étienne, se disant inspiré par Dieu et prédisant l'arrivée prochaine d'une armée russe, parvint en

¹⁾ *Ibid.*, p. 291.

²⁾ Dépêches de Ludolf des 10 av ril 1752 et 12 mars 1653

³⁾ *Note sur la Valachie.* (Doc. No. CCCXLIV) — Cf. I. Minea, *La Réforme de Constantin Mavrocordato* in *Cercetări Istorice*, Iassy, 1927, (en roum.).

⁴⁾ I. Nistor, *Der nationale Kampf in der Bukowina*, Bucarest, 1919, p. 92. Hammer, XVI, pp. 148—149, 158. — Tott, *Mémoires*, IV, 145—156. — Volney, *Voyage en Syrie et en Égypte pendant les années 1783, 1784, et 1785*, 2 vol., Paris, 1787, I, p. 337 et suiv.

octobre 1767 à soulever ces montagnards belliqueux¹⁾. Des paysans bulgares portèrent la main sur les officiers du sultan²⁾. A l'initiative des agents de Catherine II un parti russe se forma à Jassy et à Bucarest. Au nom de l'orthodoxie et de leur origine « commune », les habitants « de la Valachie... de la Bulgarie, de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Macédoine, de l'Albanie et d'autres provinces turques » furent invités à se préparer pour une insurrection générale contre la domination turque³⁾. L'agitation intérieure de l'Empire ottoman prit ainsi une importance internationale dont l'influence sur la question d'Orient ira en croissant à partir de la Révolution française.

L'anarchie administrative affecta profondément la vie économique et l'état des finances. La misère croissante est attestée par la diminution du commerce, par des émeutes et des épidémies épouvantables. La peste sévit d'une façon permanente dans les ports, d'où elle gagne périodiquement les villes de l'intérieur. Par peur du fléau, les ministres accrédités près de la Porte passent la moitié de l'année renfermés dans leurs maisons. En Égypte toutes les sources de la prospérité avaient été taries, l'agriculture abandonnée, les industries ruinées le trafic détourné⁴⁾. Les principales branches du commerce sont accaparées par les grands dignitaires de l'Empire. Le sultan s'est réservé le monopole de l'approvisionnement de la capitale. Il se fait livrer à bas prix une certaine quantité de blé qu'il fait déposer dans ses magasins et revendre en détail aux boulangers. Les malversations des officiers chargés de l'opération, le dépérissement des grains emmagasinés et mal soignés et la mauvaise qualité du pain sont les conséquences inévitables du système⁵⁾.

Avec la baisse de la production et le fléchissement du commerce diminuent les revenus de l'État, tandis que le goût

¹⁾ Hammer, pp. 162—163.

²⁾ N. Iorga, *Essai de synthèse de l'histoire de l'humanité*, 4 vol., Paris, 1926—1928, Vol. IV, p. 15.

³⁾ N. Iorga, *Histoire des relations russo-roumaines*, Jassy, 1917, pp. 157—156.

⁴⁾ Masson, *ouvr. cité*, p. 313.

⁵⁾ Dépêche de Ludolf du 10 avril 1752. — De Tott, *Mémoires*, I, p.

du luxe accroît démesurément les besoins d'argent. Les habitudes de gaspillage du Sérail, la mauvaise assiette des impôts et les mauvais procédés de perception atteignent les sources mêmes de la production et acculent le gouvernement à des expédients qui ne font qu'aggraver la détresse du trésor. Les revenus ordinaires: harach, capitation et douanes ne suffisant plus, le recours à des procédés ruineux, comme aliénation des biens de l'État, altération de la monnaie, vente des charges, confiscation de la fortune des officiers disgraciés ou mis à mort, devient un procédé ordinaire ¹⁾. La caisse publique (*miri*) et la caisse privée du sultan (*kasna*) sont séparées et souvent en opposition d'intérêts. La première ne suffisait pas aux nécessités les plus urgentes de l'État, tandis que la seconde était gaspillée dans le luxe et les prodigalités du Sérail. Faute d'argent, on laissait les places fortes et la flotte dépourvues d'artillerie, tandis que les bijoutiers ne trouvaient pas assez de diamants pour satisfaire aux demandes du harem, qui payait au comptant ²⁾.

En temps de crise, l'État disposait cependant de la caisse personnelle du sultan, du trésor des églises et des fondations pieuses, qui étaient considérables. Mais la mobilisation de ces fonds n'allait pas sans soulever le mécontentement des oulémas et sans créer au gouvernement un surcroît de difficultés en temps de guerre. Bref, la Turquie était réduite à entamer le capital national pour faire face aux besoins courants et aux nécessités exceptionnelles, et les événements ultérieurs n'ont fait que confirmer le jugement sévère du chevalier Eton: «L'état actuel des finances de la Turquie paraît incompatible avec la conservation et la prospérité de cet État » ³⁾.

Tel était l'état de l'Empire ottoman, à la veille du conflit décisif avec la Russie. Le Grand Seigneur dispose encore de ressources considérables. Il règne sur des territoires immenses. La valeur militaire et l'esprit guerrier de son peuple, survivant à la corruption des autres vertus, pourront encore,

¹⁾ Tott, I, p. 218.

²⁾ Lady Craven, *A journey through the Crimea to Constantinople*, p. 221.

³⁾ *Tableau*, etc., I, p. 68.

par de brusques réveils, sauver l'honneur du nom musulman et réparer quelques désastres. Mais les causes de décadence sont trop nombreuses et trop profondes pour que rien puisse arrêter la décomposition de l'Empire. L'anarchie croissante témoigne de l'écroulement de l'autorité centrale: provinces périphériques révoltées ou suspectes, provinces centrales infestées de brigands. Le sultan appliqué et austère, mais dépourvu d'expérience, parce qu'il avait passé dans la réclusion «les seules années où elle peut s'acquérir»¹⁾; l'intérêt général constamment sacrifié à l'intérêt particulier, le ministère instable et discrédité par sa dépendance du harem, les janissaires avilis par l'altération de leur constitution, les spahis minés par le luxe et par l'aliénation des fiefs militaires, bref, tous les organes du gouvernement corrompus et l'ancien esprit de conquête entièrement éteint²⁾.

Mais le pire inconvénient de la constitution ottomane était la séparation qu'elle avait maintenue entre les Musulmans dominants et les chrétiens assujettis. Le gouvernement d'esclaves chrétiens convertis au mahométanisme ne fit que creuser l'abîme entre les deux populations, l'abandon du système affaiblit le gouvernement sans lui concilier les sympathies des masses chrétiennes. L'islamisme empêcha la fusion des conquérants et des vaincus en une nation, en même temps qu'il exclut les Turcs de la vie historique des peuples européens. C'est là qu'il faut chercher la cause véritable de la «tragédie des Turcs». Renfermés dans les bornes rigides d'une croyance étroite qui leur présentait le Coran comme la source unique de la science, les Turcs perdirent peu à peu le sens du réel et leurs merveilleuses facultés d'adaptation. Leur esprit, si délié et si actif, s'engourdit dans une phase de civilisation qui était depuis longtemps dépassée par les peuples occidentaux³⁾.

Aussi, lorsque, après la trêve de près de trente années dont il jouissait, depuis la paix de Belgrade, les guerres européennes

¹⁾ Rulhière, *ouvr. cité*, Vol. II, p. 265.

²⁾ *Ibid.* — Ranke, *ouvr. cité*, p. 123.

³⁾ Lybyer, *ouvr. cité*, p. 8.

éclatèrent de nouveau, le gouvernement ottoman se montra incapable de résister à ses ennemis du dehors et de mater les rebelles de l'intérieur.

Si les Turcs ne devaient pas être expulsés d'Europe dès le XVIII^e siècle, ils en furent redevables moins à leur force de résistance, qu'à la jalousie des puissances européennes; celle-ci dans les moments critiques leur a toujours procuré des alliés et les a aidés à conserver la plus grande partie de leur territoire¹⁾. De là l'importance décisive du système politique européen sur l'évolution de la question d'Orient aux XVIII^e et XIX^e siècles.

¹⁾ Ranke, *ouvr. cité*, p. 123.

CHAPITRE II

LA PRÉPONDÉRANCE RUSSE EN ORIENT

(1768—1774)

L'affaire de la succession d'Autriche, la guerre de sept ans et la rivalité coloniale de la France et de l'Angleterre avaient, pendant vingt-cinq ans, relégué au second plan la question d'Orient. Dès son avènement, et avec une force inconnue jusqu'alors, Catherine II l'imposa de nouveau à l'attention de l'Europe. Par les conditions mêmes qui avaient présidé à son avènement, comme par son ambition ardente à jouer un grand rôle, elle fut également déterminée à adopter la politique d'expansion de Pierre le Grand. Elle sentit que pour effacer le souvenir des événements tragiques qui l'avaient conduite au trône, elle devait offrir à son peuple des succès éclatants et rendre à son pays des services éminents. Par son intuition de génie, elle comprit le rôle qui lui revenait avec la couronne d'Impératrice de Russie et sa mission d'aider au triomphe des aspirations nationales et religieuses de son peuple. La guerre contre les Turcs lui apparaissait à juste titre comme le moyen le plus sûr de se concilier les sympathies de la noblesse, de l'armée et du clergé, de l'appui desquels dépendait la solidité de son trône, et elle aurait entrepris la lutte sans retard si sa situation l'avait permis¹⁾. Mais l'argent manquait et les esprits étaient encore trop agités pour d'aussi vastes projets. Elle devait avant tout améliorer la situation financière, gagner la confiance de ses sujets, s'initier aux affaires dont elle avait été tenue à l'écart, trouver des collaborateurs dévoués et capables, et, surtout, s'assurer des alliances. Ainsi pour consolider sa situation et pour préparer l'exécution de ses projets orientaux,

¹⁾ J. Castéra, *Vie de Catherine II*, 2 vol. Paris, 1797, vol. I, p. 314—315.

elle avait également besoin de la paix. C'est pourquoi elle rappela les troupes que Pierre III avait mises à la disposition de la Prusse et hâta ainsi la conclusion de la paix. Mais en même temps elle marqua nettement sa volonté d'affranchir la politique russe de toute tutelle étrangère. Au lieu de revenir à l'alliance autrichienne, comme on l'avait espéré à Vienne et comme son manifeste contre Frédéric II semblait le présager, elle se rapprocha de la Prusse et le 11 avril 1764 signa avec elle un traité d'alliance qui devait avoir des conséquences importantes sur toute la politique européenne. Elle chercha même à étendre cette alliance à toutes les puissances protestantes du nord, avant tout à l'Angleterre et au Danemark. C'est ce que l'on a appelé, assez improprement, la substitution du système septentrional au système de Pierre le Grand fondé sur l'alliance autrichienne¹⁾.

L'ouverture de la succession de Pologne (1763) entraîna la Russie dans des complications extérieures plus tôt que Catherine II ne l'eût souhaité. La rivalité des deux candidats qui aspiraient à la succession d'Auguste III ranima la lutte des partis et détermina l'intervention des puissances étrangères. La France et l'Autriche soutenaient la candidature de l'électeur de Saxe, Catherine II, de concert avec Frédéric II, mit en avant le nom de Stanislas Poniatovski, qui fut élu sous la protection des armes russes. Le nouveau roi ayant entrepris de remédier à l'anarchie administrative et de faire voter les questions financières et fiscales à la simple majorité, Catherine II et Frédéric II s'entendirent pour maintenir la constitution anarchique de Pologne et, s'érigeant en défenseurs de la tolérance religieuse, ils réclamèrent la liberté de conscience pour les dissidents. A leur instigation, les orthodoxes et les protestants formèrent des confédérations, les premiers à Sluck, les seconds à Thorn. Les catholiques eux-mêmes se confédérèrent en Lithuanie. En juin 1767, tous les confédérés se réunirent en confédération générale à Radom, pour demander l'abolition des réformes. Menacé d'être détrôné et mis en accusation, le roi ne fut sauvé que grâce à l'ambassadeur russe. Au mois d'août une

¹⁾ S. Platonov, *Histoire de la Russie*, p. 781 et suiv.

diète se réunit à Varsovie pour calmer les esprits. Repnine lui signifia l'ordre d'admettre les dissidents à toutes les charges publiques. Quelques députés ayant protesté, ils furent enlevés et conduits en Sibérie, après quoi la diète enregistra humblement la volonté de Catherine II (mars 1768). La nation répondit à cette violence par la confédération de Bar, qui envoya des députés solliciter des secours à Vienne, à Versailles et à Constantinople. Repnine rappela les troupes qui allaient évacuer la Pologne et les dirigea vers la Podolie. L'anarchie dégénéra en une guerre civile qui fit les plus effroyables ravages ¹⁾.

Pour secourir la Pologne autant que pour se venger de la Russie, la France tenta de soulever les Tartares et de susciter à sa rivale des difficultés en Suède et en Turquie. Des agents français couvrirent l'Orient : Taulès en Pologne, Tott en Crimée, tandis que l'ambassadeur de France à Constantinople, Vergennes, recevait l'ordre d'entraîner les Turcs à déclarer la guerre ²⁾.

L'intervention russe en Pologne laissa d'abord la Porte insensible. Vergennes, eut beau représenter aux ministres ottomans que la Russie, maîtresse de la Pologne, se retournerait contre la Turquie; celle-ci affectait de croire que la Russie n'avait envoyé des troupes en Pologne que « pour empêcher les conséquences dangereuses des animosités qui divisaient ce royaume ». Au fond, la Porte voyait le danger qui la menaçait du côté de la Russie, « mais concentrée dans le goût du repos » et, persuadée qu'elle aurait le temps d'intervenir, lorsque ses intérêts seraient directement atteints, « elle répugnait au remède qu'on lui indiquait » ³⁾.

¹⁾ *Precis des événements de la Pologne*, nos documents No. XLII. — E. Hanisch, *Geschichte Polens*, Bonn u. Leipzig, 1923, pp. 249—253. — A. Rambaud, *Histoire de Russie*, pp. 460—466.

²⁾ A. de Saint-Priest, *Études diplomatiques et littéraires*, Paris (s. d.), Vol. I, pp. 202—205. — Duc de Broglie, *Le secret du roi*, Vol. II, pp. 282—283. — C. Andriescu, *La France et la politique orientale de Catherine II*, in « *Mélange de l'École roumaine en France* », 1927, pp. 32—33.

³⁾ Vergennes, *Mémoires*, III, p. 128 in L. P. Ségur, *Politique de tous les cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI*, 3 vol. in 8°. Paris, an IX (1801).

Ainsi les ministres de Russie et de Prusse prirent le dessus à Constantinople et neutralisèrent complètement l'action de Vergennes en faveur de la Pologne. A la demande du parti patriote qui, dès le mois d'avril 1764, avait fait appel à la Porte contre l'ingérence de la Russie, le gouvernement turc répondit par une protestation de pure forme et ne fit aucune difficulté pour reconnaître l'élection de Stanislas Poniatovski. Dans la lutte entre la confédération générale et la confédération de Bar, elle ne voulait voir qu'une querelle confessionnelle qui ne la regardait pas. Le reis-effendi déclara qu'il était au-dessous de la dignité de la Porte de soutenir les perturbateurs de la paix publique qu'étaient les confédérés et, par suite, l'ordre fut donné aux pachas de Hotin et de Bender, au khan des Tartares et au prince de Moldavie de s'abstenir de toute immixtion dans les affaires polonaises et de rejeter au-delà de la frontière les « rebelles » qui chercheraient refuge sur le territoire ottoman ¹⁾.

Cependant, dès le début de 1767, un revirement se produisit à Constantinople. Réveillée par les conseils de l'ambassadeur de France, la Porte commença à s'inquiéter des progrès russes et à faire valoir ses griefs devant l'ambassadeur de Russie.

La construction d'une nouvelle forteresse dans la Nouvelle-Serbie, la violation du territoire ottoman en Cabardie, les subsides envoyés aux Monténégrins et les menées dans les Principautés Danubiennes (surtout la propagande tendant à faire émigrer leur population en Russie), enfin la violation du territoire polonais dont l'intégrité avait été garantie par la Porte et la Russie, étaient autant de sujets de controverse qui pouvaient à tout moment déclencher la guerre. Les incidents de frontière qui se multipliaient ²⁾ et les représentations de Vergennes finirent par l'emporter sur le parti de la paix,

¹⁾ N. Iorga. *Documente Callimachi*, II, 579. — Hammer, XVI, p. 173. — Zinkenisen, V, p. 990. — St. Priest, *ouvr. cité*, I, pp. 205—206.

²⁾ Par exemple, le comte Potocki, poursuivi par les Russes depuis Halitz, se réfugia en Moldavie d'où il gagna la Podolie. Le commandant russe Weissmann, malgré les avertissements du Pacha de Hotin, continua, à travers la Moldavie, la poursuite des fuyards. Malgré le désaveu d'Obrescof, la Porte prit prétexte de cet incident pour activer ses préparatifs de guerre. (*Geschichte des gegemoärtigen Krieges*, Th. IV, pp. 10—11. — Iorga, *Documente Callimachi*, II, 579).

composé surtout d'oulémas fortement travaillés par l'or russe. Un vif échange de notes eut lieu entre la Porte et le résident russe Obrescof. La Porte reprocha amèrement à la cour de Russie ses violences et ses empiétements. Les réponses du gouvernement russe ne firent qu'accroître l'irritation du gouvernement ottoman. Elles étaient évasives ou blessantes. Le gouvernement russe s'excusait, au sujet des empiétements sur le territoire ottoman, par l'incertitude des vraies frontières ou bien, relativement aux émigrés moldaves, il convenait que ceux-là « pourraient bien être au nombre de ces malheureux qui, non seulement en Moldavie, mais sur tous les points de l'Empire ottoman aspirent à se soustraire aux exactions et aux persécutions de leurs princes ou de leurs gouverneurs »¹⁾).

La violation de la frontière turque à Balta²⁾ produisit à Constantinople l'effet désiré par le sultan. Le peuple s'agita et des mutineries éclatèrent dans l'armée. Le Divan fut convoqué en toute hâte et un régiment reçut l'ordre de se mettre en marche vers la frontière du Dniester. Le grand-vizir pacifique, Mouhsinzadé, fut remplacé par le gouverneur d'Aidin, Hamza Pacha, partisan résolu de la guerre. Le mufti rendit un fet wa en faveur de cette politique belliqueuse et enleva au parti de la paix sa plus puissante arme de propagande contre la guerre.

Le grand conseil, convoqué le 4 octobre 1768, pour se prononcer sur les différends existant entre la Russie et la Porte, jugea, lui aussi, la guerre contre la Russie légitime et nécessaire. Le 6, Obrescof fut mandé au Sérail par le grand-vizir qui le reçut avec un dédain ostensible, l'interrompit dès qu'il ouvrit la bouche pour parler, lui fit avouer qu'il y avait 25.000 soldats russes en Pologne, le traita de traître et le somma de prendre au nom de son gouvernement et sous la garantie collective des quatre puissances du nord, le Danemark, la Prusse, l'Angleterre et la Suède, l'engagement écrit d'évacuer

¹⁾ Hammer, XVI, p. 176.

²⁾ Des cosaques Zaporogues, poursuivant des confédérés réfugiés à Balta, pénétrèrent dans la ville, la mettent à sac et massacrent un grand nombre de Turcs. Iorga, *Documente Callimachi*, II, 581.

la Pologne et de n'intervenir, sous aucun prétexte, dans les affaires intérieures de ce pays. Obrescof, ayant refusé de prendre un engagement qui dépassait ses pouvoirs, fut enfermé au château des Sept-Tours ¹⁾. C'était, dans le droit public de la Turquie, la forme solennelle de la déclaration de guerre ²⁾.

La Porte prit, en outre, le soin de justifier sa résolution devant les puissances étrangères, en leur adressant un manifeste où elle reproduisait tous ses griefs contre la Russie ³⁾. Catherine II répondit par une déclaration et par un contre-manifeste où elle réfutait les accusations contenues dans le manifeste de la Porte, relatait la violence exercée sur son ministre et exprimait sa confiance dans le triomphe de sa cause ⁴⁾.

Les Turcs furent sévèrement blâmés d'avoir entrepris la guerre six mois avant d'être en état de la soutenir. « C'était, dit Frédéric II, plutôt un avertissement qu'ils donnaient aux Russes de se préparer pendant l'hiver à pouvoir résister aux forces ottomanes dont ils seraient attaqués le printemps après » ⁵⁾.

En réalité, cette façon d'agir leur était imposée par l'état intérieur de l'Empire. Le sultan ne pouvait soulever les masses et se faire obéir par les pachas des provinces que sous la pression du fanatisme religieux provoqué par la déclaration de guerre. Les troupes d'Asie mettaient plusieurs mois pour rejoindre l'armée et il valait mieux que leurs préparatifs fussent faits dans un temps où l'ennemi ne pouvait non plus entreprendre la guerre.

Bien plus grave que l'impossibilité de mobiliser avant la déclaration de la guerre fut l'incapacité des Turcs de concevoir

¹⁾ Hammer, XVI, 183—184. — Iorga, *Documente Callimachi*, I, p. CLIV. — Bonneville de Marsangy, *Le chevalier de Vergennes*, II, 372—375. — Brückner, *Katharina II*, p. 271.

²⁾ A. Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, p. 28.

³⁾ *Geschichte des gegenw. Krieges*, Th. IV, pp. 29—31. — Kéralio, *Histoire de la guerre entre la Russie et la Turquie*, Saint-Pétersbourg, 1773, pp. 29—30.

⁴⁾ *Geschichte*, etc., pp. 30—41; 42—51. — Zinkeisen, V, pp. 913—914. — Iorga, V, p. 473 et Kéralio, *ouvr. cité*, pp. 31—34.

⁵⁾ Frédéric II, *Mémoires*, éd. 1830, Vol. IV, p. 206. — Cf. Hammer, XVI, p. 209. — Zinkeisen, V. 917. — Broglie, *Le secret du roi*, p. 299.

un plan de campagne judicieux et pratique. Pour couper à l'armée russe ses subsistances, qu'elle tirait de Pologne, les Turcs auraient dû prévenir la marche de l'ennemi vers le Dniester en prenant l'offensive à la fois sur la Vistule et le haut Dniéper, ou, du moins, s'établir solidement sur le Dniester qui, depuis sa source jusqu'à Bender, forme une ligne de défense avantageuse et sûre¹⁾. Mais faute d'un plan d'ensemble, leurs opérations furent, dès le début, lentes et décousues.

Le sultan lâcha au début de 1769 les Tartares de l'intrépide Krim-Ghiraï qui ravagèrent la Nouvelle-Serbie et, après avoir poussé jusqu'à Orel, s'en retournèrent avec un riche butin, mais sans avoir entamé l'armée russe²⁾. Cette incursion ne fit que démontrer à nouveau l'impérieuse nécessité où se trouvait la Russie de soumettre les Tartares et de pousser ses frontières jusqu'à la mer Noire³⁾. Elle facilita considérablement la tâche de Catherine II ; le pays accepta plus facilement les sacrifices que nécessitait cette guerre, devenue une obligation nationale. Pour subvenir à ces frais, des impôts extraordinaires furent établis et un nouveau conseil d'État fut créé pour décider des affaires civiles et militaires qui touchaient à la guerre et pour assurer à l'État les ressources nécessaires à la conduite de la campagne⁴⁾.

La Russie mit sur pied trois armées : la première, forte de 63.000 hommes et placée sous le commandement de Galitzyne, en Podolie, pour attaquer Hotin, la seconde, composée de 30.000 hommes et commandée par Roumiantzof, en Ukraine, pour contenir les Tartares et, la troisième, sous Medem et Tottleben, pour faire une diversion dans le Kouban et le Caucase. La plupart des colonels étaient de jeunes officiers de la garde ayant obtenu de l'avancement par privilège et ne connaissant encore que le service du palais. Les officiers subalternes étaient, en majeure partie, « nés dans l'esclavage ».

¹⁾ *Considérations sur la guerre présente entre les Russes et les Turcs*, p. 3.

²⁾ Tott, *Mémoires*, Vol. II, pp. 131—201. — Iorga, V, 486. — *Geschichte des gegenw. Krieges*, Th. IV, pp. 66—67. — *Cambridge Modern History*, Vol. VI, p. 673. — *Précis de la dernière guerre*, doc. No. XLIIA.

³⁾ *Geschichte des gegenwärtigen Krieges*, Th. XV, p. 6.

⁴⁾ *Ibidem*, Th. IV, pp. 60—61.

Le prince Galitzyne lui-même ne devait sa nomination au commandement en chef qu'à l'ancienneté¹⁾ et à la protection. Les chefs des divers départements militaires furent tous d'accord sur le choix d'un homme de la cour qui n'élèverait pas de plaintes sur le mauvais état des troupes, des munitions et de l'artillerie²⁾. Effectivement, lorsque, au début d'avril, les troupes de Galitzyne arrivèrent devant Hotin, elles étaient décimées par les privations subies et dépourvues d'artillerie.

L'objet principal des opérations était de soumettre la Moldavie et de s'y établir avant que l'ennemi eût pu la dévaster. Pour cela il eût fallu attaquer en même temps Hotin, Bender et Akerman³⁾. Or, les Russes furent hors d'état d'exécuter ce plan.

Aussi la première tentative sur Hotin échoua-t-elle, et Galitzyne dut repasser le fleuve (30 avril 1769)⁴⁾. Cet événement, célébré à Constantinople comme un triomphe, mit dans une lumière peu favorable la valeur du général et celle de l'armée russe⁵⁾.

Pendant le grand-vizir, Mohammed Emin-Pacha, un lettré ignorant l'art de la guerre, quitta Constantinople (mars 1769), pour rejoindre à Babadagh son armée de 100.000 hommes, ramassés à la hâte et indisciplinés, qui, dès leur passage par Constantinople, commencèrent à piller et à se livrer à tous les excès. La plupart d'entre eux savaient à peine charger.

Les maisons des ministres étrangers elles-mêmes ne furent pas épargnées⁶⁾. Le ministre d'Autriche, Brognard, n'échappa

¹⁾ « Sa Majesté vient de nommer généraux en chefs le prince Gallizin et le comte de Romanzov qui agiront contre les Turcs. L'ancienneté est plus en faveur du premier que les preuves de ses connaissances ». (Dépêche de Christian Scheel du 11/28 novembre 1768. Archives d'État de Copenhague, B. 96).

²⁾ Rulhière, *ouvr. cité*, III, pp. 168—169.

³⁾ *Considérations sur la guerre présente entre les Russes et les Turcs*, p. 4. — Kerilio, *ouvr. cité*, pp. 37—38.

⁴⁾ Iorga, V, p. 488. — Hammer, XVI, pp. 216—217. — Brückner, 274.

⁵⁾ Lettre de Ludolf du 11 novembre 1769. — *Précis de la dernière guerre*, doc. No. XLIIA. — *Geschichte des gegemw. Kr.*, Th. V, p. 16.

⁶⁾ Lettres de Ludolf du 10 déc. 1768 et du 19 sept. 1769. — *Précis de la dernière guerre*, Doc. No. XLIIA.

que par miracle à la fureur de la foule ¹⁾. Et ces désordres devaient se reproduire à chaque nouvelle campagne ²⁾.

Le 2 juin, il franchit le Danube à Isacea, incertain sur la direction qu'il devait prendre et gêné dans ses mouvements par la disette qui régnait en Moldavie. Ayant trouvé vides les magasins sur lesquels elle avait compté, l'armée régulière fut obligée de rester près des rives du Danube où les provisions amenées sur le fleuve étaient consommées au fur et à mesure qu'elles arrivaient ³⁾, tandis que les troupes irrégulières et les volontaires couvrirent la Moldavie et achevèrent de détruire les moyens de subsistance que l'on avait pu sauver. Enfin, partie pour Bender, l'armée du grand-vizir s'attarda encore dans la plaine de Kartal, puis établit son camp à Khan-Tépessi (Movila Râbii), pour l'unique raison qu'en cet endroit fut battu Pierre le Grand en 1711. Deux semaines après, inquiétée par les moustiques et la pénurie des vivres, elle transporta son camp à Jassy-dépé, près de Bender, lorsque la nouvelle parvint que le prince Galitzyne, contournant la forêt de la Bukovine, avait mis de nouveau le siège devant Hotin ⁴⁾. Le grand-vizir revint à Khan-Tépessi et chargea le nouveau Khan des Tartares et Moldovandji Ali-Pacha de secourir Hotin. Moldovandji, un vrai soldat, débloqua la place et obligea les Russes, qui s'étaient avancés sans aucune précaution, à repasser, pour la seconde fois, le Dniester (²/₁₂ août 1769) ⁵⁾. A la suite de ce nouvel échec, le prince Galitzyne fut révoqué et remplacé par le lieutenant-général Roumiantzof. Tout aussi mécontent de la marche des opérations ⁶⁾, le sultan destitua Mohammed Emin-Pacha et le fit décapiter à Constantinople ⁷⁾. Le prince de Moldavie, Grégoire Callimachi, et

¹⁾ *Geschichte des gegemw. Kr.*, Th. V, pp. 9—11.

²⁾ Voir pour la campagne de 1770; *Ibidem*, Th. VI, p. 47.

³⁾ Rulhière, *ouvr. cité*, III, pp. 210—231. — Iorga, *Documente Callimachi*, II, p. 585.

⁴⁾ *Geschichte des gegemwärtigen Krieges*, Th. V, p. 11.

⁵⁾ Hammer, XVI, p. 224. — *Geschichte des gegemw. Kr.*, Th. V, pp. 38—43.

⁶⁾ Hurmuzaki, *Supl.*, I¹, p. 781. — Rulhière, *ouvr. cité*, III, pp. 240—241. — Iorga, V, pp. 488—489.

⁷⁾ *Geschichte des gegemw. Krieges*, Th. V, pp. 45—46.

l'interprète de la Porte, Nicolas Drako, soupçonnés d'intelligence avec l'ennemi, subirent le même sort ¹⁾).

Nommé grand-vizir, Moldovandji résolut de passer le Dniester et de porter la guerre en Podolie. Le 1^{er} septembre il fit jeter un pont sur des radeaux et des chariots, et aussitôt un corps de six mille hommes s'établit sur la rive gauche du Dniester, dans un retranchement construit à la tête du pont. D'autres éléments étant venus renforcer ce premier détachement, le 16 septembre, le grand-vizir franchit lui-même le fleuve afin de reconnaître la position des Russes. Une série d'escarmouches commença, acharnées, lorsque la crue subite du Dniester, enflé par la chute des torrents, ébranla le pont et jeta l'épouvante dans l'armée turque. Tous ceux qui avaient passé le fleuve se précipitèrent vers le pont. Le poids de la foule et des canons achevant de l'ébranler, il se rompit et ses débris furent emportés par le torrent. Les six ou sept mille Turcs, restés sur la rive polonaise, furent massacrés par les Russes. Une panique s'empara du camp entier et l'armée se dispersa entraînant dans sa fuite la garnison de Hotin et le camp impérial de Khan-Tépassi ²⁾). Réduit à sa propre garde, Moldovandji-Pacha fut obligé de suivre l'armée et de repasser le Danube sans même chercher une seconde ligne de défense sur le Pruth ou sur le Sereth et le Bas-Danube ³⁾).

Maîtres, sans coup férir, de Hotin, les Russes ne rencontrèrent plus de résistance jusqu'à Bucarest. Le lieutenant-général Elmpt fit le 7 octobre son entrée à Jassy, où ses troupes répandirent la peste ⁴⁾). Une délégation de boyards était allée au devant de lui jusqu'à Botoşani, « pour soumettre toute la province au pouvoir de Sa Majesté » l'Impératrice de Russie ⁵⁾). Le général Stoffeln, successeur d'Elmpt, acheva sans aucune difficulté la conquête du pays. Galatz, où s'était réfugié le

¹⁾ Hammer, XVI, p. 228. — *Geschichte des gegemo. Krieges*, Th. V, p. 63.

²⁾ Rulhière, *ouvr. cité*, III, pp. 355—370. — Iorga, IV, p. 490. — Hammer, XVI, 236.

³⁾ *Considérations sur la guerre présente*.

⁴⁾ *Reise von St. Petersburg nach der Moldau und zurück über Kiew und Moskau* (Lerche), Halle, 1773, in Bilbassoff, *Katherina II*, Vol I, p. 215.

⁵⁾ Iorga, *Acte și fragmente*, II, p. 20.

nouveau prince de Moldavie, Constantin Mavrocordato, fut pris d'assaut et mis à sac, et le vieux prince, fait prisonnier, alla, sous escorte, expirer à Jassy (4 déc. 1769)¹⁾. Cependant le lieutenant-général Karazin, rallié par les frères Cantacuzène et l'archimandrite d'Argeș, surprit Bucarest et fit prisonnier le prince Grégoire Ghica (16 nov. 1769). Partout, l'armée russe avait été reçue aux acclamations de la foule²⁾. Ce mouvement général de défection poussa la Porte à une mesure irréfléchie qui ne fit qu'aggraver le mal. Le mufti publia un fetwa légitimant le meurtre et la confiscation des biens de tout Moldave ou Valaque qui avait passé ou passerait à l'ennemi³⁾. L'effet de cette ordonnance fut de livrer entièrement la population des deux Principautés à la protection russe et de favoriser le mouvement d'émigration, déjà inquiétant, en Hongrie et dans la Nouvelle-Serbie. Les insignes de la Principauté furent remises aux commissaires russes et une délégation de boyards et de hauts dignitaires ecclésiastiques partit pour St. Pétersbourg remercier l'impératrice « de l'affranchissement du peuple orthodoxe de Valachie »⁴⁾.

Au début de 1770, toute la Valachie, sauf la petite Valachie, passa sous l'occupation russe, qu'une active propagande tendait à transformer en annexion⁵⁾. Outre les nombreux volontaires qu'elles fournirent aux Russes, les deux Principautés durent supporter encore la plus grande partie des frais de guerre. Selon les estimations d'un officier étranger au service de la Russie, celle-ci aurait prélevé en Moldavie et en Valachie quatre millions et demi de florins par an sans compter les vivres et les fourrages, évalués à un demi-million, et les corvées⁶⁾. La joie causée par ces succès fut d'autant plus grande à St. Pétersbourg que des résultats

¹⁾ *Ibid.*, p. 21. — Hurmuzaki, XVI, p. 475.

²⁾ Iorga, *Geschichte des osm. Reiches*, IV, p. 491. — *Documente Callimachi*, I, p. CLVII. « Convorbiri Literare » (IX), p. 326.

³⁾ Hammer, XVI, pp. 328—239. — Iorga, *Acte și fragmente*, II, p. 22.

⁴⁾ Iorga, *Geschichte des osm. Reiches*, IV, p. 491. — *Acte și fragmente*, II, pp. 27—29. — Engel, *Geschichte der Moldau u. Walachei*, II, p. 30. — *Geschichte des gegenw. Kriegeres*, Th. V, pp. 70—72.

⁵⁾ Iorga, IV, p. 492. — Zinkeisen, V, p. 924.

⁶⁾ Doc. No. 89 et dépêche de Ludolf du 11 déc. 1773.

analogues couronnèrent dans le Caucase les efforts des généraux Medem et Tottleben¹). La première campagne se termina donc par des résultats qui semblèrent légitimer les plus grands espoirs et les plus vastes desseins de l'Impératrice de Russie. Ils ne firent qu'éveiller les inquiétudes des autres puissances et déterminer une campagne diplomatique dont le but était d'arrêter les progrès des armées russes.

Enorgueillie de ces succès, l'Impératrice ne voulut même pas entendre parler de la paix. Durant l'hiver de 1769—1770, de grands préparatifs furent faits pour une campagne décisive à la fois sur terre et sur mer. Catherine II conçut le projet hardi d'une expédition navale dans l'Archipel et mit tout en oeuvre pour le faire aboutir. La flotte russe, contournant l'Europe occidentale et franchissant le Gibraltar, devait passer de la Baltique dans la Méditerranée, soulever les Grecs, depuis plusieurs années travaillés par une active propagande russe²), et, pendant que les armées de terre menaceraient la ligne du Danube, aller dicter la paix au sultan dans sa capitale. Ce plan téméraire fut mis à exécution dès le mois de septembre 1769 et la flotte russe, après s'être fournie en matériels de guerre et en provisions dans les ports anglais, gagna la Méditerranée et, le 28 février 1770, parut en vue du Cap Matapan. Cet exploit ne put s'accomplir que grâce à la complaisance de l'Angleterre qui, non seulement fournit à l'expédition ses meilleurs officiers (Elphinstone et Greig), mais encore découragea par son attitude menaçante la velléité de résistance du duc de Choiseul³). Cette étrange conduite du gouvernement anglais paraîtrait incompréhensible si l'on ne tenait compte des embarras dans lesquels se débattait son commerce oriental, partout évincé par la concurrence française; l'espoir d'ouvrir

¹) Dépêche de Ludolf, din 8 juin 1771. — Zinkeisen, V, 925.

²) L'un des émissaires les plus actifs aurait été un Moldave qui s'habillait à la turque et se faisait nommer Kasi Murat. « Es war ein Man von grossen Einsichten, vieler Wissenschaft und besonderer Fähigkeit, indem er ausser den nordischen Sprachen auch die Türkische und Arabische inne hatte, und schien ein geborener Moldauer zu sein ». (*Geschichte des gegenw. Krieges*, Th. VI, p. 58).

³) *Geschichte des gegenwärtigen Krieges*, Th. VI, pp. 60—82. — Favier, *Conjectures sur la situation actuelle de la France*, etc. in L. P. Ségur, *Politique de tous les cabinets de l'Europe*, etc. 3 vol. Paris, 1801, Vol. II, p. 31.

à l'industrie anglaise de nouveaux débouchés fut la raison principale de cette politique¹).

A l'approche de la flotte russe, les Maïnotes se soulevèrent, mais dépourvus d'un plan ferme et d'une direction énergique, leur mouvement dégénéra bientôt en une série de brigandages et de massacres²). Alexis Orlof prit au milieu d'avril le commandement de la flotte russe. Sa tentative sur Modon échoua, comme avait échoué celle de son frère Théodore sur Coron, dont il voulait faire une base d'opération pour les insurgés. Après la défaite de Tripolitza où 15.000 Maïnotes furent dispersés par le Turcs, Orlof se rembarqua et abandonna les Grecs à la vengeance ottomane; elle fut terrible. La Porte lâcha sur la Morée 150.000 Albanais qui mirent le pays à feu et à sang³).

Le 1^{er} juillet la flotte russe, bien équipée, était prête à mettre à la voile, lorsque l'amiral, ayant appris que la flotte ennemie avait concentré ses unités entre la côte d'Anatolie et la rive sud-est de l'île de Chio, donna le signal du départ⁴). Elle défit le 5 juillet la flotte turque à Chio et, deux jours après, la détruisit complètement dans le port de Tschesmé. Alexis Orlof pouvait profiter de sa victoire et du désarroi qui s'était emparé des Turcs pour forcer les Détroits et aller devant le Sérail dicter la paix au sultan. Mais il laissa à l'ennemi le temps de se reconnaître et d'organiser la défense sous la direction habile et énergique du baron de Tott.

L'occasion de frapper un coup décisif ayant été manquée, la flotte russe se retira à Paros, à Imbros et à Taso, tandis que les Orlof reprirent, à travers l'Italie, le chemin de St. Pétersbourg. L'expédition navale avait manqué son but, mais le retentissement de ses exploits fut considérable. « Toute l'Europe fut surprise et alarmée de voir pour la première fois

¹) Masson, *Le commerce française dans le Levant au XVIII-e siècle*. — Sorel, *La question d'Orient au XVIII-e siècle*, p, 84—85.

²) Zinkeisen, V, p. 930.

³) *Geschichte des gegenw. Kriegeres*, Th. VII, Chap. I—II, pp. 5—29.

⁴) *An authentic Narrative on the Russian expedition against the Turcs by sea and land... Compiled from several authentic journals, by an officier on board the Russian fleet*, London, 1772, p. 49.

le pavillon russe flotter parmi les îles de l'Archipel, poursuivant la flotte turque et appelant leurs malheureux tributaires les Grecs aux armes et à la liberté »¹⁾.

Pour la campagne de 1770, les Russes préparèrent deux armées: l'une en Pologne, commandée par Roumiantzof et destinée à s'établir le long du Danube et à empêcher l'armée turque de passer le fleuve; l'autre concentrée dans la Nouvelle-Serbie, devait prendre les forteresses du Dniester et du Bas-Danube. Le début de l'année se passe en escarmouches où les Russes ont l'avantage. Ils repoussent deux tentatives turques sur Bucarest. Stoffeln attaque Giurgiu et brûle Braïla sous les yeux du grand-vizir. Il tient en échec les Tartares et les empêche de faire des incursions en Valachie. Mais, après la mort prématurée de ce général, les Russes sont obligés d'évacuer la Valachie et de concentrer leurs forces en Moldavie, en vue de l'offensive générale qu'annoncent les préparatifs turcs (juin 1770).

Effectivement, Kaplan-Ghirai, ayant quitté Kichinef au début de mai, essaya de passer le Pruth, mais partout il trouva le passage intercepté par l'ennemi. Alors le comte Roumiantzof franchit lui-même ce fleuve à Fălciu, et dispersa un corps d'armée turc et tartare qui avait pris position en face du camp retranché du prince Repnine, à Khan-Tépessi. A l'annonce de cette nouvelle, le grand-vizir quitta son camp de Babadagh avec une armée de 150.000 hommes, mais dont la plus grande partie n'avait aucun usage de la guerre, franchit le Danube à Isacea et se dirigea vers la plaine de Kartal. Mais il n'eut pas le temps de secourir le khan, qui, attaqué par le prince Repnine sur la rivière de Larga, fut complètement défait et rejeté sur le Danube (18 juillet). Le comte de Roumiantzof attaqua alors le gros de l'armée ottomane, retranchée avec Halil-Pacha sur la rivière de Cahul, et, après un bombardement de trois heures, prit d'assaut le camp et mit en déroute l'armée turque (1^{er} août)²⁾. Après ces victoires les

¹⁾ *Ibid.*, p. 8. — Cf. Dépêche de Ludolf, du 8 sept. 1770. — *Précis de la dernière guerre*, doc. No. XLIIA. — C. Andriescu, *ouvr. cité*, pp. 57—82.

²⁾ *Précis de la dernière guerre*, Doc. No. XLIIA. — Hurmuzaki, XVI, pp. 485—486.

forteresses du Bas-Danube et du Dniester ouvrirent leurs portes les unes après les autres. Ismaïl se rendit le 6 août ; Kilia, un mois après. Bender capitula le 27 septembre ; Akerman, en octobre. Au début de novembre le dernier fort du Danube, Braïla, tomba aux mains des Russes. Le 25 novembre, l'armée russe reconquit Bucarest, tandis que le grand-vizir se retira à Babadagh ¹⁾. Tout le pays compris entre le Danube (sauf Giurgiu) et le Dniester était au pouvoir des Russes, qui se croyaient maîtres de la situation et libres d'imposer leurs conditions aux Turcs. En réalité les embarras ne faisaient que commencer pour eux.

Les progrès de l'armée russe avaient éveillé de vives inquiétudes dans les chancelleries européennes. Les puissances qui pendant la première année de la guerre avaient affecté une neutralité plus ou moins bienveillante envers la Russie — les unes, comme l'Angleterre et la Prusse, parce qu'elles se promettaient des avantages importants de la victoire russe ; les autres, comme la France et l'Autriche, parce qu'elles étaient certaines que la Russie serait battue — sortirent alors de leur réserve et marquèrent nettement leur volonté d'arrêter les progrès de la puissance « russe ». L'Angleterre rappela ses marins au service de la Russie et interdit tout nouvel engagement. La France offrit à la Turquie, moyennant trois ou quatre millions de subsides annuels, 12 à 15 vaisseaux de guerre et lui envoya des ingénieurs et des officiers pour son armée. L'Autriche renforça ses garnisons en Hongrie et établit sur les frontières de la Transylvanie ses fameux cordons de sûreté ²⁾. Enfin, Frédéric II, l'allié de la Russie, en vint à manifester publiquement qu'il « n'était pas de l'intérêt de la Prusse de voir la puissance ottomane entièrement écrasée, parce qu'en cas de besoin elle pouvait être utilement employée à faire des diversions » et parce que la Russie « menaçait de tout envahir » ³⁾.

¹⁾ *Geschichte des gegemw. Krieges*, Th. VIII, pp. 42—55 ; 56—64 ; 71—75 ; 78—80. Th. IX, pp. 46—56. — Rulhière, *ouvr. cité*, IV, pp. 53—58. — Hammer, XVI, pp. 257—268. — Zinkeisen, V, pp. 940—944. — Iorga, IV, 494—498.

²⁾ A. Beer, *Die erste Theilung Polens*, I, p. 306. — Hammer, XVI, p. 279.

³⁾ Frédéric II, *Mémoires*, Vol. IV, p. 210.

Le danger de voir les Russes s'établir sur le Danube et de résoudre à leur seul profit la question d'Orient mit en mouvement toutes les chancelleries européennes. Aucune d'elles ne voulait admettre qu'un règlement de cette importance se fit sans sa participation. La France qui, en raison de ses mauvais rapports avec la Russie, ne pouvait songer à faire agréer sa médiation, envoya aux confédérés de Bar de l'argent et des officiers, pour créer une diversion en faveur des Turcs. Le ministre d'Angleterre à Constantinople, Sir John Murray, mit tout en oeuvre pour amener les Turcs à demander la médiation de sa Cour. Sous l'effet immédiat de la bataille de Tschesmé, le gouvernement ottoman avait prié celui-ci d'écrire au comte Orlof et de lui proposer la conclusion d'un armistice. Murray voulut d'abord en établir les conditions avec le reis-effendi et laissa maladroitement échapper cette occasion unique de rétablir son crédit auprès de la Porte¹). Les représentants des Cours de Vienne et de Berlin, Thugut et Zegelein, eurent ainsi le champ libre devant eux et ils sûrent mettre à profit cet avantage. Leurs Cours étaient les plus directement intéressées à faire cesser les hostilités et à prévenir les complications dans lesquelles elles auraient été entraînées avant les autres nations. L'intervention de la France ou celle, plus probable, de l'Autriche qui n'admettaient pas de voir les Russes annexer la Moldavie et la Valachie aurait obligé la Prusse à soutenir fermement la Russie, son alliée. Or, ni la Prusse, ni l'Autriche n'avaient encore achevé de réorganiser leurs armées et de réparer les dommages des guerres précédentes. Aussi, oubliant un moment leurs rivalités passées, elles se rapprochèrent pour conjurer le danger qui les menaçait l'une et l'autre²). A l'entrevue de Neisse (août 1769), Joseph II et Frédéric II, s'entendirent sur la nécessité d'observer «une exacte neutralité en Allemagne au cas qu'il s'allumât une guerre entre l'Angleterre et la France» et d'offrir conjointement leur médiation à la Sublime Porte et à la Cour de St. Pétersbourg, comme étant les moyens les plus propres à

¹) Dépêches de G. Ludolf des 13 oct. et 10 nov. 1770.

²) Frédéric II, *Mémoires*, Vol. IV, p. 207. — Duncker, *Aus der Zeit Friedrich des Grossen*, pp. 174—177.

contenir les ambitions de la Russie et à empêcher l'extension de la guerre ¹⁾). Thugut et Zegelin s'acquittèrent si bien de leur tâche que le 12 août 1770, le Divan adressa aux Cours de Vienne et de Berlin une demande officielle de médiation exclusive ²⁾).

Frédéric II et Joseph II reçurent cette demande à Neustadt, en Moravie, où ils s'étaient réunis pour une seconde entrevue. Les deux souverains purent constater avec satisfaction les résultats heureux de la politique inaugurée à Neisse. Kaunitz, qui cette fois avait accompagné son maître, aurait voulu décider le roi de Prusse à une médiation armée des deux puissances allemandes ou tout au moins s'assurer la neutralité de la Prusse au cas où l'Autriche interviendrait seule. Kaunitz voulait en somme rompre l'alliance prusso-russe. Mais Frédéric II se déroba adroitement ³⁾). Le seul résultat pratique de l'entrevue de Neustadt fut l'engagement pris par Frédéric II de communiquer à la Cour de St. Pétersbourg les propositions de la Porte et de les appuyer par d'habiles insinuations sur le danger d'une intervention autrichienne ou française en faveur de la Turquie. Pour prévenir cette démarche, l'Impératrice de Russie, qui était exactement renseignée par le ministre d'Angleterre sur les intrigues de Thugut et de Zegelin ⁴⁾) donna, le 26 septembre 1770, au comte Roumiantzof l'ordre d'entamer des négociations directes avec le grand-vizir. « Si nous pouvions ainsi, écrivait Orlof à Catherine II, après la bataille de Tschesmè, échapper à la médiation des puissances étrangères qui ont toujours en vue leurs intérêts de courtiers, nous montrerions à la Porte que nous voulons la paix non pas à cause des intrigues de cabinets étrangers, mais pour aboutir à une entente sérieuse » ⁵⁾). La Porte déclina la proposition en

¹⁾ Notes de Joseph II sur l'entrevue de Neisse, dans Arneth, *Maria Theresia u. Joseph II*, Vol. I. — Texte de la convention conclue à Neisse, dans Ranke, *Die deutschen Mächte u. der Fürstenbund*, Vol. II, p. 237—238 (Lettre de Joseph II à Frédéric II).

²⁾ Zinkeisen, VI, p. 947.

³⁾ Ranke, *Die deutschen Mächte*, Vol. I, pp. 9—12.—A. Beer, *Die erste Theilung Polens*, p. 306 et suiv.

⁴⁾ Dépêche de Ludolf du 13 Oct. 1770.

⁵⁾ Gigaref-Reader, *Art. cité*, p. 290.

invoquant son engagement de ne traiter que par l'intermédiaire de l'Autriche et de la Prusse. L'Impératrice ne pouvait plus que suivre la suggestion des deux puissances médiatrices. Le 20 décembre, elle fit remettre au prince Henri, frère de Frédéric II, qui se trouvait à St. Pétersbourg depuis le mois d'octobre, un mémoire contenant les conditions de paix.

La Russie exigeait la cession d'Azof et des deux Cabardies; l'indépendance des Tartares de Crimée; l'occupation, à titre d'indemnité de guerre, des deux Principautés roumaines; la libre navigation sur la mer Noire; une île dans l'Archipel pour servir d'entrepôt au commerce russe; l'amnistie générale pour les sujets chrétiens de l'Empire ottoman qui s'étaient compromis en faveur des Russes et, avant toute négociation, l'élargissement de M. Obrescof¹⁾. Frédéric II trouva ces prétentions si exagérées qu'avant de les communiquer à la Porte et à l'Autriche, il essaya d'en obtenir l'adoucissement auprès de l'Impératrice. Selon lui, l'occupation de la Moldavie et de la Valachie entraînerait l'intervention de l'Autriche, l'acquisition d'une île dans l'Archipel soulèverait l'opposition de toutes les puissances maritimes et, enfin, l'indépendance des Tartares se heurterait à des difficultés insurmontables à Constantinople. Il conseilla, par suite, à Catherine II, de se contenter d'Azof, des deux Cabardies et de la libre navigation dans la mer Noire²⁾. L'Impératrice resta inébranlable sur tous les points, sauf sur celui des Principautés Danubiennes qu'elle proposait d'ériger en États indépendants³⁾.

Sincère ou non, la démarche de Frédéric II eut ce résultat important d'apprendre aux neutres que la Russie ne voulait rien abandonner de ses conquêtes et de ses projets. L'Autriche répondit à cette déclaration par une mobilisation partielle et par la conclusion d'un traité secret avec la Porte (6 juillet 1771). Elle s'engageait à faire restituer à la Turquie, par la voie diplomatique ou par les armes, les provinces conquises

¹⁾ *Sbornik*, Vol. XX, p. 284 et suiv. — Übersberger, *ouvr. cité*, p. 313.

²⁾ Lettre de Frédéric II à Catherine II, du 4 janvier 1771. *Sbornik*, Vol. XX, pp. 290—296.

³⁾ Lettre de Catherine II à Frédéric II du 30 janvier 1771. *Sbornik*, Vol. XX, p. 297. — Frédéric II, *Oeuvres historiques*, Vol. IV, pp. 220—221.

par les Russes. En échange, et, « pour témoigner sa reconnaissance parfaite des procédés généreux de la Cour de Vienne », la Porte lui céda la Petite-Valachie, un subside de dix millions de piastres « pour frais de préparatifs de guerre », une rectification de frontière en Transylvanie, et de grands avantages commerciaux ¹⁾. Le premier versement de deux millions eut lieu, le 25 juillet, à Semlin, avant l'échange des ratifications qui ne devait, d'ailleurs, jamais se produire.

Eventé, ce traité mit en émoi les Cours de Berlin et de St. Pétersbourg. Un vif échange de notes semblait précipiter l'intervention de l'Autriche, lorsque l'orage s'abattit sur la Pologne. Les trois puissances se mirent d'accord sur un plan de partage qui devait satisfaire leurs convoitises et sauvegarder le principe de l'équilibre. L'idée de trouver « ailleurs qu'en Turquie », des compensations susceptibles de dédommager la Russie de ses frais de guerre et des conquêtes qu'elle devait restituer, la Prusse des subsides payés à son alliée, et l'Autriche des agrandissements de ses voisines, avait été lancée dès le début de 1769 par le roi de Prusse sous la forme du « plan Lynar ». Les événements avaient mûri ce projet au point qu'il paraissait alors l'unique moyen de maintenir « la balance des pouvoirs » et d'éviter la guerre générale ²⁾.

Cette proie, tout indiquée, était la Pologne. Les troubles qui, depuis la mort d'Auguste III, y étaient soigneusement entretenus par la Russie et par la Prusse, avaient dégénéré en guerre civile. Les puissances voisines n'avaient qu'à se mettre d'accord sur un plan de partage, ou, selon, le mot de Catherine II, « qu'à se baisser et à prendre ». L'exemple fut donné par l'Autriche qui, durant l'été de 1770, en invoquant certains droits de la couronne de Hongrie, incorpora la starostie de Zips à ses domaines héréditaires. Le 8 janvier 1771, Tschernichef, ministre de la guerre de Russie, commentant cet événement, dit au prince Henri : « Mais pourquoi ne pas s'emparer de la Warmie ? Car il faut, après tout, que chacun ait quelque chose ». Et Catherine II, qui assistait à la conversation, d'ajouter comme en badinant : « Mais pourquoi tout le

1) Texte dans Hurmuzaki, Vol. VII, pp. 86—88 et *Suppl. I³*, pp. 22—23.

2) Frédéric II, *Oeuvres historiques*, Vol. IV, pp. 220—224, 241.

monde ne prendrait-il pas aussi »? ¹⁾ Restait à vaincre les scrupules de Marie-Thérèse qui ne voulait ni se compromettre pour un rien ni accepter un partage « à des conditions inégales ». La résolution de Kaunitz et l'ambition de Joseph II finirent par triompher des scrupules de l'Impératrice: le 19 février 1772, elle signa la déclaration de l'adhésion de l'Autriche au démembrement de la Pologne ²⁾. Comme la Russie et la Prusse s'étaient entendues dès le 15 janvier, les trois puissances n'avaient plus qu'à se mettre d'accord sur les parts respectives. Ce fut l'objet d'une série de conventions s'échelonnant du 15 janvier au 25 août 1772 ³⁾.

Ces négociations expliquent les événements qui, durant les années 1771 et 1772, se sont succédés en Orient, et les résultats auxquels ils aboutirent: d'abord ralentissement des opérations militaires, ensuite négociations prolongées entre les Turcs et les Russes pour la conclusion de la paix.

Sur le Danube, la campagne de 1771 fut tout à fait insignifiante. Les généraux Potemkine et Repnine exécutèrent, avec une fortune variée, des incursions au delà du Danube et de l'Olt. Les Turcs répondirent par des tentatives analogues et réussirent, au début de juin, à reprendre Giurgiu ⁴⁾. Mais au début de novembre les Russes reprirent l'offensive. Le général Weissmann prit Isacea et Tulcea, mais ne sut pas garder ses conquêtes. A leur tour, les Turcs échouèrent dans une tentative faite sur Bucarest, perdirent de nouveau Giurgiu et subirent une défaite sensible à Măcin ⁵⁾.

Le grand événement militaire de l'année fut l'occupation de la Crimée. Le prince Dolgorouki quitta le 5 mai 1771 son camp de Poltava et, à la tête de trente mille Russes et de soixante mille Tartares Noghaïs, parut le 22 juin devant la ligne de Pérécop. Les troupes de Sélim-Ghiraï se débandèrent au

¹⁾ Duncker, *Ouvr. cité*, pp. 210—213.

²⁾ Sorel, *La question de l'Orient au XVIII-e siècle*, pp. 198—204.

³⁾ *Geschichte des gegenw. Krieges*, Th. XV, pp. 36—46, Th. XVI, pp. 5—23.

⁴⁾ *Geschichte des gegenw. Krieges* — « Extrait d'une lettre de Roumiantzof du 7 nov. 1771 ». (Doc. No. LXII).

⁵⁾ *Geschichte des gegenw. Krieges*, Th. XV, pp. 6, 10—17.

premier choc ¹⁾. Arabat sur la mer d'Azof, et Koslof (Eupatoria) sur la mer Noire tombèrent quelques jours après aux mains des Russes. Maîtres de ces deux points stratégiques, les Russes s'avancèrent dans deux directions convergentes vers Baktschi-Séraï, résidence du Khan. Saisi de panique, Sélim-Ghiraï abandonne famille et armée, et s'enfuit à bord d'un bateau à Constantinople. Dès lors la Crimée fut incapable d'opposer la moindre résistance. Dès le 29 juin, le prince Dolgorouki fait son entrée solennelle à Caffa. Kertsch et Yénikalé se rendent sans coup férir (13 juin 1771). La garnison de Taman abandonne la place à la première sommation ²⁾. En trois semaines, toute la péninsule fut conquise. Le prince Dolgorouki, aussi habile diplomate que bon général, se mit aussitôt à organiser sa conquête. Il promit aux Tartares l'indépendance sous l'autorité d'un khan élu par eux et confirmé par l'Impératrice et leur fit prêter le serment de fidélité. Chahin-Ghiraï, tout dévoué à la Russie, est élevé au trône à la place de Sélim, et une délégation de notables est envoyée à St. Pétersbourg pour prêter hommage à l'Impératrice ³⁾. Dans cet écroulement de l'Empire tartare, seules les places fortes d'Otschakof et de Kinburn tiennent encore pour le Grand-Seigneur. Le reste est occupé ou soumis.

Par l'occupation de la Crimée, le principal but de guerre de la Russie était atteint. L'état critique de l'armée du Danube ⁴⁾, les ravages causés par la peste à Moscou et la menace d'une intervention autrichienne, habilement exploitée par le roi de Prusse, amenèrent dans la suite la Cour de St. Pétersbourg à des dispositions plus pacifiques. La question des Principautés Danubiennes restait le seul obstacle sérieux à la paix. « Au reste, écrivait Frédéric II au comte de Finkenstein, son ministre, le 19 septembre 1771, plus je m'occupe de l'idée de conjurer l'orage qui paraît se préparer de loin entre les Cours de Vienne et de St. Pétersbourg, et plus je crains que la destinée de la Moldavie et de la Valachie n'y mette le plus grand obstacle et

¹⁾ *Geschichte des gegenwärtigen Krieges*. Th. XV, pp. 18—25, 29.

²⁾ L'accord, en sept articles, *Ibid.*, p. 31.

³⁾ Hammer, XVI, pp. 297—299. — Zinkeisen, V, pp. 952—953.

⁴⁾ Une épidémie d'épizootie avait enlevé la plupart des bêtes de trait et de selle.

vous verrez que cet article nous coûtera une peine infinie d'arranger (sic) et que nous rencontrerons mille difficultés pour engager la Russie à renoncer à leur démembrement (sic) de l'Empire ottoman »¹⁾.

Mais la Cour de Vienne ayant fait connaître sa volonté de reconnaître toutes les prétentions de la Russie, au cas où celle-ci renoncerait à la Moldavie et à la Valachie, le gouvernement russe céda et au mois de décembre il communiqua officiellement au cabinet de Vienne sa renonciation aux deux Principautés²⁾. La Porte accueille avec une joie non dissimulée cette nouvelle. Elle commençait à être lasse d'une guerre où elle n'avait connu que des revers. La flotte russe de l'Archipel gênait l'approvisionnement de la capitale et le maréchal Roumiantzof menaçait de pousser ses troupes jusqu'à Andrinople. La révolte d'Alibey avait coupé toutes les ressources que lui fournissait l'Égypte. Le peuple murmurait et les confédérés polonais étaient hors d'état d'opérer la moindre diversion³⁾. La Porte traduisait ses dispositions pacifiques par un geste qui excluait toute équivoque: elle remit en liberté le sieur Obrescof. Alors les gouvernements turc et russe se mirent d'accord sur la conclusion d'un armistice, qui fut effectivement signé le 30 mai-10 juin à Giurgiu et sur la convocation d'un congrès qui devait avoir lieu pendant l'été de 1772 à Focșani. Osman Effendi et Isindjisadé furent désignés comme représentants de la Porte, Grégori Orlof et Obrescof comme délégués de la Russie⁴⁾.

Le congrès fut ouvert le 7/18 août 1772, avec une grande solennité. Mais de sérieuses difficultés surgirent dès les

¹⁾ Beer, *Die erste Theilung Polens*, Vol. II, Analecten, p. 355. — Cf. « Die erste dieser Forderungen (l'indépendance de la Valachie et de la Moldavie) wollte nicht einmal dem Wiener-Hofe... gefallen, wo man deswegen öffentlich dagegen hetzte. Dann für das erste war zu besorgen, wann die gedachte Provinzen ganz von dem ottomanischen Joche frey würden, dass sich die Siebenbürgische und Ungarische Griechen dahin ziehen möchten, um unter einem Prinzen von ihrer Religion zu leben, wobey sie sonst noch allerhand besondere Vorteile zur Absicht hatten ». (*Geschichte des gegenwärtigen Krieges*, Th. XVI, p. 36). — Dépêches de Ludolf du 14 sept. 1771. (Doc. No. LX — LXI).

²⁾ Lettre de Ludolf du 14 déc. 1771.

³⁾ *Geschichte des gegenw. Krieges*, Th. XIX, p. 5.

⁴⁾ Iorga, IV, p. 502. — Zinkeisen, V, pp. 954—955.

premières séances. Les Russes refusèrent d'admettre aux conférences les représentants de l'Autriche et de la Prusse, sous prétexte que le cabinet de St. Pétersbourg n'avait demandé que leurs bons offices, non leur médiation. Ils posèrent ensuite comme base de la négociation les trois principes suivants: 1. écarter toutes les causes qui pourraient à l'avenir provoquer des conflits entre la Russie et la Turquie. De ce principe, les plénipotentiaires conclurent à la nécessité de proclamer l'indépendance des Tartares, source inépuisable de conflits entre les deux Empires. 2. La Russie, ayant été entraînée malgré elle dans cette guerre, recevrait une indemnité de guerre. 3. Les arrangements à conclure devaient assurer des avantages marqués aux sujets des deux Empires de façon à resserrer leurs relations et à garantir la durée de la paix. Les plénipotentiaires russes déduisirent de ce principe la liberté de navigation et de commerce dans toutes les mers qui baignent le littoral ottoman¹⁾. Les plénipotentiaires turcs consentirent à la liberté de la navigation dans la mer Noire et à l'indépendance des Tartares, sous la réserve que le sultan aurait le droit d'investir le khan et de nommer les juges. La Russie, rassurée maintenant du côté de la Prusse et de l'Autriche, ne voulut admettre aucune réserve et le congrès fut rompu (5 sept.). La faute en fut imputée à Osman Efendi et à la mauvaise volonté d'Orlof, qui, pour des raisons exclusivement personnelles, aurait désiré la prolongation de la guerre²⁾. En réalité, la rupture tenait à des causes plus profondes. Tout d'abord, à un revirement produit dans le Divan, qui, sous l'action du mufti et des principaux oulémas, retira la concession accordée au sujet de l'indépendance des Tartares. La France et l'Autriche, justement inquiètes des avantages accordés au commerce russe dans la mer Noire, agirent dans le même sens sur le gouvernement turc. Enfin la révolution de Suède, où Gustave III restaura par un coup d'État le pouvoir monarchique, vint fort à

¹⁾ Hurmuzaki, VII, pp. 89—98.

²⁾ « La rudesse de caractère d'Osman-Efendi était la principale cause de la rupture du congrès près de la ville de Fokshan... Son humeur bizarre rebuta dès le premier abord les plénipotentiaires russes qui se demandèrent l'un à l'autre s'ils avaient affaire à un fou ». (Vassif-Efendi, *Précis historique*, etc., p. 209).

propos pour encourager l'intransigeance de la Porte ¹⁾). Mais les mêmes raisons qui avaient poussé la Porte à la rupture, inspiraient à la Russie le désir de reprendre immédiatement les négociations. La révolution de Suède obligea le gouvernement russe à retirer une partie de ses troupes du Danube et de la Pologne pour les envoyer en Finlande. D'autre part, à Constantinople « le désir de la paix était si vif et si général que, si la Russie avait été raisonnable, il l'aurait emporté sur tout autre considération de bien et d'avantage futurs » ²⁾).

Les négociations furent donc reprises le 9/20 novembre à Bucarest. Cette fois la Porte était représentée par un homme digne de sa tâche, le reïs-effendi Abdourrisak. Le délégué russe Obrescof avait pour instructions de ne pas perdre de vue l'attitude menaçante de la Suède, et de se montrer conciliant. Il fut autorisé à reconnaître au sultan la suprématie khalfale et le droit de confirmer les nouveaux khans, et à céder au besoin Bender sans compensation. La seule question difficile à trancher fut la prétention élevée par les Russes sur les ports de Kertsh et de Yénikalé, auxquels la Turquie ne voulait à aucun prix renoncer. Elle y voyait une menace pour la capitale. Aussi le plénipotentiaire turc alla-t-il jusqu'à offrir à la Russie de 40 à 50.000 bourses pour sa renonciation aux deux ports. Sans doute une solution aurait été trouvée, si entre temps un accord direct n'était intervenu entre la Russie et le khan des Tartares. Dès le printemps 1772, la Russie avait envoyé en Crimée une ambassade solennelle qui devait affecter de traiter le khan Sahib-Ghiraï en souverain indépendant. En échange de cette preuve éclatante de désintéressement, le général Schtscherbinine, chef de l'ambassade, devait amener le khan à céder librement à la Russie les ports de Kertsch et de Yénikalé et de mettre ainsi la Porte devant le fait accompli ³⁾). Mais les Tartares ne montrèrent aucun

¹⁾ Relation d'un officier polonais, présent au congrès, du 9 août, in *Geschichte des gegenw. Krieges*, Th. XIX, pp. 82—86. — Dépêches de Ludolf des 9 mars et 10 oct. 1772. (Doc. No. LXV et LXX). — Immich, *ouvr. cité*, p. 401.

²⁾ Dépêche de Ludolf du 14 nov. 1772.

³⁾ Instructions de Catherine II à Schtscherbinine, du 22 avril 1772, in *Sbornik*, Vol. 118, pp. 72—87.

empressement pour l'indépendance que la Russie voulait leur octroyer et surtout ils ne comprenaient pas que cette indépendance dût être garantie par la cession de leurs forteresses à une puissance étrangère. Ce ne fut qu'au mois de novembre que Schtscherbinine parvint à arracher aux Tartares la proclamation de leur indépendance sous la protection de la Russie et la cession de Kertch et de Yénikalé¹⁾. Ce résultat changea immédiatement les dispositions conciliantes de la Russie à l'égard de la Porte. Obreskof reçut l'ordre de retirer les concessions faites précédemment, de refuser au sultan le droit d'investiture des khans, de présenter la cession de Kertsch et de Yénikalé comme un fait accompli et d'exiger, contre la restitution de Bender, la cession d'Otschakof et de Kinburn²⁾. A la fin de janvier, Obreskof remit au délégué turc un ultimatum où le gouvernement russe résumait ses conditions dans les termes suivants: indépendance de toutes les tribus tartares sous la souveraineté de la famille de Ginghis et la protection de la Russie; cession de Kertsch, de Yénikalé et d'Azof avec leurs territoires; cession de Kinburn en échange de la restitution de Bender et démolition d'Otschakof; liberté de navigation et de commerce dans toutes les mers de l'Empire ottoman, le titre de padischah pour l'Impératrice de Russie et le droit de représentation en faveur des orthodoxes de l'Empire ottoman. La Russie se déclarait prête à renoncer à toute indemnité de guerre et à restituer les Principautés Danubiennes (sous certaines conditions), dès que la Porte aurait souscrit à ces conditions³⁾.

L'intransigeance des oulémas, qui ne pouvaient se résigner à la cession de Kertsch et de Yénikalé, rendit, en dépit des dispositions conciliantes du sultan, du grand-vizir et du reïs-efendi, l'accord impossible. Le 22 mars, les plénipotentiaires turcs quittèrent Bucarest. La solution du conflit fut irrévocablement remise à la violence.

¹⁾ Übersberger, *ouvr. cité*, pp. 327—328.

²⁾ Dépêches de Panine à Obreskof du 20 déc. 1772, in *Sbornik*, Vol. 118, pp. 289—329.

³⁾ *Traduzione della memoria del plenipotenziario russo Obreskov, rimessa al plenipotenziario della Sublime Porta per ultimatum.* (Doc. No. LXXVII).

La campagne s'ouvrit aussitôt sur tous les fronts, en Crimée, sur le Danube, en Géorgie et en Morée, et parut tout d'abord tourner à l'avantage des Turcs. La révolte soulevée par Ali-bey en Égypte et en Syrie fut étouffée dans le sang. Les Tartares de Crimée, déjà las de la protection russe, envoyèrent une délégation à Constantinople pour prêter serment de fidélité au sultan et pour implorer son secours. Une intervention résolue aurait sans doute pu créer de sérieux embarras à l'armée d'occupation, mais la Porte ne sut pas agir, pas plus qu'elle ne sut profiter des premiers revers essuyés par les Russes sur le Danube¹).

Sans tenir compte des représentations du maréchal de Roumiantzof qui, ne voulant pas hasarder avec des moyens insuffisants le prestige de son armée, s'efforçait de démontrer les difficultés et les risques de l'entreprise, Catherine II donna l'ordre à l'armée de franchir le fleuve et d'attaquer l'ennemi « partout où elle le trouverait ». Roumiantzof passa donc le 22 juin le Danube avec son armée de 35.000 hommes, défit le corps chargé par le grand-vizir de surveiller ses mouvements et, afin d'attaquer Silistrie, s'engagea témérairement dans l'étroit défilé qui relie cette ville au Danube. L'avant-garde de l'armée russe avait déjà pénétré dans Silistrie, lorsque le maréchal Roumiantzof fut averti qu'un corps d'armée turc avait attaqué ses réserves et coupé sa retraite. Si le grand-vizir, dont l'armée était postée tout près, sur le Mont Haemus, « avait su profiter de l'occasion, il y a toute apparence qu'il aurait détruit cette armée russe qui avait passé le Danube ». Mais le grand-vizir ne bougea pas, et le général Weissmann, à la suite de la brillante bataille de Kainardji, où il trouva la mort, réussit à dégager le passage et permit à l'armée russe de regagner le Danube²).

Avant de faire prendre à l'armée ses quartiers d'hiver, le maréchal Roumiantzof résolut de faire une seconde tentative au début de l'arrière-saison, au moment où d'habitude les

¹) Dépêches de Ludolf 14 nov. et 12 déc. 1772, 9 janvier, 13 février, 13 mars et 10 avril 1773. (Doc. No. LXXI — LXXX).

²) Frédéric II, *Oeuvres historiques*, Vol. IV, pp. 259—260. — Hammer, XVI, pp. 359—362. — Dépêche de Ludolf du 12 juin 1773. (Doc. No. LXXXII).

troupes asiatiques désertent le camp pour retourner dans leur pays. Trois détachements, de trois mille hommes chacun, commandés par les généraux Ungern, Dolgorouki et Soltikof, passèrent le Danube dans le but de s'emparer de Varna, principal centre de ravitaillement de l'armée turque. Ungern bouscula et défit un corps turc à Karasou, tandis que Potemkine bombardait Silistrie et Kamenski Roustschouk. Mais les commandants russes ne s'entendirent pas, et le général Ungern, qui seul s'était avancé jusqu'à Varna, était trop faible pour attaquer la place. Harcelé par les Turcs, il dut battre en retraite et repasser le Danube. Les deux autres généraux furent obligés de le suivre après avoir perdu leurs centres de ravitaillement ¹⁾). La campagne de 1773 s'acheva sans aucun résultat, et la révolte de Pougatchef rendait, plus que jamais, la paix nécessaire. C'est pourquoi les Russes essayèrent d'obtenir par des négociations ce qu'ils n'avaient pu acquérir par les armes. Sous le prétexte de féliciter le grand-vizir de l'avènement du nouveau sultan, Abdul-Hamid ²⁾), un officier russe se rendit au camp de Choumla, avec la proposition de reprendre les négociations de paix au point où elles avaient été interrompues à Bucarest. L'Impératrice renoncerait, contre Kinburn, aux ports de Yénikalé et de Kertsch, et ferait même certaines concessions sur la navigation dans la mer Noire. Mais le refus de Roumiantzof d'agir dans le sens de ces instructions ³⁾) et l'intransigeance des oulémas, encouragée par les succès de la dernière campagne, rendirent l'entente impossible.

Et la cinquième campagne commença au mois d'avril. Elle fut courte et décisive. Le général Kamenski culbuta à Bazargik le détachement commandé par Abdourrisak et, après avoir opéré sa jonction avec Souvorof, se retourna contre le camp de Koslidjé, fort de 25.000 hommes et l'écrasa complètement. Le grand-vizir, cerné dans son camp de Choumla, n'eut qu'à se rendre à discrétion ⁴⁾). Après avoir vainement essayé de re-

¹⁾ Lettres anonymes de Focşani des 20 oct., 2 et 16 nov. 1773. (Doc. No. LXXXIX).

²⁾ Mustapha III était mort le 24 déc. 1773.

³⁾ Übersberger, *ouvr. cité*, pp. 333—334.

⁴⁾ Dépêche de Ludolf du 13 août 1774. — *Précis de la dernière guerre*, Doc. No. XLII¹. — Hurmuzaki, *Suppl.* I¹, pp. 28—29.

nouer les négociations, d'abord pour la conclusion d'un armistice, ensuite pour l'ouverture d'un nouveau congrès, il dut désigner des plénipotentiaires pour signer, purement et simplement, les conditions imposées par les Russes. Ainsi, en l'espace de quelques heures la paix fut-elle conclue le 10/21 juillet dans le camp du maréchal de Roumiantzof, près du village de Koutschouk-Kaïnardji, à l'endroit même où fut tué le général Weissmann et au jour anniversaire du traité du Pruth¹).

Le traité de Koutschouk-Kaïnardji reproduit en gros les stipulations arrêtées aux congrès de Focșani et de Bucarest. Il comprend vingt-huit articles publics et deux articles secrets. La Russie restitue les îles de l'Archipel et le territoire compris entre le Danube et le Dniester, mais elle garde les deux Cabardies, les places d'Azof, de Kertsch, de Yénikalé et de Kinburn, et le territoire compris entre le Bug et le Dniéper. Les Tartares de la Crimée et du Kouban sont proclamés indépendants et autorisés à élire librement, sans aucune immixtion étrangère, leur khan dans la famille de Ginghis. Ils doivent cependant accepter la suprématie khalifale du sultan, dans les limites de leurs libertés politiques et civiles.

La Porte concède aux Russes la liberté de la navigation et du commerce dans les mers et les ports de l'Empire; le passage libre de la mer Noire dans la mer Égée, et en sens inverse, pour leurs vaisseaux de commerce et les mêmes privilèges et faveurs dont jouissent les sujets des nations les plus favorisées; et, enfin, le droit d'établir des consulats « dans tous les lieux où la Cour de Russie jugera à propos d'en établir » (art. 10).

Plus importantes encore sont les stipulations qui, se rapportant à la religion, faisaient de la Russie la protectrice des sujets orthodoxes de la Porte et lui permettaient d'intervenir constamment dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman. Outre l'amnistie pleine et entière et le droit d'émigration pour un an accordés à tous ceux qui s'étaient compromis en faveur de la Russie, la Porte s'engage non seulement à « protéger constamment la religion chrétienne et ses églises » (art. 7),

¹) Dépêche de Ludolf du 16 sept. 1774.

à permettre à la Russie de construire dans un quartier de Galata « une église publique de rite grec » (art. 14), à n'empêcher aucunement l'exercice libre de la religion chrétienne et à ne mettre aucun obstacle à la construction de nouvelles églises et à la réparation des anciennes » dans les Principautés Danubiennes, la Grèce et les îles de l'Archipel, aussi bien que dans la Géorgie et la Mingrélie (art. 16, 17, 23), mais encore à « prendre en considération » les représentations faites par les ministres russes accrédités auprès d'elle en faveur de l'église russe de Constantinople et de ses desservants (art. 7), et à accueillir « avec les égards qui conviennent à des puissances amies et respectées » les démarches de ces mêmes ministres en faveur des Principautés Danubiennes dont les agents à Constantinople jouiront des privilèges du droit des gens ¹⁾.

Les articles secrets stipulent une indemnité de guerre de quatre millions et demi de roubles payables en trois termes, au début des trois années suivantes, et l'évacuation « au plus tôt » de l'Archipel par la flotte russe. Cet article abroge en fait l'article 24 du traité qui prescrit cette évacuation dans le délai de trois mois ²⁾. Peyssonnel cite un troisième article secret obligeant la Porte « à ne jamais destituer les princes [de Moldavie et de Valachie] qui en avaient l'investiture, ni à en nommer d'autres à leur place sans le consentement de la Russie » ³⁾. Mais cette obligation, dont parle aussi Gaffron, ne fut insérée ni dans le traité de Koutschouk-Kaïnardji, ni dans le hattishérif de 1774. Il ne s'agit probablement que d'un engagement verbal.

Telles sont les conditions essentielles de ce traité, un des plus glorieux que la Russie ait jamais signé. Son importance con-

¹⁾ Martens et Cussy, *Traité*s, etc., Vol. I, pp. 111—123. — A. Sorel, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, pp. 261—261. — F. Martens, *Étude historique sur la politique russe dans la question d'Orient* (in « Revue de droit international et de législative comparée », T. IX, 1877, pp. 49—77).

²⁾ Texte dans Hammer, XVI, pp. 493—494.

³⁾ Peyssonnel, *Mémoire sur la Russie et la Tartarie*, Bibl. Nat., Mss., n. a. fr 3113, 150 fol., fol. 94—150. « Observations sur le traité de paix conclu à Kainardjik entre la Russie et la Porte. Par M. de Peyssonnel en 1777 ». Je dois la communication de ce texte inédit à l'obligeance de M. G. J. Brătianu.—Cf. aussi Iorga, *Acte și fragmente*, II, p. 213.

siste moins dans ses avantages immédiats que dans ses possibilités d'avenir. Le droit de représentation en faveur des orthodoxes de l'Empire ottoman et celui de protection de l'indépendance des Tartares de Crimée devaient permettre à la Russie d'intervenir à tout moment dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman et d'y inaugurer la même politique d'influence qui avait conduit au partage de la Pologne. «Les clauses mêmes du contrat de 1774 contenaient tous les motifs de la guerre nouvelle que la tzarine se préparait déjà à entreprendre»¹⁾ et, si l'Empire ottoman échappa alors au sort de la Pologne, il le dut moins à sa force de résistance qu'à l'intervention des autres puissances.

¹⁾ A. Sorel, *ouvr. cité*, p. 272.

CHAPITRE III

APPLICATION DU TRAITÉ DE KOUTSCHOUK-KAÏNARDJI ET ENTENTE AUSTRO-RUSSE POUR LE PARTAGE DE L'EMPIRE OTTOMAN

« Quoique les conditions de cette paix fussent toutes à l'avantage de la Russie, écrit l'historien turc Vassif-Effendi, la Porte se trouva néanmoins heureuse d'acheter à ce prix la tranquillité dont elle avait besoin »¹⁾. La guerre avait en effet épuisé le trésor et révélé les vices profonds de l'organisation de l'État. L'armée, réduite et démoralisée, était incapable, non pas de continuer la guerre, mais de maintenir l'ordre à l'intérieur. Les pachas d'Égypte et de Syrie s'étaient abstenus et les troupes régulières — cohue informe « dont le principal attribut était la lâcheté »²⁾, — n'avaient montré quelque solidité que derrière les remparts fortifiés, comme à Hotin et à Silistrie. Les armées turques de 100.000 ou 200.000 hommes avaient fléchi dans toutes les occasions devant 50.000 Russes. Les levends ou volontaires étaient les premiers à fuir et à jeter le désarroi dans l'armée. Au plus fort de la bataille de Cahul, les Kourdes s'étaient débandés pour regagner leurs foyers, et la corruption des employés des ports paralysa tous les efforts des autorités militaires pour retenir les fuyards³⁾. Les commissaires chargés d'inscrire deux mille spahis réguliers trouvant à peine deux cents individus qui voulussent accepter les diplômes d'investiture, la Porte fut obligée de recourir

¹⁾ *Précis historique de la guerre des Turcs contre les Russes, depuis l'année 1679 jusqu'à l'année 1774, tiré des annales de l'historien turc Vassif Effendi*, par P. A. Caussin de Parceval, Paris, 1822, p. 273.

²⁾ Iorga, *Essai de synthèse*, Vol. IV, p. 19.

³⁾ Hammer, XVI, p. 295. — Hurmuzaki, *Suppl.* I¹, p. 37.

à l'expédient déplorable et coûteux des engagements volontaires ¹⁾. Des 400.000 janissaires inscrits sur les rôles, on ne put jamais réunir plus de 20.000 et ils ne se sont signalés que par leur indiscipline et leurs rapines ²⁾. Un corps de 7 à 8.000 hommes envoyé en Moldavie s'organisa en bandes et saccagea le pays. En 1771, ils prétendirent faire à cheval le siège de Bucarest, eux qui étaient par définition des fantassins ³⁾. Après la bataille de Koslidjé (1774), ils se mirent à cinquante pour rapporter un blessé au camp et, lorsque le général osa les réprimander, ils le couchèrent en joue ⁴⁾. Souvent, les fantassins firent feu sur les cavaliers pour s'emparer de leurs chevaux. L'indiscipline des troupes, la mauvaise organisation de l'intendance et les malversations des officiers supérieurs furent les causes principales de la défaite ⁵⁾. Les tentatives pour remédier à ces désordres furent timides ou nulles. Le gouvernement n'osa même pas prononcer la confiscation des fiefs des spahis insoumis, de peur de les pousser à la révolte ouverte. Le seul moyen que l'on trouva pour ranimer l'ardeur guerrière des soldats, ce fut de leur distribuer des sommes considérables ⁶⁾.

Aussi la guerre avait-elle englouti toutes les disponibilités du trésor public et de la caisse personnelle du sultan. Les ressources qui devaient servir à les remplir avaient fort diminué à cause des réductions de charges prescrites par le traité de paix en faveur des populations orthodoxes de l'Empire et par le refus de l'Égypte de payer le tribut. Mais le mal profond résidait dans l'incapacité foncière des Turcs pour les affaires économiques et dans les défauts incurables de leur système fiscal, dans les détournements et les extorsions des employés du fisc, dans l'arbitraire et l'insécurité qui rendaient précaire toute activité productrice. Les charges accumulées par la guerre accablèrent le gouvernement à la nécessité de continuer la politique des expédients ruineux: altération de la monnaie, droit

¹⁾ Hammer, XVI, p. 290.

²⁾ Zinkeisen, VI, p. 27.

³⁾ Hammer, XVI, p. 296.

⁴⁾ *Ibid.*, p. 285.

⁵⁾ *Précis historique*, pp. 34, 41, 57. — Hurmuzaki, *Suppl.* I¹, p. 58.

⁶⁾ Hammer, XVI, p. 262.

d'aubaine institué en 1776, héritages non volontaires et confiscations ¹⁾).

L'anarchie politique, déjà si menaçante, s'aggrava par suite de la guerre. L'Égypte, la Syrie, la Mésopotamie ne faisaient plus que nominalemeut partie de l'Empire. Dans les Principautés Danubiennes, les Russes se croyaient tout permis. A Constantinople, les oulémas dont le prestige s'était accru de tout le mécontentement soulevé par le traité de paix, ne parlaient de rien moins que de l'instauration d'une « espèce de gouvernement aristocratique dont ils seraient les colonnes et le sultan simplement l'ornement » ²⁾. Comme ils avaient combattu avec acharnement les concessions faites aux Russes, ils rallièrent tous les partisans de la révision du traité de Kaïnardji. Leur action fut d'autant plus énergique que l'indépendance des Tartares et la liberté de la navigation menaçant le commerce de la mer Noire dont ils avaient le monopole, lésaient, outre leurs sentiments patriotiques et religieux, leurs intérêts matériels. Ces causes de faiblesse intérieures paralysèrent constamment l'action du gouvernement et condamnèrent d'avance ses velléités de résister aux progrès de la puissance russe.

Dans l'état désespéré de l'armée et des finances, la paix pouvait tout d'abord paraître un bienfait. Mais les premiers jours d'allégresse passés, force fut de regarder la réalité en face et d'envisager les conséquences des conditions de la paix. Le Divan, qui comptait parmi ses membres les adversaires les plus résolus et les plus clairvoyants des visées russes sur la mer Noire, comprit le premier que la stricte application du traité de Kaïnardji mettrait en péril l'existence même de l'Empire. Le recouvrement de Kertsch et de Yénikalé, la limitation de la liberté de navigation dans la mer Noire, la restriction du droit de protection de l'indépendance politique des Tartares et du droit de représentation en faveur des sujets orthodoxes de la Porte, l'annulation des réparations de guerre, étaient les adoucissements considérés comme indispensables

¹⁾ Zinkeisen, VI, pp. 35—40.

²⁾ Dépêche de Gaffron du 17 déc. 1776, in Zinkeisen, VI, p. 19.

à la sécurité de l'Empire et à la sauvegarde de la paix¹⁾. La Porte eut la naïveté de croire qu'elle pourrait les obtenir grâce à l'intervention de l'Angleterre et de la Prusse. « Il est aisé de juger, dit le reïs-effendi, si des engagements pareils peuvent être stables; mais les circonstances peuvent et doivent changer. Si donc les Russes veulent une paix durable et établir une amitié sincère, il faut adoucir ces conditions et les rendre supportables »²⁾. Dès qu'elle eut connaissance de ces réclamations, Catherine II, qui ne tenait nullement à « se piquer de complaisance et de générosité » envers la Porte, fit savoir à celle-ci qu'elle n'admettait la médiation d'aucune puissance étrangère et qu'elle n'entendait pas soumettre ses différends avec la Turquie à l'appréciation de tiers. Les clauses dont la Porte souhaitait la révision étaient précisément celles auxquelles la Russie tenait davantage et qu'elle estimait indispensables pour le futur développement de sa puissance. Ainsi le traité de Koutschouk-Kaïnardji ne fit qu'accentuer l'antagonisme entre la Russie et la Turquie. Les causes de conflit qu'il renfermait apparurent dès le lendemain de la signature de ce traité.

Chose plus grave encore, les conditions de ce traité plaçaient la Turquie dans la catégorie des États que des voisins ambitieux pouvaient dépouiller impunément et en pleine paix³⁾. La Cour de Vienne, la première, donna d'exemple.

Les avantages que le traité de Koutschouk-Kaïnardji assurait à la Russie et l'état de faiblesse où se trouvait l'Empire ottoman encouragèrent la Cour de Vienne à s'emparer d'une partie des territoires sur lesquels elle avait depuis longtemps jeté son dévolu⁴⁾. Elle hésita un moment entre la Petite-Valachie et le nord de la Moldavie. La Valachie cisleithane, qui, de 1718 à 1739 avait fait partie des possessions autrichiennes, se présentait la première à l'esprit. Sa « récupération » était une question d'amour-propre. Mais les nouvelles provinces acquises sur la Pologne rendaient préférable l'annexion du nord

¹⁾ Déclaration de la Porte à l'envoyé de Prusse, annexée à la dépêche de Zegelin du 3 sept. 1774, dans Zinkeisen, VI, p. 908.

²⁾ *Ibidem.*, p. 87.

³⁾ Iorga, V, p. 2. — Dépêche de Ludolf du 11 février 1775.

⁴⁾ Iorga, V, pp. 3-5.

de la Moldavie qui formait enclave entre la Pocutie et la Transylvanie. Pour se mettre en état de faire un choix judicieux, l'Empereur fit en juin 1773 une tournée d'inspection en Transylvanie et dans les provinces polonaises nouvellement acquises. Il trouva la région située aux sources du Pruth et du Sereth plus à sa convenance. « Je crois, écrit-il à sa mère, que vu militairement et politiquement cela vaudrait au moins la Valachie cisalutane »¹). Le 20 août 1773, le chevalier de Thugut reçut l'ordre « de préparer les Turcs, dès qu'ils auraient fait leur paix avec les Russes, à remercier l'Autriche de ses bons offices par la cession de la Bukovine »²).

Effectivement, Thugut mit l'objet en négociation aussitôt après l'évacuation par les Russes du nord de la Moldavie. Il exposa « légèrement » à la Porte que la Cour de Vienne pouvait faire valoir certains droits sur la région située aux sources du Pruth et du Sereth, qui jadis aurait dépendu de la Pocutie, mais qu'elle aimait mieux en obtenir la cession « à titre d'amitié et de bon voisinage », pour faciliter la communication entre la Transylvanie et les provinces polonaises qui lui étaient tombées en partage. En échange de cette concession, Kaunitz s'engageait à renoncer à toute prétention sur la Petite-Valachie. La Porte, tout en niant les droits prétendus, se montra d'autant plus disposée à accorder « une rectification de frontière » qu'elle n'avait pas les moyens d'expulser les troupes qui avaient envahi son territoire. Sous le prétexte de garantir ses États de la contagion et des incursions des troupes étrangères, la Cour de Vienne avait, en effet, dès 1769, établi des cordons militaires, puis fait avancer ses aigles de 15 à 16 lieues vers la Valachie et la Moldavie, donnant ainsi à ses frontières « toute l'étendue dont elles étaient

¹) Arneth, *Maria Theresia*, Vol. VIII, p. 613. Les motifs de ses préférences sont exposés dans une lettre à sa mère, de juin 1773. « Après avoir examiné le Rothen-thurm-Pass, je ne puis cacher à V. M. que plus je vois ce pays, plus je me persuade que l'acquisition de la Valachie surnommée autrichienne serait plus à charge à l'État qu'elle ne lui procurerait d'avantages. La rivière d'Olt, hors de très grandes dépenses, n'est pas susceptible de navigation quelconque... J'ose prendre sur moi d'en déconseiller l'acquisition ». (Arneth, *Maria Theresia u. Joseph II. Ihre Correspondenz*, Vol. II, p. 8).

²) A. Sorel, *ouvr. cité.*, p. 255.

susceptibles »¹⁾). Le 6 septembre 1774, dès que les Russes eurent évacué le nord de la Moldavie, les troupes impériales reçurent l'ordre d'occuper la région, nommée depuis la Bukovine. Le maréchal Roumiantzof, commandant en chef des troupes russes, à qui l'Empereur avait pris la précaution d'envoyer « une très belle tabatière enrichie de beaucoup de brillants, avec son portrait et une bourse de six mille ducats »²⁾, ferma les yeux et laissa faire sans protester.

L'affaire fit cependant du bruit³⁾, et la Cour de Vienne se vit obligée de donner des explications. Elle fit dire aux Cours de Versailles et de St. Pétersbourg que le territoire occupé n'était qu'une « bagatelle » et que l'occupation était motivée par la nécessité de fixer les limites que la paix de Belgrade avait laissées « incertaines entre les Autrichiens et les Turcs ». Loin de vouloir « tout retenir », la Cour de Vienne se déclarait disposée à se prêter « aux plus grandes facilités », si la Porte voulait nommer des commissaires pour examiner et régler à l'amiable « ce différend »⁴⁾. Il est à peine besoin de dire qu'il n'a jamais été question, entre 1739 et 1770 de différends de frontières ou de commissaires pour les régler. Vergennes et St. Priest étaient d'accord pour l'attester⁵⁾. Le traité du 6 juillet 1771, stipulait, il est vrai, la cession de la Petite-Valachie et une rectification de frontières dans les Carpathes transylvaines, mais ce traité ne parlait pas de la Moldavie et, n'ayant pas d'ailleurs été ratifié, l'Autriche n'avait pas le droit de l'invoquer. Quant aux prétendus droits de la Pocutie sur la Bukovine, la Cour de Vienne n'a jamais pu les démontrer, bien que ses émissaires aient partout fouillé les archives.

Mais, en dépit des encouragements secrets des Cours de St. Pétersbourg et de Berlin, la Porte se sentit incapable de

¹⁾ Hurmuzaki, *Suppl.* I^o, pp. 30—31.

²⁾ Dépêche de Contarini au Sénat de Venise, 10 déc. 1774. Dans Arneth, *Maria Theresia*, VIII, p. 615.

³⁾ « Schon die blosze Besetzung des Bukowina Districts allein hat fast bey allen Höfen einen grossen und sehr gehässigen Eindruck gemacht ». Kaunitz à Thugut, 6 janvier 1775. (Hurmuzaki, VII, p. 119). — Dépêche de Ludolf du 11 mars 1775.

⁴⁾ Hurmuzaki, *Suppl.* I^o, p. 913. — Zinkeisen, VI, pp. 109—110.

⁵⁾ Hurmuzaki, *Suppl.* I^o, pp. 912 — 913 et I^o, p. 924.

soutenir ses droits par les armes et le 7 mai 1775, elle signa la convention de cession de la Bukovine et nomma les commissaires destinés à tracer la nouvelle frontière¹⁾. L'ignorance et la vénalité du commissaire ottoman Tahir-Agà permirent au général Barco, commissaire autrichien, d'incorporer une trentaine de villages moldaves en plus de ceux que prévoyait la convention, et le 12 mai 1776 la démarcation fut définitivement réglée, sous la médiation de la France²⁾.

L'Autriche s'annexait ainsi, en pleine paix, la cinquième partie de la Moldavie avec l'ancienne capitale du pays et une population d'environ 71.000 âmes³⁾, sans que personne eût protesté sérieusement. Les paysans moldaves, ceux qui furent annexés et ceux sur lesquels allait peser maintenant tout le poids des anciennes charges, ne furent pas consultés. Une partie des boyards étaient de connivence avec l'Autriche⁴⁾. Le rôle équivoque du prince Ghica, la vénalité de Iacobaki Riso, son beau-père, agent à Constantinople, et la corruption des autres ministres de la Porte favorisèrent, autant que l'indifférence des autres puissances, l'accomplissement de ce nouvel « acte de brigandage ».

L'attitude de la Russie dans cette affaire a beaucoup étonné les contemporains. L'établissement de l'Autriche dans la région du haut Dniester qui domine les voies de communication entre la Pologne et la plaine du Bas-Danube pouvait constituer une menace pour les entreprises futures de la Russie contre l'Empire ottoman, et Thugut n'a pas manqué de faire valoir cet argument, d'autant plus qu'il s'efforçait d'englober aussi le district de Hotin dans le pays à annexer. Et cependant le colonel Peterson et le prince Repnine, représentants de la Russie

¹⁾ Arneth, *Maria Theresia*, VIII, p. 470.

²⁾ Dépêche de Ludolf du 10 juin 1775. — La convention de cession et de démarcation, dans Hurmuzaki, Vol. VII, pp. 157—161 et 277.

³⁾ Évaluation de M. J. Nistor, *Der nationale Kampf in der Bukowina*, p. 92.

⁴⁾ Iorga, *Geschichte des rum. Volkes*, II, pp. 183—186. — Idem, *Une action d'opposition au temps des Phanariotes* (en roum.), in *Mémoires de la section historique de l'Académie Roumaine*, Série III, Vol. VIII, pp. 361—374.

Dépêches de Ludolf, 13 nov. 1774 et 11 mars 1775.

Dépêches de Ludolf des 14 oct. et 11 nov. et 9 déc. 1775.

à la Porte, ne firent aucun effort sérieux pour arrêter les envahissements de l'Autriche. C'est qu'ils étaient ravis de tourner contre celle-ci l'odieuse des humiliations et des pertes subies par les Turcs et de prévenir la remise en discussion des principales conditions de la paix. L'agression autrichienne facilita considérablement la tâche de Peterson qui put ainsi amener les Turcs à ratifier le traité et à désigner une ambassade solennelle pour l'échange des ratifications (24 janv. 1775).

La nécessité de gagner du temps pour la réorganisation de ses finances et des pays conquis n'invitait pas moins la Russie à une attitude conciliante à l'égard de la Porte. Peterson qui géra les affaires de l'ambassade russe à Constantinople jusqu'à l'arrivée du prince Repnine (oct. 1775) ne semblait préoccupé que du rapatriement des esclaves russes, polonais, grecs et roumains¹⁾. Le prince Repnine, d'un tempérament impérieux et brusque, se montra très accommodant sur le chapitre du cérémonial, et les Turcs lui en surent gré. Au Sérail, on allait jusqu'à parler d'une alliance avec la Russie. Les forteresses du Dniester furent remises aux délégués turcs²⁾. «Voilà la paix exécutée en totalité», s'écria le comte de St. Priest³⁾. La Russie n'avait fait aucune concession réelle à la Porte. Les questions les plus importantes restaient ouvertes. Le successeur de Repnine⁴⁾, Alexandre Stakief arrivé à Constantinople à la fin de 1776, ne se crut même pas tenu de ménager les apparences. Dès son arrivée, il se fit acquitter le premier versement de l'indemnité de guerre et essaya de faire passer de la mer Égée à la mer Noire quatre bâtiments de guerre déguisés en bateaux de commerce. L'intervention des puissances maritimes encouragea la Porte à leur interdire le passage et empêcha la Russie de compléter la liberté de navigation dans la mer Noire par le libre passage des bâtiments de guerre à travers les Détroits.

¹⁾ Dépêche de Ludolf des 13 avril et 13 juillet 1776.

²⁾ Dépêche de Zegelin du 18 mars 1775. — Iorga, *Acte și fragmente*, II, p. 102,

³⁾ Dépêche du 18 mars 1775. Hurmuzaki, *Suppl.* I, p. 927.

⁴⁾ «Repnin se ne va carico di tutto l'odio de' Greci, e lascerà di sì in Pera poco bona fama». Dépêche de Ludolf du 13 avril 1775.

Quant aux Principautés Danubiennes, la Porte dut consentir à la nomination d'Alexandre Ypsilanti en Valachie et de Grégoire Ghica en Moldavie, tous deux soutenus et protégés par la Russie, et promulguer un hattî-shérif confirmant les anciens privilèges de ces pays et portant des garanties relatives aux sécurités des biens et des personnes ¹⁾. Mais quelles que soient les difficultés présentées par ces questions, le véritable écueil des relations russo-turques était le problème de l'indépendance des Tartares.

Cette indépendance, proclamée par le traité, a été, de toutes les solutions possibles, la plus mauvaise. Privés des subsides qu'ils recevaient de la Porte, obligés de renoncer aux razzias dans les pays voisins et au commerce des esclaves, les Tartares furent réduits à la misère ²⁾. Les paysans quittèrent en foule le pays pour s'établir dans la Nouvelle-Serbie, le Boudjak et la Roumélie. Le traité reconnaissait en outre la suprématie khalifale du sultan sur les Tartares, ce qui non seulement était en contradiction avec l'idée d'indépendance, mais constituait encore une source de conflits inévitables. Si le sultan par exemple déclarait la guerre à la Russie, les Tartares devaient, en vertu de leur subordination religieuse, le suivre quels que fussent leurs rapports avec les Russes. Le rétablissement du régime antérieur ou l'annexion à la Russie étaient les seuls moyens de résoudre les difficultés ³⁾. Comme la Russie et la Turquie s'efforcèrent avec une égale opiniâtreté de saper chacune l'influence de sa rivale et de diriger les événements dans le sens de leurs intérêts, l'anarchie devint, après 1774, l'état normal de la Crimée. Un parti turc et un parti russe se forma. Tout prince du sang de Gînghis-Khan pouvant également aspirer au trône, les révolutions de palais devinrent le moyen ordinaire de ruiner le crédit du parti adverse. Sahib-Ghirāi, favori des Russes, ayant protesté contre les signes d'investiture que le sultan lui avait envoyés avec la lettre de confirmation, fut renversé par un coup d'État et remplacé

¹⁾ Wilkinson, *Tableau de la Moldavie et de la Valachie*, pp. 363—364. — Zinkeisen, VI, p. 89.

²⁾ Übersberger, *Russlands Orientpolitik*, pp. 340—341.

³⁾ Hurmuzaki, *Suppl.*, I³, pp. 26—27.

par Devlet-Ghiraï, son parent. A la fin de juin 1775, une délégalion de notables tartares partit pour Constantinople demander la protection du sultan et la confirmation de Devlet-Ghiraï; elle fut reçue par la foule avec des démonstrations de joie buyantes. Après un moment d'hésitation, le gouvernement ottoman entendit officiellement la délégalion et, alléguant l'agitation populaire, demanda au gouvernement russe la restitution de Kinburn et de Taman, et la renonciation à l'indépendance des Tartares. Les Russes répondirent en occupant Pérécop et en suscitant au nouveau khan un rival, Shahin-Ghiraï qui, à l'aide des Tartares du Kouban et du Boutschak et d'un corps auxiliaire russe, envahit la Crimée et obligea Devlet-Ghiraï à se réfugier à Constantinople ¹⁾. Le 2 mai 1777, les Tartares prêtèrent serment à Shahin-Ghiraï.

Mais la Porte refusa de reconnaître Shahin-Ghiraï et demanda de nouvelles élections, libres. L'incapacité et les maladresses de Shahin-Ghiraï l'encouragèrent dans son intransigeance. Sans tenir compte des désirs de son peuple et des moyens dont il disposait, le nouveau khan entreprit de réformer son armée à la russe et de bâtir un nouveau palais. Pour se procurer l'argent nécessaire, il établit un impôt de 10% au paiement duquel il voulut astreindre les musulmans aussi bien que les Grecs et les Arméniens. Aussi en octobre 1777 une révolte éclata-t-elle contre Shahin, et la Porte s'empessa de soutenir les insurgés. Elle dépêcha Sélim-Ghiraï en Crimée et résolut d'envoyer un corps d'armée au secours des insurgés. Mais la flotte d'expédition ne put quitter le Bosphore qu'au mois d'août et Sélim-Ghiraï, livré à ses seuls moyens, se fit battre et chasser de la Crimée par Shahin-Ghiraï. La flotte, après une vaine démonstratoïn devant Caffa, rentra, à l'approche de la mauvaise saison, dans le Bosphore, fortement endommagée et le personnel décimé par la peste. Après cet échec, il ne pouvait plus être question de guerre contre la Russie. Sélim fut renvoyé en Roumélie, et la Porte se montra disposée à reconnaître Shahin-Ghiraï dès que les Russes auraient évacué la Crimée. La Russie, occupée en Allemagne, accueillit favorablement cette proposition et le 21 mars 1779

¹⁾ Zinkeisen, VI, pp. 136—170. — Iorga, V, pp. 11—13.

un arrangement, connu sous le nom de « Convention explicative d'Ainali Cavak » fut conclu, sous la médiation du marquis de St. Priest, entre la Russie et la Porte ¹⁾.

La convention d'Ainali-Cavak confirma le traité de Koutschouk-Kaïnardji, et résolut à l'avantage de la Russie les différends auxquels son application avait donné lieu. Les prérogatives khalifales du sultan furent réduites au minimum. Il ne pouvait ni refuser sa bénédiction au khan élevé « à cette dignité par le voeu libre et unanime des Tartares », ni supprimer ou altérer un seul mot à la demande et à la lettre de bénédiction, dont les termes furent fixés par cette convention. Les Russes s'engageaient à retirer leurs troupes de la Crimée et du Kouban, trois mois après la signature de cette convention; en échange la Porte s'obligeait à reconnaître Shahin-Ghiraï et à permettre un libre passage à travers les Détroits aux vaisseaux marchands russes d'un tonnage maximum de 400 tonnes. Elle confirmait enfin les garanties stipulées par le traité de Kaïnardji en faveur des Principautés Danubiennes et de la Morée ²⁾.

La conclusion de la convention d'Ainali-Cavak fut grandement facilitée par l'affaire de la succession de Bavière, qui un moment détourna l'attention des grandes puissances de la question d'Orient. L'électeur Maximilien-Joseph étant mort sans descendants directs (30 déc. 1777), Joseph II éleva des prétentions sur la Haute et la Basse Bavière, comme fiefs de l'Empire, sur le Haut Palatinat, comme fief de la Bohême et les fit en partie occuper par ses troupes. Les droits invoqués par lui étaient douteux, de l'avis de Marie-Thérèse elle-même, mais il tenait à arrondir ses États et à reconquérir en Allemagne la suprématie que Frédéric II lui avait fait perdre. Un arrangement conclu avec l'électeur palatin Charles-Théodore (3 janv. 1778), l'agnat le plus proche, semblait écarter la principale difficulté, lorsque l'intervention de Frédéric II

¹⁾ Zinkeisen, VI, pp. 193—207. — Iorga, V, pp. 14—18. — Übersberger, *ouvr. cité*, pp. 346—350.

²⁾ Martens et Cussy, *Traité*s, pp. 162—167.—Dépêche de Ludolf, du 17 mai 1779 (Doc. No. CXXXIX).

dérangea tous les calculs de l'Empereur. Le roi de Prusse, ne pouvant, sans danger pour sa propre sûreté, admettre un tel agrandissement pour l'Autriche, souleva les protestations des princes allemands, éveilla les inquiétudes de la France et provoqua l'intervention de la Russie. En qualité d'ambassadeur de France à Constantinople, Vergennes avait pu mesurer les mauvais effets du traité de Versailles; comme ministre des affaires étrangères, il estimait utile à son pays de maintenir en équilibre les forces de l'Autriche et de la Prusse. En outre, un conflit continental aurait fourni à l'Angleterre la diversion qu'elle souhaitait pour soumettre les insurgés américains. Le cabinet de Versailles refusa donc le secours armé que la Cour de Vienne lui avait demandé en vertu du traité de 1756 et proclama ouvertement sa neutralité. Ce fut une grande surprise pour l'Autriche, mais le coup le plus dur lui fut porté par la Russie. Joseph II se préparait à livrer à la Prusse, qui avait envahi la Bohême, une bataille décisive pendant l'automne de 1778, lorsque Catherine II s'associa à la médiation offerte par la France et menaça de soutenir de ses armes le roi de Prusse. Le cabinet de Vienne jugea prudent de céder et au congrès de Teschen il renonça à ses prétentions sur la Bavière¹⁾. Le principal bénéficiaire du traité de Teschen (13 mai 1779) fut la Russie. L'hostilité entre l'Autriche et la Prusse, si propice à sa politique orientale, fut aggravée. Son intervention avait fait d'elle l'arbitre des affaires allemandes. Elle était maîtresse de ses alliances et pouvait, au gré de ses intérêts, abandonner à tout moment l'alliance prussienne pour l'alliance autrichienne.

La guerre de la succession de Bavière marque en effet le début d'un changement important dans les relations des grandes puissances. L'ambition impatiente et énorme de Joseph II avait besoin d'une réparation après l'échec subi au congrès de Teschen. Suivant la pente naturelle de la politique autrichienne qui a toujours cherché en Orient des compensations aux pertes éprouvées en Occident, l'Empereur tourna ses

¹⁾ Immich, *Geschichte des europ. Staatensystems von 1559—1660*, München-Berlin, 1905, pp. 409—415. — Beer, *Zur Geschichte des bay. Erfolgskrieges* (Hist. Zeitschr. Vol. 35, 1876).

regards vers l'Empire ottoman. Mais les derniers événements avaient prouvé que l'Autriche ne pourrait rien entreprendre aussi longtemps que durerait l'alliance russo-prussienne. L'idée de briser cette alliance et de trouver une base d'entente avec la Russie s'imposait donc comme une condition essentielle de succès. Elle permettait en outre d'isoler Frédéric II et de donner satisfaction au sentiment d'hostilité contre la Prusse qui restait la préoccupation dominante de la politique autrichienne. Pour dissiper les soupçons et pour vaincre les scrupules de l'Impératrice de Russie, le cabinet de Vienne s'attacha à lui persuader, d'une part, que l'opposition autrichienne à ses projets d'agrandissement du côté de la Turquie ne reposait pas sur un parti-pris d'hostilité contre les intérêts russes, mais seulement sur l'antagonisme accidentel qui le séparait de la Prusse; de l'autre, que les projets grandioses de la politique russe en Orient avaient besoin du concours autrichien pour surmonter les difficultés nombreuses que leur réalisation soulèverait nécessairement ¹⁾).

Les ouvertures de la Cour de Vienne furent favorablement accueillies à St. Pétersbourg, parce qu'elles correspondaient aux dispositions actuelles de l'Impératrice. Sous l'influence de Potemkine, qui rêvait de pousser les frontières de la Russie jusqu'aux bouches de ses fleuves et de chasser les Turcs de l'Europe, Catherine II était comme possédée par l'idée de ressusciter sur les ruines de l'Empire ottoman, l'ancien Empire byzantin et de placer sur son trône le grand-duc Constantin ²⁾). L'adhésion de la Cour de Vienne à ce projet était indispensable. C'est pourquoi Potemkine était d'avance acquis à une entente avec l'Autriche. D'autre part, l'Impératrice avait de sérieuses raisons de n'être pas satisfaite

¹⁾ L. Ranke, *Die deutschen Mächte*, Vol. I, p. 136.

²⁾ « Prince Potemkin himself pays little regard to the politics on the west of Russia; his mind is continually occupied with the idea of raising an Empire in the East; he has so far infected the Emperess with these sentiments, that she has been chimerical enough to christen the new born Grand-Duke, Constantine; to give him a Greek nurse, whose name was Helen, and to talk in her private society of placing him on the throne of the Eastern Empire » (James Harris, *Diaries and Correspondence*, 4 vol., London, 1844, Vol. I, p. 236. Dépêche du 24 mai — 4 juin 1779).

de l'alliance prussienne et de ne pas en désirer le renouvellement. Au cours de la dernière guerre russo-turque, Frédéric II s'était montré un allié plus embarrassant qu'utile. Par son rapprochement avec l'Autriche, il avait obligé la Russie à renoncer aux Principautés Danubiennes et à consentir au partage de la Pologne, qu'elle aurait voulu réserver exclusivement à l'influence russe; il n'avait rien fait pour empêcher le coup d'État de Gustav III de Suède, qui, au milieu de la guerre turque, fit courir de sérieux dangers à la Russie ¹). Enfin, par ses efforts pour la conclusion d'une triple alliance entre la Prusse, la Turquie et la Russie, destinée à contenir l'ambition de Joseph II et peut-être à mettre une borne à l'expansion russe, il acheva de ruiner son crédit à St. Pétersbourg et à persuader l'Impératrice que, pour la réalisation de ses projets, la coopération autrichienne était plus précieuse et plus sûre que l'alliance prussienne. Aussi, lorsqu'au début de 1780 Joseph II prit l'initiative d'une entrevue avec l'Impératrice, sa proposition fut-elle acceptée avec empressement. L'entrevue eut lieu au début de juin à Moghilew et elle continua à St. Pétersbourg où l'Empereur accompagna l'Impératrice. Elle n'aboutit à aucun arrangement écrit, mais cette prise de contact dissipa les méfiances et facilita considérablement les négociations futures. Après le retour de l'Empereur à Vienne, les discussions entre les deux souverains continuèrent par lettres, des projets et des contre-projets furent échangés, jusqu'à l'entente des deux souverains sur un texte définitif (mai 1781) ²). Les conditions de l'alliance, pour éviter une question scabreuse de préséance, furent arrêtées et échangées sous forme de lettres. Les parties contractantes se garantissaient mutuellement leurs États, à l'exception des possessions russes en Asie et des possessions autrichiennes en Italie, s'engageaient à s'assister mutuellement de 10.000 hommes d'infanterie et de 2.000 hommes de cavalerie contre toute

¹) R. Lodge, *The European Powers and the Eastern question* (in *Cambridge Modern History*, Vol. VIII, p. 309).

²) Tratschewsky, *Das russisch-österreichische Bündnis vom Jahre 1781* (*Hist. Zeitschrift*, Vol. XXXV, 1875). — Immich, *ouvr. cité*, pp. 426—427. — Ranke, *Die deutschen Mächte*, Vol. I, pp. 143—146.

attaque et à s'entendre au besoin sur la prestation de secours plus considérables. Dans un article secret, l'Empereur s'obligeait à faire respecter par la Porte le traité de Koutschouk-Kaïnardji et la convention explicative d'Ainali-Cavak. En échange, la Russie garantissait les traités de Passarowitz, de Belgrade et la convention du 17 mai 1775 relative à la cession de la Bukovine. Enfin, les deux parties convenaient d'observer, à la répartition des bénéfices, le principe « d'une parfaite réciprocité »¹⁾.

Ce traité, dont la pointe était dirigée contre la Turquie, ne menaçait pas directement la Prusse, mais il l'isolait et il l'affaiblissait doublement : d'abord par les avantages qu'il lui faisait perdre, à elle, et ensuite par ceux qu'il faisait gagner à son ennemie, l'Autriche. Aussi toutes les assurances et toutes les protestations d'amitié de l'Impératrice ne pouvaient-elles tromper le vieux Frédéric : il sentait bien que l'alliance autrichienne signifiait « son congé » de la Cour de St. Pétersbourg²⁾.

Cependant les troubles de la Crimée, et la guerre qui semblait en être la conséquence inévitable, amenèrent les deux Cours impériales à mieux préciser leurs obligations réciproques, afin d'écartier « tout ce qui pourrait diminuer, affaiblir ou nuire à cette intime amitié et alliance »³⁾. Elles envisagèrent les moyens propres à prévenir l'immixtion des puissances tierces, notamment celle de la Suède, de la Prusse et de la France, et établirent d'avance les arrangements qui devaient intervenir en cas de victoire. Dans sa lettre à Joseph II du 10 septembre 1782, l'Impératrice de Russie expose ses buts de guerre. Elle revendique Otschakof avec la région comprise entre le Bug et le Dniester, et une ou deux îles dans l'Archipel pour le développement du commerce russe. Elle espère ensuite que, si le succès des armes permet de chasser les Turcs de l'Europe, l'Empereur « ne refusera pas son assistance pour le rétablissement de l'ancienne monarchie grecque »

¹⁾ A. Arneth, *Joseph II. u. Katharina von Russland. Ihr Briefwechsel*, Wien, 1869, pp. 72—92.

²⁾ Lettre de Frédéric II, à Hertzberg, 1 juillet 1873, in Zinkeisen, VI, p. 932.

³⁾ Arneth, *ouvr. cité*, p. 135.

au profit du grand-duc Constantin, sous la condition expresse de ne jamais réunir les deux couronnes sur une même tête ¹⁾. Enfin, pour éviter un voisinage immédiat entre les trois Empires, Catherine II propose la création d'un État intermédiaire. « Cet État jadis connu sous le nom de Dacie pourrait être formé des provinces de Moldavie, Valachie et Bessarabie sous un souverain de la religion chrétienne dominante dans les dits États et sur la personne et la fidélité duquel les deux Cours Impériales pourraient compter; ayant soin de régler en même temps que ce nouvel État devra être héréditaire, restera entièrement indépendant, sans pouvoir jamais être réuni ni à la Russie, ni à l'Autriche, comme aussi que nos deux Empires ne consentiront jamais qu'il tombe dans la dépendance de quelque autre puissance » ²⁾.

Joseph II ne fit pas d'objections de principe à la création de la Dacie et de l'Empire grec, mais en subordonna la réalisation au succès des armes et à l'attitude des autres puissances. Moins chimérique que l'Impératrice, il ne se dissimulait pas les obstacles que la Prusse et la France pourraient opposer à la réalisation de ce projet, et jugeait nécessaire de gagner celle-ci par l'offre de l'Égypte. Quant aux revendications de l'Autriche, l'Empereur réclamait Hotin avec son district, la Petite Valachie jusqu'à l'Olt, les deux rives du Danube depuis Belgrade jusqu'à Nicopole, avec les villes de Widdin, d'Orsova et de Belgrade, et tout le territoire situé à l'est d'une ligne fixée de Belgrade au golfe de la Dvina, y compris l'Istrie et la Dalmatie vénitienne. La presque île de Morée, les îles de Chypre et de Candie devaient servir à dédommager Venise ³⁾. Les vues de l'Empereur étaient, en apparence du moins, « plus judicieuses et plus positives » ³⁾ que celles de l'Impératrice. Les territoires sur lesquels il avait jeté son dévolu lui auraient donné des frontières sûres et avantageuses et lui auraient permis de fonder la puissance maritime de l'Autriche. L'Istrie et la Dalmatie lui auraient fourni une population

¹⁾ A. Arneth, *Joseph II. u. Katharina von Russland. Ihr Briefwechsel*, p. 156.

²⁾ *Ibid.*, pp. 153—154.

³⁾ Harris, *ouvr. cité*, Vol. I, p. 538. « The Emperor (supposing him sincere in his assurances) has views wiser and more practicable ».

guerrière et des marins excellents, auraient délivré ses ports de la servitude vénitienne et ouvert une communication libre avec la Méditerranée d'une part et ses possessions italiennes de l'autre ¹⁾). Mais l'exécution de ce dessein n'impliquait pas moins que celle du « projet grec » le renversement de l'Empire ottoman et la neutralité des autres puissances. Léopold de Toscane, tout en convenant des grands avantages que l'Autriche retirerait de ce partage, en avait conçu de vives alarmes et critiqua sévèrement « la légèreté » de l'Impératrice ²⁾). Et cependant Catherine II devait, sans coup férir, tirer de l'effet produit par ses projets fantastiques un avantage immédiat, la Crimée, sans que Joseph II obtînt une compensation correspondante. C'est que la « légère » Impératrice de Russie sut jeter par dessus bord son « projet grec » dès que son exécution menaçait de soulever trop de difficultés, et s'attacha à une tâche plus modeste et plus réalisable. Le rôle de dupe était réservé à l'Empereur qui, par son agitation, ne fit qu'aider gratuitement la Russie à résoudre ses différends avec la Porte et jeta son pays dans d'inextricables embarras ³⁾).

Catherine II mit immédiatement à profit l'alliance autrichienne pour achever ses conquêtes dans le sud. Il importait de résoudre la question, toujours pendante, des Tartares de Crimée avant que la conclusion de la paix franco-anglaise eût rendu au cabinet de Versailles sa liberté de mouvement. Le projet grec fut donc remis à plus tard, et d'autant plus volontiers que les exigences de Joseph II en avaient, aux yeux de l'Impératrice, singulièrement diminué l'attrait ⁴⁾). De son

¹⁾ Arneth, *Joseph II. und Leopold von Toskana*, p. 144.

²⁾ « La lettre de l'Impératrice de Russie me paraît on ne peut plus légère pour une affaire de cette importance où il ne s'agit de rien moins que de renverser l'Empire turc, de fonder deux nouveaux Empires et de changer tout le système politique de l'Europe. La légèreté et, si j'ose dire, le mépris avec lequel l'Impératrice y parle de toutes les autres puissances et la facilité avec laquelle elle croit qu'on pourra contenir le roi de Prusse et la France d'empêcher surtout l'exécution de ce projet, est bien singulière pour une souveraine de talent supérieur et avec l'expérience de l'Impératrice » (Arneth, *ouvr. cité*, p. 143).

³⁾ R. Lodge, *ouvr. cité* p. 317.

⁴⁾ « La position des affaires générales de l'Europe n'étant plus aussi favorable qu'elle l'a été il y a un an pour l'exécution des grandes vues que j'avais proposées

côté, l'Empereur se réjouit de l'abandon d'un plan chimérique dont la mise en exécution aurait certainement soulevé plus de difficultés que ne se l'imaginait Catherine II. Il se montra donc tout disposé, contre une compensation raisonnable, à soutenir par des démarches diplomatiques et par des démonstrations militaires¹⁾, les projets de son alliée sur la Crimée.

Pour entamer les hostilités, la Russie ne manquait point de motifs et elle s'était toujours montrée habile à les faire naître à propos. Dans l'automne de 1781, Shahin-Ghiraï avait provoqué par la poursuite de ses réformes une nouvelle révolte. Au début de 1782, son frère, Behadir-Ghiraï, se souleva contre lui et l'obligea à se réfugier à Pétrovsk. Catherine II fit des représentations à Constantinople, où l'on feignit de ne voir dans la révolte de Crimée qu'une querelle religieuse, elle concentra des troupes sur les frontières du Kouban, à Kherson et devant la ligne de Pérékop, et rétablit de vive force le khan déposé. Mais comme la Porte refusa de reconnaître « le nouveau khan », elle s'attira l'intervention de l'ambassadeur russe qui, accompagné de l'Internonce, lui remit une note, sous forme d'ultimatum. La Turquie devait : 1. « ne plus mettre d'obstacles au passage libre des vaisseaux russes de la mer Noire à la mer Blanche (l'Égée) et vice-versa . . . 2. reconnaître l'indépendance absolue des Tartares et ne se mêler en rien aux affaires de ces peuples sous prétexte de prérogatives khalifales ; 3. délivrer les peuples de Moldavie et de Valachie des vexations qu'ils éprouvent et ne pas changer

alors à V. M. I. pour le bien de nos Monarchies, la prudence paraît devoir les borner dans le moment présent à un plan moins étendu, et par conséquent moins susceptible à exciter la jalousie et l'activité de nos voisins respectifs ». (Catherine II à Joseph II, 7 avril 1783, Arneth, 197).

Catherine II refuse nettement de reconnaître les prétentions élevées par l'Empereur sur les possessions vénétiennes, sur la Morée et sur les îles de l'Archipel. (Lettre de Joseph II à Catherine II du 4 janvier 1782. Arneth, p. 187).

¹⁾ « Je désire du fond de mon âme que V. M. I., outre la possession de la Crimée, de l'île de Taman et de tout le Kouban, y joigne encore l'avantage de les obtenir sans que la guerre s'ensuive. Je ferai de mon mieux tant par mes bons offices que par mes dispositions préalables sur mes frontières pour que les Turcs entendent raison ». (Lettre de Joseph II à Catherine II du 19 mai 1783. Arneth, p. 203).

leurs princes sans de justes raisons »¹⁾. Sur l'avis de l'ambassadeur de France, qui lui fit sentir l'impossibilité d'une résistance contre les deux Cours alliées, la Porte se soumit sans conditions ²⁾. Les négociations laborieuses pour la conclusion d'un traité de commerce aboutirent le ^{10/21} juin 1783 à la satisfaction de la Russie. Par ce traité, elle assurait à son commerce des avantages égaux à ceux que les capitulations de 1740 conféraient à la France ³⁾. Ce traité correspondait moins aux nécessités, fort réduites, du commerce russe, qu'au besoin de la diplomatie impériale d'affirmer sa prépondérance à Constantinople ⁴⁾. Quant aux Principautés Danubiennes, la Porte dut promulguer un Sened, confirmant les privilèges de ces pays et fixant le tribut annuel de la Valachie à 309.500 piastres, celui de la Moldavie à 167.944, et les « donatives », respectivement, à 130.000 et à 115.000 piastres. Si la charge viagère des princes fut refusée, les prestations en nature (blé, bétail et bois de construction) furent abolies et les marchands turcs obligés de payer tous leurs achats au comptant ⁵⁾. Restait la question de l'indépendance des Tartares. Si la Russie se contenta pour le moment du rétablissement de Shahin et de sa reconnaissance par la Porte, ce fut uniquement parce que ses préparatifs de guerre n'étaient pas encore achevés.

Une prétendue conspiration organisée par les autorités turques contre Shahin-Ghiraï servit de prétexte au gouvernement russe pour brusquer enfin le dénouement de cette affaire qui traînait depuis dix ans. Le manifeste devant justifier l'agression projetée fut rédigé dès le 19 avril 1783 ⁶⁾. Peu après, l'Impératrice, ayant reçu « la nouvelle inopinée » que Shahin-Ghiraï avait abdicqué, donna l'ordre à ses troupes d'occuper la Crimée, l'île Taman et le Kouban. Toute la côte septentrionale

¹⁾ *Mémoire politique sur les affaires présentes entre la Porte et les deux Cours impériales de Vienne et de Pétersbourg.* (Doc. No. CLVIII^A .

²⁾ *Ibid.*, décembre 1783.

³⁾ Martens et Cussy, *Traité*s, Vol. I, pp. 278—301. — Cf. Masson, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII^e siècle*, p. 396. — Zinkeisen, VI, pp. 378—380.

⁴⁾ Iorga, V. pp. 27—28.

⁵⁾ Texte dans Sturza, *ouvr. cité*, I, pp. 189—192.

⁶⁾ Lettre de Catherine II à Joseph II, du 16 mai 1783. (Arneth, p. 208).

de la mer Noire passait sous la domination de la Russie. Catherine II achevait ainsi le programme de Pierre le Grand, donnait à ses provinces méridionales des frontières naturelles et sûres, et mettait la Russie en état de faire sa loi à la Turquie. Elle aurait voulu pousser plus loin ses succès, mais l'attitude menaçante de la France l'obligea à borner là ses ambitions. En échange, elle gagna la confirmation de ses annexions. La France, de concert avec l'Angleterre et l'Autriche, persuadèrent la Porte de reconnaître le fait accompli. L'acte de cession fut signé le 8 janvier 1784. Par leur intervention, la France et l'Angleterre sauvegardèrent la paix et empêchèrent l'Empereur de prendre, lui aussi, « sa part ». Le seul bénéfice qu'il put tirer de sa solidarité avec la Russie fut le nouveau traité de commerce austro-turc du 24 février 1784 ¹).

Cette alliance austro-russe, que tout le monde s'accordait à considérer comme un succès de l'Empereur, ne profita donc qu'à la Russie. Débuté en Orient, Joseph II tourna de nouveau ses regards sur la Bavière. Il proposa en 1784 à l'électeur Charles-Théodore l'échange de la Bavière et du Haut-Palatinat, contigus à l'Autriche et habités par des Allemands assimilés d'avance, contre les Pays-Bas, éloignés, remuants et difficiles à conserver. Pour faciliter cet échange, il entreprit de libérer les Pays-Bas des servitudes que leur avaient imposées les traités de Westphalie et celui de la Barrière, à savoir la fermeture de l'Escaut et le droit reconnu aux Hollandais de tenir garnison dans les places frontières. Ayant obtenu en 1782 l'évacuation de la Barrière, il demanda en 1784 l'ouverture de l'Escaut, la cession de Maëstricht et une rectification de frontière. L'Angleterre, qui cherchait à frapper le trafic d'Amsterdam, appuya sa requête. La Hollande, n'ayant pas encore liquidé ses différends avec la Cour de Londres, traîna les négociations en longueur, mais, lorsqu'une brigantine impériale voulut forcer le passage, une frégate hollandaise l'arrêta à coups de canon. « Le coup de canon tiré sur l'Escaut » mit en émoi les chancelleries européennes ²). L'Empereur parlait

¹) Immich, *ouvr. cité*, pp. 429—431.

²) Ségur, *Politique de tous les cabinets*, III, p. 208.

d'envoyer 80.000 hommes dans les Pays-Bas pour venger cet affront. La France, alliée de la Hollande, ne pouvait assister impassible à ce conflit qui menaçait de dégénérer en une conflagration générale et de jeter les Hollandais dans les bras de l'Autriche ou de l'Angleterre. Elle offrit donc sa médiation que Joseph II s'empessa d'accepter dans l'espoir d'assurer à son projet d'échange l'appui de son beau-frère. C'était surtout dans ce but qu'il avait cherché querelle à la Hollande ¹). Mais la France ne croyait pas de son intérêt de favoriser le projet d'échange et, pour ne pas froisser son alliée, elle s'abrita derrière l'opposition du duc des Deux-Ponts et de Frédéric II. Par le traité de Fontainebleau (1785), Joseph II dut renoncer à ses prétentions sur Maëstricht et à l'ouverture de l'Escaut, et peu après, il laissa tomber le projet d'échange ²).

Cette affaire eut sur l'Allemagne des répercussions considérables. Menacés par la suprématie que l'Autriche unie à la Bavière aurait acquise dans l'Empire, les princes se rapprochèrent de la Prusse et conclurent avec elle le *Fürstenbund* (1785). Les clients les plus fidèles des Habsbourg, l'électeur de Hanovre et l'archevêque de Mayence, entrèrent dans la ligue. Frédéric II, qui avait depuis longtemps travaillé à ce projet, infligeait ainsi à son rival un dernier échec retentissant. Le *Fürstenbund* signifiait en effet la ruine des ambitions d'hégémonie de l'Autriche sur l'Allemagne et plaçait l'Empereur devant l'alternative d'une entente avec la Prusse pour tourner ses efforts du côté de l'Empire ottoman ou de la renonciation aux projets de conquêtes en Orient pour tenir tête à la Prusse. Après la mort de Frédéric II, il envisagea très sérieusement la question d'une alliance avec la Prusse. Il avait aidé la Russie à s'établir solidement sur les bords de la mer Noire, vers lesquels elle tendait depuis un siècle, tandis que l'Autriche n'avait pu ni acquérir dans la Bavière une compensation équivalente aux conquêtes de la Russie, ni briser la puissance de sa rivale, la Prusse. Avec ce libéralisme généreux qui avait inspiré les mesures de sa politique intérieure, Joseph II en vint à

¹) Joseph II à Catherine II, Arneth, p. 241.

²) Ranke, *Die deutschen Mächte*, I, pp. 187—206. — Beer, *Die orient. Politik Oesterreichs*, p. 79. — Immich, *ouvr. cité*, pp. 432—437.

« considérer froidement et sans prévention tous les avantages mutuels d'une amitié et alliance »¹⁾ entre l'Autriche et la Prusse. Unis, ces deux États auraient été les arbitres non seulement de l'Allemagne, mais de l'Europe entière, et auraient pu se consacrer tranquillement au travail de consolidation et de réforme intérieures. Cette union lui paraissait d'autant plus opportune que les nouveaux souverains pouvaient plus facilement oublier le passé et d'autant plus souhaitable qu'aucune autre alliance ne compensait pour l'un ou l'autre d'entre eux « la perte de leur amitié »²⁾. Mais la confiance que cette union supposait fut impossible à rétablir³⁾, « parce qu'il est impossible d'oublier jamais de bonne foi ni les torts que l'on a, ni les torts que l'on a reçus » et que, même réalisée, l'union n'aurait pu aplanir les différends profonds qui séparaient, surtout en Allemagne, les deux États. Kaunitz n'eut aucune peine à le démontrer à l'Empereur. Un traité d'alliance entre la Prusse et l'Autriche « ne changerait rien, dit-il, à l'état violent dans lequel elles se trouvent depuis plus de quarante ans et ne procurerait aucun avantage réel à aucune d'entre elles »⁴⁾. Ni l'une, ni l'autre ne consentirait sur la foi de ce traité, à réduire ses armements. La perte probable de leurs alliances actuelles, les obligerait même à augmenter leur budget de guerre. En tout cas l'Autriche aurait à faire un effort supplémentaire pour la défense de l'Italie et des Pays-Bas. Le changement de souverains ne changeait rien dans la situation des deux États, « les intérêts diamétralement opposés restant toujours les mêmes et les deux puissances ne pouvant avoir qu'un seul intérêt commun, c'est-à-dire, sinon la destruction, au moins l'affaiblissement assez considérable de l'une pour qu'elle ne puisse plus être redoutable à l'autre, qui exclut et exclura à jamais tout autre communauté d'intérêts »⁵⁾.

¹⁾ *Réflexions* de Joseph II, du 6 déc. 1786, in Ranke, *Die deutschen Mächte*, II, p. 299.

²⁾ *Ibid.*, p. 301.

³⁾ Marczali, *ouvr. cité*, III, pp. 450—452.

⁴⁾ Observations de Kaunitz sur les *Réflexions* de l'Empereur, 10 déc. 1786. *Ibid.*, pp. 303—308.

⁵⁾ *Ibid.*, p. 307.

Cet examen de la situation amena la Cour de Vienne à rester fidèle aux anciennes alliances, en premier lieu à l'alliance russe. L'abandon du projet d'union avec la Prusse eut pour conséquence immédiate le voyage de l'Empereur à Kherson, quelque blessante que fût l'invitation, « par postscriptum », de Catherine II ¹).

Afin de donner aux puissances amies et ennemies une démonstration éclatante des ressources et de la prospérité de la Russie, l'Impératrice, accompagnée des représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, entreprit au mois de mai 1787 un voyage dans la province de Tauride. Près de Kherson, où l'on entra sous un arc portant l'inscription « Chemin de Byzance », elle fut rejointe par Joseph II qui voyageait incognito, sous son nom favori de comte de Falkenstein. Le voyage, exécuté en bonne partie sur le Dniéper, dut être continué par terre à cause de l'apparition aux bouches du fleuve d'une flotte turque. La foule, les notabilités et les troupes qui à chaque relai venaient saluer l'Impératrice donnèrent à ce voyage l'allure d'une pompe triomphale dont la légende n'a retenu que les artifices de Potemkine. « Tout n'était pas faux, pourtant, dans la mise en scène de Potemkine, car la colonisation de la Russie nouvelle... était vraiment commencée; ce fut une vraie forteresse qu'il lui fit voir à Kherson, un vrai port à Sébastopol, une vraie flotte de guerre dans la rade »²). Exaltée devant le spectacle que lui offrait le rade de Sébastopol, d'où sa flotte pouvait aborder Constantinople dans l'espace de 36 à 48 heures, la tzarine avoua à l'Empereur qu'elle voulait recommencer la guerre avec les Turcs, même au risque de la

¹) Joseph II à Kaunitz, Arneth, p. 242.

²) Rambaud, *Histoire générale*, VIII, p. 314.—Lodge, *ouvr. cité*, p. 315.—« Nous sommes arrivés hier au fameux port de Sévastopol qui est effectivement le plus beau que j'aie vu. Il est garni dans ce moment de 16 vaisseaux de ligne et de frégates munis de tout et prêts à mettre à la voile ». Joseph II à Kaunitz, 3 juin 1787, Beer, *Joseph II., Leopold II. und Kaunitz*, p. 265.

« Il est prodigieux ce qu'il (Potemkine) a fait en si peu de temps à Cherson et à Sebastopol, ainsi que dans les autres parties de son gouvernement ». Cobenzl à Kaunitz, *Fontes Rer. Austr.*, II/54 p. 173—174.

faire seule¹⁾. L'idée qu'elle eut de célébrer à Bakschi-Séraï le jour de fête du grand-duc Constantin montra qu'elle avait toujours en tête l'exécution du projet grec. Mais Joseph II, qui commençait déjà à s'inquiéter à cause des troubles des Pays-Bas subordonna ses projets orientaux à celui de diminuer la puissance prusienne. Les établissements navals de la Crimée et la réorganisation de l'armée russe, étaient loin d'être achevés²⁾. Il comprit que le problème de l'attribution de Constantinople condamnerait d'avance tout plan de partage de l'Empire ottoman et, craignant d'être de nouveau la dupe de son alliée qui dans la pire des éventualités gagnerait Otschakof, il mit toute son influence et toute sa force de persuasion au service de la paix³⁾. Mais ni les Russes, ni les Autrichiens n'étaient plus maîtres du mouvement que leur alliance avait précipité.

Emus par cette démonstration de puissance, les Turcs ne se laissèrent pourtant pas intimider; les progrès continuels de la Russie réveillèrent leur fanatisme assoupi, tandis que ses exigences incessantes poussèrent à bout leur patience. Effectivement, à peine un différend était-il aplani qu'un autre, plus irritant encore, surgissait à sa place. Au début de 1784, la Porte avait promulgué en faveur des Principautés Danubiennes un hattî-shérif abolissant toute contribution en dehors du tribut payable tous les deux ans et donnant aux princes l'assurance de n'être déposés qu'en cas de rébellion⁴⁾. En dépit des dispositions de cet acte, le prince de Valachie, Michel Soutzo, fut déposé en avril 1786 et remplacé par l'interprète du capitán-pacha, Nicolas Mavrogheni. L'ambassadeur russe, Boulgakof, fit une question de prestige du ré-

¹⁾ «L'Impératrice meurt d'envie de recommencer avec les Turces; elle n'écoute sur ce chapitre aucun raisonnement, car son amour propre et son bonheur l'aveuglent au point qu'elle se croit seule suffisante d'exécuter tout ce qu'elle veut, sans que j'y coopère, et c'est par là qu'elle s'imagine de faire évanouir toutes les difficultés que je lui ai fait sentir relativement au Roi de Prusse et à la France». Joseph II à Kaunitz, 25 mai 1787, Beer, *Correspondance*, p. 261.

²⁾ Cf. les rapports de L. Cobenzl, in *Fontes Rer. Austr.*, II 54, pp. 131, 149—155.

³⁾ Ségur, *Mémoires*, Vol. III, pp. 178—179.—Ranke, *Die deutschen Mächte*, Vol. II, pp. 10—11.

⁴⁾ Sturza, *Acte și documente*, Vol. I, pp. 195—201.

tablissement de Michel Soutzo, protégé de sa Cour, et, comme sa protestation était restée sans effet, il essaya de soulever le mécontentement des boyards contre le nouveau prince ¹⁾. La Porte maintint sa décision et, soit qu'elle l'eût soupçonné d'intelligence avec la Russie, soit qu'elle eût voulu affirmer ses droits de suzeraineté sur cette province, à la fin de cette même année elle déposa aussi le prince de Moldavie Alexandre Mavrocordato et le remplaça par Alexandre Ypsilanti. Le prince déposé, au lieu de se rendre à Constantinople comme Soutzo, prit le parti de s'enfuir en Russie ²⁾. Le refus d'extradition du fugitif sera l'un des griefs par lesquels la Turquie justifiera sa déclaration de guerre.

La Porte était en outre fort inquiète des menées des consuls russes dans les Principautés. Après une résistance opiniâtre, elle avait concédé en 1781 au gouvernement russe le droit d'établir un consulat général à Bucarest et un vice-consulat à Jassy. « Vrais boute-feux », les consuls russes ne s'occupèrent qu'à tramer des intrigues et à fomenter des troubles ³⁾.

A ces causes de conflit s'ajoutèrent les troubles du Caucase. Après la mort de Nadir-shah et la décomposition de son empire, les Turcs essayèrent de recouvrer la Géorgie, mais ils se heurtèrent à la résistance de la Russie qui avait pris sous sa protection le khan de ce pays, Héraclius. Depuis longtemps les Russes cherchaient à prendre pied en Géorgie pour consolider leurs frontières méridionales et pour se mettre à l'abri des incursions des tribus belliqueuses du Caucase. A leur entente avec les Géorgiens, les Turcs répondirent par un accord avec les Lesghiers du Daghestan qu'ils lâchèrent en 1785 sur la Géorgie. De nombreux esclaves furent faits et envoyés à Constantinople. Le pacha d'Akhiska ayant été désigné comme l'instigateur de l'incursion, l'Impératrice demanda sa déposition et son châtement. Sous la pression de l'opinion populaire, la Porte couvrit le Pacha et le loua de son initiative.

¹⁾ Iorga, *Acte și fragmente*, Vol. II, pp. 205—208. — Hurmuzaki, *Suppl.*, I^o, pp. 36—39, Vol. X, p. 25. — Dépêche de Ludolf, 17 fév. 1787.

²⁾ Iorga, *ouvr. cité*, Vol. II, pp. 215—217.

³⁾ Zinkeisen, VI, p. 514. — Hurmuzaki, *Suppl.*, I^o, p. 107 et *Suppl.*, I^o, pp. 2—5, 8—9.

Ces événements donnèrent une nouvelle impulsion à l'exaltation religieuse qui n'avait cessé de croître chez les musulmans depuis l'annexion de la Crimée et ils expliquent le succès que remporta le derviche Imam-Mansur. Se disant inspiré par Dieu, il prêcha dans le Caucase la guerre sainte contre les Infidèles et réunit en peu de temps 80.000 combattants fanatiques ¹⁾.

Dans cet état d'esprit, le voyage entrepris par Catherine II dans le sud de son Empire et l'invitation adressée à la Porte d'envoyer une ambassade à Kherson pour saluer l'Impératrice, apparurent à Constantinople comme des provocations directes. La Porte y répondit en poussant plus énergiquement ses préparatifs de guerre. Hassan-Pacha fut rappelé d'Égypte, où il était allé soumettre Ali bey, le sultan ouvrit sa caisse personnelle et les oulémas mirent à la disposition du trésor une partie des revenus des mosquées. La flotte fut concentrée en vue d'une action dans la mer Noire et trente et un vaisseaux furent mis en construction. Les places du bas Danube et du Dniester, mises en état de défense sous la direction d'ingénieurs français, reçurent des renforts considérables ²⁾. L'appel à la guerre sainte fit accourir vers la capitale les volontaires de tous les coins de l'Empire. Les beys d'Algérie et du Maroc eux-mêmes se mirent à la disposition de la Porte. Ce fut dans toutes les parties de l'Empire comme un réveil de l'esprit fanatique et guerrier des anciens musulmans. La haine contre les Infidèles était devenue si menaçante que Boulgakof dut conseiller aux marchands russes de se mettre en sûreté. La plupart d'entre eux liquidèrent à perte et rentrèrent en Russie. A Synope, une bagarre éclata entre la populace et les matelots d'un vaisseau russe, et les consuls de Smyrne et de la Crimée n'échappèrent qu'à grand peine à la colère populaire. Les prétentions incessantes et irritantes des Russes avaient poussé à bout la patience des Turcs et rendu impossible tout arrangement pacifique, au moment même où les représentants de l'Autriche et de la France se flattaient de sauvegarder la paix.

¹⁾ Ranke, *Die deutschen Mächte*, Vol. II, pp. 4—5.

²⁾ Ségur, *Mémoires*, III, pp. 129—130.

A son retour de Sébastopol, Boulgakof présenta à la Porte les dernières conditions de la Russie. Elles avaient été arrêtées à Kherson de commun accord avec les représentants de l'Empereur, qui les croyaient acceptables pour la Porte et promettaient de les soutenir. La Russie demandait : un firman interdisant au pacha d'Akhiska d'inquiéter à l'avenir Héraclius ; des garanties contre les incursions en territoire russe des Tartares du Kouban et les attaques des corsaires africains contre les vaisseaux russes ; la confirmation des privilèges de la Moldavie et de la Valachie ; le retrait, à l'intérieur du pays, des Zaporogues d'Otschakof ; la liberté d'établir des consuls « partout où l'utilité du commerce russe l'exige » et la fixation à 50.000 pouds du sel que la Russie doit fournir aux habitants d'Otschakof ¹⁾. L'attitude réservée de l'Empereur et la disette qui menaçait la Russie n'avaient pas manqué leur effet : le zèle guerrier de l'Impératrice se refroidit dès que celle-ci eût atteint les anciennes provinces de son Empire.

Le Divan ne voulut plus entendre parler d'accommodement. Le parti de la guerre y avait pris le dessus. Après la perte de la Crimée, la possession de la Géorgie apparaissait comme le boulevard de l'Islam contre les envahissements continuels de la puissance russe. Le grand-vizir Youssouf-Pacha voyait dans les établissements navals de la Crimée et dans le développement de la flotte russe un danger qu'il importait d'écarter avant qu'il ne devînt trop menaçant. Aussi la Porte répondit-elle aux conditions de la Russie par un ultimatum dont les termes ne laissaient pas de doutes sur le désir des Turcs de restreindre la liberté de la navigation et de récupérer la Crimée. Le 15 août, Boulgakof fut appelé devant le Divan et sommé de prendre, par écrit, l'engagement de sa Cour de renoncer à toutes les prétentions sur la Géorgie, de révoquer les consuls de Bucarest, de Jassy et d'Alexandrie, et de faire subir la visite aux vaisseaux russes qui franchissaient les Dardanelles. L'ambassadeur demanda du temps pour en référer à sa Cour, mais le moment était passé des expédients diplomatiques et il fut

¹⁾ Cobenzl à Kaunitz, 3 juin 1787, in *Fontes Rerum Austriacarum*, II/54, pp. 156—158. — Iorga, V, p. 38.

conduit aux Sept-Tours. La guerre était officiellement déclarée ¹⁾).

Dans un manifeste adressé le 25 août 1787 aux Puissances amies, la Porte justifia cette mesure par les réclamations incessantes de la Russie, et par ses violations du traité de Kaïnardji et des conventions complémentaires, telles que l'occupation de la Crimée, les agressions contre la Géorgie, l'interdiction faite aux habitants d'Otschkof d'extraire leur sel de la Crimée, le refus d'extrader le prince de Moldavie, les intrigues des consuls établis dans les Principautés Danubiennes et dans les îles de l'Archipel et le traitement inamical appliqué aux marchands et aux vaisseaux de commerce turcs ²⁾). L'envoyé de Prusse, qui avait poussé énergiquement à la guerre, remarquait qu'il n'y avait pas un mot de faux dans le manifeste de la Porte: «C'était la justice même qui y exposait les torts de son oppresseur » ³⁾).

Bien qu'il eût déconseillé la guerre et que le soulèvement des Pays-Bas eût rendu sa situation très délicate, l'Empereur reconnut le *casus foederis* dès qu'il apprit la déclaration de la guerre ⁴⁾). C'est qu'il était fermement convaincu de l'impuissance de l'Empire ottoman à opposer une résistance efficace à la pression de la Russie dont il surestimait la puissance. Ne pouvant empêcher le démembrement de l'Empire ottoman, Joseph II jugeait prudent de réserver l'avenir et de ne pas priver son pays des bénéfices d'un partage éventuel.

Après l'échec du projet d'échange, Joseph II entreprit d'introduire dans les Pays-Bas les mêmes réformes que sa mère

¹⁾ Ranke, *ouvr. cité*, Vol. II, pp. 15—18. — Iorga, V, pp. 51—53. — Zinkeisen, VI, pp. 625—626.

²⁾ *Traduzione del manifesto dato dalla Porta per la dichiarazione della guerra fra ella e la Corte di Russia*, 25 août 1787. — Cf. Hurmuzaki, *Suppl.*, I^o, p. 46.

³⁾ Dépêche de Diez du 10 sept. 1787, in Zinkeisen, VI, p. 630, n. 1.

⁴⁾ Lettre de Joseph II à Catherine II, du 30 août: «Je suis prêt à lui prouver par tous les moyens possibles, combien sa cause est la mienne». Arneth, p. 299. Réponse de Catherine II du 11 sept.: «J'ai été moins étonnée... que touchée de l'empressement vif et sincère avec lequel V. M. I. a été au devant de toute réquisition que nos engagements respectifs me permettaient de lui faire». Arneth, p. 300.

avait fait aboutir dans ses domaines héréditaires. Il voulait, en étendant ensuite ce système à la Hongrie et la Transylvanie, donner plus d'uniformité et de cohésion à ses divers États. Les tendances ultramontaines du clergé belge, l'autonomie des provinces et les privilèges des États lui semblèrent incompatibles avec les exigences d'une puissance moderne. Pour inculquer au clergé, plus soumis à l'autorité du Saint-Siège qu'au pouvoir temporel, l'obligation élémentaire d'obéissance à l'État, Joseph II prit à tâche de le former par les soins de l'État. Il fonda à Louvain un séminaire et transféra à Bruxelles, sous les yeux des régents, l'université de Louvain, la « perle du Brabant » et le boulevard de l'ultramontanisme. La résistance tentée par l'archevêque de Malines et par le nonce fut impitoyablement brisée.

La réforme administrative, judiciaire et fiscale alla de pair avec celle du clergé. Par les ordonnances du 1^{er} janvier 1787, Joseph II établit une juridiction uniforme avec deux cours d'appel et, comme les justiciables boycottèrent les nouveaux tribunaux, il abolit les anciennes juridictions cléricales, urbaines et seigneuriales. Puis le pays fut divisé en neuf cercles administratifs qui ne correspondaient pas exactement aux limites des anciennes provinces et qui furent soumis à des intendants nommés par Vienne. Enfin, pour subvenir aux frais de la nouvelle administration, les subsides renouvelés périodiquement furent transformés en impôts ordinaires et perçus sans l'assentiment préalable des États. Joseph II abolissait ainsi d'un trait de plume des institutions, des coutumes et des privilèges auxquels les Flamands et les Wallons étaient trop attachés pour qu'un conflit n'éclatât pas fatalement ¹⁾.

Prenant la direction du mouvement d'opposition, les États du Brabant déclarèrent les ordonnances contraires à leur charte, la *joyeuse entrée*, et remirent aux régents une protestation en règle. Un tumulte précipita les événements et détermina les régents, qui n'avaient pas approuvé la politique autoritaire de l'Empereur, à suspendre l'exécution des ordonnances (30 mai). « Décidé à forcer la chose coûte que coûte » et à sacrifier « son dernier

¹⁾ Lodge, *ouvr. cité* p. 318. — Ranke, *Die deutschen Mächte*, II, p. 19 et suiv.

homme et son dernier écu » pour exécuter sa volonté ¹⁾, l'Empereur qui se trouvait alors en Crimée, donna l'ordre d'envoyer un corps d'armée aux Pays-Bas et hâta son retour à Vienne.

Il était d'autant plus résolu à sévir qu'il voulait faire un exemple pour la Hongrie et la Transylvanie destinées à être soumises au même régime. Aussi les régents furent-ils désavoués et rappelés, et le gouvernement confié au général Murray. Au refus des États de payer les subsides, l'Empereur menaça de fermer les caisses publiques et de réduire le militaire à vivre sur l'habitant ²⁾. Il fit venir à Vienne les délégués des États généraux et leur ordonna d'obéir sans désespérer à ses ordres. Mais la déclaration de la guerre l'obligea à revenir sur ses mesures et à rappeler ses troupes. Un calme apparent fut rétabli et, au printemps de 1788, les régents purent regagner leur poste. Mais comme les causes de mécontentement persistèrent, la révolte ouverte ne fut qu'ajournée. La politique centralisatrice de Joseph II fut irrémédiablement compromise par la guerre d'Orient.

L'échec de Joseph II aux Pays-Bas fut encore aggravé par le succès qu'au même moment Frédéric-Guillaume II remporta en Hollande. La bourgeoisie commerçante et industrielle, imprégnée des idées des philosophes français, était depuis la guerre d'indépendance américaine en conflit ouvert avec la famille d'Orange, représentant les tendances conservatrices et l'alliance anglaise. La rivalité des deux partis, républicain et orangiste, se doubla fatalement d'une lutte d'influence franco-anglaise. Habilement soutenu par Vergennes, le parti républicain réussit à détacher en 1779 la Hollande de l'alliance anglaise et à lui faire signer en 1785 un traité d'alliance avec la France. Forts de cette alliance, les républicains entreprirent de réduire les pouvoirs du Stathouder. En 1786, ils lui enlevèrent le commandement des troupes et la charge de capitaine général. L'année suivante, ils désignèrent une commission de cinq membres pour assumer la direction des affaires. Dépouillé

¹⁾ Joseph II à Kauni:z, Beer, p. 269. — H. Pirenne, *Histoire de la Belgique*, 2 éd. Bruxelles 1926, Vol. V, p. 419 et suiv.

²⁾ Le même au même, 25 mai 1787, Beer, p. 263.

de toute autorité réelle, Guillaume V se retira à son château de Loo et fit appel à Frédéric-Guillaume II, son beau-frère, qui, après une sommation adressée aux Hollandais de réintégrer le Stathouder dans toutes ses dignités, envahit la Hollande. La France, absorbée par ses difficultés financières, assista impassible à la marche triomphale de l'armée prussienne, à la défaite des républicains et au rétablissement du Stathouderat. Ces événements constituaient un succès pour l'Angleterre autant que pour la Prusse. Il fut scellé par la conclusion d'une triple alliance entre la Prusse, l'Angleterre et la Hollande (Loo, 13 juin 1788), dans le but proclamé de sauvegarder la paix et le but réel de s'opposer aux agrandissements éventuels des deux Cours impériales¹⁾. Ainsi au moment où la Russie et l'Autriche s'engageaient dans la guerre d'Orient les affaires prenaient en Occident une tournure qui devait exercer la plus grande influence sur le sort de la campagne.

Le début de la campagne fut hésitant et confus, parce que les belligérants étaient aussi mal préparés qu'en 1768. Les Turcs, il est vrai, avaient établi des magasins sur le Danube et y avaient réuni des provisions et des munitions pour une longue guerre; la flotte était en bon état et l'argent ne manquait pas, mais, malgré le grand nombre de troupes mobilisées, ils ne purent rassembler dans les Principautés Danubiennes plus de 30.000 hommes. Aussi indisciplinés que par le passé, les contingents asiatiques allaient et venaient à leur gré. L'Anatolie, qui fournissait les meilleures troupes, avait perdu au contact des Francs, son fanatisme religieux. Les janissaires de Kars et d'Erzeroum refusèrent de marcher contre les Russes, et les spahis feudataires s'abstinrent en grand nombre. Les milices ne se levèrent en masse qu'en 1788, lorsque la guerre sainte fut proclamée. Si la déclaration de guerre ne fut pas suivie d'une catastrophe, c'est que les Russes et les Autrichiens ne surent pas profiter de l'occasion²⁾.

¹⁾ Ranke, *ouvr. cité*, II, p. 77 suiv. — Lodge, *ouvr. cité*, pp. 320—324.

²⁾ Iorga, V, p. 55 et suiv. — Zinkeisen, VI, pp. 635 — 636. — Hurmuzaki, *Suppl.*, I², p. 49.

L'armée russe fut surprise en plein travail de réorganisation. Potemkine avait introduit de grands changements dans la tenue des troupes, mais, dépourvu de talents et de connaissances militaires, il n'avait pu remédier au manque d'uniformité dans les manoeuvres. Les colonels, n'ayant pas été inspectés par les généraux, établirent une tactique chacun à sa façon ¹⁾. La construction de la flotte et des établissements navals était loin d'être achevée; le service sanitaire et celui d'intendance était défectueux. L'armée manquait de munitions, les généraux se jalouaient au point de rendre impossible une action concordante. Roumiantzof, jaloux de Potemkine, ne voulait rien entreprendre que si tout lui était confié ²⁾. Par surcroît, en 1787 une disette sévit dans les provinces les plus fertiles de la Russie ³⁾.

L'armée autrichienne, mieux préparée, manquait d'un vrai commandant en chef et d'un plan de campagne précis et unitaire. Les troubles des Pays-Bas et de Hongrie immobilisèrent une partie des troupes tandis que la divergence de vues entre l'Empereur et le chancelier paralysa la force offensive des autres ⁴⁾. Joseph II avait les yeux fixés sur l'Adriatique et voulait attaquer Belgrade; Kaunitz, plus attentif à surveiller les Russes, regardait du côté de la mer Noire et conseillait d'occuper les Principautés. Pour concilier les deux points de vue et aussi pour mettre les riches provinces frontières à l'abri des incursions ennemies, les forces autrichiennes furent échelonnées le long de la frontière, de Hotin à l'Adriatique.

La campagne débuta par une tentative de la flotte turque contre Kinburn. Elle fut repoussée par Souvorof (oct. 1787). Les Turcs avaient projeté une attaque générale sur toute la frontière méridionale de la Russie, depuis Otschakof jusqu'à Astrakhan, avec la participation de l'armée de terre et de mer, des Tartares du Boudjak, des Tcherkesses, des Lesghiers et

¹⁾ Cobenzl à Joseph II, 25 avril 1787, in *Fontes Rerum Austr.*, II/54, pp. 131. Cf. p. 168.

²⁾ Hurmuzaki. *Suppl.* I^o, p. 84.

³⁾ *Fontes Rerum Austr.*, II/54, p. 188.

⁴⁾ Beer, *Orientalische Politik Österreichs*, pp. 91—92.

des Abkases du Caucase. Mais leur effort s'épuisa dans des attaques partielles et isolées que les Russes repoussèrent sans peine. L'échec de l'Émir Imam-Mansur ferma aux Turcs l'accès du Kouban; la défaite de leur flotte devant Kinburn leur interdit la route de Crimée. Rassurés sur le danger d'être pris à revers, les Russes purent tourner leur effort contre Otschakof, leur principal but de guerre.

L'intervention de l'Empereur donna à la campagne de 1788 une ampleur et une importance dont on était en droit d'attendre des résultats décisifs. Mobilisée dès le 4 septembre 1787, l'armée autrichienne, forte de 300.000 hommes, fut dirigée, sans déclaration préalable de guerre, vers la frontière ottomane. Mais au lieu de concentrer ses forces pour frapper un coup décisif, l'Empereur la divisa en six corps et la disposa de façon à couvrir sa frontière, longue de deux cents lieues ¹⁾. Il espérait que les Russes avanceraient rapidement, comme pendant la guerre précédente, jusqu'au Danube et alors les troupes autrichiennes n'auraient qu'à prendre possession des territoires que la Cour de Vienne s'était adjudés. Selon le plan de l'État-Major autrichien, que le prince de Ligne fut chargé de faire adopter aux Russes, l'armée russe commandée par le prince Potemkine devait, après avoir pris Otschakof, s'établir sur le Danube, tandis que la seconde armée russe, placée sous le commandement de Roumiantzof, devait bloquer Bender et faciliter par là les opérations autrichiennes contre Belgrade, Orsova et Widdin. Mais le siège d'Otschakof se prolongea jusqu'au mois de décembre et les Autrichiens furent bientôt seuls à soutenir tout le poids de la guerre.

Après avoir vainement tenté de s'emparer de Belgrade par surprise, l'Empereur déclara la guerre à la Porte (9 février 1788) et se mit personnellement à la tête de l'armée. La prise de Sabácz (24 avril 1788) lui ouvrait le chemin de Belgrade, qui, dégarnie de troupes, aurait été facile à prendre, mais son

¹⁾ L'armée principale, commandée par l'Empereur qu'assistait Lascy, se rassembla près de Peterwardein; la seconde, sous Charles Lichtentein, à Dubovitzka; la troisième, sous le comte M. Mitrovsky, en Esclavonie sur la Save; la quatrième, sous Wartensleben dans le Banat; la cinquième sous Fabri en Transylvanie; la sixième sous le prince de Coburg en Galicie. (Marczali, *ouvr. cité* III, 461).

État-Major déconseilla l'entreprise sous motif que les préparatifs n'étaient pas encore achevés. Deux mois plus tard, après que toutes les dispositions eussent été prises, l'État-Major n'osa plus tenter le passage de la Save à cause de l'approche du grand-vizir¹⁾. Décimée en outre par les privations et les épidémies, l'armée autrichienne fut réduite à la défensive.

L'Empereur n'avait pour lui ni l'armée, ni le peuple. Il s'était engagé dans une aventure, guidé exclusivement par une idée politique. Ses sujets allemands ne comprirent rien à ses projets d'hégémonie sur l'Adriatique et, sans parler des Roumains et des Slaves de la Monarchie dont les sympathies allaient ailleurs, les Hongrois n'entendaient nullement concourir à l'affermissement d'une puissance qui menaçait leurs droits et privilèges nationaux. Aussi l'armée autrichienne ne fut-elle qu'un organisme inerte qu'aucun idéal, religieux ou national, n'enflammait. Animé personnellement des plus nobles pensées, Joseph II ne put communiquer, même à son entourage, son amour et son zèle pour la grandeur de la monarchie. Puis, il n'eut pas un général de valeur²⁾. Lascy, son collaborateur le plus estimé, excellait dans les manoeuvres et les dissertations savantes, mais n'a jamais gagné une bataille. Le seul général qui aurait pu entraîner ses hommes, Laudon, fut tenu à l'écart et empêché de donner la mesure de ses talents.

Encouragé par l'inaction de l'ennemi, le grand-vizir Youssouf-Pacha prit l'offensive. A la tête d'une armée rassemblée aux environs de Sofia, il franchit le Danube à Orsova et, perçant la ligne autrichienne à Schupaneck, envahit le Banat. Les troupes

¹⁾ Joseph II rejette sur ses généraux toute la responsabilité de ces fautes: « Il a fallu un effort de raison pour plier mon désir et ma volonté, et oublier ma convenance pour celle des autres; mais qu'est-ce que la volonté d'un contre celle de tous? et quelle aide peut-on se flatter de gens, que l'on fait agir contre leur conviction? Ils se retirent, vous laissent dans l'embarras, et ne font que strictement leur devoir, et seul on n'est pas suffisant de tout faire et de tout prévoir ». A Kaunitz, 27 mai 1788, Beer, *Corresp.*, p. 291.

²⁾ « Je dois vous dire avec peine que je ne trouve ni volonté, ni énergie dans nos généraux. Tous sont au désespoir de faire la guerre; ils voudraient être commodément au logis, et personne ne va qu'autant qu'on le presse, qu'on y est ». Joseph II à Léopold de Toscane, 13 mai 1788. Arneth, *Joseph II u. Leopold*, 13 Mai 1788.

impériales, prises à revers, s'enfuirent en désordre, livrant à l'ennemi la plus belle partie de cette province dont la colonisation et la mise en valeur avaient coûté cinquante années d'efforts et des sommes énormes¹). L'Empereur accourut de Semlin avec 20.000 hommes pour rallier les fuyards et arrêter l'ennemi, mais il fut battu à Slatina (14 sept.) et obligé de se replier sur Lugoj. L'armée autrichienne fut prise d'une telle terreur panique qu'il suffit d'une fausse alerte pour disperser dans la nuit du 20 au 21 septembre le camp impérial tout entier. On abandonna les convois, les canons, jusqu'aux équipages de l'Empereur. La panique gagna la population en sorte que depuis Caransebeș jusqu'à Timișoara (Temesvár) tout s'enfuit. Brûlant sur leur passage les habitations et les récoltes, enlevant le bétail, tuant ou emmenant les habitants, les Turcs parcoururent librement le pays, jusqu'à l'approche de l'hiver, où ils repassèrent le Danube²). L'Empereur, après avoir réuni à Semlin les restes de son armée, rentra dans Vienne, mortellement atteint par la fièvre et le désespoir (5 déc.). C'en était fait du prestige de l'armée autrichienne, à la réorganisation de laquelle il avait consacré les meilleures années de sa vie. La prise de Hotin (19 sept. 1788) et l'avance du prince de Cobourg en Moldavie, pas plus que les succès du maréchal Laudon sur la Save ne purent relever le moral et le crédit de l'armée autrichienne. La campagne de 1788, commencée sous les meilleurs auspices, se termina par un désastre irréparable pour l'Autriche.

Moins ambitieux, par calcul et par nécessité, les Russes bornèrent leurs efforts au siège d'Otschakof. Cette place, l'une des plus redoutables de l'Empire ottoman, présentait pour les Russes un intérêt particulier, parce qu'elle commandait les bouches du Bug et du Dniéper, et les routes reliant la Crimée aux forteresses du Bas-Danube; en outre, sa conquête complétait les acquisitions précédemment faites sur les Tartares. N'osant donner l'assaut à cette place que défendait une puissante

¹) Ranke, *Die deutschen Mächte*, Vol. II, p. 50. — Marczali, *ouvr. cité*, Vol. III, p. 470 et suiv.

²) Joseph II à Kaunitz in Arneth, pp. 307—329. — Zinkeisen, VI, pp. 650—65.

garnison, commandée par le brave Ali-Pacha d'Ismail, Potemkine prit le parti de l'investir et de la prendre par la famine. Le siège, plus politique que militaire, traîna ainsi jusqu'au 17 décembre lorsqu'à bout de ressources la garnison capitula.

La tentative de la Porte pour sauver la place par une diversion navale fournit aux Russes l'occasion de remporter une seconde victoire, comparable à celle de Tschesmè. Voulant secourir les assiégés, le capitain-pacha pénétra dans le liman du Dniéper avec une soixantaine de voiles dont dix-sept vaisseaux de ligne et quatorze frégates. La flotte russe, composée de trois vaisseaux de ligne et d'un certain nombre de petits bâtiments, commandée par le corsaire anglais Paul Jones et par le prince de Nassau-Siegen, se trouvait entre Kinbourn et Otschakof, dont elle protégeait le siège en bloquant le port. Bien que la flotte russe fût en infériorité et que les batteries de la pointe de Kinburn, masquée par les navires russes, ne pussent tirer, le capitain-pacha n'osa engager la bataille: il n'avait pas confiance dans le zèle et l'habileté des officiers qui commandaient sous ses ordres¹⁾. Après quelques approches, où il perdit plusieurs vaisseaux, il voulut regagner le large, mais les batteries de Souvorof lui barrèrent le passage aux détroits de Kinburn, tandis que la flotte russe le poursuivait. Prise entre deux feux, la flotte turque fut presque entièrement détruite (12 juillet).

La campagne de 1788 s'achevait donc par deux succès d'autant plus éclatants²⁾ pour les Russes qu'il durent faire face à une attaque à l'improviste du côté de la Suède. Gustave III se souvenant qu'il était l'allié de la Turquie, le 1/12 juillet adressa au gouvernement russe, sous forme d'ultimatum, «la note la plus menaçante, la moins mesurée et des propositions si impérieuses, si inconvenantes qu'elles parurent dépourvues de raison»³⁾. Il demandait à la Cour de Russie de punir son ministre à Stockholm, de céder à

¹⁾ Eton, *Tableau*, I, p. 121. — Paul Jones, *Memoirs*, 2 vol., London, 1843, Vol. II, p. 15.

²⁾ Zinkeisen, VI, pp. 654—656.

³⁾ Ségur, *Mémoires*, III, p. 417.

la Suède la Finlande et la Carélie, et de conclure la paix avec la Turquie sur la base du traité de Koutschouk-Kaïnardji ¹⁾. Bien que St. Pétersbourg se trouvât découvert, l'Impératrice releva le défi. Gustave III ne sut profiter de l'occasion. Au lieu de marcher droit sur la capitale russe, il perdit six semaines à assiéger une place sans importance sur la frontière finlandaise et, après qu'il l'eut enlevée, un complot tramé par ses officiers et l'intervention du Danemark l'obligèrent à retourner en Suède. La bataille navale qui, le 17 juillet, eut lieu à Hogland fut indécise: chacun des deux belligérants s'attribua la victoire. Gustave III ne fut sauvé que par la ligue anglo-prussienne qui imposa au Danemark une déclaration de neutralité. Ayant renforcé son autorité par le coup d'État du 20 février 1789, Gustave III reprit la guerre contre la Russie. Sa flotte subit, le 24 août 1789, une grande défaite à Svensk-Sund, le 17 mars 1790 une autre à Viborg. La revanche qu'il prit en juin par la victoire de Svensk-Sund ne changea rien à sa situation. La Suède était épuisée et le roi de plus en plus préoccupé par les événements de France. Le paix de Verelä mit fin à la diversion suédoise (14 août 1790) ²⁾.

Cette diversion exerça une influence sensible sur la guerre russo-turque, surtout en 1788. La tzarine dut relever du midi une partie de ses troupes pour les envoyer en Finlande et

¹⁾ *La déclaration de S. M. le roi de Suède*, Stockholm, 1788, du 21 juillet, justifie ainsi la note du 1 juillet et la déclaration de guerre: «Le ministre de l'Impératrice (le comte Razumovski) tâchait par ses menées sourdes, par ses propos et par ses actions de réveiller cet esprit de désunion et d'anarchie que le Roi avait eu le bonheur d'étouffer au commencement de son règne et qu'alors l'Impératrice avait fomenté et soudoyé avec tant de soin. Et tandis que le comte de Rasumovski tâchait ainsi de troubler l'intérieur de l'État et de changer le sacré caractère d'un ministre de paix en celui de perturbateur du repos public, il osait prêter au roi dans ses rapports les desseins les plus hostiles contre la Russie ». En second lieu: « La Suède qui, unie par un traité ancien et permanent avec la Porte ottomane, conclu déjà en 1739, est obligée par ce traité à ne point abandonner un aussi ancien allié ». Enfin: « Sa Majesté est encore prête à la paix, pourvu que l'Impératrice lui en offre une honorable et que le Roi soit admis et assuré de procurer à la Porte ottomane une paix sûre et stable ». (pp. 5—10). Cf. *Observations et éclaircissements historiques sur la déclaration de S. M. le roi de Suède, en date de Helsingfors, du 21 juillet 1788*. S. 1. et d. — Bilbassof, *ouvr. cité*, I, pp. 441—442, 448—449.

²⁾ Lavisse - Rambaud, *Histoire générale*, VIII, pp. 320—325.

renoncer au projet d'une nouvelle expédition navale de la Baltique dans la Méditerranée.

Bien plus inquiétante, pour les deux Cours impériales, fut l'attitude de la Prusse. Dès le mois d'août 1788, Joseph II fut informé par deux lettres, interceptées, du cabinet de Berlin à Diez, son ministre à Constantinople, de ce que l'on devait appeler « le plan Hertzberg »¹⁾. Ce plan consistait à garantir, conjointement avec la France et l'Angleterre, le maintien de l'Empire ottoman dans la péninsule des Balkans, au sud du Danube et de l'Unna, à charge pour la Porte de céder à l'Empereur la Moldavie et la Valachie, à l'Impératrice Otschakof et la Bessarabie²⁾. En échange de ces acquisitions, la Russie abandonnerait à la Suède une partie de la Finlande, tandis que l'Autriche restituerait à la Pologne la Galicie. A leur tour, la Suède et la Pologne céderaient à la Prusse, la première la Poméranie, la seconde les villes de Dantzic et de Thorn. Hertzberg espérait emporter l'adhésion de la Porte à ce plan en lui démontrant l'impossibilité de résister longtemps aux efforts conjugués de deux puissances comme l'Autriche et la Russie, et l'avantage de racheter la sûreté et la tranquillité de ses autres possessions par le sacrifice volontaire de quelques tribus tartares et de deux provinces propres tout au plus à enrichir quelques familles grecques et quelques officiers du Sérail³⁾. L'invasion du Banat enleva à la Prusse tout espoir de faire accepter son plan par la Porte. Hertzberg proposa alors un arrangement tendant à mettre la Prusse en état de décider du moment et des conditions de la paix. Mais la Turquie ne consentait à une médiation obligatoire que si la Prusse signait un traité d'alliance défensive et offensive, et attaquait immédiatement l'Autriche et la Russie. En dépit des instances de Diez, qui sans une intervention armée ne croyait pas à la réalisation du plan Hertzberg, le cabinet de Berlin déclina la proposition de la Porte. Très infatué de son succès en Hollande,

¹⁾ Joseph II à Kaunitz, 26 août 1788 in Arneth, p. 306.

²⁾ Herzberg à Diez, 24 nov. 1787 in Iorga, *Acte, și fragmente*, II, p. 226. Cf. *Ibid.*, pp. 227—228.

³⁾ Frédéric-Guillaume II à Diez, 3 avril 1788. *Ibid.*, pp. 234—235, 237. — R. Kramel, *Graf Hertzberg als Minister Friedrich Willhems II.*, Berlin, 1899, p. 36.

Frédéric-Guillaume II se sentait l'arbitre de la politique européenne et sûr de profiter sans coup férir de la guerre turque, quelle que fût son issue ¹). Il rêvait d'élargir la ligue de Loo en y faisant entrer la Suède, la Pologne et la Turquie, et jusque la Belgique insurgée et la Hongrie indépendante. L'Empereur se sentit perdu dans l'éventualité d'une double guerre avec la Turquie et la Prusse et se déclara prêt à renoncer à l'alliance russe plutôt que de courir ce risque ²). Dès le mois d'août 1788, il fit sonder la Cour de Russie sur la possibilité d'une paix commune avec la Turquie. Les assurances de la Russie qui s'engageait, en cas d'une attaque prussienne, à soutenir son alliée de toutes ses forces et l'ardeur belliqueuse du nouveau sultan Sélim III déterminèrent l'Autriche à continuer la guerre ³).

La campagne de 1789 allait d'ailleurs permettre aux alliés de relever brillamment leurs affaires. Le prince de Cobourg acheva la conquête de la Moldavie. Le grand-vizir Kara-Mustapha, ayant tenté de passer le Danube à Măcin fut repoussé à Maximeni par un corps d'armée russe et poursuivi jusqu'à Galatz, qui fut brûlé. Cependant le prince de Cobourg, menacé par une armée turque venant de Braïla, fit appel au général Souvorof qui accourut de Bârlad avec 6.000 hommes et dispersa l'armée turque à Focșani (1^{er} août), puis écrasa à Mărtinești, sur le Râmnic, l'armée du nouveau grand-vizir Koutschouk-Hassan, forte de 100.000 hommes. Ces deux victoires ébranlèrent la confiance des Turcs et furent suivies d'une série d'autres succès éclatants. Le maréchal Laudon força Belgrade à capituler (8 oct.), puis enleva Sémédria et Passarowitz, tandis que le prince Hohenlohe entra dans Craïova (6 nov.). Sur le Dniester, Potemkine prit Akerman (fin sept.) et Bender (14 nov.), et puis alla établir son quartier d'hiver à Jassy. Toute la Moldavie et la Valachie, sauf Giurgiu, étaient aux mains des alliés ⁴).

¹) Zinkeisen, VI, pp. 712—721.

²) Lettres de Joseph II à Kaunitz, des 26 août et 17 nov. 1788, in Arneth, pp. 306, 316, 326.

³) Cobenzl à Joseph II, 24 mai 1788, *Fontes Rer. Austr.*, II 54, p. 263.

⁴) Hurmuzaki, *Suppl.* I², pp. 91—93. — Iorga, V, pp. 79—81.

Mais la recrudescence des troubles dans les Pays-Bas, l'agitation croissante en Hongrie, le réveil de la Pologne et l'attitude de plus en plus inquiétante de la Prusse et de l'Angleterre annulèrent pratiquement les effets de ces victoires. Aux Pays-Bas la pacification de 1788 n'ayant pas été fondée sur une réconciliation sincère du souverain et de ses sujets, les éléments d'opposition devaient lever la tête à la première occasion. Le tiers État du Brabant ayant refusé en 1789 le vote des subsides, Joseph II essaya de mettre les opposants en minorité en conférant le droit de représentation à plusieurs villes qui ne l'avaient pas. Les États généraux, encouragés par l'exemple de l'assemblée de Versailles, refusèrent de reconnaître une mesure sur laquelle ils n'avaient pas été consultés. L'Empereur résolut de dissoudre les États récalcitrants et inaugura une politique de répression impitoyable. La révocation de l'amnistie jeta hors des frontières de nombreux suspects qui trouvèrent à Berlin, et à la Haye, un accueil empressé. Ils y organisèrent la révolution. En octobre, deux mille émigrés franchirent la frontière du Brabant. Le Hainaut, le Naumurois, le Limbourg se soulevèrent. Les troupes impériales se retirèrent en débandade dans le Luxembourg. Les États généraux réunis en janvier 1790 proclamèrent la création des États-Belgiques Unis et rédigèrent une constitution fédérale. La Prusse se montra prête à reconnaître la nouvelle République et à mettre à sa disposition des officiers pour organiser ses troupes. Les Pays-Bas, à l'exception du Luxembourg, semblaient définitivement perdus pour l'Autriche ¹⁾.

L'activité réformatrice et centralisatrice de Joseph II faillit déclencher en Hongrie une révolution plus dangereuse encore que dans les Pays-Bas. L'opposition d'intérêts et le conflit de races fournirent à la noblesse menacée dans ses privilèges et au clergé soumis malgré lui au contrôle de l'État une base de résistance formidable. Plutôt que d'être germanisé sous un gouvernement absolu, même éclairé, le peuple hongrois était prêt à faire cause commune avec ses seigneurs féodaux. La proximité du front et l'alliance des mécontents avec la Prusse rendaient l'insurrection hongroise particulièrement redoutable ²⁾.

¹⁾ H. Pirenne, *Histoire de la Belgique*, Vol. V, pp. 469—471, 479.

²⁾ Marczali, *ouvr. cité*, III, p. 523.

En Pologne un grand parti se forma qui voulut profiter de la crise orientale pour réformer la constitution et secouer la protection russe. La Prusse s'empressa de lui offrir son appui et son alliance pour maintenir la sûreté et l'indépendance de la Pologne. Le 29 mars 1790 un traité d'alliance et de garantie fut signé à Varsovie entre la Pologne et la Prusse. Sans être désignée explicitement, la Russie n'était pas moins directement menacée par ce traité dirigé contre toute puissance qui prétendrait « s'attribuer le droit de se mêler des affaires intérieures de la Pologne ou de ses dépendances »¹⁾. En même temps la Prusse ratifia le traité qu'elle avait conclu avec la Porte le 31 janvier. L'ambition révélée par ces traités dépassait singulièrement les intentions du plan Hertzberg. Elle ne tendait à rien moins qu'à former, de la Pologne délivrée du contrôle de ses voisins et de la Turquie ramenée à la ligne du Danube, des barrières contre la poussée russe vers l'ouest et le sud, et à créer en même temps à la Prusse une situation prépondérante en Occident. Ainsi partout, en Suède en Pologne, en Turquie, dans les Pays-Bas et en Hongrie, la Prusse suscitait des difficultés ou augmentait les embarras des deux Cours alliées. La situation de l'Autriche, surtout, était désespérée, lorsque Léopold II prit la succession de son frère. La Prusse avait mobilisé en Silésie et obligé la Cour de Vienne à rappeler ses troupes du front turc pour couvrir la Bohême et la Moravie. La Galicie était sur le point de se soulever et de demander son rattachement à la Pologne. De plus, l'intervention de la Prusse aurait entraîné celle de l'Angleterre et de la Hollande, et la crise orientale se serait développée en une immense conflagration européenne aux conséquences impossibles à prévoir et qui en tout cas aurait empêché une intervention en France.

La divergence de vues entre l'Angleterre et la Prusse écarta ces complications. Pitt avait été d'accord avec la Prusse tant qu'il s'était agi de localiser le conflit oriental et d'arrêter les progrès de la Russie, mais il ne partageait nullement l'animosité de son alliée contre l'Autriche. Le plan Hertzberg était à ses yeux trop hasardeux et trop contraire aux intérêts de l'Angleterre

¹⁾ R. Howard Lord, *The second partition of Poland*, Cambridge, 1915, p. 126. Le traité est dans Martens, *Recueils de Traités*, etc., Vol. IV, p. 471 et suiv.

pour qu'il consentît à l'appuyer. L'établissement de la Prusse aux bouches de la Vistule alarmait à bon droit la prévoyance de Pitt, comme la création de la République belge qui n'aurait pas manqué de tomber sous l'influence de la France. Son programme politique, se résumant dans le principe du *statu quo*, devait fatalement le rapprocher de l'Autriche¹⁾.

Avec la promptitude et la justesse de coup d'oeil d'un diplomate italien — il fut pendant vingt-cinq ans gouverneur de la Toscane — Léopold II comprit le parti qu'il pouvait tirer de cette divergence de vues. Il évita la guerre avec la Prusse, en disloquant l'alliance de Loo et fit sa paix avec les Turcs en affectant une modération qui lui assura l'appui de l'Angleterre. Fort de l'appui des puissances maritimes, le 25 mars 1790 il adressa au roi de Prusse une lettre où il exprimait ses sentiments pacifiques et son intention de traiter la paix sur la base du *statu quo*²⁾. Frédéric-Guillaume II répondit à cette ouverture par la communication du plan Hertzberg, adapté aux circonstances³⁾, et, pour donner plus de poids à cette proposition, se rendit au camp de Reichenbach, sur la frontière de Bohême et ratifia son traité d'alliance avec la Porte. Bien que «le projet conciliatoire» de Hertzberg fût incompatible avec le principe du *statu quo*, l'Autriche préféra négocier. Ses plénipotentiaires arrivèrent le 27 juin 1790 à Reichenbach, suivis peu après par ceux des puissances maritimes. Satisfaits de la défection autrichienne, ceux-ci se déclarèrent résolument contre tout échange de territoire et pour le maintien du *statu quo* strict. La Pologne et la Turquie s'opposèrent également à toute cession de territoire. Menacé d'être isolé, le roi de Prusse abandonna le plan Hertzberg et donna son «adhésion pleine et stricte» au principe du *statu quo*. Les déclarations échangées entre les deux Cours et ratifiées le 27 juillet constituent la convention de Reichenbach. L'Autriche s'engageait à conclure immédiatement un

1) R. Lodge, *ouvr. et lieu cités*, pp. 331—333.

2) Zinkeisen, VI, p. 771. — R. Howard Lord, *ouvr. cité*, pp. 128—131.

3) La Porte recouvrerait son territoire jusqu'au Dniester, l'Autriche rentrerait en possession des territoires que lui avait assurés la paix de Passarowitz et céderait en échange la Galicie à la Pologne qui, à son tour, abandonnerait les villes de Dantzic et de Thorn à la Prusse.

armistice avec la Porte et à entamer, sous la médiation de la Triple alliance, des négociations pour la conclusion de la paix définitive, sur la base du *statu quo ante bellum*, sauf une rectification de frontière. La convention de Reichenbach régla aussi les conditions du rétablissement de la domination autrichienne en Belgique. Léopold II avait atteint son but ¹⁾. La convention lui permettait de régler toutes les difficultés que la politique ambitieuse et intempestive de Joseph II avait suscitées et sauva l'Autriche de la plus redoutable catastrophe qui l'eût menacée depuis l'avènement de Marie-Thérèse. Enfin, en atténuant les divergences entre la Prusse et l'Autriche, elle facilita la dislocation de l'alliance austro-russe et de la triple alliance, et la formation de la coalition dirigée contre la France révolutionnaire. La convention de Reichenbach marque un complet remaniement du système politique européen et c'est là que réside son importance exceptionnelle.

L'armistice austro-turc fut signé à Giurgiu le 19 septembre 1790, le congrès de la paix se réunit à Sistova, en décembre. Mais des difficultés imprévues retardèrent jusqu'au mois d'août la conclusion de la paix. Les Turcs voulaient négocier sur la base de l'armistice de Giurgiu et non sur celle de la convention de Reichenbach, conclue sans eux. Les Autrichiens firent traîner les négociations pour donner satisfaction aux Russes et pour arracher aux Turcs quelques lambeaux de territoire. Sur la distinction imprévue du *statu quo de jure* et du *statu quo de facto*, ils réclamèrent Vieux-Orsova et le district de l'Unna, comme ayant dû leur appartenir de droit avant la guerre. Devant l'intransigeance des Ottomans et des puissances médiatrices, les délégués autrichiens rompirent le congrès et se retirèrent à Bucarest (9 juin). Mais l'attitude résolue de la Prusse et la menace de la Révolution française, les firent revenir sur leurs pas. La paix fut conclue le 4 août sur la base du *statu quo*, mais une convention secrète assurait aux Autrichiens Vieux-Orsova et le territoire de l'Unna ²⁾. Ces

¹⁾ A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, Vol. II, p. 73. « Léopold reçut du camp prussien sous forme d'ultimatum ses propres conditions de paix. Il lui convint de se les faire dicter ».

²⁾ Noradounghian, *Recueil d'actes internationaux*, vol. II, pp. 13—16.

conditions étaient les meilleures que l'Autriche pût alors espérer et elles sont tout à l'honneur du sens politique de son souverain.

Léopold II fut tout aussi heureux dans son oeuvre de pacification intérieure. Abandonnant la politique d'unification et de centralisation de son prédécesseur, il rassura ses sujets et désarma leur opposition. Il respecta la diversité de religions et de races, les particularismes régionaux et les privilèges des États. Il flatta ses sujets hongrois en se faisant couronner à Presbourg et alla au-devant de leurs vœux en promulguant une loi qui rendait obligatoire, dans le délai de six mois, le couronnement des futurs rois. Satisfaite, la diète renonça à ses doléances et vota les subsides demandés.

En Belgique, l'opposition cessa dès que Léopold II put disposer librement de ses troupes. Abandonnés par la Hollande et la Prusse, qui s'étaient rapprochés de la Cour de Vienne, les insurgés furent incapables de résister à la totalité des forces autrichiennes. Lorsqu'il se sentit maître de la situation, Léopold II offrit aux Pays-Bas de rétablir leurs libertés s'ils se soumettaient avant le 21 novembre. Les insurgés tentant de négocier, le 3 décembre les troupes impériales entrèrent dans Bruxelles. Tout le pays se soumit ¹⁾. La convention de la Haye ne fit que ratifier le fait accompli (10 décembre 1790). L'Autriche, au bord du précipice à la mort de Joseph II, se ressaisit, grâce au génie politique de Léopold II et se montra capable de jouer pendant plus d'un siècle un rôle de premier ordre. Mais le problème vital de l'Autriche, celui de l'unification intérieure, que Joseph II eut le courage d'attaquer de front, ne fut pas résolu; il ne fut qu'écarté. L'historien eut raison de dire que le jour où l'on croira avoir résolu la question d'Orient, « l'Europe verra se poser inévitablement la question d'Autriche » ²⁾.

La Russie refusa dédaigneusement l'invitation de l'Angleterre et de la Prusse de conclure la paix sur la base du *statu*

¹⁾ Lodge, *ouvr. et lieu cité*, pp. 335—336.

²⁾ Sorel, *La question d'Orient*, pp. 280.

quo et continua seule la guerre pendant un an et demi. A la fin de 1790, elle infligea aux Turcs une série de défaites retentissantes. Kilia, Tulcea et Isacea furent enlevées de vive force, en quelques jours, malgré l'héroïsme de leur garnison. Le 22 décembre, Souvorof prit d'assaut Ismaïl et passa toute la garnison, plus de 20.000 hommes, au fil de l'épée ¹⁾. Même succès en Asie et sur la mer Noire. L'année suivante, Galitzyne et Koutousof firent plusieurs incursions au-delà du Danube jusqu'à Babadagh, tandis que Repnine remportait à Măcin une brillante victoire sur Ali-Pacha, séraskier de Roumélie ²⁾. En Asie, après avoir chassé les Turcs du Kouban, les Russes prirent Anapa (3 juillet). Sur la mer Noire, la flotte d'Otschakof écrasa la flotte turque et poursuivit ses débris jusqu'à l'entrée du Bosphore ³⁾. Mais, malgré ces succès, il ne pouvait plus être question des plans grandioses de Potemkine. Les événements de Pologne et de France, et l'attitude de la Triplice devenaient de plus en plus inquiétants. Au mois de mars 1791, Pitt avait demandé au parlement des crédits pour une expédition dans la Baltique. L'opinion s'y était, il est vrai, montrée hostile, mais la Russie comprit tout de même qu'il n'était pas prudent de pousser les choses plus loin ⁴⁾. D'autre part, la Turquie se sentant, après tant de revers, lasse de la guerre, écouta les suggestions de Ludolf et de Bouligny, ministres de Naples et d'Espagne, et autorisa le grand-vizir à signer avec le prince Repnine les préliminaires de Galatz (11 août 1791), qui, le 9 janvier 1792, furent confirmés à Jassy ⁵⁾.

La paix de Jassy confirmait les traités précédents et établissait sur le Dniester la frontière entre les deux Empires. La Porte recouvrait la Moldavie et la Valachie avec toutes leurs forteresses, mais s'engageait à respecter les privilèges de ces provinces et à laisser à leurs habitants la liberté d'émigrer avec

¹⁾ Dépêche de Ludolf, 18 janvier 1791. — Zinkeisen, VI, pp. 801—803.

²⁾ Voir aux documents, la *Relazione della battaglia seguita a Matcin il 10 Luglio 1791*. — Hurmuzaki, *Suppl.* I^o, p. 101.

³⁾ Eton, *Tableau*, I, p. 122.

⁴⁾ Lodge, *ouvr. et lieu cités*.

⁵⁾ Zinkeisen, VI, pp. 836—846.

leurs familles, en l'espace de quatorze mois, liberté dont les Moldaves usèrent largement pour aller peupler les plaines de l'Ukraine. Elle promettait en outre de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre le khan de Géorgie, de réprimer les incursions des Tartares du Kouban en territoire russe et de garantir le commerce russe contre les attaques des corsaires africains ¹⁾).

Ces résultats sont assurément médiocres, si on les compare aux buts poursuivis et aux sacrifices dont ils furent payés. La Russie dut renoncer non seulement à l'Empire grec, mais encore à l'État-tampon, formé de la Valachie et de la Moldavie, et destiné au grand-duc Constantin ou à Potemkine ²⁾. C'est que, malgré l'alliance autrichienne, la situation générale fut moins favorable à 1791 que vingt ans auparavant aux projets de démembrement de la Turquie. L'Angleterre qui, pendant la première guerre russo-turque, avait rendu de si grands services à la Russie, commençait à comprendre que le maintien de l'Empire ottoman convenait mieux à ses intérêts. La triple alliance, favorisée sinon suscitée par la politique autrichienne dans les Pays-Bas, augmenta considérablement les embarras de la Russie en Turquie, en Pologne et en Suède, détermina la défection de l'Autriche, et finit par lui imposer la paix. Ainsi l'alliance autrichienne, loin de conduire au démembrement de l'Empire ottoman, suscita des difficultés internationales qui, la Révolution française aidant, sauvèrent la Turquie. Mais si décevante qu'elle eût été pour l'ambition russe, la paix de Jassy constitue un accroissement considérable de la puissance et du prestige russes. Tandis que l'Autriche ne put récupérer les pertes de la paix de Belgrade, la Russie compléta, par l'annexion d'Otschakof, son unité territoriale et établit d'une façon incontestable sa supériorité sur l'Autriche.

¹⁾ Noradounghian, *Recueil d'actes internationaux de la Porte ottomane*. vol. II, pp. 16—21.

²⁾ R. Howard Lord, *The second partition of Poland*, 185—188.

CHAPITRE IV

LA QUESTION D'ORIENT PENDANT LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE (1792—1815)

Pendant la Révolution française, la question d'Orient subit une évolution capitale. Sans doute, les combinaisons diplomatiques des grandes puissances restent encore les facteurs déterminants de la question, mais l'éveil des nations chrétiennes sujettes de la Porte s'annonce déjà comme une force qui s'impose et qui finira par triompher des intrigues des chancelleries. L'insurrection serbe est la première manifestation de cette force qui, au début, ne semblait destinée qu'à fournir aux grandes puissances un nouveau moyen d'action et un nouveau motif d'intervention. A l'attraction qu'au siècle précédent la Russie avait exercée sur ses coreligionnaires de l'Empire ottoman, se substitue l'effervescence nationale entretenue par la France. Elle finira par élever une barrière entre l'Empire ottoman et la Russie. Ce mouvement ne produira ses dernières conséquences qu'au cours du XIX^e siècle, mais son origine remonte à la Révolution française et il explique la faveur croissante qu'acquerra la France auprès des nations chrétiennes de la Péninsule balkanique.

En outre, les protagonistes du drame oriental ne sont plus tout à fait les mêmes, et ils ne jouent plus le même rôle. La Prusse qui, pendant les deux dernières guerres d'Orient, était intervenue d'une façon décisive dans les négociations diplomatiques, n'est plus que « la première des puissances de second ordre ». S'apercevant que l'étendue et les ressources de ce pays n'étaient pas proportionnées à ses ambitions, les diplomates étrangers ne le confondent plus avec le monarque génial qui avait fait sa fortune et sa gloire. Avec Frédéric II, dit

Talleyrand, « le règne des grandes choses a fini pour le pays auquel il fit prendre rang parmi les puissances »¹⁾). L'Autriche, trop absorbée par sa lutte contre la Révolution française qui menace son hégémonie en Allemagne et en Italie, ne peut pas songer à une politique orientale indépendante. Tout au plus cherchera-t-elle à ménager l'avenir et à empêcher que l'éroulement éventuel de l'Empire ottoman procure à ses voisins un accroissement de territoire et de puissance. Le principe essentiel de sa politique sera de n'intervenir dans les affaires orientales que dans le cas où l'agrandissement d'autres puissances l'obligerait à réclamer des compensations et à rétablir l'équilibre.

L'éroulement de la Prusse et l'effacement de l'Autriche laissent libre jeu aux autres puissances, la Russie, la France et l'Angleterre qui, tour à tour, occuperont le devant de la scène. Mais combien leur rôle va changer ! Le plus ferme soutien de l'Empire ottoman, le champion de son intégrité, ne sera plus la France, mais l'Angleterre. Afin de commander en toute sécurité les routes de l'Inde, l'Angleterre s'efforcera d'écarter de la Méditerranée orientale toute puissance qui, directement ou indirectement, tenterait de substituer sa souveraineté ou son influence à l'autorité défaillante et accommodante du sultan. Toute puissance qui aspirera à l'hégémonie de ces contrées se heurtera désormais à la résistance de l'Angleterre. Napoléon y brisera sa fortune et la Russie son rêve de domination en Orient. L'antagonisme anglo-russe, manifesté déjà au cours de la dernière guerre russo-turque, ne cessera de s'accroître au XIX^e siècle et finira par arrêter définitivement l'expansion de la Russie dans la direction de Constantinople.

Devant les obstacles auxquels se heurte son ambition, la Russie de Paul I^{er} renoncera momentanément à la politique d'agression et lui substituera la politique d'influence. L'expédition d'Égypte, jetant la Turquie dans les bras de la Russie, facilitera ce revirement et permettra à celle-ci d'établir un véritable protectorat sur la Turquie. Pour quelques années tout au moins, la Russie obtiendra par la persuasion ce qu'elle

¹⁾ Talleyrand à Napoléon, 17 août 1805, dans Sturza, *Acte și fragmente*, Vol. I^{er}, p. 437.

n'avait pu arracher à la Turquie par les armes. Elle fera passer ses vaisseaux de guerre par les Détroits, étendra son influence sur les îles de l'Archipel, occupera Corfou et s'installera dans la Méditerranée centrale. Mais cette bonne fortune sera de courte durée. Les victoires de Napoléon sur les puissances allemandes et sur la Russie encourageront la Porte à retirer ses concessions et obligeront Alexandre I^{er} à reprendre vis-à-vis de la Turquie la politique de conquête et de partage.

La politique orientale de la France ne subira pas, durant la Révolution française, une évolution moins notable. Aux prises avec la vieille Europe, les hommes de la Révolution reprendront à leur profit la politique orientale de la monarchie et s'efforceront, afin de prendre l'Autriche et la Prusse à revers, de mettre en mouvement la Suède, la Pologne et la Turquie, ces auxiliaires traditionnelles de la France. Mais comme la Révolution, pour entraîner ces pays, avait ajouté aux vieux arguments de la diplomatie royale un élément nouveau, l'appel au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à se gouverner eux-mêmes, l'attitude de la France en face de la question d'Orient se trouvera peu à peu profondément chang e. La propagande révolutionnaire rencontrera une telle faveur parmi les sujets chretiens de la Porte ¹⁾ que la diplomatie française se verra obligée d'abandonner le dogme de l'intégrité de l'Empire ottoman et d'admettre en principe la conséquence inéluctable de sa nouvelle doctrine: le démembrement de cet Empire. La croyance universellement répandue que la Turquie ne survivrait plus à la crise révolutionnaire favorisera cette évolution et obligera la France à adapter à cette éventualité sa politique orientale. L'idée d'acquérir l'Égypte, « cette superbe colonie », est dans la logique de cette évolution. Devenu Empereur, Napoléon verra surtout dans la question d'Orient « un moyen de diversion et de transaction » ²⁾, le moyen de dissoudre la coalition de ses ennemis et de gagner la grande alliance qui lui permette d'imposer la paix à l'Angleterre.

¹⁾ Hurmuzaki, *Suppl.* I^o, p. 93. « A Bucarest, presque tous les négociants de Ianina et de l'Albanie sont des sans-culottes ».

²⁾ A. Vandal, *Napoléon et Alexandre I^{er}*, vol., Paris, 1906, Vol. I, p. 3.

Telles seraient, abstraction faite des innombrables détours et retours imposés par la nécessité du moment, les grandes lignes de l'évolution de la question d'Orient depuis la paix de Jassy jusqu'au congrès de Vienne. La lutte gigantesque déchaînée par Napoléon, mettant en question l'existence même des plus anciens et des plus solides États européens, domina sans doute la question d'Orient qui, pendant tout le XVIII^e siècle, avait été la grande affaire de l'Europe, mais elle lui donna une ampleur et une importance inconnues jusqu'alors. Une étroite connexion s'établit dès le début entre la Révolution et les affaires orientales. La guerre d'Orient empêcha les puissances étrangères d'intervenir en faveur de Louis XVI et de prévenir les complications européennes de la Révolution. Elle avait détourné l'attention de Catherine II de la Pologne et avait permis aux patriotes polonais de remédier, par la réforme du 3 mai 1791, aux défauts les plus graves de la constitution de leur pays. D'autre part, la Révolution française et le réveil de la Pologne, inquiétant l'Autriche et la Russie, contribuèrent à dégager le front oriental et à sauver l'Empire ottoman.

Les exigences d'une guerre sans merci contre une coalition dont faisaient partie la Russie, l'Autriche et la Prusse, la doctrine révolutionnaire en faveur des peuples opprimés et, enfin, la tradition de la politique nationale consistant à voir dans l'amitié de la Suède, de la Pologne et de la Turquie un gage de sécurité pour la France, — tout devait contribuer à pousser les hommes de la Révolution à chercher une diversion en Orient et à mettre en mouvement les auxiliaires traditionnels de la France. L'idée de la nécessité et de l'efficacité d'une alliance avec les puissances secondaires de l'est était si ancrée dans l'esprit des chefs révolutionnaires, ayant subi l'influence des idées de Favier, que, depuis Dumouriez à Tallyrand, tous ceux qui s'étaient succédés au ministère des affaires étrangères y eurent recours. Lebrun fut le partisan le plus convaincu de cette politique. Comme Dumouriez, il se préoccupa vivement, d'une part, de limiter les hostilités et de concilier à son pays l'amitié des neutres, et, de l'autre, de

se servir de la Turquie et de la Suède comme d'un appoint dans les combinaisons de la diplomatie française. Après l'échec de la tentative des Girondins pour gagner l'amitié de la Prusse, il fit de l'alliance avec ces deux puissances le pivot de sa politique. Il était persuadé qu'une attaque turque contre la Russie obligerait celle-ci à évacuer la Pologne et permettrait aux Polonais de se tourner contre les Russes, en sorte que les Turcs ayant d'abord secouru les Polonais, « les Polonais paraîtraient à leur tour pour secourir les Turcs »¹⁾. Un comité polonais devait établir, à Paris, de concert avec le gouvernement français, les moyens de provoquer et d'organiser l'insurrection. La Suède devait envahir la Finlande, attaquer la Russie sur la Baltique et, si possible, la Prusse en Poméranie. De son côté, la France promettait d'attaquer la Prusse dans ses États de Westphalie et de garder ses conquêtes afin d'obliger la Cour de Berlin à rendre ses possessions polonaises. Lebrun eut même l'idée de soulever les Tartares du Kouban et les Cosaques du Don, et de susciter en Russie un nouveau Pougatschef²⁾.

Les victoires éclatantes qui suivirent Valmy modifièrent radicalement les directives de la politique française. A la guerre de défense, les chefs révolutionnaires substituèrent la croisade révolutionnaire et la guerre de conquête. L'échec des négociations entamées avec la Prusse et l'Autriche, la nécessité d'employer les troupes levées pour la défense nationale et la crainte des généraux dont le retour aurait augmenté les embarras du gouvernement, poussaient la Convention à continuer la guerre. Grisée par le succès, la France se laissa entraîner dans une politique de conquête. Elle occupa la Belgique, le Rhin moyen, la Savoie et le comté de Nice. Mais ces conquêtes coûtaient cher et la France s'aperçut vite qu'elle n'était pas assez riche pour « affranchir gratuitement les nations ». La nécessité de faire vivre l'armée amena le commandement militaire à s'ériger en pouvoir révolutionnaire et à

¹⁾ Lettre de Lebrun à Descorches, 4 mars 1793, dans Marcère, *Une ambassade à Constantinople. La politique orientale de la Révolution française*, 2 vol., Paris, 1927, I, pp. 79—81.

²⁾ *Ibidem*.

l'exercer au profit de la France. Pour nourrir l'armée, il imposa des contributions, substitua aux anciennes autorités de nouvelles administrations et décréta l'abolition des droits féodaux. Or, selon la juste remarque de Lassource, « donner des lois, c'est conquérir »¹⁾).

D'autre part, ceux des habitants des pays conquis qui s'étaient compromis avec les autorités d'occupation et qui craignaient le retour des « despotes » dépossédés, poussaient énergiquement à l'annexion: l'appel à la révolte impliquait le devoir de protection. La Convention le sentit et le 19 novembre 1792 elle décréta « qu'elle accorderait fraternité et secours à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté »²⁾. Ce décret faisait de la Convention, selon le mot de Danton, « un grand comité d'insurrection générale des peuples contre tous les rois de l'univers »³⁾. De la propagande révolutionnaire conçue comme un moyen de défense, la Révolution devait nécessairement passer à la politique d'annexion qui trouva son expression et sa justification dans la théorie des frontières naturelles. Effectivement, dans l'hiver de 1792—1793, la Convention fit voter, par des simulacres d'assemblées populaires, la réunion à la France de la Savoie, de la Belgique, de la rive gauche du Rhin et du comté de Nice. De plus, elle rêvait d'affranchir la Pologne où les succès de ses armes avaient suscité de grandes manifestations de sympathie pour la France. Valmy et Jemmapes offrirent aux Polonais l'exemple fascinant d'une nation libre se défendant avec succès contre une ligue de despotes. « Les principes jacobins et ceux du 3 mai font de terribles progrès », écrit Félix Potocki à Catherine II⁴⁾.

L'exécution de ces projets dépendait en premier lieu du succès des armes, et au printemps de 1793 la République française éprouva une série de terribles revers: défaite de Neerwinden (18 mars), arrêt brusque de l'expédition de

¹⁾ Mathiez, *La Révolution française*, 3 vol. (Coll. A. Colin), Paris, 1927, vol. II, p. 156.

²⁾ E. Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, 3 vol., Paris, 1920, vol. II, p. 83.

³⁾ A. Mathiez, *Ouvr. cité*, II, p. 155.

⁴⁾ R. Howard Lord, *The second partition of Poland*, Cambridge, 1915, p. 385.

Hollande, évacuation précipitée de la Belgique, trahison de Dumouriez (4 avril), insurrection vendéenne et agitation fédéraliste. La France était menacée d'être précipitée dans le gouffre de l'anarchie et d'être de nouveau envahie. Devant ce double danger, le premier Comité de Salut public abandonna « la diplomatie du canon » et les rêves de révolution universelle, et concentra tous ses efforts pour défendre l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays. Pour diviser ses ennemis et pour conquérir la paix, il dut s'adapter aux usages et aux méthodes de ses adversaires et jeter par dessus bord ses doctrines révolutionnaires. Si une diversion du côté de la Turquie restait souhaitable, l'abandon de la Pologne à la convoitise de ses voisins, avec les chances de dissensions et de conflits qu'il comportait, apparaîait comme une condition de salut ¹). Aussi les encouragements qu'elle continue de prodiguer aux Polonais et la pression qu'elle exerce sur la Turquie pour la faire intervenir en faveur de la Pologne ne sont-ils que des expédients. Leur but est simplement d'inquiéter les puissances copartageantes et de détourner leur attention des événements de France. Au moment où la Russie et la Prusse annonçaient le second partage, le gouvernement français abandonnait la Pologne ²). Sa justification fut qu'en agissant autrement, la France se serait perdue sans sauver la Pologne.

La question d'Orient subit tous les contre-coups de ces événements. L'influence des événements de Pologne et de France sur la dernière guerre et sur l'issue des négociations de la paix n'avait pas échappé à la Porte. Après la signature de la paix, elle se mit à suivre plus attentivement les efforts des patriotes polonais et à envisager les moyens de les soutenir; elle éprouvait aussi une sympathie non dissimulée pour ce gouvernement révolutionnaire qui parlait de resserrer les liens entre la France et la Turquie et qui combattait victorieusement l'Autriche. Aussi les membres de la colonie française purent-ils

¹) A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, III, p. 380 et suiv. A. Aulard, *La diplomatie du premier Comité du Salut public*, dans ses « Études et Leçons sur la Révolution française », 3-e série. Paris 1893—1913.

²) R. H. Lord, *ouvr. cité*, p. 451.

former librement des clubs jacobins, coiffer le bonnet rouge et chanter le « Ça ira » dans les rues de Constantinople ¹⁾.

Les intrigues des puissances étrangères et les dissensions de la colonie française allaient bientôt changer ces dispositions. La défection du comte de Choiseul-Gouffier, ambassadeur en charge, précipita la crise.

Jusqu'à la fuite à Varennes son loyalisme fut au-dessus de tout reproche. Il avait adressé au président de l'Assemblée nationale une lettre qui obtint les honneurs de l'insertion et d'une mention spéciale. Les membres de l'ambassade prêtèrent serment de fidélité à la nouvelle constitution. Mais après le divorce de la royauté et de la Révolution, une scission se produisit entre les Français résidant à Constantinople. Répudiant la constitution « cadavérisée » que les révolutionnaires auraient été les premiers à violer, le comte de Choiseul, suivi de la plupart de ses agents diplomatiques et consulaires, passa au camp contre-révolutionnaire, tandis qu'une partie des négociants prit fait et cause pour la Révolution. Les jeunes de langue eux-mêmes suivirent l'ambassadeur. Les Lazaristes, appelés par le comte de St. Priest à la direction des établissements fondés par les Jésuites, passèrent sous la protection de l'Autriche. Ces défections désorganisèrent complètement les services de l'Ambassade. Pour remédier à cette situation, l'assemblée de la Nation, après avoir, dans sa séance du 8 septembre 1792, accusé de trahison le comte de Choiseul, nomma des députés pour la représenter auprès de la Porte et plaça à leur tête comme chef provisoire Antoine Fonton, ancien premier drogman. Vieux et infirme, Fonton ne fut pas de taille à lutter contre les difficultés de la situation. Le parti hostile à la France prit le dessus dans le Divan, et Sémonville, désigné en juin 1792 pour remplacer le comte de Choiseul, ne fut pas reçu par la Porte. Son successeur, Marie-Louis-Henri de Descorches, ci-devant marquis de Sainte-Croix, après avoir été retenu pendant deux mois et demi à Travnik, résidence du pacha de Bosnie, ne fut admis à Constantinople qu'à condition de ne

¹⁾ Hurmuzaki, *Suppl.* I², pp. 127—128.

pas révéler sa qualité et de ne pas descendre au palais de l'Ambassade (juin 1793)¹⁾.

Les instructions de Descorches, reproduction exacte de celles qui avaient été destinées à Sémonville, constituent une tentative curieuse pour adapter à la situation créée par la Révolution le vieux système politique de la France. Descorches devait, d'une part, expliquer à la Porte le véritable caractère de la Révolution française, rétablir la confiance entre les deux pays et déjouer les intrigues des coalisés, d'autre part, et c'était là le principal but de sa mission, il devait amener les Turcs à déclarer la guerre et à la commencer immédiatement, afin d'obliger l'Autriche à dégarnir le front rhénan et la Russie à évacuer la Pologne. Le couronnement de ses efforts devait être la conclusion d'un traité d'alliance qui rendrait à la France sa situation privilégiée en Orient et qui permettrait à la Turquie de réparer les conséquences de ses dernières défaites²⁾.

En butte aux intrigues des missions étrangères et aux dénonciations des agents chargés de le surveiller, dépourvu d'argent et simplement toléré par la Porte, Descorches fut longtemps sans même pouvoir s'aboucher avec les ministres ottomans. Mais après les succès de la campagne de 1794, il fut peu à peu admis à des conférences, d'abord officieuses et secrètes, plus tard officielles et publiques, et il réussit à renouer les relations avec la Turquie et à déjouer les intrigues des ennemis de la République. Mais il ne parvint pas à atteindre l'objet principal de sa mission, la conclusion d'un traité d'alliance. A toutes ses ouvertures, la Porte répondait invariablement que contracter l'alliance, c'était provoquer une guerre pour laquelle Turquie n'était pas encore préparée. Mais si les efforts de Descorches n'aboutirent pas à des résultats décisifs, du moins ont-ils levé les obstacles et frayé la route à ses successeurs³⁾.

¹⁾ Marcère, *ouvr. cité*, I, pp. 30—38. — Cf. L. Pingaud, *Choiseul-Gouffier. La France en Orient sous Louis XVI*, Paris, 1887.

²⁾ Marcère, *ouvr. cité*, I, pp. 64—65.—G. Grosjean, *La mission de Sémonville à Constantinople* in « La Révolution française » (1887), pp. 888—921.

³⁾ Talleyrand à Descorches, 15 fructidor an VII (1799), Marcère, II, 309.

Toutefois la cause principale du rappel de Descorches n'est pas due à l'échec de sa mission, mais au changement d'orientation de la politique française. Descorches avait été l'homme du Comité de Salut public et de Robespierre. Ses moyens d'action avaient été ceux des Jacobins fanatiques et doctrinaires. Constantinople garda longtemps le souvenir de ce ministre extravagant qui, vêtu d'une pelisse et coiffé d'un turban, haragnait le public des cafés¹⁾. Après le 9 thermidor, l'alliance ottomane avait perdu de son intérêt. Les victoires de 1794 et le rapprochement avec la Prusse l'avaient rendue superflue. Le gouvernement français désirait en outre rétablir la concorde parmi les membres de la colonie française et pour cela il fallait un homme nouveau.

Le 14 avril, Verninac fit son entrée à Constantinople « précédé, dit-il, de la renommée des victoires républicaines »; le 26, il fut reçu par le sultan en audience publique. La paix de Bâle fournit à la Porte l'occasion de reconnaître la République française et de permettre à Verninac de placer les armes de la République sur la porte du Palais de l'Ambassade²⁾. Si Verninac avait repris les négociations de son prédécesseur pour la conclusion d'un traité d'alliance, il n'aurait pas rencontré de difficultés. Mais ses instructions lui défendaient d'engager le gouvernement français par un acte écrit. Il devait se borner à combattre la timidité de la Porte et à sauvegarder les intérêts du commerce français. Son projet d'une quadruple alliance (France, Prusse, Pologne, Turquie) se heurta à l'opposition du ministre de Prusse³⁾. De plus, il indisposa la Porte par ses brusqueries et ses intrigues maladroites. Rappelé, il ne laissa derrière lui qu'« une traînée de diffamation et de mépris »⁴⁾.

Le Directoire lui donna pour successeur le ministre de la guerre, Aubert-Dubayet (octobre 1796—décembre 1797) et le fit accompagner d'une nombreuse mission militaire. Ce choix

1) Iorga, V, p. 112.

2) Marcère, *ouvr. cité*, II, pp. 247—249.

3) Iorga, V, p. 112.

4) Lettre de Stamaty à Descorches, 3 nivose an IV, in Marcère, *ouvr. cité*, vol. II, p. 286. — Hurmuzaki, *Suppl.* I², p. 161.

marquait le désir du gouvernement français d'inaugurer, en vue de la prochaine offensive contre l'Autriche une politique plus active en Turquie. Ne pouvant envoyer des secours directs aux Turcs, la France entreprit de leur apprendre à se servir de leurs propres moyens, c'est-à-dire de les aider à reconstituer leur flotte, à établir des ateliers et des fonderies, à perfectionner leur armement et à créer une artillerie légère. Plusieurs officiers et ingénieurs français étaient déjà venus, après la paix de Jassy, se mettre au service de la Porte. Le général Aubert-Dubayet devait organiser ces efforts en dirigeant personnellement l'oeuvre de réorganisation de l'armée ottomane. Comme il s'était distingué au siège de Mayence et qu'il unissait la fermeté à la prudence, il exerça une grande influence sur la Porte. Sous son impulsion, le gouvernement ottoman créa un escadron de cavalerie exercé à la française, un corps de canoniers et un bataillon d'infanterie armé de fusils français. Les fonderies et les poudreries de l'État furent doublées, et on y travaillait nuit et jour. Les constructions neuves furent poussées avec ardeur dans les chantiers de Smyrne, de Constantinople et de Galatz ¹⁾. Sous la direction d'habiles professeurs français et italiens, des écoles publiques furent fondées pour la formation des ingénieurs, des officiers et des marins. Constantin Ypsilanti traduisit en turc le « Traité de l'attaque et de la défense des places » de Vauban ²⁾. Enfin, reconnaissant les dangers de l'isolement, la Porte décida d'accréditer des ambassadeurs permanents auprès des principales Cours de l'Europe. Malheureusement, il y avait beaucoup de précipitation et de désordre dans cette activité, et des observateurs judicieux et compétents, comme Knobelsdorf, craignaient à bon droit que tout cet effort ne fût ni efficace ni durable. Mounier eut beau fortifier le canal et garnir de trois cents bouches à feu les forteresses des Détroits; en 1807 l'escadre anglaise trouvera la capitale découverte. Pas plus que ses prédécesseurs, Sélim III ne fut en état de changer les moeurs et les préjugés de son peuple. Ses tentatives de réforme n'eurent pas plus de résultat que celles de ses prédécesseurs. Les forces d'opposition et de

¹⁾ Hurmuzaki, *Suppl.* I², pp. 91—100, 202. — Dépêche de Ludolf du 10 déc. 1795

²⁾ Iorga, *Acte și fragmente*, II, 356.

dissolution, loin de diminuer, s'accrurent et le sultan réformateur paya de sa tête la faute d'en avoir méconnu l'importance ¹⁾).

L'anarchie qui sévissait dans les provinces frontières s'aggrava et gagna les environs mêmes de Constantinople. Les provinces n'obéissaient plus à la capitale ²⁾. Ruinées et dépeuplées, les Principautés Danubiennes, « étaient depuis longtemps bien plus russes que turques » ³⁾. S'engageant, par le hattî-shérif de 1802, à fixer à sept ans la charge des hospodars et à ne les déposer, avant l'expiration de ce terme, que pour crime de haute trahison et après entente avec la Russie, la Porte renonça pratiquement à sa suzeraineté sur ces provinces ⁴⁾. En Europe, comme en Asie, l'indépendance des pachas n'avait cessé de faire des progrès. Cumulant les attributions judiciaires, financières et militaires de leurs provinces, ils firent servir ces forces à leur propre agrandissement et à faire la guerre à leurs voisins. Les tributs ne rentraient plus, en sorte que les revenus du trésor furent réduits à la capitation payée par les rayas, au produit des douanes et aux successions des employés de l'État ⁵⁾. En Asie, Kadi-Pacha de Karamanie ne tenait au sultan que par un lien d'amitié. Djezzar-Pacha resta jusqu'à sa mort (1804) le maître incontesté de la Syrie et de la Palestine. Mehemet-Ali était en passe de fonder sa fortune en Égypte et s'annonçait déjà comme un redoutable rival des sultans de Constantinople. Enfin, l'agitation wahabite menaçait de rompre l'unique lien véritable qui unissait encore les différentes parties de l'Empire : l'unité religieuse. En Europe, le

¹⁾ « Sultan Sélim, homme éclairé et convaincu de la nécessité de modifier la Constitution de l'État, entreprit, avec trop de légèreté, des changements, qui, en blessant la religion et les usages, indisposèrent la nation et surtout les ulémas et les janissaires ». (Rapport de Sébastiani à l'Empereur Napoléon, 12 juillet 1808, in Sturza, I², p. 894).

²⁾ « Le Sultan et le mufti n'exercent leur faible autorité que dans Constantinople et dans une petite partie de la Bithynie. Les provinces sont mécontentes, la cour est dans le mépris, le gouvernement est dans une véritable agonie ». (*Ibid.*, p. 896).

³⁾ Metternich, *Mémoires*, II, p. 367. — Sturza, I², p. 944. — Dépêche de Ludolf du 23 septembre 1802.

⁴⁾ Doc. no. CCXLIV.

⁵⁾ Rapport de Sébastiani, dans Sturza, I², p. 894.

réveil des nations chrétiennes présenta, dès le début, un aspect inquiétant parce que ce mouvement se greffa sur la tendance des pachas à se rendre indépendants. La Bulgarie sous Osman Pasvan-Oglou, l'Épire et l'Albanie sous Ali Pacha de Ianina ne relevaient plus que nominalement de la Porte ¹⁾. Maître de la forteresse de Widdin, Pasvan, résista pendant huit mois à l'armée régulière, commandée par le capitán-pacha en personne, l'obligea à lever le siège et s'en alla jusqu'à Andrinople imposer ses conditions au sultan (1798). A partir de ce moment, il agit en souverain indépendant. Il leva des troupes, frappa monnaie à son coin, perçut des taxes et envoya des ambassadeurs à Paris.—Pacha de Ianina depuis 1788, Ali régna par la terreur sur toute la Grèce septentrionale. L'extermination des Souliotes (1803) et la tragique aventure de dix-sept jeunes femmes de Ianina, noyées sur son ordre dans le lac pour avoir cédé à ses fils, entourèrent son nom d'une auréole sinistre dont la légende ne manqua pas de s'emparer. Le Monténégro, où l'autorité du sultan ne s'exerça jamais réellement, obtint en 1799 un firman reconnaissant que « jamais les Monténégrins n'avaient été sujets de la Sublime Porte » ²⁾. Au contact des Vénitiens, des Autrichiens et des Russes et sous l'influence des idées d'indépendance répandues par la Révolution française, les Grecs, les Serbes et les Roumains se montrèrent de plus en plus impatients de la domination ottomane. L'autorité exercée par Venise sur la Morée et les îles, la domination autrichienne en Olténie et en Serbie, le protectorat russe sur les Principautés Danubiennes révélèrent à ces provinces une administration, tracassière et avide sans doute, mais incontestablement supérieure à celle des Turcs et préparèrent les esprits pour l'indépendance nationale. La république des Sept-Îles fut une concession faite par les Russes et les Turcs au sentiment national et aux idées de la Révolution française. Les chefs de l'insurrection serbe furent, pour la plupart, d'anciens officiers autrichiens. Les Grecs des îles, enrichis

¹⁾ Iorga, V, pp. 100—123 — Zinkeisen, VII, pp. 289—318. — Marcère, *ouvr. cité* II. *passim*.

²⁾ Driault, *Lapolitique orientale de Napoléon*, p. 51. — Miller, *The Ottoman Empire and its sucesors*, p. 23.

pendant la Révolution française, s'en vont de plus en plus nombreux à l'étranger, où ils connaissent des pays mieux administrés que le leur; de retour chez eux, ils se font les propagandistes les plus actifs de l'idée d'indépendance et de réformes. Partout, la littérature naissante se met au service de l'idée nationale et s'applique à donner une même conscience à ceux qui parlent la même langue. Par Constantin Stamati, par Coray et par Rhigas, auteur de la *Marseillaise* des Grecs, ceux-ci restèrent en contact permanent avec le Paris de la Révolution et des idées novatrices¹). Napoléon cultiva soigneusement ces dispositions dont il pensait tirer profit. Ses agents couvrirent l'Orient: Mériage à Widdin, Parant, Joubert, Reinhardt, St. Luce, Gaudin, St. Cyr dans les Principautés Danubiennes²). Cette effervescence nationale renforça en Occident l'idée que le bassin oriental de la Méditerranée échapperait bientôt à la domination ottomane et ce fut pour prendre les devants que Bonaparte entreprit l'expédition d'Égypte.

La guerre d'Italie ne fut dans l'esprit du Directoire qu'un moyen d'obtenir, par des victoires décisives sur l'Autriche, la Belgique et la rive gauche du Rhin. Les maîtres du pouvoir sentaient clairement que, pour s'imposer aux Français, la République devait compléter l'œuvre des rois par la conquête des frontières naturelles et par l'affermissement de l'influence française en Allemagne. La réalisation de ce programme était la raison d'être du Directoire. Devant l'Europe, cette politique était justifiée d'avance par les agrandissements de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, qui «avaient pris dans le système de l'Europe un équivalent anticipé de ce que la France obtiendrait »³).

Le traité de Bâle laissait espérer à la France la frontière du Rhin; la campagne d'Italie devait forcer l'assentiment de l'Autriche. Mais l'Italie conquise ouvrit aux armées victorieuses des perspectives plus lointaines. La conquête de Venise «entraînait la possession de ses établissements du Levant »

1) Iorga, *Histoire des États balkaniques*, p. 114.

2) Hurmuzaki, *Suppl.* I^a, *passim*.

3) Em. Bourgeois, *ouvr. cité*, II, p. 169.

et la reprise de sa politique orientale ¹). L'établissement de l'hégémonie française sur la Méditerranée orientale apparaît alors comme une possibilité immédiate et presque comme un devoir. C'est pourquoi, à la paix de Campo-Formio (17 oct. 1797), la France se réserva, outre la Belgique et la Lombardie, les places fortes d'Albanie situées au sud du golfe de Ludrino (Butrinto, Larta, Vonitza) et les îles Ioniennes (Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo et les autres îles en dépendant), déjà occupées ²). Ces possessions conféraient à la France une position dominante, tant au point de vue commercial que militaire, dans la Méditerranée centrale. Le général Bonaparte, auteur de cet arrangement, en comprit toute l'importance ³). Établie au flanc de l'Empire ottoman, la France pouvait à tout moment intervenir efficacement dans le règlement de la question d'Orient. L'opinion universellement admise que l'Empire ottoman ne survivrait pas à la tourmente révolutionnaire justifiait assez cette précaution pour que le gouvernement ne la désapprouvât pas. La France avait dans le Levant des intérêts de premier ordre: toute la prospérité du Midi dépendait du sort réservé à l'Empire ottoman. Ainsi la conquête de l'Italie qui ne devait être qu'un moyen d'échange, devint-elle, par le développement fatal des événements, une étape pour de nouvelles entreprises. L'expédition d'Égypte s'y rattacha directement.

La Porte se résigna d'autant plus facilement à l'occupation des îles Ioniennes par la France qu'un danger plus imminent semblait la menacer du côté de l'Autriche. Le traité de Campo-Formio céda en effet à celle-ci, en dédommagement de la Belgique abandonnée à la France, la terre ferme vénitienne, la Dalmatie et l'Istrie. C'était ouvrir aux ambitions autrichiennes la route de l'Adriatique, vers laquelle elle avait tendu depuis le XVI^e siècle, et la mettre en mesure de reprendre ses conquêtes dans la péninsule des Balkans. La Porte vit en outre

¹) Em. Bourgeois, *ouvr. cité*, II, p. 165.

²) P. Pisani, *L'expédition russo-turque aux îles Ioniennes, en 1798—1799*, in « *Revue d'histoire diplomatique* », 1888, p. 191. — Cf. E. Rodocanachi, *Bonaparte et les îles Ioniennes (1797—1816)*, Paris, 1899.

³) Zinkeisen, VII, pp. 16—17, 25.

dans le partage des possessions vénitienes entre la France et l'Autriche l'indice de plus vastes desseins aux dépens de l'Empire ottoman. Elle s'alarme et fit de grands préparatifs militaires. Cependant le général Aubert-Dubayet parvint à rassurer la Porte sur les intentions de la France et à tourner contre l'Autriche tout le ressentiment des Ottomans. Il obtint même 50.000 piastres pour la solde et l'approvisionnement des troupes d'occupation ¹⁾.

L'expédition d'Égypte compromet brusquement ces résultats et jeta la Turquie dans les bras de l'Angleterre et de la Russie.

Si l'ambition de Bonaparte et le désir du Directoire d'éloigner un général trop populaire furent incontestablement pour quelque chose dans la décision de cette entreprise téméraire et malheureuse, elle fut préparée et facilitée par les relations traditionnelles de la France avec l'Orient et par les nécessités du commerce français. La conquête du bassin oriental de la Méditerranée, « ce rêve qui depuis la croisade hante l'imagination française »²⁾, et le maintien de l'hégémonie commerciale de la France dans le Levant préoccupent d'autant plus vivement le gouvernement que l'industrie française ne peut plus écouler ses produits. Barrère exprime le sentiment de la majorité de la Convention, lorsqu'il proclame, le 3 janvier 1794, que « la Méditerranée n'est pour la France qu'un grand canal de navigation dont la police peut et doit lui appartenir »³⁾. La nécessité d'ouvrir à l'industrie de nouvelles routes et de donner des débouchés aux énergies suscitées par la Révolution, expliquent la facilité avec laquelle la France accepta l'expédition d'Égypte. La façon dont elle fut organisée et les confidences de Talleyrand montrent qu'il s'agissait d'une véritable entreprise coloniale.

L'annexion par la France de cette province, qui ne relevait plus que nominalement de la Porte, était d'ailleurs depuis longtemps familière aux esprits. Leibnitz l'avait déjà proposée à Louis XIV, et, lorsqu'en 1782 la Russie et l'Autriche

¹⁾ Pisani, *art. cité*, p. 198.

²⁾ A. Sorel, *Bonaparte et Hoche en 1797*, p. 93.

³⁾ « Moniteur » du 4 janvier 1794 (Marcère, II, pp. 87—88).

formèrent leur fameux plan de partage de l'Empire ottoman, l'Égypte fut destinée à la France. Quand la Révolution éclata, Choiseul-Gouffier, négociait encore la cession de cette province. Enfin, la rivalité anglo-française ajoutait à ces motifs une considération d'ordre stratégique. Position commerciale de premier ordre sur la route des Indes, pouvant servir d'entrepôt pour les marchandises provenant de ces riches régions, l'Égypte n'offrait pas seulement une compensation avantageuse aux pertes que, depuis un siècle, la France avait subies aux Indes et en Amérique, mais elle permettait encore de porter un coup sensible à la puissance mercantile de l'Angleterre. « Les temps ne sont pas éloignés, écrivait Bonaparte au Directoire le 16 août 1797, où nous sentirons que pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut s'emparer de l'Égypte »¹⁾.

Le 12 avril 1798, Bonaparte recevait la mission d'occuper l'Égypte et d'étendre jusqu'à la mer Rouge la domination française. Le 9 mai il quittait Toulon, à la tête d'une armée de 40.000 hommes, et, après avoir pris Malte, le 1^{er} juillet il débarquait à Alexandrie. La bataille des Pyramides lui ouvrit la route du Caire. Les deux maîtres de l'Égypte, Mourad-bey et Ibrahim-bey, s'enfuirent, le premier dans la haute Égypte et le second en Syrie. L'Égypte était aux pieds de Bonaparte. Mais le 1^{er} août, l'amiral Nelson surprit sa flotte dans la rade d'Aboukir, en détruisit la plus grande partie et lui coupa ses communications avec la France. Bon gré mal gré, Napoléon se mit à organiser sa conquête. Or, rien ne pouvait inquiéter davantage l'Angleterre. Pour empêcher Bonaparte de rattacher l'Égypte à la France, le 29 décembre 1798 elle s'allia à la Russie, le 3 janvier suivant à la Turquie. L'Autriche ne devait pas tarder à se joindre à elles: la grande coalition de 1799 était formée.

La tentative de devancer ses ennemis et d'atteindre Constantinople par la Syrie ou l'Inde par la Perse ayant échoué, Bonaparte abandonna à Kléber le commandement de l'armée et quitta l'Égypte pour défendre en Italie ses conquêtes (20 août 1799). Il arrivait trop tard: l'Italie était perdue et la France ramenée aux fron-

¹⁾ Marcère, *ouvr. cité*, II, p. 355.

tières du Rhin et des Alpes. Une fois de plus, la France devait reconnaître qu'il lui était impossible de mener de front une guerre coloniale et maritime, et une politique de conquête sur le continent¹⁾.

La conséquence immédiate de l'expédition d'Égypte fut « l'alliance monstrueuse » de la Porte avec la Russie. Le gouvernement français eut beau soutenir à Constantinople que l'expédition d'Égypte n'était pas un acte d'hostilité contre la Porte, puisqu'elle ne tendait qu'à déjouer les intrigues anglo-russes et à soumettre les sujets rebelles du sultan²⁾: il eut beau ménager les vaisseaux turcs qui se trouvaient dans la rade d'Alexandrie, la Porte ne se laissa pas prendre à cette fiction diplomatique et, à l'annonce de la victoire navale de Nelson, le chargé d'affaires Ruffin et les principaux conseillers de l'Ambassade de France furent enfermés aux Sept-Tours. Les gouverneurs des provinces reçurent l'ordre de se saisir des marchands français et de mettre leur fortune sous séquestre. Puis, oubliant ses humiliations et ses craintes, la Porte appela à son aide la Russie. Le 5 septembre, une flotte russe, sous les ordres de l'amiral Ouchakof, venait, aux acclamations de la foule, jeter l'ancre à Buyukdéré. Au cours de plusieurs conférences, tenues par les officiers turcs et russes en présence des ambassadeurs de Russie et d'Angleterre, il fut décidé que les escadres combinées de ces deux pays iraient chasser les Français de l'Adriatique et occuper les îles Ioniennes, tandis que les Anglais surveilleraient les côtes d'Égypte et de Syrie. Le 14 septembre, la Porte lança son manifeste de guerre à la France et déclara prisonniers tous les Français qui se trouvaient en Turquie³⁾. A l'approche de la flotte russo-turque, Cérigo, Zante, Sainte-Maure et Céphalonie capitulèrent sans résistance. Mais Corfou dut être investie et, quoique sa petite garnison n'eût, au moment de l'investissement, que huit jours de vivres, elle résista jusqu'au 2 mars 1799.

La coopération armée de la Russie et de la Turquie fut scellée, le 23 décembre 1798, par la conclusion d'un traité

¹⁾ I. Holland Rose, *The political reactions of Bonaparte's Eastern Expedition*. (English historical review, janv. 1929)

²⁾ Hurmuzaki, *Suppl.* I^o, p. 193.

³⁾ Pisani, *art. cité*, p. 203.

d'alliance auquel l'Angleterre adhéra le 5 janvier 1799. Pour la première fois, par ce traité, la mer Noire fut reconnue close. La Russie s'engageait à fournir à la Porte douze bâtiments de guerre; la Porte accordait à la flotte russe le libre passage de la mer Noire dans la Méditerranée et en sens inverse. Les îles Ioniennes furent érigées en république, sous le nom de Sept-Iles-Unies et placées sous le protectorat de la Russie et de la Turquie. La durée de ce traité fut fixée à huit ans ¹⁾, La Turquie semblait sur le point de devenir « une province russe » ²⁾.

L'alliance russo-turque fut l'aboutissement de la nouvelle politique inaugurée par la Russie après le traité de Jassy. Par nécessité d'abord, pendant les dernières années du règne de Catherine II, par principe ensuite, sous le règne de Paul I^{er} et au début de celui d'Alexandre I^{er}, la Russie avait renoncé à la politique envahissante des années précédentes pour lui substituer la politique d'influence. Occupée par les événements de Pologne, elle avait besoin de n'être pas inquiétée du côté de la Turquie. Dès la signature des préliminaires de Galatz, elle avait dû rappeler ses troupes des Principautés Danubiennes, et subordonner sa politique orientale aux nécessités militaires qui la retenaient en Pologne. L'application du traité de Jassy avait donné lieu à des explications, parfois vives, notamment au sujet des tarifs de douane, des démarcations de frontière et des réparations dues aux marchands russes lésés pendant la guerre, mais la Russie-se garda bien de forcer la note jusqu'à provoquer une rupture avec la Porte.

Sous l'influence de Kotschoubey, son ministre à Constantinople, Paul I^{er} érigea en principe la politique qui n'avait été qu'un expédient pour sa mère. Adoptant l'idée de Montesquieu sur l'avantage d'un voisin faible, la Russie renonça à l'intention d'étendre ses frontières aux dépens de l'Empire ottoman, estimant que les Turcs étaient les voisins les plus commodes à cause de leur faiblesse ³⁾. Sur le rapport du comte

¹⁾ S. Goriaïnow, *Le Bosphore et les Dardanelles*, Paris, 1910, pp. XIX et 4.

²⁾ Hurmuzaki, *Suppl.* I², p. 197.

³⁾ • Depuis que la Russie a abandonné l'intention d'étendre ses frontières aux dépens des possessions ottomanes, l'Empire turc, affaibli par les précédents succès

Kotschoubey, Alexandre I^{er} adopta également, en 1802, ce principe. Les événements ne tardèrent pas à montrer que la clôture des Détroits ne s'accordait point avec les intérêts de la Russie. La facilité avec laquelle le sultan se laissa dominer par des influences étrangères enleva toute garantie au principe de la clôture des Détroits et en cas de conflit exposa les possessions russes de la mer Noire, comme en 1854, aux attaques de la flotte ennemie. Néanmoins ce principe ne cessa d'agir sur le gouvernement russe, même lorsqu'en 1806 il revint à la politique d'agression. Les difficultés avec lesquelles la Russie s'est trouvée aux prises, durant le XIX^e siècle, « proviennent, en premier lieu de la fausseté de ce principe »¹⁾.

Devenu Premier Consul, Bonaparte essaya de sauver l'Égypte par une vaste diversion. Après avoir vainement tenté de s'entendre avec l'Angleterre et l'Autriche aux dépens de la Russie, il se rapprocha brusquement de Paul I^{er} et lui proposa le plan d'un remaniement général de la carte de l'Orient. Une armée française, sous l'ordre de Masséna, devait descendre le Danube, traverser la mer Noire et la mer Caspienne, et, en passant par la Perse et le Hérat, aller aux bords de l'Indus rejoindre l'armée russe, venue, sous la conduite de l'amiral Knorring, d'Orenbourg, par le Tourkestan, Khiva, Boukhara. Cette entreprise gigantesque, destinée à renverser la domination anglaise de l'Inde et à constituer au tzar un empire asiatique, devait être accompagnée d'une seconde expédition en Egypte. Les escadres de Brest et de Rochefort étaient déjà en route pour la Méditerranée, l'amiral Knorring avait déjà franchi la Volga, lorsque l'assassinat de Paul I^{er} (24 mars 1801) ruina tous ces plans²⁾. L'Égypte fut définitivement

de nos armées et par les désordres intérieurs, est devenu le voisin qui convient le mieux à la Russie. Convaincu de son impuissance à entreprendre quelque chose que ce soit contre nous, non seulement il ne fera aucun acte d'hostilité à notre égard, mais il attend au contraire de nous son salut. Notre influence sur ses relations avec les autres puissances européennes doit nécessairement être en conformité avec la position réciproque des deux États». (Mémoire du comte A. Vorontzof à Alexandre I^{er} du 24 novembre 1803, dans « Sbornik », LXXVII, p. 410, trad. franc. dans Sturza, I³, p. 417).

¹⁾ Goriaïnow, *ouvr. cité*, p. XXII.

²⁾ Driault, *La question d'Orient*, p. 78.

perdue. Kléber ayant été assassiné (14 juin 1800), son successeur Menou, ne fut pas de taille à lutter avec les difficultés de la situation. Battu à Canope (21 mars 1801), Menou capitula le 2 septembre et ramena en France les restes de l'armée d'occupation. La paix d'Amiens (27 mars 1802) consacra cet état de choses. La France renonçait à l'Égypte, rendait les îles Ioniennes et s'engageait à évacuer les ports du royaume des deux Siciles, tandis que l'Angleterre promettait de rendre l'île de Malte à l'ordre de Saint-Jean. La paix signée avec la Turquie, le 26 juin 1802, confirmait les stipulations du traité d'Amiens touchant l'Orient et garantissait l'intégrité de l'Empire ottoman. De son côté, la Turquie renouvelait les anciennes capitulations de la France et restituait aux Français leurs biens confisqués¹). Cette paix marque, dans les rapports de la France avec la Turquie, un changement que les instructions données au général Brune, ambassadeur à Constantinople, permettent de mieux préciser: la France renonce désormais à l'espoir d'employer la Turquie comme un auxiliaire contre l'Autriche. L'Empire ottoman ne « l'intéresse plus que sous le rapport du commerce »²). La France pouvait se prononcer, avec une facilité égale pour une politique de partage ou de conservation de l'Empire ottoman.

La paix d'Amiens dura à peine une année. Prenant prétexte des empiétements de Bonaparte en Italie (annexion du Piémont et de l'île d'Elbe) et en Suisse, les Anglais refusèrent d'évacuer l'île de Malte qu'ils jugèrent indispensable pour la sauvegarde de leurs intérêts dans la Méditerranée. De son côté, le Premier Consul multiplia les provocations. En septembre 1802, il chargea le colonel Sébastiani d'inspecter la côte de la Méditerranée orientale, depuis Tripoli à Saint-Jean-d'Acre et de « noter l'état des ports, les ressources des arsenaux, visiter et gagner les cheikhs du Caire... étudier les fortifications de Jaffa, de St. Jean d'Acre et Jérusalem »³).

¹) Zinkeisen, VII, pp. 132—139.

²) Instructions au général Brune, 18 oct. 1802, in Sturza, I², pp. 402—403.

³) Driault, *La politique orientale de Napoléon*, p. 25. — Le rapport de Sébastiani, publié au « Moniteur » du 30 janvier 1803, concluait que: « 6.000 Français suffiraient à reprendre l'Égypte ».

Il fournit des armes aux Maïnotes et aux Souliotes et essaya de gagner le prince-évêque du Monténégro. Il rassembla des forces considérables à Otrante et activa les préparatifs de sa flotte en même temps qu'il tenait aux ambassadeurs d'Autriche et de Russie des propos significatifs sur la dissolution imminente de l'Empire ottoman ¹⁾). Le cabinet de St. Pétersbourg en conçut de vives alarmes. Il prévoyait que si la paix avec l'Angleterre venait à être rompue, le conflit ne pourrait s'engager que sur le terrain oriental, « d'autant plus que, dans la situation actuelle de la marine française, l'Angleterre n'était attaquable que d'une manière indirecte » ²⁾). Le point de ralliement fixé aux forces françaises lui faisait supposer que le Premier Consul dirigerait son attaque vers la Roumélie dont l'anarchie lui permettrait de frapper un coup décisif. « Si les Français pénètrent dans cette province, écrit le comte Vorontzof à l'Empereur, la chute de l'Empire ottoman est inévitable » ³⁾).

L'exécution de ces projets aurait signifié la ruine de la politique d'influence inaugurée par la Russie en 1798. L'établissement de la domination ou de l'influence française sur les provinces européennes de la Turquie — le gouvernement russe supposait à Napoléon l'intention de créer « une république démocratique dans les Balkans » — n'aurait pas seulement fait perdre à la Russie tous les avantages de sa position, mais il aurait encore exposé les provinces méridionales de celle-ci « au mal des doctrines corrompues » de la Révolution ⁴⁾). La Russie arma et en novembre 1804 elle signa un traité d'alliance défensive avec l'Autriche. L'Angleterre avait rompu avec la France dès 1803; au mois d'août 1805 la troisième coalition était formée. Napoléon ouvrit la campagne et la mena avec une rapidité foudroyante. Le 30 octobre, l'armée autrichienne fut enveloppée à Ulm et contrainte à capituler. Tal-

¹⁾ Dépêche de Markof, ambassadeur de Russie à Paris, au comte Kotschoubey, 9/21 août 1802, in Sturza, I², p. 402. — Cf. Iorga, *Acte și fragmente*, II, p. 368.

²⁾ Dépêche de Markof au comte A. Vorontzof, du 5/17 mars 1803, in Sturza, I², p. 407.

³⁾ Mémoire du comte A. Vorontzof présenté au tzar Alexandre I^{er}, 12/24 nov. 1803, in Sturza, I², p. 417.

⁴⁾ *Ibid.*, p. 417.

leyrand eût voulu fonder sur cette victoire une politique d'entente avec l'Autriche qui permît à la France de conquérir la paix continentale. Dans un mémoire célèbre, il proposa à l'Empereur d'offrir à l'Autriche, en dédomagement de ses pertes en Italie et en Allemagne, les Principautés Danubiennes et la Bulgarie; de l'attacher en somme à la France en ouvrant à ses ambitions une nouvelle carrière en Orient. Selon les calculs de Talleyrand, l'Autriche étendue jusqu'au Danube ne manquerait pas d'entrer en conflit avec la Russie à laquelle elle barrerait la route vers Constantinople. Refoulée en Asie, la Russie irait heurter l'Angleterre aux Indes. Par ce double déplacement, Talleyrand espérait mettre en opposition d'intérêts les adversaires de la France et, rendant impossible toute coalition nouvelle, assurer à celle-ci la sécurité de ses conquêtes et la paix la plus durable que la raison humaine pût concevoir ¹⁾).

Même si Napoléon eût suivi les suggestions de son ministre, il est peu probable que l'Autriche se fût prêtée à cet arrangement. Pour qu'elle renonçât, sans arrière-pensée, à ses rêves d'hégémonie, il eût fallu qu'elle se vît, sans espoir de retour, expulsée d'Italie et d'Allemagne. Les défaites de Solférino et de Sadova seules pourront l'obliger à se résigner à sa « vocation orientale ». En outre, Napoléon ne tenait nullement à rejeter l'Autriche vers l'Orient. Par la paix de Presbourg (26 décembre 1805) il s'efforça, au contraire, de lui en fermer le chemin: il lui enleva tout ce que la paix de Campo-Formio lui avait laissé: la Vénétie, la Damatie et l'Istrie, moins Trieste.

Les victoires d'Austerlitz et de Jéna, comme celles d'Arcole et de Rivoli, mettent de nouveau Napoléon en contact avec l'Orient. Par le parti qu'il peut tirer de sa situation pour disloquer la coalition de ses ennemis et par les espérances que ces succès réveillent dans les peuples victimes des envahissements de la Russie, « il remet en question sur la Vistule et le Danube, l'œuvre de Pierre le Grand et de Catherine II » ²⁾).

¹⁾ P. Bertrand, *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon*, p. XXII. — A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, Vol. I, pp. 8—9.

²⁾ A. Vandal, *ouvr. cité*, I, pp. 2—3.

En vue du conflit décisif qui s'annonce pour le printemps, il développe tous ses moyens de guerre et de négociation. Dressant contre la Russie les peuples assujettis ou inquiétés par elle, il s'efforce de constituer, depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire, et même jusqu'au Caucase, une ligne d'attaque continue. Il fait des avances à l'Autriche et, réveillant ses méfiances au sujet des ambitions russes, lui offre une entente générale sur la question d'Orient. Accueilli en libérateur par les Polonais, il encourage leurs espoirs, ranime leur patriotisme et favorise leur réorganisation militaire. Enfin, pour étendre jusqu'au Danube et au-delà l'aile droite de la Grande Armée, il cherche à nouer des rapports avec les Serbes insurgés et les pachas de Widdin et de Silistrie, songe à transporter son armée de Dalmatie sur le Danube, à soulever les peuples du Caucase et même à conclure une alliance avec la Perse.

Surtout, il redouble d'attention et d'activité pour s'attacher le sultan. En juillet 1806, il avait déjà envoyé à Constantinople le général Sébastiani, l'un des meilleurs interprètes de sa pensée, avec ordre d'amener la Porte à signer avec la France un traité d'alliance offensive contre les Russes. En échange d'une diversion sur le Danube, il s'engageait à garantir l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman, et à aider la Porte à refouler les Russes dans la mer Noire. Sélim III était dans les dispositions les plus favorables. Par quelques mesures opportunes, il avait déjà manifesté son intention de s'affranchir de l'influence de la Russie. Il avait réduit le privilège des barataires et prononcé la fermeture des Détroits. A l'arrivée de Sébastiani et encouragé par lui, il voulut marquer son indépendance par un geste plus significatif: il révoqua les deux princes de Valachie et de Moldavie, Ypsilanti et Morusi, sans en avoir, au préalable, informé le tzar. L'ambassadeur russe Italinski protesta, par une note énergique, contre cette violation du hattî-shérif de 1802 et exigea, sous menace de quitter Constantinople, la révocation du firman de déposition¹⁾. Le ministre d'Angleterre, Sir Arbuthnot, s'étant associé à la démarche de son collègue russe, la Porte recula et rétablit les deux princes déposés (15 octobre 1806).

¹⁾ E. Driault, *La politique orientale de Napoléon*, pp. 62—67.

Cependant le gouvernement russe, sans même attendre l'effet produit par les démarches de son ambassadeur, ordonne à ses troupes de franchir le Dniester et justifie cette mesure par la nécessité d'exercer une pression sur la Porte et de l'arracher à l'influence française. Les victoires de Jéna et d'Austerlitz relèvent le courage des Ottomans et rétablissent le crédit de Sébastiani. Sélim III envoie à Napoléon une lettre autographe pour le féliciter de ses victoires et pour l'assurer de ses dispositions amicales, tandis que le reis-effendi reprend ses conférences avec l'ambassadeur de France pour la conclusion d'un traité d'alliance.

Prenant prétexte de ces négociations, la Russie fait avancer ses troupes jusqu'à Bucarest et menace de tendre la main aux insurgés serbes. Sous peine d'occupation indéfinie des Principautés roumaines, elle réclame le droit de passage par le Bosphore pour ses vaisseaux de guerre et le renouvellement du traité d'alliance du 23 décembre 1798. En réponse à ces exigences, la Porte rend ses passeports au sieur Italinski et, le 5 janvier 1807, elle déclare la guerre à la Russie ¹⁾.

L'ambassadeur d'Angleterre, après avoir vainement essayé d'empêcher la rupture entre la Porte et la Russie, abandonna son poste et alla rejoindre l'escadre de l'amiral Duckworth, qui croisait en face des Dardanelles. Le 19 février, la flotte anglaise força les Dardanelles et parut devant Constantinople à deux portées de canon. Alors, l'amiral anglais somma la Porte de chasser Sébastiani et de déclarer la guerre à la France, de renouveler son traité d'alliance avec la Russie et l'Angleterre, de céder à la Russie les Principautés du Danube jusqu'au rétablissement de la paix générale et de lui remettre en gage la flotte turque et les châteaux des Détroits ²⁾. Constantinople était à la merci de la flotte anglaise. L'énergie de Sébastiani et l'indécision de Duckworth la sauvèrent. Tandis que celui-ci se laissait entraîner dans les négociations sans issue où les Turcs sont toujours passés maîtres, Sébastiani ranima le courage des Ottomans et mit la ville en état de défense. Lorsque les

¹⁾ Dépêches de Ludolf des 20 juin, 28 août, 10, 11 et 20 octobre 1806.

²⁾ Ed. Driault, *ouvr. cité*, pp. 69—71. — Dépêches de Ludolf du 22 janvier 1807.

travaux furent achevés, les Turcs rompirent les négociations. Menacée d'être enfermée dans la mer de Marmara, la flotte anglaise dût repasser les Dardanelles sous les feux croisés des batteries ottomanes (2 mars 1807)¹).

Pour réparer l'effet de cet échec, les Anglais tentèrent de s'emparer de l'Égypte. Le 17 mars, une escadre de dix-sept vaisseaux de ligne, garnis de troupes, parut devant Alexandrie et enleva la ville. Mais un détachement de 5000 hommes qui tenta de s'emparer de Rosette fut massacré, un second fut repoussé. Le 15 septembre, l'armée anglaise dut évacuer complètement l'Égypte.

L'effet immédiat de ces échecs fut de consolider l'entente de la France et de la Turquie. Un ambassadeur turc alla trouver Napoléon en Pologne pour traiter d'une paix perpétuelle et d'une alliance offensive avec la France. Des forces considérables furent rassemblées et dirigées vers le Danube. Sébastiani dressa un plan de campagne fondé sur la coopération des troupes ottomanes avec l'armée française de Dalmatie. Mais ce plan ne fut pas réalisé et les troupes turques, arrivées au Danube, se débandèrent pour ravager le pays. Les pachas de Ianina et de Roustschouk, ainsi que les sujets chrétiens de la Porte, craignant que la coopération des armées françaises et ottomanes ne consolidât à leurs dépens l'autorité du sultan, la sabotèrent. La diversion sur laquelle Napoléon avait compté ne se produisit pas, et la déposition de Selim III fournit à Napoléon le prétexte dont, après la bataille de Friedland, il avait besoin pour se délier des engagements pris envers la Porte. Le 7 juillet 1807, il s'entendit avec le tzar à Tilsit. Toutefois ce changement de front ne fut ni brusque, ni complet. Napoléon ne sacrifia la Turquie qu'autant qu'il le fallait pour pouvoir s'entendre avec la Russie; il se réserva la liberté de contenir l'une par l'autre et surtout le moyen de fermer aux Russes le chemin de Constantinople²).

A l'entrevue de Tilsit, les deux Empereurs réglèrent d'abord le sort de la Prusse. Par le traité signé le 9 juillet et ratifié

¹) W. Wilson, *The command of the sea*, dans « Cambridge modern history », vol. IX, p. 235. — Dépêche de Ludolf des 7 février et 10 mars 1807.

²) Driault, *La politique orientale de Napoléon*, p. 203.

le 12, Frédéric-Guillaume III perdait tout ce qu'il avait possédé en Westphalie et en Pologne, et ne recouvrait ses autres États que graduellement et après paiement de contributions de guerre dont le montant n'était pas fixé et qui pouvaient dépasser les ressources du pays¹⁾.

Mais l'objet principal de l'entrevue fut de déterminer les rapports des deux puissances avec la Turquie et l'Angleterre. Le traité de paix prévoyait une double médiation à l'égard de la Turquie et de l'Angleterre. La France s'engageait à offrir à la Porte sa médiation pour le rétablissement de la paix entre la Turquie et la Russie. Si la Porte acceptait cette offre, un armistice serait conclu sur la base de l'évacuation des Principautés Danubiennes, et des négociations pour la paix seraient entamées dans une ville à désigner. Si, au contraire, la Porte déclinait l'offre de médiation de la France, celle-ci ferait cause commune avec la Russie « pour soustraire toutes les provinces de l'Empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs » (art. 8 du traité d'alliance).

A son tour Alexandre I^{er} s'obligeait à offrir sa médiation à l'Angleterre et à employer tous ses moyens pour amener celle-ci à traiter avec la France sur la base d'une égale et parfaite indépendance de toutes les puissances sur la mer et de la restitution de toutes les conquêtes faites depuis 1805 sur la France et ses alliées. En ce cas, Napoléon promettait de lui restituer Hanovre. Si, avant le 1^{er} décembre, l'Angleterre n'avait pas accepté ces conditions, la Russie lui déclarerait la guerre et fermerait ses ports au commerce anglais.

Les articles patents furent complétés par des articles secrets et séparés qui concédaient à Napoléon les Bouches de Cattaro et les Sept-Îles, et par un traité d'alliance secret, qui stipulait l'assistance mutuelle « dans toute guerre que la Russie ou la France serait dans la nécessité d'entreprendre ou de soutenir contre toute puissance européenne » (art. 1^{er}). En se séparant, les deux Empereurs étaient sincèrement persuadés d'avoir conclu une grande alliance et d'avoir réglé toutes les

¹⁾ Vandal, *Napoléon et Alexandre I^{er}*, I, p. 100.

questions qui avaient jusque-là divisé leurs pays. Napoléon croyait enfin tenir le moyen de soumettre l'Angleterre, tandis qu'Alexandre entrevoyait la possibilité de couronner l'œuvre de Catherine II par l'annexion de la Moldavie et de la Valachie, peut-être même par l'acquisition de Constantinople ¹⁾.

Se conformant aux engagements pris à Tilsit, Alexandre I^{er} offrit immédiatement sa médiation aux Cours de Paris et de Londres. L'Angleterre demanda qu'on lui donnât communication des articles secrets du traité de Tilsit, ce qui équivalait à un refus, et, devançant l'intention de Napoléon qui voulait lui fermer le Sund, elle obligea, par le bombardement de Copenhague, le gouvernement danois à lui livrer sa flotte, la seule qui comptât dans la Baltique. Cet acte de violence permit à Napoléon d'exciter les neutres contre l'Angleterre et de hâter la rupture de celle-ci avec la Russie. La déclaration de Canning que le gouvernement britannique ne reconnaîtrait jamais un arrangement qui sacrifierait la Porte, contribua à resserrer les liens entre la France et la Russie. Celle-ci comprit que, ne pouvant désormais opérer des conquêtes en Orient sans combattre l'Angleterre, mieux valait faire cette guerre tout de suite et partager l'Empire ottoman avec la France seule, « contre l'Angleterre et sans l'Autriche » ²⁾.

Le premier effet de cette résolution fut l'appel aux affaires étrangères du comte Nicolas Roumiantzof. Fils du vainqueur de Larga et de Cahul, il était le champion le plus ardent de la politique d'expansion en Orient. Sa conviction était que la Russie, au lieu de s'épuiser dans la lutte contre Napoléon, devait, à la faveur du bouleversement général, chercher à compléter l'œuvre de Catherine II. Sous son influence, les vues de l'empereur sur l'Orient se précisèrent et s'enhardirent. Il ne se contenta plus des Principautés Danubiennes; il rêva de conquérir Constantinople et, pour s'assurer le concours de Napoléon, il alla au-devant de son désir: le 7 novembre il déclara la guerre à l'Angleterre.

Parallèlement aux démarches de la Russie auprès du gouvernement de Londres, la France intervint auprès de la Porte

¹⁾ Texte des trois actes dans Vandal, *ouvr. cité*, I, pp. 499—507.

²⁾ *Ibidem*, p. 161.

pour le rétablissement de la paix entre la Russie et la Turquie. Malgré les craintes que lui inspirait l'alliance franco-russe, la Porte accepta le traité de Tilsit et la médiation de la France. En conséquence, l'adjudant-commandant Guillemillot fut envoyé en Valachie et le 24 août un armistice fut conclu par ses soins entre les Russes et les Turcs. Il stipulait l'évacuation des deux Principautés et la restitution du matériel de guerre et des vaisseaux pris aux Turcs¹⁾. La durée de l'armistice fut prolongée jusqu'au mois de mai. Ne voulant rester lié jusqu'à cette date, ni restituer ses trophées, le tzar refusa de ratifier l'armistice et donna ordre à ses armées, qui avaient commencé de se replier sur le Dniester, de réoccuper leurs anciennes positions²⁾. Mais les motifs allégués par le tzar n'étaient que de purs prétextes. Alexandre I^{er} se croyait autorisé par les engagements verbaux de Napoléon à ne pas évacuer les Principautés. Le 18 novembre il en faisait directement la demande à son allié³⁾.

Pour « nationaliser » l'alliance française, Alexandre I^{er} avait laissé établir l'opinion qu'il en résulterait pour la Russie un accroissement considérable en Orient. L'annexion des Principautés roumaines était comme le gage de ses futures acquisitions. Aussi fut-il très surpris d'apprendre que Napoléon liait l'évacuation de la Prusse à celle de la Moldavie et de la Valachie et qu'il exigerait la Silésie si la Russie voulait garder les deux Principautés. C'est que Napoléon ne pouvait renoncer à l'Égypte, et en 1807 le moment n'était pas propice au renouvellement de l'expédition d'Égypte. Établie à Malte et en Sicile, croisant à l'entrée de l'Adriatique, l'Angleterre était maîtresse de la Méditerranée. Force était donc d'ajourner toute discussion sur les affaires de la Turquie jusqu'à la paix avec l'Angleterre. Mais pour faciliter la situation du tzar et du parti français, Napoléon jugea prudent de leur accorder quelques

¹⁾ Iorga, *Acte și fragmente*, II, p. 425, 429—430. — Instructions d'Alexandre I^{er} au comte Tolstoï, ambassadeur à Paris, 26 septembre 1807, « Sbornik », vol. LXXXIX, p. 97 et suiv.

²⁾ Rapports de Savary du 23 septembre; instructions d'Alexandre I^{er} au comte Tolstoï du 26 septembre 1807, *ibidem*.

³⁾ Rapport de Savary du 18 novembre 1807 dans Sturza, I², p. 669.

satisfactions, à condition toutefois qu'il pût s'assurer des compensations équivalentes. L'Albanie et la Morée, que la Russie lui offrait ne pouvaient être envisagées comme compensations pour l'acquisition de la Moldavie et de la Valachie. Celles-là étaient une conquête à faire, celles-ci étaient déjà en possession de la Russie. La France devait « se battre pour conquérir et se battre encore pour conserver » des provinces stériles et sans commerce, éloignées du corps de l'Empire et habitées par une population hostile, tandis que la Russie acquerrait des pays riches et contigus aux siens. C'est pourquoi Napoléon demanda sa compensation en Prusse dont la position vis-à-vis de la France était la même que celle de la Turquie vis-à-vis de la Russie ¹).

L'empereur Alexandre se montra d'autant plus surpris de cet arrangement qu'il n'en avait pas été question à Tilsit et qu'il se croyait engagé d'honneur à assurer la délivrance de la Prusse. Présentant ces propositions de Napoléon sous la forme d'une décision définitivement arrêtée, le comte Tolstoï, ambassadeur de Russie à Paris, accrut encore les inquiétudes de son souverain. La conquête de la Silésie apparut comme le prélude de la reconstitution de la Pologne et l'indice sûr du dessin attribué à Napoléon de rejeter la Russie sur la Perse et l'Inde, et d'en faire une puissance asiatique ²).

Devant l'opposition soulevée par la question de la Prusse, Caulaincourt, ambassadeur de France à St. Pétersbourg, proposa au tzar d'abandonner les deux Principautés et de forcer ainsi Napoléon à renoncer à la Silésie. Mais Alexandre I^{er} n'était plus libre de reculer en Orient. En échange des sacrifices que lui imposait la rupture avec l'Angleterre, il avait fait concevoir à la nation de grandes espérances qu'il était dangereux de tromper. Ainsi « les deux questions qui, depuis un siècle avaient empêché tout rapprochement durable entre la France et la Russie, celles d'Orient et de Pologne reparaissaient

¹) Dépêche de Tolstoï à Roumiantzof du 26 octobre-7 novembre et rapport de Caulaincourt à Napoléon du 23 décembre 1807, dans Sturza, I^{er}, pp. 639—644 et 692—697.

²) Dépêche de Caulaincourt à Napoléon du 17 février 1808, dans Sturza, I^{er} pp 759—764.

aujourd'hui, concurremment soulevées, et Napoléon, en essayant de résoudre la première par la seconde n'avait fait que la compliquer »¹⁾).

Dès la fin de 1807, Napoléon comprit clairement qu'il ne pouvait satisfaire la Russie qu'en partageant avec elle la Turquie. Mais la présence de la flotte anglaise dans la Méditerranée l'arrêta : il recommanda à son ambassadeur à St. Pétersbourg d'éviter tout engagement au sujet du partage de l'Empire ottoman, « parce que dans la circonstance actuelle, il ne pourrait se faire avec avantage pour moi »²⁾. En outre, pour se défendre contre les entreprises probables de l'Angleterre, autant que pour contenir les convoitises excessives de la Russie, il songea à associer l'Autriche au partage de l'Empire ottoman. Le 22 janvier 1808, il fit à ce sujet des ouvertures précises au comte de Metternich³⁾.

Prévoyant que le moment critique de l'alliance serait le printemps, lorsque l'effet de l'interruption des relations commerciales avec l'Angleterre se ferait le plus vivement sentir, il s'efforça d'atténuer la crise en ordonnant de grands achats de bois en Russie et en faisant construire dans les chantiers russes trois vaisseaux de haut bord. Puis, pour occuper Alexandre jusqu'à ce qu'il eût réglé les affaires d'Espagne et de Prusse, il l'encouragea à enlever la Finlande aux Suédois et lui proposa une expédition aux Indes qui mettrait l'Angleterre « aux genoux du continent ». Enfin, il autorisa son ministre à discuter avec Alexandre le démembrement de la Turquie. Pendant le temps que dureraient ces discussions, Napoléon comptait soumettre l'Espagne et chasser les Anglais de la Méditerranée. Dès le mois de janvier 1808, il prépara une expédition en Sicile, ravitailla les îles Ioniennes et renforça Corfou. « En même temps, disait-il, j'aurai à Corfou, à Tarente et à Naples des préparatifs pour une expédition de Sicile ou d'Égypte »⁴⁾. Ces préparatifs prouvent assez que cette fois

¹⁾ A. Vandal, I, pp. 218—219.

²⁾ A. Vandal, I, p. 232.

³⁾ Sturza, I², pp. 728—730. * Quand on sera établi à Constantinople vous aurez besoin de la France pour vous prêter secours contre la Russie; la France aura besoin de vous pour les contrebalancer ».

⁴⁾ A. Vandal, I, p. 256.

Napoléon entendait discuter sérieusement les conditions du partage.

Caulaincourt et Roumiantzof furent chargés de préparer les bases de l'accord. En mars 1808 ils tinrent plusieurs conférences dont le résultat fut consigné dans une note rédigée en commun ¹⁾. Deux hypothèses furent envisagées. Dans le cas du partage restreint, excluant Constantinople et ses environs, la Russie recevrait les Principautés roumaines et la Bulgarie; la France aurait l'Albanie, une partie de la Bosnie, la Morée, la Candie; l'Autriche, la Croatie turque et une partie de la Bosnie. La Serbie serait indépendante sous un prince de la maison d'Autriche ou de tout autre maison étrangère qui épouserait une grande duchesse de Russie. Constantinople, avec les Dardanelles et un territoire à déterminer ultérieurement, serait érigée en principauté autonome. — Dans le cas du partage total, la Russie recevrait en plus une partie de la Roumélie avec Constantinople et un rayon de la rive asiatique. La France ajouterait aux possessions susmentionnées Chypre, Rhodes, les îles de l'Archipel, Salonique, Smyrne, les Echelles du Levant, la Syrie et l'Égypte. L'Autriche aurait la Serbie en toute propriété, la Macédoine jusqu'à la mer, sauf Salonique. — Napoléon ne consentait cependant à l'annexion de Constantinople et du Bosphore par les Russes qu'à condition de garder les Dardanelles qu'il jugeait nécessaires à la sécurité des possessions adjugées à la France ²⁾. A cet écueil, tout s'effondra. En vain Caulaincourt montra-t-il au ministre russe Trébizonde et la côte méridionale de la mer Noire: la Russie voulait avoir les deux clefs des Détroits. « Que le monde change de place, écrit Caulaincourt, si la Russie obtient Constantinople et les Dardanelles, on pourra lui faire tout envisager sans inquiétude » ³⁾.

La décision définitive sur la question du partage fut réservée aux deux Empereurs qui devaient se réunir de nouveau, à

¹⁾ S. Tatistschef, *Alexandre I^{er} et Napoléon*, Paris 1892, p. 349—350.

²⁾ « La Russie ayant les débouchés des Dardanelles, serait aux portes de Toulon, de Naples et de Corfou » (Napoléon à Caulaincourt, 31 mai 1808, Sturza, I², pp. 879—880.

³⁾ Caulaincourt à Napoléon, in A. Vandal, *ouvr. cité*, I, p. 307 et Sturza, I² p. 832.

Erfurt. La révolution qui au mois de juillet 1808 coûta la vie aux sultans Sélim III et Mustapha IV semblait justifier la hâte et les calculs d'Alexandre I^{er} : « en septembre Erfurt, en octobre les mouvements ». Avant cette date, Napoléon comptait chasser les Anglais de la Péninsule ibérique et se rendre entièrement maître de la Méditerranée : il accepta donc l'entrevue proposée. Il avait fait des préparatifs immenses, sur terre et sur mer ; il se sentait en mesure d'écarter toutes les difficultés et d'imposer son point de vue.

Pendant les événements d'Espagne renversèrent brusquement tous ses projets et l'obligèrent à tourner tout son effort vers le Midi. Par sa répercussion en Allemagne et par l'atteinte portée au prestige de l'Empereur, la capitulation de Baylen fut réellement une « catastrophe ». A l'annonce de ces événements, l'Autriche, qui après la paix de Presbourg s'était mise à réorganiser ses forces militaires, à renforcer l'armée active et à créer une armée régionale, activa ses armements et décréta la mobilisation de ses forces. La Prusse, que Napoléon dut évacuer pour soumettre l'Espagne, était prête à se soulever. Aussi longtemps que l'Autriche menaçait son flanc et que les Anglais étaient installés en Espagne, il ne pouvait plus être question de la « grande affaire ». Ce qui, aux yeux de Napoléon, importait avant tout, c'était de contenir l'Autriche par la menace d'une intervention russe et d'avoir les mains libres à l'ouest pour en finir avec l'Espagne. Il crut y parvenir en se prévalant de l'évacuation de la Prusse et en offrant à Alexandre la cession des Principautés. Le but des négociations d'Erfurt se trouva par là singulièrement limité. La pierre d'achoppement de l'entrevue ne devait pas être le partage de l'Orient, mais le désarmement de l'Autriche. C'est surtout pour briser l'Autriche que Napoléon courut à Erfurt en septembre 1808.

Pour les mêmes raisons qui avaient modifié les intentions de Napoléon, le tzar n'insista pas sur le règlement de la question d'Orient. La situation créée à la France par les événements d'Espagne ne justifiait plus la part qu'elle convoitait, et la Russie préféra se réserver l'avenir. « L'acquisition de la Moldavie et de la Valachie, écrivait Roumiantzof à son souverain,

seuls et sans coopération, nous est de beaucoup plus avantageuse »¹⁾). Bien mieux, pour s'assurer l'assistance sans réserve de la Russie contre l'Autriche, Napoléon se déclara prêt à abandonner les forteresses qu'il tenait encore sur l'Oder, à évacuer le grand-duché de Varsovie et à promettre de ne plus l'occuper, sous aucun prétexte. Mais comme il ne put obtenir d'Alexandre qu'un engagement défensif et secret contre l'Autriche, il se reprit et garda les forteresses de l'Oder qui lui permettait de menacer le flanc de l'Autriche²⁾).

En somme, malgré des efforts extraordinaires pour capter et pour s'attacher Alexandre, Napoléon n'obtint que de vagues promesses d'assistance contre l'Autriche en cas d'attaque non provoquée³⁾ et la prolongation de l'alliance contre l'Angleterre. Par contre, la Russie s'assura l'évacuation de la Prusse et du grand-duché de Varsovie, l'annexion de la Finlande et des Principautés Danubiennes, c'est-à-dire, la sécurité de ses frontières occidentales et septentrionales, et deux provinces, également importantes par leur richesse et par leur site, dont l'acquisition lui permettait de marquer « une étape importante, peut-être décisive sur le chemin de Constantinople ». Erfurt fut un Tilsit à rebours: les promesses vagues furent pour Napoléon, les acquisitions réelles pour Alexandre.

La conséquence immédiate de l'entrevue d'Erfurt fut le rapprochement de l'Angleterre avec la Porte. La paix, dite des Dardanelles signée le 5 janvier 1809, établissait des relations amicales entre la Grande Bretagne et la Turquie et accordait au commerce anglais les plus amples privilèges, notamment la réduction à 3% des droits de douane. Mais ce qui confère à ce traité une importance particulière ce sont les dispositions de l'article XI: « Comme il a été de tout temps défendu aux vaisseaux de guerre d'entrer dans le canal de Constantinople, savoir dans le détroit des Dardanelles et dans celui de la mer Noire, et comme cette

¹⁾ A. Vandal, *ouvr. cité*, I, p. 427.

²⁾ A. Vandal, *ouvr. cité*, I, pp. 439—440.

³⁾ « Alexandre n'est plus entraînable contre vous ». (Talleyrand à Metternich, 4 décembre 1808, in Beer, *Zehn Jahre österreichischer Politik*, p. 527.)

ancienne règle de l'Empire ottoman doit être de même observée dorénavant en temps de paix vis-à-vis de toute puissance quelle que ce soit, la Cour britannique promet aussi de se conformer à ce principe ». L'incursion de l'amiral Duckworth ayant démontré qu'elle ne pouvait plus compter sur les batteries de ses forteresses pour interdire aux vaisseaux de guerre étrangers l'accès de la mer de Marmara, la Porte chercha dans un acte international la garantie de son droit exclusif de souveraineté sur les Détroits.

En invoquant, pour la première fois dans un acte international, « l'ancienne règle de l'Empire », c'est-à-dire le droit d'ouvrir ou de fermer à sa convenance les Détroits au pavillon de guerre étranger, la Porte avouait implicitement son impuissance à en assurer le respect par ses propres moyens et s'exposait à des ingérences étrangères dans une affaire d'administration intérieure. Car, la Grande-Bretagne n'était tenue de respecter le principe de la fermeture qu'autant qu'il serait observé par les autres puissances, et elle pouvait s'opposer par la force à ce que la Porte livrât, en temps de paix, le passage aux vaisseaux de guerre d'une autre puissance. Mais comme les autres puissances jugèrent de leur intérêt de ne pas enfreindre cette règle, l'engagement contractuel entre la Grande-Bretagne et la Turquie se transforma en une « obligation internationale indivise et solidaire »¹⁾. Tout en rétrécissant les droits du sultan, le traité des Dardanelles refoulait les Russes dans la mer Noire et ruinait les privilèges qu'ils s'étaient assurés par le traité du 23 décembre 1798. La route des Indes par la Méditerranée était mise à l'abri d'une attaque improvisée du côté de la Russie.

Le développement de la politique napoléonienne conduisit au même résultat.

Au début de 1809, après avoir réprimé momentanément l'insurrection espagnole et rétabli son frère sur le trône de Madrid, Napoléon crut le moment venu pour une entreprise décisive en Orient. Une nouvelle révolution s'étant produite

¹⁾ S. Goriainow, *ouvr. cité*, pp. 19—22.

à la fin de 1808 à Constantinople (chute et mort du grand-vizir Baïraktar), il put craindre d'être devancé par les Russes. Laissant au maréchal Soult le soin d'achever la pacification de l'Espagne, il rentra à Paris et prit ses dispositions pour une entreprise en Orient. Mais «les ridicules armements de l'Autriche paralysèrent tous ses moyens»¹⁾. Pour la mettre à la raison, il concentra ses forces sur le Danube supérieur et, après avoir battu à Ratisbonne et à Wagram l'armée de l'archiduc Charles, imposa à l'Autriche le traité de Vienne (14 oct. 1809). L'Autriche perdait toutes ses provinces maritimes de l'Adriatique (Fiume, Trieste et leur hinterland) avec lesquelles Napoléon constitua, outre la Dalmatie, les Provinces Illyriennes. Sans crainte d'être inquiété par la flotte anglaise, ou pris à revers par l'Autriche, il croyait pouvoir enfin mettre à exécution ses projets sur l'Orient.

Le principal avantage que Napoléon voulait tirer du traité de Vienne, c'était le rétablissement de son amitié avec le tzar. Mais en 1810, pas plus qu'en 1807 ou 1808 les deux Empereurs ne purent s'entendre sur un plan de partage. Cette fois encore, l'opposition de leurs convoitises sauva l'Empire ottoman. N'espérant plus obtenir Constantinople, grâce à l'alliance française, le tzar limita ses ambitions à ce que la convention d'Erfurt lui avait déjà assuré. Cette modération calculée présentait pour la Russie le double avantage de lui ménager l'amitié de l'Autriche et de contrecarrer les desseins de Napoléon sur l'Orient.

Cependant le tzar préoccupé avant tout d'arracher à la Porte la cession des Principautés Danubiennes dont la convention d'Erfurt lui garantissait la possession, reprit, après un simulacre de conférence tenue à Jassy, les hostilités contre la Turquie. L'armée commandée par le comte Prosorovski, puis par le prince Bragation franchit le Danube, enleva Isaccea, Tulcea, Babadagh, Măcin, Hârşova et Constantza. Le 18 août 1809, elle s'empara d'Ismail, le 2 novembre de Brăila. Au mois de juin 1810, les Russes prirent Silistrie; en septembre la

¹⁾ Paroles de Napoléon citées par E. Bourgeois, *ouvr. cité*, II, p. 414.

plupart de forteresses du Danube, Nicopolis, Sistova, Rous-tschouk, Giurgiu et Turnu tombèrent entre leurs mains. Mais après avoir pénétré jusque dans les Balkans, les Russes durent abandonner la rive gauche du Danube. Menacé d'une guerre avec la France, qui faillit éclater dès le mois d'avril 1811, le tzar fut obligé de dégarnir le front du Danube et de concentrer ses forces sur le Niémen. Les Turcs profitèrent de la situation et en septembre se portèrent sur la rive gauche du fleuve, mais ne purent pas s'y maintenir¹⁾. Ils acceptèrent donc d'envoyer des plénipotentiaires à Bucarest pour traiter de la paix : elle fut conclue le 28 mai 1812.

Signée presque au moment où Napoléon franchissait la frontière russe, la paix de Bucarest délivrait le tzar du danger d'une diversion turque sur le Danube. Si la Russie ne put acquérir les Principautés Danubiennes, elle garda néanmoins la Bessarabie qui, avec les forteresses de Hotin, Bender, Akerman, Kilia et Ismaïl, lui conférait une position importante sur le Bas-Danube (art. IV). Le traité stipulait une amnistie pleine et entière en faveur des Serbes et leur prescrivait de restituer leurs forteresses à la Porte qui les « garnirait d'artillerie, de vivres et de munitions de guerre et y mettrait des garnisons à son bon plaisir »²⁾. C'était moins que ce que la Porte leur avait offert plusieurs fois auparavant.

« Pour les Roumains, la cession de la Bessarabie fut un coup terrible, dit l'historien anglais W. Miller. L'Autriche leur avait pris la Bukovine, la Russie leur arrachait maintenant un autre lambeau de leur pays. Durant les six années de la guerre, ils apprirent à redouter leurs « libérateurs » qui avaient vécu sur eux, extorqué aux nobles des sommes considérables, vendu des titres [de noblesse] au plus offrant, inondé le pays de billets dépréciés et favorisé les moines grecs aux dépens des indigènes. Toutes les informations que nous possédons sur l'état de la Moldavie et de la Valachie dans cette période, montrent l'extrême misère du pauvre, l'extrême corruption du

¹⁾ Iorga, *Acte și fragmente*, II, pp. 446—484. — *Mémoires du général Langeron*, dans Hurmuzaki, *Suppl.*, I^o, p. 156 et suiv. — Dépêches de Ludolf du mois de mars 1809 au mois d'août 1812.

²⁾ Texte dans Sturza, I^o, pp. 296—302.

riche et l'extrême démoralisation de toutes les classes sous l'occupation russe. Partout où passaient les troupes russes « la terre gémissait », dit un chroniqueur, et, pour couronner tout, en dépit des protestations de l'aristocratie indigène et de ses efforts pour convaincre la Porte de la folie qu'elle comettait en abandonnant une si riche proie, la Bessarabie devait accroître les possessions du tzar et le Pruth devait devenir la frontière de l'Empire »¹⁾).

Que la Porte eût commis une faute en précipitant sa paix avec la Russie, les événements ne tardèrent pas à le démontrer. Mais une remise en question des conditions de la paix était impossible. L'Angleterre, de nouveau influente à Constantinople, veillait à ce que la Russie ne fût pas distraite par une diversion turque de la lutte décisive contre Napoléon.

La campagne de Russie mit fin à la politique orientale de Napoléon. Que resta-t-il de ses vastes projets? A en juger d'après les actes du Congrès de Vienne, rien, ou presque rien. La question d'Orient y fut à peine touchée. Les représentants des grandes puissances redoutèrent tellement de voir surgir entre eux de nouveaux motifs de dissension, qu'ils évitèrent ce sujet dangereux. Aussi la Porte qui essaya de récupérer la Bessarabie grâce à l'appui de Metternich ne trouva-t-elle pas meilleur accueil que la délégation serbe qui sollicita l'intervention des grandes puissances en faveur de la « nation serbe ». L'Autriche et la Russie ne furent pas plus heureuses lorsqu'elles tentèrent de faire adopter par le congrès des résolutions conformes à leurs intérêts orientaux. Metternich aurait voulu faire insérer dans le protocole de Vienne un article garantissant l'intégrité territoriale des différents États

¹⁾ W. Miller, *ouvr. cité*, p. 42—43. — « La Valachie est dans un état de misère difficile à peindre. Le séjour de l'armée russe qui pèse entièrement sur elle et la rapacité d'Ipsilanti l'ont réduit au dernier état de misère; le mécontentement des boyards et du peuple est très grand, mais ce mécontentement est incapable de produire aucun effet. Avilis et accoutumés à trembler sous un prince grec qui n'avait d'autres troupes que deux cents Albanais, ils ne conçoivent pas la possibilité de résister à l'autorité ». Rapport de Sébastiani, Sturza, I^{er}, p. 907. Cf. Iorga, *Acte și fragmente*, II, pp. 367—373, 382, 387, 446—447.

européens, y compris la Turquie. Cela ne convenait pas à l'Angleterre et à la Russie. Par contre, la Russie essaya de se faire reconnaître, par un acte international et sous la forme d'un mandat, le droit exclusif de protéger les chrétiens sujets de la Porte et d'intervenir contre les décisions ottomanes qui leur seraient préjudiciables. Cela ne convenait pas à l'Autriche et à l'Angleterre. Ces questions brûlantes furent prudemment écartées.

Le congrès de Vienne ne laissa à la France rien de ses acquisitions en Orient. Les Provinces Illyriennes furent attribuées à l'Autriche. Les îles Ioniennes, déjà occupées par les Anglais, — Zante, Céphalonie, Ithaque et Cérigo depuis le mois d'octobre 1809, Sainte-Maure depuis le mois d'avril 1810, Corfou, cette « clef de l'Adriatique », depuis le 24 juin 1814 — furent érigées en république et placées sous le protectorat de la Grande-Bretagne.

Ainsi, il ne résulta pour la France aucun profit matériel et direct des vastes entreprises orientales de Napoléon. La politique de partage s'avéra inapplicable à l'Empire ottoman à cause de l'impossibilité d'y trouver des parts équivalentes. En poussant jusqu'aux extrêmes limites les conséquences de ce principe, Napoléon démontra par son échec que la solution de la question d'Orient n'était pas à chercher dans le démembrement de l'Empire ottoman au profit des plus forts. Et cette démonstration contribuera à acheminer la question d'Orient vers sa solution véritable: l'émancipation des chrétiens que la Turquie s'est montrée incapable d'assimiler.

CONCLUSION

La question d'Orient fut la « grande affaire » de la politique européenne au XVIII^e siècle. Non seulement elle domina les préoccupations des diplomates, mais elle affecta profondément les rapports des grandes puissances entre elles et des grandes puissances avec l'Empire ottoman. L'entrée de la Russie et de la Prusse dans le concert européen déplaça vers l'est le centre de gravité du système politique européen. Les progrès de la puissance russe sur les ruines des auxiliaires traditionnels de la France mirent en question l'équilibre européen et déterminèrent l'intervention des autres puissances, soit pour arrêter ses conquêtes, soit pour réclamer des compensations.

La question d'Orient se présente comme une question d'héritage du jour où les victoires du prince Eugène révélèrent à l'Europe la décadence de l'Empire ottoman. Mais la crise ne prend une forme aiguë que le jour où la Russie, ayant réduit les Suédois et les Polonais, pèse de toute sa force sur la Turquie. Forte de sa position géographique, de l'appui de son peuple, pour qui la guerre contre les Turcs se confond avec la croisade religieuse, et de la complicité des sujets orthodoxes de la Porte, la Russie aurait sans doute supplanté la domination ottomane sur la péninsule des Balkans, si la Turquie n'avait toujours trouvé, grâce à la jalousie des puissances européennes, des alliances susceptibles de la sauver et de prolonger son existence. La France, la Prusse et l'Angleterre s'étaient tour à tour portées garantes de l'intégrité de l'Empire ottoman. Après la mort de Catherine II, la Russie elle-même avait fait sien, pour un moment, le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman.

Ne pouvant résoudre seule la question d'Orient, et à son seul profit, la Russie essaya de s'assurer la complicité de ses rivales, inaugurant ainsi la politique des partages. Avec l'Autriche

d'abord, puis avec la France, elle rêva de chasser les Turcs de l'Europe et de couronner les efforts de sa politique persévérante par l'acquisition de Constantinople. « Mais la politique des partages qui l'a si longtemps servie a paru inapplicable à l'Empire ottoman, par la difficulté d'y trouver des parts équivalentes à toutes les convoitises »¹⁾. La Russie seule obtint quelques avantages, grâce à la supériorité de sa position vis-à-vis de l'Empire ottoman et à la continuité de sa politique.

Sa tâche fut considérablement facilitée par les contradictions et les incohérences de la politique autrichienne et par la rivalité des Cours de Vienne et de Berlin. Après la perte de la Silésie, l'Autriche considéra le rétablissement de son hégémonie en Allemagne, par la réacquisition de ses territoires perdus et par l'abaissement de la Prusse, comme le but essentiel de sa politique. Elle prit donc pour mot d'ordre la conservation de l'Empire ottoman et se proposa de n'intervenir dans les affaires orientales que dans le cas où l'accroissement d'autres puissances l'obligerait à exiger des compensations et à rétablir l'équilibre. La faiblesse de la politique autrichienne en Orient se manifesta aussi par son hésitation à propos des territoires à réclamer. Ses préférences se portèrent tantôt sur les Principautés Danubiennes, tantôt sur la Serbie et la Bosnie. En outre, la composition hétéroclite de leur monarchie et la différence de religion empêchèrent les Habsbourg de se poser en défenseurs des sujets orthodoxes de la Turquie et d'acquiescer ainsi un moyen d'intervention constant dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman. Enfin, l'Autriche ne prit conscience de sa « vocation orientale » que lorsque, par suite des progrès du principe des nationalités, son existence elle-même commençait à être menacée.

Incapable d'une politique de conquête en Orient, l'Autriche n'y joua pas moins un grand rôle comme rivale de la Russie. Son opposition en 1770 aux ambitions de Catherine II, comme celle de l'Angleterre et de la Prusse en 1791, sauva les Principautés Danubiennes de l'annexion russe et l'Empire ottoman d'un démembrement certain.

¹⁾ E. Bourgeois, *ouvr. cité*, II, p. 438.

Mais le soutien le plus ferme de l'Empire ottoman fut la France. Pour conserver sa prépondérance politique et commerciale dans le Levant, la France se fit le champion de l'intégrité de l'Empire ottoman et resta fidèle à cette politique jusqu'à la Révolution. Bonaparte rompit avec cette tradition et, par l'expédition d'Égypte, inaugura une politique de conquête et de partage qui détermina l'intervention de l'Angleterre et donna à la rivalité anglo-française le caractère d'une lutte pour la suprématie en Orient. L'Empire ottoman sortit à peu près intact de la lutte gigantesque dont il avait été l'enjeu.

A partir de la fin du XVIII^e siècle, ce rôle de gardienne de l'intégrité de la Turquie sera rempli surtout par l'Angleterre. Instruite par la défaite subie en Amérique, l'Angleterre veillera plus attentivement sur son Empire colonial et sur la sécurité des routes qui le rattachent à la métropole. La constitution de l'Empire des Indes lui révélera l'importance exceptionnelle des Détroits et de Constantinople. Comme les projets de Napoléon sur l'Orient, les ambitions de la Russie se heurteront aux obstacles que l'Angleterre avait dressés sur la route de Constantinople. La rivalité anglo-russe dominera le XIX^e siècle.

Cette lutte des grandes puissances pour l'hégémonie en Orient profita surtout aux nations balkaniques dont elle favorisa l'émancipation. La propagande religieuse inaugurée par la Russie, l'agitation révolutionnaire et nationale entretenue par la France, l'appel au droit des peuples à se gouverner eux mêmes et le contact avec les armées russes, autrichiennes et françaises encouragèrent les tendances nationales et stimulèrent le besoin d'indépendances des nations chrétiennes de l'Empire ottoman. L'histoire de l'éveil de ces nations et la constitution de nouveaux États sur les ruines de l'Empire ottoman sont inséparables de l'histoire des guerres russo-turques et de la diffusion des idées de la Révolution française dans les Balkans. Mais les événements qui constituent cette histoire marquent le début d'une nouvelle période de la question d'Orient.

DOCUMENTS

AVERTISSEMENT

Les documents qui suivent proviennent des Archives d'État de Naples et des papiers de la famille Ludolf légués à la *Società napoletana di Storia patria*. Nous avons désigné les premiers par le no. de la liasse (ex.: vol, 183 signifie *Affari Esteri, Costantinopoli*, vol. 183, des Archives d'État de Naples), les seconds par l'initiale et le no. des boîtes qui les contiennent et qui sont conservées à la *Società Napolitana di Storia patria*. De ces fonds, riches en renseignements précieux sur la question d'Orient de 1740 à 1860, nous nous sommes borné à extraire ce qui avait trait surtout à l'histoire des Principautés Danubiennes. Nous espérons poursuivre nos recherches d'un point de vue plus général et publier dans un second volume tous les documents susceptibles d'apporter quelques précisions sur la question d'Orient.

Pour la transcription de nos extraits, nous nous sommes efforcé de suivre d'aussi près que possible le texte original. Tout au plus sommes-nous permis de compléter parfois la ponctuation et les accents. Si ces textes abondent en fautes de langue et d'orthographe, il ne faut pas oublier que les Ludolf, auteurs de la plupart de ces documents, écrits en français ou en italien, n'étaient ni Français, ni Italiens. Ils étaient d'origine allemande, et, quoiqu'ils aient adopté ces deux langues même dans leurs relations familiales, ils ont fait leur éducation et ont passé leur vie dans un milieu cosmopolite impropre à développer le sens de la précision et de la pureté d'une langue. Pour plus de renseignements sur la légation napolitaine à Constantinople, sur les ministres qui l'ont représentée et sur l'intérêt que présentent leurs dépêches pour la question d'Orient nous nous permettons de renvoyer à notre article: «*L'établissement de la légation napolitaine à Constantinople (1740)*», paru dans le vol. XV du «*Bulletin de la Section Historique*» publié par l'Académie Roumaine, 1929, p. 61—80.

A

EXTRAITS DES DÉPÊCHES DIPLOMATIQUES DES ENVOYÉS EXTRAORDINAIRES ET MINISTRES PLÉ- NIPOTENTIAIRES DU ROI DES DEUX-SICILES À LA PORTE OTTOMANE (1714—1821)

1. Le comte Finocchietti (1740—1741).
 2. Le chev. Nicolas de Maïo (17 sept. 1741—17 juin 1747).
 3. Guillaume de Ludolf (17 juin 1747—1 oct. 1789).
 4. Constantin de Ludolf (1 oct. 1789—1817).
 5. Ioseph-Constantin de Ludolf (25 mars 1817—sept. 1820).
 6. Jean-Baptiste Navoni (chargé d'affaires) (sept. 1820—1825).
-

1. Dépêches de Giuseppe Finocchietti

I

Mise en prison du prince Alexandre Ghica, drogman de la Porte, sous l'inculpation de s'être laissé corrompre par les Russes

11 février 1741 — «Come è quasi il consueto, improvvisamente, ed in un momento stesso, si sente esiliato a Castanbol il Reis Effendi, e messo prigioniero il Principe Gicca, Dragomano della Porta, sequestrati gli effetti di ambi due e quanto di bene trovati in casa del Dragomano trasportato al Serraglio del Sultano. Tal nuova ha sorpreso tutti generalmente, poichè non vi è esempio che un Gran Cancelliere ed il Dragomano della Porta assieme siano stati levatj d'impegno...

Si mormora assai dell'unione di Reis Effendi ed il Dragomano della Porta. Nè mancava chi gli tacciava avere dai Moscoviti particolarmente ritirato molte somme di denaro per mezzo del ambasciatore di Francia, confidentissimo del Dragomano della Porta, ed avere fatto una Pace svantaggiosissima alli Turchi, particolarmente per avere nell'ultimo trattato abolito tutti gli antecedenti e permesso di fabricare un forte vicino d'Asof, che con ciò rendisi inutilissima la demolitione del medesimo. Da tanto tempo poi, non essendo sin al giorno presente potuti liquidarsi le differenze colli detti Moscoviti per gli confini, e non vedendosi ritornare gli Schiavi che gli Moscoviti hanno fatto, e che si era rilasciato senza difficoltà gli Moscoviti che erano in mano de' Turchi, profitto il visir della malattia del detto Kislar Agassi per rovesciare gli detti due uomini appresso il Sultano, e si fece appoggiare dal nuovo Capitan-Pachà, il quale, essendo stato in Belgrado Governatore e poi levato di posto ed esiliato per arte del Reis Effendi, si duole, e si assicura che, nel momento che giunse e si portò col Visir dal Sultano, rappresentasse che dette due persone eron state subornate a forza di danaro nell'ultimo trattato di pace in Belgrado, e che gli Moscoviti, desiderando fortemente la pace, si poteva fare con più vantaggio e come voleva la Porta etc., di sorte che, appoggiando il Visir le rappresentazioni del Pachà, sortirono dall'udienza coll'ordine di esiliare l'uno e di prendere l'altro, come dico di sopra. Al Reis Effendi si calcolche abbino trovato per la valuta di tre mila borse, che sono un milione e mezzo di piastre d'effetti, gioie e contanti, e al Dragomano della Porta da settecento borse; di questa ultima somma se ne re' eso padrone il Sultano»... (Vol. 189).

II

Mise à mort d'Alexandre Ghica

28 février 1741. — «Il Reis Effendi si scusò, per quanto si assicura, accusando il Dragomano della Porta di ogni fallo che avesse potuto fare, e, per mezzo di potenti suoi amici, ottenne che si levasse il bollo alle sue case. Ma al Principe Gicca, doppio diciotto giorni d'arresto gli fu tagliato la testa ed esposto col suo corpo nudo alle ingiurie del Popolo. Ciò si eseguì sotto un ciosco del Sultano, addove il medesimo si attrovava dentro una gelosia, e di ciò più facilmente si crede, che abbino aute più che certe prove di averlo ritrovato complice di qualche delitto di stato, poichè senza di ciò non si fanno simili execuzioni in presenza al Principe».. (Vol. 189).

III

Négociation du comte d'Ulefeld pour obtenir la reconnaissance par la Porte de l'accession de Marie-Thérèse au trône

11 mars 1741. — «Si sono riuniti gli Ambasciatori d'Inghilterra, d'Olanda e Venetia a secondare il conte d'Ulefeld, e fanno d'accordo ogni diligenza, perchè la Porta si accordi colli Moscoviti. Hanno tutti scritto per la via di Vienna che l'archiduchessa è stata riconosciuta dalla Porta, ma non hanno scritto la verità, e tutto quello che ha di speranza il conte d'Ulefeld in questo particolare si è che spera ottenere dalla Porta la risposta alla lettera dell'archiduchessa come regina di Boemia e d'Ungheria, nel momento della sua di qui partenza». (Vol. 189).

IV

Arrivée du comte Roumiantzof, nouvel ambassadeur russe, à Constantinople

8 avril 1741. — «A forza di regali in denari e pelliccie, ha l'ambasciatore moscovita, generale Romanzof, toccante il suo ingresso, ottenuto quanto egli bramava... e fece il suo ingresso marciando il chaus-Baci due passi avanti di lui, dopo essere stato a riceverlo in luogo molto più distante senza disputa veruna, che non fece al conte d'Ulefeld, al quale... non volle cedere la mano, perchè solo un orologio a repetizione d'oro le fu regalato... Il 5 del corrente andiede all'udienza del Visir e... uno di questi giorni andrà dal Sultano e dopo tratterranno del regolamento de' confini, sopra il quale particolare, gli più credo che sia impossibile che possino convenire. Però come l'ambasciatore non mancherà di regalare somme di danari e pelliccie, delle quali si sa che ne ha portato per la valuta di un milione di pezze, si può anche credere che potrebbe riuscire in tutto ciò che vuole...

Essendo la prima ambasciata straordinaria che qui venga dalla Moscovia ha portato un regalo al Sultano in pelliccia e stoffe di Persia per la valuta di più di dugento mila piastre».. (Vol. 189).

V

Négociations russo-turques

14 mars 1741. — «Gli ministri della Porta tengono giornalmente delle conferenze colli Moscoviti. Nulla ancora hanno conchiuso, e pare difficile si accomodino». (Vol. 189).

2. Dépêches de Nicolas de Maïo

VI

Le chevalier de Maïo s'excuse auprès de son gouvernement de n'avoir pas pu répondre convenablement à la visite du prince de Moldavie

20 juillet 1743

Eccellenza,

Il Principe di Moldavia, che con altra ho riferito all'E. V. esser stato nuovamente assunto al Principato, in luogo del deposto fratello, nel giorno 15 del corrente, mandò il suo Dragomano accompagnato da quattro servitori a felicitarmi, partecipandomi la sua installazione. Siccome però noi, sin dal giorno 13 eramo chiusi ¹⁾, così non potei, secondo è solito, fargli passar la visita di congratulazione dal nostro dragomano, accompagnato da tre servitori, ma feci praticare una tale offiziosità dal solo nostro dragomano, senza accompagnamento (giacchè li dragomani per le occorrenze, che possono darsi, stanno, secondo è uso comune, fuori di casa) incaricando al medesimo di far le mie scuse per la mancanza della formalità a cui ero necessitato dall'accidente corrente. Ed a V. E. riverentemente mi riprotesto,

D. V. E.

Pera, 20 Luglio 1743.

Umilissimo e devotissimo servitore
Nicola de Majo

(Vol. 195)

VII

Déposition de Constantin Mavrocordato

20 juillet 1743. — «Il giorno 10 di Luglio ²⁾ era Stato deposto dal Principato il Principe di Moldavia per maneggio del suo minore fratello, quale era stato instalato in di lui luogo». (Copie). (Vol. 195).

¹⁾ A cause de la peste. Les membres des missions étrangères près la Porte étaient obligés de rester enfermés dans leurs maisons de six à sept mois par an à cause des épidémies.

²⁾ La date de 29 juin que donne M. Iorga (*Histoire des Roumains et de leur civilisation*, II-e éd., Bucarest, 1922) est d'après le vieux style.

VIII

Chevaux fournis à la Porte par la Moldavie et la Valachie

29 octobre 1743. — «Alli 16 li Residenti de' Principi di Valacchia e Moldavia, volendo rimettere li cavalli che sogliono dare essi Principi in occasione di guerra per servizio de' carri e cannoni, fu loro fatto dire che li rimettessero in qualche luogo e li mantenessero, a spese del Sultano, sin a tanto che la necessità obligasse di prenderli». (Vol. 195).

IX

Fiançailles de Lucca Jangoleo, drogman du ministre des Deux-Siciles, avec Smaragda, fille d'Alexandre Ghica

19 juillet 1744.

Eccellenza,

Nella umillissima rassegnazione del profondo mio rispetto mi prendo l'onore di comunicare a V. E. e imminenti m'è nuzziali promesse colla figlia del defonto principe Ghica, fu dragomano della Fulgida Porta. E, siccome il sig. Baili di Maio ha voluto corrispondere al desiderio delle loro Alt^e SS^{me}, zii della mia sposa, così, col coraggio di sua umilissima e fedele creatura, spero vi concorrà altresì il clementissimo compiacimento di V. E., il partito che già era premeditato dalla benedetta anima di esso Principe Ghica, viene ora proposto da queste Altezze Serenissime, rimanendo la funzione dell'anello nell'imminente partenza per Valacchia di S. A. Principe Costantino¹). In tale occasione, giacchè mi riesce di mantenere corrispondenza con questa corte di Valacchia, bramarei esser illuminato se nel stato presente sarebbe ciò agredito a V. E., con che regolerei il mio procedimento a tenore de' suoi venerati comandi, a' quali sempre conservo esattissima la mia fedele ubbidienza, che mi costringe protestarmi col maggior rispetto

dell' E. V.

Pera di Constantinopoli, alli 19 Luglio 1744.

Umillissimo, devotissimo servitore, ossequo e obligatissimo servitore
Luca Jangoleo della Rocca
[Dragomano]

(Vol. 196).

¹) La Cour de Naples approuve.

X

La Porte répond aux avances du roi de Prusse concernant la conclusion d'un traité d'alliance

24 juillet 1745. — «Tempo fa, la Majestà del Re di Prussia spedì in Moldavia un suo ufficiale per incamminare un trattato di lega con questa Sublime Porta per mezzo di quel Principe di Moldavia, ma, nel tempo che stava per intraprendersi, il detto Principe fu deposto, onde l'ufficiale se ne ritornò senza far nulla. Ora nelle presenti circostanze essendosi ciò saputo, s'è dato ordine ad un personaggio turco di scrivere al primo ministro di Prussia in nome del Gran Visir, con tutto il maggior secreto e prontezza, esponendo nei termini più obliganti che volentieri si farebbe la lega col re; onde, volendo, potrà mandar persona, o publica con qualunque carattere che vuole, o sotto altro tittolo, per conchiuderla [nella] miglior forma»... (Vol. 197).

3. Dépêches de Guillaume Ludolf

XI

Déserteurs espagnols, napolitains et français réfugiés en Valachie

9 décembre 1747. — «Nella mattina di 6 corr. giunse qua un disertor spagnolo, di casata Romèo, il quale dice esser stato prima nella compagnia del cavalier D. Antonio Pescara e poi sarg. delle compagnie franche ed è un bellissimo uomo, e pare molto onorato, e riferisce che, stato prigioniero in Lombardia, fu cogli altri trasportato in Ungheria, da dove con altri tre compagni, cioè un Francese, un Romagnolo ed un altro Spagnolo, se n'era fuggito, e tutti sussecativamente si sono a me presentati, che a suo tempo cercherò mandarli nelli dominj di S. M. colla prima occasione.

Il detto Romèo mi dice che in Vallachia vi sono moltissimi disertori napolitani, spagnoli e francesi, li quali, non pratici del cammino e per timore di non incontrare qualche pericolo, ivi si trattengono, onde ho pensato al mio ritorno in Pera di parlare con Mons. des Alleures, ambasciatore di Francia, ed unitamente mandare una persona e forse lo stesso Romèo per ritirar qua tutti quei disertori, chi si può, e con ciò rimediare nello stesso tempo a quelli inconvenienti in cui dar possono in materia di religione ed anche per servizio di nostre truppe mandandoli nei domeni di S. M.»... (Vol. 200).

XII

Des émissaires russes parcourent la Moldavie et la Valachie pour engager les déserteurs étrangers qui s'y étaient réfugiés

13 septembre 1749. — «Sendo stati condotti ultimamente al Palazzo di Francia varj disertori delle truppe di Ungheria e tra di loro due Napolitani e sei Spagnuoli... mi vennero subito consegnati... E dovendo necessariamente passar

per la Vallachia e la Moldavia, ho saputo... ch'in questi parti vi sono varj inganciatori moscoviti, favoriti sottomano da que' Principi, che procurano, e quasi per forza, di mandare tutti quelli che possono in Russia. Ho stimato bene darne parte al Signor Ambasciatore di Francia ed assieme abbiamo fatto le necessarie insinuazioni alla Porta, affinchè non venga più sofferto un tal abuso». (Vol. 201).

XIII

Lucca Jangoleo, nommé agent du prince de Valachie, donne sa démission du poste de drogman de la légation des Deux-Siciles

26 novembre 1749. — «Questa mattina venne da me il dragomano della Porta, accompagnato dal S. Lucca Jangoleo della Rocca; questi mi presentò il memoriale annesso... contenendo li motivi che l'obbligano di ritirarsi dal real servizio di S. M. Il dragomano suddetto, come suo parente, era venuto apposta per appoggiarne le istanze. Procuraj di disuaderlo quanto potevo di tal risoluzione... Tutto fu inutile, dichiarandomi egli positivamente che dovendo quest'istesso giorno occupar il posto del secondo capichiaia (specie di agente alla Porta) del Principe di Vallachia, non era suscettibile di dilazione la sua supplica... Non potei far a meno di accettare la sua demissione... Per fortuna si trova il Ministero in grado di non risentire affatto la privazione di questo soggetto, giacchè tutte le sue operazioni si riducevano alle traduzioni che di tempo in tempo si offerivano... onde si può dire che da quattro anni in qua, egli godeva il suo soldo in qualità di beneficio semplice, senza far niente. Verissimo è che tal salario, quantunque considerabile, non bastava al suo mantenimento. Il matrimonio contratto con una principessa Ghica¹), come poi si chiama, nipote dell'attuale Principe di Vallachia, l'ha buttato in un abisso di spese e di miserie, di modo tale che viveva da disperato. Si trovava oberato di considerabili debiti ed ogni giorno mi dava il fastidio di ricevere li ricorsi de' suoi creditori e di esortarli alla pazienza. Il posto che gli è stato conferito quest'oggi è onorevole nel paese e di lucri immensi, (sebbene per lo più illuciti), ma infinitamente sdrucchiolo, perchè passando tutti gl'interessi de' Principi di Vallachia e di Moldavia per le mani di capichiaia, allor che vengono ad essere disgraziati, costoro sono li primi che ne pagano la pena, ed impossessandosi il fisco di tutto quel che hanno, li lascia ordinariamente senz'un aspro»... (Vol. 201).

XIV

Déposition et exil du drogman de la Porte et du patriarche grec

8 juillet 1751. — «Il dragomano della Porta, dopo essere stato trattenuto per due volte 24 ore nelle carceri del visir, assieme col Patriarca greco, è stat o

¹) Smaragda Ghica.

esiliato a Lemnos e l'altro a Tenedos. Il suo posto è stato conferito al secondo figlio di Ligor Voda ¹⁾, Principe di Vallacchia, giovine di 26 in 27 anni, e di poca esperienza. Dispiace a tutti li ministri la disgrazia sua, perchè, oltre di essere piuttosto buon uomo, era interato bene degli affari di tutti, e ammirabile nelle traduzioni che faceva delle loro memorie. Per altro, non essendo stata accompagnata di que' soliti sintomi di confiscazione ed altri, si spera che la limitata capacità del suo successore darà anche addito ad essere più presto richiamato ²⁾. In tanto, a due motivi si attribuisce la sua presente disgrazia: l'uno di aver preso impegno assieme col Patriarca negli affari dell'Isola di Cipro, i quali si sono resi delicatissimi e più che mai si trovano imbrogliati ³⁾. Riconosciuto troppo prudente il dragomanno suddetto per voler mescolarsi in simili affari, si crede piuttosto fondato quest'altro motivo, di che, gelosi li Principi e primati greci di veder un uomo che non è del loro cetto, e stato era semplice scrivano del passato dragomanno della Porta, acquistarsi sempre più autorità e di aspirar forse all'istesso principato, come a cosa non insolita conferirsi in benemerenza di tal impegno, per prevenirlo abbiano procurato sbazarlo. Che la cosa sia stata premeditata, lo comprova l'arrivo da Vallacchia del nuovo dragomano, seguito appunto il giorno seguente del suo esilio. E subito gli fu messo il caftano ed entrò in esercizio della nuova carica». (Vol. 202).

XV

Régime des différentes provinces de l'Empire ottoman

10 avril 1752. — [Après avoir parlé des exactiones auxquelles ont été exposés les habitants de Chypre]. «Gli stati di Europa però, a eccezione della Bulgaria, Valacchia e Moldavia, men si veggono tiranneggiati, e si ha qualche riguardo per la Bosnia e l'Albania, perchè ripiene di popoli bravi: sanno difendere i loro privilegi ed il governo non osa troppo aggravarli. L'Egitto pur non soffre molto, perchè la costituzione interiore del suo governo non permette a questi di estendersi troppo. Ma tirando questa capitale da quel regno la maggior parte delle provigioni che vi si consumano, s'impossessa il serraglio di tal commercio, et lo stesso fa con quell'altro del Mar Nero, il che rovina il mercante turco e chiude l'ingresso a qualsisia industria sua... E per verità, riflettendosi come vanno le cose, altro non può pensarsi, se non ch'egli sia divenuta massima favorita e fondamentale di rovinar le provincie, d'impovertire et indebolire i popoli, nella credenza forse, ch'egli sia l'unica che mantener possa il sultano sul trono». . . (Vol. 203).

¹⁾ Grégoire Ghica. Cf. Hurmuzaki, IX, 2, p. 1, la dépêche d'André de Lesze relatant les mêmes faits.

²⁾ Il l'a été en effet, comme il résulte d'une dépêche du 12 oct. 1751.

³⁾ Sur l'affaire de Chypre, Cf. Iorga: *Documentele Callimachi*, I, p. LXX et suiv.; *Geschichte des osm. Reiches*, IV, p. 470.

XVI

Huit cents familles croates et hongroises s'établissent en Valachie

10 avril 1752. — «Mi è stato asserito essersi ricoverate in Vallacchia da più di 800 famiglie croati e ungheresi, e che siano state bene accolte e provviste di terreni in un paese che tanto più ne abbonda, che più si rende spopolato dalli nativi, e assai di questi soccorsi avrebbe di bisogno per rimettersi». (Vol. 203).

XVII

Mort de Grégoire Ghica et avènement de son fils Mathieu

2 octobre 1752. — «Sendo improvvisamente morto il Principe di Vallacchia, padre del dragomano della Porta, è stato immediatamente a questi tal posto, e quello che occupava è stato di nuovo appoggiato al di lui predecessore... Sendo pur troppo nota l'incapacità del nuovo Principe alli popoli vallacchi, hanno mandato alla Porta una diputazione in forma per protestare contro una tal elezione, ma, trovando qui poco orecchio rappresentanze di questa natura, senza ascoltarla è stato licenziata, ed il Principe partito per il suo governo»¹⁾. (Vol. 203).

XVIII

Etat lamentable de l'Empire ottoman et surtout des Principautés Danubiennes dont la population émigre en Russie

12 mars 1753. — «Le speranze concepite di veder prendere sotto il ministero presente un'altra forma al governo economico di questa corte e più propizia al bene del suddito, paiono intieramente svanite. Le vessazioni ed estorsioni continuano colla stessa forma di prima, ma con questa notabile differenza che il danaro si accumula, tutto resta in poter del Principe e de'suoi favoriti odierni il Selictar-agà ed il Berber-bascl o capo braciere; quando, per lo passato, il lusso estremo e la prodigalità del Kislar-agà e de suoi seguaci, davano almeno un certo moto alla circolazione con quelle somme considerabili che la passione delle gioie faceva sortir di quando in quando dagli abissi del Serraglio. Tal passione in gran parte si attribuiva al Sultano; ma oggi, che affatto nulla più si compra, bene si vede ch'ei le gradiva, perchè gli venivano regalate, ma di assai più ama il denaro contante. In questo stato di cose nuovamente principia il popolo a mormorare. E credo sia per divertir la sua attenzione, che il governo abbia fatto spargere la voce di esservi qualche apparenza di guerra colla Moscovia... Ma se vero fosse, come pur si dice che il corpo de' Giannizzari voglia la guerra, certo è che questo sovrano si troverebbe in un cattivo imbarazzo. Troppo persuaso che la salute sua dipende da un governo

¹⁾ Cf. Hurmuzaki Vol. XIV^o, p. 1130—1131.

pacifico, riguarda la guerra come una crisi personale. Onde la necessità o la forza sola potranno obbligarlo a mutare di sistema. Un visir alla testa di un esercito malcontento e fuori di Constantinopoli, egli è una prospettiva che null'altro gli fa vedere che pericoli ed azzardi. Quindi se tale non fosse il suo sistema favorito, avrebbe mai sofferto, che la Moscovia spopolasse la Moldavia e la Vallachia, attirando in Ucraina tante migliaia di famiglie, che facesse erigere una città fortificata sotto il nome di Elisabetstat per collocarvi tali trasfugatori e sita sulle frontiere del suo Imperio, ed ove già si contano domiciliati da passa 30 mila Moldavi. Le suddette provincie sia per tal spopolazione, sia per le continue vessazioni a cui soggiaciono sono intieramente rovinate. Il più bello è che qui non è ignorato, ma non v'è disposizione di rimediarlo. La Russia, troppo abile per non mettere a profitto tale trascuraggine, intanto va avanti. E pur tali provincie sono di una estrema importanza a questa corte in caso di guerra colla Germania o colla Russia, perchè possono considerarsi, e la loro naturale fertilità veramente le rende, il magazzino generale de'suoi eserciti. Ma nulla giova. La politica di questa corte è un arcano incomprendibile: vede il principio ed il progresso del male senza inquietudine; arrivato all'estremo, allora comincia a pensare al rimedio. Supposto dunque che si eseguisca la missione di un ministro in Russia, quale sarà il frutto che ne riceverà? Forse delle scuse. Ma Elisabetstat resterà, e li trafuggitori non torneranno». (Vol. 203).

XIX

Razumovski duc de Courlande?

24 août 1754. — «Tra le notizie secrete che la Porta riceve pel canale del Principe di Moldavia degli affari di Moscovia, vi è che quella Corte pensi seriamente a far eleggere per duca di Curlandia il conte Rasumowsky, hetmanno di cosachi; ma che la Republica di Polonia tanto più si opponga ad una tal elezione, più tosto arbitraria, che conforme alle Costituzioni del paese; che, oltre di essere il candidato di bassissima estrazione e cosacco, sempe più si derogarebbe in ciò da parte di quella corte ai fondati suoi diritti, che ha sopra quello Stato e che le elezioni si facciano liberamente». (Vol. 203).

XX

Plaintes valaques contre le Prince. Les Russes fortifient leur frontière orientale

21 juin 1755.— «Mal contenti i Vallacchi del Principe loro, spedirono tempo fa dei deputati a questa corte per dolersi: e quantunque le querele di que'popoli fossero ben fondate, pur il partito che qui si ha preso egli è d'aver fatti esiliare li predetti deputati e spedir ordine in Vallachia di castigar severamente i boiari o magnati autori d'una tal missione. Di più, attribuendosi in gran parte agl'intrighi e fomentazioni, che non si danno per sicure, d'un tal Constantin

bey, stato già Principe di quella Provincia, la Porta, per sortire tutto d'una volta da quest'impaccio, l'ha fatto pur esiliare a Scio. E poi, stimando il visir, che, per acquistare gl'animi di quei popoli, pur conveniva dar loro una qualche sodisfazione, onde, per recompensar i lunghi servigj del dragomano della Porta, lo destinò a tal posto. Saputolo però il Reis-Efendi, non solamente riprese acremente a questo povero uomo di aver pensato a farsi Principe, ma, usando anche del suo credito, fece svanire per questa volta un sì ben meritato avanzamento. Questo colpo è stato molto sensibile al visir ¹).

Le notizie che qui si ha dalle frontiere della Russia limitrofe a quest' Impero sono che vi si stava radunando un corpo di truppe, forte, si dice, di 60 mila uomini, e che stava travagliando giorno e notte per mettere in buon stato di difesa le palanche e fortini nuovamente eretti». (Vol. 105).

XXI

Pénurie des grains dans l'Empire ottoman

24 janvier 1756. — «Nuovamente si comincia a sperimentare in questa capitale la penuria del grano, assicurandosi che appena ve ne sia per giorni 40, e da due settimane a questa parte si vede il pan comune diminuito di peso e quasi tutto composto di farina d'orzo e di miglio. Si sono spediti quindi ordini pressantissimi in Vallacchia di ammassarvi 300 mila chili di grano e 200 mila di orzo, e in Moldavia di fornire 200 mila di grano e 100 mila d'orzo, ma non si crede in stato quelle provincie di somministrar una quantità sì grande, onde anche si parla di ricorrere alla Polonia». (Vol. 205).

XXII

Ouvertures de Brühl à la Porte

21 février 1756. — «Mi è stato detto da buona parte che, prima che morisse sultan Mahmud, il conte di Brühl abbia scritto una lettera al Principe di Moldavia per insinuargli la convenienza di una corrispondenza più intrinseca e segreta tra il re di Polonia e la Porta ²), con varie altre esibizioni di questa natura. Ma troppo circospetto il ministero d'allora, per non dare disgusti o sospetti alle Potenze vicine, nè volle ascoltare le mentovate proposizioni, nè meno rispondere alla lettera del suddetto ministro. Questo passo fatto servir potrebbe di un'induzione a tenere la corte di Dresda scontenta della Russia». (Vol. 205).

¹) Depuis «Saputolo... jusqu'à *sensible al visir*» le texte est chiffré.

²) En chiffres. Déchiffrement interlinéaire.

XXIII

Attitude de la Porte à la veille de la guerre de sept ans

20 mars 1756. — «Questo Sr. ambasciator di Francia va continuando diligentemente i consaputi suoi manegii ¹⁾, ma non scorgo che finora vi si dia troppo orecchio. Vero è che sempre vi sta applicato a proveder di grani e di altre provvigioni i magazzeni situati sulle sponde del Danubio. Ma altre disposizioni o movimenti di guerra non si osservano in questa capitale. Un'altra provvidenza, ella è la progettata missione in Germania di emissari per osservare ciò che vi passerà nelle presenti critiche circostanze della Europa... Più interessante si rende la proposizione stata fatta al nostro Ducas (soggetto abilissimo, stato già altre volte impiegato in commissioni segrete della Porta, e che egli mî confidò come un segreto, dalla di cui rivelazione la propria sua vita dipende) di passare in Ungheria per animare e fomentare certi malcontenti che si pretende esservi. Ma stimando maggiore il pericolo che il guadagno d'un assegnamento di piastre sei mila, ricusa una tale delicata incumbenza. Egli è il Principe di Vallachia che ne ha la principale direzione» ²⁾.

XXIV

Relations commerciales entre la Pologne et la Moldavie

11 septembre 1756. — «Già sono due settimane che si trova partito il conte Mniszech, stato premunito da questa corte di varj firmani, tutti relativi a quel commercio che si fa tra la Polonia e la Moldavia, il quale, trovandosi molto aggravato di varie nuove imposizioni, dogane e dazii, esigeva un pronto rimedio in pro del mercante polonese. Anche si ha riportato questo ministro le assicuranze della continuazione dell'amicizia della Porta verso la Republica, ma niuna ben positiva, di qualche più immediata assistenza in caso di bisogno». (Vol. 205).

XXV

Politique économique de la Porte

27 septembre 1757. — «Qui, se vogliamo considerare l'esteriore della corte, la vedremo tutta applicata in puerilità, conforme al genio del Sultano e, fra queste, in alcune cose più serie; in parte necessarie e savie, come sono le provvidenze date per la grascia della Capitale; in parte fuori di tempo e ridicole, come sono gli ordini pel vestire de' sudditi rajà; qui si eseguiscono con tutto il rigore: loro vengono proibiti i colori vistosi, i camelotti ed i sciali, quali

¹⁾ En vue d'intéresser la Porte aux affaires de Pologne.

²⁾ En chiffres, avec déchiffrement interlinéaire.

stoffe essendo delle fabbriche del paese, ci da un nuovo saggio del genio singulare di questa nazione. Migliaia di sudditi resteranno senza pane ed il foresto venderà più, e più cari li suoi panni: basta che si sodisfi un puro capriccio. Da altra parte, se riguardiamo l'interiore, vedremo un popolo sempre mal contento della miseria che l'opprime; un sovrano avaro che ad altro non abbada che ad accumular danari dove può; sempre volubile, sospettoso, capriccioso, e, finalmente, un ministero che più si applica pel proprio utile ed avanzamento, che a dar sesto ai disordini che regnano dappertutto, e qui, e nelle Provincie. Il solo visir, considerandosi non per tale, ma per semplice kaimekam, aspetta tranquillamente la decisione della sorte sua. Onde svanite quelle voci, che sparse si erano sul di lui credito maggiore, resta concentrato gran porzione del potere nelle mani del noto Iasigi Efendi e del Kislar-agà. Ma spezialmente si gode del credito una nipote del Sultano, maritata col attuale Capitan Bassa. Si assicura ch'egli ne sia innamorato; altri vogliono ch'egli sia un semplice tenero affetto. Comunque si sia, il potere suo è grande, o amore, o amicizia, molto licenziosamente se ne parla, e si pretende che ambiziosa ed avara, approfittandosi della presente sua situazione, si abbandona agl'intrighi, cabale e rapine, di modo che chiunque ha danaro, pel mezzo suo può avanzarsi. Così ha fatto il presente patriarca greco e l'attuale Principe di Moldavia. Il sultano conferì l'anno passato il beilerbeiliki di Romelia al suo marito, giovine ignaro, stato suo cavalerizzo maggiore: eccolo Capitan Bassà, e, forse non passerà molto, lo vedremo visir». (Vol. 206).

XXVI

Bruits de guerre et disette

II mars 1758. — «Anche si parla di guerra. Si pretende che gli amassi di grani fattisi sul Danubio servir debbano, non già per la provisione di questa capitale, ma per formarvi magazzeni. Chi considera però la costituzione del governo, la carestia e la miseria che regna quasi per tutto l'imperio, difficilmente potrà persuadersi che simili voci aver possano il minimo fondamento». (Vol. 207).

XXVII

Avènement de Jean Callimachi sur le trône de Moldavie

9 septembre 1758. — «La promozione del dragomano della Porta Callimachi al Principato di Moldavia e l'altra del suo successore al dragomanato, cagioneranno un nuovo dispendio a questo R. Ministero. Al primo si stima giusto usare qualche generosità per li servigj resi ad ogni Ministero estero in particolare e per l'anzianità de' medesimi; all'altro, oltre la convenienza di renderselo affetto e parziale, anche vi concorre un certo diritto acquistatosi dalli predecessori». (Vol. 207).

XXVIII

Cadeau offert par Ludolf au prince Jean Callimachi

14 septembre 1758. — «Informatomi di ciò che praticatosi era in conformità da parte degl'altri ministri verso ambi soggetti.. feci rimettere al Principe di Moldavia un orologio d'oro del valore di piastre 110, ed al dragomano gli diedi 70 zechini o sia piastre 190.60». (Vol. 207).

XXIX

Disette provoquée en Moldavie par une incursion tartare

11 novembre 1758. — «Va continuando a sperimentarsi in questa capitale l'esorbitante prezzo de' viveri in generale e tutte le apparenze sono che anche quest'inverno ne scarseggeremo assai. Ciò si attribuisce in parte alla nota formazione di magazzini in diversi luoghi, al non esser stato generalmente abbondante la raccolta e all'ultima invasione ancora de' Tartari in Moldavia, pretendendosi che abbian portate via, saccheggiate o distrutte diverse provvigioni destinate per la grassa di questa capitale». (Vol. 207).

XXX

Pilleries et ravages causés par les Tartares en Moldavie

9 décembre 1758. — «Funeste sono le notizie pervenute qui dalla Moldavia sulle rapine e devastazioni commessevi dalli Tartari per un distretto di passa 36 ore di estensione. Que' popoli ed il povero Principe Callimachi sono da compiangere, perchè ciò non li salva nè dal tributo nè dalli enormi donativi che fornir devono alli ministri della Porta». (Vol. 208).

XXXI

Jean Callimachi à Ludolf

All' Ill^{mo} Sig. Guglielmo de Ludolf, Inviato di Napoli.

Iassy, ²/₁₄ Giugno 1759]

Illustrissimo Signore,

Ebbi l'onore alli passati di ricevere in data delli 21 Maggio di Vossignoria Illustrissima il gentile foglio, nel quale col mio maggior contento ho riconosciuto vivamente espressa la di lei verso di me singolare parzialità nel dichiararmi i sentimenti che dalla più schietta amicizia vengono dettati. Sono

proprio dell'animo suo cortese quegli così sinceri contrasegni di benevolenza, onde non posso Io non riceverli, se non con affettuosa gratitudine e renderlene distinte grazie, desiderando per altro d'incontrare le congiunture idonee per corrispondere alle di lei attenzioni colla pienezza della mia amorevollezza in tutto ciò che possa essere di suo gusto. In tanto le auguro dal ciel ogni maggior prosperità e mi dico con distinta considerazione di cuor e di animo

Iassi 3 Giugno s. v. 1759.
(U, 60—64).

di V. Il^{ma} devotis^{mo} ed ubbidi^{mo}
Giovanni Teodoro
Pincipe di Moldavia

XXXII

Les Moldaves et les Valaques émigrent pour échapper aux impôts écrasants

14 juillet 1759. — «Li pesi, con cui li Pascià, e anche li Principi di Valacchia e di Moldavia, generalmente aggravano il suddito rajà, divenendo di giorno in giorno più intollerabili, naturalmente lo portano a cercar altrove ricovero, ma lo dissimula e solo passando all'eccesso può rompere e ne chiede il riparo, come l'ho veduto succedere alle volte pel passato». (Vol. 208).

XXXIII

Rivalité du grand-vizir et du mufti

12 septembre 1761. — «Se la prima promozione dinota il potere del Visir, essendoli promossi ministri tutte creature sue, la rimozione del Mufti n'è un'altra prova più chiara. Vecchio suo nimico, uomo intraprendente assai, autore dell'allontanamento di Ali-aga, ed essersi promossi ultimamente alli principati di Valacchia e di Moldavia a dispetto suo due Greci contrarj al suo genio ed elezione, faceva un positivo contrapeso al suo potere, e le cose erano andate così avanti che si prevedeva che o l'uno o l'altro soccomber dovea». (E. 12—13).

XXXIV

Intrigues et déplacements du docteur napolitain Nicolas Caro

9 octobre 1762. — «Mi è stato confidato dal Sr. Luca, che nell'auge sua [il Caro] anche procurato avesse di promuover al Dragomanato della Porta il figlio di quel medico greco suo amico Caragià, e quantunque ciò si facesse colla riserva di far Principe di Moldavia l'attuale Dragomano, pur questi se n'era molto risentito». (C. 6—7).

XXXV

Destitution des deux agents des princes de Moldavie et de Valachie

8 janvier 1763. — «Di genio però ardito ed intrigante, il Tahir-agà, ed avido ancora, si è lasciato tentare dall'utile grande, che sempre è certo per chi sa far confermar o promuovere alli Principati di Vallacchia e di Moldavia gli aspirazioni che mai mancano tra questi Greci, onde, prevenutone il Sultano, cercò egli di far il suo colpo colli due capi-chiaia de' principi attuali di Moldavia e di Vallacchia, per farli confermare. Il visir, avutone sentore, subitamente e senz'altra forma di processo condannò al remo ambi li suddetti capi-chiaia, e con effetto restano incatenati nel bagno. Tanto è il potere di questo ministro [il visir], il di cui peso anche risentir potrebbe lo stesso Tahir-agà, e non sarebbe male, essendo egli un soggetto di cattiva indole». (E, 12—13).

XXXVI

Le Khan des Tartares se retire en Crimée

9 juillet 1763. — «...Gia rassegnai a V. E. d'essersi aggiustate le pretensioni ch'il Kane de' Tartari faceva a carico della Republica di Polonia, mediante lo sborso di 100 borse. Egli era un ufficiale del Principe di Moldavia che a tal fine era Stato spedito in Varsovia. Non ancora abbiamo la notizia che tal somma sia stata pagata a quel Principe, bensì che, terminate tali differenze, abbia levato il suo campo dal Causcian, e andava incamminandosi alla solita sua residenza di Regù-Serai nella Crimea. Tale mossa dà fine alle inquietudini che la permanenza sua in quelle parti cagionava alle Potenze confinanti». (E, 12—13).

XXXVII

Nicolas Caro à Jassy

11 août 1764. — «...Io son certo ch'egli [il Caro] nelle sue confidenze averà vomitato a questo ministro [a de Vergennes] ogni segreto nostro, poichè mai ho veduto uomo che meno di lui sappia ciò che convien dire, e ciò che convien tacere. Egli è arrivato in 13 giorni a Jassy, capitale della Moldavia». (C, 6—7).

XXXVIII

But du voyage de Caro

8 septembre 1764. — «Mi par di poter star sicuro ch'il principal scopo del viaggio del Caro sia il commercio, ma, sfacciato e intrigante, Dio sa quante

altre cose inventerà per farsi valere.. Ho avuto una sua lettera da Iassi con una noiosa relazione degl'onori e regali che quel principe gli ha fatti *in considerazione del Sultano*. Pur ha scritto all'ambasciatore di Francia. Del rimanente ora ben si vede che la figura sua nel serraglio più era di mercante che di medico». (C, 6—7).

XXXIX

Secrète intelligence entre le vizir et Caro

13 octobre 1764. — «...L'idea che tengo de' fini del viaggio di quest'uomo, l'ho rassegnata a V. S., ch'il visir vi sia entrato per qualche cosa, lo prova il passo con me fatto. Le civiltà usateli dal Principe di Moldavia possono esserne una sequenza ed anche uno puro effetto della buona lega che era tra di loro». (C, 6—7).

XL

Nicolas Caro à Jassy

11 janvier 1766. — «...Gli ulteriori progressi del viaggio del Caro: egli si trova fin da' 9 del mese passato in Moldavia, ove, ben accolto e trattato da quel principe, sappiamo ch'il 20 del medesimo mese ancora si fermava in Iassi». (C, 6—7).

XLI

Caro veut retourner à Constantinople

11 juin 1768. — «...Ha scritto Caro a qualche suo amico, che sarebbe passato da Viena in Valachia e poi tornato qua. Sarà un partito di disperazione. Colle sue inezie, loquacità, milanerie, e poca onesta vita con quella donna transilvana, egli ha perduto e credito e fama in quella dominante. Se verrà, terrò lontano da me un simil pessimo arnese, e quale temerei che finisca male». (C, 6—7).

XLII

«*Précis de événements de la Pologne qui ont occasionné la dernière guerre entre la Russie et la Porte Ottomane en 1768*»¹⁾

La mort d'Auguste III, roi de Pologne, arrivée en 1763, et l'invasion des troupes russes dans ce royaume, qui la suivit de près pour appuyer l'élection

¹⁾ Ce mémoire, non signé, est de Constantin Ludolf, qui l'a composé d'après les dépêches et, probablement, sous le contrôle de son père.

de Stanislas Poniatovsky, favorisé de Catherine II, ne laissa pas, en mettant la confusion dans cet Etat, d'allarmer la Porte ottomane. Le roi de France, ne songeant plus à solliciter cette Couronne pour un prince de sa maison, voulut pourtant continuer de donner à la Pologne des preuves de l'intérêt qu'il prenait à son bonheur par l'effet d'une amitié qui durait depuis bien des siècles. C'est dans cette vue que M. le comte de Vergennes eut ordre de sa Cour de proposer à la Porte une entente avec la France pour l'élection d'un nouveau roi à choisir dans la maison de Saxe et pour conserver à la République tous ses droits, privilèges et liberté. Mais les offices de cet ambassadeur ne pouvant surmonter l'irrésolution du ministère ottoman, qui se borna à écrire une lettre à la République tendant à exclure Stanislas Poniatovsky du nombre des candidats, sans qu'il y ait rien d'arrêté entre les deux puissances, cependant les Russes parvinrent à faire nommer roi leur protégé, malgré les oppositions qu'ils rencontrèrent, et les Turcs, après de longues chicanes, prirent le parti de reconnaître le nouvel élu et d'admettre de sa part un ministre qui en apportait la notification.

Mais la demeure des troupes russes en Pologne, qui augmentaient de jour en jour et y prenaient pied, ne laissèrent pas d'inquiéter beaucoup les Turcs. Le comte de Vergennes ne manqua pas d'éclairer la Porte sur le danger des entreprises des Russes dans des circonstances qui n'étaient pas moins critiques pour l'Empire ottoman que pour la Pologne. Il la sollicita de donner un manifeste par lequel elle déclarerait toute introduction de troupes étrangères en Pologne comme une violation à ses droits et privilèges. Mais toutes ces représentations n'étaient pas assez efficaces pour émouvoir le zèle du gouvernement ottoman qui lui promettait toujours de réfléchir sur une matière aussi importante.

Les nouvelles qui venaient continuellement de Pologne exagéraient les mauvaises intentions des Russes. On ne pouvait méconnaître dans leur conduite le dessein formé d'opprimer ce royaume et de l'asservir, et il n'y avait exactement que les Turcs seuls qui ne voulaient se persuader que tout serait réglé selon la volonté de l'Impératrice et que cette Princesse, en se faisant décerner la garantie des futures constitutions, s'assurait le droit le plus légitime de régenter la Pologne. Dans toutes ces diettines les droits de la nation étaient violés et les soldats du prince Replin faisaient exécuter ses ordres par force. Ceux qui osaient réclamer leur liberté et encourager leur compatriotes à secouer le joug des Russes et à les prévenir contre la garantie qu'ils demandaient, étaient punis par l'exil et tous leurs biens livrés au pillage. L'ambassadeur de France à la Porte se donnait toutes les peines imaginables pour représenter ces circonstances, les assaisonnant des réflexions propres à exciter le ministère ottoman. Mais le Reis-Efendi se contentait de lui répondre «que la Porte, très sensible aux soins qu'il prenait de l'éclairer, le priait de vouloir bien continuer ses bons offices, mais que ne voyant encore aucune opération contraire à ses intérêts, elle était très lente et très réservée en fait d'actes et de démarches, se croyant toujours à temps de remédier au mal, quand il est constaté par les faits».

Dès 1767, M. de Tott avait été envoyé en Crimée pour tâcher d'opérer quelque mouvement de ce côté-là. En plusieurs conversations qu'il eut avec

le khan, il ne manqua pas de lui représenter les troubles de la Pologne dans tout leur jour pour amener ce Prince à en faire des rapports énergiques au Grand Seigneur et le porter à une rupture que la France désirait. Il s'agissait encore d'exciter le khan à agir par lui-même de manière à détourner les Russes de leurs entreprises. Mais, quoique les vives représentations de M. de Tott trouvassent ce Prince beaucoup mieux disposé que la Porte, il avait besoin d'un plus puissant véhicule pour agir avec la vigueur que les circonstances exigeaient. La Porte tenait à ce Prince le même langage qu'à l'ambassadeur de France. Elle voulait toujours regarder les troubles de la Pologne comme une affaire de religion, de laquelle elle ne devait pas se mêler. Et cela pouvait être vrai quant au fond de la chose, mais non quant à ses rapports, car dès que les Russes cherchèrent à s'immiscer du gouvernement de la République et à se faire discerner une garantie qui les mettaît en droit d'entrer dans toutes les affaires, les questions religieuses n'ont plus rien de commun avec les affaires politiques.

Le résident de Russie tâchait de les entretenir dans leur erreur. La diète du 1^{er} février approchait. Les Turcs avaient déclaré au ministre qu'il s'engageât à l'évacuation des troupes de sa nation, d'abord après la tenue de cette assemblée. Il le promit et dit en même temps qu'elles n'attendaient que les ordres de sa Cour pour effectuer cette retraite. Mais la confédération de Bar, qui se forma peu de temps après, devant son existence et son développement au besoin que l'on avait d'un prétexte pour prolonger le séjour des troupes russes et pour éluder l'engagement pris de les en retirer d'abord après la diète. La Porte, ne pouvant dissimuler ses inquiétudes et qui en pressait de la manière la plus forte l'exécution, donna part à M. Obrescof de la résolution qu'elle avait prise de faire marcher des troupes vers les frontières de ses États. Ce résident expédia à cet effet un courrier au Prince Replin qui déclara d'abord qu'il était faux qu'il eût suspendu le départ des troupes russes, et qu'il avait donné ordre pour leur retraite, qu'à la vérité il avait pris sur lui de changer quelque chose à ces dispositions, vu les troubles de la Pologne, mais que c'était une précaution pour resserrer les confédérés en attendant les ordres de sa Cour.

M. Obrescof fit part à la Porte de cette réponse du prince Replin et elle en parut satisfaite. Mais les ordres de la cour de Russie étant venus, elle prescrivit à son plénipotentiaire de poursuivre partout les confédérés et de ne pas songer à la retraite. En exécutant ces ordres, on ne pouvait le faire sans allarmer la Porte, car les confédérés étaient retirés à Mohilow. Le prince fit part au khan des Tartares, au pacha de Khotin et aux autres gouverneurs de la frontière de la nécessité où il se trouvait de poursuivre les rebelles, promettant d'observer tous les ménagements possibles pour ne pas choquer la Porte, à l'égard de la quelle sa Souveraine conservait les intentions les plus pacifiques.

Les confédérés ayant en même temps imploré la protection de la Porte, celle-ci la leur refusa et justifia son refus sur ce qu'il ne serait pas de la justice du Divan de donner des espérances qu'il ne peut réaliser.

La prise de Cracovie, qui eut lieu au mois de septembre, ne laissa plus aucune ressource aux confédérés. Plus de 4 mille qui y étaient renfermés ont

dû céder à la force après une forte résistance. Cette grande confédération ayant été détruite, celle de Bar ne subsista pas longtemps. Privée de tout secours, elle fut aisément dispersée par les troupes russes. Quelques-uns de ces confédérés, échappés au massacre, se réfugièrent à Balta, en Tartarie, ils y furent poursuivis par les Russes qui furent repoussés par les Tartares. Il y eut plusieurs hommes de tués, de part et d'autre, et la relation que fit le khan de ce fait, par ordre de la Porte, fut fort exagérée, par l'instigation de M. Tott qui sut gagner les personnes qu'on envoya sur les lieux. Cette relation fit l'effet qu'on en désirait à la Porte. Elle fut très sensible à l'affront reçu. Elle déclara avoir été trop longtemps la dupe de sa crédulité et qu'elle allait se mettre en état de n'être plus surprise. Le Grand Seigneur surtout ne put contenir son indignation. Il déclara dans un grand divan, qu'il y eut le 3 octobre 1768, de déclarer sans délai la guerre à la Russie, puisque c'était elle qui avait fait la première agression.

D'un autre côté, le prince Repnin, qui prévint le mauvais effet que devait occasionner l'attentat de Balta, déclara que c'était à son insu qu'on avait agi de la sorte et qu'il avait donné les ordres les plus rigoureux pour poursuivre et pendre les auteurs du désordre, mais pour cette fois il ne fut pas cru.

Le 6 octobre le résident de Russie fut appelé à la Porte. Le Grand-Visir lui fit une question cathégorique pour savoir de lui si sa cour était résolue d'évacuer la Pologne, puis apercevant que ce ministre n'était pas autorisé à s'y engager, il lui fit les reproches les plus amères sur le peu de foi des Russes, les traitant de gens sans foi et le nom de traîtres ne fut pas épargné. Le résident qui n'avait pas prévu cet orage, se trouvait fort embarrassé et se bornait à assurer le visir des intentions de sa cour de vivre en paix avec tout le monde, surtout avec la Porte. Celui-ci le prenant sur cette assertion lui dit de lui donner une assurance précise et garantir par les ministres des cours alliées de la Russie que toutes les troupes de sa nation abandonneraient la Pologne sur l'avis qu'il leur donnerait d'en sortir. Comme les pouvoirs du résident ne s'étendaient pas jusque là, il prit la chose *ad referendum*, mais la Porte ne lui en donna pas le temps, le fit enfermer aux Sept-Tours et la guerre fut déclarée à la Russie. (F, 14—15).

XLII A

«Précis de la dernière guerre entre les Russes et les Turcs»

La guerre ayant donc été déclarée en 1768, pour les causes ci-dessus mentionnées, la Russie fit au commencement de l'année 1769 des préparatifs immenses; ses armées embrassèrent un espace considérable et s'étendirent depuis le Danube jusqu'au mont Caucase. Une flotte de 20 vaisseaux et de plusieurs frégates et transport fut réparé (1) et sortit des mers de la Baltique et n'étonnèrent pas peu les Turcs qui ne s'attendaient pas de voir arriver leurs ennemis de ce côté-là.

Les Turcs ne laissèrent pas en même temps de se préparer et de faire des efforts pour résister à un ennemi si formidable. La flotte envoyée dans la mer Noire périt misérablement par la tempête dès le début de la campagne. L'armée de terre, forte de 500 mille, se porta sous le Danube sous le commandement du visir.

Les Tartares firent plus de mal aux Russes. Par une suite de leur discipline et de leur façon de se comporter en temps de guerre, qui est de voler, de saccager tout et d'éviter toujours le combat, ils eurent quelque avantage. Ils firent une invasion dans la nouvelle Servie et ruinèrent le pays.

Le prince Galitzin, à la tête de la grande armée passa le Dniester, se porta jusqu'à Khotin, campa à la vue de l'armée turque, forte de 70 mille hommes, leur livra bataille et malgré le feu de la place et leur vigoureuse résistance, les chassa de leur retranchement, les poussa jusqu'aux faubourgs, mais il ne put prendre la place et repassa le Dniester. Un gros détachement qui venait au secours de la place fut battu et entièrement défait par le prince Prozorowky.

Une seconde tentative sur Khotin ne servit à rien. Les Turcs y envoyèrent à temps des secours, et les Russes furent obligés d'abandonner leur projet. Plusieurs détachements turcs suivirent leur armée et entrèrent même en Pologne, mais ils furent obligés de rétrograder et de repasser en Moldavie.

Tous les efforts des Turcs pour passer le Dniester furent inutiles, leur courage ne servit qu'à ruiner plus promptement leur armée et au bout de dix mois elle se trouva presque détruite. Ils abandonnèrent la forteresse de Khotin qui tomba enfin au pouvoir des Russes. Ainsi finit cette première campagne, sans qu'il y ait eu beaucoup de perte du côté des Turcs, ni des Russes, et fort peu d'avantage.

Août 1770. — Le comte de Romantzof eut cette année le commandement des troupes. Deux batailles qu'il gagna rendirent son nom redoutable aux Turcs et le couvrirent de gloire. La première se donna sur le bord du Prut à Larga. Les Turcs qui avaient choisi un camp avantageux sur une colline s'y étaient fortifiés et résistèrent pendant trois semaines aux efforts du général russe, sans pouvoir être entamés. Ils étaient au nombre de 80 mille, commandés par le khan des Tartares, Selim-Gherai. S'ils s'étaient contentés de défendre leur retranchement, il est sûr que Romantzof, inférieur en nombre, n'aurait pu les forcer, mais leur impatience, un certain mépris pour leur ennemi, le manque de subordination des soldats et de capacité dans les chefs, causa leur perte. 20 mille Turcs se détachent, sortent de leur retranchement, descendent sur la plaine et livrent bataille. Ils sont défaits et ceux qui échappent communiquent l'allarme et la terreur dont ils sont animés à leur compagnons : dès lors tout fut perdu, le courage les abandonne, les Russes montent la colline, les attaquent, les mettent en désordre et les obligent à s'enfuir. Ils se rendent maîtres du bagage et de 38 pièces de canons.

Les vaincus se retirent vers le Danube et le visir à la tête d'une grande armée marche de son côté pour les soutenir. Romantzof sur les entrefaites continue sa route vers l'endroit où le Prut se jette dans le Danube et se trouve à la vue des deux armées turques réunies. Le khan des Tartares, sûr de prendre vengeance de sa défaite précédente, entoure l'armée russe. Romantzof avait affaibli son armée par un détachement considérable qu'il avait été obligé de

faire pour soutenir un convoi qu'il attendait. L'infériorité de ses forces assurait aux Turcs la victoire: sa position était encore plus mauvaise que celle de Pierre 1^{er} quand ce Prince désespéra de la victoire. Mais la fortune et la discipline triomphèrent pour cette fois de la situation avantageuse des Turcs, de leur nombre et de leur courage. Le feu fut très vif de part et d'autre, et dura cinq heures. Les Russes enfin forcent tous les retranchements des Turcs, la bayonnette au bout du fusil, ils en font un grand carnage. La déroute devient générale, le visir même fuit à leur tête. Tout le camp, une quantité de munition, une artillerie de bronze de 143 canons et 7 mille charriots tombèrent entre les mains du vainqueur. On assure que l'armée des Turcs était de 150 mille hommes et qu'ils perdirent 50 mille, soit dans l'action, soit dans la déroute, ce qui me paraît bien exagéré. Pour rendre compte au juste de la perte et du gain, il faudrait se trouver présent, ou du moins suivre des relations moins partiales et moins exagérées que n'ont été celles des Russes.

Bender, asile autrefois de Charles XII, place forte défendue par un grand nombre d'officiers et une forte garnison, fut prise en Septembre par le comte Repnin. En octobre, le baron d'Ingelstram se signala par la prise d'Akerman, place tartare, capitale de la Bessarabie, située à l'embouchure du Dniester.

Tandis que les armes russes avaient tous les avantages sur terre, la fortune ne les favorisait pas moins sur mer. Arrivés, après une longue et pénible traversée, dans les États méridionaux de l'Empire ottoman, leur flotte, commandée par le comte Alexis Orloff, fut reçue par tous les Grecs à bras ouverts et comme leur libérateur. La Russie avait eu soin de les assurer avant d'arriver de toute la protection de l'Impératrice, et ces peuples opprimés et vexés par le gouvernement turc espéraient dans le succès des armes russes de trouver une amélioration dans leur fortune et un antidote contre le despotisme, mais qu'ils se sont cruellement trompés! Orloff signala son arrivée par la prise de Coron, place forte de la Morée. La plus grande partie de cette presque île se jeta dans le parti des Russes. Tous les Grecs ne manquèrent pas de profiter de cette circonstance et ils se vengèrent de l'esclavage dans lequel ils étaient réduits en massacrant indistinctement tous les Turcs qui leur tombaient entre les mains. Partout où les Turcs se trouvèrent les plus forts ils se vengèrent aussi cruellement

L'escadre russe aux ordres de l'amiral Spiritof fut renforcée par celle du contre-amiral Elphinston, anglais au service de la Russie. Les Turcs après plusieurs avantages se retirèrent dans l'Archipel. Les deux flottes se trouvèrent en présence le 5 juillet dans le canal de Chio et malgré la supériorité des forces des Turcs, leur position avantageuse, l'amiral russe n'hésita pas d'attaquer le Capitan Pacha qui montait la Sultane de 90 canons. Les deux vaisseaux s'accrochèrent; les Russes, qui mirent le feu au vaisseau ennemi, ne purent se dégager, leur vaisseau fut atteint par le feu et tous les deux sautèrent à la fois. Il n'y eut que les commandants et les officiers qui se sauvèrent.

Les Turcs, abandonnant le champ de bataille, se retirent dans la petite baie de Casmè, vis-à-vis Chio et se renferment,...¹⁾ Leurs vaisseaux trop pressés se heurtent et plusieurs échouent sur le sable. La flotte russe entoure le havre,

¹⁾ Mot indéchiffable.

Elphinston prépare quatre brulots; Daydale, lieutenant anglais, se charge de les conduire et le canote Grecy prend le commandement des vaisseaux pour les couvrir. A minuit le combat se trouve engagé avec quatre vaisseaux de ligne et plusieurs frégates. Au milieu du feu de l'artillerie, l'intrépide Daydale s'avance, et malgré le grand feu, la valeur des Turcs, et malgré l'inexpérience et la crainte des matelots qu'il commande, qui même l'abandonnèrent, lui même attache un brulot au cable d'un vaisseau turc, y met le feu et regagne la flotte russe à la nage. En moins de cinq heurs il ne resta aucun vestige de la flotte turque. Les matelots et . . . ¹⁾, turques, qui purent se sauver à la nage ou dans des chaloupes, se dispersèrent dans l'Asie mineure et comèrent mille brigandages.

La Porte était obligée de combattre ses propres sujets, d'en imposer à Ali Bey qui, à l'instigation des Russes, avait su se former un parti considérable, de se défendre contre ses ennemis et de garder le passage des Dardanelles: la crainte s'était emparée de tous les esprits dans Constantinople et on s'attendait à tout moment de voir paraître l'escadre russe. Une quantité de Turcs abandonnèrent la ville et se retirèrent avec leurs familles et leurs meubles en Asie. Le chevalier de Tott fut employé à élever de nouvelles batteries et à mettre les châteaux de la mer Noire et des Dardanelles en état de défense. Toutes ces précautions n'auraient servi de rien si les Russes, aidés d'un vent frais, eussent voulu forcer le passage: ils n'auraient trouvé aucune résistance et un capitaine de vaisseau de leur flotte leur en fraya la route.

La campagne de 1771 vengea la Russie des maux que les Tartares lui avaient fait souffrir et tant de siècles de haine. Le prince Dolgoruki força les lignes de Perecop; Munich en avait tracé la route et le général russe les traversa avec la même intrépidité. Il se rendit maître de la Ville et en moins d'un mois de toute la presqu'île. Le khan Selim Gherai se réfugia à Constantinople.

Les Turcs enfin furent victorieux à Bucarest et firent plusieurs prisonniers de distinction qu'ils envoyèrent à Constantinople, mais la plupart des soldats qu'ils prirent furent massacrés impitoyablement et ils envoyèrent leurs têtes orner les portes du Sérail. L'exemple des Russes qui traitèrent toujours bien leurs prisonniers ne servit de rien. La haine, le désespoir de se voir toujours battus, leur fit trouver du plaisir dans ce massacre, fait de sang froid. Ils crurent venger le sang de leurs frères tant de fois battus. Mais ils payèrent bien cher cet avantage passager et trois différentes rencontres où ils furent constamment battus, les réduisit à l'extrémité. La flotte russe qui était demeurée dans l'Archipel ruinait le commerce du Levant et tenait toujours dans la crainte Constantinople. Une quantité de corsaires grecs et autres se joignirent à eux et sous leur protection remplirent de désolation toutes les échelles et les Iles, et commirent mille brigandages.

Malgré tous les avantages des Russes, malgré la gloire qu'ils acquérirent, ils payaient leurs conquêtes bien cher. La peste que les Turcs avaient communiquée à l'armée russe se répandit en Russie et les grands ravages qu'elle occasionna parut venger les Turcs de leurs désastres. L'hiver de 1772 fut

¹⁾ Mot indéchiffable.

entièrement consacré aux négociations, mais on ne put y être d'accord. Les Russes victorieux demandaient beaucoup et les Turcs qui se sentaient encore en état de résister à leur ennemi ne voulaient rien accorder. La Russie, en attendant fit un traité particulier avec les Tartares de Crimée qui se mettaient sous la protection de l'Impératrice.

Le théâtre de la guerre en 1773 fut sur le nord du Danube. Romantsof voulut engager les Turcs plusieurs fois à une bataille générale, mais le visir prit le sage parti de l'éviter toujours, tâchant d'écraser l'armée russe par détachement séparé et cherchant à la miner par détail.

Les Russes passèrent le Danube et marchèrent vers Silistria. Trois pachas, à la tête de 24 mille hommes, protégeaient cette place. Weisman leur livra bataille et les força de se réfugier dans la place. Sur ces entrefaites arrive Romantsof et forme le siège. Mais il est averti en même temps que le visir, à la tête de la grande armée, marche pour secourir les assiégés. Il se détermina à abandonner la place. Ils firent un feu très vif sur les Turcs et se retirèrent pendant la nuit : le brave Weisman y perdit la vie.

Mustafa III étant mort au commencement de l'année 1774, son frère Abdul-Amid fut son successeur. Il fit de grands préparatifs pour continuer la guerre et assembla une armée formidable, mais tous ses efforts ne servirent qu'à rendre la victoire des Russes plus éclatante.

Romantsof ayant reçu un renfort de 10 mille hommes se disposa à passer le Danube, le général Saltikof fut le premier qui débarqua malgré la résistance opiniâtre qu'il éprouva sur le fleuve. Les généraux Kamenski et Souvarof eurent le même succès. Ils campèrent tout près de Silistria.

Le pasha de Rusciuk fit les derniers efforts pour s'opposer aux Russes et malgré la valeur de ses troupes et leur courage digne d'un meilleur succès, il eut le dessous. Le même jour un autre corps de 50 mille Turcs fut défait. Une belle artillerie de bronze de 50 canons nouvellement fondue sous la direction du chevalier de Tott tomba entre les mains des vainqueurs.

Tant de défaites consécutives mirent la confusion dans les troupes turques et une terreur panique s'empara de tous les esprits. Le grand visir était campé à Choumla ; il ne put contenir l'amutinement de ses troupes européennes et asiatiques qui s'entretuaient tous les jours ; sa cavalerie l'abandonnait. Romantsof, profitant de ces circonstances et du désordre de l'armée turque, disposa avec tant d'art les différentes divisions de son armée qu'il empêcha toute communication entre l'armée turque et les corps séparés qui se trouvaient aux environs d'Andrinople, et leurs magasins. Le visir ne pouvant subsister dans son camp, ne pouvant espérer de se retirer avec espérance de succès, demanda la paix qui lui fut accordée aux conditions qu'on voit exprimées dans le traité de Kainargik. (F, 14—15).

XLII

Projets polonais du chevalier de Vergennes

13 novembre 1768. — «Credo che Vienna terrà alla vista la andata nell'ultima guerra e l'union sussistente della Russia colla Prussia per non far altro che

d'esser semplice spettatrice del ballo che si sta preparando. La Porta, che ne par sicura, spera, mediante la gelosia che un tal contegno di quella Corte darà a Prussia, d'impedire ogni soccorso che somministrare vorrebbe alla Russia. Onde Vienna si vede corteggiata dalla Porta, ed il suo ministro diretto da Vergennes gode una serenità, che assai conviene al suo pacifico genio. Veggo Vergennes pieno dell'idea di far cadere la corona di Polonia in testa del Principe Saverio come solo capace, dice, per li talenti suoi militari e politici, di secondare e perfezionare l'altra idea di formar stirpe in Polonia, di render quella corona ereditaria nella sua casa e di cambiar il sistema insignificante di quel Regno, facendolo altrimenti governato e regolato, servir di barriera non solamente alla Turchia, ma ancora alle altre Potenze occidentali di Europa contra l'ambizione della Russia. Mi disse d'aver però, in soli termini generali, suggerita la stessa idea alla sua corte, che, se l'attuale sua situazione fosse stata tutt'altra, già ne avrebbe legata la partita colla Porta; ma non sicuro nè delle idee della corte, nè del genio e modo di pensare del suo successore, abbandonava la faccenda a questo per far quel che meglio gli sarebbe parso. Il caso è che lo vedo molto disgustato della Corte». (C, 6—7).

XLIII

Violences et pilleries des armées ottomanes

10 décembre 1768. — «Altro non sentiamo più qui delle operazioni di questa guerra principiante, che gl'eccessi che commettono ovunque quest'indisciplinate truppe, spogliando intieri villaggi, ammazzando gl'uomini, e violando donne, ragazzi e ragazze. Di questi fatti ne abbiamo le triste relazioni dalla Moldavia e da altri luoghi, nè questa stessa capitale è esente delle insolenze e rapine delle sue milizie, entrando per forza nelle case e nelle botteghe de'mercanti e artigiani per esiggere danaro da equipaggiarsi per la guerra... Del resto se simili insolenze si commettono sotto l'occhio del sovrano, lascio considerar a V. E. quel che si farà in luoghi più lontani. Quei Curdi, Turkmeni e Capusis, tutti popoli ladri di professione, che domenica scorsa passarono in vicinanza di questa capitale per rendersi al loro destino del campo di Babadagh sul Danubio, ebbero da pernottare, per mancanza delle tappe, nel villaggio di Buiucdere, ove sono le case de'ministri di Francia, di Venezia, di Olanda, di Svezia e di Prussia, e de'principali negozianti, dragomani e galantuomini di questo Borgo. Tutte le tali case furono da questi mallandrini forzate e rubate de'mobili e provvigioni che ognuno vi ha di riserva per le occorrenze di questo fatal paese». (C. 6—7).

XLIV

Ludolf proteste contre l'accusation russe que Vergennes ait poussé les Turcs à la guerre

11 janvier 1769. — ...«La Russia si scatena contro la Francia: che Vergennes abbia procurato di aprir gl'occhi alla Porta sugli'affari della Polonia. In questo

non v'ha dubbio, ma che l'abbia spinta a dichiarar alli Russi la guerra, questo poi no! Anzi so che in tutte le occasioni egli si è ben guardato di dar qui un tal consiglio. L'opinione fa contro la Francia. Le guerre del Turco contro l'Austria eternamente quella corona le suscitava. Potea ciò essere ne'tempi di Carlo V e forse qualche volta dopo ancora, ma, da che io mi trovo qui, ho veduto bensì tentativi, ma non effetti. La Porta, per compiacenza a quella corona, non farà alcuna guerra». (C, 6—7).

XLV

Préparatifs de guerre du visir

14 janvier 1769. — ...«Il visir sembra di voler imitare il lusso e la pompa degli antichi satrapi persiani. Ha fatto fare per l'uso della sua corte 600 fornimenti da cavallo riccamente guarniti d'argento massiccio, e 200 altri simili di ottone. Li grandi a proporzione vorranno comparir con altrettanta pompa. Onde si vedrà un campo tutto fastoso e brillante, capace d'aguzzar tanto più l'appetito de' Russi». (B, 6—7).

XLVI

Inquiétude de l'ambassadeur de France sur l'issue de la guerre

8 avril 1769. — ...«L'ambasciatore di Francia de Saint-Priest affatto non mi par contento della Porta e meno ancora delle sue disposizioni per far guerra, del di cui successo sembra sperar poco di buono. Veramente cosa si può sperare da gente sì indisciplinata, la quale sortita appena dalla capitale, commette dovunque passa mille eccessi ed insolenze, nè obbidisce al visir, nè alli suoi comandamenti? Molto ha dispiaciuto a questo ministro la morte del Kan de'Tartari. Tutt tutto potea con questo principe, forse nulla potrà col successore». (C, 6—7).

XLVII

Conjectures sur l'issue de la campagne

9 septembre 1769. — «L'Imbasciatore d'Inghilterra, l'inviato di Prussia mi dicevano il mese di marzo passato: sentiremo in aprile la presa di Cocyn; Bender non farà molta resistenza, la Moldavia sarà immediatamente presa e li quartieri d'inverno si prenderanno sul Danubio, ove si detteranno le condizioni della pace. Conte senza l'oste, onde chi detterà le condizioni sarà il serraglio...

Io dico che se in questi primi principi della guerra li Turchi fanno simili progressi, quali faranno in appresso? Comandanti senza sperienza, milizie senza veruna disciplina, quali per la maggior parte appena sapevano caricare,

non che sparare diritto uno schioppo. Se dunque truppe come queste sanno già resistere a tutta la sperienza e disciplina russa nella prima campagna, che faranno nella seconda, ove saranno comandate da generali più sperimentati e loro stesse saranno più ammaestrate e meglio disciplinate? L'orgoglio di quella corte sarà tanto più umiliato, che le battiture vengono da chi non si aspettava»... (C, 6—7).

XLVIII

Dépression produite par la prise de Hotin

11 novembre 1769. — ...«Dopo tanta confidenza che ragionevole sembrava riporsi potesse in tanti mezzi, in tanta moltitudine d'uomini, uno solo commune sinistro accidente porta che quasi di tutto si dispera... La presunzione e la confidenza sono svanite, un terror panico si è impadronito di tutti e d'altro non si parla che del fuoco infernale di quei maladetti ghiauri moscovi, ed io non sarei sorpreso che un qualch'altro mediocre successo dell'armi di questi ghiauri infernali faccia desiderare la pace colla stessa precipitazione che si volle la guerra, senza pensare all'ignominia, e che sarebbe l'ultimo termine della gloria e fama dell'Imperio ottomano. L'ambasciatore di Francia n'è inquieto. Chi sa quante misure, quanti edificj fabbricati nei gabineti politici sopra questa guerra, la sua durazione e successi, rovescierebbe un tale inopinato avvenimento. Oltre la mediazione che passerebbe in altre mani, il punto principale è che la Russia diverrebbe più che mai insolente, la Polonia sarebbe sacrificata, la Svezia pure, e quella Potenza unica arbitra del Nord. Qualche successo della squadra russa pur potrebbe accelerare un tal avvenimento».

(C, 6—7).

XLIX

Mauvaise qualité des troupes, pénurie des vivres et incapacité des chefs

13 janvier 1770. — «Per ora qui tutto ribomba delle lodi del nuovo visir Halil Pascià. Chi esalta la sua nascita... chi porta alle stelle la sua generosità: onde a tali requisiti si attribuisce l'aumento del campo. Qual funghi vi crescono le milizie. Settimane sono che ascessero a 50 mila, poi a 70 mila ed ora 200 mila. Sarà così. Il numero potrà trovarsi, e anche maggiore; ma non ci vedo ancora li magazzini e li viveri per nutrire tante bocche. Due parà per 25 gramme di pane cattivo e sei p[iastr]e per quattro razioni di orzo sono argomenti che non ci fanno prestar molta fede a si iperboliche progressioni numerali. Moldovangi Ali-Pascia, pur egli nella bocca del volgo era generoso, e più ardito e bravo ancora. La sua bravura si è veduta sotto Cozzino: la sua vantata generosità mai si ha saputo che cosa fosse. *Rara avis est in terra* un Turco generoso. Altra cosa e snidare bande di ladri e d'assassini, altra il comandare eserciti, e combattere con truppe regolate. Ho letto nella vostra gazzetta no. 47 un ritratto di questo visir, il più buffone che mai si potea ideare; ma pure al fertile suo

ingegno si attribuisce un'invenzione tutta nuova da rendere più facile e celere il trasporto de' canoni grossi di batteria. Per alleggerir il peso a 18 a 20 paia di buffali che tiravano ogni cannone in quelle fangose pianure che sono al di là del Danubio, egli avea fatto ergere un' albero maestro sul treno, colla sua banderola, cordame e vele, che a proporzione de' rombi del vento si diriggevano; onde, da lontano ogni cannone faceva la figura d'un vascello a piene vele. L'invenzione è stata qui applaudita come rara, ma come per lo più suol succedere delle cose buone, sento che non sarà continuata nella prossima campagna. Halil Pascià è uomo buono e servirebbe in tempi meno borascosi; ma non è egli l'uomo che ci vuole per dar riparo alli disordini presenti. Null'affatto sa di guerra, onde qual destino egli averà, egli, ce lo diranno pochi altri mesi. Se Ibrahim Pascià gli succederà, com'è probabile, vedremo molto furore, ma la stessa imperizia nell'arte militare. S'è vero, come si dice, che pel sinistro successo di Galacy, sieno state tolte le code alli due Pascià Abaza e Zaral-Oglu, si perdonano due generali, che più degli altri si erano fatto onore nella passata campagna... Quella spedizione moldava scritta a V. S. ha valuto a Abdi Pascià la carica di Beilerbei di Romelia. Egli è ora il generale del giorno, e dimani potremo vederlo deposto, esiliato o strangolato. A considerar le cose una ad una da vicino, altro non vediamo che confusione... (C, 6—7).

L

Les buts de guerre de la Russie inquiètent déjà les esprits

10 mars 1770. — «...Già V. E. è al fatto delle vaste e ambiziose mire della Corte russa. Ma come persuadersi che l'Inghilterra secondarle voglia tutte? Il solo punto della libera navigazione del mar Nero, alla quale sin dalli tempi del czar Pietro la Russia aspira, basta per sconvolger tutto; e poi chi vorrà veder tranquillamente che la Polonia divenga una spezie di provincia russa? (C, 6—7).

LI

Folles illusions des Grecs. Misère des Phanariotes

9 juin 1770. — «...Vedo che da Venezia pervennero costì le stesse nuove sulli progressi esagerati de' Russi marini in Morea, che qui contemporaneamente si divulgaron e che ora nuovamente si vogliono vere. Intanto se sussiste ciò che si dice, caramente pagano que' Greci quello sciocco fanatismo loro. Non altro che la sola illusione di questa cieca passione potea portarli a credere in stato di proteggerli una Potenza situata all'altro polo del Mondo, eppure qui regna la stessa illusione e speranza di veder nuovamente Constantinopoli la sede dell'Impero Greco... Trattanto, lo sicuro è che lo stato sconvolto della Morea, l'occupazione della Vallacchia e della Moldavia, leva realmente il pane della bocca a questi creduli magnati Greci e seguaci loro, e si può dire che nel mentre che vanno pascendosi colla speranza delle conquiste immaginarie del partito favorito, si muoiono realmente dalla fame e dalla miseria». (C, 6—7).

LII

Plan de partage de l'Empire ottoman

14 juillet 1770. — «...Sempre dirò che l'opinione sola fa per li Turchi in Cristianità. Le vicende di questa guerra appriranno gl'occhi; e, seguendo una vergognosa pace, finirà la fama che tuttavia, benchè a torto, godeva quest' Imperio. E perduti sarebbero da quest'ora gl'Ottomani, se l'Imperatore si unisse alla Russia. Il ripartimento delle provincie turche europee tra li stati confinanti, la cessione che questi farebbero alle altre potenze più lontane d'un equivalente porzione de' propri stati, manterrebbero l'equilibrio stabilito; e abolendosi l'Imperio orientale, Constantinopole sarebbe eretta in repubblica». (C, 6—7).

LIII

Effet produit à Constantinople par la bataille de Tchesmé

11 août 1770. — «...Padroni li Russi del mare, anche lo sono della terra, onde nulla loro manca, ma a noi, colla vita, tutto può mancare d'un momento all'altro. Chi vorrà dar credenza in cristianità della distruzione di questa flotta? Egli è il 2^o tomo del fatto sul Dniester dell'anno passato. Ambi questi avvenimenti serviranno a disingannare le corti d'Europa, per dar più fede alle relazioni di questi ministri loro sul sistema, massime de' Turchi odierni e vero carattere loro. Diceva il Reis-Effendi che una nave loro bastava per cinque russe; ora tace. Gli pare impossibile che sforzar si possa il passo de' Dardanelli: gli si è fatto conoscere che si può, e che le navi russe possono anche bruciare Constantinopoli, non ostante li numerosi cannoni del serraglio e di Tophana». (C, 6—7).

LIV

Réflexions sur les causes de la défaite turque

8 septembre 1770. — «Eccetto il passaggio del Danubio del visir, tutte quelle altre favole che pullulavano, di cui V. E. mi fa parola nella ven.^{ma} sua confidenziale de' 28 Luglio pp., si son per disgrazia convertite in altrettante verità. La ribellione de Greci moraiti, ben si meritava il castigo avuto; ma quanti innocenti periti colli rei? E quanti fa perir ancora il furor barbaro di quegli Albanesi!... La distruzione della flotta turca, la fuga dell'esercito numerosissimo del visir, tanto più esalteranno la gloria de' Russi, che quella si è distrutta con navi malconcie e mal armate, e questa si è conseguita con un'armata inferiore, e di tutte mancante, come pur si disse e si continua a dire. Vedremo dopo questi fatti quali lode inventerà l'ammirazione, l'adulazione, la paura per esaltare, celebrare la temerità degl'Argonauti russi. L'impresa, per quanto sembrasse temeraria, è riuscita felice; tanto basta. Che tali fatti poi o sieno dovuti al caso, o al valore, sempre faranno conoscere al mondo la debolezza de' Turchi. Si vedrà in fatto la massima che l'abbondanza degl'uomini e de'

mezzi basta per far pendere la bilancia in favor della potenza che la possiede. Qui nè gl'uomini mancano, nè il principal nervo della guerra, il danaro, ma mancano la disciplina, l'ordine e la subordinazione, onde le cose doveano andar come son andate e vanno. Tanto qui ogn'uno ha detto e scritto sempre, ma per dissipar illusioni ci volevano avvenimenti come sono questi che vediamo... Non v'ha qui ministro che non godi delle disgrazie ben meritate d'una nazione orgogliosa e disprezzante. Fuori di qui ce ne rideressimo, ma esposti agl' assalti d'un popolo frenetico, ci convien non ridere, ma piangere. Quindi altro non desideriamo che una pronta pace, per sortir, se possibile, da tante inquietudini che ci circondano... (C, 6—7).

LV

Vergennes a-t-il poussé les Turcs à la guerre? — Bruits de négociations de paix

13 octobre 1770. — «V. E. si ricorderà che nel manifesto che da parte della Russia servì di replica alla dichiarazione di guerra della Porta, quella Potenza non dissimulò che attribuiva la rotura alli maneggi e intrighi di certa corona; così qui niuno leverà di testa alla parte meno istruita de' Turchi la stessa prevenzione. Quel tanto ch'io ne dissi a V. E. in contrario fu un raccolto de' discorsi più confidenziali, anzi delle stesse rappresentanze di M. di Vergennes alla Porta. Se li consigli, li suggerimenti di questo ministro per destarla, onde vedesse le conseguenze, in pregiudizio de' suoi interessi, del despotismo che la Russia esercitava in Polonia, si tengono per altrettante istigazioni a portarla alla guerra, allora averà ragione, e la Russia, e questo Popolo... La cognizione che qui ognuno teneva dell'imperizia della nazione e de' discordi del governo, a veruno animar (sic) potea di consigliarla. Onde solo un ministro stordito, non un Vergennes, potea esporsi a tale pericolo, compromettendo e se, e la propria corte alle conseguenze più che sicure de' sinistri avvenimenti che prometteva...¹⁾. Questa novità è adunque una deviazione diretta dalle

¹⁾ Ludolf se trompe sur la conduite de Vergennes, mais son erreur montre avec quelle maîtrise le ministre de France avait su s'acquitter de sa tâche délicate. «Le secret du Roi» du duc de Broglie, ne laisse aucun doute sur les efforts du chevalier de Vergennes pour pousser les Turcs à la guerre contre les Russes. Voici, d'ailleurs ce qu'écrivit de Vergennes lui-même au duc de Choiseul après la déclaration de la guerre:

«Malgré l'incertitude où je suis sur le jugement que vous en porterez, je ne goûte pas moins la consolation la plus pure de pouvoir enfin vous annoncer que l'heureuse révolution qui faisait depuis si longtemps l'objet de nos vœux et de nos soins est décidée; je pouvais la regarder comme certaine, lorsque j'ai eu l'honneur de vous rendre compte de la détention du résident de Russie et des circonstances qui l'ont accompagnée, mais je n'osais pas la garantir tout à fait, attendu qu'il n'était pas impossible que M. Obrescov n'eût l'ordre de promettre à la dernière extrémité que les troupes russes sortiraient de la Pologne. L'orgueil de l'impératrice Catherine II l'a aveuglée au point de rendre la guerre inévitable. (Dans Bonneville de Marsa-gy: *Le chevalier de Vergennes*, II, pp. 374—375).

massime fondamentali della monarchia, però tutta conseguente al genio sospettoso di questo monarca che vuol veder, saper e decidere di tutto... Con effetto si parla di pace. Se l'ambasciatore d'Inghilterra avesse saputo approfittarsi della costernazione in cui il primo aviso della distruzione della flotta pose a tutta questa corte, forse nel termine di quindici giorni la faceva. Volle il governo, che avesse scritto al Conte Orlow per un armistizio. Egli prima di scrivere volle sapere a quali condizioni. Questa domanda fuor di stagione guastò tutto: onde per ora sento che questo ministro resta com'escluso dalla negoziazione intavolata dalle corti di Viena e Russia. Quest'unione è un' altro raro fenomeno. Questi rispettivi ministri loro vanno di accordo e si vedono applicatissimi a tal importante oggetto. Crediamo che la Porta senza difficoltà abbandonerà ogn'ingerenza futura nell'affari della Polonia, che acconsentirà che Asof resti fortificato e così le piazze della Nuova Servia. Ma se la Russia pretenderà altre condizioni più dure, infinite saranno le difficoltà che si presenteranno con una corte che facilmente passa d'un' estremità all'altra, ed alla quale, lo ripeto, nè uomini, nè danaro manca per continuar ancora per anni la guerra»..... (C, 6—7).

LVI

Isolement du ministre d'Angleterre à Constantinople

10 novembre 1770. — ...«Pare che l'Inghilterra assolutamente resti per ora esclusa dal maneggio introdotto. Murray si dice che vomita fuoco e fiamme, ma chi ne ha la colpa? Molto probabile è che questa corte, vedendo la dichiarata parzialità di quella corona, ne abbia ruscata la mediazione. Certo è che per ora li soli ministri di Viena e Prussia agiscono. La Francia non sembra che abbia voce nel concerto, quindi non sembra minimamente propensa all'ideato aggiustamento, onde se vagliono le parole, le gesta di questo suo ambasciatore, troppa lontana si può tener quella corte dal concorso a si salutare opera»... (C, 6—7).

LVII

Désir général de paix

8 dicembre 1770. — ...«La pace si desidera da tutti, ma il male è che, a porzione de' progressi e delle conquiste nuove, cresceranno le speranze e le pretensioni de' Russi. Perduto Bender, Oczakow non potrà sostenersi, se già non è caduta. La possessione di questa piazza è lo scopo principale dell'ambizione russa. Ma, come questo sovrano potrà cedere senz'un infinito suo pericolo una piazza il di cui porto, aprendo il mar Nero alla navigazione russa, renderebbe in ogni tempo mala sicura questa capitale? Come la mira della propria salvezza, sopra ogni altra considerazione prevaler deve, qui si principia a dubitar forte della pace, anzi si pretende ch'il sultan, costi che costi, voglia tentar la fortuna d'un'altra campagna». (C. 6—7).

LVIII

Embarras du gouvernement turc

6 mars 1771. — «...Queste [calamità], in luogo di diminuire, vieppiù aumentano. Incendj, carestia, il caro prezzo de' viveri, sono mali; ma gl'eccessi risultanti dall'indisciplina delle truppe e dall'incuria incredibile del governo di rimediarvi, più ci funestano l'animo che qualunque altra sciagura. L'errore commesso da principio di [non] reprimere e punire i disordini, è la vera causa che nè il sultano, nè i suoi ministri più non sanno che partito prendere per rimediarvi... In questa pessima situazione delle cose ognuno sospira appresso la pace e crede che sola rimediar possa a tanti mallori». (C, 6—7).

LIX

Craintes persistantes d'une attaque navale contre Constantinople. Bonne entente entre les ministres de Prusse et d'Autriche

8 juin 1771. — «Se il valore secondava il favore della fortuna, si prendeva Constantinopoli per mare e per terra... Se li Turchi vorranno far il loro dovere e non affretarsi, come sogliono, sparando alla cieca senza mirare, l'impresa de' Dardanelli non sarà riuscibile, e se Hassan Pascià ha confidata, come si dice, la direzione di quelle batterie a' suoi Algerini, tanto men sperabile ne sarebbe l'espugnazione, se, nonostante il parere dell'Elphinston, la squadra russa azzardar la volesse. Con effetto, si manda da Pietroburgo che il Comandante tiene oramai impraticabile l'impresa. Speriamo che la liberazione seguita del residente russo sarà un gran passo fatto verso la pace. Così ancora la dichiarazione del Re di Prussia. Certo è che l'unione che qui si vede tra il residente di Vienna ed il ministro prussiano nulla più lascia da desiderare. Se dunque quel Potentato parla da vero, Russia che farà sola? Ben dovrà far punto alle sue conquiste e acconsentir alle condizioni che si terranno per giuste e per ragionevoli dalle due potenze mediatrici... Viena farà dunque, come V. S. pensa, la pace; ma, come la Russia per lo meno vorrà il libero traffico e la navigazione nel mar Nero, e forse più oltre, bisognerà vedere come piacerà quest' intingolo alle Potenze marittime e commercianti. Se Oczakow e la Crimea si conquistano, come non si dubita, di che modo si comporrà quest'altro? Che cosa si farà colla Polonia? A dispetto di tutta la virtù d'Ulisse, egli è un caos, il di cui sviluppo sarà pieno di spine et la negoziazione certamente sarà difficilissima e poco graziosa ai negoziatori». (C, 6—7).

LX

Les Principautés roumaines état-tampon indépendant entre la Russie et la Turquie

14 septembre 1771. — «...Se le condizioni preliminari della pace da farsi sono quali si vociferano, ne scorderà V. E. se corrispondono minimamente alla

manifestata, ma puramente apparente, moderazione. Se la Porta vorrebbe farle buone, qui non si crede che Vienna se ne contenti. Se la Moldavia e la Valacchia dovranno far barriera alla Russia, affinchè più non abbia da temere dalla Porta, tanto più in tal caso la Russia si renderà temibile alle altre Potenze di Europa. Oltre l'affetto che fa nascere il medesimo culto, debitori a' Russi quei popoli della libertà guadagnata, per gratitudine anche perpetuamente saranno attaccati a' loro interessi. Piena l'Ungheria e la Transilvania di Greci scismatici, chi potrà rispondere che, occorrendo, non facciano lega con quegl' altri? Anche, e senza dubbio, i nuovi Principi delle stesse Provincie sarebbero servitori devoti della corte di Russia, la quale a piacer suo perturbarebbe quel confine austriaco da tanti commodi che le fornirebbero le stesse Provincie. Giudichi dunque l'E. V. qual bella barriera sarebbe questa per l'Imperatore, se a tal condizioni sperar si possa la pace? (C, 6—7).

LXI

Les ministres de Prusse et d'Autriche reçoivent les conditions de paix de la Russie

14 septembre 1771.—...«Dissi già a V. E. d'esser pervenuto a questi ministri di Vienna e di Prussia un piano di condizioni assai ragionevoli da servir di base al futuro trattato di pace tra questa corte e la Russia. Consiste l'essenziale di queste condizioni nel pretendere quella Potenza che la Moldavia e la Valacchia sieno provincie indipendenti. La pretensione per quanto comparisca moderata, tale non sembrando, come sento, alla corte di Vienna, meno lo parerà alla Porta, la quale finalmente verrebbe a perdere due belle provincie ed essa non è disposta di far simili sacrificj, che ridotta all'ultima estremità, La onde se non si cerca altro temperamento non vedo ancora la pace vicina. Di più se il punto dell'indipendenza di quelle sole due Provincie incontrano tant'opposizione, come potrà conciliarsi l'altra che riguarda la consimile indipendenza de' Tartari, la quale sarebbe di tutt'altra conseguenza e per l'Impero ottomano, e per la propria conservazione e salvezza di questo monarca, trattandosi di popoli che professano la stessa religione... Molti sono qui di parere che la Russia propone le espressioni e condizioni col fine di conseguire con minor opposizione e difficoltà la concessione che tanto ambisce d'un porto nel Mar Nero, e d'un' isola nell'Arcipelago colla libera navigazione e commercio in ambi mari. Se sono tali le sue mire, si veranno altre Potenze che vi faranno quella stessa opposizione che Vienna fa contra l'indipendenza della Moldavia e della Valachia. Cosi la guerra non finirà, e forse che per molto tempo si dirà ancora quel che si dice adesso che, per necessaria e urgente che sia la pace, non si vede come farla»... (E, 12—13).

1) Russia.

12 octobre 1771—...«Chiunque riflette sul vero essere di questa monarchia non può non vedere che converrebbe rifonderla tutta, e si fatta operazione non si farà che colla totale sua distruzione»... (C, 6—7).

LXII

«Extrait d'une lettre de Mr le comte de Romanzow, de Foltesty, le 7 Novembre 1771. (Nouveau style)»

Tandis que je méditois d'attaquer, avant que d'entrer dans les quartiers d'hivers, tous les corps de l'ennemi postés en deçà et au delà du Danube, je reçus la nouvelle que Muzum-oglu¹⁾ avançoit vers le corps du général Essen en Valachie. Je fus donc obligé, pour ne pas perdre un moment de tems favorable, de donner incessamment mes ordres au général Waissman pour passer le Danube et attaquer Toulczy²⁾, et, s'il voyoit jour, pour faire une tentative sur le quartier général du Vizir à Babadagh, en quoi il a surpassé mon attente, ayant donné le 31 octobre la chasse au corps des Turcs posté à Toulczy, pris 40 très bons canons et fait sauter le château. Il s'empara le 1 nov. de la ville de Babadagh, du camp du vizir, de sa tente même et de tout le parc d'artillerie qu'il avoit avec lui. Il y séjourna le 2 pour faire crever les canons qu'il ne pouvait pas transporter, sauter le château qui étoit fortifié et avoit servi de demeure au grand-vizir, mettre le feu à la ville et aux magasins immenses qui s'y trouvaient et soigner l'envoi sur notre flotille de 48 des meilleurs canons (ontre les 40 susdits) et de 13 mortiers qu'on avoit pris sur l'ennemi, attelés chacun de 6 boeufs, avec beaucoup de prisonniers et grand nombre de familles chrétiennes.

Le 3 il marcha à Isacczia, il y arriva le 4, joignit encore la garnison de 200 hommes qui vouloit se sauver par la fuite, en tua la plus grande partie et fit le reste prisonnier après avoir jeté la grosse artillerie de la place dans la rivière et fait transporter 40 canons avec tout ce qui lui convenoit et ce qui étoit le plus à la main des arsenaux et des magasins. Il fit charger les mines et démolit une des meilleures forteresses que l'ennemi ait eu sur le Danube.

Le general Miloradowitz eut ordre, pour faciliter par là l'entreprise de Mr Waisman, d'allarmer l'ennemi à Medzin³⁾ et en cas de possibilité de s'en rendre maître. Il attaqua Abdi-Pacha et, après lui avoir tué plus de 500 hommes, le força à s'enfuir et à lui abandonner son camp et la place où il trouva 11 canons de fer qu'il fit jeter dans la rivière, et 14 de fonte avec un vaisseau de 5 canons qu'il ramena, après avoir brulé les magasins de la ville.

L'expédition sur Hirsova dont étoit chargé le lieutenant colonel Jakubowitz eut le même succès. A la nouvelle de son approche, l'ennemi mit le feu à la

¹⁾ Mouhsinzadé Mohammed, gouverneur de Widdin et ancien grand-vizir. (Hammer¹⁾ XVI, p. 295).

²⁾ Tulcea.

³⁾ Măcin.

ville et aux magazins et fit sauter le château qui étoit dans un très bon état. M. Jakubowitz jeta de 60 canons qu'il y trouva la plus grande partie dans l'eau et en ramena avec lui quelques uns de bronze.

Le général Essen à son tour, ap ès avoir aissé passer l'Argis et le Sawal au fameux Muzum-Oglù, sous le quel commandait Mehemed, Pacha à trois queues, avec deux autres Pachas, marcha à sa rencontre, l'attaqua le 31 et le battit, tuant plus de 2000 hommes sur la place; il prit son camp, ses equipages, 14 canons, 10 drapeaux et fit 1300 prisonniers; à sa poursuite jusqu'à Giurgewo, on en fit ecore plus de 2000. On s'empara devant cette place du reste du camp et des equipages de l'armée y compris ceux de Muzum Oglù et encore de 30 canons.

On a pris le 4 la forteresse de Giurgewo avec toute l'artillerie et les magazins qui y étoient. (J, 22—24).

LXIII .

Attitude réservée de l'internonce. Dispositions pacifiques chez les Turcs

14 décembre 1771. — «Circa poi lo stato presente dei consaputi maneggi di pacc, si principia a penetrare il vero motivo dell'avvisata conferenza privata colli ministri della Porta dell'Inviato della Prussia. Pare che, disgustata la corte di Vienna della fermezza colla quale la czarina persiste nelle prime sue pretenzioni, più non voglia ingerirsi ne' maneggi spettanti alla mediazione, onde vi si coopera il solo re di Prussia. Con effetto, svanita affatto è quella confidente corrispondenza che regnava qui tra li rispettivi Ministri. Se ora più fa quello di Prussia, tanto più resta dubbioso, che lo vedo molto ozioso. In questo stato [del]la negoziazione si va accreditando il sospetto che, rotto quindi il concerto tra Vienna e Berlino, più libera la Porta, con minor riserva si porterà al partito, già altre volte tentato, di negoziare addirittura il suo accommodamento e, trovandosi forniti d'arpli poderi, tanto il generale Romanzow, quanto il conte Orlow, liberamente può trattare o coll'uno o coll'altro. Speditosi imediatamente, dopo gl'infausti avvenimenti di sopraccennati, quel mektupci o segretario privato de' G. Visiri a Muhsin-Oglù... Se vero poi fosse il ritorno da Kiovia a Iassi del residente Obrescow, seguito si dice d'ordine della sua sovrana, altro argomento fornirbbe all'effettiva sussistenza d'un tale sospettato maneggio privato. Trovandosi pure col conte Romanzow il noto Principe di Moldavia Ghicca ¹⁾, nuova forza dà la presenza d'un tale strumento. Se poi la peste con tanta violenza grassa in Moscou, come si dice, e l'armata manchi

¹⁾ Le prince Grégoire Ghica fut envoyé par l'impératrice de Russie auprès du comte Roumiantzof, dans l'espoir «qu'il pourra être là bas d'une grande utilité et assister le général de ses conseils, tant par la connaissance du pays que par celle du fort et du faible de l'armée turque. Sa Majesté a aussi en vue qu'il renouvelle ses anciennes liaisons, tant à Constantinople que dans l'armée du grand-vizir». Von Solms au roi de Prusse 19 juin 1770, Iorga, *Acte si frag.*, II, 31. (c, 6—7).

d'un infinità di fornimenti necessarj... pur naturale sarebbe che unendosi si ingrata situazione all'apprensione che dar devono gli disgusti e gli armamenti di Vienna, ispirino anche sentimenti più moderati alli czarina, onde approfittarsi tanto più delle attuali disposizioni per sortir con tutto l'onor suo da guerra si onerosa... (E, 12—13).

LXIV

Un plan de partage de l'Empire ottoman

14 décembre 1771. — «Se le Potenze cristiane sapessero accordarsi tra di loro e perder di vista quella fantasima dell'equilibrio, bella sarebbe l'occasione di rilegar tutta la schiatta turca agli suoi domicili dell'Assia. Vi sarebbe del bene per tutte, e, dividendo tra le più vicine quanto ve n'è più a portata, cedere alle altre quanto si abbandona per mantener lo stesso equilibrio. Ma Constantinopoli a qual Potenza dovrà restare? Alcuno l'ha d'avere. Se però non si vorrebbe cedere ad alcuno, si faccia uno stato separato, una republica... (E, 12—13).

LXV

Faux bruits d'une défaite turque

11 janvier 1772. — ...«Se vi è da prestar fede alle voci che generalmente corrono, gli avvenimenti del mese scorso niente meno sarebbero stati funesti alli arme ottomane, che quegli accaduti sul Danubio negl'antecedenti di ottobre e novembre. L'essenziale dei fatti si racconta così: che avendo il nuovo visir fatto passar ne'contorni di Babadagh un corpo di 20 a 30 mila uomini comandato da Abdi-Pascia, onde assicurar dagl'insulti del nimico il nuovo suo quartiere di Sciumla, ore 16 distante da Basargik verso la parte del Mar Nero, questo corpo, scondo le tali voci, sarebbe stato assalito tra il 17 e 18 del passato da' Russi e forzato di ripiegarsi sopra il detto quartiere, la sorte del quale poi non sarebbe stata più fortunata, dicendosi che, nonostante l'ostinata resistenza d'un corpo di truppe che si fa ascendere a 20 mila uomini e un combattimento fiero di nove ore, pur era rimasto espugnato con gran spargimento di sangue, e dell'una, e dell'altra parte. Si conta fra il numero de' morti il suddetto Abdi Pascia e un altro, nominato Arnaut-Ibrahim, e un terzo Pascia prigioniere. Anzi dello stesso visir si dubitava, e solo da pochi giorni si dice ricoverato a Carnabat da quest'altra parte del Balcan.

Se questo successo delle armi russe fosse tal quale si racconta, la disgrazia sarebbe tanto più grande che tutti li passi de' medesimi monti resterebbero oramai apperti e, non impedendo le nevi della stagione, Andrinopoli, con tutt'il tratto di paese situato da quest'altra parte, sarebbe esposto alle scorriere delle truppe irregolari del nimico, nè più si troverebbero in piena sicurezza le cancellerie e la casa militare, state trasferite nella suddetta città dopo lo

scompiglio del quartiere di Babadagh. Di più, asserendosi ch'il visir, per guarnir Sciumla di truppe, ha tirato a se la maggior parte delle guarnigioni di Vidino e di Belgrado, onde rimanendo sprovedute ambe piazze di gente, pur sarebbero in pericolo di soccombere, a meno che la considerazione della corte di Vienna lor non servi di salvaguardia... La somma de' mali è grande e, sempre più crescendo, tanto più opprime. Onde, presa la cosa in questo senso, meraviglia non è ch'il governo si trovi perplesso e confuso. La capitale vuol esser provvista e regolata. L'Egitto e la Soria sono in piena combustione. L'Asia minore devastata e piena di ladri e di disordini. Le Provincie al di là del Danubio perdute, quest'altre mal sicure e rovinata. Così le coste del Mar Nero, così le altre colle isole del Mar Bianco. La soldatesca avvilita, il popolo mal contento, e divenuto indifferente sugl'avvenimenti, a segno tale che non dissimula la poca pena che avrebbe di vedere li Russi padroni di Constantinopoli. La pace sola dunque potrebbe rimediare in parte a tanti mali». (E, 12—13).

LXVI

Bruits de négociations secrètes

14 mars 1772.—[A propos des bruits des négociations secrètes entre le grand-vizir et le général de Roumiantzof]. «Si pretende che li tre punti in questione sieno: la demolizione delle piazze di Bender e di Coczin, un porto comodo nel Mar Nero, assieme coll'illimitata navigazione del medesimo Mare da pertutt'il Mar Bianco; e finalmente la nota assoluta indipendenza de' Tartari, mediante che la czarina cederebbe tutte le altre sue conquiste»... (E, 12—13).

LXVII

Principaux obstacles à la conclusion de la paix

9 mai 1772. — «L'indipendenza della Crimea è il punto arduo, quale sempre qui si teme che possa sconcertare tutto. Per l'indipendenza della Moldavia e della Vallacchia, sendo provincie non mahometane, la Porta forse l'accorderebbe, ma tale indipendenza non converrebbe poi alla Corte di Vienna, onde ostacoli d'apertutto. Comunque ne sia, sospetti non mancano che la czarina non per altro insiste tanto sopra l'indipendenza dei Tartari che per facilitare la pretensione del porto e del commercio illimitato del Mar Nero, quali oggetti formano, si dice, il capitale delle sue mire. Questa mira della Russia non è nuova. Troviamo in certe memorie della negoziazione del trattato di Carlowitz che sin da quel tempo cercava d'aver il porto di Ghertsck nella Crimea col libero traffico del Mar Nero. Questa pretensione dimostra quanto è tenace quella Corte in proseguire e non perdere mai di vista le sue mire e progetti». (E, 12—13).

LXVIII

L'Autriche cherche à acquérir un port sur la mer Noire

8 août 1772. — «Mi vien detto che pur a Vienna sia nato il desiderio di far l'acquisto di un porto nel Mar Nero, onde promuover il commercio de' suoi Domini col Levante per la via del Danubio. Se l'idea sussiste, Galacz nella Moldavia, o meglio Varna, far potrebbe il fatto. Le circostanze dei tempi possono render probabile l'idea, e vi sono altresì opportunissime. La Porta, non ostante l'occorso col trattato di cui V. E. mi fa parola, deve dissimulare i suc. disgusti per non far peggio, e dovendo poi accordar un porto ai Russi, più le sarebbe vantaggioso, più confacente alla futura sua sicurezza, dividere il commercio e la navigazione di quel mare fra due Potenze che lasciarne la privativa a una sola. Dal duplicato commercio d'ambe le nazioni risulterebbe l'utile, dalle gare e gelosie, quali fomerebbe, la sicurezza. Tuttavia meglio si assicurerebbe quello, e queste, rendendone la navigazione e commercio comuni a tutte le nazioni amiche. Tale comunità a tutte ugualmente, impegnerebbe alla difesa, occorrendo. È da supporre poi, che Vienna e Russia cercheranno di ottenere quanti privilegi e concessioni sapranno per stabilire sopra d'un piè fermo il nuovo commercio. Fatta poi che sarà la pace, anche sarà permesso alle altre nazioni di chiederne l'ammissione, e molto probabile sembra che la Porta, facendosi carico della sua situazione, quel che dimanda il vero suo interesse, quel che può temere dagl'uni, e sperare dagli altri, non abbia difficoltà di sposare un tal partito». (C, 6—7).

LXIX

Congrès de Focşani. Bruits de rupture

12 septembre 1772. — «Qualche avviso di Focșani dice che, insistendo li plenipotenziarij russi che l'indipendenza della Crimea servi di base alla pace, li plenipotenziari ottomani non volendo ne meno sentir parlar di si fatta condizione preliminare, alterati e malcontenti erano sortiti dalle prime conferenze del congresso. Quindi è che per adesso più si parla della continuazione della guerra che d'una vicina pace e, conseguentemente, si vanno proseguendo col possibile vigore le disposizioni militari». (E, 12—13).

LXX

Rupture du congrès sur l'indépendance des Tartares

10 octobre 1772. — «Quantunque fossero state premature le nuove, che sullo scioglimento del congresso eransi costì divulgate, pure era tutto probabile che, non desistendosi la corte di Pietroburgo dalla pretensione che

riguarda l'indipendenza della Crimea, ch'il congresso non avrebbe avuto un prospero fine. Dissi a V. E. nella passata mia che questa pretensione avea fatto ricalcitrare li plenipotenziarj ottomani; pure insistendo sempre li plenipotenziari russi che servir dovea di base al trattato di pace e sopravvenuta di poi la chiamata del conte Orlow a Pietroburgo (promossa si crede da certe interne commozioni di quella corte), si asserisce che, concepitone Osman-Efendi qualche sospetto, o vero o finto, di che coprir potesse qualche fine nascosto e insidioso in pregiudizio degl'interessi della Porta, si approfittasse dell'occasione per rompere un Congresso di cui non vedeva che spettarsi potesse cosa di profitto, onde bruscamente licenziatosi, si partì il 5 passato da Focziari e addirittura si rese al campo del visir. Il secondo plenipotenziario russo lo segui l' 8, passando a Kiovia, e li ministri di Vienna e di Berlino presero lo stesso giorno 8 la strada di questa capitale, ove sono giunti il tre e quattro corrente. Non più di quattro conferenze si sono tenute nel congresso. Riferiscono gli stessi ministri, che in queste altro non si è trattato, che l'indicata questione della Crimea; che verbalmente Osman-Efendi ne sembrava accordar tutto e che poi per scritto ne negava tutto; che il negoziare suo è stato un vero composto di raggiri, di sofismi e d'insidie; che li plenipotenziari russi, per abbreviare le difficoltà che risultavano dalla stessa questione, proposero il temperamento che l'elezione de' Kami tartari si farebbe in avanti dalli mirza o magnati della nazione, ch'il Kam eletto sarebbe inamovibile; però che la Porta goderebbe come per avanti il jus d'investirlo colle conosciute insegne della pelliccia, beretta e sciabola; che stato nemeno gradito questo temperamento dalli plenipotenziari ottomani, nè volendo desisterne li plenipotenziari russi, il congresso ebbe per necessità da sciogliersi. Del resto ambi questi ministri sono del parere che la continuazione della guerra sarà inevitabile; ma, oltre che l'armistiz o tra le armate di terra è stato prolungato sin alli 6 dell'entrante, naturale è che l'inverno lo prolunghi e quindi sperar si possa che da ambi le parti si metti a profitto il tempo che dà la stagione, e, da sole a sole fra di loro, trattino e faccino la pace». (E, 12—13).

LXXI

Reprise des négociations à Bucarest, en apparence pour la prolongation de l'armistice, en réalité pour la conclusion de la paix. Influence de la révolution de Suède sur la marche de ces négociations

14 novembre 1772. — «Lungi che la rottura del congresso producesse alcuno di quegli avvenimenti che annunziavano già le lettere di Vienna, anzi prolungato erasi l'armistizio sin'alli 6 corrente. Da poi in qua sappiamo che, rimasto il secondo plenipotenziario russo, Obreskow, in Bucaresti, capitale della Valachia, pure vi s'era transferito dal quartiere del visir il Reis-Efendi, Abdurizak, rivestito del carattere di ministro plenipotenziario ottomano, assistito da varj altri ministri di rango e del dragomano della Porta. La negoziazione della prolungazione dell'armistizio serve di pretesto apparente a questa missione,

ma tutto probabile è che cuopre l'altra che riguarda la pace, della quale niuno dubita che da ambi ministri ne verrà ripreso l'interrotto filo, e con tanto più di probabilità se ne attende un felice esito, che la rivoluzione accaduta in Svezia è un avvenimento che non può mancare d'influire moltissimo sopra la stessa negoziazione ed ispirando alla Corte di Pietroburgo sentimenti più moderati, in riguardo specialmente della pretesa indipendenza della Crimea, levar di mezzo questo scabroso interesse, quale, una volta superato, temperamenti non mancheranno in grado di comporre a reciproca sodisfazione le altre pretensioni che la stessa corte forma a carico della Porta. Frattanti insinuazioni non mancano, onde far considerar al governo d'essere l'accennata rivoluzione l'avvenimento più favorevole che mai dar si potea per ristabilir le cose sue. Basta mostrar costanza e somministrar sussidj al re di Svezia, onde mettere quel sovrano in stato di far fronte alla Russia in caso d'attacco. L'esempio tutto fresco dei confederati di Polonia pur troppo fa vedere che la Porta ignora affatto, e l'utile, e la necessità di simili dispendi. E poi il desiderio della pace tanto è ardente e generale che, sicuramente, se la Russia vorrà essere ragionevole, prevalerà sopra ogni altra considerazione di qualunque utile e vantaggio lontano e futuro. La missione precipitosa del ministro a Bucorest chiaramente ci mostra tal predominante desiderio, e nel mio particolare dico che la Porta ha ragione di cercar con premura la pace. Ogni giorno più deve convincerla che non ha da sperare dalla sua soldatesca...

Tra le altre pretensioni che la Russia forma a carico della Porta, V. E. sa che vi è quella d'una somma di danaro che si fa ascendere, dicono, da 20 insino a 40 milioni di piastre, per la spesa della guerra. Mi si accerta che questo sovrano non sarebbe alieno di accordare dieci o dodici milioni, colla libera navigazione e commercio del Mar Nero, a condizione che non si parli d'altro. E facendosi attualmente fondere gran quantità di oro nella zecca imperiale in forma di verghe, e preparandovisi ancora li corrispondenti barilotti da incassarvele, si sospetta che per tal oggetto venga destinata». (E, 12—13).

LXXII

Prolongation de l'armistice jusqu'au début de mars 1773

12 décembre 1772. — «Arrivato qui la sera de' 17 cad^o un ufficiale russo a casa di questo ministro di Prussia, gli reccò l'avviso d'essere stato prolungato l'armistizio per mare e per terra insin a' primi giorni di Marzo venturo... Se questa nuova prolungazione dell'armistizio in gran parte si attribuisce alla nota rivoluzione accaduta in Svezia, pur sperar si potrebbe che altrettanto influisca sopra le ulteriori negoziazioni che più direttamente riguardano la pace. Però, se sarà vero quel che per altro qui generalmente si asserisce, ch'il ministro plenipotenziario continua d'insistere sopra le stesse condizioni che già nell'infruttuoso congresso di Focziani la di lui corte pretese, una tale condotta non solamente sorprende, ma anche rende tuttavia assai incerto l'esito delle mentovate negoziazioni». (E, 12—13).

LXXIII

Intrigues de la cour de Vienne à Constantinople

12 décembre 1772. — «Nulla si può dir ancora di certo sull'esito delle nuove conferenze di Bucarest. Mentre la Francia e Svezia procureranno di animar la Porta a star fermo, Vienna e Prussia, ora con modi blandi, ora colle minacce la renderanno vacillante e perplessa, onde molto temo, che per poco che la Russia [si mostri] più trattabile ch'il partito della pace verrà preferito a qualunque altra considerazione: n'è troppo universale il desiderio. Vi è chi pensa che più che mai sia ferma la buona intelligenza tra Vienna e la Porta. Oltre che qui sanno dissimulare per eccellenza, certo è che tutti li favori e grazie, con quanti affari che tengono vicina o rimota connessione colle negoziazioni di Bucarest pel solo canale del ministro di Prussia passano. Non è che più si attenzioni quel sovrano, ma sicuramente più si teme che l'Imperatore. Vienna sembra far due figure, carezzante l'una, minacciante l'altra, e, così facendo, l'oggetto suo ben potrebb'essere d'acchiapparsi qualche Provincia, o la Valachia austriaca, o la Servia. La Porta, nella situazione ove si trova, forza vuol che faccia come gl'Indiani, quali anche alli spiriti malfacenti accendono una candela. Qualch'altro mese ci farà vedere qual partito averà la superiorità. I miei voti son per la pace». (C, 6—7).

LXXIV

Dispositions pacifiques des Turcs

9 janvier 1773. — «Se le notizie che abbiamo di Bucarest sono ben vere, bisogna dire che la Russia non ha molta premura di finire, asserendosi che i soli interessi spettanti alla Georgia si sono fin qui discussi ed anche terminati... Ben so dire a V. E. ch'è universale qui il desiderio della pace. L'unione ch'il governo vede tra le corti di Vienna, di Prussia e di Pietroburgo forma un altro ingrediente che troppo ha di che indebolire le mentovate speranze del futuro». (E, 12—13).

LXXV

Négociations prolongées. Attitude des cours de Vienne et de Berlin

9 janvier 1773. — «Il profondo silenzio che la Porta osserva sopra la negoziazione di Bucarest è sospetto. Tutto quel che se ne sa si riduce a voci e congetture. Chi sa poi, se non si faranno correr apposta queste voci sul trattare lento e ostinato de' Russi, per far illusione? Chi si persuaderà di tanta ostinazione, la quale, se vera fosse, assolutamente non cambierà con quanto si vede e si sa delle cause interne ed esterne di quella Potenza. Fra questi dubbj

io non sarei sorpreso di veder saltar fuori inaspettatamente la pace. Se non sarà così e ch'effettivamente si tratta colla lentezza, coll'alterigia e ostinazione che si pretende, bisogna piegar le spalle, e supporre che la czarina non si spaventa nè della continuazione della guerra, nè di far fronte ancora alla Svezia, se occorresse. Vienna se altrove fa una triste figura, non dovrà sorprenderci se altrettanta fa qui il suo ministro. Scartato dalla negoziazione suddetta, il solo ministro di Prussia vi entra. Vedremo qual figura farà ora quella Corte negl' emergenti svedesi. La pace di Westfalia, quel impegno preso nel 1757 dovrebbe strettamente unirla alla sorte di quel Regno. Il trattato di Westfalia l'ha di comune colla Francia e coll'Imperatore Germanico. Importa a tutti li Principi che ne sono membri d'unirsi per raffrenare la smisurata ambizione del re di Prussia, quale già era tanto formidabile che più l'è divenuto coll'acquisto della Prussia polonese e più lo diverrà se si lascia ingoiare la Pomerania svedese, come infallibilmente se l'ingoierà se si lascerà fare o per forza o per accordo. Epoca sarà della decadenza della casa d'Austria la condotta politica che presentemente sta seguendo. Arriverà il tempo ove l'Imperatrice Regina inutilmente si pentirà dell'errore commesso d'aver contribuito all'aumento della potenza d'un tanto nimico della sua Casa». (C, 6—7).

LXXVI

Négociations difficiles à Bucarest. Nouvelles prétentions des Russes

13 février 1773. — «Grande è il silenzio della Porta, e poco sapendosi di certo sull'attuale situazione delle negoziazioni di Bucarest, pur unendosi all'universale tranquillità che regna in questa capitale, le voci, le brame de' ministri e del popolo, la pace sembrar dovrebbe e vicina e tutta certa, tanto più che sempre si vuole ch'il punto scabroso della Crimea resti come regolato sul piè, più o meno già rassegnato a V. E., però che, altresì, l'altra pretensione de' porti del Mar Nero sempre incontri le difficoltà e opposizioni indicate. Se così è, come ragionevolmente si può credere, altre non inferiori dovranno incontrare le nuove pretensioni che dicesi promosse sopra le piazze di Bender e di Coczin, e la demolizione delle fortificazioni dell'altra d'Oczakow. Bender per cuoprire la nuova Servia con una porzione delle pianure occupate dalli Tartari del Bugiak, situate tra la detta piazza e la nouva Servia, che si crede verrà ceduta alla Russia. Coczin per gelosia della Corte di Vienna e dei nuovi suoi acquisti di Polonia; e colla demolizione di Oczakow assicurare pienamente l'indipendenza de' Tartari. A queste pretensioni anche si vuole che vi s'uniscano quest'altre: di far ridurre alla metà il peso del tributo attuale de' Greci sudditi della Porta e far concedere al loro clero nuove prerogative ed esenzioni. Se una tale pretensione sussiste, non è difficile di vedere il fine che la Russia vi si propone: di attaccarsi, di unire sempre più alli suoi interessi una nazione che già, per inclinazione e pel fanatismo di religione, tanto gli è attaccata e propensa». (E, 12—13).

LXXVI^A*Issue incertaine des négociations de Bucarest*

13 février 1773. — «Le notizie nostre intorno alle negoziazioni di Bucarest non dicono quel che Vienna fa sperare in punto alla docilità e moderazione de' Russi. Non si crederebbe tanta alterigia e tanta ostinazione. Eppure è così, onde in tale stato le cose, tutt'incerto n'è l'esito». (C, 6—7).

LXXVII

«Traduzione della memoria del plenipotenziario russo Obrescow, rimessa a' plenipotenziario della Sublime Porta per ultimatum»

[Congrès de Bucarest, 4—15 février 1773 ?]

1. L'indipendenza di tutte le orde (tribù) tartare, colla sovranità assoluta, sotto il dominio de' Principi della famiglia de' Ginghiz, nel modo che si spiega nella memoria consegnata l' 8 Gennaro (st. v.).

2. La cessione a favore dei Tartari, eccetto Ghertsch, Ieni-Kalé, colli rispettivi territorj, di tutta la Crimea, del Cuban e Taman, con tutte le terre e pertinenze, castelli, villaggi, abitazioni e laghi, e generalmente tutto quanto contengono, assieme co'laghi e terre situate tra il Boristene, Konska-Voda, Zalin e Berdè.

3. La cessione della fortezza d'Azow col suo teritorio, conforme alle condizioni stipolate l'anno 1700.

4. La cessione de' porti di Jeni-Kalé e di Ghertsch co' territorj loro, de' quali quello di Ghertsch conforme a' suoi antichi limiti, dovrà estendersi dal Mar Nero insin a Buchak e di là tirando una linea diritta per la parte del settentrione insin'al mar d'Azow.

5. La cessione di Kil-Burun in cambio di Bender; la demolizione d'Oczakow, l'assenso della S. P. di situare i limiti de' due Imperj tra le terre poste tra il Boristene, il Bog ed il Niester fin a'confini di Polonia di modo che farebbe, dell'una parte, tutt'il Niester insin all'imboccatura sua nel Mar Nero il confine dell'Impero Ottomano e, dell'altra, il Bog insin al confluente suo col Boristene l'altro del Impero russo.

6. La navigazione libera ed illimitata d'ogni sorte di bastimenti per tutti li mari e per tutte le coste del dominio ottomano, col libero passo loro dal Mar Nero al Mar Bianco e da questo all'altro, così anche del Danubio.

7. Il libero commercio per tutte le città, luoghi e scale dell'Impero ottomano, tanto del Mar Nero, quanto del Mar Bianco e altrove ancora cogli stessi privilegi che godono gli Francesi, gl'Inglese e le altre nazioni europee le più favorite dalla S. P.

8. Il titolo di Padisciah (cioè d'Imperatore). L'assenso della S. P. per la costruzione d'una chiesa greca in Pera. La protezione della religione e delle chiese cristiane, e sieno gradite altresì le rappresentanze de' ministri russi,

intorno alle chiese; un trattato d'amicizia e di commercio colle regenze barbaresche sotto la mediazione e garanzia della S. Porta e l'annullamento di tutti li trattati e capitolazioni anteriori senza eccezione alcuna.

Se la S. P. vorrà accettare queste condizioni, la Corte imperiale russa gli accorda gl'articoli seguenti.

1. La libertà di costruire una fortezza in un'isola situata dirimpetto alla punta d'Ak-Burun, tra Taman e la Crimea.
2. La restituzione sotto certe condizioni di tutte le isole dell'Arcipelago che si trovano in potere de'Russi.
3. La restituzione sotto certe condizioni della Valacchia, della Moldavia, di Giurgewo (Cirghewo), di Hotin (Koczin), d'Ibrail e d'altri luoghi.
4. La restituzione d'Akerman, di Kili, della Bessarabia, d'Ismail e d'altri luoghi.
5. Se la Porta consente alla demolizione d'Oczakow, alla cessione di Kil-Burun, se al regolamento de'confini d'ambi Imperj nel modo che si spiega nell'articolo V-to di sopra, la Russia rendera Bender e rinuncia all'indemnizzazione.

[Un article spécial garantit l'indépendance des Tartares et le mode d'élection des Khans. Les Tartares reconnaîtront l'autorité spirituelle des Sultans, à condition toutefois que la Porte admette «la garantie perpétuelle de la Cour de Russie en ce qui concerne l'indépendance et la souveraineté des Tartares»]. (J, 22—24).

LXXVIII

Intransigeance des oulémas sur la question des ports de Kertsch et de Iéni-Kalé

13 mars 1773. — «Ecco vicinissima la spirazione dell'armistizio e non ancora si sa se verrà prolungato... Tutto dunque pel momento presente si riduce a conietture, perchè nulla di deciso ancora... quello che vi è di positivo, si è che la Russia non vuol ammetter verun temperamento nella pretension sua dei noti porti del Mar Nero, pretensione che incontra le più violenti opposizioni da parte di alcuni membri potenti dell'Ulema». (E, 12—13).

LXXIX

Etat d'incertitude à Constantinople

13 mars 1773. — «La stagione inclemente, che sperimentiamo, da per se stessa mantiene l'armistizio per terra, e dà altresì tutt'il tempo alle parti di convenir prima dell'apertura della campagna d'un'altra prolungazione, ma non potrà andare così riguardo all'altro per mare. Già V. E. sa quanto male si osserva il convenuto dal conte Orlov; onde a men che non venga a momento qualche corriere da Bucarest colla nuova di tal prolungazione, le piraterie russe ricominceranno nel momento stesso che spiri. St. Priest è in pena per più di 50

bastimenti francesi carichi di biade e d'altre derrate. Dice il ministro di Prussia che Orlow sarà men indulgente di prima. Le nazioni commercianti non hanno avuto di lodarsi tanto delle sue indulgenze nel corso dell'armistizio. Ma vediamo: tutto non è ancora perduto. Se dall'una parte non manca la lusinga che possa ancora prolungarsi il termine spirante dell'armistizio, dell'altra nemen si dispera che, nonostante le contrarie apparenze, anche la pace stessa possa aver luogo. Vedo molti Turchi di mia conoscenza di questo sentimento e, sempre che non resti sciolto il congresso, permesso sarà di sperare. E poi non par possibile che la Russia voglia attaccar la Svezia, come qui si pretende, e proseguire quest'altra guerra, onde dovrà ribattere, poichè nemen sembra probabile che questo sovrano accetti condizioni, quali accordando, sè stesso espone assieme coll'Imperio. Porti nel Mar Nero, porti nel Mar Bianco, Constantinopoli in mezzo, qual situazione! Questa costituzione delle cose sostiene frattanto la speranza dell'ambasciatore di Francia che la pace non averà luogo, *sed molles sunt in calamitate mortalium animi*. Non dubito che incoraggisca e nulla trascuri per opporsi alla conclusione. La sorte della Svezia, della Polonia ancora, in gran parte da tal avvenimento dipende, ambi oggetti quali tanto interessano la Francia... L'unione delle tre corti confederate tanto più impone. Il timor che, movendosi Vienna, aumentino le disgrazie e le perdite, non è fuor di proposito. C'è di chi provocare la gelosia. La Servia, la Valacchia, la Bosnia presentano saporiti bocconi a chi tiene buon appetito e buono stomaco per digerire. St. Priest non può far di meno di non convenire che la paura della Porta non è si mal fondata. Negli accessi delle sue invettive contra li Ministri Ottomani, che per paura de' Ministri di Viena e di Prussia nè osano muoversi nè cercar lumi istruttivi consultando gl'altri membri del corpo diplomatico. Infine ci troviamo in una di quelle crisi violenti che non possono durare, onde presto dovremo sapere a che tenerci». (C, 6—7).

LXXX

Rupture du congrès de Bucarest

10 avril 1773. — «Rimasto sempre fermo l'Ulema nel partito di non assentire alle condizioni onerose che la Russia pretendeva, si sa che questo sovrano, sempre voglioso della pace, cercato avea di appianare le difficoltà che si opponevano al suo desiderio, offerendo in cambio de' pretesi porti, col libero commercio e navigazione del Mar Nero, una rilevante somma di contanti. L'esito prova che l'ispediente, per cui non si necessitava poi l'assenso dell'Ulema, non è stato gradito dalla czarina. Correva già la voce verso la fine del mese caduto, che le conferenze di Bucarest erano state sospese. Nonostante però rimasto sul luogo il ministro ottomanno... Così si ragionava, ma arrivato il 3 corrente un Tartaro dal quartiere del visir, colla notizia che, insistendo ostinatamente il ministro russo sull'indipendenza assoluta de' Tartari, sulla cessione de' due porti del Mar Nero, e di Paros nel Mar Bianco, e sopra una rilevante

somma di danaro per le spese di guerra, Abdur-Rizak-Efendi, vedendo disperata ogni cosa, partito da Bucarest, già era di ritorno al gran quartiere. Eccoci dunque da capo...

Le cose dunque in questa situazione, l'ambasciatore di Francia, più de' ministri di Svezia, mi sembra di buon umore. Più di tutti si dimostra turbato il ministro di Prussia... Già cominciano a sentir nuove delle scorrerie che sieguono sulle sponde del Danubio tra le truppe leggieri dell'una e dell'altra parte dopo la spirazione dell'armistizio». (E, 12—13).

LXXXI

Un détachement russe passe le Danube à Tulcea

17 mai 1773. — «Lettere de' 5 corrente del quartiere del visir portano che 10 mila fanti e 4 mila cavalli russi aveano passato il Danubio a Tulcia e che a tal avviso quel generalissimo, con sollecitudine avea spedito in soccorso d'Abdi-Pascià, cantonato con 10 mila uomini all'incirca sotto Babadagh, 20 mila uomini, tra gianizzeri e milizie collettizie, sott'il comando del Ciaus-bascl e del Bostangi-bascl d'Andrinopoli. Appena venuta questa nuova, si sparse la voce della disfatta totale di Abdi-Pascià, quale, malamente ferito alla spalla, con pena erasi salvato. Questa nuova, della quale pubblicamente si parla, sembra dunque tutta sicura» (E, 12—13).

LXXXII

Tentatives russes sur Silistrie et Roustschouk

12 juin 1773. — «Non ostante le ostilità ricominciate tra le rispettive armate russa e ottomana, non mancano sospetti che sussista tuttavia qualche segreta relazione tra il visir e il maresciallo Romanzow; ma le cose, al segno che sono, tutto dice che li avvenimenti soli della campagna decideranno la questione. Intanto, mentre che la Porta, tra le altre sue disposizioni militari, si occupa dell'impresa da tanto tempo progettata del riacquisto della Crimea, non perde di vista la diversione che la Svezia far potrebbe e, se mi par di poter prestar fede agl'indizj che tengo de'maneggi coesistenti, già deve trovarsi conchiuso o in atto di conchiudersi un trattato di sussidio tra essa e quella Corona...

Se le nuove venute dopo l'ultima mia fossero tanto sicure quanto la Porta l'accerta, quel distaccamento dell'armata russa, che sott'il comando del generale Weissmann diede sotto Babadagh la consaputa rotta al corpo comandato dal Seraskier Abdi-Pascià, già sin da' 19 scorso avrebbe ripassato il Danubio, ma non d'accordo colle asseritive della Porta le voci che generalmente corrono, non so che dirne. Secondo questa, il medesimo distaccamento si mantiene ben trincerato nel posto occupato tra Babadagh e Carasù. Comunque

ne sia, devastato tutto quel tratto di paese, non potrà mantenersi lungo tempo, a meno che non venga di continuo soccorso dall'armata principale, che forse non è ancora in stato di farlo.

Altro distaccamento, comandato si crede dal generale Potemkin, avea tentato, ma senza successo, di sorprendere Silistria. Altro colpo meditato contra Rusciuk non ha avuto migliore fortuna. Vi è stata una forte zuffa e la Porta asserisce che la perdita de' Russi monta tra morti e prigionieri a due mila uomini. Adesso si parla d'un altro successo delle armi ottomane, seguito vicino a Turtucaia, da quest'altra parte del Danubio, ma non ancora ne sappiamo le circostanze. Solo si dice ch'il principe Repnin vi sia stato preso... Il visir, per cuoprire Varna ha fatto passare verso le coste del Mar Nero numerosi corpi delle sue truppe, ma egli non si è mosso ancora dal suo quartiere di Sciumla. Il progetto de' Russi è d'impadronirsi di Baltschik e di Varna, colle mire già indicate a V. E. e per assicurarsi vieppiù delle bocche del Danubio e delle coste al di là». (E, 12—13).

LXXXIII

Le colonel Repnine est fait prisonnier et enfermé au château des Sept-Tours

10 juillet 1773. — «Verificatasi la presa del colonello Principe Repnin. Egli è arrivato qui dopo 108 altri prigionieri russi... Il ministro di Prussia avea chiesto al governo il permesso di prenderlo in casa sua, ma statogli negato, assieme cogli altri ufficiali compagni si è fatto passare alle sette Torri». (E, 12—13).

LXXXIV

Répercussions de l'échec subi par les Russes à Silistrie

10 juillet 1773. — «Interessante potrà essere il cambiamento che risulterà, se li Turchi sapranno governarsi, dal vantaggio conseguito, ma ne temo... Il fatto di Silistria è una questione di posto che importava di sostenere. Vi si è comportato male [Romanzov] per fortuna de' Turchi, e caramente ha pagato. L'errore, e chi sa, potrà rovinare tutte le speranze della campagna, anzi compromettere i vantaggi di tutte le passate. Sommo è il pericolo quando per necessità convien esser sempre fortunato e quando nulla più si può perdere senza il rischio di perder tutto. Mi par ch'il general russo press'a poco si trovi in questo casc. Mi stomaca la relesione della Porta: non ha nè capo, nè piedi. Vergognosa è si crassa ignoranza.... Gode St. Pricst, e molto spera. Il ministro di Prussia altrettanto è turbato... Pur il ministro di Vienna nemen

ha il viso molto gioviale. Anche il giovane imperatore abbandonar dovrebbe la voglia della Bosnia etc.». (C, 6—7).

LXXXV

Dispositions pacifiques à Constantinople

14 août 1773. — «Non ostante li consaputi vantaggi conseguiti, grande è la taciturnità della Porta, e più grande ancora il silenzio che osserva sugl'ulteriori successi della campagna. Corrieri ogni giorno vengono dal campo. Il sultano assolutamente vuol la pace, e St. Priest mi dice che, limitata a certe condizioni, coll'indipendenza de'Tartari, la navigazione mercantile del Mar Nero, anche darebbe a'Russi 70 mila borse per le spese della guerra. Forse il ministero non vorrebbe nè tanta voglia, nè tanta condescendenza. Ma, comunque sia, la capitale è piena della voce d'un nuovo armistizio qual'ora dicesi si dimanda per 40 giorni dal visir, ora dal Romanzow. Manco male se la taciturnità non proviene d'altre cause, o dalla rinovazione delle passate sciagure, o da qualche inquietudine che dar potrebbe l'Imperatore. Buono non sarebbe che gli venisse la voglia d'unirsi colli Russi e si lasciassino prender all'esca, che presenteranno all'ambizione sua, della facilità delle conquiste da farsi. Allettamento che perfettamente incontrando col suo genio portato, dicesi, a prender quanto può, sempre che prender si possa senza rischio e spesa, ben potrebbe tentarlo senza curarsi nè de'trattati, nè d'alcun'altra considerazione. E chi sa se a quest'ora già non progetta colla Russia qualche spartizione della Turchia Europea, simile all'altra della Polonia?»

Ogni giorno sento parlare dell'eccessiva ambizione della czarina, de'vasti suoi progetti, e quanto converrebbe all'interesse di tutte le corti europee d'unirsi per abbattere un colosso, che in medio secolo è arrivato al punto di ugua gliare le più grandi Potenze, quali prima lo disprezzavano, e adesso altrettanto lo temono». (C, 6—7).

LXXXVI

Bruits d'une incursion du Pacha de Widdin en Valachie

14 août 1773. — «Dopo li fatti di giugno... li vincitori, celebrata il 10 d^o con salva generale del cannone la festa di S. Pietro, tutti aveano ripassato il Danubio. Da poi in qua, altro non si è sentito, se non che l'entrata nella Valachia d'Izzet-Ahmud, Pascià di Vidin, con un corpo di 12 mila uomini. Gli era riuscito d'impadronirsi di Craiova e del suo distretto e fors'anche avrebbe penetrato insin'a Bucarest, ove sono li magazzini de'Russi, se fosse stato sostenuto dal visir, ma pare che li disapori che regnano tra di loro sono causa che l'impresa non ha avuto il desiderato successo, nè che abbia potuto mantenersi nel possesso dell'accennata Provincia». (E, 12—13).

LXXXVII

Craintes d'une entente austro-russe. Intransigeance des Turcs au sujet des ports de la mer Noire

II septembre 1773. — «Male sarebbe se venisse a verificarsi l'entrata in Valacchia d'un corpo di truppe imperiali. Sarei stato disgraziatamente sospettando qualche concerto tra Vienna e Russia. Tale fatto confermerebbe ancora il ritratto del giovane Imperatore... Chi potea figurarsi mai che Vienna a gara contribuito avrebbe all'ingrandimento del più pericoloso suo nemico? Errore di politica divenuto necessità. La Russia involta nel turbine ha dovuto seguir il torrente, e contentarsi con una piccola porzione d'un regno di cui prima per intiero disponeva. Gl'errori commessi da ambi imperi hanno procurato al loro maestro, il re di Prussia, la gloria di fondare un terzo imperio, quale per men dilatato che sia, è però per le sua situazione e potere, in stato d'imporr' ad ambi e di farli tremare.

Se la Russia tanto è portata per la pace come si dice, al più tardi potrà sperarsi per quest'inverno. Non si può contrastar loro la gloria d'esser stati vincitori sul Danubio. Ma a che loro serve, se Silistria resta a' Turchi, quando non hanno potuto mantenersi su quest'altra riva del Danubio, perduto tanta gente, uno de' migliori generali loro ¹⁾? Non c'è motivo di far salve d'allegrìa. Se prima che si sapesse il valore di queste vittorie e la morte d'Ali-bei, la czarina bramava già la pace, a più forte ragione dovrebbe desiderarla adesso, e portarla ancora a moderar a proporzione le sue pretensioni, specialmente quella de' Porti del mar Nero. Poichè per me credo che, nonostante ch'il nuovo Mufti non vi s'opporrà, pure tal punto sempre incontrerà la stessa opposizione». (C, 6—7).

LXXXVIII

Désorientation du gouvernement turc. Mise en liberté du colonel Reptine

9 octobre 1773. — «Se li Turchi avessero saputo governarsi, veramente non cessava lo spargimento del sangue, ma da' vantaggi riportati poteano aver ricavato quest'altro d'obligare i Russi storditi e abbattuti di abbandonare la Valacchia e la Moldavia. Ma, non avendolo saputo fare, ci troviamo cento volte peggior di prima. Indarno ci lusingheremo che mai facciano cosa di profitto, nè che vogliano o sappino prendere partito o risoluzione a tempo. Fa pietà ciò che si vede, e volumi d'errori sempre nuovi, di negligenze e d'inezie se ne potrebbero comporre, noiosi pel compositore, e tanto più noiosi pel lettore, che lo tenebbe per cosa favolosa. Nulla hanno potuto insegnare ancora cinque anni di guerra. Sempre vediamo gli stessi disordini e credo che gli vedremo ancora dieci altri se andasse continuando. Mi fa ridere Tott colli suoi insegnamenti. La necessità impone qualche attenzione e docilità, ma V. E.

¹⁾ Général Weissmann, tombé à Kaïnardji.

tenga per certo che, se dimani si fa la pace, tutto [che] questo insegna e stabilisce sarà abbandonato e scordato. Ricordiamoci di Bonneval. Altro uomo di costui, quale altra riputazione teneva e in altri tempi meno ingrati fioriva; eppure, che cosa ha potuto fare? Nulla, e poi nulla... Il governo è il primo peccatore, e li suoi peccati si diramano a segno che, senza esagerazione, si può dire che, in genere di coruttela, tutti dal primo all'ultimo sono marci e induriti, senza speranza di pentimento.

L'impegno generoso della Francia d'aver procurato la libertà al Reprin¹⁾ dovrà far arrossire la czarina, stata sempre sì poco cortese verso i sudditi di quella corona. Vedremo qual ritorno procurerà questa galanteria. Ma questa novità fa qui strepito grandissimo e già si dà per sicura la sua mediazione. La Porta non vi vede difficoltà». (C, 6—7).

LXXXIX

Copie de trois lettres sans adresse ni signature provenant du camp russe, sur l'expédition de Dolgorouki, Ungern et Potemkine

Foksan, le 20 octobre 1773.

Mr. le maréchal²⁾ s'en retournoit déjà avec toute sa suite, et Mr. le colonel Las Casas votre frère le suivoit aussi, quand son Excellence prit hier tout à coup et subitement la résolution de faire encore quelque tentative avant de faire prendre à l'armée ses quartiers d'hiver. Mr. de Las Casas partit là-dessus sur-le-champ pour rebrousser chemin, passer le Danube et joindre à Babadagh le corps du lieutenant general Hungern. N'ayant pas voulu perdre un moment de temps, il m'a chargé de vous écrire pour vous donner de ses nouvelles et vous informer de cette expedition.

Elle est dirigée contre Silistrie, projet repris et abandonné tant de fois par les dangers et la difficulté de l'entreprise. Des ordres positifs et réitérés l'emportent sur la prudence. Les dispositions sont de renforcer le corps qui est à Hersova avec trois régiments d'infanterie et un de cavalerie sous le commandement du lieutenant général prince Georges Dolgoruky; ces troupes commencent aujourd'hui à passer à Hersova, demain le prince Dolgoruky et Hungern se joindront, et on a fait partir hier de Brayla, en remontant le fleuve, quatre pièces de batterie et deux mortiers avec deux cents bombes qui sont pour le corps de Potemkyn, posté vis-à-vis Silistrie: Potemkyn bombardera cette place en même temps que Dolgoruky et Hungern l'attaqueront en forme. Tout sera dit dans quinze jours et je vous en informerai, en cas que Mr. votre frère ne soit pas encore de retour.

Ces dispositions données, Mr. le maréchal a continué hier au soir sa route et est arrivé ici aujourd'hui où il s'arrêtera jusqu'à voir l'issue de cette affaire. Une partie de ses équipages a déjà été envoyée à Iassi.

¹⁾ Le colonel Reprine, prisonnier de guerre.

²⁾ Roumiantzof.

Malgré la disposition du Muphti, il n'y a ici aucune apparence de paix.

Mr. de Las Casas me recommande aussi, en partant, de vous dire, en réponse aux questions que vous lui faites dans votre dernière lettre au sujet des vivres de l'armée, qu'on lève par an quatre millions et demi de florins des contributions en Moldavie et Valachie, sans compter les viandes et le foin gratis, ce qui forme encore un objet d'un demi million; qu'on prend par corvée les hommes pour la navigation et le charretage; que du produit des contributions on achète en Pologne la farine et l'avoine, portés jusqu'à Iassi sur des charriots polonais et que quarante mille boeufs appartenant à l'impératrice de Russie sont employés à transporter ces denrées de proche en proche et de magasin en magasin, depuis Iassi jusqu'aux corps ou places qu'il faut approvisionner¹⁾. (T, 22—24).

Foksan, le 2 Novembre 1773.

Le lieutenant général Hungern attaqua le 28 octobre à Karasow un corps de Turcs qui était venu le reconnaître la veille; il se retira dès qu'il vit approcher les Russes. La cavalerie russe les suivit, fit prisonniers Umer, pacha à trois queues, Csaus pacha, membre du Divan, et 800 hommes d'infanterie, et prit la grande bannière à trois queues, 22 petits drapeaux, le camp et 11 canons, dont 4 ceux que perdit le prince Repnin le printemps dernier. Les Turcs ont eu 200 hommes tués et les Russes n'ont perdu que 2 morts, 19 blessés et 29 chevaux tués. Le Serasquier s'étoit retiré le 26 avec la plus grande partie des troupes et tous les équipages. On continue à poursuivre les fuyards. C'est l'affaire la plus heureuse de cette guerre. Mr. le colonel de Las Casas est de cette expédition, et s'y fait honneur.

Le general Potemkyn bombarde déjà Silistrie. Ruschiuk est aussi bombardé par le general K[amens]koi qui, détaché du corps de Saltikow, [avait passé] le Danube depuis quelques jours.

Il y a apparence qu'on commencera de nouveaux pour parler de paix: Mr. Obreschow est malade à Roman. (T, 22—24).

Foksan, le 16 Novembre 1773.

Les deux corps unis des lieutenants généraux Hunger et Dolgoruky s'étant avancés jusqu'à Basargyk, les Turcs se retireront à leur approche, partie vers Varna, partie vers Schumla où campe le Visir. Sur cela le corps d'Hungern

¹⁾ Cf. relativement aux événements de 1769: «Da in diesem Fürstenthum (la Moldavie) keine Festung ist, Chochzim ausgenommen, welches durch den Krieg sehr beschädigt worden war, so hat:en die Russische Anführer keine Magazine darinn legen können, so dass sie die Lebensmittel auf einer unzähligen Menge Wägen aus Polen mit sich führen mussten, welches vielleicht die Eröffnung des Feldzugs verzögerte». (Geschichte des gegenwärtigen Krieges, Th. VI (1771), f. 34.

continua sa marche dans le dessein de faire quelque tentative sur Varna, mais elle lui a mal réussi; les fossés s'étant trouvés plus profonds qu'on ne le supposait, il a été repoussé avec perte de 300 morts et 4 à 500 blessés, parmi lesquels le general Raiser et 22 autres officiers. Le corps d'Hungern se replia le 12 courant sur celui qui étoit resté à Basargyk sous les ordres du prince Dolgoruky. M. le colonel Las Casas a tout vu, et a essuyé tout le feu et tous les dangers.

On suppose à présent, si le mauvais temps n'y met pas obstacle, qu'on ira vers le visir, car les 8 regiments venant de Pologne sont déjà arrivés à Gurabala qui est l'endroit où l'on passe le Danube, et où le général Głbow campe avec un petit corps pour tenir en respect la garnison de Silistrie dont le bombardement continue encore. Bien d'officiers pensent qu'on auroit dû commencer par attaquer le visir pour tomber ensuite sur Varna et Silistrie.

Les deux Pachas pris dans l'expédition de Karasù le 28 octobre et les 800 prisonniers faits à la même occasion sont arrivés ici et ils vont être transportés: les Pachas à Petersbourg et le reste dans les forteresses.

Il fait ici le temps le plus affreux. (T, 22—24).

XC

Désorganisation intérieure de l'Empire ottoman. Contribution des Principautés Danubiennes aux charges de la guerre

11 décembre 1773. — «La prima impressione che fece l'inaspettata risoluzione del visir di dar battaglia aprì i tesori e, mentre durava il danaro, correva largamente. Calmatosi lo spavento dopo i vantaggi ottenuti, un Turco amico disse a Chabert, meglio era se la paura durava ancora per qualche tempo. Saremo da capo, il tesoro si serrerà e le cose nostre anderanno come prima...

Vedremo quale sarà l'esito de' nuovi impegni della corte di Vienna. Non senza buone ragione mai prevenuta la Porta, la sola estremità dei suoi affari o la violenza regoleranno il partito che prenderà. L'entrata, che si da per certo, d'un corpo austriaco nella Valacchia, truppe e altre disposizioni militari sulli confini della Bosnia e della Servia, non possono ispirare confidenza e, frattanto, tali disposizioni producono un mal effettivo alla Porta, servendo di pretesto a quelle milizie di portarsi ove importa al suo servizio e bisogno. Ne risulta ancora una spezie di diversione favorevole a' Russi.

Sortì già dal Gabinetto di Berlino la orrida e mostruosa ripartizione della Polonia; maraviglia non sarebbe che da quel ventre sortisse qualch'altro simile parto intorno alle Provincie Ottomane. La pericolosa e corrotta politica del ministro di Vienna si presterà a tutto; qualunque progetto che seco porti nuovo acquisto avidamente ne verrà abbracciato senz'esame alcuno della ragione, dell'equità e giustizia. Giunto a tal grado di corruttela, qual potenza vicina o lontana potrà star sicura?...

V. E. avrà sentito le nuove, sorprendenti largizie della czarina. Non significano mancanza di mezzi di continuar la guerra. Ecco che una nuova squadra sua li aspetta nell'Arcipelago. Somme immense gli costà la guerra per mare, eppur si continua. Non va così dell'altra del Danubio. Sappiamo che la Moldavia e la Valachia rendono milioni 4 ½ l'anno, oltre la somministrazione gratis della carne, fieno etc. che si può valutare altro mezzo milione. Entrata che serve per comprare in Polonia biade e farina, e per pagar i carriaggi. Sicché la Russia altro non fornisce che gli uomini, i quali però distruggendoli le fatiche, le malattie, la guerra, costituisce la sola perdita effettiva, la quale più si sentirà dopo in un paese, la di cui popolazione affatto non corrisponde alla vastissima sua estensione». (C, 6—7).

XCI

Dispositions pacifiques du nouveau sultan

12 février 1774. — «Pel momento presente la morte del sultano rende ogni cosa incerta. Di placido temperamento, il nuovo sovrano, si crede che preferirà la quiete che dà la pace alle agitazioni e inquietudini che accompagnano la guerra. Ma potrebbe non essere padrone di eleggere il partito che più gli confa. Il visir, se vive, secondato dalla moglie potente, stato sempre proclive alla pace, favorendo l'inclinazione del suo sovrano, anche potrebbe contribuirvi. Così anche Osman-Effendi e tutti quanti gl'altri ministri del governo, stanchi tutti della guerra. Solo l'Ulema resta, e le milizie, quali non sono perfettamente d'accordo col partito pacifico. Comunque sia, il tempo che devra deciderne, sta già vicino...»

Non v'ha gran apparenza che, trattandosi di maneggi, la Russia si servi della Francia. La czarina più imbarazzata che sodisfatta si è dimostrata di dover a quella corona la liberazione del Repnin. Il re di Prussia non lascerà scappare quella sovrana dalle sue unghie, nè Vienna. E poi, a dir il vero, come può fidarsi, vedendo, che, se l'accarezza con una mano, coll'altra la schiaffeggia? Non è poco ciò che Tott sta facendo qui, e non basta. Ogni giorno arrivano nuovi strumenti, nuovi artiglieri, ingegneri, operai di ogni sorte, quali tutti pel momento presente sono contro di Essa, e se tengono, contra tutta la cristianità. Vediamo ora se tante novità odiose, tanto al cumulo della nazione, incontreranno colle massime e genio del nuovo governo»... (C, 6—7).

XCII

Alexandre Ypsilanti est nommé drogman de la Porte

12 mars 1774.—...«Pure licenziato il dragomano della Porta; gli è stato dato per successore un tal Alessandro Ipsilanti»... (E, 12—13).

XCIII

Délégation polonaise à Constantinople

9 avril 1774. — «Non contente ancora le tre potenze della usurpazione fatta in Polonia, sento parlar di nuove pretensioni: per Vienna, Cracovia e Camineck; per Berlino, Dantzica e Thorn; e per Russia, la Curlandia. Sono qua venuti alcuni Polachi, che si tengono per aderenti del principe di Radzivil, a' quali la Porta ha assegnato un albergo in Constantinopoli. *Ad quid*, non si vede. Si dice ch'il ministro di Prussia tiene ordine espresso di appoggiare qualunque proposizione della Russia intorno alla pace; con quanta sincerità, ce lo dirà il tempo. L'interesse di quel Potentato non è che la guerra finisca. Più estenuata che sarà quella potenza, più dovrà stare sommessa a' suoi cenni. Circa la corte di Vienna, temo che essa stessa non sa ciò che più gli conviene. Senza alcun sistema fisso, come piace a Prussia di suonare, essa ballar deve. Colpa sua. *De un enormuchio*».

XCIV

Intrigues autrichiennes et prussiennes pour retarder la paix

14 mai 1774. — «Mi par a vista di paese che li maneggi che esistono tra Iassi e Sciumla, nulla produrranno. Non torna a conto la pace alle mire di Vienna e di Berlino. Potrebbero però pentirsi, se, alle belle apparenze che vediamo, si unisce l'isperienza ne' generali. Ma se lo stesso visir si spiega ne' termini che accenno altrove, che v'è da sperare dagl'altri colleghi? Altro male è la positiva mancanza del danaro. Nulla sento del nostro Seraschier. Il visir non l'ama, tanto so. I Russi gli stanno vicini, onde vedremo quanto si distinguerà. Torno alli ministri di Vienna e di Berlino, quali vedo assai pensierosi e affaccendati. Dio sa di qual'altra machinazione si tratta!»... (C, 6—7).

XCV

La Prusse et l'Autriche arbitres de la paix

11 juin 1774.—...«Fondata è la massima di far pace, quando uno si trova in perdita e sussiste la speranza dell'armi. Ma quale speranza danno armi che non si sanno usare? Tutt'il mondo vede mezzi infiniti da sperar bene, e niuno vi si confida. Tanta è l'impressione, tanto lo scoraggiamento che infondano negli'animi l'incapacità de' generali, la viltà delle truppe. Non so che dire de' Russi. Se le cose loro fossero nella situazione che si suppone, perchè vacillar tanto? V. E. tenga per certo che, se la pace non torn'a conto al re di Prussia, l'Imperator nemmen la vuole che a modo suo. Se la Porta con ragione tiene per annullato il trattato de 71, per tale non lo dà quel sovrano, quale non vuole che li scappi la Valacchia austriaca. Pure la Serbia gli piacerebbe. Chi tira per

una parte, chi per altra. Tutt'il mondo vede che la pace sta nelle mani di quelle due Potenze, le quali seriamente volendo prescrivere a' Russi ed a' Turchi. Ma ognuna tiene i suoi fini distinti, e mire, e interessi. E questi ballordi si trovano in mezzo, timorosi, fluttuanti e perplessi, senza saper dove dar di testa. Del resto, che li Russi vogliono Yeni-Kalé e non Kil-Burun, V. E. ne vede la ragione. Quella piazza non è soggetta, ma dà scoggezione a tutta la Crimea, e liberamente comunica col Mar Nero; quando l'altra sta soggetta e vien dominata da Oczakow, e si trova all'imboccatura d'un fiume pieno di scogli, e di difficilissima navigazione, e senza porto»... (C, 6—7).

XCVI

Anarchie turque

9 juillet 1774. — «Che dire della nuova fatale piega che prendono queste cose? Disubbidienze, dissensioni, ammutinamenti, quando si tratta di salvar la Patria, di combattere uno nimico fiero e vittorioso. Un sultano imbecille, quale di nulla si cura, un governo diviso e composto di Ministri per lo più ignoranti e, quei quali non lo sono, più attaccati al proprio interesse che al bene e conservazione dell'Impero. Anche il Mufti e il Reis Effendi, temendo, se parlano, di perder le loro cariche, tacciono o masticano a mezze parole un qualche timido consiglio... (C, 6—7).

XCVII

Incapacité d'Abdul-Hamid — Paix de Koutschouk-Kaïnardji

13 août 1774. — «Il tempo sempre più va confermando che quel si credeva bontà di animo in questo sovrano, altro non è che stupidizza. Più proprio il tempo a' pianti che alle allegrie, egli si diverte colle musiche e danze de' suoi Greci. Il fatale fetva del Mufti riempi il serraglio di gioie e di godimenti. La ciurma delle femmine, de' favoriti e adulatori ne felicità il monarca come d'un epoca tutta fausta del glorioso suo regno, e lo credette. Sarà epoca veramente memorabile questa pace, perchè precipita la rovina dell'Impero, e l'incapacità del Sovrano vi concorre, e sicuramente è quello di più fatale potea darsi nelle presenti circostanze. St. Priest dice che è venuto il tempo di occuparsi le potenze provide del modo come sostenere e puntellare questa macchina cadente. Chi figurarsi potea che dopo cinque anni di guerra viva, la sesta campagna più di tutte le passate stata sarebbe fatale e vergognosa? Difficilmente si crederanno in cristianità gl'avvenimenti veramente incredibili che in si breve spazio di tempo son occorsi. Chi potrà figurarsi che nemmen in tanto spazio formato siasi un solo generale, nè introdottosiasi fra le truppe nè disciplina, nè metodo di combattere. Anche l'incapacità del visir e la sua passione

di voler far la pace ad ogni costo non poco hanno contribuito a precipitar le cose. Lasciò ch'il nimico tranquillamente si fortificasse, diede il comando dell'armata principale ad un uomo quale in vita sua non avea nè militato, nè comandato. Non somministrò viveri che per tre giorni ad un esercito di settanta mila uomini e, finalmente, anche'egli non facendo meglio, coronò l'opera fuggendo e ricoverandosi in una valle circondata e dominata dalle colline all'intorno, qual'è la situazione di Sciumla, si espose com'è avvenuto, ad esser preso come in una trappola e da subir la legge del vincitore, le forche caudine. Eppure quest'uomo godeva in cristianità fama di ministro savio e di generale che, per verità, non meritava, nè qui mai ha goduto... Fatto un complesso del sovrano, de'ministri, delle milizie, della nazione, degli abusi che regnano, della corruzione universale, della miseria e spopolazione delle provincie, con tali premesse, qual sarà, le cose andando progressivamente il corso loro, la natural soluzione del silogismo? Che nelle provincie, e forse qui ancora, principieranno a saltar fuori sconvolgimenti e sollevazioni, e non saranno le ultime a saltar fuori le ben indicate potenze di Belzebub... E V. E. vedrà che appena che saranno conosciute le condizioni onerose della pace (tali devon essere giacchè la Porta fin ora non osa palesarle), li guai principieranno.

La navigazione e commercio del Mar Nero libero a'Russi darà altro corso al commercio in generale. Il Baltico ne verrà pregiudicato. Io per me lo stimo profittevole alle Sicilie, alla Francia meridionale, all'Italia etc. Se la Porta sarà ben consigliata, a tutte la nazioni amiche ne renderà comune l'accesso, perchè invigileranno per essa e vi saranno le spie de'Russi.» (C, 6—7).

XCVIII

Conclusion de la paix à Koutschouk-Kaïnardji

13 août 1774 — «Non avvenuto dopo gl'accennati fatti di guerra altri di rimarco, tutta la nostra attenzione si è rivolta sopra i maneggi di pace, prodotti dall'infelicissima situazione del visir; quindi su tale interessante particolare devo rassegnare all' E. V., che, raunatisi in un villaggio detto Cuciuk-Kainargik, tra Sciumla e Silistria, quartier generale del maresciallo Romanzow, li ministri plenipotenziari d'ambe le parti, Resmi-Ahmed-Efendi e Ibrahim-Efendi, l'uno Visir-chiaia e l'altro Reis-Efendi, per parte del visir; il principe Reppin col colonello conte Voronzow, per l'altra, del Maresciallo Romanzow, dopo solo quattro conferenze, le condizioni della pace ne furono regolate e sottoscritte il 21 passato, ed il 26 corroborate dal visir e dal suddetto maresciallo. Pervenutane la notizia alla Porta il 2 corrente, il Reis-Efendi ebbe la bontà di darmene un cenno confidenziale la sera de' 3...

Guardando la Porta il silenzio sulle condizioni di questa pace, altro non posso rassegnare, se non quanto il publico ne dice, e si riduce alle seguenti: L'Indipendenza della Crimea, però modificata riguardo alle prerogative del

Gran Signore e della religione; la demolizione di tutte le sue piazze; la cessione del porto di Gertsch col permesso di fortificarlo; la consimile cessione di Kil-Burun, la demolizione di Bender e di Coczin; il commercio e navigazione libera del Mar Nero pel Mar Bianco per 60 bastimenti sin'alla portata di 12 cannoni; la cessione d'un isola nell'Arcipelago, la concessione d'una scala separata qui in Constantinopoli per li bastimenti russi, col permesso di fabbricare magazzini e case in Galata per le merci e mercanti russi; una chiesa greca in Pera colla protezione della religione greca; ch'il tributo della Moldavia e Valacchia sarà rimesso sull'antico piede e la nobiltà d'ambe le provincie potrà elegersi il proprio principe, da confermarsi, ma non da rimuoversi mai dalla Porta; la più ampia ammistia dei sudditi rajà senz'eccezione, la rinunzia d'ogni ulteriore ingerenza negl'afari polonesi e, finalmente, il pagamento di 20 milioni di piastre, altri dicono di 40, per spese della guerra e che, sin all'intero pagamento, la Moldavia e la Valacchia resteranno ipotecate a'Russi.

Il principe Repnin che ha avuto la gloria di sottoscrivere questa pace è il medesimo che, perturbando, da ambasciatore russo a Varsovia, la quiete della Polonia, motivò questa disgraziata guerra per la Porta. Partito ora col trattato per Pietroburgo, probabile è che venga qui da ambasciatore straordinario. Uomo altiero, m'ha riferito un ufficiale volontario inglese, venuto adesso dall'esercito russo, che in su qualche esitazione del Reis-Efendi di sottoscrivere il trattato, imperiosamente gli disse: «sottoscrivete subito, altrimenti il cannone giuocherà», che a tale comando tremendo sottoscrisse. *Vae victis!*

Non sarà digressione, nè inutile, nè discara, il rapporto di alcune particolarità principali, che precipitorono si disgraziata pace. Premesso di che l'esercito russo non ascendeva a 30 mila uomini effettivi, che varj corpi da 2 a 4 mila uomini n'erano stati distaccati per tener in rispetto il Seraschier Hassan Pascià e per guarnire il posto di Babadagh e di Carasù, e ch'il corpo di battaglia col maresciallo Romanzow era rimasto sotto Silistria, si fa conto che le truppe, che, sotto il comando del generale *en chef* Kamenskoy, si portarono avanti, non ascendevano a 12 mila effettivi. Eppure questo corpo, avendo di passo scompigliati da 5 mila Bosniachi e Arnauti comandati da Daghestanli-Ali-Pascià, diede il 20 giugno, sotto Coslugé, la famosa rotta a 70 mila uomini, (relazione russa veduta non fa ascendere quest'armata che a 40 mila uomini: 13 mila cavalli e 25 mila d'infanteria) ed indi divisosi in due, l'uno per tener in rispetto la numerosa guarnigione di Varna, l'altra per combattere il vizir, che, alla testa di 50 mila uomini, occupava un posto forte a poca distanza di Sciumla. Ci accertano alcuni ufficiali francesi e polonesi, stati presente, che questo corpo appena ascese a 6 mila uomini; che l'attacco seguì il 30 Giugno. Alla quarta cannonata de'Russi, il vizir a briglia sciolta si rifugiò ne'trinceramenti di Sciumla con quelle truppe che vollero o ebbero il tempo di seguirlo, poichè la maggior parte, dopo dato il sacco al proprio campo, ne prese la fuga e furono appunto quelle che, venute qui, chiesero il passo per l'Asia. Rimasto quindi questo corpo a si poco costo padrone del campo ottomano, immediatamente investì Sciumla. Il vizir, tagliata la comunicazione con Varna, ridotto a tali estremità, altro

partito non vide, che quello di parlamentare, e chiedere tempo per dar parte alla Porta della disperata sua situazione. Egli fu allora che, coll'assenso delle milizie per la pace, ne venne qua spedito il Iasigi-Efendi, (segretario) del corpo de'gianizeri, dietro del quale però, non senza contrasti e opposizioni da parte di alcuni membri principali, seguì anche il consimile consentimento dell'Ulemà; il medesimo ufficiale fu rispedito col Fetva del Mufti, dichiarando lecita e necessaria la pace. La brevità delle conferenze di Kainargik può far presumere che, state già d'antemano regolate le condizioni della pace, altro non ci voleva che la sottoscrizione de'rispettivi ministri plenipotenziari. Quali sieno veramente, non lo sapremo qui così presto. La Porta tiene le sue giuste ragioni per non divulgarle in questi principi. A giudicar dall'umore de'suoi ministri, devono essere dure senza dubbio, e, se si considerano le circostanze de'vincitori e de'vinti, senza dubbio tali saranno». (E, 12—13).

XCIX

Effets du traité de Koutschouk-Kainardji

10 septembre 1774. — «Dubito che le disgrazie della guerra giovinò. Il sultano per sicuro non le sente. I suoi ministri confidenti ad altro non pensano che al modo di rifarsi. Dirò a tempo suo come, poichè per adesso altre più premurose cure tengono. Bisogna prima assetar bene la quiete pubblica della capitale e delle Provincie, e vi sarà da far non poco. La pace si è fatta e per debolezza e colla perdita della riputazione. *Fuimus Troes*, devono dire gl'odierni Turchi. Convien credere che le condizioni della pace siano troppo vergognose, giacchè la Porta non osa palesarle e che, per annunziarla a' suoi popoli, mentisca solennemente e pubblicamente. Ma dovrà sparir l'illusione e vedremo l'effetto che produrrà la luce della verità. Perciò nè io, nè molti altri ancora, non stanno perfettamente quieti. Probabile è che la cura dei Russi sarà di approfittarsi del tempo, e che l'invidia li rodi. Per scancellar l'epoca fatale alla gloria loro del trattato del Prut, Romanzow ha voluto che quest'ultimo segnato si fosse colla stessa data di quell'altro. Vi corrispondeva anche la situazione del visir a quell'altra d'allora del czar Pietro. Li porti che questa Corte chiamava nel suo manifesto le chiavi di Constantinopoli sono dunque in poter dei Russi, e probabilmente ne apriranno anche col tempo le porte. Vedremo che diranno Vienna e Berlino d'una pace fatta alla barba loro. E poi qual rivoluzione produrrà nel sistema mercantile d'Europa il commercio e la navigazione dei Russi nel Mar Nero et extra. Mi par che dovrebbe somministrar materia a riflessione a tutte le Potenze e portarle a chieder lo stesso privilegio. Anzi la Porta se intendesse l'interesse suo, dovrebbe, senza che gli si dimandi, render *spon te sua* libera quella navigazione, e sarebbe ciò un modo sicuro d'impegnarle tutte a favor suo. Ma dubito che alcuno de' suoi ministri voglia o possa persuadersi da qui a poco che, cadendo l'Impero, ha bisogno di sostegni e d'amici che lo puntellino. (C, 6—7).

C

Droit d'émigration conféré aux Moldaves et aux Valaques

8 octobre 1774—...«Non so se il re di Prussia ha consigliato la pace fatta; ma, per me credo ch'il principale e più persuasivo consigliere ne sarà stato la paura. Il silenzio che continua sulle condizioni, basta per farne il concetto di sommamente vergognosa. Speriamo che la Russia sarà men circospetta e si sappia in che consiste questo famoso trattato... La libertà accordata a' Moldavi, Valacchi e Isolani di espatriarsi liberamente sarà la rovina più immediata dei Turchi: se ne popolerà la Nuova Servia, le miserabili bicoche di Yeni-Kalé, Ghertsch e Kil-Burun diveranno gl'empori di Mar Nero, città potenti, la rovina di Constantinopoli, dell'Impero e de' Tartari»... (C. 6—7).

CI

Grégoire Ghica et Alexandre Ypsilanti sont nommés, respectivement, princes de Moldavie et de Valachie

8 octobre 1774. — «L'evacuazione della Valachia resta fissata pel 21 corrente e della Moldavia per tutto il 21 Dicembre...

Vien di fare questo governo una numerosa promozione di Pascià, conferendo le cariche vacanti specialmente a' generali stati impiegati nell'ultima guerra, e siccome il Gianizzer-agà ha avuto quella di Pascia di Bender, si può dubitare che la demolizione di quella piazza facci una condizione del trattato di pace. Vengono anche compresi nella stessa promozione i principati di Moldavia e di Valachia, sendo stato conferito quello al Principe Gregorio Ghicca, stato finora prigioniere de'Russi e quest'altro ad Alessandro Ipsilanti, dragomano della Porta, a cui è succeduto un altro Greco di nome Costachi. Queste disposizioni fanno risorgere le famiglie primarie greche, quali, vivendo dalle cariche di quelle Provincie, non aveano durante la guerra il pane da mangiare». (E, 12—13).

CII

Ajournement du départ d'Alexandre Ypsilanti

10 novembre 1774. — «Non v'ha novità alcuna intorno agl'affari della Crimea. Non partito tuttavia il Principe di Valachia; sempre corre il sospetto che non ancora sieno state sodamente accomodate le differenze insorte circa il governo interiore di quella Provincia tra la nobiltà e la Porta». (E, 12—13).

CIII

Rapatriement des esclaves russes. — Opposition des boyars valaques à la nomination d'Alexandre Ypsilanti. — Médiation du maréchal Roumiantzof

12 novembre 1774. — «Pel momento presente egli sembra che la ricerca e raunanza degli schiavi, che devono restituirsi alla Russia, facci l'unica occupazione di questo incaricato Peterson, e sia affare altrettanto desagradevole per la Porta, costretta di usar di forza, di sentir i clamori, veder i sutterfuggi de'padroni di tali schiavi e soffrir ancora il modo imperioso col quale si dimandano, e che, non contento il suddetto incaricato di chiedere i soli sudditi naturali della sua sovrana, col pretesto d'esser stati o impiegati, o fatti schiavi, perchè affetti o parziali russi, vi va comprendendo quanti Giorgiani, Polachi, Moldavi, Valacchi e altri popoli greci che torna sotto la mano...

«Vi è stata, da parte de' Valachi, dell'opposizione all'ammissione del Principe nominato dalla Porta, pretendendo di godere il diritto di elegere un principe nazionale loro, a qual fine v'era venuta qua una deputazione espressa composta di alcuni boiari. Si pretende che la questione sia stata aggiustata mediante l'interposizione del maresciallo Romanzow, colla condizione però che l'indicato Principe conferirà le principali cariche del paese non più a questi Greci del Fanale, ma alla sola nobiltà valacca. Anche sembra che li Moldavi goderanno lo stesso privileggio. Ma ancora non so se la Porta averà aderito all'altra pretensione posta in campo, ch'il noto Ghicca sia, vita sua durante, loro Principe. V. E. ancora qui vede la mano russa che dirige e governa». (E, 12—13).

CIV

L'Empire ottoman et l'opinion européenne

12 novembre 1774. — «Qual era il sistema, la nazione, le truppe, la disciplina, gl'abusi e disordini di questa corte, quali le rapine de'sovrani e de'pascià, mille volte è stato dipinto, e in cristianità non si credeva. Si è predetto e previsto il corso dell'ultima guerra, e sebbene le vicende ne abbino sorpassate le proprie nostre aspettative, pure tanto ci volea per disingannare l'Europa tutta di illusione, che tutt'ora facciamo le antiche vittorie e conquiste di questa nazione, poichè ostinatamente sempre si vedea il Turco de'secoli passati, mai del secolo presente. Però temo per adesso tutto l'opposto, voglio dire che con altrettanta precipitazione si passi al disprezzo, e che l'eccesso di questo succedi all'eccesso della prevenzione favorevole. Teniamoci per qualche tempo al comune n'imium. Macchina grande quest'Impero, e pien di risorze, può durar ancora. Vero è che in cattivo stato si trova, e certo è che nell'attuale pessima situazione delle cose niente di più fatale potea darsi che la morte d'un sovrano, coretto e istruito dalle disgrazie, come Mustafa, e la successione immediata d'un altro, imbecille. Conti l'E. V. che se le potenze cristiane confinanti principiassero a smembrare ora un pezzo, ora un altro dalle

possessioni europee, tosto i pascià più potenti farebbero lo stesso delle asiatiche. Tutt' il mondo procurerebbe di approfittarsi di sì bella occasione. L'Imperatore ne mostra già l'esempio in Moldavia». (C, 6—7).

CV

Départ d'Alexandre Ypsilanti pour la Valachie

14 janvier 1775. — «Finalmente state rimosse le difficoltà che si opponevano alla partenza del nuovo Principe di Valachia, egli si è già incaminato alla sua destinazione, della quale pare che assieme coll'altro di Moldavia ne goderanno ambi il possesso vita loro durante». (E, 12—13).

CVI

Dangers de partage de l'Empire Ottoman

11 février 1775. — «Vorrei che tutti li ministri dei gabinetti di Europa tenessero la stessa sana cognizione che V. S. tiene della Corte e nazione turca. Vorrei ancora che da quest'ora dar volessero alle cose ottomane quell'attenzione che meritano tenere nel sistema politico universale di Europa. A chi conviene e promuoverà la distruzione di questa monarchia. A chi conviene e dovrà procurare che si mantenga. La Russia, dopo qualche respiro, vorrà terminare quanto ha cominciato, e per essa fatto ha la fortuna. Li Tartari ne somministrano il materiale e plausibile pretesto. Conosciamo l'ambizione e le mass me dell'Imperatore, l'usurpazione fresca d'un territorio della Moldavia, perchè anticamente faceva o non faceva porzione d'una provincia polonese, pur usurpata, e la pretensione d'un altro simile territorio della Valacchia, che attualmente si mette in campo e si s a trattando con una corte della cui debolezza si approfitta crudelmente. Sono documenti parlanti quali dicono a tutta l'Europa che, se la Russia appertamente, l'Imperatore insidiosamente, s'incamminano verso lo stesso fine distruttivo per questo Impero, verranno in appresso le altre pretensioni della Servia, della Bosnia etc. Pel re di Prussia lasciamolo fare. Ben si scorderà di sè e, mentre che Russia e Vienna si divideranno queste provincie, egli farà lo stesso altrove. Tali le mire di queste tre Potenze, che faranno le altre, il di cui interesse sarebbe far la strada opposta?» (C, 6—7).

CVII

L'Autriche élève des prétentions sur la Bukovine — Rapatriement des esclaves russes

11 mars 1775. — «Rimanendo tuttavia sulli confini della Moldavia, il marchesallo Romanzow, ben si vede che, dipendendo l'ulteriore di lui rigresso

dall'evacuazione di Kil-Burun, vi devono essere delle difficoltà che non sappiamo, le quali tenendola sospesa, anche vanno tirando in lungo l'altra delle due piazze di Bender e di Coczin. Potrà dunque tal questione imbarazzare ambe le potenze, ma, finalmente, essendo nella parte sua essenziale affare deciso e regolato dal trattato di pace, non mancheranno espedienti di metterle d'accordo. Onde negozio assai più scabroso si considera la pretensione che mette in campo la corte di Vienna sopra un territorio della Moldavia, fatto occupare dalle sue truppe, il quale dai confini della Transilvania, correndo lungo la Pocuzia, si estende insin al Pruto, auzi secondo altri insin al Dniester e la fortezza di Coczin, e dicesi che tale territorio importi 40 e più ore di lunghezza sopra 10 e 20 di larghezza. Pretende Vienna che anticamente appartenesse alla Pocuzia, de la quale era stato alienato e di poi annesso alla Moldavia. Comunque ne sia, si fastidiosa pretensione dà dell'inquietudine a questa corte, e già due volte si è esaminata e discussa, presente il Sultano, dal ministero e dall'Ulemà. Pare ch'il risultato d'ambe le consulte non sia stato favorevole alle indicate pretensioni della Corte di Vienna, sendovisi considerato che, se, dell'una parte, sono d'origine loro insussistenti e ingiuste, dell'altra, che, cedendo, si faciliterebbe alla stessa Corte l'altra pretensione che forma sopra un consimile territorio della Valachia, che si estende sin al fiume Olto, il quale, a tenore del consaputo trattato del 1771 era stato già ceduto a Vienna; in oltre, che, qualunque compiacenza nel particolare potrebbe invaghirla d'azzardare in appresso anche delle altre consimili pretensioni sopra altri territorj della Porta, contigui ai suoi confini e di sua convenienza. Per sane e giuste che sieno queste ponderazioni, la presente condizione della Porta è tale che nessuno crede che averà il coraggio di condursi con quel vigore e fermezza che converrebbe per sostenere il suo diritto e la ragione che l'assiste, onde tutto annunzia che la questione insorta verrà trattata dolcemente e metodicamente per la via d'una negoziazione regolare, che già si trova intavolata e colla quale è probabile ch'il S. di Thugut dia fine al suo ministero...

Trattanto la maggior parte degli schiavi russi, moldavi, cosacchi e georgiani sono partiti sopra alcuni bastimenti inglesi con bandiera russa. Questi bastimenti, per la via di compre simulate, si sono fatti comparire alla Porta per bastimenti veri russi, quantunque i capitani e quanti marinari vi sono sieno puramente inglesi. Ma qui non si bada a simili formalità. Pure al ballo veneto, con uguale simulata vendita, è riuscito d'introdurvi un bastimento veneziano. V. E. vede che di questa maniera non costerà molto a la Russia di farsi in questo stesso porto una marina mercantile pel commercio e la navigazione del Mar Nero, e le nazioni estere, favorite di quella Corte, vi si presteranno a gara per intromettersi ed approfittarsi d'un commercio tanto lucroso». (E, 12—13).

CVIII

Annexion de la Bukovine

II mars 1775. — «Le imprese degli Austriaci nella Moldavia fanno de rumore qui, et altrove; sicuramente poco onore faranno a chi n'è l'autore!»

Crescit amor nummi quantum ipsa pecunia crescit. Non saranno dunque le ultime. Ma Thugut finirà il suo ministero con queste. Binder principierà il suo con quelle altre, che somministreranno la Servia e la Bosnia a chi non intende di prescrizioni. Si ricordi V. E. di quelle ricerche che tempo fa si fecero a Ragusa. Venuto è il tempo che la Porta anche essa dica ciò che pur troppo dire fece secoli sono a' suoi vicini: *consilium et patientia*. (C, 6—7).

CIX

Idem

8 avril 1775. — «Finiranno, come pare, dolcemente le cose di Moldavia e di Valacchia. Brutto muso il Thugut, ma destro; sa raggirarsi. Adescato l'Imperatore, non si contenterà dell'acquistato a sì poco costo. Gli verrà la voglia di acquistare qualche altra striscia di sua convenienza, della Servia e della Bosnia, e ne toccherà quest'altra negoziazione al Sr. di Binder». (C, 6—7).

CX

Idem

13 avril 1775. — «L'affare della consaputa demarcazione resta tuttavia imbrogliato, ma impegnatovisi la Francia, si può sperare che si termini a sodisfazione di Vienna. La Porta si trova tra due Potenze, ambe temibili, nè l'una, nè l'altra, nè amabile, nè invidiosa, nè invidiosa, onde come può star tranquilla? Il proprio potere, mezzi e sostanze dovrebbero incoraggiarla a segno di non temere nè l'una nè l'altra, e l'isperienza insegnare a' suoi ministri il partito più confacente alla sua gloria, sicurezza e interessi; ma qual di loro sa combinar assieme due idee e vorrà rompersi il capo e far coerenti calcoli politici? Può non si parla del re di Prussia, ma non piace affatto il fenomeno dell'andata a Pietroburgo del re di Svezia Reprin se ne va carico di tutto l'odio de' Greci e lascerà di sè in Pera poco buona fama». (C, 6—7)

CXI

Prétentions autrichiennes sur la Bukovine

13 mai 1775. — «Non ancora è terminata quella pretensione che la Corte di Vienna forma sopra il noto distretto di Moldavia. Si tratta, come pare, del più o del meno. Si consultano le carte topografiche della Provincia per regolare la pretesa strada di comunicazione colla Transilvania, e si dice che, per facilitare la cessione di tutt'il territorio preteso, Vienna offerisce la rinunzia di quella porzione della Valachia, che si estende sin al fiume Alauta, sopra

la quale pur forma delle pretensioni. Del resto da certi discorsi e indagini del ministro della Prussia, e di sembrar anche diferita la di lui partenza, si potrebbe dedurre che non piacciono al re suo padrone queste pretensioni e negoziazioni dell'Imperatore. Onde improbabile non sarebbe che sottomano questo suo ministro andasse suscitando delle difficoltà. Ma, comunque ne sia, temendo la Porta quel potentato, niuno dubita che la cosa finirà a soddisfazione sua e che presentemente d'altro non si tratta che di cedere e dare il meno che si possa del preteso tratto di paese». (E, 12—13).

CXII

Affaire de la Bukovine. L'escadre russe de l'Archipel

13 mai 1775. — «Non avremo più il Binder per internunzio. Va a Amburgo, legazione per la quale basta ogni mediocre talento... Quanto passa circa la Moldavia, prepararci deve ad altre simili scene, nelle quali figurar devono ministri destri ed intesi del genio turco. Più pratico del Thugut non lo troverà Vienna. Si crede che se il re di Prussia non vede con occhio tranquillo le pretensioni che l'Imperatore affaccia a carico della Porta, nemmen la czarina n'è contenta. Chi sa se la leva de' nuovi regimenti e la permanenza prolungata del Romanzow in Polonia non vi sono correlativi? Non è cosa solita che una potenza appena sbarazzata d'una guerra rovinosa arrolli nuove truppe. Bisogna sperare che l'intromissione di gelosie e discordie, dia fine a quell'unione e lega che durando potranno inghiottirsi mezzo mondo e niuno sarà più sicuro del suo. Potess'almeno risorgere la povera Polonia oppressa! Ma quella Repubblica, *rerum concordia discors, confusio divitum conservata*, difficilmente saprà adattarsi a verun partito sano. Il celebre re Stefano Battori già disse: «*Vestra, Poloni, Republica non ordine, quo caretis; non regimine, quod contemnetis, sed solo fato regitur*». E così temo che sarà, fin che ne resti un sol vestigio. Il distretto che Vienna vuole della Moldavia, per la sua comunicazione colla Transilvania, non importa che la piccola bagatella, che 30 ore di lungo e 10 a 16 di largo, e dava al Principe 500 borse l'anno.

La dimora della squadra russa nell'Arcipelago è un altro negozio che si merita qualche riflessione. Chi sa se non si tratta di qualche cessione, o di Paros, o di qualche altra Isola. Si ricordi V. E. che nell'ultimatum della Russia vi era una tal pretensione per la facilitazione del commercio e della navigazione tra il Mar Nero e il Mar Bianco. Del modo che le cose vanno, di tutto sospettar si può. E chi ci risponde che, oltre gl'articoli palesi del tratta o di pace non ve ne sieno altri segreti, che dieno una tale isola a' Russi? Che dire poi della qualità de' bastimenti che s'introducono nel Mar Nero? Se qualche altra segreta convenzione non ne dà il permesso, bisogna dire o che la Porta è cieca, o tiene motivi per esserlo. Lasciamo fare quella Corte pratica del carattere di questa nazione. Vediamo che alle passate durezza vanno succedendo le blandizie e li regali che, lusingando l'orgoglio ottomano, contentano anche l'avidità e l'avarizia de' ministri. La rimembranza delle disgrazie il

tempo l'indebolisce. Nè la Potenza ottomana è talmente perduta, che non si meriti ancora qualche considerazione. La Russia non vorrà far sempre la guerra, onde non vorrà parlar sempre duramente e imperiosamente. L'oro dunque sarà l'organo di cui si servirà, e così arriverà ai suoi fini. Non ne dubiti l'E. V., appriranno le cose tartare una nuova scena, e staremo a veder qual ripiego prenderanno le due Potenze che vi sono implicate per sortirne con onore». (C, 6—7).

CXIII

La commission turque chargée de délimiter le territoire devant être cédé à l'Autriche. — Départ de Roumiantzof pour l'Ukraine

10 juin 1775. — «Già nella maniera mansueta che si prevedeva è rimasta determinata la consaputa pretensione mossa dalla corte di Vienna sopra quel distretto di Moldavia da servir di cammino di comunicazione colla Transilvania. Non sappiamo le condizioni del trattato nè l'estensione per lungo e laigo del terreno ceduto. La Porta, per stabilirne il confine, vi ha destinato per commissario un suo ufficiale, stato per l'avanti capo architetto, e quale col generale del Barco, commissario della Corte suddetta, sbrigherà questa faccenda; e, tenendo, dicesi, qualche barlume di geografia, ciò basta, onde si crede soggetto capacissimo a disimpegnarsi a piena sodisfazione del governo di tale commissione.

Finalmente, da corriere venuto da Moscù, sentiamo partito da Mohylow il maresciallo Romanzow pel suo governo dell'Ukraina». (E, 12—13).

CXIV

Rivalité austro-prusse

10 juin 1775. — «La partenza di Zegelin rimane diferita. Così l'altra di Thugut. La gelosia dovrà partorir la discordia e questa forse sarà la salute della povera Polonia. La Porta dice ch'il territorio ceduto in Moldavia, si riduce a poco. Il conto che deve al popolo suggerisce questo linguaggio. D'altronde si saprà il confine e qui ci aspettiamo, dopo qualche tempo che sani la piaga, che Vienna venga con altre nuove pretensioni. Le ricerche di documenti negl'archivi di Ragusa non si son fatte a caso». (C, 6—7).

CXV

Règlement de l'affaire de Bukovine

8 juillet 1775. — «Finita pel momento presente la pretensione moldava, tutt'è quieto. Svaporato che sarà il cattivo umore, si sortirà con qualch'altra, che somministrerà la Bosnia. *Si libet, licet*. La permanenza del Thugut non

è senza il suo fine; e l'altra del Zegelin potrebbe significar ancora ch'il re padrone subodora qualcosa di consimile. Si conoscono tra di loro. Niuno sa meglio di S. M. Prussiana che, *crescit amor nummi, quantum ipsa pecunia crescit*. (C, 6—7).

CXVI

Frictions austro-russes. Rappel de Zegelin

11 novembre 1775. — ...«Il contegno tutto sostenuto dell'ambasciatore russo col ministro cesareo ci fa veder chiaro che l'armonia delle rispettive corti assai zoppica. L'impresa moldava è la pietra di scandalo. Vienna si è mascherata e, urtando di fronte le mire della Russia, produr deve gelosie e discordie e, col tempo, rotture. L'acquisto de' territorj moldavi troppo avvicina quelle due potenze. Venendo un giorno ad urtarsi, forse che la Porta riacquisterà la riputazione perduta o goderà, neutrale, più quiete e riposo. Si vede che la politica russa in loco di quelle maniere dure e violenti si serve ora d'altretante cortesi e dolci... Russia solo ha avuto per convenzione espressa ch'il suo ministro precederà l'altro di Svezia, quale precedendo già l'altro di Prussia, non è questo il motivo pel quale il re di Prussia richiama Zegelin, ma perchè pel momento presente la Porta per nulla conta ne'suoi piani politici. Dimani potrà figurarvi, e dimani avremo un'altro suo ministro. Subito che vide affacciarsi la pretensione moldava, subito Zegelin ebbe da fermarsi qua. Non vedo che fin adesso la Francia qui faccia altra figura che quella di semplice spettatrice. Vergennes è timido per carattere». (C, 6—7).

CXVII

Bruit d'une alliance turco-russe

9 décembre 1775. — ...«Vanno crescendo le blandizie russe e quindi temiamo che quelle speranze concepite, di che Replin riparato avrebbe alle indecenze del cerimoniale delle udienze, diverranno bei sogni. Il Dr. Gobis m'ha confidato che nel Seraglio e per fuori ancora si sussurra d'una lega da farsi tra la Porta e la Russia. Sarebbe pur questo un ben stravagante avvenimento, ma tanto fertile già questo nostro secolo di fenomeni, anche questo potrebbe darsi com'un effeto, non tanto stravagante, de' timori e disgusti quali dà qui Vienna, e dei sospetti e gelosie che le usurpazioni moldave danno alla Russia. Intanto se qui si prolunga il soggiorno dell'ambasciata russa, tutt'il corpo diplomatico va rovinato. Poco men di piastre 600 m'ha costato il pranzo ministeriale che ho dato a Replin». (C, 6—7).

CXVIII

Difficultés des commissions de démarcation de la Bukovine

9 décembre 1775. — ...«Insorte delle contestazioni tra li commissarj della Porta e della Corte di Vienna, impiegati nelle demarcazioni de' consaputi limiti della Moldavia, pretendendo questi di dilatarli per lungo e largo al di là del giusto e convenuto; onde informatane questa corte, il suo dragomano è stato in lunga conferenza con questo internunzio cesarco, a cui esponendo nei termini più vivi l'irregolare condotta de' Commissarj imperiali, generale del Barco e segretar o Jenisch, il baron di Thugut non ha potuto a meno di non convenirne e di spedir conseguentemente un corriere a posta a Vienna per dar parte di tal incidente, quale per ora sospende l'ulteriore continuazione dell'espressa demarcazione. L'ambasciatore di Russia, che sta osservando da vicino ogni passo che si sta facendo in un affare che tanto promuove la gelosia della propria Corte, gode vedendo queste discordie e intoppi, anzi non manca qui chi crede che nulla tralascia per fomentare disgusti e soffiare quanto può il fuoco della discordia tra ambe le corti... (E, 12—13).

CXIX

Grégoire Ghica à G. Ludolf

A Monsieur

Iassi.

Monsieur Guglielmo de Ludolf, envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roy des deux Siciles, auprès de la Sublime Porte othomane.

Monsieur,

Constantinople.

J'aurais dû m'acquitter, il est vrai, il y a longtemps, du devoir de l'amitié en vous félicitant, Monsieur, sur l'heureux mariage que vous avez conclu de Madame votre chère fille avec Son Excellence, Monsieur le chevalier de St. Priest, ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne. Le Seigneur veuille les combler de toutes les prospérités. L'état où je me suis trouvé quelque tems m'a privé de vous remercier plus tôt ¹⁾ de votre bon souvenir. J'espère cependant que vous me permettrez de vous assurer que je prens la plus grande part à tout ce qui vous regarde, d'autant que j'ai toujours éprouvé les effets de votre bonne amitié, comme je l'avoue. Je vous prie, Monsieur, de vouloir m'en accorder la continuation et de croire que je reste pour toujours avec considération et la plus parfaite estime,

Iassi le 1775.

votre très humble et très affectionné
serviteur

(D 8—11).

P: Gregorio Ghica

¹⁾ Ms. plutôt

CXX

Démarcation de la Bukovine

13 janvier 1776. — «Rimane tuttavia sospeso l'affare della demarcazione moldava. Ma arrivato ultimamente da Vienna un tal Tasara, segretario del departamento di Stato, potrà darsi che, portatore di risoluzioni più moderate, si riprenda, e terminandosi, possa il baron di Thugut approfittarsi del permesso che tiene di passar a Vienna pel termine d'un anno»... (E, 12—13).

CXXI

Démarcation de la Bukovine

10 février 1776. — ...«L'affare della demarcazione della Moldavia resta nell'avisata sospensione e andandone a prolungarsi la decisione ben potrebbe arrivare, come suol succedere più qui che altrove, che incontrando sempre nuove difficoltà, che alla fine andasse a monte, tanto più che la Russia non dorme e sicuramente farà quanto potrà, perchè non venga a conclusione o almeno ch'il terreno che verrà ceduto sia molto limitato». (E, 12—13).

CXXII

Irritation à Constantinople contre la cour de Vienne

9 mars 1776. — ...«Si dice che Vienna restituisce tutte le nuove usurpazioni fatte in Polonia. S'è vero, il re di Prussia, che disse che in tal caso fatto avrebbe altrettanto si troverà intrappolato. L'affare della demarcazione moldava sempre più si va imbrogliando, e incontra da parte de' ministri della Porta una resistenza che si dovrebbe incontrare in questi tempi. La città si è riempita di voci di guerra e si dimanda anche da persone di rango s'è vero che l'interunzio è partito? Sarà un'astuzia del governo per imporne a questo ministro; ma sicuro è che, se il Repnin non spalleggiasse il Reis Effendi, non sarebbe si fiero. Quest'affare, unito alle vertenze polonesi, accenderà il fuoco che sta covando sotto le ceneri. Qui, come V. E. riflette, altro non manca che la forma, qualche strumento proprio, per metter in moto il materiale che abbonda»... (C, 6—7).

CXXIII

La question de la démarcation prend une tournure favorable aux Autrichiens

11 mars 1776. — ...«L'affare della consaputa demarcazione di Moldavia, dopo tante difficoltà e dilazioni, da qualche giorno in qua sembra prendere

una piega più favorevole, di maniera che più non si dubita d'una vicina conclusione, tanto più che mi si accerta che già rimane aggiustata la questione che riguarda certi luoghi e terreni, o neutrali o comuni situati all'estremità della Transilvania, tra li confini della Moldavia e della Valacchia, che li paesani d'ambe le Provincie solevano occupare di tempo in tempo coi loro armenti. L'Imperatore se n'era impadronito durante l'ultima guerra e gli avea uniti e incorporati alla Transilvania. Ora, cedendo la Porta qualunque sua pretesione sopra gl'accennati terreni, da qui innanzi apparterranno al dominio austriaco e faranno il confine perpetuo da quella parte de'rispettivi stati»... (E, 12—13).

CXXIX

St. Priest appuie la demande autrichienne; l'ambassadeur russe pousse à la résistance; perplexité de la Porte

13 avril 1776. — ...«La consaputa demarcazione moldava... resta incagliata e nell'avisata indecisa situazione. Pare per altro che la Corte di Vienna, per sortire da quest'impaccio e facilitarne la conclusione, si prevalga ora delle influenze e appoggio della Corte di Francia, poichè vedo M. di St. Priest unito col baron di Thugut e occupato onde far comprendere alla Porta che, cedendosi a Vienna la striscia di terra che domanda, si tratta e vi concorre il proprio suo interesse e sicurezza futura della Moldavia stessa e dei suoi stati confinanti, poichè, cedendo quel territorio all'Imperatore, assolutamente viene tolto alla Russia il modo e la facilità di attaccarla, come sempre faceva per quella parte. Fin'adesso questo ministero, pien di sospetti, non ancora vede, nè si capacita di questa pretesa sicurezza. Altro non vede che la disgustosa alternativa d'aver, per garantirsi dall'una, da dipendere dalla buona fede dell'altro. E poi ancora, la perdita sicura d'un territorio che equivale a tre starostie, e rende al Principe di Moldavia 300 borse per ciascun'anno. Contribuisce ancora a renderlo perplesso e fluttuante l'ambasciatore russo, che nulla risparmia per imbrogliar le carte e rompere la partita, servendosi press'apoco dell'e medesime armi, cioè additandogli dell'una parte le forze formidabili dell'Imperatore, e dell'altra che, cedendo a Vienna il preteso territorio, tanto è che cedere tutta la Moldavia». (E, 12—13).

CXXX

Règlement de l'affaire de démarcation

8 juin 1776. — ...«Dissi a V. E. nella passata mia che l'affare della demarcazione moldava sembrava prendere una piega più favorevole e quindi posso soggiungerle ch'effettivamente già resta concluso, e permutati li strumenti coerenti sembra che tutte le difficoltà che finora ne tenevano imbarazzata la definizione nascevano dalla pretesione che la Corte di Vienna formava sopra certi territori e villaggi situati per largo della striscia pretesa verso la parte

del Siret e sopra altri simili territorj situati per lungo della medesima verso la parte di Coczin. Ora, desistitisi da quest'ultima pretensione, contro la quale li Gianizeri e milizie terrazzune di quella piazza facevano la più grande opposizione e prendendo per compensazione alcuni vilaggi della guirisdizione di Siret, mediante sì fatto temperamento, il negozio si è portato felicemente per Vienna a conclusione, poichè si fa conto ch'il territorio che la Porta ha ceduto, può fare per lungo e largo la sesta parte del totale della Moldavia». (E, 12—13).

CXXXI

Médiation française dans l'affaire de la Bukovine. — Accalmie suspecte à l'ambassade russe

13 juillet 1776. — ...«Qui si trova terminata la questione moldava, ma tuttavia non si sa se ugualmente sul luogo si è terminata senza intoppo. L'ambasciatore di Francia ha contribuito assai alla coerente sua definizione, e Vienna ne ha date grazie alla di lui Corte. Potrà però pentirsi un giorno di tale compiacenza e sentirne gl'effetti dell'irritamento e pentimento della Porta. Ma per ora V. E. credi che, purchè mostrarsi possa la spada, qualunque pretensione, per impertinente che sia, passerà... A giudicar dalle apparenze, si direbbe che la Russia o poco o nulla si cura delle cose di Constantinopoli. Commercio, navigazione, colonie, affari politici, tutto pare abbandonato e scordato. Li Greci, sacrificati senza remissione, sono le vittime dello siocco loro fanatismo. Lo stesso Stakiew, dacchè partito Repnin, si vede nella più perfetta inazione. Bisogna creder dunque che vi sieno sul tavolino altri, più promurosi interessi, che fanno perder di vista il Levante». (E, 12—13).

CXXXII

L'amiral turc se propose de créer une flotte marchande. Les princes de Valachie et de Moldavie feront chacun construire un vaisseau

14 juin 1777. — ...«Sempre occupato il capitano Pascià di progetti utili, egli ha suggerito al governo la formazione d'una marina mercantile armata. Il piede è questo: che i legni corrispondenti si costruiranno per conto dei particolari, capaci però da poter servire in tempo di guerra alle occorrenze del governo, il quale allora o li comprerà o li prenderà a nolo. Stato gradito tale piano, già li principi di Valachia e di Moldavia fanno costruire due simili legni, e si spera che altrettanto faranno li ministri e grandi della Porta. E' convenuto ancora Hassan Pascià con quest'ambasciatore britannico, che, per conto del governo e' farebbe costruire in Inghilterra due simili bastimenti da servir di prova e di modello per altri». (E, 12—13).

CXXXIII

Les princes de Moldavie et de Valachie ont fait construire deux vaisseaux à Galatz

11 octobre 1777... — «Il Capitano Pascià per incoraggiare il consaputo progetto della marina mercantile armata, viene di comprare per 30 mila piastre, e per proprio suo conto, due bastimenti inglesi che si stanno armando. Per gli altri due del porto di 60 cannoni, che li Principi di Moldavia e di Valachia, per secondare le mire del governo, hanno fatto costruire nel cantiere di Galatz sul Danubio, non possono muoversi da quel porto per l'imperizia de' costruttori, poichè, avendo di bisogno di 12 piedi d'acqua, e non dando la più grande profondità del fiume che piedi sette, converrà attendere il venturo mese di Giugno che le acque crescano per farli discendere all'imboccatura del mare». (E, 12—13).

CXXXIV

Déposition de Grégoire Ghica, prince de Moldavie

17 ottobre 1777... — «Stato deposto il Principe di Moldavia, si pretende che, oltre il sospetto d'esser egli parziale della Corte di Russia, ha finito di perderlo il permesso dell'estrazione di gran quantità di cavalli pel servizio di quella Potenza. Non ancora si sa quale sarà...¹⁾ sorte sua. Ma frattanto si dice che, stato prevenuto per tempo della disgrazia che gli soprastava, gli sia riuscito di ritirarsi ne'dominj russi. All'attuale dragomano della Porta è stato conferito l'accennato Principato». (D, 8—11).

CXXXV

Déposition et exécution de Grégoire Ghica, prince de Moldavie

8 novembre 1777. — «Stato intanto deposto il Principe Ghicca di Moldavia, la Porta ha conferito tale dignità all'attuale suo dragomano²⁾, ed il posto di costui al nominato Caragiko, quale già durante l'ultima guerra interinamente l'avea occupato.

Stato il suddetto Principe Ghicca prigioniere di guerra in Russia, dopo la pace, raccomandato dalla czarina, la Porta lo reintegrò nel Principato. Verisimile che tale soggiorno e tale raccomandazione l'avessero reso sospetto a questa Corte. Certo è che, occorsa la di lui deposizione in un tempo tutt'insolito, com'è il Ramasan, subito dubitar fece, che tale sua disgrazia non sarebbe stata sola. Con effetto, il 21 passato si vide esposta la di lui testa tra le porte del serraglio, con una cartella, dicendo che, disubbidiente agl'ordini del suo

¹⁾ Mot indéchiffurable

²⁾ Constantin Morusi.

sovrano, non solamente oppresso avea i suoi sudditi moldavi, ma ancora esatto ne avesse il tributo, di cui, a tenore dell'ultimo trattato di pace, goder ne doveano l'esenzione per due anni. A questo castigo si è unita l'altra pena della confiscazione di tutti i suoi beni. Tutta simile è stata la sorte del di lui padre, stato pur egli dragomano della Porta e Principe di Moldavia, che, dopo la pace di Belgrado del 1739, sospettato d'intelligenza colla Russia, fu qui pubblicamente decapitato. Mi vien detto che questo ministro Stakiew si è dato per aggravato dell'occorso, sul supposto che la Porta era obbligata di prevenire prima la sua Corte. Sarà in virtù di qualche convenziono segreta». (E, 12—13).

CXXXVI

Marche des troupes turques vers le Danube

3 décembre 1777. — ...«Tutte le truppe che possono somministrare la Romelia, la Bosnia e l'Albania si trovano in piena marcia alla volta del Danubio». (D, 8—11).

CXXXVII

Confiscation des biens de Ghica

13 décembre 1777. — ...«Si faceva conto che la confiscazione de'beni del fu Principe di Moldavia avrebbe fatto entrare nel tesoro del G. S-re più milioni di piastre, ma non più di 500 mila si son ricavate finora. Riuscito al di lui segretario confidente di ritirarsi, chi dice in Polonia, chi in Ungaria; si crede che costui possa aver traffugato, colle corrispondenze segrete del suo Principe, anche le sue gioie, obbligazioni di banco etc. Il governo sta presentemente occupato a far delle perquisizioni onde scuoprire il luogo del ritiro del suddetto segretario». (E, 12—13).

CXXXVIII

Arrivée à Constantinople de la veuve de Ghica

10 janvier 1778. — ...«La vedova del fu Principe di Moldavia, coll'afflitta sua famiglia, è arrivata qui la settimana passata e si dice ch'il G. S-re gli abbi fatto dono di tutt'i beni stabili ch'il marito possedeva in questa capitale». (E, 12—13).

CXXXIX

Analyse de la convention d'Ainali-Cavak

17 mai 1779. — ...«Per sodisfar intanto le brame di V. E. sull particolare delle condizioni dell'aggiustamento stato segnato qui il 21 marzo tra la Porta e

la Corte di Russia, soggiungerò a quanto successivamente ne ho partecipato a V. E., che, consistendo la coerente convenzione in 9 articoli, ch'il 1^o riguardava la confermazione del trattato di Kainargik. Il 2^o tratta dell'indipendenza de'Kam della Crimea e di ciò che ogni nuovo Kam praticar deve verso il Gr. Sig. nella sua qualità di calife o di capo della religione mahometana. 3^o Promette la Corte di Russia di far evacuare gli stati tartari nel termine di mesi tre. 4^o Che seguita che sarà detta evacuazione e stata notificata l'elezione di Sciahin-Gherai, il Gr. Sig lo riconoscerà per kam de' Tatars. 5^o Concerne il regolamento dei limiti rispettivi. 6^o Fissa la portata de'bastimenti mercantili russi che navigheranno dal Mar Nero al Mar Bianco, e viceversa. 7^o Riconferma tutti i privilegi stati accordati alli Valachi e Moldavi però senza far menzione de'Principi d'ambe le tali Provincie. 8^o Accorda la Porta che gl'abitanti della Morea stati seguaci de'Russi nell'ultima guerra, sieno indennizzati in danaro o per altra compensazione di quei beni che loro sono stati tolti. 9^o Regola quanto spetta alla ratificazione della stessa convenzione, la quale si aspetta ne corso del mese venturo, onde fin là non può offerir l'emergente alcuna novità». (D, 8—11).

CXL

Les Tartars du Budjak demandent à rester sous l'autorité du sultan

3 novembre 1779. — «Li Tartari del Bugiak hanno chiesto il permesso alla Porta di poter fermarsi nella Bessarabia sotto il suo dominio, il che lor è stato accordato alla condizione però di non poter essere governati da alcuno kam proprio». (D, 8—11).

CXLI

La Porte s'oppose à l'établissement de consulats russes en Moldavie et en Valachie

12 août 1780. — «Non minor imp[ediment]o si va opponendo sin ora a quell'altra pretensione della stessa corte che riguarda lo stabilimento d'un console generale in Moldavia e Valachia ¹⁾». (D, 8—11).

CXLI

La Russie demande la création d'un service régulier de paquebots entre Taganrog et Constantinople, l'institution de deux consulats en Moldavie et en Valachie et le droit pour les déserteurs «grecs» de circuler librement dans l'Empire Ottoman.

14 octobre 1780. — Senza dubbio novità interessante, per le serie conseguenze che potrà avere, l'ordine venuto a questo ministro di Russia con corriere

¹⁾ «La première opposition» se rapporte au passage, par le Bosphore, de deux paquebots russes destinés à transporter la poste et des passagers de Taganrog à Constantinople.

espresso d'insistere non solamente sullo stabilimento regolare a Taganrok e questa capitale de' consaput paccheboti, ma ancora sull'ammessione e stabilimento fisso d'un console generale russo nei principati di Moldavia e di Valacchia, ed inoltre che tutti i transfuggitori e desertori greci ed altre nazioni suddite di questo Imperio possano, liberamente e senza inquietarsi, andar e kenir per i Dominj ottomani. Anzi la Corte di Russia, inculcando al S. Staview la più pronta esecuzione di sì spinosa commissione, ha disapprovato il passato molle suo contegno nella discussione occorsa degl'indicati emergenti col ministero ottomano». (E, 12—13).

CXLIII

Réponse turque aux demandes susmentionnées

9 décembre 1780. — «Stato la settimana passata questo ministro di Russia in nuova conferenza col Reis-Efendi per trattare dei consaputi emergenti e pretensioni della sua Corte, da quanto ne traspira si può sperare che, intervenutovi già da conciliatore l'ambasciatore di Francia, ch'egli colla sua destrezza e col credito che ugualmente gode appresso la Porta e l'espressata Corte, saprà indurre le parti contendenti; onde, moderando e l'una e l'altra le proprie pretensioni, si prevenga le serie conseguenze che l'ostinazione de' Russi d'insistere e de' Turchi di non cedere, altrimenti mancar non potrebbe di produrre. Pare che lo stabilimento de' consaputi pacchebotti tra Taganrok e questa capitale già rimane fissato su questo piede che tali legni non portino nè cannoni, nè equipaggi e uniforme della marina russa, che sieno soggetti alla visita dei doganieri e che portino la stessa bandiera de' mercantili. Per quel che spetta però all'altro stabilimento del console generale, e spezialmente della sua residenza, questa pretensione si che va incontrando finora maggiore difficoltà. Ho rassegnato V. E. che la Corte di Russia pretende che risiedi in Iassi o in Bucaresti, città capitali della Moldavia e della Valacchia, [un console genrale] e che gl'ordini che sull'emergente ha dato a questo suo ministro sono precisi. La Porta, che vede il fine di tale stabilimento e pretensione, e altrettanto l'apprende, pure, per conservar la pace, par disposta di appartarsi di quella sua massima di non ammetter consoli nelle città mediterranee e dove *ab antiquo* non sieno stati, consentendo a tal novità, purché il suddetto console generale si stabilisca in una delle città turche e non greche, situate sul Danubio, come sarebbero: Silistria, Ibrail o Ismail, ove vi sono comandamenti turchi e tribunali di cadì da poter giudicare le liti occorrenti. E siccome Silistria appunto è città capitale e residenza d'un serasker, la di cui giurisdizione si estende sopra la Moldavia, Valacchia e Bessarabia, la Porta la preferirebbe a qualunque altro. Ma come resta del positivo gl'ordini che sul particolare tiene questo ministro di Russia, non altrimenti, che *sub sperato* che l'ambasciatore di Francia ne sia per così dire garante suo appresso la propria Corte vi assentirà, come sento.

Riguardo poi al punto dei transfughi greci ed altri sudditi della Porta, non pare che incontri opposizione la coerente pretensione della Corte di Russia, che da qui innanzi liberamente passino e ripassino gli Dominj ottomani». (E, 12—13).

CXLIV

Affaire des consulats russes

16 décembre 1780. — «Riguardo allo stabilimento del console generale, la Porta vi acconsente, purchè risiedi in una delle città turche, e non greche, situate lungo il Danubio, come esser potrebbe Silistria, Ibrail o Ismail, ove vi sono comandamenti turchi, e tribunali di Cadì da poter giudicare le liti. Il ministro di Russia però non ha accettato altrimenti questa disposizione che sub speratis della propria corte». (D, 8—11).

CXLV

Stakief choisit Silistrie comme siège du consulat russe

13 janvier 1781. — «Nulla di nuovo mi presentano le consapute vertenze che tra questa corte e l'altra di Russia eransi mosse. Poichè rimasta ferma la Porta nel partito preso, ch'il console generale russo da stabilirsi non nelle consapute Provincie, altrove non risiedi che in una delle indicate città turche situate sul Danubio. Il signor Stakijew ha prescelto Silistria per tale residenza per essere città principale e più a portata di servire alle mire della propria Corte, tanto di commercio quanto d'altri interessi, a qual fine anche viene permesso al suddetto console generale che, secondo l'esigenze possa portarsi a Iassi, Bucoreste e le altre città del suo dipartimento, ma non risiedervi. E avendo il suddetto ministro rispedito a Pietroburgo alcuni giorni sono un suo corriere per prender (sic) conto del eseguito. Si vedrà in appresso se la sua sovrana approverà sifatta disposizione». (E, 12—13).

CXLVI

Affaire des consulats russes dans les Principautés Danubiennes

4 avril 1781. — «Però per verità pare che appena resti appianata una questione che subito subentri qualch'altra per imbarazzare la Porta. Tale è precisamente quella che va risorgendo dello stabilimento del consaputo console generale russo in Iassi e in Bucoreste, poichè di nuovo vi insiste la corte di Pietroburgo, non volendo assolutamente sentir di Silistria. Questa sarà una faccenda ch'il visir che si aspetta posdomani troverà in pronto per dargli il ben venuto». (D, 8—11).

CXLVII

Stakief est désavoué et remplacé par Bolgakof

14 avril 1781. — «Stato richiamato quest'inviato della Corte di Russia Sig. Stakiew. Si sta attendendo nell'entrante mese il Sig. Bulgakow, suo successore, per la via di Kerson e del Mar Nero, a bordo d'una fregata di guerra. Questa disposizione della suddetta Corte non è stata molto grata alla Porta, perchè contravenente al dispositivo che riguardo alla non ammissione in questo Porto di qualunque armamento di guerra ne statuisce l'ultima convenzione...

Ma pare per verità che appena resta sopita tra questi due Imperj una questione che subito salta fuori un'altra per prenderne il luogo. Degnerà l'E. V. ricordarsi ancora di quella questione risorta, mesi sono, circa lo stabilimento d'un console generale russo in Iassi o in Buccoreste... Opponendovisi la Porta, Silistria era stato prescelto pel luogo della residenza del console e finalmente che, stato accettato *sub speratis* della propria Corte da questo ministro Stakiew tale temperamento, si sperava che la czarina contentata ne sarebbesi; ma no, poichè, dicendo quella sovrana che circa lo stabilimento de' suoi Consoli il trattato di Cainargik chiaramente si espressa, cioè che potranno stabilirsi ovunque convenga e la Russia lo trovi approposito e, quindi, insistendo sulla prima domanda, V. E. vede che si sta da capo. Ma scabrosa la questione da sè stessa, e rimuovendo anche que' Principi cielo e terra per dispensarsi d'aver sotto l'occhio un tal fiscale che vada scrutinando e riportando le faccende, rapine ed estorsioni loro, la Porta nulla ne deciderà che dopo l'arrivo del visir, qual si aspetta posdimani. Così sempre nuovi e successivi urti dell'una parte, e altrettante resistenze dell'altra tra questi Imperj, insinatamente che ne venga nuova rottura. Però, non sembrando ancora mature a tanto le cose, almen per questa si dilazionerà e forse per godere un momentaneo, ma presto riposo, vi si sacrifica la futura quiete e salute dell'Impero. Arriverà ancora, e V. E. se ne ricordi, che se in quest'occorenza la Porta piega, tosto la corte di Vienna pretenderà anch'essa d'aver un suo Console in quelle Provincie ¹⁾ e, conseguentemente, si troverà invilluppata di nuovi imbarazzi». (E, 12—13).

CXLVIII

L'internonce traiterait avec la Porte d'une nouvelle cession de territoire en Moldavie

8 septembre 1781. — «Abbisognando all'Impero per la più facile comunicazione tra i suoi stati d'Ungheria e di Polonia un'altra striscia di terreno da prendersi, come fu fatto alcuni anni sono, sulla Moldavia e precisamente per la parte del fiume Siret, quale in appresso farebbe il confine perpetuo tra ambi Imperi, si asserisce che quest'internunzio della M. S. stia trattando di tal

¹⁾ Soupçons confirmés aussi par le fait que l'internonce, baron von Herbert, a soutenu les prétentions de Stakief. (Lettre de Ludolf du 17 mai 1781).

amichevole cessione colla Porta. Ma, dell'altra parte, si sussurra che già un piccolo distaccamento delle truppe imperiali provisionalmente abbia preso possesso del territorio in questione». (E, 12—13).

CXLIX

Bolgakof prend en main la question des consulats et demande en outre l'exécution littérale des articles (XI et XIV) du traité de Kaïnardji concernant la libre navigation dans la mer Noire et la construction d'une église grecque à Constantinople

15 décembre 1781. — «Avendo recentemente ordine questo ministro di Russia¹⁾ d'insistere sulla definizione dell'affare del consaputo consolato generale, pare che, men difficile il nuovo Reis-Efendi, dar si possa per terminata a sodisfazione di quella Corte questa scabrosa faccenda. Ma si sussurra che vi siano sul tappetto due altre pretensioni di maggior importanza ed anche di maggior imbarazzo pel ministero ottomano, cioè l'esecuzione litterale degli articoli XI-o e XIV-to del trattato di Kainargik; quello relativo alla libera navigazione e commercio de' legni e negozianti russi, e quest'altro all'edificazione in questo borgo o nell'altro di Galata d'una chiesa pubblica grecorussa. Positivamente non so dire a V. E. se il suddetto ministro già fatto ne abbia la coerente stanza, ma il moto, le continue consulte de' ministri del governo direbbero di sì, e più ancora che fra giorni dovrà aver egli una conferenza col Reis-Efendi e con alcuni altri ministri della Porta, che per l'avanti hanno avuta qualche ingerenza negli affari occorsi finora colla Russia». (E, 12—13).

CL

Le consul général russe résidera à Bucarest. Liberté du commerce des grains pour les marchands russes. Démission du prince de Valachie Alexandre Ypsilanti

19 janvier 1782. — «Già resta intieramente terminata a piena sodisfazione della Corte di Russia l'insorta differenza sul luogo della residenza del noto console generale. Onde a piacer suo potrà resiedere in qualunque delle tre Provincie del suo departamento. E quindi avendo presciolto egli Bucoreste, capitale della Valachia, non tarderà d'incamminarsi a tale suo destino.

L'altra pretensione di quella Corte sul libero passo e trasporto per li porti di cristianità de' grani pare che tuttavia incontri dell'opposizione, insistendo la Porta che per rimuovere i contrasti e contrabandi non altrove che qui nella capitale debbansi smaltire, ma siccome con una tale limitazione mai il venditore si averebbe il suo conto, a causa de' prezzi sempre bassi e arbitrarj dell'annona, vi è qualche apparenza, ch'il governo, per liberarsi da quest'impaccio, potrà cedere, cioè permetter al mercante russo il libero smaltimento de' suoi grani al prezzo che più gli torna a conto.

¹⁾ Arrivé à Constantinople vers le milieu de sept., Bolgakof eut sa première audience chez le grand-vizir le 27 sept., chez le Sultan le 2 oct. (Lettre de Ludolf du 20 oct. 1781).

Circa l'articolo della chiesa greco-russa par che per ora più non ne sia questione... E stato deposto il Principe di Valacchia e in suo luogo sostituito il Sr. Nicola Caragia attuale dragomanno della Porta». (E, 12—13).

CLI

Causes de la démission d'Alexandre Ypsilanti. — Service postal entre la Turquie et la Russie

16 février 1782. — «Quando dissi a V. E. in passata umilissima mia ch'Il Principe di Valachia chiesto avea la sua demissione, ignorava che motivata l'avesse l'evasione seguita in Transilvania dei due figli suoi unici, giovani da 18 in 20 anni, stati sviati, dicesi, da un foresto che gli stava servendo. Riuscito inutile qualunque tentativo fatto onde fargli tornare, il padre ha spedito a Vienna due de' suoi Officiali per ricliamarli, ma statogli risposto che, senza costringerli, si lasciava in loro libertà di tornare o di fermarsi qualunque però stato sarebbe il coerente partito loro, nulla assistenza o protezione particolare lor accordata sarebbesi. Per ora in tale stato resta l'affare. Intanto martedì venturo riceverà il di lui successore dal Sultano le solite insegne dell'investitura del Principato e dopo qual funzione dovrà egli, per un'antica usanza sotto la denominazione di spesa per la cucina del Serraglio, somministrare piastre 500 per ogni giorno di più che si fermerà in questa.

Il ministro di Russia ha avuto giovedì scorso una conferenza col Reis-Efendi nella quale nuovamente si è discusso l'affare del libero commercio e transito de' grani che tanto interessa la di lui Corte, ma finora continua d'incontrare qui la nota opposizione. Intanto, partito già per la sua residenza di Bucarest il console generale russo, resta pienamente terminato questo strepitoso affare. Ma non staccandosi quella corte nè di pretendere nè d'introdurre qui delle novità, viene di stabilire in questa capitale un ufficio di posta, quale sul piede dell'altro di Vienna, spedirà due volte il mese per corrieri espressi le lettere del pubblico per tutte le parti de' suoi dominj. Resta però con tale stabilimento abolito l'altro de' pacchebotti, e seconderà anche meglio la corrispondenza regolare tra ambi Imperj e que' grandiosi piani di commercio col Levante che quella Corte tiene in vista, i quali finora, per mancanza di strumenti proprj pratici e nazionali, non hanno incontrata quell'approvazione e ingresso che poteano». (E, 12—13).

CLII

Départ de Nicolas Caragea pour Bucarest et arrivée inopinée d'Ypsilanti à Constantinople

16 mars 1782. — «Avendo terminato il nuovo Principe di Valacchia tutte le sue funzioni alla Porta, dopo domani farà la sua sortita da questa Capitale

per passare in un vicino villaggio, ove si fermerà per alcuno tempo ancora, per mettersi all'ordine e proseguir quindi il suo viaggio, scansando con tale ripiego, quale non impedisce che in forma privata torni di quando in quando alla propria casa, la soccombenza all'avvisato grave peso delle piastre 500. Intanto trasferitosi il Principe deposto a Giurgevo, sul Danubio, senza attender altro vi montò a cavallo e improvvisamente giunse qui la sera del sabbato scorso. Veramente questo partito, che si prende qui per ardito, non ha lasciato di scontentare i suoi nemici. Ma pure sin a questo momento non ancora si trova nè decisa, nè assicurata la sorte sua, sendogli solo stato permesso di andare a riposarsi in una sua casa di questo canale. Però, come pratico delle usanze del paese e ricco, mezzi tiene da poter approfittarsi del tempo e fermare le ulteriori machinazioni de' suoi contrarj. Circa i suoi figli, altro non se ne sa, se non, che, sempre avversi di tornare, rimanevano tuttavia in Hermanstadt». (E, 12—13).

CLIII

Situation d'Ypsilanti

20 avril 1782. — «Il deposto Principe di Valacchia rimane tuttavia nell'avvisato suo ritiro, ma con più tranquillità di mente, sì a riguardo del proprio personale suo, sì in ordine alle circostanze presenti de' suoi figli. Gli costa però, si pretende, il riacquisto della quiete che gode da 1500 borse, e la consolazione di tornare a vedere costoro la deve agl'impegni di quest'ambasciatore di Francia e alli coerenti maneggi presso la Corte di Vienna del di lui collega baron di Breteuil¹⁾, quale non solamente ha saputo persuadergli di tornare, ma ottener ancora dalla stessa corte il permesso di farlo per la via la più breve dell'Ungheria, quando prima si pensava di farli venire per l'altra d'Italia, anzi m'era stata fatta già qualche insinuazione, affinchè gli avessi raccomandati alla protezione dell'E. V. Un espresso del sudetto ministro recò martedì scorso si consolante nuova pel di loro padre a M-r di St. Priest, quale, avendone dato parte alla Porta, anche con piacere n'è stata sentita». (E, 12—13).

CLIV

Retour à Constantinople des fils d'Ypsilanti

18 mai 1782. — «Sendo già di ritorno i figli del deposto Principe di Valacchia, sperabile è che, dando fine ad altre nuove invenzioni e machinazioni de'suoi malevoli, si lascerà goder da qui innanzi in buona pace il rimanente de' suoi beni». (E, 12—13).

¹⁾ Ambassadeur de France à Vienne.

CLV

Avènement d'Alexandre Mavrocordato

15 mai 1782. — «Nel mentre che sta godendo oramai piena quiete il deposto Principe di Valacchia, viene di cambiarsi l'altro di Moldavia, quale, non avendo occupato quel Principato che quattro anni all'incirca, si presume che la Porta rimetter voglia il governo di quelle due Provincie sull'antico piede, cioè di confermare o di cambiare in ogni tre o quattro anni i rispettivi Principi governatori, ma sussistando, dicesi, tra essa e la Corte di Russia una privata convenzione, in seguito della quale senza sufficiente, come di lesa maestà etc. non sarebbe lecito di cambiare sua vita durante nè l'uno nè l'altro di quei Principi. Se così è, bisognerà vedere quel che ne dirà l'espressa Corte. Intanto la Porta ha dato per successore al Principe deposto un tale Alexandro Mavrocordato, scarsissimo di beni di fortuna, ma oriundo d'una famiglia nota e benemerita, e figlio d'un padre stato tre o quattro volte Principe di Moldavia, e quale nell'ultima guerra ha perduto la vita nel servizio della Porta. Si dice che, morendosi dalla fame, arditamente chiesto avesse al Sultano o pane per vivere, o che tolto gli avesse la vita». (E, 12—13).

CLVI

Ypsilanti et le drogman de la Porte exilés à Ténédos

19 mai 1782. — «Il giorno 6 corrente venne deposto molto improvvisamente ed esiliato con fretta al Tenedos il dragomanno della Porta. Alla stessa ora anche tale destino ebbe per Rodi il deposto Principe di Valacchia colli due suoi figliuoli, tornati da poco da Vienna... Protet o tutto privilegiato dell'attuale ministero della Porta, l'ultimo deposto Principe di Moldavia, costui generalmente vien tenuto per manipolatore della disgrazia dei suriferiti soggetti, per vendicarsi d'esserli stati contrarj sott'il passato ministero.

Il dragomanato della Porta è stato conferito ad un tal Alessandro Mavrocordato, genero dell'attuale Principedi Valacchia, quale gode la reputazione d'esser uomo onesto ed abile. Gli ho fatto presentare il solito regalo di congratulazione d'un orologio d'oro». (E, 12—13).

CLVII

Représentations écrites de l'ambassadeur russe au sujet de l'indépendance des Tartares, du commerce des grains, de l'oppression des peuples de Moldavie et de Valachie et du changement non justifié des princes de ces pays. L'internonce a appuyé ces représentations

21 décembre 1782. — «La corte di Russia non sodisfatta ancora [della repressione della sollevazione dei Tartari di Crimea] accrementemente riprende ora la

Porta d'aver essa, tempo fa, non solamente ammessi gl'emissari de'suddetti Principi [fratelli di Sciahin-Gherai] ma fomentato ancora sottomano l'insorto perturbamento della Crimea. Con tali premesse questo suo ministro ha presentato ultimamente un *pro memoria*, chiedendo che chiara e distintamente, senza presumere di estendere al di là le pretese prerogative califali, conforme alli trattati, si spieghi sull'indipendenza de'Tartari, che più oltre non difficoltà il libero passo delle derrate senz'eccezione, anzi di qualunque altra provvigione e prodotti de' Dominj russi, conforme alle disposizioni della neutralità armata state accettate dalle altre Potenze d'Europa; e, finalmente, che gemendo sotto il duro peso delle arbitrarie imposizioni i poveri popoli di Moldavia e Valacchia, vi dia un pronto e convenevole riparo, nè si cambiino senza giusta causa i loro Principi. Quest'acerbo e significativo officio è stato appoggiato d'un altro da parte dell'internunzio cesareo, a nome dell'Imperatore, come fedel alleato della Russia.

Perplesso il ministro della Porta, ha interpellato a consulta l'ambasciatore di Francia. Questo ministro, senza discostarsi dall'assioma adottato che prima di qualunque risoluzione consultar dovea i suoi mezzi e forze; che, non essendo tali, quali esser dovrebbero e potrebbero, conveniva moderarsi e non irritare due potenze formidabili e tutt'armate; che, preferendo, come sembrava a proposito, i partiti blandi, le stesse riclamazioni della corte di Russia fondandosi sopra li trattati, gli somministravano un mezzo opportuno di sortir da quest'imbarazzo. Non pare dalla replica del sudetto ministro [turco], declinatoria e pien di sutterfuggi e sofismi alla turca, che gl'accennati suggerimenti del Conte di St. Priest sieno stati graditi. Ma che ne segue? Ambi ministri devono fra questi presentare un altro officio e chieder a nome dei rispettivi sovrani loro una finale e categorica risposta sugl'ass[un]ti esposti». (E, 12—13).

CLVIII

La Porte se soumet à toutes les injonctions de la Russie

18 janvier 1783. — «Per quanto riguarda le tre avvisate proposizioni della Corte di Russia... fattosi carico il ministro della Porta di quanto con giusta ponderazione l'ambasciatore di Francia gli n'avea individuato, ispezialmente a riguardo dell'attuale sua impotenza, dopo qualche difficoltà che accennerò più sotto, pure semplicemente le ha accettate. Onde, a men che la suddetta Corte non voglia stringere la Porta fra l'uscio e il muro, darsi deve per terminata questa scabrosa faccenda, ora mai altro non rimanendo indietro ch'il trattato di commercio progettato, qual'è tutt'apparente che non incontrerà alcuna difficoltà. Del resto, V. E. osservi che se le indicate insinuazioni dell'ambasciatore di Francia, facendo palpares al ministro ottomano la sua impotenza attuale di muoversi e di sostenere una guerra contr'una potenza tutt'armata e preparata, hanno contribuito al sacrificio che ha fatto della sua gloria e riputazione segnando pura e semplicemente le condizioni ingiuste, prepotenti ed obbrobriose che la Russia gli ha imposto, ancora più vi ha contribuito

l'appoggio del ministro cesareo, facendoli temere che qualunque sua resistenza o negativa attirargli potrebbe sulle spalle e l'una e l'altra potenza, a tutto ha succombato. Eppure tutto probabile sembra che l'impegno dell'Imperatore forse altra mira non teneva che d'allontanare una rottura che non può essere del suo interesse nè della sua convenienza di fomentare, poichè sempre migliori vicini saranno per Sua Maestà Cesarea li Turchi che non li Russi. Egli è probabile ancora che mentre vivrà il re di Prussia non vi sarà tra quel potentato [l'Imperatore] e la Russia alcuna lega sicura, il di cui oggetto sia la distruzione della Monarchia ottomana. Ma il ministro suddetto [ottomano] non lo comprende così; sospettoso, e credendo ambi corti nella più stretta lega e unione, al pari le teme, al pari le crede scongiurate alla sua perdizione. Onde tanto più viva è l'impressione che in questo punto gli fanno le voci che corrono, che, formando l'Imperatore delle pretensioni sopra la Bosnia, facci sfilare delle truppe verso li confini di quel regno». (E, 12—13).

CLVIII A

«*Mémoire politique sur les affaires présentes entre la Porte et les deux cours impériales de Vienne et de Petersbourg. — Septembre 1783*»)

...«Le 15 novembre de l'année 1782, l'envoyé de Russie présenta un mémoire à la Porte où, après avoir exposé dans un fort long détail les griefs de sa cour, il finissait par requérir au nom de sa souveraine, et comme ultimatum, le consentement explicite de la Porte aux trois points suivants :

1^o qu'elle ne mette plus d'obstacle au passage libre de ses vaisseaux de la mer Noire à la mer Blanche, et vice-versa, ni au transport de toutes sortes de denrées et production de l'Empire russe; ainsi qu'à la confection d'un traité de commerce qu'on réglerait ensuite.

2^o qu'elle reconnaisse l'indépendance absolue des Tartares et de n'avoir à se mêler en rien des affaires de ces peuples sous prétexte de prérogatives califales.

3^o que les peuples de Moldavie et Valachie soient délivrés des vexations qu'ils éprouvent et que leurs princes ne soient pas chargés sans de justes raisons.

Pour donner à cet office un plus grand poids, il a été appuyé en même temps par un autre du ministre de l'Empereur où ce Prince insiste sur l'acceptation des trois points et déclare que ses engagements avec la Cour de Russie ne lui permettent pas d'être indifférent à la suite de ses démêlés avec la Porte.

Le ministère ottoman, justement allarmé de la hauteur avec laquelle étaient conçues ces réquisitions, soupçonnant, peut-être avec fondement, que ce n'était qu'un prélude de plus vastes desseins que les deux cours méditaient, incertains sur le parti qu'il devait prendre a eu recours aux conseils de M. l'ambassadeur de France.

¹) Ce mémoire est de Constantin Ludolf. Il ne fait que résumer les dépêches officielles de son père.

Ce ministre répondit que, n'ayant point d'instruction de sa cour à cet égard, il ne pouvait parler que d'après lui-même, qu'à son avis il fallait consulter ses forces et voir si on était en état dans le moment présent de refuser sans inconvénient majeur; qu'en supposant le manque de moyens de défense, la S. P. était trop éclairée pour ne pas sentir de quel danger il serait pour elle de provoquer des ennemis aussi puissants pour des objets qui à les bien prendre ne regardaient que l'exécution des précédents traités, qu'en conséquence il lui paraissait indispensable d'admettre les trois points; mais en même temps de prendre les mesures les plus efficaces pour se mettre en état de ne pas craindre à l'avenir des exigences exagérées. Sur cette insinuation de M. l'ambassadeur de France, la Porte, après quelque légère difficulté, a accepté purement et simplement les trois propositions formant l'ultimatum de la cour de Russie.

Cette condescendance ne doit pas surprendre V. E. La faiblesse des Turcs et leur impuissance de soutenir une guerre contre deux puissances préparées depuis longtemps, les ont forcés de souscrire à des demandes aussi altières. Ils auraient peut-être tenu tête à la Russie toute seule, mais il n'y avait pas moyen de hasarder une rupture contre les deux cours impériales à la fois. Le ministère ottoman, soupçonnant l'alliance entre les deux souverains depuis l'entrevue de Mohilow, craint qu'elle n'ait enfanté des projets relatifs à la destruction de cet Empire.

Le parti d'admettre les trois points n'avait pas été univoque dans le *mou-chavéré* ou conseil général, tenu à cette occasion: le Grand Visir Yeghen Ali Pascià était pour le refus et ce fut la cause de sa déposition. Il eut pour successeur à la fin de 1782 Halil Amida Efendi qui, ayant été longtemps Reis-Efendi et rempli plusieurs autres charges, est peut-être moins incapable qu'un autre de s'acquitter dans les circonstances présentes de celle de Visir. Ce ministre a commencé immédiatement à s'occuper sérieusement à mettre un certain ordre dans la branche très négligé de finances, afin de pouvoir suffir aux dépenses qu'exigeaient les armements de terre et de mer. Pour mettre ensuite cet empire en état de défense, il a ordonné partout des levées de troupes et celles qui arrivent journellement sont envoyées de suite aux garnisons des places frontières. On a formé en même temps deux campements, l'un à Ismaïl, l'autre à Silistria sous les ordres de deux serraskiers. On a fortifié les châteaux de l'embouchure de la mer Noire, élevés sous la direction du chevalier de Tott, on y a ajouté de nouvelles batteries dont les feux doivent se croiser et sur lesquelles les Turcs ont beaucoup de confiance. Le Capitan Pacha, homme de main et de courage, jouissant de la faveur du Sultan, a poussé de son côté les travaux de l'arsenal avec une activité étonnante: il a fait construire de nouveaux vaisseaux, et la flotte destinée pour la mer Noire, forte de 14 navires, qu'on peut mettre au rang de 50 à 60 canons, était prête à faire voile au mois de Mars. Voilà quelles sont les précautions qu'a pris la Porte pour se mettre en État de défense.

Elle a senti la nécessité de ne plus se fier aux traités les plus solennels qui ne sont pas capables d'arrêter les prétentions des Russes et que le meilleur parti qu'on avait à prendre était d'entretenir de fortes armées sur pied,

pour repousser la force par la force : malheureusement toutes ces préparatifs, qui lui paraissent suffisants sont de peu de ressources, vu la mauvaise qualité des munitions et de l'artillerie, l'indiscipline des troupes et l'ignorance des généraux. Mais c'est tout ce dont la nation est aujourd'hui capable.

V. E. se rappelle les troubles qui ont agité la Crimée l'an passé, les disputes de Chahin-Ghérai avec ses frères, la déposition et la fuite de ce Prince. Elle sait aussi que dès le mois d'août de 1782 il avait été rétabli par un corps de troupes russes qui l'avait ramené dans la presqu'île. Depuis cette époque, les nouvelles que la Porte ottomane recevait de temps à autre n'étaient pas propres à calmer ses inquiétudes. Il ne lui était pas difficile d'apercevoir par les démarches de la Cour de Petersbourg qu'elle ne s'écartait point du dessein d'asservir absolument les Tartares et, sous prétexte d'aider le kan Chahin-Ghérai, de le faire servir à son but. On croyait assez généralement que ce serait l'affaire du temps, les ministres ottomans se remettant volontiers à la destinée sur l'avenir. Mais quel fut leur étonnement d'apprendre par les nouvelles qui vinrent de toutes parts que Chahin-Ghérai s'était démis de sa dignité de kan entre les mains de l'Impératrice et que cette Princesse avait annoncé qu'elle incorporait les provinces tartares à son Empire. Peu après on sut le Prince Potemkin arrivé à Kerson et de là en Crimée pour recevoir le serment de fidélité des Tartares, disposition précédée par le rassemblement d'une armée de 60 mille hommes en Ukraine, qui se replia ensuite sur la Crimée. Pour empêcher en outre toute communication entre les Tartares et la Porte, les ports de la presqu'île furent entourés de vaisseaux russes. Une partie de la population, pour s'affranchir d'un despotisme aussi onéreux et qu'ils ont en horreur relativement à la différence de religion, ont abandonné leur malheureuse patrie et se sont réfugiés en Circasie...

Dans un manifeste que cette princesse a communiqué aux puissances du nord, elle rend compte des raisons qui l'ont obligée, dit-elle, d'en agir ainsi : c'est pour s'indemniser des dépenses immenses que ce pays lui coûtait et aussi pour mettre un frein à l'esprit remuant des Tartares, à leurs incursions dans les Pays de sa domination et mettre fin aux troubles qu'y suscitait la Porte... La Porte a été arrêtée jusqu'à présent sur la manifestation de ses sentiments par le besoin du temps nécessaire pour se préparer à la guerre et ensuite parce que M. l'ambassadeur de France, après l'arrivée d'un courrier, lui a communiqué l'offre que faisait le Roi son maître de sa médiation pour arranger les différends supposés existant entre les deux Puissances d'après la saisie des provinces tartares.

Il y avait déjà quelque temps que la cour de Russie faisait négocier à Constantinople par son ministre le traité de commerce conséquent à l'acceptation du premier des trois points ci-dessus mentionnés. Il s'agissait de savoir si dans ces circonstances on procéderait ou non à sa conclusion. Le visir eut encore recours à ce sujet aux conseils de M. l'ambassadeur de France qui fut d'avis d'achever le traité sans faire mention de ce qui se passait en Crimée, sur le motif qu'on ne pouvait en parler sans déclarer en même temps l'opposition de la Porte, ce qui décidait sur-le-champ une rupture qu'il convenait

de différer afin de laisser écouler le temps des opérations militaires et de donner aux cours amies celui d'être informées de ce qui se passait. Cette opinion fut suivie et le traité signé dans les formes usitées le 21 juin... [L'affaire des Barbaresques et son règlement à la satisfaction de l'Empereur. Août 1782. Continuation du même sujet. Oct. 1783].

Les courriers qui journellement vont et viennent entre Petersbourg et Vienne ne laissent pas de faire soupçonner qu'il n'y a pas un parfait accord entre les deux cours impériales sur le partage supposé des Provinces ottomanes, car s'il en existait, cette fréquente correspondance n'aurait pas lieu et ferait place à l'action. On peut présumer que parmi les difficultés qui doivent naturellement accompagner un tel projet, le roi de Prusse serait fort embarrassant. On sait que ce prince menace Danzig et Torn, et ne bornera pas à ses vues d'accroissement qui ne peuvent convenir en aucune manière à l'Empereur qui perdrait plus en valeur politique par l'aggrandissement de cette puissance rivale qu'il n'acquerrait par des conquêtes sur l'Empire ottoman. Cependant, sans satisfaire le roi de Prusse par un équivalent, le dit partage ne pourrait avoir lieu. V. E. jugera aisément que ce monarque ne voudra pas être simple spectateur des opérations des cours impériales. Le besoin qu'il avait de séparer la Russie de l'alliance autrichienne l'avait porté à beaucoup de complaisance; mais lorsqu'elle lui est enlevée, il n'a rien à ménager. Quant à l'Empereur, qui a tout sacrifié à l'objet de se captiver Catherine II jusqu'à y faire servir le mariage projeté de son successeur avec une Princesse de la maison de Wurtemberg, soeur de la grande duchesse de Russie, il n'a pas voulu reculer; quoi qu'il n'ait pas prévu jusqu'où pouvait s'étendre les vues de la Cour de Russie, il n'était fait mention en effet dans son ultimatum, que de l'exécution des traités et l'usurpation des Provinces tartares ne s'est manifesté qu'après.

Novembre 1783.—[A l'offre de médiation des rois de France et d'Angleterre], l'Impératrice s'est bornée à répondre qu'elle n'a rien à prétendre des Turcs depuis la conclusion du traité de commerce qu'ils viennent de signer, qu'elle ne voit pas pourquoi aux-ci se mêleraient des affaires des Tartares qui ne les regardent qu'indirectement. Elle a ajouté quant à l'incorporation de ces peuples à son empire que c'est une affaire consommée à la quelle elle ne peut apporter aucun changement et que le manifeste publié à cette occasion contient les raisons qui l'y ont déterminée, mais qu'elle saurait gré à L. L. M. M. très-chrétienne et britannique si elles voulaient persuader aux Turcs de se désister de toute réclamation sur le fait des Tartares. En conséquence la cour de Londres a expédié un courrier ici à son ambassadeur avec ordre de faire des offices à la Porte sur cet objet. Ce ministre l'a tenté assurant qu'en échange la Russie observerait désormais en entier et sans restriction le traité de Cainargik et que le roi son maître s'obligerait à le garantir. Le Reis-Efendi... a laissé entrevoir que si le khan était rétabli pour la forme, la Porte n'examinerait pas ce qu'il recouvrerait d'autorité... Si ce tempérament n'est pas adopté, on doit craindre que le Grand-visir ne préfère une rupture qui ne lui offrirait qu'un danger commun à toute sa nation, à un accommodement dont sa tête serait immanquablement l'holocauste.

Décembre 1783. — V. E. aura vu aisément par le refus qu'a fait la cour de Russie de la médiation des rois de France et d'Angleterre qu'elle veut traiter avec les Turcs directement. En effet M. de Boulgakoff n'a pas tardé de recevoir des instructions pour entamer une négociation avec la Porte. Il a conséquemment demandé une conférence laquelle a eu lieu le 20 du mois passé entre le ministre et trois commissaires turcs.

Le premier a débuté par la remise d'un mémoire justificatif sur les motifs de sa cour pour l'occupation de la Crimée et l'assujettissement des Tartares, ajoutant que cet expédient lui a paru le seul propre à mettre fin aux disputes toujours renaissantes entre les deux Empires, vérité démontrée dans le manifeste publié par l'Impératrice, lequel a été produit. Le ministre conclut par requérir la Porte de manifester ses intentions à cet égard, afin de faire cesser l'état forcé où des préparatifs militaires respectifs mettent les deux Empires. Au reste la Russie s'y déclare résolue de maintenir à tout risque l'état actuel des Tartares et au prix de cette complaisance de la Porte, elle promet d'observer strictement tous les traités à compter de celui de Cainargik, à l'exception des articles qui concernent les Tartares. A ces deux pièces M. de Bulgakow a ajouté le projet d'une déclaration respective en trois articles.

Le 1-er pour la confirmation du traité de Cainargik de 1774; de la convention des limites de 1775; de la convention explicative de 1779 et du traité de commerce de 1783, hors l'art. III du traité de Cainargik et les articles III, IV et V de la convention d'Ainali Caval, concernant les Tartares.

Le 2-e pour déclarer que la cour de Russie ne fera jamais valoir les droits des khans sur Sougiak-Kali.

Par le 3-e que le fleuve Kouban pris pour limite, elle renonce à toutes les nations tartares établies au delà du dit fleuve.

Les commissaires turcs qui avaient espéré que la Cour de Russie aurait accédé au rétablissement d'un simulacre de khan qu'ils avaient proposé parurent fort étonnés de ces nouvelles propositions. Ils n'ont pourtant fait observation sur tout cela que relativement au fait cité dans le manifeste du meurtre d'un agent tartare... Le reste de l'exposé de M. Boulgakoff a été pris *ad referendum*, en lui observant toutefois que la Porte ne prétendait traiter cette affaire que par la coopération des cours médiatrices. Le ministre russe a répliqué qu'elles n'étaient admises que comme conseillères et il a insisté pour une réponse prompte, déclarant que le délai [passé] serait pris pour refus... [La France et L'Angleterre ayant refusé d'intervenir contre le désir de la Russie, le visir a convoqué l'assemblée des ministres et anciens ministres, des principaux oulémas et des chefs des milices, leur a exposé ses entrevues avec Bulgakow et a sollicité une réponse catégorique qu'il n'a pu obtenir. Il s'appliqua ensuite à gagner des voix en faveur de l'acceptation pur et simple de l'ultimatum russe. Tout le monde répugnait à souscrire l'acte de cession, tout en en reconnaissant l'inéluctable nécessité].

[Le 15 décembre eut lieu une nouvelle conférence où M. Boulgakoff réitéra ses représentations, et menaça de partir si dans 3 ou 4 jours il n'obtenait pas une réponse satisfaisante. Le rassemblement de troupes continue, on envoie des munitions, mais on manque de troupes disciplinées et de cadres.

Leur parti enfin est de gagner du temps. Dans ces conditions] il faudrait que les cours impériales prennent d'elles-mêmes leur parti, de patienter ou d'en venir aux hostilités. On a lieu de croire que ce dénouement ne leur serait pas agréable.

En effet la cour de Russie est en possession des pays tartares et ne peut guère espérer davantage dans une guerre, ses conquêtes devant toujours avoir pour frein la crainte d'exciter la jalousie de celle de Vienne qui connaissant l'état désert des provinces ottomanes qui l'avoisinent n'en convoite probablement pas l'acquisition, plus propre à l'affaiblir en l'aggrandissant qu'à augmenter sa puissance: c'est la seule manière d'expliquer son inaction jusqu'ici, les Turcs n'ayant rien d'efficace à lui opposer, si elle avait voulu en venir aux armes.

On n'est pas sans inquiétude d'une rébellion, de quelque façon que cette affaire se termine. Mais elle est plus probable si la guerre survient, le sultan régnant étant notoirement hors d'état de gouverner. Son héritier présomptif dans la force de la jeunesse pourrait au contraire ranimer les ressorts du gouvernement et surtout le fanatisme toujours prêt à se réveiller dans le coeur des musulmans.

Quant aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, ils ne paraissent entrer dans la négociation que pour exhorter les Turcs à la paix. Ce dernier a eu cependant il y a 15 jours une conférence avec le Capitan-Pacha, mais elle paraît n'avoir produit aucun résultat. Au total, il y a lieu de conjecturer que la Cour de Londres cherche à profiter de l'occasion pour montrer à l'Impératrice de l'adhésion à ses vues et pour renouer avec elle ses anciennes liaisons. Il n'est même pas sans vraisemblance qu'elle y a réussi». (T, 21—24).

CLIX

Raicovich est nommé consul autrichien à Bucarest

15 novembre 1783... — «Avendo la Corte di Russia stabilito, come V. E. sa, un console generale nelle tre Provincie ottomane di Valacchia, Moladavia e Bessarabia, anche la di Vienna ha conferito ad un certo Raicovich, raguseo di nazione, quale anni sonno faceva da medico e poi da segretario del deposto Principe di Valacchia Ipsilandi, la consimile incombenza, però col solo titolo di suo agente, e già da qui è partito un giovane di lingua, imperiale, per fargli da dragomano». (E, 12—13).

CLX

Egards témoignés par l'ambassadeur de France au nouveau prince de Moldavie, Alexandre Mavrocordato II

19 février 1785... — «Il 7 corrente ha fatto il nuovo Principe di Moldavia la publica sortita da questa capitale, onde incamminarsi a prendere possesso di

quel Principato. In quest'occorrenza, l'ambasciatore di Francia ha ecceduto di pulitezze senza esempio verso questo Principe, per primo, visitandolo in pubblica forma e, per secondo, che quando, alcuni giorni dopo, il Principe gli mandò un primario suo ufficiale per ringraziarnelo, tutta la sua livrea in gala, ciondari, camerieri, cavalli da mano, in una parola tutto lo stesso treno e accompagnamento, col quale egli stesso suol portarsi all'udienza del visir, venne a riceverlo alla scala ove si sbarcò, e poi ve lo ricondusse». (E, 12—13).

CLXI

Intrigues turques contre le Pacha de Belgrade et le Prince de Moldavie

18 juin 1785... — «Sempre si parla della segreta proscrizione del Pascià di Belgrado e del Principe di Moldavia, e, passando da quello del suddetto pascialaggio all'altro di Candia, si pretende che questo cambiamento non ad altro fine si faccia che per tirarlo fuori di quella fortezza e prevenir che si ritiri sulle terre dell'Imperatore» (E, 12—13).

CLXII

Les Princes de Moldavie et de Valachie sont confirmés; le pacha de Widdiu est avancé

16 juillet 1785... — «Venendo d'esser confermati li Principi di Moldavia e di Valachia, pare che, tolto di mezzo il procuratore, cioè il deposto mufti, più non vi sia di chi temere per quello di Moldavia. Altrettanto è del pascià di Belgrado, quale vien d'essere promosso al governo di Salonichio». (E, 12—13).

CLXIII

Nicolas Mavrogheni nommé prince de Valachie et les causes de cette faveur

15 avril 1786. — «Insin a questo momento il governo del nuovo visir nulla impresa, nulla cosa essenziale offerisce ancora in grado di farci giudicare della sua capacità, idee e massime d'amministrazione di questa vasta, ma declinante macchina, non ad altro finora portandosi la sua attenzione che a tenere contento e affezionato questo popolaccio, mediante l'abbondanza, e a' prezzi moderati de'commestibili. Fin adesso perfetta è la buona intelligenza che regna fra lui e l'antico suo padrone il capitano-Pascià. Ma bisognerà vedere, caso che questi fa la gita, che dicesi si prepara di fare, si manterrà questa buona armonia e se il visir non cercherà di approfittarsi della di lui assenza per sottrarsi dalla presente sua soggezione. Intanto, all'intima confidenza che per ora regna tra ambi questi ministri deve un tal Mavrosini l'enorme salto che

viene di fare dalla carica inferiore di dragomano dell'arsenale a Principe di Valachia. Veramente egli una novità tanto più pregiudicievole e dolorosa per queste famiglie principesche moldave e valacche, che fin qui non ad altri che alli proprj individui ed alli dragomani della Porta si conferivano li Principati di Moldavia e di Valachia, nè essere il Principe promosso che un Greco Nariotto di bassa nascita»¹). (E, 12—13).

CLXIV

Exécution d'un riche Grec attribuée aux intrigues du prince de Valachie

20 mai 1786...—«Sendo stato decapitato qui ultimamente un Greco potente e ricco, impiegato nella zecca del Gran Signore, non altrimenti si meriterebbe un tale, non insolito, avvenimento l'attenzione di V. E. se non forse che, attribuendosi al Capitano Pascià ed alle vendette del Principe di Valachia, di lui protetto, lo strepito che qui fa la sciagura di quest'infelice, probabilmente altrettanto farà ne' fogli pubblici». (E, 12—13).

CLXV

Le général Pisa fait pour le compte de l'Autriche des sondages le long du Danube, de Belgrade à l'embouchure de ce fleuve

20 janvier 1787. — «Venuto qui da Vienna alcune settimane sono il generale Pisa, commandante d'Essek, si pretende che sia stato incombensato da S. M. l'Imperatore di esaminare minutamente la profondità delle acque del Danubio da Belgrado lungo il suo corso per la Valacchia e la Moldavia, onde vedere se corrisponde da pertutto alla portata e fondo di certe barche di nuova costruzione da impiegarsi, occorrendo, probabilmente più per mire e oggetti di guerra che di commercio, e per gli uni e gli altri ancora. Il suddetto generale dopo d'aver consegnato a questo Ministro Cesareo le coerenti sue osservazioni per spedirle a Vienna colli suoi corrieri, è ripartito ben presto, non essendosi trattenuto qui che una diecina di giorni, col pretesto di veder le curiosità di questa capitale». (E, 12—13).

¹) Sur la signification politique de l'avènement de Mavrogheni, voir N. Iorga: *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pag. 43—46. Mavrogheni était prêt à lier son sort à celui de l'Empire ottoman, à la vitalité duquel il croyait, contrairement à la plupart de ses compatriotes.

Il allait le prouver durant la guerre de 1787—1792: «L'hospodar de Valachie, qui se comporte en héros et fait honneur à son protecteur, l: capitain-pacha, étant le seul Grec qui soit vraiment fidèle à son protecteur, inquiète tellement la Transylvanie»... (Dépêche de von Diez du 1 juin 1788, dans Iorga: *Acte și frag.*, II, pag. 239—240).

CLXVI

Questions irritantes entre la Porte et la Russie. Celle-ci demande l'autorisation d'établir un consulat à Synope, la déposition du prince de Valachie, un apanage pour Shahin-Guérai en Bessarabie et le passage par les Détroits d'un bâtiment d'un tonnage supérieur à celui prévu par le traité

17 février 1787. — «Stato destinato dall'Imperatrice di Russia il Principe Potemkin per assoluto suo ministro plenipotenziario de'negozj di qualunque importanza relativi alla Porta e i suoi Stati, questo ministro coll'occasione di partecipare a questa Corte la progettata andata in Crimea di quella sovrana e di far insinuar anche, dicesi, la convenienza che con un personaggio di rango superiore il Sultano ne l'avesse fatto complimentare, un ufficiale suo confidente disegnatò residente in Persia, in figura di corriere, arrivò qui il mese passato e, tra le altre private sue incombenze, reccò a questo ministro russo ordini pressanti e positivi da parte del suddetto assoluto plenipotenziario che senza ulteriori dilazioni prontamente terminato si fosse qualunque affare rimasto sul tavolino dopo la conclusione del trattato di Cainargik del 1774. Ora, per mettere l'E. V. al fatto de' coerenti reclami della Corte di Russia, converrà ch'io mi distenda al quanto.

Già l'art. XI-o del suddetto trattato relativo alli consoli russi da stabilirsi nelle scale de'dominj ottomani, più volte ha dato luogo a varie vivissime contestazioni. La Porta pretendendone esclusi li porti del Mar Nero e le città mediterranee, quando all'opposto la Russia li pretende inclusi ¹⁾. Di là li contrasti nati pel stabilimento d'un console generale russo in Moldavia e Valacchia, e d'un altro in Sinope. Oggetto quindi di somma dispiacenza e gelosia de'Turchi la residenza di costoro ne' porti, principalmente che la situazione, qualche circostanza particolare, la facilità della comunicazione colle provincie interne rendono più gelosi. E tale appunto essendo quello di Sinope... maraviglia non è se la Porta lungamente e ostinatamente contrastò l'ammisione d'un console russo non solamente in quel porto, ma ancora la permanenza d'un altro in Moldavia e Valacchia, ma pure convenutole cedere, tosto venne la voglia alla Russia d'aver anche un suo console in Varna, porto o rada quale per la sua situazione tra questo canale e le bocche del Danubio, non che per la sua comunicazione colle provincie interne Europee, per lo men altrettanto del porto di Sinope attirarsi deve l'attenzione della Porta. Veramente, il console disegnatò, già da due anni si trova qui inutilmente postulando le sue spedizioni, onde questa faccenda per molto entra ne' presenti reclami della Russia.

Non è men ripugnante alli Turchi quel tanto che, riguardo alli Greci e Principi di Moldavia e di Valacchia, statuisce l'art-o XVI-o del medesimo trattato; quale assunto per la contrastata ingerenza dei ministri russi negli affari

¹⁾ Voici le texte auquel il est faite allusion ici: «La Sublime Porte permet également qu'il réside des consuls et vice-consuls dans tous les lieux où la Cour de Russie jugera à propos d'en établir, et ils seront traités et considérés en parfaite égalité avec les consuls des autres puissances amies». (Martens, I, pag. 115).

loro, somministrando alla corte di Pietroburgo un mondo di riclami, oltre il coerente riparo pel futuro, insiste ora sulla deposizione dell'attuale Principe di Valacchia, perchè si trova nel caso della contravvenzione e non l'è personaggio grandevole, ma costui essendo creatura del Capitan-Pascià e godendo tutta la protezione del visir, si fatta pretensione non sarà di facil composizione.

Altra questione offerisce l'art-o XII-mo dello stesso trattato relativo alla pacificazione della Russia colle reggenze africane che tuttavia resta da farsi...

Altra disgustevole alterazione risulta dal trattenimento in questo porto d'un bastimento di bandiera russa procedente da Marsiglia, quale la Porta pretende eccedere la misura e porto di legni permessi di navigare nel Mar Nero.

Ma se già alcune surifferite questioni sono di difficile componimento, come aggiustare gl'ingredienti del Caucaso? La sola rimozione del Pascià d'Akalzichi sulla quale la Russia nuovamente insiste è una pietra di scandalo che difficilmente si rimuoverà. Anche tale, e tuttavia maggiore sarebbe, se vera forse, come si dice, quest'altra sua pretensione che la Porta col titolo di kam de' Tartari concedi al noto Sciahin Gherai il Bugiak (la Bassarabia) per appanaggio. Effettivamente, a tal idea dar potrebbe qualche probabilità ch'egli tuttavia si sta trattenendo in Polonia. Ora si consideri qual Potenza vorrebbe subir tanta umiliazione, sottomettersi a tanta prepotenza d'aver da remunerare un individuo come questo, che ha tradito la Porta, che le ha fatto perdere la Crimea e a cui con tanta ragione abborisce?

A tanto, per quanto io sappia, riducendosi dunque le pretensioni che la corte di Russia, forma a carico della Porta, questo suo ministro in una conferenza le espose il 20 passato all'ultimamente deposto Reis-Efendi, Alà-bei, e benchè egli probabilmente averà procurato colla connaturale sua placidezza di raddolcirne possibilmente l'asprezza, pure le risulterà, manifestando più guerra che disposizioni pacifiche, abbastanza fanno vedere che la sessione più burrascosa che placida sarà stata. Effettivamente, dopo la tenuta di molti divani e consulte, il governo ha disposto che un buon numero d'atà di gianizeri, di canonieri, bombardieri senza dilazione si fossero portati a Bender e Oczakow per rinforzarne le guarnigioni e che similmente trasportato vi si fosse un grosso treno di artiglieria, con ogni sorte di provvigioni di guerra e di bocca, che, per cuoprire le stesse piazze, un esercito di 60 mila uomini formato e posto si fosse tra il Dnieper ¹⁾ e il Danubio, appoggiandosi dall'una parte al Causcian, città della Bessarabia, e dall'altra a Ismail sul Danubio; e, finalmente, che riparati e allestiti si fossero quelli vascelli e altri armamenti esistenti in questo arsenale, per passar al Mar Nero, e, come per ciò ci vuole l'esperienza e l'attività del Capitan-Pascià, si dà per sicuro che già gli è stato spedito l'ordine di restituirsi a questa capitale senza dilazione. Poi anche si è ordinato al suddetto Atà-bei di soprintendere al riparo delle strade tra questa capitale e Andrianopoli, e del palazzo imperiale di quella residenza, quali providenze sempre sogliono darsi nei casi di guerra coll'Austria o colla Russia,

¹⁾ Il s'agit évidemment du Dniester.

affinchè, volendo trasferirsi il Gran Signore per stare più vicino al teatro della guerra, tutto vi si trovi all'impronto.

Tali sono le misure che le suriferite pretensioni della Corte di Russia dall'una parte, e dall'altra, l'andata in Crimea dell'Imperatrice con tanto fracasso e scorta di armate, consigliano alla Porta di prendere»... (E, 12—13).

CLXVII

Réponse pacifique, mais énergique, de la Porte aux griefs de la Russie

10 mars 1787. — «Poco dopo l'indicata mia spedizione ¹⁾, dal Reis-Efendi venne consegnata a questo ministro di Russia la risposta della Porta alle consapute reclamazioni della di lui Corte, concepita press'a poco in questi termini, che sempre sinceramente disposta la Porta di star in perfetta pace colla Russia, nè tenendo nulla da rimproverarsi in rapporto alle pretese sue infrazioni de' trattati, con proporzionata dispiacenza vedrà che dipender possa (?) la continuazione della reciproca buona armonia dall'adempimento di condizioni incompatibili colla dignità e gloria del suo Imperio, il che essendo, se, nonostante, ad onta delle amichevoli sue disposizioni, la Russia inoltrata sarebbesi ad attaccare i suoi confini, colla forza delle sue armi respinto avrebbe l'attacco e l'aggressione. Il predetto ministro ha spedito subito con questa risposta un corriere a Kiovia, onde, col di lui ritorno dovrà decidersi la questione se avremo pace o guerra. Intanto però, il partito russo, e l'altro cesareo ancora, crede che la Porta, seriamente non volendo la guerra, non lascia venir le cose all'estremo. Il male è che c'è pur troppa materia da perder pazienza alla fine. Pretensionì mai cessanti e per lo più irritanti, perchè fuor di ragione, non è possibile che a lungo andare la corda non si rompi e la Porta, ad onta delle pacifiche sue disposizioni, non dia in un qualche estremo per liberarsi da tanta prepotenza e soggezione». (E, 12—13).

CLXVIII

Espoirs que la paix sera sauvegardée. Toutefois la Turquie continue ses préparatifs de guerre

7 avril 1787. — «Stato questo ministro di Russia, dopo la venuta d'un corriere da Kiovia, in nuove conferenze col Reis-Efendi, egli pare che, divenuta più trattabile la di lui corte, con più placidezza delle passate terminate sieno quest'altre sessioni e consequentemente sperar si possa che le parti contendenti reciprocamente rilasciandosi, le questioni insorte pacificamente si aggiustino, anzi so da buona parte che effettivamente l'affare si trova in questi termini e d'aver spedito il suddetto ministro con tale lusinga l'ultima-

¹⁾ Du 1^{er} février.

tum della Porta alla di lui Corte... Comunque ne sia la Porta non per questo si addormenta, onde proseguendo con tutt'il vigore per mare e per terra i suoi armamenti, tra le altre coerenti sue disposizioni, due di questi ingegneri francesi con quattro artiglieri stanno in procinto di portarsi a Oczakow, Bender, Kotin e Varna per soprintendere alle fortificazioni di quelle Piazze... (E, 12—13).

CLXIX

La Turquie poursuit activement ses préparatifs de guerre

21 avril 1787. — «Non rallentandosi gl'intrapresi armamenti della Porta sì per mare che per terra ed anche sempre la stessa essendo l'affluenza delle truppe che per questa capitale transitano, se, come generalmente si crede, le differenze insorte effettivamente si trovassero ne'pretesi termini di accomodamento tutto conseguente esser dovrebbe che a proporzione si ralentasse e sospendesse tanto armamento, ma tutt'all'opposto sempre continuando, chi può dire affermativamente quale ne sarà alla fine l'esito?» (E, 12—13).

CLXX

Shahin-Guéraï en Moldavie

19 mai 1787. — «Mi son preso molta pena per indagare se effettivamente vi era tra quelle pretensioni della Corte di Russia indicate a V. E... quella d'un appanaggio da assegnarsi al noto kam Sciahin-Gherai, come non solamente allora qui si disse, ma ancora presentemente ne parlano le gazzette. Dalle informazioni in coerenza avute, altro non v'ha di più apparente nella coerente asserzione se non che a nome dell'Imperatore di Russia sia stato raccomandato alla Porta quel Principe e che risposto vi avesse quel Reis-Efendi, che la Porta accolto e atteso l'avrebbe in conformità alle disposizioni del destino. Si trova egli a quest'ora in Moldavia, onde solo dopo che avrà passato il Danubio si potrà sapere qual sorte i secreti del destino gli tengono reservata... (E, 12—13).

CLXXI

Le sort de Shahin-Guéraï

27 mai 1787. — ...«Tuttavia con grave incomodo e spesa del Principe di Moldavia, il noto Sciahin Gherai si va trattenendo sulle terre del suo Principato. Del resto tutto incerto è ancora l'ulteriore suo destino. Potrebbe però nelle attuali circostanze migliorarlo la figura che sta facendo tra i legghi Banti-Gherai suo fratello. Non è altrimenti vero che la Corte di Russia chiesto avesse alla Porta l'appanaggio del Budgiak per questo principe, poichè d'altro non si è trattato che d'una personale raccomandazione sua». (E, 12—13).

CLXXII

Shahin-Guérai s'est retiré à Cauşani

16 juin 1787. — ...«Vedendosi il noto Sciahin-Gheraj affollato dalle truppe turche che per via di Moldavia si rendono a Bender, Khotin e Oczakow, la paura di qualche insulto pare gli ha consigliato di ritirarsi a Causcian nel Budgiak, altre volte residenza de' Khani predecessori, ove ora resta e attenderà l'ulteriore sorte sua dalli decreti del destino. Però comportatosi veramente da Tartaro durante il lungo suo soggiorno in quella Provincia; il conto ch'il Principe di Moldavia ne averà reso alla Porta non glieli renderà molto favorevole».

CLXXIII

Exil de Shahin-Guérai à Rhodes

25 juin 1787. — ...«Unitesi le vecchie colpe di Sciahin-Gherai alle nuove dell'irregolare sua condotta in Moldavia, il destino ne ha deciso, essendo stato esiliato a Rhodi»... [La lettre du 25 août apporte la nouvelle de son exécution à Rhodés]. (E, 12—13).

CLXXIV

Déclaration de guerre à la Russie

18 août 1787. — [Au divan du 13 août] «il parere del visir guadagnatosi la superiorità de'voti, la guerra fu decisa ed in conseguenza stato chiamato l'inviato della Russia di comparire alla Porta il giorno seguente di buona mattina; resovisi col solito corteggio che accompagnano le nostre udienze pubbliche de' Visiri; le occorenze, esito fatale e ulteriori risulteranno di tal sessione V. E. li rileverà dalle due qui compiegate distinte relazioni»... (E, 12—13).

CLXXV

«Traduzione del manifesto dato dalla porta per la dichiarazione della guerra fra ella e la Corte di Russia 1787»

Con tutto che la S. P. Ottomanna non ha mai mancato di scrupolosamente osservare verso i rispettivi sudditi la capitolazione di pace fatta fra Ella e la Corte di Russia l'anno 1773 (1), la medesima sotto varj pretesti insussistenti non cessando di formare delle nuove pretese, tutte opposte al principal fondamento del trattato di Pace di Cajnargik, s'impossessò anche improvvisamente della Crimea. Allora, benchè la Sublime Porta, per togliere una volta

dal mezzo ogni occasione di disturbo e disgusto, e concio acquistare la comune quiete e tranquillità, stipulò dei nuovi patti e condizioni, perchè tanto in pubblico che in segreto non si commettesse alcuna azione contraria alli trattati ed alla vera amicizia e concordia esistente da ambe le parti. Le cose dunque, in questo stato di quiete, con tutto che con berato imperiale il Kan Giorgio di Tiflis stava sotto la nostra protezione, la Corte di Russia, attirandolo a sè, dopo aver posto delle sue truppe in Tiflis, ha, unitamente col detto Kan, attaccato le frontiere della Giorgia e, tutte le volte che la Sublime Porta l'ha pregato di astenersi di tali ostilità, Ella si è ostinata a continuarle. Di più, essendo espresso nel suddetto trattato che gli abitanti d'Aciakof, secondo l'uso loro antico, estrar potessero del sale dalle saline della Crimea, la detta Corte non ha cessato d'impedirne l'estrazione, usando perciò ogni violenza contro li suddetti abitanti, e con tutto che più volte gli fu rappresentato esser questo suo operare contrario al trattato, non ha voluto mai sentire ragione. Di più, allor quando il Principe di Moldavia, instigato e lusingato dal loro console, fuggì in Russia, mentre che a tenore dei trattati dovessero renderlo, mettendo ciò in non cale (sic), la detta corte rispose alla richiesta nostra che in alcun modo non l'avrebbe reso. In somma, Ella non ha cessato di contravenire alli suddetti trattati in un infinità di casi dando dei ¹⁾... ed apparenze, favorevoli in apparenza ed il tutto per arrivare ai suoi intenti, come nel voler stabilire consoli in Valachia, in Moldavia, nelle Isole, ed in tanti altri luoghi inutili al loro commercio e dannosi alla Sublime Porta, perchè con questo, oltre che suscitato avevano delle dissenzioni e torbidi alli suddetti della S. P., avevano di più sviato dei medesimi, porzione dei quali fuggirono in Russia, altri entrarono al Servizio dei loro bastimenti ed altri a quello dei detti consoli. Di più, con diversi pretesti avendo più volte chiesto la deposizione di quelli governatori, giudici, doganieri ed altri uffiziali che non aderivano ai loro intenti; parimente li Principi di Valachia e Moldavia, e particolarmente il governatore di *Cildir* ²⁾ hanno suscitato delle dissenzioni e turbolenze alli regolamenti dell'Impero Ottomano. Di più, mentre che è espresso nei suddetti trattati che la Corte di Russia debba osservare gl'istessi privelegj per li suddetti ottomani che la S. P. concedea a quelli di Russia, concernente le dogane ed altri privilegj, come è ben noto a tutti che la S. P. ha sempre usato verso li mercanti Russi ogni agevolezza e sicurtà al loro commercio; la Russia, invece di usare la stessa agevolezza, al contrario, cercando di tirare a sè tutto il profitto dei medesimi, oltre che prendeva da loro assai più di quello che Ella è solita di prendere dalli suddetti delle altre potenze amiche, allorquando quelli della S. P. avevano da ricevere dalli Russi, non lasciandoli in libertà fermarsi nel loro paese per agire ai loro interessi, spesso li perdevano, e con ciò nasceva la loro totale rovina. Di più allorquando qualche bastimento ottomanno per causa di una borrasca o per fare acqua obbligato si vedeva di approdare in qualche loro porto, invece di essere accetto come l'amicizia richiede, era scacciato e schioppettato, avendo di più anche cannonato delli bastimenti che di tempo in tempo

¹⁾ Mot indéchiffirable à cause de la détérioration du papier.

²⁾ Au-dessus de ce mot, d'une écriture différente: *Akalzichi*.

navigavano alla volta di Sondgiak [porto dei popoli abasà], sicchè la Crimea essendo causa di tanti disturbi, e questi mettendo continuamente in procinto di rompere la pace, e con ciò perdere la quiete d'ambe le parti, proposto si era al ministro della Russia che scrivesse alla sua corte di lasciarla tale quale era prima e di fare un nuovo trattato, ma il medesimo ha risposto che in verun modo poteva scrivere tale proposizione quale sapeva bene che se anche scritta l'avesse, inutile sarebbe di farlo, giacchè la sua Corte in verun modo ceduto avrebbe la Crimea. Laonde, la Corte di Russia insistendo così a continuare lo stesso sistema, e questo suo operare essendo totalmente contrario tanto alli trattati che alla sicurtà e quiete dell'Impero Ottomano, come alle sue sacre leggi, per necessità, e sopra i fondamenti delle suddette ragioni, ora la sua guerra colla Russia essendosi aperta, confermata, desiderando di mettere queste sue ragioni sotto gli occhi illuminati e la rettitudine delle Potenze sue amiche, ha formato il presente manifesto e dato per essere mandato al stimato ed onorato nostro amico S. M. il Re delle due Sicilie ¹⁾.

Dato alli 11 della luna Zilhigle, l'anno dell'Egira 1201, cioè al 25 Agosto 1787. Tradotto da Giuseppe Chabert. (Vol. 190).

CLXXVI

Le ministre de Russie surpris par la déclaration de guerre

25 août 1787. — «Notabile si rende che, rimasta decisa la guerra nel suddetto gran divano de' 13 corrente che, nonostante l'affluenza de' concorrenti, si poco ne traspirò, che nulla di consimile sospettandone il ministro di Russia, il 15 da me invitatosi erasi a pranzo. Veramente tanto meno sospettarne dovea ch'il ministro della Porta datogli avea parola che prima di risolvere sulle risulste delle due conferenze de' 26 e 30 Luglio, atteso avrebbe il ritorno d'un suo corriere colle risposte della sua Corte. Sicchè, se già in questa occorrenza con poco candore si è comportato il ministro ottomano, non più lodevole sarebbe l'arresto seguito de' corrieri russi in Valacchia, dicesi, prima della dichiarazione di guerra.» (E, 12—13).

CLXXII

Un corps d'Autrichiens et de Russes pénètre en Moldavie

12 mai 1788. — ...«Il solo fatto che par tener qualche fondamento è l'entrata in Moldavia d'un forte corpo delle truppe russe...

¹⁾ Voici les termes dans lesquels Diez, l'envoyé de Prusse à Constantinople, a commenté ce manifeste, dans sa dépêche du 10 Sept. 1888: «La simplicité, la modération, et l'énergie de cette prière frappent également le cœur. C'est la justice même qui y expose les torts de son oppresseur. Il n'y a pas un mot de faux en cela, tous mes rapports en constatent la vérité. (Cité par Zinkeisen, VI, p. 630, n. 1).

La nuova dell'entrata in Moldavia d'un esercito di 14 mila Tedeschi ¹⁾ e 7 mila Russi si conferma. Vi si soggiunge l'altra nuova d'un fatto d'armi seguito il 1 corrente colla peggio de' Turchi, di cui, oltre li feriti, 4 mila ne siano rimasti estinti sul campo di battaglia col pascià loro comandante ed un altro pascià, e che un terzo sia fatto prigioniere assieme collo stesso Principe di Moldavia, che finalmente Choczin si trovi investito. Dall'altra parte, nonostante il preteso divieto del sultano, le schifose spedizioni delle orecchie vanno continuando: cinque sacchi ne pervennero sabbato scorso alla Porta, spediti dal visir, ma non si sa ancora da che parte e' sono » ²⁾ (E, 12—13).

CLXXVIII

Mécontentement à Constantinople à cause des événements de la guerre

26 mai 1788. — «Non si è confermata l'avvisata mossa del visir per ricuperar la Moldavia. Ma doloroso alla Porta il coerente avvenimento e attribuendolo parte al tradimento, parte a trascuraggine de' comandanti, qui alla carcerazione dell'unico figliolo del Principe, parenti ed aderenti, si è unita la confiscazione de' suoi beni e stabili di molto valore. E perchè il supremo Seraschier Sciahin Ali-Pascià, a cui poco fa conferito erasi il supremo comando delle truppe di quell'altra parte del Danubio, non aveva soccorso le truppe sparse per piccoli distaccamenti sulli confini moldavi, gli è stato tolto il comando e le code, e corre rischio di perder la testa ancora. Egli è senza dubbio uno de' migliori e più sperimentati generali (se tali ve ne sono tra i Turchi), che il Gran Signore abbia e si consideri ch'egli si trovava nel suo quartier generale d'Ismail sul Danubio e l'attacco degl'Imperiali e Russi segul per Soroca sul Niester. Si crede che Coczin è investito. Molto si parla d'un fatto accaduto sulla Sava, con grave perdita degl'Imperiali, anche d'un altro simile sotto Vidin e d'un terzo vicino a Bagna Luca. Con simili contarelli si spassa il popolo. Ma li visi poco illari de' ministri della Porta abbastanza smentiscono si giuoconde nuove. Par certo che qualcosa di sinistro possa esser accaduto. Di che però si guarda il più profondo silenzio; il sospetto cade sopra la resa di Coczin. Il Principe di Valacchia, gran turfante, ora mandando qualche prigioniere, ora qualche porzione di orecchie, sostiene la mal acquistata sua reputazione e la Porta per premiarlo gli sta preparando il dono distintivo d'un caftan e d'una sciabola...

P. S. La nuova che si dà per sicura dell'entrata delle truppe imperiali in Valacchia, della sommissione di quella Provincia e fuga del suo Principe, ben può esser la vera causa del di sopra indicato cattivo umore de' ministri turchi. Potrà contribuirvi ancora l'altra nuova che corre d'un fatto d'armi accaduto sotto Belgrado colla peggio de' Turchi». (E, 12—13).

¹⁾ Von Diez donne 22.000 Autrichiens en tout. Iorga: *Acte și frag.*, II, 237. — Cf. Hurmuzaki: Supl. I^o, p. 49—50.

²⁾ Cf. Iorga: *Acte și fragmente*, II, 236.

CLXXIX

Les Impériaux fortifient Iassy

10 juin 1788. — «Vagamente si parla dell'assedio di Belgrad, ma facendo gl'Imperiali fortificare Iassi, capitale della Moldavia, segno è che l'idea loro è di mantenersi nel possesso di quel Principato. Non si conferma poi la resa di Coczin, nè la fuga del Principe di Valacchia; tutt'all'opposto, costui continua di spedir di quando in quando qualche prigioniere alla Porta». (E, 12—13).

CLXXX

Intrigues contre le prince de Valachie

25 juin 1788. — «La fama che il Principe di Valacchia, più male che bene facendo, si è acquistata e le distinzioni che il visir, contro l'usuale pratica de' Turchi verso i loro rajà, non gli ha risparmiata, quella promovendo la gelosia e questa altra lo sdegno e l'invidia, si asserisce che ciò abbia dato luogo ad un generale disgusto della primaria officialità del campo. Il partito contrario a questo supremo ministro, unendovi le sue censure e ingrossando le conseguenze da temersene, non sarebbe miracolo se con un sovrano debole, quale il Regnante, riuscisse di perderlo». (E, 12—13).

CLXXXI

Succès ottoman à Hotin

10 juillet 1788. —...«La voce di quel successo che in passata mia dissi a V. E erasi riportato dalle armi ottomane vicino a Khotin non solamente si sostiene, ma che in seguito il Kam de' Tartari, alla testa d'un grosso corpo de' Turchi e Tartari, fosse andato in Moldavia, col disegno di sloggiare gli Austriaci da Iassi». (E, 12—13).

CLXXXII

Confiscation des biens du prince de Moldavie

9 août 1788. — «Rassegnarò all'E. V. che tuttavia si va sostenendo la voce che in passata mia le partecipai d'esser tornato Iassi in poter degli Ottomani. Intanto procedutosi per ordine del governo all'effettiva confiscazione de' beni mobili ed immobili dello sciagurato Principe di Moldavia, questo passo si considera di fatali conseguenze per l'unico suo figlio, quale tuttavia resta nella prigione del Bostangi-Bascià, il governo sempre lusingandosi che parlerà li tesori che sospetta tener il di lui padre depositati ne' banchi di Vienna e di Venezia». (E, 12—13).

CLXXXIII

Les Turcs pénètrent dans le Banat de Timișoara. Le fils d'Ypsilanti mis en liberté

25 août 1788. — «Un corriere giunto qui il 16 corrente dal campo imperiale, sotto Vidino, recca le seguenti nuove. La più importante è che, occupando tuttavia il visir col Sangiak-Sceriff il suddetto campo, da lì ordinato avea un esercito forte tra 40 e 50 mila uomini quale, sotto il comando di quattro Pascià, passato avea il Danubio tra Fetislaw e Orsova, inoltrato erasi nel Banato senza incontrar opposizione e preso avea posto a poca distanza da' lazzeretti di Temisvar. L'altra nuova è che, staccatosi dalle truppe accampate sotto Belgrado un corpo di 16 mila uomini, passato la Sava, totalmente disfatto avea 4 mila Tedeschi che guardavano le batterie e trinceramenti che l'Imperatore nelle vicinanze di Semlino disposto avea, che dopo questo successo tranquillamente ripassato avea il detto fiume colli prigionieri e 10 cannoni. Tali sono quelle nove, alle quali si va unendo l'altra dell'abbandono seguito, dicesi, di Sabacz...

Il figlio del Principe di Moldavia, Ipsilandi, è stato finalmente liberato dalle carceri del Bostangi-Bascià, e dovrà sborsare un milione e mezzo per il pagamento del quale resta garante la nazione greca, come ancora che nè egli, nè la sua famiglia partiranno da questo paese, il che molto inquieta tutti i Greci». (E, 12—13).

CLXXXIV

Ypsilanti arrêté de nouveau

10 septembre 1788. — «Non av'ndo voluto prestarsi nè il Patriarca, nè questa comunità greca alle condizioni che la Porta pretendeva per metter in libertà il figlio del Principe Ipsilandi, di nuovo si trova confinato nelle carceri del Bostangi-basà. Si asserisce che immediatamente dopo seguita l'esecuzione del surriferito Greco Sciotto si condusse sul luogo, a finchè vi si specchiasse e pensasse alli fatti suoi. Barbara lezione! Ma qui non rara.» (E, 12—13).

CLXXXV

La plèbe insulte à Constantinople les prisonniers impériaux faits à Méhadia

25 septembre 1788. — «Confermatasi appieno la presa di Mehadia con alcune Palanche de' contorni di quella piazza. L'11 corrente, vigilia di Curban-Bairam, il cannone del Sarraglio annunziò questo successo delle armi ottomane al popolo e tale salva stata corrisposta per tre volte da tutte le batterie di Constantinopoli e del canale pel intiero giorno altro che sbari continui non sentironsi. Aumentò poi la gioia del popolo la comparsa che si fecero fare lo stesso giorno per le strade principali di questa capitale a 300 prigionieri

tedeschi con 10 cannoni alcune insegne... tutti trofei di quel vantaggio che... in data de' 25 passati.. erasi riportato dalle armi ottomane sotto Semlino, e qual piazza ora anche si dà per perduta. Questi poveri prigionieri, il di cui numero anche da poi in qua si è notabilmente accresciuto d'altre numerose truppe, ispezialmente di donne e figlioli, dopo stati barbaramente insultati da queste nostre furie constantinopolitane che gli coprono di sputi e d'ogni sorte di sporcizie, si rinserrarono nel bagno. Ugual sorte toccherà agli altri prigionieri di Meadia che diconsi ascendere, oltre alcuni ufficiali di rango, a 1500 soldati comuni. Questi però non staranno tanto male, venendo per conto della Corte di Vienna assistiti da questo Ambasciatore di Francia. Del resto qui non si dissimula d'aver costato il suddetto successo di Mehadia tra 8 e 9 mila uomini». (E, 12—13).

CLXXXVI

Prise de Caransebeş et de Lugoj par les Ottomans

10 octobre 1788. — «Un ufficiale di rango del Visir recò il 3 corrente a questa Corte l'importante nuova che dopo un lungo e fiero bombardamento di più giorni, finalmente a viva forza d'armi ed a costo di 20 mila uomini riuscito era alle truppe ottomane di superare e d'impadronirsi, nonostante la più ostinata resistenza degli Austriaci, dei trinceramenti disposti in un sito favorevole e proprio a difendere al nemico l'inoltramento nel Banato. Questi trinceramenti la Porta pretende che trovansi guarniti da 300 bocche da fuoco e venivano difese da 160 mila combattanti comandati dall'Imperatore in persona; che superati, li vincitori impadroniti eransi di Caransebes, che si diede alle fiamme, e di Lugos, poche ore distante da Temisvar, qual piazza immediatamente investita erasi. La perdita degli Austriaci si fa ascendere a 6 mila morti e 3 mila prigionieri all'incirca. Non sappiamo precisamente il tempo in cui segui questo conflitto, ma probabile è che sia tra il 18 e 20 del mese passato, nè anche sappiamo le vere forze degli alessori. Alcuni tra gianizzeri e spahi le fanno ascendere tra 150 mila, altri a soli 50 mila. Il successo della giornata solo alla cavalleria si attribuisce, ed al solo uso dell'arme bianca. Si pretende che l'Imperatore a mala pena salvato erasi in una vettura a tira di 16 cavalli e trovasi investito a Temisvar. Non esistendo relazione scritta del fatto, di cento modi diversi e stravagantissimi per la maggior parte si racconta, onde a pezzi e bocconi ci conviene raccogliere ciò che ci pare verisimile...

Molto si parla della seguita reddizione di Khotin, ma non per questo si può dar ancora per certa. Iassi però, e la maggior parte della Moldavia, si crede in poter de' Russi». (E, 12—13).

CLXXXVII

Capitulation de Hotin

10 novembre 1788. — «Rassegnerò a V. E. che finalmente la Porta non cela la resa di Khotin, la di cui guarnigione, trovandosi ridotta da 15 mila a soli

4 mila uomini, erasi resa per capitolazione, assicurando tale acquisto alle armi confederate il tranquillo possesso della Moldavia. Per ciò che riguarda Oczakow, l'opinione la più comune è che quella fortezza, sebbèn si difenda ancora, si trovi però ridotta agli ultimi estremi...

Le ultime notizie del campo imperiale sono d'aver il visir ripassato il Danubio, che lasciando l'avisato corpo di truppe nel Banato e le rimanenti divise tra Vidin e Sciumla, egli col S'angiak Sceriff stabilirà in Andrinopoli il suo quartier generale». (E, 12—13).

CLXXXVIII

Défaites autrichiennes en Bosnie, sous Semlin et sous Craiova

24 novembre 1788. — «Se dar si possa credito alle voci che addirittura sortono dal santuario della Porta, non solamente l'avisato successo dell'armi ottomane in Bosnia non sarebbe più dubbio, ma di più totalmente evacuata sarebbe quella Provincia dalle forze austriache. Nè tam poco sarebbe questo il solo successo, trattandosi d'un altro, stato riportato dalla guarnigione di Belgrado sotto Semlino sopra un corpo della divisione del generale Gëmingen, e poi anche d'un terzo di più rilievo, ottenutosi sotto Craiova, ove il Principe di Valachia, assistito d'un corpo formidabile di Turchi, dovrebbe aver battuto un corpo d'armata di 15 mila combattenti tra Russi e Tedeschi. Il visir trattenuosi dopo questo successo per alcuni giorni in Bucarest per conferire col suddetto Hopodar, restituito erasi al suo quartier generale di Rusciuk». (E. 12—13).

CLXXXIX

Bruits d'une défaite turque à Craiova

10 janvier 1788. — «Continuando la stagione ad essere rigidissima e tutto naturale essendo che nei paesi situati più al Nord, come sono la Moldavia e la Valachia, anche più avanzata e severa sia, e dover conseguentemente far punto a qualunque ulterior impresa militare, eppure egli non sarebbe così, se la voce che da qualche giorno in qua si è sparsa d'un nuovo fatto d'armi seguito ne' contorni di Craiova, si confermasse, e quale esistendo, molto diverso sarebbe da quello di cui in passata umilissima mia feci menzione all'E. V., non vi si tratterebbe di meno che della disfatta totale d'un corpo d'armata di 30 mila Turchi, della presa di tre Pascià comandanti e dell'occupazione di Craiova e di Focsciani assieme colli rispettivi distretti loro in sin al Danubio. Deciderebbe quindi un tal fatto la sorte della Moldavia e della Valachia». (E, 12—13).

CXC

«Prospetto politico dell'anno 1789»

Le fosse di Oczakow colmate di ghiacci aprirono a' Russi d'improvviso una facile strada per dare l'assalto a quella piazza, la cui guarnigione munita di

forti ripari e di coraggio, posti aveva ormai li Russi in pensiero di rimettere a più opportuna stagione i loro tentativi. Questa conquista fece rissovenire all'Europa che la Czara ed il Sultano si facevano la guerra e richiamò tosto l'attenzione sopra un conflitto che potrebbe cambiare alla presente politica. Ma questa non poteva essere che l'opera delle susseguenti militari imprese, e allora la stagione chiamava tutti al riposo.

Le interne turbolenze della Svezia et la sorte del suo Re, postosi con fermo animo a combattere ad un tempo la Russia e i grandi del suo regno, da il primo spettacolo che nel governo fissava gli sguardi... Ristabilita l'autorità del monarca, assicurato il credito della nazione, l'armata e la flotta si sono messe in stato di agire contro i nemici, e la Russia si è veduta per la seconda volta tagliar la strada all'Arcipelago ed obbligata a pensare alla difesa della sua residenza.. (E, 12—13).

CXCI

Perte de Galatz et déposition du grand-vizir

10 janvier 1789. — «Sono già alcune settimane che qui si parla d'un fatto d'armi seguito sotto Galacy con grave perdita degli Ottomani, e qual voce sostenendosi, sembra che darvisi possa fede. Li più moderati fanno ammonitare tale perdita degli Ottomani a 6 mila uomini effettivi, d'un Pascià comandante morto e d'un altro prigioniere. L'occupazione di Galatz, rimasta in potere dei vincitori è un acquisto tanto più importante, che non solamente tal luogo è uno de' principali emporj del Danubio, ma anche l'unico cantiere che la Porta teneva sulla costiera europea del Mar Nero. Altra più funesta notizia corre dalla settimana passata in qua, dandosi per sicura la disfatta totale d'un corpo tra 50 e 60 mila combattenti che il vizir spedito avea sotto il comando del Cul-chiajasi (tenente generale del corpo dei gianizzeri) per soccorrere la piazza investita o assediata di Bender; che in seguito comunicatosi lo spavento alle truppe rimaste nel campo imperiale di Rusciuk, tutte l'aveano desertato, nè anche sapersi che cosa fatta si fosse in tal confusione dello stesso vizir, se morto, se vivo, se prigioniere. Se precisamente tanto funesta sia l'occorrenza, positivamente non si sa ancora, ma la nuova che la sera de' 5 corrente si divulgò in quella capitale della seguita deposizione del Vizir e che gli sia stato sostituito un tal Cuciuk-Hassan Pascia di Vidin, vi darebbe molta probabilità, come anche la dà all'altra nuova dell'intera sommissione della Vallachia alle armi de'vincitori. Quindi se tutto è così, V. E. vede che, cadendo Bender, tutta la Bessarabia, la Moldavia e la Valacchia (tre provincie di somma importanza) sono perdute per la Porta, quale perdita sembra che facilitar dovrebbe la pace». (E, 12—13).

CXCII

Transfert du quartier-général turc de Roustschouk à Schoumla

24 janvier 1789. — «Circa quel gran fatto d'arme... pare che alla sola occupazione di Craiova e di Focsciani si riduca. Si vuole per altro che tale successo

delle armi collegate dato abbia luogo al cambiamento del quartier generale del visir da Rusciuk a Sciumla». (E, 12—13).

CXCIII

Prise d'Otschakof

10 février 1789. — «Viene di spargersi la nuova, che par sicura, della resa di Oczakow, chi dice per capitolazione, chi per assalto, approfittato essendo il Principe Repnin per assalir la piazza per la parte del fiume, quale perfettamente gelato gliene dava la facilità. S'ignora al solito la data di questo avvenimento, ma si vede la costernazione che generalmente imprime negli animi». (E, 12—13).

CXCIV

Capitulation de Bender

25 juin 1789. — «L'avvisata sconfitta d'un grosso corpo di truppe ottomane che era, si vuole, seguita non più nelle vicinanze di Bender, ma sotto Ribnik in Moldavia, si va confermando, anzi colla circostanza, men sicura però, che tale successo delg'Austro-Russi, togliendo oramai alla guarnigione di quella piazza la speranza d'esser soccorsa, indotto l'abbia di rendersi per via di capitolazione. Si fa ammontare, compresi gli abitanti, a 21 mila individui, quali si dice d'esser stati rilasciati. Tale generosità ben potrà averla suggerita e fomentata la scarsezza dei viveri, rari da pertutto. Se la voce commune dà per assicurata la caduta di quella fortezza, per tale dà anche l'invasione nella Croazia d'un numeroso corpo di truppe terrazzane bosnesi. Si dice che vi sia stato gran male, molti villaggi distrutti e molta gente portata in schiavitù». (E, 13—13).

CXCV

Défaite turque de Focşani

25 août 1789 — «Oltre la svantagiosa posizione loro [dei Turchi] nella Bosnia... si parla d'un nuovo combattimento seguito sul già da tempo tanto disputato teatro di Focsani, tra un corpo austro-russo ed altro ottomano, colla disfatta totale di quest'ultimi. Successo tanto più importante, si soggiunge, che facilitò all'armi vittoriose degl'alleati d'impadronirsi di Bucarest e quasi di tutta la Valacchia, il di cui Principe Mavrojeni con un piccol residuo delle sue truppe appena ascendendo a 200 uomini rifuggiato erasi al campo del visir sotto Isackia. All'incontro poi vi si pretende che di nuovo riuscito sia ad un corpo di 20 mila Turchi di penetrare nel Bannato». (E, 12—13).

4. Dépêches de Constantin Ludolf

CXCVI

La bataille de Rîmmic

10 octobre 1789. — «Si sa ch'il visir alla testa di 80 mila uomini ha passato il Danubio a Ibrail e si portava verso Focsciani col disegno, pare, di sloggiare li Russi dalla Moldavia, onde ci aspettiamo a gran nuove, anzi già vi è un qualche sussurro che la battaglia si è data, senza però che l'esito minimamente corrisposto abbia alle promesse degl'astrolaghi.

La ritirata dal Banato, accompagnata di molta perdita, dell'ex-visir Iusuf-Pascià sempre più si va confermando. Si sa che con poca gente si trova a Fetslaw, e qui mal si parla de'fatti suoi. Rimanendo oramai percluso il libero trasporto de'viveri alle armate russe per la parte della Polonia, mi vien detto che attualmente si sta progettando di situare sul Dniester un corpo di Tartari per difficoltare, anzi per intercettar ancora li soccorsi che d'altronde ricever potrebbero li Russi. Questo progetto a cui anche per la parte sua vi concorrebbe la Republica, si attribuisce a quel colonello baron Brentano, ufficiale sperimentato nella tattica e castrometria, a cui la Corte di Svezia ha spedito qui a tale uopo, si poco intese da questa nazione.

P. S. Il susurro d'una battaglia, di cui fo menzione si è verificato. Un Tartaro ne ha recata la relazione alla Porta, dalla quale si rileva che l'armata del visir, forte di 80 mila combattenti, arrivata al fiume detto Bozuk ¹⁾ (tra Ibrail et Focsciani), circa 40 mila, l'aveano già passato, parte a guazzo, parte sopra zattere, che il restante dell'armata fu impedita di far altrettanto per la subitanea alluvione di detto fiume, in conseguenza la confusione messa essendosi tra le truppe ottomane, l'armata collegata degl'Austro-Russi se n'è approfittata per attaccarle, che dopo un combattimento di più ore la rotta è stata generale, ed i Turchi sforzati di ripassare il detto fiume in gran disordine, perdettero gran quantità di gente, il di cui numero però non si sa precisamente ²⁾. Oltre alcuni altri personaggi di rango che in quest'incontro vi perdettero la vita, s'annovera anche il Reis-Efendi del Campo, il Tefterdar etc. Dopo questa battaglia, il visir è stato obbligato di ripiegarsi nuovamente sotto Ibrail, abbandonando il suo campo con molti cannoni e bagaglio (quale dalle proprie sue truppe era stato già in parte devastato) in preda a'vincitori. Da questa mattina già principiano a passar per questo villaggio di nostra residenza ³⁾, procedenti dal Danubio, numerosi stuoli, rimasugli dell'indicata battaglia, di desertori, fuggiaschi e feriti, tutti in pessimo stato, senz'armi e mezzo nudi». (E, 12—13).

¹⁾ Buzeu.

²⁾ Baltaliman.

³⁾ Dans sa dépêche du 16 janv. Ludolf appelle cette bataille de «Buzov o sia di Martineşti.

CXCVII

Constantin Ypsilanti à Ludolf

Eccellenza,

31/20 Ottobre 1789.

Ho letto in alcuni fogli pubblici che il Principe Ypsilanti sia stato trasferito dal castello di Bruna in Moravia a quello di Spilberg ed arrestato, per esser caduto in sospetto di tenere una segreta e penibile corrispondenza colla Porta ottomana. Non avrei prestato fede a questa inaspettata e strana novella, se essa non fosse confermata da lettere particolari di varj negozianti, nelle quali il fatto viene raccontato in maniera come se il Principe fosse reo di lesa maestà. Ella si può facilmente immaginare lo stupore ed il rammarico che ci ha cagionato questa cosa. Se ciò è vero, come pare esserlo, non può avere altra ragione senon se (!) l'intrigo de'nostri nemici, i quali, non contentandosi di tutto quello che hanno fatto e detto qua contro di noi, hanno trovato l'espedito di metter la loro malizia in opera anche là per far questo torto al Principe. Io sono in caso di sapere, e lo posso dimostrare, che il Principe non si è permesso mai di scrivere cose non appartenenti a'suoi proprj interessi tanto p'ù che non esiste nessuna cifra e che tutte le sue lettere vengono apperte. Perciò ho preso la libertà di pregare V. E. di notificarmi tutto quello che potrebbe sapere su questo punto. La data della lettera que'Ella si è compiaciuta di mandarci è assai più vecchia di quelle in cui vien descritto questo singolare caso. Mentre ho l'onore di dirmi con piena stima e perfetta amicizia di Vostra Eccellenza,

Umilissimo, devotissimo ed obbligatissimo servitor,
31/20 Ottobre 1789. Costantino Ypsilanti

(Autographe). (J, 21—24).

CXCVIII

Divers bruits touchant la marche des opérations en Valachie

25 novembre 1789.—...«Variamente si parla della Vallacchia. Chi la dà per sommessà alle forze austro-russe, chi vuole che vi sia rientrato il Principe Mavrojani, che trovavasi ritirato a Rusciuk colle truppe del suo comando. Nel momento però che sto scrivendo questo, si parla delle disfatta di questo corpo e della prigionia dello stesso Principe, dell'espugnazione della piazza importante d'Ismail, al caro prezzo per altro di 5 mila Russi, dell'investimento di Vidin e dell'assedio di Bagna Luca». (E, 12—13).

CXCIX

Perte de Bender et de Widdin ?

24 décembre 1789. — «Ora mai si da per sicura la reddizione di Bender, ma Ismail rimane in potere della Porta. Anche si parla della caduta di Vidin, ma

tale nuova meritarsi maggiore conferma, come viceversa le voci che, tentatasi dagl'Austriaci la sorpresa d'Orsova, ne sieno stati rispinti con molta perdita». (E, 12—13).

CC

Mavroghéni, pacha à deux queux

16 février 1790. — ...«Non è men incerto quanto si dice di Abdi Pascià, di Mahmud Pascià, dei due comandanti civile e militare di Bander, e del Principe Mavrojéni, quali tutti ora sono o fuggitivi o ribelli o stati strangolati. Solo per l'ultimo si vuole che, fattosi Turco, si chiami ora Ali, pascià di due code. Lo è credibile, essendo l'attuale visir suo massimo protettore. Di fatti militari nulla nuova, nè della reddizione di Orsova.». »

CCI

Mavroghéni mandé à Constantinople

17 avril 1790. — ...«Le ricerche per aver cognizione de'tesori nascosti del fu visir con rigore si vanno proseguendo, tanto più che, quanto fin ora si è trovato, punto soddisfa le speranze concepite. Stato per molti anni suo dragomano confidente il Principe di Valachia Mavrojéni, si dice che gli è stato ordinato di trasferirsi qua per render conto». (E, 12—13).

CCII

Victoire turque à Giurgiu

18 juin 1790. — «Pervenuto alla Porta, domenica 13 corrente, la nuova d'un notevole vantaggio, che riportato crasi dalle sue armi sotto Giurgévo sopra un corpo, che si fa ascendere a 25 mila combattenti tra Russi e Austriaci, e di cui avendone dato parte ufficialmente il Reis-Efendi al corpo diplomatico, se vi sarà dell'esagerazione, non pare che intieramente possa mettersi in dubbio. Il fatto è questo che, importando al proseguimento delle mire degl'aliati d'assicurarsi di quella, per altro non molto forte piazza, si stava battendo e bombardando con gran vigore da varj giorni, che impegno del visir di soccorrerla a tutto costo vi aveva fatto passare da Rusciuk un corpo di 15 mila gianizzari, a cui, unitamente colla guarnigione della piazza, era riuscito di fugar non solamente il nemico, ma d'impadronirsi ancora del suo campo, lasciando sul campo di battaglia tra 4 in 5 mila morti, e in potere de'vincitori, oltre li prigionieri, tutta la sua artiglieria, consistente in 21 cannoni, 8 mortari ed altri attrezzi militari, questa vittoria stata anche confermata tre giorni dopo al governo, riempie di gioia e di speranze questa capitale e Corte. Per Vidin poi nulla di sicuro si sa, in qual stato si trova.». (E, 12—13).

CCIII

Exécution de Mavroghéni

8 ottobre 1790. — «La sorte di Mavrojeni finalmente è stata decisa molto tragicamente per lui. Per ordine del sultano gli è stata tagliata la testa per aver dato de' sospetti d'aver cercato a sollevare alcune milizie di suo comando». (E, 12—13).

CCIV

Démonstrations russes sur le Danube

18 ottobre 1790. — «Il visir ha ripassato il Danubio e ha stabilito il suo quartier generale a Silistria colle poche truppe che gli rimangono e quali si danno le mani con quelle di Iusuf-Pascià, accampato sotto Vidino. La riva destra del Danubio essendo quasi tutta abbandonata e senza difesa, non è maraviglia se si pretende ora che, volendo approfittarsi il Principe Potemkin d'una sì favorevole congiuntura d'estendere le sue conquiste, non solo abbia di già disfatto un corpo turco vicino ad Ismail, ma che, radunando le truppe di suo comandamento, sia intenzionato di passar il Danubio e dar la legge al visir». (E, 12—13).

CCV

Départ des plénipotentiaires turcs pour Sistova

8 novembre 1790. — «È partito il 29 passato il terzo plenipotenziario turco pel campo del visir, da dove dovrà rendersi a Scistow, cattivissimo villaggio nelle vicinanze del Danubio, ove ne' principi del mese venturo si terrà il congresso per la pace colla corte di Vienna». (E, 12—13).

CCVI

Concentration de forces russes en Moldavie et démonstrations navales dans la mer Noire

18 novembre 1790. — «Le notizie che alla giornata pervengono alla Porta del campo sono che il principe Potemkin, volendo approfittarsi della mancanza di truppe ottomane e volendo per quel che si crede forzare il visir a far la pace diretta in un momento in cui la Porta è fuor di stato di opporsi ai progressi delle armi russe, non solo raduna le truppe di suo comando in Moldavia, ma alcuni corpi delle medesime si sono portati sopra Ismail ed Ibrail, coll'intenzione d'impadronirsi di quelle due piazze, il possesso delle quali, rendendo libero

il passo del Danubio, lascia a' Russi la facoltà di estendere le loro conquiste. Se li aggiunge ancora la nuova d'aver stazionato all'imboccatura del detto fiume alcune navi ed altri armamenti leggieri, quali bloccano que' che la Porta vi mantiene, nel mentre che le rimanenti forze marittime della Russia, percorrono liberamente il Mar Nero intercettando non solo i legni mercantili, ma quelli di guerra della Porta che ivi ritrovansi. Maraviglia non è se questo governo inquietissimo sulle risulite di tali intraprese de' Russi in una stagione di già avanzata e mancando di mezzi per opporsi ai loro progressi, vada seriamente prendendo le misure di precauzione, che la prudenza e la sicurezza dell'Impero esigono. Già si sono dati gli ordini più positivi d'impedir il regresso delle truppe che tuttavia rimangono al campo anzi con premura si sono mandati alcuni corpi di riserva... Ciò non ostante e malgrado le dimostrazioni ostili della Russia, quali in questo momento fanno l'effetto ch'il Principe Potemkin ne spera, i suoi emissari tuttavia ritrovansi nel campo del visir ove insistano sulla pace diretta senza l'intervenzione d'alcuna potenza mediatrice». (E, 12—13).

CCVII

Ouvertures turques pour la conclusion d'un armistice avec les Russes

22 novembre 1790. — «Le risulite dell'accennata sessione del ministero ottomano, quale radunata erasi per consultare sul piano richiesto da questo sovrano per le operazioni della campagna ventura sono che, senza negligere le precauzioni che la prudenza vuole si mettino in opera durante quest'inverno per trovarsi in stato di opporsi, se è necessario, ai Russi l'estate ventura, ma che, essendo in questo momento il campo del visir abbandonato dalle truppe, e le piazze sguarnite dalle loro guarnigioni e fuori di stato di opporsi alle ulteriori conquiste dei Russi, la stessa prudenza vuole che si approfitti delle offerte state fate tempo fa dalla Russia e si sottoscriva l'armistizio da essa proposto. Questo parere essendo stato unanime, fu messo sotto gli occhi del Sultano, quale avendolo approvato, vennero avanti ieri spediti i coerenti ordini al visir per intendersela colli emissarj del Principe Potemkin, quali tuttavia ritrovansi al campo turco, e venghi sottoscritto quanto prima l'armistizio. Resta a vedersi ora se il Principe Potemkin vorrà accordarlo, in termini soprattutto in cui ritrovansi le cose della Russia. Questo ministro di Prussia si è opposto per quanto ha potuto a questa risoluzione della Porta animandola ad opporsi rigorosamente all'intraprese dei Russi e di sperar tutto dalla potente diversione del re suo padrone, quale non era animato che dal solo desiderio di procurarli una pace vantaggiosissima». (E, 12—13).

CCVIII

Mesures de défense prises par les Turcs contre les progrès éventuels des Russes

8 décembre 1790. — «L'intenzione della Porta... di proporre un armistizio alla Russia non sembra di aver un esito molto felice, giacchè ben si può pre-

vedere che, conoscendo i Russi lo stato miserabile in cui è ridotta l'armata ottomana e la critica posizione del visir, lungi dall'ammettere un armistizio, quale sospenderebbe il facilissimo progresso delle loro armi, anche vanno piuttosto di estenderlo avvicinandosi al campo del visir e tentando forse di circondarlo, d'impadronirsi della di lui persona o di forzarlo a sottoscrivere la pace. Il visir, prevedendone la possibilità, ha spedito qui con gran premura il Reis-Efendi del campo per dar parte alla Porta dello stato delle cose e chieder soccorsi e lumi per dirigersi in una circostanza sì pericolosa, giacchè i Russi impadroniti essendosi delle bocche del Danubio e di Kilia, hanno sbarcato un forte corpo delle loro truppe a Tulcia, da questa parte del fiume, potendo con tal posizione non solo mandar qualche corpo contro Varna, ma avvicinarsi da Sciumla, ove ritrovasi il visir. Il ministero ottomano conscio della debolezza de'mezzi, che in questo momento si potrebbero opporre a' Russi, si è radunato quasi ogni giorno straordinariamente, sia dal muftì, sia dal sultano, per concertare la condotta da tenersi nelle attuali emergenze. Il Gran Signore, manifestando altamente l'intenzione sua di voler continuar la guerra, a ciò animato per quel che si dice dal muftì e dal partito prussiano, pochi sono i membri del Divano, quali ardiranno di opporsi appertamente alla ferma sua volontà, ma sperano almeno che l'inverno, quale naturalmente dovrà sospendere qualunque operazione militare, produrrà qualche favorevole circostanza per intavolare una negoziazione. Intanto da per tutto si sono dati ordini premurosissimi per radunare delle truppe... Il suddetto Reis-Efendi del campo è stato rispedito al visir cogli ordini i più positivi di radunare tutte le truppe di quei contorni e di portarsi a Babadag, luogo poco distante dal Danubio e di opporsi per quanto gli sarà possibile a' progressi ulteriori de' Russi. Ben si può prevedere che un'armata turca di 10 in 15 mila uomini malcontenti e senza disciplina si farà battere indubitatamente...

Il congresso per la pace coll'Imperatore sembra fissato a' 15 del corrente. La pretensione del principe Potemkin di prender possesso della Valacchia immediatamente che verrà evacuata dagl'Austriaci accresce la perplessità della Porta, qual pretende bensì che la Corte di Vienna rimetta ad essa la detta Provincia, ma nel tempo istesso si trova molto imbarazzata di poterla conservare, mancando assolutamente le truppe, onde non deve sorprendere la premura colla quale va levando nuove milizie». (E, 12—13).

CCIX

Prise et mise à feu et à sang d'Ismaïl par les Russes

18 janvier 1791. — «Le disposizioni di guerra continuano tuttavia ad esser le stesse e si vanno facendo i preparativi necessarj per la quarta campagna. Va scemando però di molto il partito formidabile, quale ne soffiava il fuoco, e questo sovrano, per quel che appare, è forse il solo quale ne desidera la continuazione. Non so poi se la nuova pervenuta qui giorni sono della presa d'Is-

mail e dell'orribile macello di più di 20 mila Turchi, che n'è seguito, gli detterà sentimenti più umani. Certo si è che anche a' Russi ha costato molto caro l'acquisto d'una piazza poco forte, ma ben difesa da una guarnigione coraggiosa. Le relazioni che di quel fatto ci sono pervenute sono unanimi, vale a dire che i tre Pascià tartari comandanti della piazza, eccitato avendo la guarnigione a proporre una simulata reddizione, i Russi vi mandarono in circa tre mila uomini, quali appena entrati nella piazza, furono passati a fil di spada, il che vedendo il generale russo diede l'assalto alla piazza, se ne rese padrone, prese un'aspra vendetta del tradimento usatoli, non accordando quartiere e facendo massacrare più di 20 mila uomini. Appena 300 sono rimasti prigionieri con due Pascià. I Russi perdettero da 6 mila uomini. Vi è stato pure nel Danubio, nelle vicinanze d'Ibrail un vivissimo combattimento tra ambe flottiglie colla peggio dei Turchi. Dopo la presa d'Ismail, i Russi si sono incamminati contro Ibrail e non si dubbita che non se ne rendano padroni, onde gloriosamente finirà per loro la campagna e saranno padroni delle bocche del Danubio. A misura che i Russi rimuovano loro progressi, si vanno risvegliando le inquietudini della Porta, onde con premura ha dato ordini al Visir di abbandonare il suo posto di Babadag e di portarsi a Tatar-Bazargik sulle sponde del Danubio per impedirne, se possibile, il passo». (E, 12—13).

CCX

Le vizir concentre ses forces à Schoumla. Marche favorable des négociations à Sistova

8 février 1791. — «Dopo la presa d'Ismail non si sente altro delle operazioni russe, ma siccome l'acquisto d'Ibrail è facilissimo, ad ogni istante se ne attende la nuova. Si sa altresì che la flottiglia russa stazionata nel Danubio protegge e facilita le operazioni di terra non che il passaggio delle truppe russe da questa parte, se lo vorrebbero tentare. Il visir, quale portato erasi verso Babadag, fuor di stato di opporsi a' tentativi del nemico, ha avuto ordine di restituirsi nel campo di Sciumla, ove dovrà attendere de' gran rinforzi di truppe, che di mano in mano gli vengono spediti, per entrar in possesso della Valacchia subito che verrà evacuata dalle truppe austriache. Anzi la nuova, sparta qui da giorni sono, che una divisione dell'armata del principe di Potemkin già era entrata in quella Provincia, dando dell'inquietudini alla Porta, con molta sollicitudine va premendo la marcia delle truppe sia asiatiche, sia europee. Si vanno pure continuando con molta attività i lavori dell'arsenale e tutti gli altri necessari preparativi per la quarta campagna...

Le nuove che ogni settimana pervengono alla Porta delle negoziazioni di Scistow, sono molto soddisfacenti e se si prosegue la discussione lentamente, pare almeno che non vi saranno delle grandi difficoltà per la finale conclusione. La Porta però sembra lagnarsi alquanto del poco calore che i mediatori dimostrano per i suoi interessi, e la proposizione che il maresciallo Luchesini fece alla Corte di Vienna di dichiarare il territorio della Valacchia neutrale, caso che la guerra durasse tra la Russia e la Porta non è ben atta a scancellare i sospetti di questa». (E, 12—13).

CCXI

Déposition du grand-vizir

18 février 1791. — «Finalmente l'incertezza in cui eravamo sulla sorte del vizir è stata inaspettatamente decisa; ieri un corriere recò la nuova della sua deposizione e decapitazione, e poco dopo si seppe la scelta che questo sovrano ha fatto di Iusuf-Pascià per suo successore. (E, 12—13).

CCXII

Rupture du Congrès de Sistova

18 juin 1791. — «L'emergente il più interessante che si attira la pubblica attenzione si è l'affare di Scistow. Venuto essendo l'avviso che il Sr. Herbert abbandonando il luogo del congresso trasportato erasi a Bucarest, dicendo però che sarebbe tornato, se la Porta lo richiamasse, ha messo tutti i ministri in scompiglio. S'avvede ora quanto falace è stata la fiducia che finora hanno riposto nella mediazione delle potenze alleate, nella effettuazione della convenzione di Reichenbach e mai hanno voluto comprendere che la Corte di Berlino, non essendosi attenuta a quel che promesso avea, ha dato delle armi alla Corte di Vienna ¹⁾ per approfittarsi e per esentarsi legittimamente da quanto era stato convenuto contro i veri suoi interessi». (E, 12—13).

CCXIII

Incursion russe sur la rive droite du Danube

7 juillet 1791. — «Il vizir si è portato col grosso dell'armata a Bazargik. I Russi sotto il Comando del General Replin erano accampati a Galatz. Un altro corpo trovasi sotto Brailow ed un terzo, passato avendo il Danubio verso Isacia, ha battuto un corpo di 25 mila Turchi e si è impadronito d'un piccol forte a 12 ore di distanza dal campo ottomano. I Russi però non si sono mantenuti in quel porto, giacchè si assicura che hanno di nuovo ripassato il Danubio». (E, 12—13).

CCXIV

«Relazione della battaglia seguita a Matcin il 10 Luglio 1791»

In seguito agli ordini dati dal Sultano al vizir di passare il Danubio con maggiori forze possibili per dar una battaglia decisiva alli Russi, il vizir, getta-

¹⁾ La cour de Vienne demandait une nouvelle rectification de frontières, cette fois aux dépens de la Valachie et de la Bosnie. (Dépêches de Ludolf du 1 et du 8 juin).

to il ponte a Matcin e fattolo proteggere da flottiglia ottomana di circa 100 vele, diede le disposizioni per passar egli stesso il detto fiume con un'armata di 140.000 uomini. Siccome però il passaggio doveva farsi nell'unico rito suddetto, nè era possibile eseguirlo in una volta, il visir diede ordine che le truppe avanzassero in diverse colonne, successivamente le une dopo le altre, e destinò cinque pascià seraskier (generali) che dovessero comandarle.

La prima colonna, consistente in 20 mila uomini, col suo Seraskier, passò per il ponte ne' primi giorni di Luglio da Matcin a Ibrail, dove tuttora si trova.

La seconda colona, composta pure da 20 mila uomini sotto il comando del seraskier Rumly-Valisi, si distaccò da Hirschiova (villaggio otto ore distante da Matcin) per fare lo stesso passaggio. Allora il principe Repnin, che da un mese addietro si trovava a Galatz, fece passare da Sciret a Galatz la fottiglia russa e, distaccando dal suo campo 18 mila uomini, da Galatz li fece passare sulle zattere a questa sponda del Danubio e di là li fece marciare a Matcin, senza che i Turchi che marciavano a Matcin, abbiano potuto averne avviso se non quando i Russi furono a Kiziltasc, a tre ore da Matcin. Al primo annunzio, il suddetto seraskier Rumly-Valisi ch'era già a Matcin colle sue truppe, spedì subito per cercare soccorsi. Hassan-Pascià con 5 mila uomini e Jependelenly-Ali-Pascià con 6 mila, ch'erano vicini, arrivarono a tempo ed avanti il nemico, e formarono colle truppe del seraskier un campo di 31 mila uomini.

Li 10 Luglio all'alba comparvero i Russi nelle alture di Matcin e diedero la battaglia con un impeto furioso. Si combattè con gran coraggio da una parte e dall'altra per spazio di due ore senza che il nemico abbia potuto avvicinare il campo. In questo mentre vi giunsero, spediti dal visir, Cara-Osman-Oglù con 20 mila uomini, cavalleria asiatica, ed il Gianizzer-Agà con 6 mila caval leggieri, che fanno in tutto con i primi 57 mila combattenti; questi per altre tre ore sostennero un fuoco gagliardo, ma non avvezzi gli asiatici al fuoco del cannone ed impauriti dall'effusione di sangue, comminciarono a voltar le spalle fuggendo e gridando da disperati *bozulduk*, abbiám perso. Tal voce, ed il disordine con cui si diede alla fuga la cavalleria asiatica, attraversando il campo ottomano, mise tra le truppe turche una confusione generale e dopo sei ore e mezza di combattimento, tutte abbandonarono il campo fuggendo a precipizio verso il campo del visir.

Il visir avanzava a marcia forzata con 15 mila uomini di infanteria verso Matcin, ma non poté arrivarvi a tempo e, quando fu a quattro ore da Hirschiova, ebbe l'infausta notizia. Spedì subito il Chiaja-Bej incontro alla milizia fuggiasca per scongiurarla di riunirsi. Successe però che il Chiaja-Bej dovette salvarsi per non essere massacrato nella folla ed i fuggiaschi, attraversando il campo del visir, con urli disperati, sparsero un timor pannico tra le sue truppe, di modo che queste unitesi ai fuggiaschi, tutte l'abbandonarono, lasciandolo con sole circa mille persone di suo equipaggio. I commandanti turchi restati in vita nella battaglia si ritirarono a Matcin con 3 mila uomini di loro seguito. Da 18 mila Russi si crede che 3 mila siano restati sul campo e da 57 mila Turchi che combatterono, si contano 20 mila tra morti, feriti e prigionieri. Tutto il restante di truppe ottomane in quel momento fu disperso, ma non

avendo dove fuggire, andavano riunendosi in seguito al visir, che restò a Hirsciova.

I comandanti turchi si recano a meraviglia che dopo una segnalata vittoria, avendo potuto i Russi farli tutti prigionieri, invece di spingere i loro progressi, un'ora dopo la battaglia ritornarono per l'istessa via a Galatz, dal che i detti comandanti deducono che i Russi abbiano avuto gran numero di feriti.

In quest'azione si distinsero principalmente i Rumly-Valisi ed il Gianizzer-Agà, avendo avuto quest'ultimo tre cavalli morti sotto di lui. Le truppe asiatiche di Carà-Osman-Oglù fecero il maggior danno. Si crede che Ciapan-Oglù (altro magnate dell'Asia) si sia pure trovato nella battaglia; non si sa il suo destino. Il ministero della Porta però dubita se abbia potuto arrivarvi, calcolando il tempo da che è partito da Constantinopoli ¹⁾. (Vol. 238).

CCXV

Reprise du congrès de Sistova

18 juillet 1791. — «Il congresso di Scistow quanto prima sarà ripreso. Un corriere arrivato a questo ministro di Prussia gli portò l'ultimatum stabilito tra l'imperatore ed il re suo padrone, in cui l'imperatore modifica le sue pretese fatte per mezzo dei suoi plenipotenziari prima della loro partenza per Bucarest. Il detto ultimatum deve consistere nella sola pretensione della demarcazione in Croazia, quale verrà stabilita amichevolmente e senza altercazione, ammettendo in tutto il *statu-quo* stretto. In conseguenza la Porta dato avendo ordine a' suoi ministri di riprendere l'interrotta negoziazione, col primo corriere s'attende l'avviso del ritorno dei plenipotenziari». (E, 12—13).

CCXVI

Paix de Sistova

15 août 1791. — «Mi approfitto del corriere d'Ancona per avere l'onore di anticipare all'E. V. l'importante nuova della sottoscrizione di pace tra S. M. l'Imperatore e la Porta, che qui si annunziò il 9 corrente. Non abbiamo avuto ancora de'dettagli ben circostanziati di tal pacificazione, ma sembra che la base n'è il *status quo* stabilito a Reichenbach, e la proposta demarcazione de' limiti e cessione del Vecchio-Orsova e del distretto dell'Unna è stata accomodata amichevolmente in una convenzione senza l'intervenzione, nè la garanzia

¹⁾ Adjointe à la dépêche du 1 août 1791 et accompagnée de ces mots: «Passo qui compiegata alle venerentissime sue mani una estesa relazione e tal quale qui si e sparsa di quel fatto d'armi».

però delle corti mediatrici. Riguardo poi all'evacuazione delle piazze limitrofe, questa è stata fissata a 15 giorni dopo il cambio delle ratificazioni, e per la Valachia e...¹⁾ a 60 giorni...

Da più g ornì si parla d'una seconda azione tra truppe russe e l'armata ottomana comandata dal visir in persona, quale passato avea il Danubio a Matcin, ma le relazioni che se ne danno sono sì incerte e sì mal rese che attendo d'esser meglio al fatto per farne più ampia menzione all'E. V.». (E, 12—13).

CCXVII

Un corps turc passe le Danube

18 août 1791. — «Non si è verificata la seconda battaglia del visir contro i Russi. Si sa soltanto ch'egli ha distaccato un grosso corpo dalla sua armata, quale ha passato il Danubio. Egli rimane a Matcin con un corpo di riserva. Il principe Potemkin è avanzato a Galatz, da dove di quando in quando i Russi danno delle vive allarmi agl'Ottomani». (E, 12—13).

CCXVIII

Préliminaires de Galatz

21 août 1791. — «Troppo importante è la nuova che la Porta viene di ricevere della sottoscrizione de' preliminari per la pace coll'Imperial Corte di Russia, per non darmi l'onore di dettagliarne le circostanze con corriere espresso che spedirò domani. Mi restringo soltanto quest'oggi ad accennare... sì interessante avvenimento, non che un breve armistizio di cui si è convenuto. (L'armistizio è di 8 mesi ed i preliminari sulla base del status quo, colla cessione d'Oczakow e suo distretto)». (E, 12—13).

CCXIX

L'escadre turque rentre à Constantinople

23 août 1791²⁾. — «In continuazione delle notizie che mi somministra questa capitale, mi darò l'onore di rassegnare a V. E. che dopo la battaglia navale del Mar Nero de' 10 corrente abbiamo veduto successivamente arrivare in questo canale tutta la squadra ottomana, ad eccezione delle prime navi maltrattate, le ultime venute non hanno sofferto un gran danno, se si eccettua però una gran quantità di morti e feriti. Il Sultano ha dato ordine che si pro-

¹⁾ En blanc dans le texte.

²⁾ «Corriere espresso».

vedano di gente e di tutto il bisognevole e che quanto prima il capitano Pascià rimetta alla vela con quella porzione della sua squadra in stato ancora di tener il mare. Onde solo attende ora il vento favorevole per eseguirlo. Si spera però, che non vi sarà verun altro sanguinoso incontro dopo l'armistizio conchiuso tra la Russia e la Porta e che la comparsa del Capitano Pascià in quel mare sarà solo di precauzione»... (E, 12—13).

CCXX

Préparatifs pour l'ouverture des négociations avec les Russes

8 septembre 1791. — «Altro non mi somministra l'importante emergente della pace coll'Imperiale Corte di Russia, se non che si attendono ogni giorno gli avvisi d'essersi dato principio al congresso per la discussione e finale ultimazione di sì interessante affare. I plenipotenziari ottomani sono li stessi che hanno negoziato la pace coll'Imperatore; per parte della Russia sembrano destinati il principe Reppin e due altri personaggi di cui ignoro tuttavia i nomi e le qualità. Il luogo del congresso pare fissato a Iassi. Generalmente si spera che la sottoscrizione del trattato non verrà ritardata molto, essendo tutto ben disposto per l'esito il più felice. Il Sultano ha dato ampio potere al visir di trattar sulla base convenuta del *statu quo*, mediante Oczakow, ed il suo territorio, che verrà ceduto alla Russia». (E, 12—13).

CCXXI

L'escadre ottomane est rentrée à l'arsenal. Incertitude touchant la Conférence de la paix. Le grand-vizir reste à Schoumla

1 octobre 1791. — ... «La squadra Ottomana e rientrata nell'arsenale ove verrà disarmata... Si attende ora di ritorno la divisione dell'Arcipelago. Gli armamenti russi di quel mare, dopo la pubblicazione dell'armistizio, si sono ritirati...

Non si ha ancora l'avviso che il congresso per la pace colla Russia si sia principiato. Il Principe Potemkin già da molto tempo è a Iassi ed i plenipotenziari turchi hanno preso la stessa strada. Il visir rimane al campo di Sciumla, si dice però che ben potrebbe avvicinarsi della capitale, avendo chiesto il permesso di passar l'inverno a Andrinopoli, quale non gli è stato finora accordato»... (E, 12—13).

CCXXII

Ouverture du congrès de Iassy

18 octobre 1791. — «Il congresso per la pace colla Russia è già principiato e la Porta ha avuto i dettagli delle prime conferenze, quali sembrano di promettere

l'esito il p'ù pronto ed il più felice. Ciò non ostante non mancano le voci che la Russia, volendo approfittarsi della sua superiorità e del timore che ha saputo ispirare agli Ottomani, non vorrà attenersi semplicemente a quel che si è convenuto ne' preliminari. Una tal voce la credo senza fondamento, sembrandomi più importante per la Russia di terminare quanto prima la sue differenze colla Porta, senza maggiori esigenze, affine di essere libera di appigliarsi ad un partito, che la deve interessare molto più nella posizione attuale delle cose e nel giro diverso che ora prenderà il sistema politico di Europa, dopo l'alleanza conchiusa tra l'Imperatore ed il re di Prussia». (E, 12—13).

CCXXIII

Suspension des pourparlers à cause de la mort de Potemkine

1 novembre 1791. — «La Porta ci ha annunziato giorni sono l'inaspettata morte del principe Potemkin. In altri tempi quest'avvenimento forse non si avrebbe attirato l'attenzione del Divano, conoscendo però tutta l'influenza e l'autorità di quel principe e quanto egli ha contribuito alla presente guerra tra li due imperj, mediante la passata occupazione della Crimea e le ulteriori esigenze della Corte di Pietroburgo, il ministro ottomano non ha rilevato con indifferenza una tal morte, anzi ne esulta, perchè spera che la pace verrà definitivamente conchiusa senza maggiori, inaspettate altercazioni, quali tutte attribuisconsi (forse senza fondamento) all'ambizione ed a' progetti particolari del suddetto principe. Intanto il congresso è affatto sospeso, i ministri russi che lo compongono essendo assolutamente sottoposti agl'ordini che dal solo principe Potemkin emanavano ed i loro plenipoteri limitati dipendendo dalla sola sua volontà, ne hanno chiesto de'nuovi in Pietroburgo, il che fa perdere per lo meno sei settimane e ritarda la conclusione della pace.

Non so se si deve semplicemente attribuire a questo contratempo il mal umore che regna da qualche giorno tra li membri del Divano»... (E, 12—13).

CCXXIV

Les prétentions russes touchant les Principautés de Valachie et de Moldavie retardent la conclusion de la paix

10 novembre 1791. — «Il mal umore tuttavia continua, e le esigenze inaspettate, riguardanti specialmente le provincie di Valachia e Moldavia, contro il convento nei preliminari e che attribuiscono al principe Potemkin, ancor che sieno di poco momento, hanno fatta una viva impressione e l'effetto n'è l'esilio d'uno de' plenipotenziarj ottomani, quale ha segnato l'accordo di Galatz, parlandosi molto male del visir, perchè si accusa d'essersi dimostrato piuttosto propenso ad ammettere qualche nuova pretensione per parte della Russia, non sarei sorpreso ch'egli ancora sperimentasse una più sinistra sorte». (E, 12—13).

CCXXV

Incertitude touchant la conclusion de la paix

18 novembre 1791. — «Non si è ancora ricevuta la nuova d'essersi riprese le conferenze di Iassi. La Porta con ragione ne sta molto ansiosa ed intanto si continuano i già accennati preparativi di guerra quali solo ascriver si devono a qualche prudente precauzione, certo essendo che la porzione la meglio pensante del Divano, e quella che più conta, desidera sicuramente la pace, ma bisogna che anche la Russia vi si presti con altrettanta buona fede». (E, 12—13).

CCXXVI

Nomination de Bezborodko en remplacement de Potemkine

1 décembre 1791. — «La Porta ha inteso colla maggior consolazione la scelta che l'Imperatrice ha fatto del Conte Bezborodko per negoziare definitivamente la pace tra i due imperj. Certamente che una tal scelta promette l'esito il più felice e pronto, conoscendosi abbastanza l'abilità ed i talenti del suddetto ministro e quanto egli è portato a secondare le brame della gloriosa sua sovrana di veder terminate le sue differenze colla Porta, onde questa ne dimostra la meggior sodisfazione e con impacienza attende la nuova del di lui arrivo a Iassi per veder riprese le interrotte conferenze». (E, 12—13).

CCXXVII

Reprise des conférences de la paix

12 décembre 1791. — «Poco dopo l'arrivo del Conte Bezborodko a Iassi, si sono riprese le conferenze per la pace. La Porta ne ha avuto le relazioni da' suoi plenipotenziarj e non ha veduto senza la più viva soddisfazione la facilità e la compiacenza, colla quale la Russia si va ora prestando alla più pronta conclusione. Mi viene asserito che la Porta volendosene approfittare e trovando che le espressioni de' preliminarj segnati a Galatz presentano un senso troppo vago, sia intenzionata di far valere le assicurazioni verbali che il principe Repnin deve averle dato d'una coerente modificazione, alla quale egli sperava che l'Imperatrice prestata sarebbesi. Onde, se posso prestar fede a' rapporti che tengo, la Porta acconsentendo che si prenda, come già è stato convenuto, il Dniester per confine dei due imperj, vorrebbe rimaner padrona di tutta la sponda sinistra del fiume per poter navigare, sbarcare e stabilirvisi liberamente ed in tutta proprietà. Si fatta pretensione, contraria a quanto venne convenuto definitivamente in Pietroburgo nella nota negoziazione delle corti alleate, non sembrerebbe ciò nonostante dover incontrare delle difficoltà grandi per parte della Russia, quale, contentandosi d'aver esteso i suoi limiti e potendo fortificarsi a suo

piacere, abandonar potrebbe a' Turchi la parte sinistra del Dniester che desiderano. Se si riflette però alle conseguenze inevitabili ed alle contestazioni che ponno nascere da un vicinato troppo immediato, sia per le navigazioni, sia per le fortificazioni che la Porta elevarvi potrebbe, non dubito punto che la Russia, volendo evitare qualunque seme di nuove future discordie, non solo non vi si presterà, ma insisterà aciocchè i Turchi restino alla distanza che loro è stata assegnata». (E, 12—13).

CCXXVIII

Signature de la paix Iassy

20 janvier 1792. — «Credo del mio dovere di partecipare premurosamente a V. E., e con indicibil mio contento, che finalmente la viva e generale inquietudine che si aveva sul esito del congresso di Iassy inaspettatamente è stata deleguata mediante l'importante nuova, che la Porta viene di ricevere e che il Reis-Efendi m'ha comunicato, della sottoscrizione della pace tra la Russia e l'Imperio ottomano, seguita il 16 corrente (da correggersi «firmata il 9 corrente stil nuovo»). La Porta ne ha avuto semplicemente l'avviso, ignorandone ancora le condizioni». (E, 12—13).

CCXXIX

La paix de Iassy

18 février 1792. — «Mi do l'honore di compiegare a Vostra Eccellenza il trattato di Pace tra la Russia e la Porta ottomana, tal quale è stato tradotto dall'originale turco.

V. E. si degnerà osservare che tre sono gl'articoli principali (4^o, 6^o et 7^o), non specificati nella convenzione di Galatz, che questa corte ha ottenuto dalla Porta e che ne rendono le condizioni, per quel mi sembra, molto onerose per essa.

La prima condizione, formando l'articolo 4^o del trattato, riguarda alcune esenzioni da accordarsi ai popoli della Moldavia e Valacchia, una intiera liberta di espatriarsi colle loro famiglie e di stabilirsi ovunque a loro piacesse senz'esserne impediti, nè molestati dalla Porta durante lo spazio di 14 mesi.

Se di un subito pare che la Russia altro non ha avuto in vista che d'impedire per qualche tempo le ingiuste persecuzioni e le tiraniche esazioni del governo turco in quelle Provincie, quali, per esser state il teatro principale della guerra, sono digià bastantemente oppresse e rovinate, un più maturo esame però di tal disposizione, facilmente ci farà penetrare il vero oggetto della corte di Pietroburgo, quale altro non è che di attirare delle colonie nel territorio che viene di acquistare e di cercar a coltivare e popolare i terreni che possiede tra il Bog e il Dniester. Non gli sarà difficile d'ottenerne l'intento, stante il vicinato immediato de' due Imperj e stante le promesse, le esenzioni e li

buoni trattamenti, con cui cercherà di allettare que' popoli e di attirarli in quei deserti, ed essi, professando la stessa religione e sperando un governo più mite, vi accorreranno in gran numero senza temere le reclamazioni della Porta.

L'articolo 6^o è relativo al già noto punto de'Tartari del Cuban. La Porta, invece di accordare l'Indipendenza stata richiesta dalla Russia, s'impegna di contenere quei popoli e, quando la sua autorità non valesse, di pagare dal proprio erario tutt'i danni risultanti dalle loro scorrerie e depredazioni nel territorio russo, ogni qual volta le coerenti reclamazioni saranno avvalorate dai fatti. L'E. V. degnerà ricordarsi che l'oggetto della Corte di Pietroburgo essendo stato di rendere la pace durevole e di evitare in appresso, mediante la suddetta indipendenza, qualunque discussione tendente a far rinascere gli antichi disgusti, la Porta, dal quanto suo, se prestato avesse più docile l'orecchio a'consigli che le sono stati dati, con premura avrebbe dovuto approfittarsi di questa congiuntura, per liberarsi anch'essa da qualunque dispiacevole ingerenza nelle dispute della Russia, con un popolo da sè stesso indipendente e libero. Ma il timore, senza dubbio poco fondato, che col tempo la Russia non metta a profitto la solenne dichiarazione del Sultano d'esser quei Tartari del tutto indipendenti, per impadronirsi del loro territorio, le ha fatto prendere il partito, molto più oneroso e non meno soggetto a mille disgusti, (se quella Potenza vorrà abusarne) di accomodare col danaro, tutte le ingerenze.

L'articolo 7^o riguarda la garanzia che la Porta accorda alla Russia contro le piraterie de'corsari barbareschi. Era ben da supporre, che la Corte di Vienna ottenuto avendo un atto sì interessante, quella di Pietroburgo, quale prima della presente guerra non avea potuto decidere la Porta ad accordarle il consimile privileggio, per questa volta mai ne l'avrebbe dispensata, perchè troppo dispendioso, riuscir dovendo il mantenimento d'una squadra nel Mediterraneo per proteggere il di lei commercio e navigazione, e, non curandosi di comprare dalle Reggenze una pace sempre mai precara, si e appigliata al partito molto più semplice e vantaggioso di lasciar alla Porta tutta la cura d'impedir possibilmente le depredazioni de'Barbareschi e di renderla risponsabile delle perdite che i suoi sudditi sopporterebbero, se gli ordini del Sultano non venissero osservati.

Riflettendo ora alla pace gloriosa che la Russia viene di fare ed a'vantaggi che in ogni tempo ricaverà dalle promesse della Porta, sia riguardo ai Tartari del Cuban, sia riguardo alle Reggenze africane, maraviglia non è se, ottenuto avendo dalla sua compiacenza e dal timore che ha saputo ispirare due punti sì imeportanti, desistita siasi da qualunque indennizzazione pecuniaria per le spese della guerra. Bisogna sperare che tutte due le Potenze, avendo sommo bisogno della pace e tutto dovendole invitare a vivere in buona armonia ed intelligenza, la Russia dell'una parte non cercherà ad estendere ulteriormente i limiti del vasto suo Impero e non abuserà della sua superiorità, e la Porta dell'altra, conducendosi con prudenza e saviezza, si studierà a consolidare i suoi trattati colle due formidabili Potenze sue vicine ed a formarsi un sistema politico, quale possa assicurarle una lunga quiete. (Vol. 238).

CCXXX

Mécontentement à Constantinople à cause des deux articles du traité de Iassy concernant le droit d'émigration des Moldo-Valaques et le payement des indemnités pour les déprédations des Tartares du Kouban

18 mai 1792. — «Finalmente la sorte del visir si è decisa più presto di quel che generalmente si supponeva... Publicamente non si dice il vero motivo della sua deposizione, quale altro non è che la gelosia de' suoi nemici ed il timore dell'ascendente che guadagnar si poteva sullo spirito di questo sovrano a loro danno, ma agli occhi del popolo si rigetta sopra di lui tutta la colpa d'una pace vergognosa, e si accusa d'aver accordato due articoli perniciosissimi per le loro conseguenze: l'uno riguardante il permesso a' popoli di Valacchia e di Moldavia di poter liberamente emigrare per lo spazio di 14 mesi, permesso di cui famiglie intiere si vanno approfittando in gran copia lasciando spopolati distretti considerabili per andar stabilirsi sul territorio russo; l'altro articolo spettante l'impegno preso a nome della Porta d'indennizzare dal proprio erario le deprezzazioni dei Tartari del Cuban e del Caucaso sulle terre di quell'Impero. Onde gli si è dato il comando d'Anapa e di tutto quel littorale e maliziosamente gli si è fatto sentire che, essendo egli l'autore di una condizione si onerosa, si trovi a portata d'invigilare alla di lei esecuzione». (E, 12—13).

CCXXXI

Déposition de l'archimandrite de Iassy ¹⁾

18 août 1792.—«L'Imperatrice di Russia dopo la sottoscrizione della pace, avendo fatto eleggere archimandrita di Iassy un ecclesiastico greco, quale era stato educato in Russia e godeva la protezione di quella sovrana, appena le sue truppe ebber evacuata la Moldavia, che il Principe s'impadronì della di lui persona, sotto pretesto d'esser stato illegalmente eletto e d'esser del partito russo, lo mandò incatenato alla Porta, quale disapprovando il zelo del Principe ed il modo dell'esecuzione, rimise l'archimandrita in libertà, offrendo di consegnarlo a questo incaricato d'affari di quella Corte, quale non avendo facoltà di riclaimarlo, nè di proteggerlo appertamente, ne scrisse a Pietroburgo per ricevere i coerenti ordini». (E, 12—13).

CCXXXII

La cour de Russie exige que l'archimandrite soit remis en place

18 octobre 1792... — «L'affare di quel archimandrita, stato ignominiosamente rimandato qui dal Principe di Moldavia, .. è stato sentito con molto

¹⁾ Voir à ce sujet la relation plus détaillée du ministre de Prusse à la Porte, dans *Iorga: Acte și fragmente*, II, p. 345—346.

dispiacere dall'Imperatrice, quale ha dato a questo suo incaricato d'affari gli ordini più positivi, non solo per impegnare la Porta a rimetterlo sulla sede episcopale di Iassi, ma di obbligare il Principe a riceverlo e a considerarlo con quel rispetto, che deve ad un personaggio che gode la di lei protezione. Non so come verrà accolta questa domanda, essendo troppo contraria a' principii della Porta ed alla gelosa attenzione con cui invigila acìò che la Russia non abbia dell'ingerenze negl'affari ecclesiastici de'suoi sudditi greci, le di cui conseguenze sempre teme». (E, 12—13).

CCXXXIII

La Porte demande que les Autrichiens lui remettent Hotin

1 novembre 1792. — «Il Divano, continuando a chiedere con calore la restituzione della fortezza di Hotzim quale dovea ritornare in poter suo dopo l'evacuazione della Moldavia dai Russi, questo internunzio cesareo in una conferenza avuta giorni sono ne fece la promessa a nome della sua Corte, a condizione però che la Porta dal canto suo s'impegni di metter in esecuzione senza ulteriori ragiri gli articoli convenuti nel trattato di pace di Scistow¹).

Quest'incaricato russo ha ottenuto dopo lunga negoziazione la liberazione del noto vescovo di Iassi... Il Colonnello Kvastow, avendolo ora in suo potere, attende gli ordini della sua sovrana, per sapere quel che ne deve fare». (E, 12—13).

CCXXXIV

Le colonel anglais Keller est chargé par la Porte de lever le plan d'Ismail et de Bender

17 novembre 1792. — ...«È arrivato giorni sono quel colonello inglese che la Porta spedito avea per levare il piano delle fortezze di Bender, Ismail ed altre che erano state distrutte da' Russi durante la guerra e che ora vuol rifare. Egli continua qui il suo soggiorno e non dubito che quest'ambasciatore d'Inghilterra non cerchi tutti i mezzi per farlo entrare al servizio di questa corte». (E, 12—13).

CCXXXV

Règlement des différends entre la Porte et la cour de Vienne

8 janvier 1793. — «La discussione da molto tempo pendente tra la Corte di Vienna e la Porta, riguardo alla demarcazione del limite in Bosnia, è final-

¹) Confirmation du tarif préférentiel d'avant guerre; garanties contre les pirates algériens, rapatriement des prisonniers et esclaves autrichiens et rectification de la frontière bosniaque.

mente terminata. Mediante la restituzione di Chotzim e delle altre fortezze in Bosnia quali ritornano in potere della Porta, questa s'impegna d'ultimare senza dilazione tutti gli articoli del trattato di Scistow, spettanti la cessione del territorio del Unna. Promette altresì di rendere tutti gli schiavi sudditi austriaci di tenera età che per forza o convinzione hanno abbracciata la fede maomettana e trovansi sparsi per tutte le Provincie ottomane». (Vol. 238).

CCXXXVI

La Porte engage des officiers étrangers pour la réforme de l'armée et de la marine

18 janvier 1793. — ...«Quel colonello inglese Keller, quale è entrato al servizio della Porta, fra giorni deve nuovamente partire con un commissario ottomano per assistere e dirigere la reedificazione delle fortezze d'Ismail, Bender, Akyrman ed altre. Ed il consiglio di Stato continuando ad occuparsi delle note sue riforme, molto si parla di alcuni altri ufficiali europei quali verranno presi al suo servizio, per dirigere il suo militare e soprattutto la marina». (Vol. 283).

CCXXXVII

Mission de Baruzzi à Constantinople

10 janvier 1793. — «E arrivato il Sig. Baruzzi, colonello al Servizio di Russia ¹⁾... ha avuto più d'una conferenza con alcuni ministri della Porta... A tutti deve aver dichiarato senz'equivocazioni che «ritrovandosi in questo momento l'Impero ottomano affatto isolato verso le sue frontiere settentrionali e non avendo per vicini che i nemici suoi personali, il Divano dovea studiarsi più che mai di non dar dei motivi di disgusto alle due Corti Imperiali; «ch'egli osservava con vivo dispiacere quanto il sistema adottato riguardo alla Francia, era contraria ai veri suoi interessi ed opposto a quello delle altre Potenze di Europa»... Il Baruzzi a dichiarato altresì ad alcuni membri del Divano che non sarebbe punto sorpreso, che se la Porta non si conduce con più circospezione, la Moldavia ben potrebbe essere occupata dalle truppe della sua sovrana prima di poter far la minima disposizione per opporvisi, e che, se la Polonia è stata smembrata senza aver prodotto una gran sensazione in Europa, l'acquisto che l'Imperatrice farebbe d'una provincia nell'Impero ottomano non sarà capace certamente di risvegliare l'attenzione delle altre Corti. Ecco il tono con cui il Sig. Baruzzi tratta il ministero ottomano »... (Vol. 283).

¹⁾ «Nato a Naxia, suddito della Porta. Durante l'ultima guerra ha reso importanti servizi alla Russia e fu adoperato durante le negoziazioni di pace. Uomo di non comune talento». Il a été attaché au prince Mavroghéni, avant de pa ser au service de la Russie (Iorga Acte si fragmente, II, p. 346).

CCXXXVIII

Différends subsistant entre la Porte et la cour de Vienne

18 décembre 1793. — ...«Non è terminata ancora la controversia insorta tra la Porta e la Corte di Vienna, riguardo alla demarcazione de' limiti in Bosnia ed alla restituzione della fortezza di Hotzim. Malgrado la volontà e il desiderio del Divano di metter in esecuzione quanto è stato convenuto nel trattato di Sistow; la poca disposizione che fanno vedere i Bosniacchi di ubidire a'suoi ordini, mi fa credere che mediante la cessione di Hotzim alla Corte di Vienna, rimarrà il limite della Bosnia tal quale era prima della guerra». (E. 12—13).

CCXXXIX

Déposition de Georges Morusi drogman de la Porte et élévation de Callimachi

18 août 1794. — «Ha fatto [il Capitan-Pascià] deporre altresì il dragomano della Porta ¹⁾, l'oracolo del ministero ottomano, l'anima di tutte le sue deliberazioni. In fatti questo giovane era prieno di spirito, di conoscenze e di talento, ma presuntuoso, orgoglioso e tutto parziale de' Giacobini, la di lui influenza e credito, come Greco non piaceva in generale ai Turchi, molto meno al Capitan-Pascià, il di cui dragomano era il nemico dichiarato di quello della Porta. E stato rimpiazzato dal Sig. Callimachi, quale durante la guerra ha esercitato la stessa funzione. Questo è un buon uomo, ma senza talenti né credito alcuno. Si crede che non per molto tempo rimarrà dragomano della Porta e che verrà innalzato a qualche principato... Il Descorches ed il Mourad-gea ²⁾ hanno perduto nella persona del dragomano della Porta e di due di quei membri del consiglio esiliati un grande appaggio». (Vol. 238).

CCXL

Alex. Callimachi nommé prince de Moldavie, Morusi drogman

9 mai 1795. — «Il Bairam non ha prodotto verun altro cambiamento se non quello del Principe di Moldavia, quale è stato deposto ed in sua vece il Gran Signore vi ha destinato l'attuale dragomano della Porta Callimachi, al quale ha succeduto il Principe Morusi, lo stesso quale l'anno passato ne ha esercitate le funzioni. I suoi talenti e spirito sono noti, e la Porta avea gran bisogno d'un simil soggetto pel disbrigo degli affari». (Vol. 238).

¹⁾ Morusi.

²⁾ Dragomano della Svezia.

CCXLI

Les deux empires russe et ottoman fortifient leurs frontières respectives

10 décembre 1795. — «A misura che la Russia moltiplica i suoi mezzi di difesa lungo il Dniester, ora ha fatto costruire alcuni nuovi forti, anche la Porta cerca alla meglio a render difficile in una nuova guerra l'invasione del suo territorio e sonosi sollecitamente terminate sotto la direzione d'un ottimo ingegnere francese le fortificazioni di Bender, d'Ismail e di Akerman, ed ora anche quelle di Chilia, qual piazza soprattutto situata alle foci del Danubio è tutta nuova; dovendosi credere però il caso d'una rottura tra le due Potenze molto lontana e poco probabile se si esamina la posizione loro rispettiva ed i loro interessi ed affari in questo momento non suscettibili d'una seria discussione, non vedo alcun moto (almeno qui) quale indicar possa la minima apprensione». (Vol. 238).

CCXLII

Georges Morusi est de nouveau déposé et remplacé par Constantin Ypsilanti

25 août 1796. — «La deposizione del Reis-Efendi... ha avuto luogo la settimana passata, come ancora quella del dragomano della Porta, fedele suo consigliere e direttore. Il primo è stato rimpiazzato da un tal Rasih-Mehemed-Efendi stato ambasciatore della Porta in Pietroburgo; il secondo, dal figlio del quondam Principe di Valacchia Ipsilanti ¹⁾). La scelta di quest'ultimo è ottima, essendo uomo istruito, prudente e niente parziale finora del sistema francese, per quanto ho potuto giudicarlo nelle brevi conversazioni avute con lui in questi primi momenti». (Vol. 239).

CCXLIII

L'ambassadeur de France à Constantinople se met en rapports avec les émigrés polonais réfugiés dans les Principautés Danubiennes

25 octobre 1796. — «Ora Aubert-du-Bayet ha ordine di non scostarsi dalle traccie di quel abile suo predecessore ²⁾, di continuare a mantenere sempre vivo quel partito... ed a promuovere la conclusione del trattato d'alleanza si si sovente proposto. Nè tampoco deve perder di vista i mezzi di fomentare dei

¹⁾ Alexandre Ipsilanti, prince de Moldavie au début de la guerre de 1782—1792 Sur le sort de celui-ci et la situation de son fils, ainsi que sur la rivalité des Ypsilanti et des Morusi, voir Iorga: *Acte și fragmente*, II, p. 355.

²⁾ Raymond Verninac (1795—1796)

torbidi in Polonia ed a quest'effetto va a spedire il suo segretario affidato generale St. Cyr in Valacchia e Moldavia per esaminare quel confine, concertarsi con molti Polachi emigrati, che in quelle Provincie da qualche tempo ritrovansi e godono della protezione e soccorsi della Francia e vedere qual conto si può fare delle loro intelligenze, delle rissorse e speranze che possono avere in Polonia. Non pare che la Porta si dia per intesa di tali maneggi, nè sembra disposta di opporsi alla gita di quel commissario in Moldavia». (Vol. 239).

CCXLIV

[24 Septembre 1802].

«Traduction de la note de la Porte relative au nouveau règlement sur la Valachie et la Moldavie, remise à S. E. M. l'Envoyé, conjointement avec les deux Hatti-chériffs, concernant cet objet»

Il est notoire qu'il y a eu par le laps de tems de l'abus et de l'altération dans certaines stipulations antérieurement insérés, tant dans un firman suprême décoré du Hatti-chériff et émané l'an 1188 [1775] lequel contient le règlement des Provinces de Valachie et de Moldavie que dans un autre, également avec Hatti-chériff et donné l'an 1206 [1791] en renouvellement de celui qui était aussi émané, d'après le *Sened* délivré en l'année 1198 [1783], et comme les traités existant entre la S. P. et la cour de Russie lui donnent le droit et la prétention légitime d'intercession en faveur des susdites deux Provinces, le très haut ministre de Russie, notre ami, résident auprès de la Porte a représenté, d'ordre de sa cour, par une note, que, pour mieux assurer à l'avenir l'exécution des susdits stipulations, on demandoit aussi l'addition de quelques autres.

En conséquence, il y a eu plusieurs communications amicales avec le ministre susmentionné, Notre ami, sur ce qu'il fallait faire et l'objet a été traité dans une conférence; sur quoi, et d'après ce qui a été convenu et concerté, il est émané deux firmans décorés de Hatti-chériff, l'un pour la Valachie et l'autre pour la Moldavie, lesquels en confirmant les anciennes stipulations insérées dans les deux firmans, donnés aux époques précitées pour les susdites deux Provinces, renferment aussi certaines nouvelles stipulations qui ont été ajoutées aux anciennes.

Les deux susdites Provinces étant comme le grenier de ce haut Empire, il est évident que le bien être de leurs habitants et de leurs peuples, excite tout l'intérêt et la sollicitude de Sa Hautesse, ainsi donc la S. P. promet que toutes les stipulations anciennes et nouvelles, insérées dans les susdits firmans seront désormais exécutées ponctuellement, qu'il ne sera point permis que personne y contrevienne et qu'il sera apporté la plus parfaite attitude et vigilance à ce qu'elles servent désormais de règle.

C'est afin que notre ami le Ministre susmentionné notifie cette promesse à la Cour de Russie, l'amie la plus affectionnée de la S. P., que le présent

Takrir suprême a été rédigé et remis officiellement, conjointement à deux copies des susdits firmans.

Le 4 Dgemaziul — anir 1217 (24 septembre 1802).

De la part de Mahmond Reis-chef des Fiatibs (?) actuellement
(P, 41—44).

(L. S.)

CCXLV

Fuite du prince Alexandre Soutzo

26 juin 1802. — «Anche in Valacchia vi è stata una sollevazione ¹⁾. Prima di risaperne i motivi, la Porta ottomana l'ha sentita colla più viva pena, credendola legata ad un piano più vasto tra Pasvan-Oglù e Osman Pascià, ma si è ridotta a forzare l'ospodaro a rifugiarsi colla sua famiglia e tesori in Transilvania, essendosi resa insoffribile a quei popoli l'oppressiva sua amministrazione. Tutto pare tranquillo per ora in quel Principato, e la Porta ha ordinato al Principe di Moldavia di prenderne l'interino governo. Il Principe fuggiasco si è rivolto a questo ministro di Russia ed ha esposto al ministero ottomano i motivi che l'hanno indotto a cercar un asilo sul territorio austriaco, protestando della sua fedeltà e chiedendo grazia. Pare ch'il S.ignor Tomara ha parlato a suo favore e forse che la Porta gli permettera di ritornare in questa capitale». (Vol. 240).

CCXLVI

Idem

19 juillet 1802. — «La Porta non ha disposto ancora del Principato di Valacchia vacante per la fuga dell'ultimo Principe Suzzo, che ritrovasi tutta via sul territorio austriaco. Vi è apparenza che si ritirerà in Russia con i suoi tesori». (Vol. 240).

CCXLVII

Grâce accordée à Alexandre Soutzo. Constantin Ypsilanti prince de Valachie

29 septembre 1802. — La Corte di Russia ha ottenuto la grazia del Principe di Valacchia che si era ritirato in Transilvania, e la Porta gli ha dato per successore il Principe Ypsilanti ²⁾, quale, mediante la protezione della stessa Corte, conserverà quel principato almeno per cinque anni. (Vol. 240).

¹⁾ Ce ne fut qu'une fausse alerte, voir Iorga: *Acte și fragmente*, II, p. 366; Hurmuzaki *Suppl.*, I^o, p. 222.

²⁾ La cour de Prusse s'étaient aussi activement employée en faveur d'Ypsilanti (Iorga: *Acte și fragmente*, II, p. 370).

CCXLVIII

Pacification intérieure de l'Empire ottoman. Ascendant de la Russie dans les Principautés

23 septembre 1802. — «Sono intieramente cessati i torbidi della Romelia, ed il Pascià di Silistria ha preso possesso del suo governo... Anche le Provincie d Moldavia e Valacchia sono assicurate d'una lunga quiete, stante la diretta influenza che la Corte di Russia ha preso alla corte di quei Principati. Onde per ora la Porta si può lusingare d'aver superato i pericoli che non è guari minacciavano l'esistenza delle sue possessioni europee ¹⁾. (Vol. 240).

CCXLIX

Les cruelles répressions exercées par la Porte en Roumélie ont déterminé l'émigration en masse de la population dans les provinces méridionales de la Russie.

10 novembre 1804. — «I torbidi della Romelia sono cessati per ora, mercè le sanguinose esecuzioni dell'attual Pascia della Porta, quale, oltre il vigore col quale ha perseguitato i ladri e ribelli, ha spopolato distretti intieri ed ha forzato gli abitanti di abbandonare il paese. Molte famiglie, colla roba che hanno potuto salvare, si ripiegano verso le possessioni russe lungo il Dniester e, senza che la Porta vi metti ostacolo, vanno a popolare quei vasti deserti. Quella Potenza accoglie con premura questi utili emigrati e nulla risparmia per il loro stabilimento. I contorni di Odessa abbondano di queste colonie di sudditi ottomani e già se ne contano otto mila famiglie di rito greco». (Vol. 240).

CCL

Alexandre Soutzo est exilé à Rhodes

10 mars 1804. — «Detta Sublime Porta vien d'esiliare e mandare nel castello dell'Isola di Rodi Alessandro Suto, dianzi Principe di Moldavia, col di lui cognato Caragià, che era dragomano dell'Arsenale e Capitan Pascià, per segrete corrispondenze avevano in Valacchia». (Vol. 241).

CCLI

Soulèvement de la population à Rodosto et à Andrinople. Mutinerie de la garnison de Hotin

10 avril 1805. — «La Porta ottomana, temendo le più serie conseguenze della sollevazione insorta a Rodosto ed Adrianopoli, i cui abitanti, le armi alla

¹⁾ Le 26 mars 1803 Ludolf s'est embarqué pour Naples. Il est remplacé par Giac Marino, premier secrétaire, jusqu'au mois de juillet, date à laquelle il reprend ses fonctions

mano hanno ricusato di pagare i nuovi dazi imposti e di arrolarsi nelle truppe disciplinate, si è veduta costretta di desisterne ed il commissario da qui spedito in fretta per ristabilire la quiete ha dovuto pubblicamente approvare l'insolente condotta del popolo. Lo stesso viene di accadere colla guarnigione di Chotzim, composta di gianizzeri, quali hanno massacrato l'uffiziale incaricato di leggere il firmano imperiale per lo stesso oggetto, e sono tuttavia in piena insurrezione, e si teme non si estenda alle altre piazze forti di Bender, Ismail, Belgrado. Tanta baldanza d'una parte e debolezza dell'altra, basta per distruggere qualunque ben ideato piano del governo e per vieppiù accrescere lo spirito d'insubordinazione, soprattutto in Romelia». (Vol. 241).

CCLII

Une déléation serbe demande à la Porte les mêmes privilèges dont jouissent la Valachie et la Moldavie

25 juillet 1805. — «Gli abitanti della Servia, quasi tutti cristiani, già da molto tempo si trovano sotto le armi contro la guarnigione di Belgrado, quale, sempre insolente ed insubordinata, colle sue scorrerie sulle terre dei Serviani, li ha sforzati a difendersi ed a riunirsi sotto un capo, quale non solo in più incontri ha respinto gl'ingiusti aggressori, ma tiene bloccato Belgrado, e la Porta inutilmente ha impiegato la sua autorità per rapacificarli. In questo momento ritrovansi qui de' deputati di quella Provincia, venuti per trattare colla Porta della loro indipendenza e desiderio di adottare lo stesso governo stabilito in Valacchia e Moldavia. La Porta finora ha rigettato la loro domanda, ma, siccome viene appoggiata dal voto di quas cento mila uomini sotto le armi, è da supporre che vi acconsentirà. Anzi si prevede che, se non si affretta a contentarli si può temere che gli altri cristiani della Romelia, Bulgaria e Albania non seguano lo stesso esempio». (Vol. 241).

CCLIII

Mesures prises par la Porte pour soumettre les Serbes

25 octobre 1805. — «I deputati serviani... non solo non stati ascoltati, ma rimanda i con disprezzo e siccome quella popolazione ricusa di rientrare sotto l'ubbidienza assoluta del Gran Signore, anzi continua in armi, risoluta di difendersi insin all'ultimo, si sono qui prese le più vigorose misure per ridurli prima che abbino tempo di fare una comun lega cogli altri cristiani della Romelia e Albania. Da molto tempo l'Imperatore di Germania, i di cui confini si trovavano incomodati da si fatti disordini, offerto avea di ridurli, giacchè sembrava che la Porta non ne avesse i mezzi, ma non venne accolta questa offerta. Ora si sono formati de' magazzini di viveri, si è mandato un gran treno di artiglieria colle necessarie truppe e marcieranno anche i reggimenti

disciplinati all'Europea. Non sarebbe però fuor di proposito che la Porta si servisse del pretesto di ridurre quei ribelli per aver sui suoi confini un'armata pronta ad ogni evento. Non mancano tuttavia persone, quali cercano di avvalorare le differenze che qui a bella posta hanno sparso, ben atte a far colpo quando non se ne sa scoprire il nascosto veleno» ¹⁾. (Vol. 241).

CCLIV

Incertitude sur la situation en Occident

27 décembre 1805. —... «Verun corriere è arrivato da Vienna, nè dalla residenza dell'Imperatore di Germania. Si fatta privazione di notizie averate e d'offizio tiene quest'Internunzio Cesareo e tutto l pubblico nella massima agitazione. Anche la Porta ottomana è avvisata d'essere istruita delle importanti occorrenze del momento, e non pare che lo sia più di noi dalle corrispondenze de' Principi di Valacchia e Moldavia». (Vol. 241).

CCLV

Préparatifs de guerre contre les Serbes. — Froissements entre la Russie et la Porte. Arrivée prochaine du général Sébastiani à Constantinople

10 juin 1806. — «Dai dispacci che via di Corfù ho avuto l'onore di scriverle ai 20 Aprile e 12 Maggio, V. E. avrà rivelato l'ordine dato dalla Porta per la leva di 100 mila uomini. Questa si continua con tutta fretta e passano giornalmente dall'Asia numerosi corpi d'infanteria e cavalleria, quali vanno a formare il campo ordinato nelle vicinanze di Andrinopoli. Si arma anche la squadra ed infine si prendono le più pronte misure per metter le Provincie della Romelia nel miglior stato di difesa. I motivi di questi preparativi come l'ho già rassegnato, sono per ridurre i ribelli della Servia e per mantenere la neutralità di questo Impero che la Porta si è spiegata di voler difendere a ogni costo e contro qualunque Potenza che tentassi di violarla. L'ambasciatore d'Inghilterra ha avuto delle nuove spiegazioni molto serie colla Porta per il rifiuto positivo che ha fatto di rinnovare il trattato d'alleanza colla sua corte. Il linguaggio poi arrogante e poco decente di cui si serve ora l'attual ministero nelle sue comunicazioni col ministro di Russia, le innovazioni che si permette senza osservare le forme, nè i riguardi che si devono le Potenze tra di loro, e che specialmente sembrano dirette contro i Russi, come sono l'abolizione delle patenti di protezione ²⁾, la proibizione espressa ai sudditi ottomani di navigare sotto bandiera russa etc. tutte queste determinazioni prese

¹⁾ Allusion au chargé d'affaires français.

²⁾ Il s'agit des barats accordés aux drogmans sujets de la Porte.

bruscamente non solo hanno risvegliato l'allarme e la voce d'una rottura tra la Porta e la Russia, ma con ragione hanno motivato delle energiche dilucidazioni per parte del Sr. d'Italinsky, quale si ha riportato delle assicurazioni del desiderio della Porta di mantenere la pace ed amicizia col suo sovrano, non ha lasciato però di convincersi che il ministero abbandonandosi con troppa leggerezza ed imprudenza ai consigli di chi desidera di allontanare questa Potenza dai suoi alleati, soprattutto dalla Russia, non potrà con are d'ora innanzi nè sull'esecuzione esatta della sua alleanza, nè sulla sincera cooperazione nei piani ulteriori della sua corte. Ha rilevato altresì che la Porta malvolentieri vedrebbe d'ora innanzi il passaggio pe questo canale delle truppe russe e legni di guerra, quale comprometter potrebbe la sua neutralità. Da tutto ciò naturalmente nasce una diffidenza e raffreddamento, quale non si può prevedere ove anderà a finire...

Si annunzia qui per ambasciatore di Francia il generale Sébastiani, quale già è stato qui in Levante con una commissione ¹⁾... Viene anche spedito in Moldavia un agente di nome Reinhard stato ministro degli affari esteri a Parigi in tempo del terrorismo o del direttorio, non ne sono ben certo. Il di lui destino avrà certamente per oggetto d'invigilare gli andamenti della Russia, e forse di pescare nel torbido in Polonia». (Vol. 241).

CCLVI

Déposition des princes de Valachie et de Moldavie, Ypsilanti et Moruzi

28 août 1806. — ...«A requisizione espressa del generale Sébastiani, e prima ch'egli rimetta le sue credenziali, questo sovrano ha deposto inaspettatamente i due Principi di Valacchia e di Moldavia. Questi sono stati presi in mira dall'Imperatore Napoleone per esser stati colcati, suppongo, in quei Principati e protetti dalla corte di Russia, quale, interessandosi alla sorte di quelle popolazioni e dei magnati greci chiamati a governarle, era convenuta pochi anni addietro, con trattato espresso, tra altre condizioni a vantaggio di quelle provincie, che la Porta non avrebbe mutato i Principi che dopo sette anni. Ora la Porta senza aspettare il termine prefisso per la mutazione de' Principi attuali, senza prevenirne la corte di Russia e senz'altro motivo che la sola sua deferenza alla volontà della Francia, non ha esitato di permettersi una si manifesta infrazione del suo trattato con quella Potenza. La scelta de' successori sono per il Principato di Valacchia l'attual dragomano della Porta, e per quello di Moldavia un soggetto stato esiliato due anni addietro a requisizione della Russia per certe lagnanze contro di lui. Il cavaliere d'Italinsky viene di dar parte a Pietroburgo con corriere espresso di questo fatto e, dovendo domani

¹⁾ Sébastiani fut chargé en septembre 1802 d'étudier les ports de la Méditerranée, de Tripoli à St.-Jean-d'Acree, et de gagner les cheikhs du Caire. (Ed. Driault: *La politique orientale de Napoléon* p. 25).

avere una conferenza col Reis-Efendi, viva e seria certamente sarà la discussione. L'Imperatore di Russia, essendosi costantemente dimostrato buono e leale alleato della Porta ottomana, se consulta in quest'occorrenza la sua dignità, deve trovarsi vivamente offeso di si fatta mancanza ai riguardi e considerazione per la sua persona e trattati, e dovrà unire questo nuovo gravame a molti altri che tiene già a carico della Porta». (Vol. 241).

CCLVII

Note de protestation de la Russie pour la déposition des princes de Valachie et de Moldavie

10 octobre 1806. — ...«I serj dissapori insorti tra la Russia e la Porta ottomana, di cui ho fatto parola a V. E., sono nella massima crisi. Il cavaliere Italsky ha avuto ordine di dichiarare alla Porta in una nota «che l'Imperatore suo Padrone, «vivamente rissentendosi delle offese che la Porta si è permesso verso la sua «persona e della violazione non provocata dei trattati, ne esigeva alta e pronta «soddisfazione, ed in mancanza il ministro suddetto chiedeva de' passaporti «per ritirarsi immediatamente con tutta la sua legazione «a di lui presenza qui «essendo incompatibile cogli oltragg a' quali si vede esposto alla gio nata». Questa breve ed energica nota è stata presa nella più seria considerazione dal nuovo ministero della Porta. L'ambasciatore d'Inghilterra è stato premurosamente chiamato a conferenza domenica scorsa ed il Reis-Efendi, volendo in certa maniera scusare la condotta della Porta e quanto in essa la Corte di Russia trova di offensivo, ha dato ad intendere che la posizione della Porta, critica e difficile al sommo, richiedeva la più seria sua attenzione di non provocare veruna Potenza e di vivere in pace e buon'armonia con tutte; che sarebbe pronta a dare delle soddisfazioni e riparazioni alla Russia se credesse d'averla offesa e se fossero compatibili col sistema di neutralità e d'indipendenza che ha adottate. L'ambasciatore d'Inghilterra, poco edificato di questa spiegazione non ha mancato di osservare al Reis-Efendi, che un simile sistema della Porta era affatto opposto non solo ai suoi impegni e riguardi verso la Russia, ma inammissibile nella posizione attuale delle cose e che doveva decidersi a scegliere tra l'amicizia della Francia o l'inimicizia delle corti alleate, non nascondendole che *la Corte di Londra farà causa comune colla Russia*. Molti altri ragionamenti ha esposto il Sr. Arbuthnot per persuadere il Reis-Efendi della perfidia della Francia e dell'immancabile rovina che minaccia quest'Impero se il Gran Signore si abbandona e si confida alle illusorie promesse di Napoleone...

Già secondo gli avvisi pervenuti, 60 mila Russi sono pronti lungo il Dniester ad invadere la Moldavia; tutte le forze marittime nei porti del Mar Nero sono preparate; in poco tempo ponno comparire, forzare il canale e dar qui la legge. Il rischio che qui si correrebbe, dovrebbe fare impressione ed influire sulle ultime risoluzioni da prendersi». (Vol. 241).

CCLVIII

La Porte demande la médiation de l'Angleterre pour l'arrangement de son différend avec la Russie

II octobre 1806. —...«L'abboccamento che il dragomano della Porta ha avuto ieri giorno coll'ambasciatore d'Inghilterra a nome del Ministero ottomano è stato relativo al desiderio della Porta di poter conciliare amichevolmente le serie discussioni insorte colla corte di Russia e la soddisfazione che questa alta mano esigge nella nota presentata dal suo ministro per la condotta offensiva della Porta, soprattutto pe l'infrazione del trattato relativamente alla deposizione de' Principi di Moldavia e Valacchia, pretendendo come preliminare della buona armonia da ristabilirsi che la Porta non solo richiami i due Principi nuovamente eletti, ma rimetta sui loro posti i Principi deposti. Questa proposizione fatta contemporaneamente alla nota presentata dal S. d'Italinsky... è stata trovata sì dura e vergognosa, e porta seco un tale aspetto di debolezza per parte di questo Sovrano se vi si presta che tutti i membri del Divano l'hanno trovata lesiva all'infinito alla dignità e considerazione del loro Sovrano ed in conseguenza hanno dato l'incombenza al dragomano della Porta di pregare il S. Arbuthnot d'interporre gli amabili suoi ufficj e persuasive per farne desistere il ministro di Russia, protestando che la Porta per amore della pace e per dare a l'Imperatore una non equivoca testimonianza del suo desiderio di prestarsi a quelle soddisfazioni adeguate all'offesa che crede di aver ricevuto per la deposizione de' Principi, è pronta a richiamare quei nominati e già partiti pel loro destino, se non sono graditi da S. M. I. e di metter in lor vece due personaggi di sua scelta, ma che il Gran Signore troppo comprometterebbe la sua considerazione e non si può decidere di rimettere in quei Principati due individui, che si sono resi odiosi e sonosi attirati il suo sdegno, soprattutto l'Ipsilanti, che ha tradito gl'interessi statigli affidati, come la sua condotta posteriore lo prova. L'ambasciatore d'Inghilterra riferì questo messaggio al Cav. d'Italinsky, ma bisogna supporre che le sue istruzioni ed ordini sono troppo precisi per scostarsene, onde ha rigettato assolutamente il modo di conciliazione propostogli dalla Porta e continua ad accelerare i suoi preparativi di partenza». (Vol. 241).

CCLIX

La Porte donne satisfaction à la demande de la Russie en réintégrant les princes déposés

20 octobre 1806. — «In continuazione dell'importante assunto relativo alla discursione pendente tra la Corte di Russia e la Porta ottomana... ho la viva soddisfazione di soggiungervi quest'oggi per la stessa strada, che tutto è appianato ed il trionfo della Russia, come l'umiliazione della Porta, è al suo colmo. La fermezza colla quale il ministro di Russia ha continuato a sostenere

a nome del suo Sovrano la domanda d'una solenne soddisfazione per la violazione del trattato e minacciando in mancanza d'una pronta partenza e dell'invasione immediata delle truppe russe nelle Provincie limitrofe; l'energia e l'attività colla quale l'ambasciatore d'Inghilterra ha secondato e appoggiato i passi del suo collega, minacciando anch'egli il blocco de' Dardanelli da una squadra inglese e la distruzione delle forze marittime ottomane che ora ritrovansi in commissione nel Arcipelago, tutto ha contribuito a portar a buona fine si seria discussione, malgrado la più viva opposizione e ripugnanza di alcuni membri del consiglio di Stato del partito francese, quali per colorire l'imprudenza impardonabile d'aver compromesso il riposo dell'Impero, non volevano dar la mano all'avvilimento del loro Sovrano. Ma il Gran Signore, convinto che la sua dignità, anzi richiedeva di riparare la violazione del trattato, si è prestato senza restrizione ad accordare la giusta riparazione ed adeguata all'offesa che l'Imperatore di Russia esigeva. In conseguenza sono stati richiamati i nuovi Principi di Valacchia e di Moldavia, quali a mala pena sono colà arrivati, e si sono confermati nel loro posto i due deposti e protetti dalla Russia secondo il trattato. Il Principe Morusi, arrivato sono pochi giorni, ha avuto ordine di allestarsi per ripartire e si è spedito per lo stesso effetto un corriere al Principe Ipsilanti, quale rifugiato erasi a Caminiek nel territorio russo. Questa risoluzione è stata comunicata al Cav. Italinsky in una conferenza, alla quale è stato invitato il 15 corrente, ed il Reis-Efendi vi ha poi unito quelle espressioni di scusa e di amicizia le più proprie a dissipare il risentimento dell'Imperatore di Russia ed a confermare la buona armonia ed osservanza dei trattati. Il S. d'Italinsky, da canto suo, deve essersi spiegato nel senso che richiedeva la circostanza e soprattutto la posizione degli affari di Europa. Si sono spediti subito de' corrieri per annunziare la continuazione della pace, rassicurare i sudditi e riprendere l'amichevole corrispondenza si bruscamente ed inaspettatamente intervolta». (Vol. 241).

CCLX

Protestation de Sébastiani contre les concessions faites à la Russie

10 novembre 1806. — «Intanto l'ambasciatore di Francia, non potendo consolarsi della risoluzione presa dalla Porta di accordare alla Corte di Russia la giusta soddisfazione per l'infrangimento del trattato, ha chiesto giorni passati una udienza particolare a questo sovrano, nella quale ha reclamato l'effetto della promessa imperiale datagli da S. M. di abbandonarsi senza riserva alla amicizia della Francia e di condursi coi suoi vicini colla dignità che conviene all'Impero ottomano ed alla sua indipendenza. Il Gran Signore ha avuto la condiscendenza di giustificare i motivi che l'hanno impegnato a richiamare i nuovi Principi nominati ad istigazione di lui ambasciatore, nominazione lesiva agli articoli del suo trattato colla Russia e che i colpevoli ministri, che ha deposto, hanno disprezzato e violato. Il Sébastiani, non contento di questa spiegazione, si permise una viva sortita contro il ministero ottomano attuale,

ma il dragomano della Porta ricusò di farne l'interpretazione, onde l'ambasciatore terminò con dire che la Francia riguarnerà le Provincie di Valacchia e Moldavia come provincie russe ed in conseguenza come territorio nemico. Ha portato più oltre ancora la sua baldanza con altre declamazioni ed il Gran Signore è rimasto sì dispiaciuto di tale abboccamento, che ha risoluto irrevocabilmente di mai più accordare simili private udienze, del tutto contrarie all'eticheta di questa corte.

CCLXI

*Déclaration de guerre de la Porte à la Russie. Prise de Bucarest par les Russes.
Ascendant de Sébastini*

22 janvier 1807. — «Ho avuto l'onore di annunziare a V. E. la rottura tra la Porta Ottomana e la Corte di Russia, ed i motivi di sì inaspettato avvenimento, quali maggiormente vengono delucidati nel manifesto che la Porta ha emanato per giustificare il partito che ha preso di dichiarare la guerra a quella Potenza..., quale (eccettato l'occupazione de' due Principati) mi pare molto debole di prove contro la Russia. Mi viene assicurato di buon canale che malgrado tutte le insistenze del Sébastiani ed il forte partito che la Francia ha nel divano, le persone attaccate alle due Corti aleate ¹⁾ avrebbero potuto trovare i mezzi di continuare la pace colla Russia, la Porta avendo dato una convincente prova nel mese di ottobre di quello suo desiderio, se quella corte avesse giustificato e spiegato più onorevolmente per la Porta si fatta invasione e se non avesse lasciato (il che è molto singolare) senza la minima istruzione relativa a quello fatto ed alle sue intenzioni il cavaliere Italinsky, il che ha deciso qui il successo dei Francesi. Non tocca a me certamente d'indagare i motivi che hanno impegnato la Russia d'invadere il territorio ottomano e se gli conviene d'avere un nemico di più alle spalle, checchè debole sia, e di procurar questa diversione alla Francia. Tutto dipende dai successi che la Provvidenza accorderà alle sue armi. Le operazioni militari in Polonia fin'ora s'ignorano; ma si fanno quasi a vista e nelle vicinanze della Vistola le armate belligeranti. Siamo all'oscuro di molti fatti interessanti, per l'irregolarità e ritardo de' corrieri e per l'intercessione totale d'avvisi diretti dalla Russia.

Non abbiamo potuto verificare ancora con precisione il numero delle truppe russe che sono entrate nei Principati di Valacchia e Moldavia. Quello 140 mila huomini che ho annunziato a V. E. e che mi è stato specificato dal Sig Italinsky pare molto esagerato ed è più probabile supporre che l'invasione si è fatta con poche truppe e che a misura della resistenza che non si credeva d'incontrare si andranno crescendo le forze, se lo permettono le operazioni contro i Francesi. Intanto i Russi si sono impossessati anche di Bucarest, capitale della Valacchia, e vi hanno ristabilito il Principe Ipsilanti sotto la protezione dell'Imperatore della Russia e si è fatto prestare il giuramento di fedeltà degli abitanti

¹⁾ La Russie et l'Angleterre.

dei due Principati. La Porta ha confiscato i beni che qui possedeva, ed il di lui padre ottogenario viene di morire nella carcere, ove è stato precipitato.

La piazza d'Ismail non si è resa, anzi la Porta ha l'avviso che il corpo russo che si è avvicinato di quella piazza è stato respinto con perdita. Non pare che i Russi facessero delle disposizioni per passare il Danubio, senza dubbio dovendo aspettare de'rinforzi, ma si dice che i Serviani hanno preso Belgrado, il che sarebbe un ottimo acquisto per le ulteriori loro operazioni. Un brik di guerra della stessa nazione, spedito da Odessa dopo l'invasione della Moldavia, è intrato in questo canale ed è stato fermato...

La Porta in questa guerra fonda delle gran speranze sull'insurrezione de'Polacchi e sulle ulteriori vittorie di Napoleone che Sebastiani gli promette per certo; egli è ora l'anima de'consigli e delle operazioni degli Ottomani e questi manifestando qualche scoraggiamento ed inquietudine sull'esito della campagna, ricordandosi dei continui rovesci che hanno provato nelle passate guerre, mette tutto in opera per incoraggiarli, per esaggerare le immense risorse della Francia, l'irresistibile ascendente del suo sovrano, la certezza di batter i Russi, come ha battuto i Prussiani, e di rimettere i buoni suoi alleati gli Ottomani in uno stato d'indipendenza, di lustro e di regenerazione che solo dall'amicizia ed interesse d'un tal conquistatore può sperare. Malgrado molte falsità di cui potrebbe astenersi il suddetto ambasciatore e che sparge quando le trova utili alle sue viste e che si facilmente si potrebbero rifiutare, tal'è ciò nonostante l'ascendente che si è acquistato, tale l'abbandono della Porta ai suoi consigli ed all'appoggio promessole da Napoleone che ciecamente viene ricreduto e molto mal accolto sarebbe quel membro del divano, quale, conoscendo i veri interessi di quest'Impero, volesse far rilevare la verità onde pieno di fiducia ed ammirazione per quel Sovrano, non dubbita della sua lealtà ed ulterior buona sorte, e continua con maggior attività i suoi preparativi di guerra per difendersi e far causa commune con quel formidabile suo alleato.

Il campo ottomano si va formando sulle sponde del Danubio colle truppe che dell'Asia si aspettano e con quei corpi di gianizzeri partiti da questa capitale, e quali cammin facendo si vanno ingrossando colle reclute che vi si uniscono. E difficile, quasi impossibile di dire a quanto potrà ascendere l'armata ottomana... ma conta per certo sopra 150 mila uomini. Le truppe disciplinate all'Europa, che si ponno far ascendere da 10 a 12 mila uomini in questi contorni, non marcieranno, troppo grande essendo l'animosità che contro di loro hanno i gianizzeri, per farli combattere assieme. Il Sébastiani promette un forte corpo di truppe francesi che della Dal'mazia passeranno per la Bosnia e si riuniranno agli Ottomani, ma sappiamo che i Bosniaci hanno dichiarato alla Porta che non vogliono accordare il passaggio a truppe straniere per il loro territorio. Il visir, alla testa di tutto il ministero, secondo l'uso di questa Corte, partirà nel mese di marzo per comandare l'armata e già si sono nominati i sostituti che durante la sua assenza rimarranno qui al governo». (P, 41—44; vol. 241).

CCLXII

Ultimatum anglais

Février 1807. — «Non è stata senza fondamento la grande inquietudine dimostrata dalla Porta ottomana per la minaccia fattagli da quest'ambasciatore d'Inghilterra, che la sua corte avrebbe fatta causa comune colla Russia nella guerra tra le due Potenze. Il Sig. Arbuthnot, dopo l'arrivo d'un corriere da Londra ed una ben viva conferenza col Reis Efendi, ha presentato al Divano una memoria di 13 pagini. In questa memoria, esponendo un'infinità di gravami relativi alla condotta della Porta, alla sua mancanza di riguardi in più occasioni, verso la sua persona, la preferenza data all'ambasciatore di Francia e sua apperta parzialità per quella Potenza, dichiara che la sua Corte, concorrendo in tutti i piani della sua alleata la Russia, l'assisterà in questa sua guerra contro la Porta con delle rispettabili forze marittime, che si vedrebbe ciò nonostante suo malgrado forzata di venire alla dispiacevole estremità di principiar le ostilità, quali produrrebbero il più gran danno all'Impero e saranno la rovina di questa capitale; che dipende dalla Porta di conservar l'amicizia dell'Inghilterra e di allontanare questi mali e quelli che minacciano ancora dall'insaziabile ambizione di Napoleone; se si vuole decidere immediatamente a cambiar condotta, a far cessare le ostilità contro la Russia e rinnovare la sua alleanza con quella corte e la sua, ed a rimandar dai suoi Stati l'ambasciata francese, promettendo in questo caso di far evacuare le Provincie invase dalla Russia. È naturale supporre quanto è stata dispiacevole la sensazione prodotta da questa memoria e dalla minaccia della guerra con una Potenza che ha sì potenti mezzi di mettere il piano in esecuzione, se realmente lo tiene, di forzar i Dardanelli e venir dar la legge sotto le mura di questa capitale... Il Sig. Arbuthnot, abbandonando la Porta alle serie riflessioni che sì allarmante dichiarazione ha prodotto, senza manegarli altrimenti, senz'aspettare qualche determinazione del Gran Signore, con universale sorpresa, la sera di 29 di nascosto si è imbarcato sopra una fregata di sua nazione che era nel porto e quale ha lasciato sin'anche la sua ancora ed ha fatto vela per riunirsi alla divisione dell'amiraglio Louis ¹⁾ stazionata tra la costa di Troja e l'isola di Tenedos. Ha condotto seco gl'individui di sua legazione e tutt'i mercanti inglesi che ha invitato in quell'istante a rendersi a bordo, lasciando le loro famiglie, interessi ed effetti in abbandono. Non si sa spiegare il motivo di sì precipitosa partenza, a meno che non si possa attribuire al timore d'esser arrestato qui dalla Porta come ostaggio per rispondere della sicurezza della capitale da lui minacciata d'un bombardamento». (P, 41—44; Vol. 241).

CCLXIII

Absence de nouvelles sur les opérations en Valachie

8 février 1807. — «Manchiamo di più poste da Vienna, onde nulla d'accertato sappiamo sulle operazioni de' Russi in Valacchia; pare che si sotengono

¹⁾ Contre-amiral Thomas Lewis.

nelle loro posizioni, anzi si pretende che hanno preso possesso d'Ismail, Galatz ed altri forti lungo il Danubio dopo diversi sanguinosi incontri cogli Ottomani. I diversi commandanti turchi hanno chiesto de' rinforzi per passare il Danubio, ed il Gran Visir si prepara a partire il mese entrante». (P, 41—44).

CCLXIV

La flotte anglaise paraît devant Constantinople

10 mars 1807. — «Mi viene supposto, e non so su qual fondamento, che la Porta ha sospettato che si fatte minaccie d'una rottura coll'Inghilterra erano semplici dimostrazioni del Sig. Arbuthnot per ottenere il suo intento col timore, non potendo persuadersi che quella corte seriamente volesse far la guerra alla Porta senza apparente motivo... Non è stata però di lunga durata questa lusinga... giacchè... la matina del 21 caduto con fresco scirocco si videro comparire sette navi di linea, una fregata e due corvette inglesi, divisione comandata dal ammiraglio Duckworth, trovandosi anche al suo bordo il Sig. Arbuthnot, ed ancorò fuori tiro.

Non abbiamo potuto sapere con esattezza come si è effettuato il passaggio de'Dardanelli, diverse essendone le versioni; ma pare dalla relazione che ne ha data un ajutante di campo del generale Sebastiani, che colà si è trovato, che nè gli ordini dati e providenze prese, nè le truppe destinate per la difesa de' Castelli hanno fatto la minima resistenza; una sola batteria di dodici cannoni ha fatto fuoco, ma quello di vascelli inglesi ben presto ha disperso le truppe ed i cannonieri. Una nave di lienea e cinque fregate ottomane che vi erano ancorate sono state incendiate». (Vol. 241).

CCLXV

Craintes de voir les Serbes se joindre aux Russes

10 Avril 1807. — «Nulla di ben accertato sappiamo sulle operazioni militari in Valacchia. Vi sono stati diversi incontri sotto Ismail e Giurgevo, e secondo le relazioni che ne sono parvenute alla Porta, tutti sono stati a favore degli ottomani, questi però non si sono allontanati da quella piazza, nè dalle sponde del Danubio aspettando l'arrivo del visir col grosso dell'armata. Pare che gl'insurgenti Serviani, dopo la presa di Belgrado ed il massacro della guarnigione Ottomana, hanno riunito una rispettabile forza e si teme che abbiano l'intenzione di dar la mano ai Russi. Questo loro piano dà qui qualche inquietudine e si crede che il visir ha ordine di opporvisi. Le disposizioni in generale dei sudditi greci danno molta diffidenza al governo, quale li osserva con vigilanza ed ha creduto necessario di disarmarli in questa capitale, non so se ha ordinato la stessa misura altrove».

CCLXVI

La Porte attend des secours français pour pacifier les Serbes

Avril 1807. — «La Porta non è molto tranquilla sulle sue operazioni di guerra. Il Capitan-Pascià, malgrado la superiorità delle sue forze, non ha ardito sortire da' Dardanelli per misurarsi con i Russi, quali fanno delle scorrerie poco decisive ne' contorni e vorrebbero sollevare i Greci. I Serviani hanno inalberato lo stendardo russo su la piazza di Belgrado e fanno ulteriori progressi verso il Danubio. La Porta vorrebbe veder arrivare (senza riflettere al pericolo) il soccorso francese promesso dalla Dalmazia per opporlo a quest'insurgenti, e se quelle truppe vengono, senza dubbio da essa saranno sussidiate. Le operazioni in Valacchia vanno lentamente, perchè i Russi hanno deboli mezzi e che aspettano de' rinforzi, o di entrare in comunicazione co' Serviani. Della spedizione inglese non si sente altro ed è molto singolare tutto quell'operato; non è ancora di ritorno il corriere turco spedito a Londra. La Porta sembra decisa a non far la pace che di concerto colla Francia, a meno di avvenimenti non preveduti». (Vol. 241).

CCLXVII

Concentration des forces turques sur le Danube

25 mars 1807. — «Porzione della flottiglia russa di Nicolaew, dicesi che ha rimontato il Danubio e si è portata sotto Ismail per secondare le operazioni delle truppe di terra. Si sa l'armata ottomana radunata sulle sponde del Danubio e, se devo prestar fede alle pubbliche asserzioni, il numero delle truppe che finora la compongono è di cento mila uomini, quelli hanno ordine di passare quel fiume in tre collone e portarsi in Valacchia, ove il generale Michelson ha concentrato a Bucarest le sue forze e si crede che da Odessa ha ricevuto de' rinforzi». (Vol. 241).

CCLXVIII

Les Turcs reprennent Bucarest. La maison de campagne d'Ypsilanti confisquée

25 juin 1807. — «I Russi hanno evacuato Bucarest ove sono entrate le truppe ottomane; queste mettono a profitto la debolezza dei loro nemici e forse la poca armonia che regna tra i loro generali...

La Porta, tempo fa, avendo confiscato i beni del Principe Ypsilanti e tra gli altri una bella casa di campagna con vasto giardino, situata sul canale del mar Nero ne ha fatto dono all'Imperatore Napoleone per servir d'abitazione ai suoi ambasciatori durante la bella stagione». (Vol. 241).

CCLXIX

Reprise de Bucarest par les Turcs

5 juillet 1807. — «Rapporti venuti dal campo del Visir tuttavia parlano dell'entrata degli Ottomani a Bucarest senza dettagli circostanziati. Così anche si dice che verso Rimnik vi è stato un vivo combattimento, in cui il corpo di truppe turche, che, da quella parte ha attaccato i Russi, è stato battuto e forzato di ripassare il Danubio. Pare anche che le operazioni contro la piazza d'Ismail si continuavano per parte dei Russi». (Vol. 241).

CCLXX

Jonction des Serbes et des Russes

10 juillet 1807. — «Gli insurgenti Serviani si sono portati sotto Vidin e si è effettuata la loro comunicazione con una porzione delle forze russe di Valacchia. Non si dubita che il visir non distacchi qualche forte corpo per obbligare i Serviani a ritirarsi. La piazza d'Ismail colle ultime notizie pervenute era vivamente bombardata e pare che si facevano per parte degli Ottomani tutt'i sforzi per ben difenderla. Non si può sapere di certo se questi sono realmente già entrati in Bucarest ed in tutto non pare, malgrado la grande loro superiorità, che abbino potuto tentare finora delle operazioni molto decisive contro i Russi. Forse anche nel campo ottomano non regna la più perfetta armonia e concordia». (Vol. 241).

CCLXXI

La Porte traite de la paix sans la médiation de Napoléon

Septembre. — «Forzata da Sébastiani, la Porta ha non solo accettato l'armistizio colla Russia, ma bensì di più di mandare dei plenipotenziari a Parigi per trattare della pace sotto la mediazione di Bonaparte. Il sultano Mustafà, all'esempio del suo predecessore, è tutto per il partito francese». (P, 41—44).

CCLXXII

La Porte se défie des promesses de Napoléon

Octobre, novembre et décembre. — «La Porta, soggiogata dalla Francia, continua però a temere che tutte le promesse di Bonaparte per concludere la pace colla Russia, i quali in vece di ritirare le loro truppe ¹⁾ hanno preso nuove posizioni militari, si ridurranno a niente». (P, 41—44).

¹⁾ En marge, avec un signe d'interpolation après «truppe», les mots: «Moldavia e Valacchia».

CCLXXIII

La Porte, trompée par les promesses de Napoléon, se prépare à la guerre

Janvier, février, mars, 1808. — «La lusinga che aveva la Porta di conseguire una pace onorevole colla Russia, sotto la mediazione della Francia, poco a poco si svanisce ed, avendo rilevato che senza il sacrificio della Moldavia e Valacchia non otterrà la medesima, si va preparando a continuare la guerra, indisposta molto, come la deve essere, della mala fede di Bonaparte, ma pronta piuttosto a metterlo nel numero dei suoi nemici piuttosto che di sottoscrivere una pace a tali condizioni». (P, 41—44).

CCLXXIV

Napoléon dégagé de ses promesses par les révolutions de Constantinople

Juillet. — «Bonaparte, non avendo con atto pubblico riconosciuto Mustafa, si crederà sciolto dai suoi impegni e non si opporrà forse al desiderio d'Alessandro di appropriarsi i due Principati e la Servia. I Turchi, non si fidando più alle parole e promesse della Francia, faranno la guerra colla Russia». (P, 41—44).

CCLXXV

La Porte ne veut pas conclure la paix au prix des Principautés Danubiennes

Septembre. — «La Porta resta decisa a non fare le pace, se la perdita de. due Principati e l'indipendenza della Servia ne deve essere la conseguenza» (P, 41—44).

CCLXXVI

La Porte désigne des plénipotentiaires pour traiter de la paix

Décembre. — «In queste circostanze calamitose ¹⁾ la pace della Porta colla Russia sarebbe di gran vantaggio ed ha quello governo acconsentito a mandare dei plenipotenziari per trattare dell'istessa, secondo il desiderio della Russia, sia a Bucoreste o Iassi». (P, 41—44).

CCLXXVII

La convention d'Erfurt et la Porte

Janvier 1809. — «La mediazione della Francia, riservatasi a Tilsit per combinare la pace tra la Russia e la Porta, viene a Erfurt d'essere annullata las-

¹⁾ La révolte des janissaires (14 nov.) et la mort du grand-vizir.

ciando B[onaparte] il campo libero alla Russia di far quel che gli sembra buono e riconoscendo le possessioni che la Russia acquisterà sopra la Porta, sia per una negoziazione, sia per un seguito della guerra. Ora mi pare il momento che la Porta smascherasse la condotta della Francia. La Porta deve vedere chiaramente che questo è il momento di agire con prudenza e fermezza colla Russia per sostenere la sua posizione verso la Francia ed evitare, se possibile, la rottura colla Russia, a quello deve tendere le sue viste e legarsi un momento prima coll'Inghilterra per combinare le necessarie diversioni anche a favor della Spagna ed acquistarsi un potente appoggio. I ministri russi influenti, invece di profittare degl'imbarazzi attuali che gli affari di Spagna danno a Bonaparte, hanno preso il partito di voler contentare la nazione con delle conquiste turche». (P, 41—44).

CCLXXVIII

La paix anglo-turque

Février 1809. — «In conseguenza di tutto ciò, la Porta si è affrettata di concludere la pace coll'Inghilterra, ed il Sig. Adair giunse in Constantinopoli ai 27». (P, 41—44).

CCLXXIX

La Russie, protestant contre la paix anglo-turque, rompt les négociations avec la Porte

Mars 1809. — «Intanto un ufficiale russo, spedito da corriere all'Incaricato di Francia dal Principe Prosorowsky, è giunto in Constantinopoli nella notte de' 19. L'oggetto della premurosa spedizione di quell'ufficiale è il seguente: l'Imperatore di Russia da 15 giorni incirca era istruito della conclusione della pace tra la Porta e l'Inghilterra quando (si suppone alla requisizione dell'ambasciatore francese Caulincourt) diede ordine al Principe Prosorowsky con una lettera autografa arrivata in 7 giorni a Iassi, non solo di sospendere immediatamente le conferenze, se già fossero principiate, per la negoziazione di pace colla Porta, ma di spedire senza perder un momento un corriere in quella capitale per dichiarare alla Porta il vivo irritamento e dispiacere che in lui risvegliò la pace coll'Inghilterra; che l'ammissione del Sig. Adait era riguardata da S. M. I. una rottura dell'armistizio; di esigere per preliminar assoluto e condizione della pace da negoziarsi la rimossione del suddetto negoziatore, annullando il trattato fatto colla sua Corte e di non accordare al Divano che due giorni per la finale sua risoluzione, dalla quale dipenderà la riconciliazione tra i due Imperj o la ripresa delle ostilità. Si brusca ed inaspettata dichiarazione venne consegnata al Reis Efendi dal suddetto ufficiale accompagnato dall'Incaricato francese il 21 corrente... Unanime è stata la risoluzione corroborata dalla sentenza legale del Mufti che l'Inghilterra avendo desiderata la

pace, la Porta gliel'ha accordata e non avendo dato motivo di romperla, la Porta è decisa a osservarla e mantenere il trattato... L'ufficiale russo è partito con quella risposta... L'armata russa che ora occupa le tre Provincie si fa ascendere a 60 mila homini incirca, ed i Serviani senza dubbio agiranno di concerto. Checchè brillanti sieno i piani di conquista ideati a Erfurt o a Pietroburgo a spese della Turchia, si può credere che non si facilmente si realizzeranno». (P, 41—44).

CCLXXX

Echec russe devant Giurgiu

Avril 1809. — «Ricevuto il S. Prosorowsky la risposta della Porta, face avanzare un corpo di 12 mila uomini con ordine di attaccare la fortezza di Giurgevo, ma andò fallita l'impresa. Principiate in questo modo le ostilità, la Porta ha emanato un firmano per sospendere la navigazione del Mar Nero per tutte le nazioni. Questo recritto equivale ad un manifesto. L'incaricato di Francia, quale crede che questa misura sia stata consigliata dal Sig. Adair, ha presentato delle note molto forti alla Porta per impegnarla a revocar quell'ordine ch'egli considera, dice, come una dichiarazione di guerra. Ma la Porta resta finora ferma sul partito preso; anche porterà non poco pregiudizio al commercio russo». (P, 41—44).

CCLXXXI

Mesures de défense prises par le grand-voizir

Mai 1809. — «Il visir Iusuf Pascià fa sfilare delle truppe e si prendono tutte le misure per fare una valida resistenza, ma non si può sapere a quanto potrà ascendere l'armata turca». (P, 41—44).

CCLXXXII

Ardeur guerrière des Turcs

Juin 1809. — «Il visir si metterà in moto questi giorni con i gianizzeri. 40 mila uomini ne somministra questa capitale e quello numero crescerà, secondo l'uso, camin facendo. Andando felicemente finora le operazioni contro i Russi e Serviani, questi successi vieppiù accrescono il coraggio delle milizie, tanto più che i Russi, dopo le ultime loro disfatte sotto Giurgevo e Ibrail, rimangono inoperosi e pare, da certi movimenti che si osservano, che insensibilmente si vanno ritirando dal Danubio, il che dà qualche apprensione che volendoli tener sulla defensiva da questa parte, l'Imperatore N[apoleone] è disposto al funesto partito di soccorrere il suo alleato. Ma se indebolirà la sua armata sul

Danubio, i Turchi certamente ne profitteranno e se fanno il loro dovere e si portano avanti con quella attività e energia, che vien loro vivamente inculcata da' Ministri di Vienna e d'Inghilterra, far potranno molto male ed esser utili all'Austria». (P, 41—44).

CCLXXXIII

L'escadre turque prête pour l'offensive

Avût 1809. — «Si crede l'armata turca sia raunata a quest' ora sulle sponde del Danubio ed ha ordine di prendere immediatamente l'offensiva. Porzione delle forze ottomane continuano a misurarsi con buon successo contro i Serbiani. I venti contrarj trattengono tuttavia in questo canale la squadra ottomana. Più la stagione avanza e più è da temere che i tempi burrascosi, i pericoli di quel mare e l'inesperienza di questa marineria non sospenda affatto i piani formati contro quei stabilimenti russi del Mar Nero, che potevano avere un pieno successo, se la Porta avesse cercato a profittare con più attività dell'imbarazzi di quella Potenza e dell'impassibilità in cui sembra trovarsi di provvedere con efficacia alla difesa di provincie sì lontane come la Crimea, il Cuban e la Georgia». (P, 41—44).

CCLXXXIV

Les Russes passent le Danube à Galatz; mesures de défense du grand-vizir

Septembre 1809. — Intanto i Russi hanno passato il Danubio a Galatz con un corpo di 30 mila uomini in circa, comandati dal generale Bragation; fortificatisi a Babadag, vi lasciarono un certo numero di truppe per proteggere il ponte e la ritirata in caso di bisogno e, colle rimanenti forze, si vanno avvicinando a Varna, ... dando il guasto al paese. Le popolazioni di quei contorni si rifugiavano con i loro effetti a Varna, e molte di quelle famiglie si vedono arrivare alla giornata qui... La mossa dei Russi da questa parte del Danubio molto inquieta la Porta e si rende tanto più singolare che hanno lasciato alle spalle le importanti fortezze d'Ismail e d'Ibrail, a meno che il loro piano non sia di farle assediare contemporaneamente dalle altre loro forze rimaste in Valacchia e Moldavia, quel che sembrerà più singolare ancora si è che il visir, quale già si è avanzato sulle sponde del Danubio, essendosi contentato di mandar verso Varna un corpo di osservazione per impedir possibilmente i progressi del nemico, egli in persona col grosso dell'armata ha transitato il detto fiume a Rusciuk (aciò forzato dicesi da' gianizeri) e si è portato verso Bucarest, capitale nella Valacchia, dopo aver respinto qualche distaccamento russo che camin facendo ha incontrato... Il di lui piano è di portarsi con celerità, se verun ostacolo si frappone, verso le fortezze d'Ibrail e d'Ismail, di farvi entrare un

forte soccorso, di aspettare il nemico in quella vicinanza e di mandare un forte corpo alle spalle del generale Bragation, distruggere il ponte che ha sul Danubio per tagliarli la ritirata». (P, 41—44).

CCLXXXV

«Relation officielle des dernières opérations de l'armée russe en Valachie en date de Giurgevo du 18/30 octobre 1811»

Le 26 août le grand-vizir avoit fait passer, avec une habileté et un courage qui lui font honneur, le Danube à 5000 janisaires et s'étoit fortifié sur la rive gauche. Le lendemain matin, nous primes, après plusieurs engagements, une position devant lui, ce qui l'obligea d'augmenter ses forces et d'ajouter à ses retranchements; nous en fîmes autant de notre côté.

Les deux armées bivouaquèrent, en présence l'une de l'autre et à la portée du canon, l'espace de 35 jours, qui furent tour à tour marqués par des combats meurtriers; des deux cotés on se battit avec tant de valeur et d'acharnement que le général en chef lui-même, exposé continuellement au feu de l'ennemi, passa tout ce temps sans prendre aucun repos. Cependant il s'étoit borné jusqu'alors à empêcher les Turcs de faire des incursions dans le pays et n'avoit encore rien entrepris contre eux.

Le grand-vizir, enhardi par cette faiblesse apparente qui masquait le véritable plan du général russe, transporta la majeure partie de ses forces dans son camp retranché sur la rive gauche.

C'est alors que M. de Koutouzoff, prenant à son tour l'offensive, fit passer le Danube, un peu au-dessus de Roustchouk, le 2/14 octobre, à un corps de 7 à 8.000 hommes sous les ordres de M. le lieutenant-général Markoff qui, marchant sans perdre un instant à l'ennemi, le surprit, culbuta les faibles détachements de cavalerie qui se présentèrent et lui enleva son camp. L'armée turque mise en déroute et saisie d'une terreur panique se jeta tout entière à Roustchouk, où, tandis que le général Markoff, dirigeant contre elle sa propre artillerie qu'elle avoit abandonnée, lui annonçait la brillante victoire des Russes par une grêle de boulets et de grenades, le général comte de Langeron la foudroyoit de l'autre rive avec 100 pièces de canons. Le résultat principal de ce mouvement brusque et bien concerté fut la séparation totale du corps de troupes ottomanes retranchées sur la rives gauche d'avec le reste de l'armée. Le butin fait à cette occasion est immense: tout le camp, la tente même du grand-vizir, sa chancellerie, et celle du divan, ses effets, toute l'artillerie, armes et bagages, un tas de drapeaux, les magasins de toute l'armée, deux cents boutiques avec plusieurs millions de richesses et un grand nombre de prisonniers, parmi les quels beaucoup d'officiers de marque sont tombés en notre pouvoir. Le champ de bataille étoit couvert de morts et de mourans.

Le grand-vizir qui se trouvoit en personne sur la rive gauche demanda le jour même de sa défaite un armistice; comme il ne lui fut point accordé, il

profita la nuit suivante d'une grosse pluie pour se sauver et gagna Roustchouk dans une nacelle que lui avoit envoyé Bosniac-Agà et où il se jetta tout seul.

Pendant cette attaque du grand camp, le général en chef en avoit ordonné une fausse sur celui de Vely-Paschà, établi le long du Danube vers Tourtoutkay. A l'approche des Russes, ces troupes se retirèrent également dans la ville. Pour détruire alors toute communication entre Roustschouk et le corps ennemi que l'on avoit coupé, M. Koutouzoff fit avancer sa flottille et la plaça de manière à ce que la plus petite barque ne pouvait passer. On s'empara aussi d'une île, où les Turcs avoient établi une batterie qu'on dirigea ensuite contre eux.

Le fils de Zapan-Oglù commande le corps d'armée cerné près de Slobodzé. Il étoit déjà réduit à manger ses chevaux et n'auroit pu résister longtemps au feu continu de nos batteries, lorsqu'une cessation d'hostilité, ordonnée par le général en chef, suspendit la résolution qu'il alloit prendre.

L'armée du grand-visir depuis son passage sur la rive gauche n'avoit pu gagner un pouce de terrain, elle se trouvoit totalement bloquée dans ses retranchements. La cavalerie seule avoit essayé quelquefois de percer, mais en se tenant toujours sous la protection des batteries du camp, elle a constamment été repoussée avec perte. Les deux neveux du grand-visir ont été, l'un tué, l'autre blessé sans espoir de guérison.

Tandis que ces faits d'armes se passaient, les autres détachements de l'armée russe n'étoient pas oisifs. Le colonel Grekoff passa le Danube à Tourtoutkay, emporta cette ville et poussa ses partis jusqu'à Rasgrad; le commandant de la place fut fait prisonnier avec d'autres.

Le général Gamber passa ce fleuve d'un autre côté, prit Silistria d'assaut avec son artillerie, consistant en huit pièces de canons de cuivre et plusieurs autres de fonte, s'empara de l'arsenal, des barques de transport, eut un butin considérable, fit 1000 prisonniers et poussa sa pointe jusque vers Schumla.

Ismail Bey de Sérès qui, étant entré en Valachie, se tenoit sur les bords du Danube sans pouvoir avancer, fut obligé de repasser le fleuve. Le lieutenant général Sass le poursuivit en se portant aussi sur l'autre rive.

Le général Comte de Woronzoff a effectué son passage près de Vidin. (J, 22—24).

CCLXXXVI

Adresse de l'amiral Tschitschagof au Divan de Valachie

[Bucarest 2/14 août 1812].

L'armée du Danube quitte votre pays; la guerre qui l'avoit conduite parmi vous est terminée. Vous allez jouir de votre repos sous les lois d'un gouvernement auquel vous êtes accoutumés et qui doit par conséquent vous convenir. Vous avez soutenu le fardeau de la guerre avec constance et libéralité. Vos sacrifices sont connus; leurs motifs vous honorent et Sa Majesté l'Empereur Alexandre vous est reconnaissant. Le bonheur de votre patrie a été l'objet de sa sollicitude paternelle. Vous en avez eu des preuves; ses intentions étoient favorables.

Napoléon, l'ennemi de l'indépendance des nations et des souverains, traîne l'Europe enchaînée sur les plaines immenses de la Russie. La brave armée qui a commandé votre admiration par ses exploits militaires va cueillir de nouveaux lauriers. Accompagnez-la de vos vœux.

Bucharest le 2/14 août 1812.

(Signé) Tschitschagoff

(J, 22—24).

CCLXXXVII

Conspiration à Bucarest contre le Prince régnant Caragèa

25 mai 1816¹⁾. — Si è scoperta a Bucarest, capitale della Valacchia, una cospirazione formata da alcuni Europei e principalmente diretta da un suddito austriaco. Avevano sedotto un buon numero di Valacchi ed anche alcuni soldati albanesi della guardia del Principe coll'intenzione di metter il fuoco ne' quattro lati della città, di avvalersi del tumulto e della confusione per trucidare il Principe, le primarie famiglie, i consoli esteri e saccheggiare la città. I cospiratori arrestati a tempo, la tranquillità non è stata intorbidita. Esiste però un sordo fermento in quella Provincia, come ancora in Moldavia, prodotto, non da qualche estero impulso, ma dalle intollerabili estorsioni e oppressioni che si permettono quei che le governano. Questo vizio sembra irremediabile in Turchia ed estendendo la nociva sua influenza sopra tutte le Provincie, alla giornata accelera la rovina del suddito e l'inficiamento dell'Impero²⁾. (Vol. 243).

CCLXXXVIII

Arrestation des membres du complot de Bucarest. Leur sort

25 juin 1816. — I principali rei della trama di Bucarest per incendiare quella città ed assassinare il Principe essendo stati arrestati, si sono trovati tra questi due sudditi austriaci, un Russo e un Francese. Si è fatto il loro processo e, convinti, sono stati condannati a morte. Prima di eseguirsi la sentenza però, sono stati reclamati alta la mano dall'agente austriaco i due suoi nazionali, volendo evitare la mortificazione della pubblica loro esecuzione in quella Provincia, promettendo di mandarli negli stati dell'Imperatore, dove sarebbero messi a morte. Siccome, dicesi che passa poca buon'armonia tra l'agente austriaco ed il Principe, vi è stata viva e rissentita altercazione tra di loro per quest'oggetto. Ma il Principe perentoriamente ricusando di rilasciare i delinquenti, l'agente suddito ne scrisse a quest'Internunzio Cesareo, quale s'impegnò con vivacità e calore presso la Porta, ma indarno, giacchè il Reisch-Efendi oppose alla sua domanda l'articolo 8^o del trattato di Carlowitz del 1699,

¹⁾ La correspondance entre 1809 et 1816 manque, à cause des bouleversements qui ont suivis l'occupation de Naples par les troupes françaises.

²⁾ Pour plus de détails voir Iorga: *Acte și fragmente*, II, pp. 502—504.

nel quale viene espressamente stipulato «che reciprocamente verrà proibito sotto rigorose pene, che non si facciano incursioni, invasioni, ostilità o altri danni nei paesi dell'una o dell'altra Potenza, sia apertamente sia clandestinamente e quei che vi contravverranno saranno presi, e subito castigati e senza rimessione dalla giustizia del luogo in cui avranno commesso il delitto». Malgrado tutta la pena ed il travaglio che il baron di Stürmer si è dato in quest' incontro per aver nelle mani quei sudditi austriaci, ha il dispiacere d'aver vanamente tentato di scansare quest'articolo si chiaro d'un trattato, vecchio è vero, ma quale sembra d'esser stato confermato nelle susseguenti trattati tra l'Austria e la Porta. Riguardo al suddito russo, stato reclamato dal suo ministro per esser castigato secondo le leggi di Russia, ove non esiste pena di morte, la Porta non può dispensarsi di rimetterlo, tale essendo il convenuto nei trattati tra le due Potenze. Per quel che concerne il francese, Monsieur de Rivière si è spiegato di non voler proteggere un scellerato che ha meritato la morte. Pare bastantemente averato che questo complotto contro il Principe di Valacchia è stato ordito e diritto sottomano da qualcheduno di questi magnati greci, suo contrario, e quale, aspirando a quella dignità, ha cercato si criminoso mezzo di far vacare quel posto per arrivarvi poi mediante oscuri intrighi e maneggi si comuni in questo paese». (Vol. 243).

CCLXXXIX

Mort d'Alexandre Morusi. Ses qualités et ses mérites

10 juillet 1816.—...«Viene di morire, non senza sospetto di veleno, il Principe Morusi, capo della famiglia di questo nome, ed è tra le più cospicue di questi magnati greci. Egli è stato più volte Principe di Valacchia e Moldavia ed ha provato le solite vicende alle quali simili persone soggiacciono sotto questo governo. Ne fo menzione, perchè gl'individui di questa famiglia sono stati quasi tutti di luminoso merito, hanno goduto di estesa influenza nel divano, ma per questo motivo e per le loro ricchezze ed intrighi hanno risvegliato l'invidia e la malavolenza di molti. Tre fratelli del suddetto defonto Principe³⁾, successivamente rivestiti della carica di dragomani della Porta, sono periti di morte violenta per ordine del governo». (Vol. 243).

CCXC

Les mouvements des troupes russes en Podolie inquiètent la Porte

25 novembre 1816.— «Il corpo d'armata russa, sott'il commando del generale Beningsen, che si fa ascendere a 160 mila uomini, concentrato in Podolia, in nuova Russia e distretti confinanti la Turchia, essendosi messo in

³⁾ Dimitri, Panaiotti et... Cf. Iorga: *Acte și fragmente*, II, pp. 490 et 504—505,

qualche moto, sia per passare la rivista, sia per mutare accampamento, questo movimento pare d'aver talmente allarmato la Porta, che immediatamente ha mandato corrieri e premurosi fermani a tutt'i comandanti lungo il Danubio di munire le fortezze e raccogliere le loro milizie. Ordinò ai Principi di Valacchia e Moldavia di prender le più esatte informazioni sui progetti del suddetto generale. Facile è stato disinganare la Porta, e le relazioni date da quei Principi sulle disposizioni della Russia, tutte pacifiche, hanno dissipato per ora il strano terror panico concepito». (Vol. 243).

5. — Dépêches de Joseph - Constantin Ludolf

CCXCI

Démarcation de la frontière russe sur le Danube ¹⁾

25 mars 1817. — «La negoziazione russa progredisce lentamente e fin'ora non pare che le parti vogliano intendersi. La Porta persiste a voler interpretare gli articoli del trattato in un senso che la Russia non può, nè vuole ammettere, e temo che il sentimento troppo appertamente e fortemente manifestato dall'Imperatore di Russia di aborrire una guerra, serva di testo al Divano per abusarne e per strappare dalla compiacenza di quel sovrano gli articoli che formano l'oggetto della contestazione. Fin'ora la Porta declina di accordare al barone Strogonoff delle conferenze sulle quali egli insiste e si limita ad una corrispondenza d'ufficio quale seco porta lunghezze interminabili [cd] è conforme al sistema di questo governo di temporeggiare.

I giorni passati un colonello del genio, spedito da Pietroburgo, è arrivato al suddeto ministro russo. Egli è stato impiegato dopo la pace alla nuova demarcazione dei limiti tra la Russia e la Turchia. Egli porta l'ordine di negoziare colla Porta un'altra linea di separazione dei due Imperii sul Danubio, principiando dalla fortezza d'Ismail insino all'imboccatura del detto fiume, giacchè, non essendo ben determinata, assoggetta quella navigazione a continue contestazioni... Il barone Strogonoff per eseguire questa sua commissione ha fatto levar una carta esatta dallo stesso colonello del corso del Danubio per spiegare al Divano l'idea del suo Sovrano ed a quest'effetto ha domandato una conferenza quale fin'ora non gli è stata accordata. Intanto la Porta continua senza rumore i suoi preparativi guerrieri. Ha fatto riparare tutte le fortezze lungo il Danubio e costruire delle nuove. Ha fatto chiamare due Pascià quali godono la fama di ottimi guerrieri. L'uno, Haggi Hussein, è stato destinato al comando di Silistria ed è partito giorni sono per il suo destino. L'altro, Pehlivan, Pascià ultimamente di Erzerum e che si è distinto nell'ultima guerra, trovasi ora a Brusca aspettando i comandi del suo Sovrano». (Vol. 243).

¹⁾ Cf. Iorga: *Acte și fragmente*, II, pp. 509—509.

CCXCII

Conférence de Strogonof avec le Reis-Efendi sur l'affaire de démarcation

24 avril 1817.—...«Questo governo infine si è deciso di accordare al barone Strogonoff una conferenza giovedì scorso. Questa condiscendenza è di ottimo augurio; fa sperare che il Divano, ravvedutosi e ponderando i veri interessi della Turchia, quali consigliano la continuazione della pace, vorrà discutere placidamente gli appunti pendenti ed accogliendo con frequenza il ministro della Russia, le parti potranno intendersela amichevolmente, senza perder un tempo prezioso in eterne procrastinazioni. Questa conferenza adunque ebbe luogo negli appartamenti del Reis-Effendi al palazzo della Porta. Il barone Strogonoff propose la nuova linea di demarcazione dei limiti tra la Porta e la Russia sul Danubio... La proposizione era semplice e lo scopo naturale, giacchè la nuova demarcazione venendo chiaramente determinata, tutte le contestazioni sulla navigazione del Danubio dall'imboccatura insin'a Ibrail cessano. Ma il governo turco facilmente si adombra e sempre sospetta qualche insidia, onde in quest'incontro senza rigettare del tutto il progetto, prese tempo per riflettervi e si limitò a domandare una copia esatta della carta del Danubio levata dallo stesso colonello russo per sottometerla al Sultano, per indi dipendere dal supremo suo oracolo. Il barone Strogonoff non ha lasciato in questa conferenza di chiedere alla Porta qualche spiegazione sugli articoli del trattato in discussione. Il Reis-Effendi si restrinse a dirgli *che il governo ottomano, sempre fedele ai suoi impegni, osserverebbe esattamente gli articoli dell'ultima pace*. Altro non resta dunque che di rimaner d'accordo sullo spirito e senso di questi articoli, che le parti sembrano di spiegare diversamente, e qui sta tutta la difficoltà. Il ministro russo pare contento delle disposizioni in cui ha trovato i ministri ottomani, resta a vedere se così sarà in ultimo risultato e se i soli mezzi blandi basteranno per ultimare questa scabrosa faccenda». (Vol. 243).

CCXCIII

Nouvelle conférence de Strogonof

25 juin 1817. — «V. E. arrà rilevato dall'ultimo mio dispaccio regolare ¹⁾ che il ministro russo non aveva ancora ottenuto la seconda conferenza che gli si era stata promessa otto giorni dopo la prima. L'ha avuta in fine, e V. E. sarà sorpresa di rilevare che nonostante queste due conferenze, le emergenze russe non sembrano avanzare d'un passo». (Vol. 243).

CCXCIV

La Porte refuse de céder le vieux Kilia par la délimitation proposée par les Russes

25 juillet 1817. — «Infine i giorni passati il ministero ottomano ha fatto una risposta al baron Strogonoff che poco corrisponde colle lusinghe che detto

¹⁾ Du 24 mai.

ministro nutriva, forse con troppa fiducia. La nuova linea di demarcazione sul Danubio doveva principiar dalla fortezza d'Ismail insino all'inboccatura del detto fiume e così rimediare alle continue contestazioni alle quali la navigazione del fiume era assoggettata, la prima linea di separazione dei due imperj non essendo stata ben determinata. Questa domanda, quale attrove non incontrerebbe veruna difficoltà, perchè è fondata sopra un reciproco vantaggio, sembra esser stata mal accolta dalla Porta, giacchè in questa sua risposta, ha assolutamente riggettata la proposizione di trasportar più lontano uno suo presidio, nominato il Vecchio Kilia, si troverebbe con questo novo progetto dei Russi annesso al loro territorio e che essendo vicino del novo Kilia, che appartiene ai Russi, quest'ultima fortezza si trova in caso di una guerra esposta ad essere sorpresa dal nemico. Difficile sarà al barone Strogonoff di persuader i Turchi di rilasciarsi su questo punto». (Vol. 243).

CCXCV

Négociations au sujet de la ligne de démarcation

10 août 1817. — «La trattativa russa con questo governo... non offre veruna variazione... Il baron Strogonoff ha chiesto da bel nuovo una conferenza che fin'ora non gli è stata accordata e nella quale, si deve supporre, cercherà a persuadere il governo turco della necessità che esiste di metter fine a tutte le dispiacevoli discussioni che nascono d'una linea di demarcazione che le inondazioni del Danubio assoggetta a continue variazioni. Ma sarà difficile e forse impossibile di persuadere i Turchi di condiscendere ad accettare una proposizione che non fa parte del trattato, agli articoli del quale il loro governo è così fortemente attaccato. Il sig. Strogonoff nel creder di aver ottenuto il punto il più difficile di questa interessante negoziazione, nel pubblicare che non restava altro che d'intendersi sullo spirito del trattato, finirà, temo, col convincersi che con un governo, il quale possiede perfettamente l'arte di tirare le cose in lungo, la gran difficoltà è d'ottenere i punti non spiegati da' trattati». (Vol. 243).

CCXCVI

Accord sur la ligne de démarcation

10 septembre 1817. — ...«Con somma soddisfazione mi affreto oggi di far conoscere a V. E. che la Porta si è decisa ad adderire alle domande del ministro russo. Dopo l'ultima conferenza il barone di Strogonoff aveva chiesto dalla Porta non solo il protocollo turco di detta conferenza per spedirlo a Pietroburgo per giustificare la sua condotta in tutto quest'affare, ma un firmano per il colonello russo che spedir doveva a quest'effetto, non lasciando trascurare quest'occasione di far conoscere alla Porta tutta la sua viva indignazione per una condotta che non mancherebbe di attirarli il giusto rissentimento

della sua Corte. Questa comunicazione non ha mancato di produrre sullo spirito dei ministri ottomani tutto l'effetto che il barone di Strogonoff poteva sperare, giacchè la Porta si affrettò di proporre al detto ministro un'altra conferenza, nella quale le proposizioni della Corte di Russia, che ho avuto l'onore nei precedenti miei dispacci di sottomettere a V. E., vennero accettate. Non resta più che a spedire sui luoghi dei commissarj d'ambe le parti per determinare con delle piramidi di pietra la nuova linea di dimarcazione. Così è felicemente terminata una negoziazione che, intavolata da più mesi, sembrava dopo l'ultima conferenza prolungarsi molto più...

I giorni passati la testa del famoso capo dei Serviani, Czerni Giorgio, arrivò al Divano, spedita dal Pascià di Belgrado. Pare che questo infelice, poco contento della sua situazione in Bessarabia, ove era sotto la protezione delle autorità russe, venne travestito a Belgrado. Riconosciuto, fu tradotto dai proprii Serviani innanzi al Pascià che ordinò la sua morte. Sia in considerazione d'essere stato al servizio russo, o per qualche altra ragione, la sua testa non è stata esposta, come è solito». (Vol. 243).

CCXCVII

Élévation de Michel Soutzo à la dignité de premier drogman de la Porte

10 octobre 1817. — «Je m'empresse d'avoir l'honneur d'annoncer [à V. E.] la destitution du drogueman de la Porte, Argiropulo, et l'élévation à ce poste de Michel Suzzo, gendre du Prince actuel de Valachie. On attribue à plusieurs causes cette disgrâce du premier, mais les intrigues de ses compatriotes, dont il n'avait su s'attirer la bienveillance, appuyées de toute l'influence d'Halet Effendi qui est tout aujourd'hui et qui étoit son ennemi secret, ont déterminé Sa Hautesse à le destituer... Il serait difficile de ne pas supposer que le ministre de Russie n'ait eu part à ce changement, quoique le baron de Strogonoff s'en défende en regrettant publiquement Monsieur d'Argiropulo, mais je puis cependant assurer à V. E. que plus d'une fois ce ministre en a parlé d'une manière à faire croire qu'il étoit loin d'en être content et comme d'un homme sans moyens. On dit M. Suzzo vendu à la Russie, mais aujourd'hui que le Grand Seigneur s'est fortement expliqué l'ennemi de tous ceux capables d'être corrompus, qu'il a sévèrement puni, et par la peine capitale, ceux qui se sont ainsi rendus coupables, il est difficile de croire que même si le fait étoit vrai, le nouvel interprète veuille s'exposer à se perdre. M. Suzzo a reçu une très bonne éducation, mais dont il a peu profité, il connaît peu le turc et s'explique avec difficulté en français. Il étoit pauvre et jeté dans l'oubli avant de devenir gendre du Prince de Valachie; maintenant il est riche et haut. Il est jeune, mais intrigant; sans grand talent, mais des formes séduisantes et d'après tout ce qui me revient et toutes les informations que j'ai pu prendre, je crois pouvoir assurer V. E. qu'il ne pourra rester longtemps dans le poste auquel il vient d'être élevé¹⁾. (P, 41—44; Vol. 243).

¹⁾ Cf. Iorga, *op. cit.*, II, pp. 509—512.

CCXCVIII

Nouvelles conférences de Strogonof

10 janvier 1818. — «Dopo l'ultima mia spedizione, detto ministro [russo] ne ha ottemuto due altre [conferenze] senza che sì importante trattativa abbia fatto un passo verso un felice termine. L'oggetto delle discussioni è stato lo stesso, i Serviani e la rifazione per parte della Porta dei danni sofferti dai negozianti russi allora che la guerra venne ad esser dichiarata. Nella prima, i ministri della Porta avendo accolto con buon umore il ministro russo e le discussioni essendo state più o meno amichevoli, si doveva sperare con qualche fondamento che col primo abboccamento si vedrebbe in fine un risultato, tanto più che pochi giorni dopo un consiglio straordinario era stato radunato dal Mufti. Pare però che l'ultima conferenza è stata come le prime e che nulla si è deciso»¹. (Vol. 243).

CCXCIX

Mémoire adressé par Strogonof à la Porte au sujet des droits et privilèges reconnus aux Serbes

25 mars 1818. — «La lunghissima memoria del ministro di Russia e la nota della Porta sono una recapitulazione delle domande e risposte fatte nell'ultime conferenze, in virtù dell'interpretazione che ciascuna delle parti interessate dà all'articolo VIII del trattato di Bucarest, ed in mezzo alle protestazioni d'amicizia ed intenzioni pacifiche che ambe le parti non lasciano di prodigalizzare, difficile non è di scoprire l'intenzione loro di non spartirsi della loro opinione.

La Rusia mette avanti: 1^o il suo diritto di esigere delle prove dell'adempimento dell'articolo stipulato a favore dei Serviani, che hanno posto tutta la loro fiducia nell'intercessione dell'Imperatore. 2^o Che tutte le disposizioni che possono interessare i Serviani devono essere fatti *di concerto* con detta nazione. 3^o Che la Porta deve dare delle sicurtà per la sodezza dell'avvenire di dette disposizioni.

La Porta risponde al primo punto che la Russia può *amichevolmente* informarsi dell'adempimento dell'articolo, ma che il diritto di *esigere* delle prove non gli è stato concesso nel trattato, oltre che un tal diritto è in opposizione all'esercizio dell'autorità d'un sovrano sui suoi popoli; che per dare però alla Russia un contrassegno della sua buona volontà e del suo vivo desiderio di compiacere all'Imperatore Alessandro, la Porta non tralascia quest'occasione di presentare al ministro russo le prove seguenti dell'adempimento scrupoloso

¹) Au début de février, le baron Strogonof avait présenté à la Porte une note écrite, à laquelle celle-ci ne répondit qu'au début de mars.

del trattato: I Serviani sono sottoposti al governo d'un Knes ossia Principe di loro scelta. Verun Serviano non è stato inquietato per le sue opinioni o azioni passate. La religione cristiana è liberamente esercitata. Dei firmani, dei quali la Porta produce le copie, e le savie misure del pascià di Belgrado, hanno impedito ogni sorte di vessazione contro gli abitanti per parte dei presidj turchi. Che la nazione serviana gode per il suo commercio e sua amministrazione di tutti i vantaggi concessi alle provincie le più favorizzate. Che la capitazione fissata a tre piastre per persona è meno della tassa stabilita pel resto dell'Impero Ottomano. Che l'amministrazione dei loro affari interni ed il riscuotimento delle imposizioni è abbandonato ai loro primati ossia capi scelti fra le persone note della nazione; ed infine, che i Serviani hanno dato una prova che sono contenti e soddisfatti, col presentare al Gran Signore un atto della loro riconoscenza, sottoscritto dal Principe e i signori del paese...

Al secondo punto la Porta risponde che il trattato fatto in lingua turca non esprime che le disposizioni a prendere per la Servia devono essere fatte *di concerto* colla nazione serviana, ma solo *con* essa. Che questa espressione *di concerto* presupporrebbe un accordo di patteggiare con i proprij sudditi, il quale sarebbe ugualmente contrario alla dignità ed agli interessi del Sovrano.

Al terzo punto la Porta ricusa di dare altra securtà che la parola sacra del Gran Signore già verificata da tutto quel che si è fatto per i Serviani e rinnovata dai ministri del Divano.

Nella sua replica il barone Stroganoff cercò a didurre dall'articolo del trattato il diritto della Russia ad intervenire a favore dei Serviani. Detto ministro sostiene che i firmani della Porta sono insufficienti, i documenti incompiuti ed i ringraziamenti presentati al Gran Signore dovuti alla forza; che i presidj turchi continuano le loro vessazioni. Non nega i vantaggi concessi ai Serviani, ma non è che l'affetto della moderazione dell'attuale Pascia della Provincia e sostiene che, finchè le disposizioni della Porta non saranno fatte *di concerto* con la nazione, mai l'articolo del trattato non sarà adempito; soggiunge di più che il Gran Signore non è ben istruito della vera situazione della Servia che, lungi d'essere felice e tranquilla, è giornalmente esposta alle più crudeli ingiustizie.

Rigettando il testo turco del trattato, il baron Stroganoff... sostiene che il testo francese, nel quale l'espressione *de concert avec* è incerta, essendo legalizzato dalla sottoscrizione del primo dragomano della Porta, è il solo testo che possa condurre alla giusta applicazione del trattato.

Il baron Stroganoff insiste sulla garanzia per parte della Porta e sulla necessità di produrre delle prove della soddisfazione del popolo serviano, chiedendo a quest'effetto un strumento sottoscritto da tutti i capi della nazione, proponendo come un atto di garanzia la pubblicazione d'un *hatti-scherif*... che concederebbe per sempre alla Servia i vantaggi che dal trattato gli vengono accordate e come mezzo di verificare la soddisfazione della Provincia, l'invio di commissarj russi e turchi. Queste due o ultime proposizioni sono state rigettate dalla Porta, come contrarie alla dignità del Sovrano.

Tale è la nota del Ministro di Russia e la risposte della Porta». (Vol. 243).

CCC

La réponse du gouvernement russe est attendue avec impatience.

10 avril 1818. — «Si aspetta con grandissima ansietà la risposta che il gabinetto di Pietroburgo farà all'ultima nota della Porta, che insieme colla memoria del baron di Stroganoff è stata spedita da detto ministro all'Imperatore Alessandro». (Vol. 243).

CCCI

Protestation russe contre un impôt établi par le prince de Moldavie

25 avril 1818. — «Coll'ultimo mio dispaccio regolare V. E. avrà rilevato che la Porta aveva chiamato il barone Strogonoff ad una conferenza... Questa conferenza ha avuto luogo i giorni passati ed è stato lunghissima e scabrosa. Due giorni prima, il ministro russo era ancora all'oscuro dell'affare che in essa si doveva trattare, e poteva solo supporre che, chiamato ad una conferenza dalla Porta, contro l'uso del paese, il scopo dei ministri del Divano doveva essere qualche affare importante. Il fatto si è che il Principe di Moldavia avendo messo due mesi sono un nuovo dazio sulla Provincia, il console russo in Iassi presentò una nota al Principe (la quale mi viene assicurato è stata spedita da questo ministro russo) e colla quale protestava contro una imposizione contraria al trattato esistente. Il Principe ritornò la nota colla semplice risposta che questa imposizione in nullo non era contraria all'articolo che riguardava la Moldavia. Il barone Strogonoff altamente si lagnò e, con una memoria presentata alla Porta, non lasciò di chiedere una riparazione sull'insulta fatta ad un'impiegato del suo Sovrano nel ritornargli la propria nota con una semplice risposta verbale. Questo punto di nuova discussione, che è stato il scopo di questa conferenza, si è terminato senza che la Porta abbia promessa la riparazione e senza però intieramente negarla. Così avviene in tutti gli affari con questo governo... Il primo interprete della missione russa, il ben conosciuto Sig. Franchini, ha avuto ieri un abboccamento di qualche ora col Reis-Efendi. Mi viene assicurato che in questa conversazione si è trattato di bel nuovo della linea di demarcazione sul Danubio e dei magazzini di grano che la Porta ha dato ordine di formare nelle Provincie di Valacchia e Moldavia, avendo proibito nello stesso tempo l'esportazione dei grani da dette Provincie. Il risultato di tutta questa interessantissima negoziazione, sia per la pace o la guerra, dipende solo dalle circostanze. La Porta lo sa e cerca a profittarne per il maggior suo interesse, seguitando con ostinazione il suo sistema di temporeggiare». (P, 41—44).

CCCII

Nouvelles protestations de Strogonof

25 mai 1818. — «Col mio foglio regolare No. 84, V. E. avrà rilevato l'esito della conferenza del barone Strogonoff, il quale pochi giorni dopo presentò

da bel nuovo una nota alla Porta ¹⁾. In detta memoria, che mi viene assicurato esser scritta in un tuono alto e con stile piccante, il ministro russo, riepilogando tutti gli argomenti già messi avanti per provare ai ministri ottomani l'irregolarità della condotta del Principe di Moldavia, accusa, e forse con qualche ragione, la Porta d'aver dato il suo assenso ad un dazio contrario agli articoli del trattato. La Porta nella sua risposta presentata al barone Stroganoff nei giorni scorsi, nota molto civile e moderata, offre di dare la soddisfazione dietro la discussione del fondo dell'affare ed invita detto ministro a riprendere le conferenze per terminare questo nuovo, non preveduto, punto di discussione, che con mille altri d'inferior interesse non possono che accrescere le difficoltà che il ministro russo giornalmente incontra in questa interessantissima negoziazione.

La Porta, provocando la discussione sul merito, pare si creda in stato di giustificare il Principe ed asimersi dal dare la reclamata soddisfazione, ma se il barone Stroganoff, ricusando di entrare in discussione sul fondo ed attaccandosi, come pare disposto, alla forma, insiste sulla richiesta soddisfazione, la negoziazione potrebbe prender un aspetto ostile, giacchè, sebbene la Porta studia di non urtare, è nello stesso tempo determinata a sostener il suo decoro». (P, 41—44).

CCCIH

La Porte justifie la conduite du Prince de Moldavie. Nouvelle note du gouvernement russe

10 juin 1818. — «Con l'ultimo mio foglio regolare, ho avuto l'onore di dare a V. E. un succinto ragguaglio sull'affare della Moldavia, della nota presentata dal barone Stroganoff alla Porta e della risposta fatta. Questa risposta del Divano è scritta con stile fermo e molta dignità, ma poco corrisponde alle lusinghe che il ministro russo nutrir poteva sull'esito di questo affare. «La Porta nega le conclusioni del detto ministro che si appoggia sui varj *Hatti-scheriff* emanati in varj tempi da questo governo, nega la verità delle sue informazioni e pretende che il nuovo dazio non è stato messo che con il consenso dei capi della Provincia; che, se un tempo venne ad essere abolito, era causa della guerra e per non aggravare i Moldavani ridotti alla miseria dalle vessazioni delle armate nemiche; che la pace di cui ora godono, i varj privilegi a loro concessi avendo rimesso questi popoli in uno stato di prosperità, *il Principe povero ed aggravato di debiti si era visto nella necessità di rimettere in vigore detto dazio* ²⁾; che la Porta non può essere indifferente all'influenza che cercano ad esercitare nei dominj dell'Impero ottomano tutti gl'impiegati russi e quanto poco si rende compatibile con il bene del servizio la situazione dei governatori delle varie provincie di Valacchia e di Moldavia, che così si trovano più o meno sottomessi a ricercare l'approbazione degli agenti russi; che

¹⁾ Rapport plus détaillé dans Iorga: *Acte si fragmente*, II, pp. 515—518.

²⁾ Souligné dans le texte.

il barone Strogonoff, non avendo negato in una delle passate conferenze, *che qual volta una memoria è scritta in uno stile poco rispettoso, il ritornarla non richiede soddisfazione*¹⁾, così in quest'occasione, il contenuto della nota del console russo in Iassi giustificava pienamente la condotta del Principe di Moldavia. Non tiederò V. E. con tutti i riflessi che questa risposta della Porta può far nascere e passo all'importante risposta del gabinetto di Pietroburgo, che si stava così ansiosamente aspettando e che giunse con un corriere straordinario spedito da Odessa ai 26 del scorso mese. Con questa risposta viene ordinato al barone Strogonoff di rappresentare al Divano, con una nota alla traduzione della quale il primo interprete della Porta sta ora occupandosi. «Che l'intenzione di S. M. I. nel principio di tutta questa negoziazione era stata di trattare colla Porta in generale e che la prima nota presentata dal suo ministro era a quest'effetto. La Porta avendo al contrario desiderato di trattare i varj punti separatamente, S. M. I. ordinò dunque al barone Strogonoff di conformarsi al desiderio della Porta, sperando che sarebbe presso di essa una nuova prova del vivo desiderio di terminare prontamente tutti i punti di discussione, ma che ora considerando la lunghezza di questo metodo, il rancore che ne segue tra le parti, viene ordinato al suo ministro di riprendere tutta questa negoziazione, di fare un quadro di tutti i punti di discussione e trattarli in massa; se la Porta, dubitando delle intenzioni pacifiche di S. M. I. e dopo aver ponderato sui veri interessi del Impero ottomano, desidera rimettere tutta questa negoziazione ad un tempo più propice, S. M. I. è pronta a dare al Gran Signore questa nuova pruova dei suoi sentimenti e solo resta a bene schiarire i varj punti. A quest'effetto vien ordinato al barone Strogonoff di rappresentare che la discussione per una nuova linea di demarcazione sul Danubio è stata felicemente terminata; che riguardo i Serviani il barone Strogonoff aveva esaurito tutti i ragionamenti e tutti i passi erano stati fatti per terminare, senza effetto, questo punto; che per le indennizzazioni dell'ultima guerra la nota era presentata e che per i fortini di Asia S. M. I. doveva dichiarare non poter restituire quel che gli si viene concesso dal trattato di Bucharest; che lasciando dunque alla Porta la scelta di continuare la negoziazione o di rimetterla, questo in nulla deve alterare la buona armonia che deve esistere fra i due Imperi per tutti gli affari correnti». Questo è tutto quello che ho potuto indagare fin'ora colla massima attenzione e diligenza su questa sì ansiosamente aspettata risposta, e resta ora a vedere l'effetto che non può mancare di produrre sullo spirito dei ministri del Divano. Mi viene assicurato d'altra parte che è stato ordinato al russo di mettere più moderazione nei suoi rapporti colla Porta.

Mille sarebbero le riflessioni che questa risposta della Corte di Pietroburgo deve far nascere e non mancherò di far conoscere a V. E. l'effetto che produrrà alla Porta che ha infine avuto una risposta da questo ministro russo per l'affare accaduto a Caffa ad un bastimento turco... Il barone Strogonoff viene di dichiarare alla Porta che S. M. I., disapprovando la condotta del governatore che colla forza aveva liberato i schiavi che si trovavano a bordo, quest'ul-

¹⁾ Soulligné dans le texte.

timo era stato deposto e che S. M. I. vuole che suo ministro entri in negoziazione colla Porta per fissare l'indennizzazione da darsi al negoziante turco, ma che nell'istesso tempo deve far conoscere alla Porta che con ukaz del 1802 tutti i schiavi che liberamente vengono a cercare un rifugio nei domini di S. M. I. sono considerati liberi e in diritto di chiedere la protezione delle autorità». (P, 41—44).

CCCIV

Divergences persistantes au sujet du littoral sud de la mer Noire et des Principautés Danubiennes

25 juin 1818. — [La nota presentata dal ministro russo alla Porta] «cambia in tutto l'aspetto della negoziazione e non può che molto imbarazzare i ministri del Divano. Dipende ora dalla Porta di voler continuare questa scabrosa trattativa o rimettendola ad un tempo più opportuno aspettare dalle circostanze un esito più felice ad una negoziazione che tiene molto a cuore a questo governo. In fatti tutta questa trattativa presenta una difficoltà che sarà difficile, se non impossibile, a surmontare ed è il littorale asiatico che la Porta mai non potrà cedere e che la Russia ha sempre dal bel principio ricusato di rendere e che troppo viene a cauto degli interessi d'ambe le parti per sperare che vogliano rilasciarsi in questo punto. Secondo il trattato, la Russia doveva rendere tutti i fortini presi l'arme alla mano, e quest'articolo è stato religiosamente adempito. Quelli che oggidì formano l'articolo importante della negoziazione, si sono volontariamente resi ai Russi due anni prima della guerra. Appartenevano a dei Principi più o meno indipendenti e che si sono trovati, ora sotto la protezione dei Persiani, ora sotto quella dei Turchi. Se questo governo si rilascia sui punti dei Serviani e delle Provincie di Moldavia e di Valacchia, non sarà mai che colla speranza di ottenere il suo intento per il littorale asiatico, e come il gabinetto si è fortemente dichiarato su questo punto, così questa negoziazione finirà, come già più d'una volta ho avuto l'onore di rassegnare a V. E., coll'abbandonare la discussione senza però venire ad una dichiarazione di guerra, e l'avenire solo ne deciderà in favore di chi avrà il volere e la forza. Intanto i ministri della Porta sono occupatissimi e la risposta di questo governo alla nota del barone Strogonoff non potrà tardare ad essere rimessa. Non dubito che la Porta desidera continuare la negoziazione intavolata. Il Sig. Sutzo ¹⁾, suo primo interprete, ha avuto due giorni sono una lunghissima conferenza col ministro russo, chiedendoli la spiegazione di varj punti della sua nota e principalmente della espressione *collettivamente*. In questa conferenza il barone Strogonoff ha proposto due metodi per continuare la negoziazione. Il primo, con delle conferenze, il secondo in iscritto, aggiungendo che, se la Porta preferisce il metodo delle conferenze, sarà per provare che poco desidera di veder questa negoziazione prontamente terminata; se in iscritto sarà al contrario dare una non equivoca prova della sua disposizione a non voler prolungare

¹⁾ Michel Soutzo.

questa trattativa già da troppo lungo tempo intavolata. Resta a vedere il partito che prenderà la Porta, il che non tarderà ad essere conosciuto». (P, 41—44).

CCCV

Les dettes de Constantin Mano

25 juillet 1818. — «Attento a quanto V. E. m'ordina... farò tutto il mio possibile per ottenere la soddisfazione del giusto credito dell'abate Dott. Pietro Muratgià, scrivendo in Bucarest per forzare il *Costantino Mano* a pagare li 156 ducati che deve al detto abate. Se poi questo passo non riesce felice, sarò sempre a tempo per ricorrere ai tribunali turchi di Costantinopoli. V. E. non dubiterà, spero, del mio zelo e dell'attività mia in un affare al quale V. E. s'interessa»¹⁾. (P, 41—44).

CCCVI

Réponse turque à la note russe. Fuite de Carageà, prince de Valachie

26 octobre 1818. — «La risposta della Porta all'ultima nota del ministro russo, così ansiosamente aspettata, è stata alfin rimessa i giorni passati. E se mi è al sommo dispiacevole di non poter presentare a S. M. il dettagliato rapporto d'una così interessante memoria, posso almeno lusingarmi di farne conoscere i punti più rimarchevoli. Il più importante, e forse l'unico che possa dare una giusta idea dello spirito che dirige i ministri ottomani, non meno che dell'esito che questa negoziazione deve avere, è che la Porta, riepilogando tutto quello che già nelle precedenti memorie è stato detto, pretende aver religiosamente adempito a tutti gli articoli dell'ultimo trattato di pace e che, in conseguenza, difficilmente può indovinare qual è il scopo del gabinetto di Pietroburgo, insistendo sulla continuazione d'una negoziazione che intavolata da tanto mesi può facilmente esser terminata tosto che la Russia renderà i fortini del littorale asiatico, punto sul quale il ministero ottomano mai non potrà rilasciarsi. Questa è la base di detta memoria che, involta in uno stile orientale, forma nella traduzione 29 fogli. Non mi permetterò per ora verun riflesso, sperando col prossimo corriere di poter dare a V. E. un più dettagliato ragguaglio, giacchè, avendo la sorte fin'ora di conoscere minutamente il contenuto delle precedenti note, mi lusingo d'essere al pari fortunato con quest'ultima.

¹⁾ Const. Ludolf fut dès 1815 s'isi de cette affaire. Voici ce qu'il écrit dans sa dépêche du 25 nov.: «Dopo le più esatte ricerche solo da pochi giorni ho potuto scoprire che il detto Mano dopo molte trufferie esercitate in diversi paesi di Europa, si è finalmente ricoverato in Bucarest... ove vive col profitto d'una casa di giuoco che vi ha stabilito. Dietro questo indizio scriverò colà per forzarlo, se possibile, a soddisfare al suo debito».

Da alcuni giorni non si parla d'altro che dell'evasione del Principe di Valacchia Caragià. Varie sono le relazioni, le congetture ed opinioni. La più verisimile però è quella ch'egli da molto tempo meditasse l'evasione ora eseguita. Pare per altro sorprendente come egli abbia potuto sin'all'ultimo momento conservarsi la buona opinione e la particolar benevolenza del sultano che l'onorò con contrassegni di stima e considerazione che difficilmente si accordano persino a dei Pascià. Il primo che concepì qualche sospetto fu il Suzzo, padre dell'attuale dragomano della Porta, stabilito come boyar in Valachia. Il sospetto è nato dalla cognizione avutasi che il Principe faceva passare tutti i suoi fondi a Vienna, e Suzzo, temendo che questi suoi sospetti realizzandosi non si trovasse compromesso il di lui figlio dragomano della Porta ed agente del Principe, scrisse al figlio che lo consigliava perciò di mettersi dall'agenzia.

Il Principe, facendo i preparativi per la progettata evasione, mandando tutta la sua famiglia in una casa di campagna vicina al confine austriaco, ora avea fatto passare tutti i suoi effetti mobili. I boyard gli hanno domandato ragione di tutti questi andamenti. Egli rispose che il di lui genero ed altri nemici a Constantinopoli avendolo messo in male vista, non voleva esporsi alla visita d'un capigibasci che venisse spedito per decapitarlo, che perciò rimetteva ad essi l'administrazione degli affari interni e partiva, come in fatti pubblicamente parlò agli 8 del corrente mese, scortato da 500 Albanesi e si recò in Transilvania.

Questa condotta del Principe ha tanto più sorpreso, quanto che si asserisce che non avea alcun motivo di temere. Secondo l'articolo dell'ultimo trattato tra la Russia e la Porta, col quale viene fissato ad anni sette la residenza dei Principi di Valacchia e Moldavia in quelle rispettive Provincie, il Principe Caragià avea ancora un anno a rimanere nell'alto suo posto. Quest'evasione dunque non può che massimamente disturbare i Ministri del Divano, giacchè vengo assicurato da persone ben intente che il barone Strogonoff esige che non prima di un anno sia nominato un nuovo principe. Fin'ora nulla si sa delle determinazioni prese dal Gran Signore che non potranno però tardare ad essere conosciute e per quanto il dragomano della Porta si dica innocente, è però visibilmente nella massima costernazione e la di lui deposizione pare inevitabile». (P, 41—44).

CCCVII

Question des forteresses de l'Asie Mineure et de la succession au trône de Valachie

10 novembre 1818. — «Per quanto ho potuto indagare sulla risposta della Porta all'ultima memoria presentata a questo governo dal ministro di Russia... non mi è riuscito di conoscere altro che quanto ho già avuto l'onore di sottomettere a V. E... Il ministro russo... ha spedito con corriere straordinario questa risposta della Porta a S. M. I. in Acquisgrana, accompagnandola di qualche sue osservazioni che tendono a provare la nullità d'una negoziazione che non viene appoggiata da qualche dimostrazione più energica...

Da due anni in circa che il barone Strogonoff è giunto in questa capitale, con tutta la sua attività, zelo e talento, non ha potuto ottenere altro dai ministri ottomani, senon la nuova linea di demarcazione sul Danubio. Questa linea doveva essere finalmente stabilita alla fine del mese d'Agosto anno corrente. Vero è che le fortificazioni del presidio del vecchio Kilia sono state distrutte, ma il punto principale non era terminato all'epoca fissata sul pretesto di scarsità di mezzi, e la Porta avendo ricusato alla Russia l'offerta fatta di mettere alla sua disposizione un numero considerabile di lavoranti per poter un momento prima fissare detta linea, questo punto della negoziazione tirerà ancora avanti per lungo tempo. Nulla si è fatto per le indennizzazioni chieste dalla Russia per l'ultima guerra, e la Porta essendosi fortemente dichiarata sul più importante punto, i fortini dell'Asia, non resta altro al ministro di Russia che di tranquillamente aspettare quali saranno le intenzioni del suo sovrano, tosto che S. M. I. verrà a conoscere il contenuto dell'ultima risposta del governo turco, il quale si trova ora immerso in un nuovo dilemma di difficoltà colla fuga del Principe di Valacchia, della quale ebbi l'onore di parlare a V. E. coll'ultimo mio dispaccio regolare. Il ministro russo appoggiandosi d'un articolo di trattato col quale viene stabilito «che in caso di fuga di un Principe di Valacchia o Moldavia, la Porta non potrà nominare un altro senza prima avergli fatto il suo processo e riconosciuto il suo delitto», si oppone ora alla nomina d'un successore al Principe Caragià e domanda della Porta non solo d'istruire il suo processo, ma di più di somministrare le prove colle quali verrebbe riconosciuto che il Principe nulla temer doveva per la sua vita. In mezzo a quest'affare che intieramente assorbono l'attenzione dei ministri della Porta, difficile si rende d'ottenere da loro quel che è fuori della linea degli affari correnti, e l'ambasciatore di Francia non ha fin'ora ricevuto veruna risposta per l'affare di Gerusalemme». (P, 41—44).

CCCVIII

Nomination d'Alexandre Soutzo à la place de Caragè

25 novembre 1818. — «La Porta senza intrare in più lunghe discussioni col ministro russo, viene di nominare ai 16 [del] corrente mese Principe di Valacchia un certo Alessandro Suzzo. Questa nomina ha sorpreso tutti e non poco detto ministro, sebene pare in pubblico d'esser soddisfatto. Per conseguire l'adesione del barone Strogonoff, la Porta sembra aver promesso che oltre dei sette anni stipulati dai trattati, il nuovo Principe verrebbe di più a restare i mesi sei che l'ultimo Principe dovea restare ancora nella Provincia per compiere i sette anni. Questo Suzzo è stato la prima volta fatto Principe a dispetto della Russia, coll'appoggio del generale Sébastiani, e deposto poi alla domanda russa ed in seguito eletto alla dichiarazione dell'ultima guerra. Ben presto partirà, giacchè ai 31 vestirà la *Una*, cioè quella beretta col panacchio da colonello turco e la veste o manto di Principe, cerimonia dietro la quale non può trattarsi nella capitale al di là di tre giorni. Sebene la real Corte non

abbia relazioni colla Valacchia e Moldavia, l'uso essendo di fargli una visita di congratulazione dal primo dragomano, vi mandai il Sig. Navoni che fu ricevuto colle cerimonie in uso nel paese». (P, 41—44).

CCCIX

Rixe entre l'équipage d'un vaisseau russe et des Turcs

10 janvier 1819. — «Coll'ultimo mio dispaccio regolare ho fatto conoscere a V. E. che una forte rissa seguita fra dei Turchi e l'equipaggio d'un bastimento russo, ha dato luogo a forte rappresentanze per parte del barone Strogonoff che esigeva una soddisfazione che non aveva potuto ottenere... Intanto il ministro russo, avendo domandato una conferenza, andiede alla Porta ai 5 del corrente mese. Questa conferenza durò quattro ore e, da quanto ho potuto indagare, ritornò soddisfatto del risultato. Ma se si è fatto parola della suddetta soddisfazione, questa non può essere stato il punto il più importante della conferenza e si deve supporre, con più apparenza di verità, che gli affari della Moldavia e della Valacchia erano il scopo principale della discussione. In secondo luogo la Porta ha dal principio considerato il Principe di Valacchia Caragià colpevole, ed il ministro russo, appoggiandosi di prove in iscritto, ha cercato a giustificare la sua fuga, sebbene ha insistito presso questo governo, affinché il suo processo fosse istruito. Sembra che la Porta si sia ricusata a tal domanda sotto varie scuse, che il barone Strogonoff non ha potuto ammettere, e se detto ministro è rimasto soddisfatto del risultato della conferenza avuta, non può essere che dalla speranza che le prove in iscritto dell'innocenza del Principe avranno fatto un'impressione favorevole sull'animo dei Ministri del Divano, il che non si tarderà a conoscere.

In primo luogo, la demissione istantemente domandata dal Principe Calimachi di Moldavia, forse anche ad insinuazione della Porta, ha dato forte materia di discussione col ministro della Russia, che pare non voglia aderire alla detta demissione e nomina di un Principe avanti il prefisso termine». (P, 41—44).

CCCX

Réponse d'Alexandre 1^{er} à la dernière note turque

25 janvier 1819. — «Ai 14 corrente mese giunse un corriere straordinario a questo ministro russo venendo da Vienna, spedito da S. M. l'Imperatore Alexandro. Questo corriere ha recato al baron di Strogonoff la risposta all'ultima memoria della Porta, spedita da detto ministro a Acquisgrana... Non mi è stato possibile finora conoscere il contenuto di una sì interessante risposta». (P, 41—44).

CCCXI

La Russie propose de résoudre immédiatement les différends un à un ou de remettre toute la discussion à plus tard. Hésitation de la Porte. Règlement concernant l'éligibilité aux Principautés Danubiennes et aux places de drogmans de la Porte et de l'amirauté

10 mars 1819. — «La Porta non ha finora presentata a questo ministro russo una qualsisia risposta all'ultima sua memoria ne alla lettera dell'Imperatore Alessandro. Questo silenzio dei ministri ottomani proviene dalla difficoltà che incontrano a combinarla in tal maniera per non trovarsi compromessi, giacchè nella nota del baron Strogonoff, come nella lettera del suo Sovrano viene di bel nuovo proposto a questo governo o di terminare i punti di discussione o di rimettere ad un tempo più opportuno tutta questa interessante negoziazione. Se il divano si decide per il primo, conosce troppo bene quali sono le intenzioni della Russia per lusingarsi che acconsentirebbe alla cessione del litorale asiatico; se, per il secondo, teme che questa risposta non sia un pretesto per poter dichiarar la guerra, se trova il momento di farla senza risvegliare la gelosia delle altre Potenze di Europa o in unione con esse.

Ho avuto l'onore di far conoscere a V. E. il nuovo decreto emanato da questo Sovrano, col quale viene ordinato che quattro saranno d'ora innanzi le famiglie greche che potranno essere nominate alla principalità di Valacchia e Moldavia, ed essere interpreti della Porta e del Capitan Pacia¹⁾. Questo decreto ha creato un giusto malcontento fra le altre numerose famiglie greche che si vedono così frustrate d'una speranza che gli faceva sussistere e sono state costrette di dichiararsi in seguito schiave, per così dire, di dette quattro famiglie privilegiate. Non si sa fin'ora l'impressione che questa nuova costituzione farà sul gabinetto di Pietroburgo, essendomi stato assicurato che la Porta non ne fece verun cenno verso la Russia, benchè nulla si può fare riguardo le due Provincie senza l'intervenzione di detta Potenza». (Vol. 243).

CCCXII

Résumé de la dernière note russe

26 mars 1819. — «Due mesi sono già scorsi e la Porta non ha fin'ora risposto ne alla memoria del baron di Strogonoff, nè alla lettera di S. M. l'Imperatore Alessandro, nè ad una seconda nota che il ministro russo ha presentato sugl'affari della Valacchia. E vero che questa ultima non è stata rimessa che poco tempo fa e mi viene assicurato esser stata scritta in uno stile fortissimo. L'oggetto di questa nota è la nomina del nuovo Principe Alexandro Suzzo, che viene contestata dal barron di Strogonoff, col pretesto che fu nominato

¹⁾ Voir le texte du règlement dans Iorga: *Acte și fragmente*, II, pp. 545—549.

Les quatre familles privilégiées sont celles de Callimaky, d'Aleco Soutzo, de Michel Soutzo et de Morousi.

prima che la Porta non terminasse l'affare ancora pendente del Principe Caraggià, fuggito da Bucarest. Accusato quest'ultimo d'aver seco preso immensi denari, il ministro russo cerca a provare che questi tesori, che si fanno montare a 80 milioni, sono stati spediti in questa capitale per i fini particolari di questo governo, che se la Porta lo desidera ne ha le prove in mano; che dette somme, superando quelle che secondo i trattati la Valacchia deve fornire alla Porta, devono essere restituiti o la Provincia liberata per qualche tempo dell'annuo tributo; e, infine, che la risposta della Porta deciderà della questione se, incontrando le pacifiche intenzioni di S. M. I., questo governo desidera restringere i legami di buon'armonia che devon esistere fra li due Imperj. Tale è, mi viene assicurato, la sostanza di quest'ultima nota». (Vol. 243).

CCCXIII

Réponse turque à la note d'Alexandre I

10 mai 1819. — «La risposta di questo Sovrano alla lettera dell'Imperatore Alessandro e quella della Porta alla memoria del ministro russo sono state infine rimesse ai 13 dello scorso mese... Poco si è potuto indagare fin'ora, giacchè naturalmente il ministro russo non ha fatto ancora parola con veruno dei ministri residenti qui, non volendo che dette risposte fossero conosciute nelle altre Corti prima che il gabinetto di Pietroburgo ne fosse istruito». (Vol. 243).

CCCXIV

Contenu de la réponse turque

25 juin 1819. — «La risposta della Porta alla memoria del ministro russo non cambia affatto l'aspetto della negoziazione da tanto tempo intavolata. Si può dire con verità che questa interessante trattativa dopo tante memorie contraccambiate, non ha fatto un passo verso il suo esito e per il momento tutto resta sospeso, aspettandosi le risposte di Pietroburgo e gli nuovi ordini che naturalmente il baron di Stroganoff riceverà dal suo Sovrano. Detta risposta è dettata con tutta la misura che la prudenza impone ai ministri della Porta nelle circostanze attuali e dà nel tempo stesso un saggio della maniera colla quale la Porta tratta gli affari, girando all'intorno di tutti gli articoli che servono di base alle doglianze della Russia, senza venire ad una qualsiasi decisione.

Principiando coi Serviani, la Porta ricapitolando tutto quello che aveva già detto nelle passate memorie, viene, ad assicurare il ministro russo che quei popoli sono felici e contenti provandolo colle diputazioni che hanno avuto luogo, colle quali venivano ad esprimere ai piedi del trono di questo Sovrano i sentimenti della gratitudine per i benefizi a loro concessi; che se si tratta delle indennizzazioni per la guerra, il barone Stroganoff non può negare le

difficoltà che tali affari sempre incontrano, ma che non ignorava nel tempo istesso che si seguiva questo affare con tutta l'attività e giustizia; che quanto alla fuga del Principe di Valacchia, Caragià, la condotta della Porta in questo particolare era tale che provar doveva il suo vivo desiderio di eseguire esattamente gli articoli che riguardano le due Provincie di Valacchia et di Moldavia; che se la Porta ha esattamente eseguito gli articoli della pace tocca ora colla Russia di mostrarsi sincera nell'adempimento dei medesimi, rilasciandosi delle sue pretensioni sul littorale asiatico». (Vol. 243).

CCCXV

La Russie veut traiter et régler en bloc ses différends avec la Porte — Michel Soutzo est nommé prince de Moldavie

10 juillet 1819. — «Quali saranno le nuove istruzioni che verranno date al baron Strogonoff e la linea di condotta che il gabinetto di Pietroburgo addotterà, presto si conoscerà. Mi permetterò soltanto di fare il riflesso che l'ostinazione che mette la Russia a voler trattare collettivamente tutti gli articoli di questa negoziazione non mi sembra secondo la legge della giustizia, almeno riguardo un numero non poco considerabile d'individui che, avendo dei diritti ad essere risarciti delle perdite sofferte nell'ultima guerra, si trovano per loro danno nella penosa necessità di aspettare l'esito di punti di discussione troppo importanti per questo governo per lusingarsi d'un pronto e felice termine. Il ministro russo ha cercato di persuadere il suo governo a trattare separatamente questo articolo, ma inutilmente fin'ora.

Intanto non è rimasto poco soddisfatto dell'esattitudine con la quale la Porta ha adempito l'articolo della nomina d'un nuovo Principe, avendo inalzato il Sutzò, dragomano della Porta, al Principato di Moldavia, al momento e nell'istessa ora che i sette anni del Principe Callimachi venivano a finire. Questo nuovo Principe non partirà per Iassi che dopo il *bairam*, giacchè soltanto allora gli sarà data la *Kuka* ossia una sorte di beretta che portano i colonelli di giannizzeri e che viene ad essere, per così dire, una sorte di coronazione. I dragomani delle varie legazioni sono andati a complimentarlo e nel ritirarsi fece ad ognuno il regalo d'una scatola d'oro. Il Principe Ypsilanti, prima dell'ultima guerra colla Russia, aveva fatto lo stesso, ed il vero scopo del Principe Sutzò nel seguire il suo esempio, non era altro che di poter fare un regalo d'un più grande valore ai due Interpreti di Russia, i Signori Franchini, senza risvegliare la gelosia degli altri. In fatti, quando vennero a complimentarlo per parte del barone Strogonoff, presentò ad ambe due una scatola contornata di brillanti del valore, si dice, di 15 mila piastre ogn'una, che ricusarono di accettare senza il permesso del loro superiore, il quale, benchè fin'ora resti inflessibile, sarà però nel caso di rilasciarsi e di permettere che il regalo venghi accettato.

Questa nomina del Sutzò al Principato di Moldavia non nuocerà agli affari, giacchè negli ultimi mesi del suo dragomanato era talmente immerso nell'in-

trighi indispensabili in questo paese per ottenere il suo intento, che poco o niente si curava del resto. Disgustoso sarebbe a V. E., il dettaglio delle iniquità, perchè tali intrighi non si possono altrimenti caratterizzare, delle quali le famiglie greche si rendono colpevoli in simili circostanze. Tutto si adopera senza il minimo scrupolo. Il nuovo dragomano della Porta è un certo Callimachi, fratello dello passato Principe di Moldavia. E un uomo di poco talento, ma si crede onesto e di buona volontà, e che, si spera, sarà più attento agli affari che accadono con la Porta, che il suo predecessore, che non faceva altro che molti complimenti e delle promesse. Si potrà giudicare meglio dei meriti di questo nuovo interprete dopo un mese terminato il Ramasan, tempo in cui tutti gli affari restano più o meno sospesi». (Vol. 243).

CCCXVI

Distinction accordée au prince Callimachi

10 septembre 1819. — «Il Principe di Moldavia Callimachi essendo ritornato in questa capitale, il nuovo Principe è partito ieri per prender possesso del suo Principato. La Porta, per dare un contrassegno di approvazione e benevolenza al Principe ritornato, lo invitò alla Porta e lo decorò di una bella pelliccia di samur. Tanto più grande si considera la distinzione che non è d'uso che i Principi ritornati si presentino alla Porta al loro ritorno. Quest'uso è stato ora introdotto per usare una distinzione ai fedeli e premiare i loro servigj». (Vol. 243).

CCCXVII

Reprise des négociations avec la Russie. Création d'une commission spéciale pour traiter avec Strogonof

26 juin 1820. — «La calma che da qualche tempo si è osservata nelle relazioni del ministro russo colla Porta, l'opinione del medesimo più volte espressa che il governo ottomano, facilitando l'espedizione di tutti gli affari correnti, sembrava così aderire alle proposizioni del gabinetto di Pietroburgo ed abbandonare per il momento la seria discussione degli affari maggiori, tutto poteva far credere che sistemandosi gli affari su questa base, si tirarebbe alla lunga e rimarrebbe la negoziazione nel *statu quo*... La Porta pare ora decisa a continuare una negoziazione da tanto tempo intavolata e, cambiando il metodo finora seguito, viene di creare una commissione che, abboccandosi col ministro russo ogni talvolta che questo lo desidererà, sarà per terminare questi scabrosi ed importanti affari...

Non credo che detto ministro [russo] avrebbe ottenuto questa commissione se la guerra con Ali Pascià non dava qualche ben fondata inquietudine a quello governo... La Porta ha dunque nominato per suoi plenipotenziarj un certo Hamid Bey, che era stato commissario nell'affare di Garga e Carlo Callimachi,

fratel maggiore del dragomano della Porta, Principe ritornato da Moldavia. Vi deve essere un terzo plenipotenziario dell'ordine degli Ulemà... Le conferenze fra questi plenipotenziarj e il barone Strogonoff principieranno dopo le feste del Bairam». (Vol. 243).

6. — Dépêches de Jean-Baptiste Navoni

CCCXVIII

Règlement de la question de l'indemnisation des partisans d'Ypsilanti

25 septembre 1820. — «Il Sig. inviato di Russia non ebbe sin'ora che sole due conferenze coi plenipotenziarj della Porta, nella seconda delle quali si entrò in discussione sui punti in questione.

Si principiò dall'esame degli articoli dell'ultimo trattato. Si rimase perfettamente d'accordo sui confini del Danubio, punto precedentemente discusso, non restando che di verificare la demarcazione che la Porta asserisce effettuata a tenore del trattato e susseguente convenzione, e saran a tal effetto spediti, ma senza formalità, dei commissarj per parte della Porta e qualche ingegnere per parte della Russia.

Si è convenuto sul principio delle indemnizzazioni reclamate per la confisca dei loro beni da alcuni rayà, seguaci del morto traditore Principe Ypsilanti, vittime innocenti della sua cattiva condotta, passati sotto la protezione della Russia e naturalizzati sudditi per evitare una sicura morte, come complici del suo tradimento». (Vol. 443).

CCCXIX

Objets des nouvelles conférences: indemnisation des partisans d'Ypsilanti, privilèges de la Serbie; contribution des Principautés Danubiennes; frontières d'Asie

25 octobre 1820. — «Col mio divoto foglio regolare No. 2 rassegnai stabilito il principio dell'indennizzazione de' seguaci del traditore Principe Ypsilanti. Nell'ultima conferenza dei 9 corrente fu di nuovo trattato questo punto. I plenipotenziari ottomani ne convennero, rapporto a quelli compresi nell'amnistia e ripatriati, ma non per gli emigrati e divenuti sudditi russi. La discussione è stata calda e l'inviato di Russia insistendo perchè l'indennizzazione si estenda a tutti ed alli stessi eredi dell'Ypsilanti indistintamente, i plenipotenziari ottomani, la facoltà dei quali eran limitate sul proposito, han preso tempo per domandare nuove istruzioni.

Fra gli altri punti da trattarsi vi sono i privilegi della Servia. Oltre il punto delle arbitrarie contribuzioni sulla Moldavia e Valacchia, vi è pur quello d'un'ingerenza assai maggiore che la Russia pretende nella stessa nomina de' Principi e vi sono poi i punti più difficili dei confini nell'Asia, ch'esigeran molte conferenze e tireran in lungo la negoziazione». (Vol. 243).

CCCXX

Bruit d'un nouveau soulèvement serbe

25 novembre 1820. — «La sola notizia degna dell'attenzione di V. E. ch'io posso dare con questo ordinario dispaccio è l'insurrezione dei Serviani. Io non mi diffonderò nei dettagli perchè sono ancora troppo vaghi; ma è certo che la cosa è seria, giacchè furon destinate cinque compagnie di Toptzi cioè cannonieri, che han ordine di subito marciare e ridursi a Nissa, che sarà il punto di unione dell'armata ottomana».

CCCXXI

*Les délégués serbes traitent de l'élévation de leur pays au rang de Principauté.
Conférence russo-turque au sujet des réparations civiles*

10 janvier 1821. — «La Servia, sebbene tumultuante, non si può dire, come ebbi già l'honore di rassegnare, che sia in uno stato di assoluta minaccevole insurrezione. I suoi deputati continuano le loro negoziazioni colla Porta e con un certo tuono di quietà. Non si conosce precisamente la situazione degli affari, ma è comun voce che fra gli altri privilegi insistono a domandare che sia quella Provincia eretta in Principato e che questo divenga ereditario nella famiglia dell'attuale loro comandante militare *Milosis*...

Il Sig. di Strogonoff ebbe un'altra delle solite conferenze li 4 corr. e forse ne avrà dell'altre in questi giorni, ma, per quanto mi riuscì di rilevare, tutte queste conferenze vertono tuttavia sulle indennizzazioni, tanto dei Turchi che han abbandonato le loro possessioni nella Bessarabia coll'ultimo trattato ceduto alla Russia, quanto di rispettivi negozianti che han sofferto dei danni al momento della dichiarazione della guerra.

La verificazione dello stato delle asserite reciproche perdite e del valore delle medesime, dai reclamanti sempre esagerate, esige varie conferenze sopra questo sol punto, ancorche stabilita la massima. Pare però abbandonata, almeno per adesso la pretensione che abbian a partecipare delle indennizzazioni anche gli eredi e seguaci del traditore Principe Ypsilandi, divenuti russi e persino impiegati al servizio della Russia». (Vol. 243).

CCCXXII

*Recrudescence de la révolte serbe. Concentration de troupes russes en
Bessarabie*

25 juin 1821. — «La Servia è sempre in stato d'insurrezione anzi questa è divenuta più seria da che la Porta fece insidiosamente assassinare il loro *knez*, supposto l'autore della sollevazione, colla mira di conseguire l'ambito Principato...

Il rinforzo straordinario delle truppe russe nella Bessarabia, che si fan ascendere a ottanta mila uomini, eccitò nel paese timor di guerra, ma forse queste apparenze sol tendono ad accelerare la conclusione della pendente negoziazione». (Val. 243).

CCCXXIII

Mort d'Alexandre Soutzo. Question de la succession

10 février 1821. — ...«Il Principe Alessandro Suzzo morì, e sebbene l'avviso sia da varj giorni pervenuto non è stato per anco eletto il nuovo Principe di Valacchia. Tutti i Greci si agitano e molti sono i concorrenti. Si crede però che i protettori della famiglia sollecitati da questa e aderenti inclinino a determinare il consiglio, e con questo il Gran Signore, a concedere al figlio del defonto la continuazione del Principato sino al termine del settimo. Ma probabilmente sarà eletto il Principe Carlo Callimachi, Principe ritornato di Moldavia ed attuale ministro plenipotenziario nelle conferenze col baron Strogonoff, o il di lui fratello Giovanni Callimachi, dragomano della Porta, cui per diritto spettarebbe il Principato, entrambi protetti da Halet Efendi, e fors'anche dalla Russia sostenuti. Forse il primo aspira a pregiudizio ancora del fratello per liberarsi con onore dalla troppo gelosa negoziazione di cui si trova incaricato. Nel consiglio del prossimo lunedì sarà decisa la gran question». (Vol. 243).

CCCXXIV

Déposition et exil de Jean Callimachi. Révolution de Tudor Vladimiresco

10 mars 1821. — ...«Giovedì otto del corrente seguiron varj cambiamenti nel ministero... La stessa sera... segue pure, con generale rammarico di tutte le estere Legazioni, la deposizione ed esilio in Cesarea del Principe Giovanni Callimachi, dragomano della Porta, uomo di cui tutti avevan motivo di esser contenti per la sua cortesia e la maniera leale ed obbligante con cui prestava la sua cooperazione negli affari del suo ripartimento, giacchè il dragomano della Porta non è più un semplice interprete, ma vero ministro che ha molta influenza in tutti gli affari e specialmente nei litigi fra i negozianti franchi e i negozianti greci obbligati a seguitare le leggi commerciali dell'Europa.

Questo degnissimo personaggio, di cui desidero la disgrazia si limiti al solo temporaneo esilio, è stato rimpiazzato dal *Beyzadé*, cioè figlio di Principe, Costantino Morusi, di cui non si ha una grande opinione, figlio maggiore dell'ultimo Principe della famiglia Morusi, celebre per i suoi sublimi talenti e per le sue disgrazie.

Generalmente si dice che la sua disgrazia provenga dagli intrighi e brogli che si pretende continuasse a fare per conseguire il Principato di Valacchia che a lui spettava di diritto e ch'è stato conferito al di lui fratello Carlo Callimachi,

attuale ministro plenipotenziario della Porta nelle conferenze coll'Inviato di Russia.

Ch'egli avesse aspirato al Principato, come senza colpa poteva farlo, non v'è punto di dubbio, ma ch'egli abbia continuato a brogliare per supplantare il fratello già eletto, stento a crederlo, conoscendo molto bene il carattere dei due fratelli, la perfetta fraterna unione che fra loro ha sempre esistito. E quando questo fosse il suo delitto, sarebbe stato sufficientemente punito colla privazione del posto di dragomano, da cui doveva passare al Principato.

Pare piuttosto ch'altro, assai maggior delitto, l'altrui malizia abbiagli per propria discolpa attribuito, accusandolo promotore o fautore delle turbolenze insorte nella Valacchia e divenute molto più serie di quello sonosi da bel principio supposte considerandole provenienti dalla discordia fra li principali boyari, nate da reciproche pretensioni alla regenza.

Il fatto si è che per quanto mi fu detto da persone che dovrebbero essere ben instruite e ch'io ho l'onore di rassegnare senza garantir l'assoluta verità, durante la malattia del defunto Principe Alessandro Sutzo, eran state affisse per la città delle satire contro di lui per le eccessive, sordide estorsioni da esso praticate per accumular danaro, non risparmiando nelle medesime il nome di console estero, accusato di prestarvi un tacito consenso. Seguita la morte del Principe, principiaron le dissensioni fra i boyari, ed un certo Theodoro Wladimiresco, valacco che avea servito nelle armate russe, era pervenuto al grado di capitano ed avea conseguito le decorazioni di varj ordini e particolarmente di quello di San Wladimiro, da cui prese il soprannome di Wladimiresco, si ritirò con una quarantina di persone in un monastero fortificato al confine austriaco, poco distante da Craiova. Ivi in pochi giorni raccolse una truppa di quattro mila uomini e con questa si avanzò poi verso la Capitale, mandando il suo aiutante di campo, Makedonsky (ettero) ad annunziare alla regenza, che avrebbe perseguito la marcia, che non avea alta mira, se non quella di mettere riparo alli disordini, agli abusi introdotti nell'amministrazione e un freno alle estorsioni dei Principi, contro i quali tutta la Provincia reclamava esigendo l'installazione di un Principe nazionale ed una costituzione adattata ai bisogni del paese. La Regenza e quelli del suo partito minacciaron di chiamare in loro soccorso il pascià di Giorgia, s'egli avanzava. Il console russo si oppose a questa misura e consigliò di rimettere l'affare alla Porta. Questa deve aver domandato ai ministri di Russia e di Austria se fra i ribelli vi sono delle persone che godon della loro protezione, e questi devono aver risposto negativamente e aver dato ordini in conseguenza ai rispettivi consoli, mostrando d'ignorare e disapprovare la condotta dei ribelli, e la Porta deve aver dato ordine al Pascià di Giorgia di stare attento e pronto, ma di non avanzare.

Si osserva però che questo Theodoro Wladimiresco non è uom ricco, che nulla dimeno ha lasciato passare dei convogli di moneta appartenente alla regenza e risultante dalle contribuzioni della Provincia, quand'avrebbe potuto usurparla, e ch'egli, senza esser ricco, nutre e paga la sua truppa.

Se il fatto non è precisamente come mi fu raccontato, certo è che vi sono delle turbolenze e una sollevazione motivata sulle estorsioni e abusi introdotti dal Principe defunto; che la Russia, garante dei privilegi della Provincia e della

misura delle contribuzioni, ha il diritto di esigerne l'esatta osservanza e così questo pure diverrà un punto da discutersi, come quello della Servia nella negoziazione coll'Inviato di Russia, e sempre più crescono i guai e gl'imbarazzi di quest'Impero». (Vol. 243).

CCCXXV

Agitation croissante dans les différentes provinces de l'Empire ottoman. Défection du prince de Moldavie. Massacres de Galatz. Protestations pacifiques de Strogonof. Proclamation d'Alexandre Ypsilanti aux Moldaves. Les Grecs de Constantinople désavouent leurs compatriotes impliqués dans le soulèvement contre la Porte

24 mars 1821.—...«La situazione degli affari interni di quest'Impero presenta da qualche tempo il più triste e deplorabile quadro di un cadente Impero, che pure qualche miracolo del gran Profeta potrebbe far risorgere o almeno ritardarne la rovina. Come se la guerra impolitica contro il sentimento nazionale e il parere dei più sensati membri del consiglio dichiarata ad Ali Pascià di Smirna, la rivolta dei Montenegrini e dei *Sullioti*, dal detto Pascià al suo partito attirati, il fermento nella Bosnia, la sollevazione seguita in Candia, il complotto tramato dai Greci della Morea contro i Turchi, le differenze non per anco conciliate colla Persia, l'insurrezione della Servia e quella più recente della Valacchia. Non fossero sufficienti a scompaginare la macchina, altre nuove scosse che potrebb' avere conseguenze incalcolabili, ne accrescono il disordine e turban la tranquillità della capitale, che i descritti mali non avevan fino ad ora alterata.

La fuga improvvisa dei *Capù Kiahaia*, cioè dei agenti dell'attual Principe di Moldavia Michele Sutzo, seguita la notte dei 14 al 15 corrente e divenuta palesa il 16, fu il primo indizio dell'insurrezione della Moldavia e della ribellione dello stesso Principe, ch'era per anco dal pubblico ignorata. In pari tempo si ebbe pur notizia del massacro dei Turchi di Galatz, effettuato dai Greci ed eccitato, per quanto dicesi, da un certo Arghiro-pulo, console russo, un Greco d'origine, che però perì in quel tumulto.

Siccome questo governo non poteva persuadersi che i Greci, senza estero appoggio osassero accingersi a sì ardite imprese, come quello di scuotere il giogo, e che quelle persone che fomentarono e sono alla testa dei ribelli, persone ch'erano state al servizio della Russia agissero di moto proprio, così, tanto su questo sospetto, quanto sul riflesso dei trattati che dan alla Russia il diritto di ingerirsi negli affari della Moldavia e Valacchia, così il giorno 16 corrente fu chiamato a conferenza sul proposito l'Inviato di Russia nella casa del Reis-Efendi, situata sul Bosforo nel villaggio detto Orlakioi.

In questa conferenza il Sig. Inviato ha dichiarato che se la Russia volesse far la guerra alla Porta, non si valerebbe di mezzi così vili; che le persone che figurano in questa insurrezione, sebbene in altri tempi abbian ad essa appartenuto, non sono considerati che come tanti fuorusciti; che la Porta può pren-

dere tutte quelle misure che reputerà convenienti e necessarie senza infrazione dei trattati, dalla protezione dei quali si devon considerare esclusi i ribelli. L'Inviato confermò, per quanto dicesi, con nota ufficiale quanto disse nella conferenza.

Per quanto sincere sian repute le proteste del Sig. Inviato di Russia, la prudenza impone il dovere di far dei armamenti considerabili in difesa dello Stato e forse non bastano le sue proteste per dileguare i sospetti che alcune circostanze tendono ad avvalorare. Tal'è il tenore dell'incendiaria proclamazione sparsa per la Moldavia del figlio dell'ultimo traditore Principe Ypsilandi, proclamazione ch'io non vidi ancora, ma di cui sono qui pervenuti varj esemplari. Egli felicita i Moldavi d'aver alla lor testa un Principe liberale e generoso quale è il Principe attuale Michele Sutzo; li incita a prender l'armi, a rispingere i Turchi che osassero entrare nella provincia, assicurandoli che al primo segnale di guerra i Greci sparsi per l'Impero ottomano correbbero all'armi per scuotere il giogo ed acquistare la libertà, promettendo altresì che al bisogno sarebbero sostenuti da formidabile Potenza. Quest'Ipsilante e tanti altri che figurano nelle insurrezioni della Moldavia e Valacchia eran, il primo, aiutante di Campo di S. M. l'Imperatore della Russia, e gli altri, uffiziali di rango decorati di varj ordini...

Ieri seguì nel palazzo patriarcale una grande radunanza dei Greci d'ogni ceto e condizione e v'intervennero il nuovo Principe di Valacchia, Carlo Callimachi, il dragomano della Porta Costantino Morusi e il dragomano dell'ammiragliato Nicola Morusi. Il dragomano della Porta lesse il firmano con cui il Gran Signore dichiara ingrato, ribele e traditore l'attual Principe di Moldavia Michele Sutzo e tutti quelli che in Moldavia e Valacchia han preso all'insurrezione; si chiama pago e soddisfatto della dichiarazione del ministro russo e considera le insurrezioni nelle varie dell'Impero eccitate dai scritti ed emissarj del Principe Sutzo e suoi seguaci; inculca sommissione e fedeltà, promette perdono a tutti quelli che rientrassero nel dovere e scoprissero le trame e i comploti che fossero a loro cognizione, minacciando di esemplare castigo i rei e complici che non profitassero dell'offerta amnistia e fossero in seguito scoperti.

Il Patriarca lesse in seguito di ciò la sua pastorale con cui esorta tutti alla sommissione e fedeltà e li assolve dal giuramento con cui si credessero legati verso i ribelli. Il Patriarca, il Principe Callimachi e il dragomano della Porta si dichiararon garanti della condotta dei Greci in generale, di questa capitale e contorni, eccettuati però quelli di Galata e Pera (val'a dire dei Greci rayà divenuti sudditi o protetti russi), eccezione che indusse molti di questi a fuggire nella scorsa notte.

Il Sig. Inviato di Russia fu oggi pure chiamato a conferenza.

Questa mattina è stato letto all'*Agà Capussi*, cioè nel palazzo dell'agà dei gianizzeri, il firmano con cui si ordina che si armino e sian pronti a marciare, non contro estere Potenze, ma per vendicare il sangue dei loro fratelli musulmani che i ribelli sudditi greci osarono traditoriamente versare in Moldavia, Valacchia e soprattutto a Galatz...

La disgrazia del dragomano della Porta Callimachi è provenita dall'insistenza

con cui domandava la sua demissione, dopo che il Gran Signore gli fece dire che era contento dei suoi servizi e continuasse a servire con zelo e fedeltà che sarebbe a tempo suo premiato. Si assicura però che ottenne il suo perdono e sarà qui fra pochi giorni fors'anche per essere nominato Principe di Moldavia in luogo del ribelle Michele Sutzò». (Vol. 243).

CCCXXVI

Mesures de répression envisagées par la Porte. Exécution de quatre notables grecs. Efforts de Strogonof pour dissiper les soupçons des Turcs touchant l'attitude de la Russie. Mémoire adressé par Vladimiresco à la Porte

10 avril 1821. — «Nel gran consiglio di Stato tenuto li 22 marzo in casa del *Schiflam* sull'insurrezione di Moldavia e Valacchia e sul massacro dei musulmani di Galatz ed incendio dei loro navigli... Alcuni fanatici avevan proposta la questione se non conveniva passare a fil di spada tutta la nazione greca sparsa in questa capitale. Seida Efendi ¹⁾ fu quello che combattè la proposizione come immorale, impolitica ed irreligiosa, la di cui esecuzione avrebbe conseguenze incalcolabili per li stessi musulmani, eccitando l'orrore universale, la disapprovazione e lo sdegno di tutte le nazioni, ed attirato la vendetta di Dio. Rimessa la questione alla decisione del *Schiflam*, egli consultando il testo dell'Alcorano appoggiò il parere del preopinante: così non ebbe luogo la progettata atroce carneficina...

Fra le misure che la Porta ha creduto dover adottare per scoprire i complici dei ribelli di Valacchia e Moldavia, vi fu quello della visita di tutti i bastimenti delle Potenze amiche, che partono pel Mar Nero e pel Mar Bianco onde scoprire i rayà, cioè sudditi ottomani, che tentassero di fuggire...

Quattro Greci di buona famiglia, aventi relazioni di parentela con persone al servizio del ribelle Principe Sutzò e quindi sospettate e forse convinte di intelligenza e complicità, cioè Scanavi, Mano, di lui genero, Teodoro Riso Logoteti e Alexi, figlio di Fotinò, medico del detto Principe, furon i primi che subiron la pena di morte e in seguito varj altri soggetti meno riguardevoli. Il cartello posto sopra i loro cadaveri, esposti al solito per tre giorni alla vista del popolo nelle pubbliche strade e di cui inserta accompagno la traduzione, attesta l'assistenza di un piano d'insurrezione generale che doveva scoppiare anche in questa capitale ²⁾. Nessuno ormai ne dubita, e le proclamazioni dell'Ypsilandi ne fan fede, e già si parla comunemente del piano che avevan formato per occupare in pari tempo i posti principali dell'arsenale, del *Topkhanà*, fonderia dei canoni, della polveriera ed altri luoghi. Può qualcuno esser perito e perire o soffrire carcerazione ed altre pene senza delitto per soli mal fondati sospetti, ma non si può dire che la nazione greca in generale sia accusata a torto del chi-

¹⁾ Ancien ministre de l'intérieur, Kihaya-bey, disgrâcié pour avoir contredit le favori Halet-Efendi au cours d'une discussion relative à la guerre contre Ali-Pacha de Janina. Il fut convoqué à ce dernier conseil sur le désir exprès du Sultan.

²⁾ Cf. Doc. no CCCXXXIV.

merico progetto di cui l'Ypsilandi si fa autore e capo, a nientemeno tendente che al ristabilimento dell'Impero Greco a cui possono bensì aspirare, ma giammai conseguire, perchè i Greci d'oggi han tutti i vizj dei loro antenati, senz'aver alcuna delle loro virtù, cosicchè, quand'anche giunger potessero a scuotere il giogo degli Ottomani, si distuggerebbero fra di loro, prima di darsi una qualche forma di governo. Nessuna Potenza crederei disposta a favorire un tal progetto, e meno ancora la Russia, sebbene della stessa religione.

L'Inviato di Russia ebbe varie conferenze col Reis Efendi sulli attuali avvenimenti. Le sue relative note alla Porta, la sua dichiarazione alla nazione e protetti russi ¹⁾, la pubblicità della sua condiscendente cooperazione a tutte le misure di sicurezza e a tutte le perquisizioni, tutto ciò può aver persuaso e forse convinto il governo e molti Mussulmani, che l'insurrezione delle due Provincie ed altre parti non sia stata eccitata, nè sia appoggiata dalla Russia. Ma la parte presa dall'Ypsilandi ed altri, il concorso notorio di tutti i negozianti greco-russi stabiliti in Odessa, colle persone, denaro, armi e munizioni, han non poco contribuito ad avvalorare i sospetti ispirati dall'idea che la Russia, tendendo alla distruzione di quest'Impero ed avendo un interesse di suscitargli dei guai, vorrà almeno profittarne, non persuade il rozzo popolo, e le proteste e dimostrazioni dell'Inviato forse non ispirano allo stesso governo tutta la fiducia che crede dover dimostrare. Nulladimeno l'Inviato di Russia, anzi che perdere del primiero credito, la sua influenza, frutto del terrore, pare andar crescendo a proporzione del pericolo in cui si trova la Porta. Egli gioca un gran rolo, e lo giocherà ancor maggior, se la parte che potrebbe voler prendere in seguito negli affari di quelle Provincie ed a favore della nazione greca in generale, contrariando i progetti di vendetta e le misure di eccessivo rigore, non giunge ad alterare la per ora felicemente esistente buona intelligenza...

Sebbene la Porta consideri egualmente ribelli il Wladimiresco in Valacchia ed il Principe di Moldavia Sutzò e l'Ypsilandi, pure il primo non apparisce aver preso le armi per scuotere il giogo, com'egli si esprime in una ben concepita memoria spedita al Gran Signore, ma solo per conseguire il riparo ai mali che soffre la Provincia dalle arbitrarie contribuzioni, estorsioni ed altri abusi dei Principi e dalle rapacità di alcuni boyari; quando il secondo, che agisce sotto il nome d'Ypsilandi, tende in realtà all'indipendenza e al ristabilimento dell'Impero greco. Non si han precisi dettagli sugli affari delle due Provincie, ma si pretende che il primo abbia 15 mila uomini e il secondo 25 mila, che le due armate non siansi riunite, ma nè tampoco che il primo siasi opposto alla marcia del secondo sopra la Valacchia e occupazione di Bucarest già seguita.

Secondo le pretese misure e disposizioni prese da questo governo dovrebbero essersi già raccolti sul Danubio 30 mila Turchi sotto il comando delli Pascià di Vidin, d'Ibrail ed altri. Già questo numero sarà al solito molto esagerato ed eccederebbe in fatti il bisogno in una guerra contro i soli Valacchi e Moldavi, nazione vilissima, che un numero di Turchi assai minore basterebbe a esterminare». (Vol. 243).

¹⁾ Cf. Doc. no. 335.

CCCXXVII

Alexandre 1^{er} désavoue Ypsilanti, Vladimiresco et leurs partisans. Mise à mort de Const. Morusi

25 avril 1821.—... «Un corriere straordinario russo giunto per via di Odessa in 15 giorni da Laibach... portò l'importante conferma della spiacevole sensazione che aveva prodotto sull'anima di L. L. M. M. gl'Imperatori di Russia e d'Austria, la notizia dei attuali avvenimenti e portò in pari tempo delle analoghe istruzioni ai rispettivi ministri, in conseguenza delle quali quello di Russia ebbe già li 15 corr. una conferenza col Reis-Efendi in cui ha manifestato l'indignazione concepita da S. M. contro il generale aiutante di campo Principe Ypsilanti, contro il luogotenente generale Wladimiresco, la loro espulsione e degradazione, come pure di tutti quelli che avesser preso parte alla ribellione da loro suscitata e l'ordine dato di non accordare asilo a nessuno di quelli che tentassero nei suoi stati rifugiarsi...

Poche ore dopo, cioè verso mezzodi, ci parvenne in Pera l'inaspettata triste notizia che il Principe Costantino Morusi, actual dragomano della Porta, appena giunto al suo officio era stato chiamato dal caimacam e presentandogli una lettera intercettata che formava la convinzione del suo delitto d'intelligenza coi ribelli, l'avea mandato a far decapitare fuori della Porta del palazzo visirale sotto un Kiosco attenente al Serraglio, nel quale forse anche si trovava il Gran Signore...

Li 16 e 17 principio ad effettuarsi la partenza della prima divisione di truppe consistenti in un corpo di 71 mila uomini, gianizzeri e *zebegi*, pur del corpo dei gianizzeri, custodi delle munizioni». (Vol. 243).

CCCXXVIII

Mise à mort de Nicolas Morusi. Prise de Galatz par les Turcs et massacre des Grecs

25 mai 1821.—... «In questi giorni è stato pur decapitato il beyzadé Nicolaichi Morusi, fratello del decapitato dragomano della Porta Costantino Morusi, sin ora risparmiato, per liquidare i conti delle contribuzioni dell'Isole da lui esatte per conto del Capitan Pascià, come dragomano dell'ammiragliato, imputato non solo di una semplice complicità comune alla nazione, ma di aver celato altresì al governo nel recente suo ritorno dell'Arcipelago le trame e preparativi che ha veduto coi propri occhi...

Il Principe di Moldavia Sutzo è positivo che parte con tutta la sua famiglia e aderenti, ma non si han positivi avvisi sullo stato attuale di cose nelle due ribellate Provincie. Si assicura che i Turchi han occupato Galatz e fatta strage dei Greci. Questi saran i frutti che probabilmente raccoglierà la Società Ellenica dalla temeraria impresa che intanto produsse l'estinzione di quasi tutte le

primarie famiglie greche, l'eccidio di molti che vengono giornalmente condannati a morte e la rovina di tutti i negozianti e d'ogni ceto». (Vol. 243).

CCCXXIX

Scarlate Callimachi est transporté, avec sa famille, dans un quartier turc

12 juin 1821. — «Il Principe attuale della Valacchia, Carlo Callimachi, è stato dal Fanale trasportato con tutta la sua famiglia e corte in un quartiere turco nell'interno della città, gli uni dicono a sua richiesta per evitare la triste sorte che potrebbero un giorno o l'altro incontrare i Greci ivi riuniti; gli altri suppongono, perchè divenuto egli pure sospetto al governo.

CCCXXX

Défaite et fuite d'Alexandre Ypsilanti

10 juillet 1821. — «I Turchi han battuto in Valacchia il Principe Ypsilanti, il quale si diceva rifugiatosi in Transilvania, ma si pretende attrovisi tuttavia in Valacchia, con un migliaio d'uomini. Oggi poi giunsero da 60 in 80 prigionieri fatti in quell'incontro i quali probabilmente, con quelli venuti dal Mar Bianco, saran ben presto impiccati ed impalati». (Vol. 243).

CCCXXX^A

Stronogof demande ses passeports et quitte Constantinople

10 août 1821. — «Lo stesso giorno dei 15/27 Luglio il Sig. Inviato [russo, comunicò al corpo diplomatico la nota, nove giorni prima presentata alla Porta] non che quella dello stesso giorno contenente la domanda de' suoi passaporti, accompagnandole con sua circolare esprimente i motivi di tale sua determinazione... Il Sig. barone di Strogonoff, dopo esser stato per varj giorni contrariato dal vento forte di tramontana, poté al fine questa mattina sboccare il canale». (Vol. 243).

CCCXXXI

L'ordre rétabli en Valachie

25 août 1821. — «Le notizie dalla Porta divulgate, quelle direttamente avutesi da espressi venuti da Iassi e Bucarest, ove i cancellieri dei consoli di Russia e d'Austria eran ritornati, e particolarmente da un Francese per via di Varna giunto nella scorsa settimana, il quale non essendosi mai allontanato da Bucarest, ove, dietro la partenza del console di Francia ne esercitava le funzioni e fu testimonio oculare degli avvenimenti, confermano gli anteriori dettagli sulla sconfitta dei Greci, fuga dell'Ypsilanti, sull'ordine e quiete che

regna nelle due Provincie, l'amministrazione delle quali è affidata, e liberamente e con pien potere esercitata dai Caimacam, luogotenenti greci della Porta, stabiliti ed installati sino alla nomina e ristabilimento dei Principi. Da tutti questi rapporti risulta che la più severa disciplina e la più esemplare condotta è stata tenuta dalle truppe turche, le quali ben lungi di essersi presentate, come la Russia supponeva, sotto la bandiera del fanatismo e per sfogare le passioni da questo generate, non han fatto che una guerra legittima, contro i soli ribelli, guerra autorizzata dai diritti della Sovranità e da quello non meno sacro della propria conservazione e provocata dai Greci, i quali, aspirando come all'Europa tutta l'hanno manifestato a scuotere il giogo, mediante la distruzione della casa e dell'Impero ottomano e ristabilimento dell'Impero greco, avrebber giustificato il supposto progetto del totale estermio della greca nazione». (Vol. 243).

CCCXXXII

Intervention de l'Autriche et de l'Angleterre en faveur des insurgés

10 septembre 1821.—«Li 3 del corrente il Sig. Internunzio e li 4 l'Ambasciatore d'Inghilterra ebbero conferenze col Reis-Efendi. S. bbene si conosca l'oggetto, il pubblico ne ignora per anco i dettagli e molto più il risultato. I punti principali però sono un'amnistia più formale e più estesa che possa ispirare la fiducia necessaria per tranquillizzare i ribelli...

Il secondo punto verte sull'evacuazione per parte delle truppe ottomane delle due Provincie di Moldavia e Valacchia che con varie note e stata insinuata dall'Incaricato di Prussia e che è stata appoggiata dalli auguri dei due ministri come il migliore espediente per troncane le difficoltà...

Malgrado le difficoltà che sembran presentare le due proposizioni dell'amnistia ed evacuazione delle due Provincie, sulle quali pare la Porta non abbia presa una determinazione, si ha però fondamento di sperare che la guerra non avrà luogo, giacchè la Porta è disposta a fare gli avanzi che al suo naturale orgoglio tanto ripugnavano, ma che la troppo critica situazione rende necessarj.

In fatti, offrire una generale amnistia a ribelli che non si è potuto domare e che non si curan di domandarla; evacuare stati limitrofi nelli quali i ribelli fan di tratto in tratto delle incursioni e che sono tuttavia minacciate d'una invasione, sono condiscendenze umilianti e deroganti alla dignità d'un Sovrano. Nulla dimeno la Porta si mostra docile alle insinuazioni delle Potenze alleate e i loro ministri soddisfatti dell'esito delle loro negoziazioni.

Fra gli abitanti delle varie Provincie e luoghi nei quali si è estesa l'insurrezione, i soli *bojari*, cioè primati e notabili di Valacchia che avevon emigrato per non prender parte alla rivoluzione e che sono ritornati, si mostrarono i più docili e scrissero una lettera di ringraziamento alla Porta per le misure efficaci da essa prese per la salvezza del paese, nella quale fan le più solenne proteste di sommissione e fedeltà al loro sovrano». (Vol. 243).

CCCXXXIII

La Porte prend la résolution d'évacuer la Moldavie et la Valachie

14 septembre 1821. — «Nel solito consiglio di Stato di marte di 11 corr. è stato discusso e nel seguente giorno con un firmano letto in varj luoghi, nei quali non intervennero che i soli Musulmani, è stato pubblicato il punto interessantissimo dell'evacuazione delle due Provincie di Moldavia e Valacchia...

Secondo il rapporto di alcuni Turchi che si trovavan alla lettura del medesimo è detto che la Russia esige e i ministri delle Potenze alleate insinuano l'evacuazione delle dette due Provincie e la nomina dei Principi; che la Porta rispose, che aderirebbe volentieri qualora i ministri di Austria, Prussia, Inghilterra, Francia e Spagna rimanessero garanti che l'evacuazione non darebbe luogo a nuova insurrezione, nè ad invasioni, che però i ministri delle dette Potenze non avendo voluto rendersi di ciò garanti, si dovea per conseguenza rimanere armati e pronti a ogni evento». (Vol. 243).

CCCXXXIV

«Traduzione del yaftà, ossia cartello messo in general sopra i cadaveri dei Greci eseguiti, facendovi qualche differenza secondo il delitto di ogn'uno». [1821]

Toderi Wladimiresco in Valacchia e Alexandro, figlio del traditore e fuggitivo Ypsilandi, per lo passato Principe di Moldavia, unitamente all'attuale Gospodar Mihali, cioè Michele Sutzo, dopo aver coi loro perfidi maneggi e colle loro perverse suggestioni sedotto, ingannato e indotto in errore alquanti rajà semplici e di poco spirito, spinsero la temerità fino ad innalzare lo stendardo della ribellione e del tradimento. Han fatto inaspettatamente attaccare e massacrare a Galatz dei Musulmani innocenti e spargendo delle lettere piene di falsi e ridicoli romori han riuscito a sedurre e ad eccitare alla ribellione i rajà che nei stati ottomani vivevan tranquilli sotto gli auspicij della Sublime Porta.

Alcune di queste lettere essendo state intercette dalle autorità locali, han servito per provare la complicità e la perfidia dei diversi sudditi ingannati e sedotti dai falsi romori che avean sparsi i sediziosi qui su nominati. Perciò alcuni dei detti sudditi sono stati arrestati e carcerati e per servir d'esempio agl'altri sono stati eseguiti, come se l'han meritato. E quest'è il sciagurato e spregevole cadavere del traditore Logotteti Todorachi Riso.

No. 3. Nel yaftà di Alesi, figlio del medico Fotino ¹⁾ è detto di più che era lui che s'era trasferito a Galatz e che era stato uno dei principali agenti del massacro di molti Musulmani, che di là era venuto a Constantinopoli e che aveva attirato nel partito dei ribelli molti rajà e che di concerto col Principe

¹⁾ Médecin du Prince Michel Sutzo.

di Moldavia nientemeno tramava che la destruzione della Casa ottomana e che quindi quel traditore alla religione e a questo governo è stato eseguito per servir d'esempio. (Vol. 243).

CCCXXXV

*Déclaration du baron Strogonof*¹⁾.

Il est parvenu à ma connaissance qu'il circule depuis quelque temps parmi les négociants sujets russes, établis en cette capitale, le bruit d'une insurrection générale de la nation grecque contre le gouvernement ottoman. Les troubles survenus récemment en Valachie et Moldavie ont fortifié ces bruits en paraissant même avoir donné de la consistance à un fol espoir conçu et propagé par quelques hommes égarés, savoir que la Russie aurait donné son assentiment aux sourdes trames qui préparaient le bouleversement de l'état actuel des choses en Turquie.

Que les instigateurs de la révolte, déterminés à braver tous les remords, comme ils ont déjà violé tous les devoirs, répandent des opinions semblables pour étendre le nombre de leurs complices, on le conçoit et on le déplore. Mais que ceux qui sont l'objet de ces suggestions puissent méconnaître la loyauté et la sagesse du gouvernement qui les protège, c'est unir à la... le comble de l'ingratitude.

Les auteurs de ces instigations seront bientôt confondus; ils apprendront à leurs dépens, que le nom auguste de la Cour impériale de Russie ne doit point être profané. Il n'a jamais servi, comme il ne servira jamais de mot de ralliement à des entreprises de cette nature. Elle les frappe au contraire d'une haute réprobation. La puissance fondée sur l'amour de ses sujets abjure hautement ces hostilités sourdes, appanage de la faiblesse et de la trahison.

Si des individus isolés, si même des provinces soumises au Sultan se livrent à une erreur semblable et veulent s'en attirer les terribles conséquences, les sujets russes qui sont responsables devant leur souverain de leur conduite et lui doivent compte des opinions qu'ils manifestent, feraient plus que tomber dans l'erreur, ils se rendraient coupables d'une illusion volontaire, ils manqueraient à leur devoir de sujets fidèles, ils s'exposeraient de propos délibéré à des dangers incalculables, s'ils prêtaient l'oreille à des suggestions que (1) ne doit légitimer à leurs yeux, dès qu'elles sont désavouées par les représentants de leur souverain, par le protecteur de leur existence et de leur fortune dans ce pays. C'est pour prémunir les négociants et sujets russes établis en cette capitale, contre toute influence trompeuse et fatale pour ne leur laisser aucun doute sur la manière dont le ministre de S. M. envisage un semblable esprit de vertige que la présente déclaration leur est faite par l'autorité dont ils relèvent en leur qualité de sujets russes, la première de toutes à laquelle ils doivent rapporter leurs devoirs et leur conduite quelque soit d'ailleurs leur origine et les liaisons qu'ils ont pu contracter en Turquie.

Signé: Strogonoff

¹⁾ Note transmise par circulaire à tous les consuls de Russie dans le Levant.

CCCXXXVI

«*Proclamation du Prince Alexandre Ypsilanti à la Nation Moldaves*»

Habitants de la Principauté de Moldavie!

Je vous annonce qu'avec l'aide de Dieu la Grèce entière a arboré dès aujourd'hui l'étendard de la destruction des tyrans cherchant la liberté et que moi, avec tous mes compatriotes, je vais là où m'appelle la trompette nationale de mes pays. En conséquence, je vous déclare et vous proteste autant en mon nom qu'au nom de mes compatriotes qui se trouvent ici et que j'ai l'honneur de commander que vous aurez repos et sûreté tant pour vos personnes que pour vos propriétés; que chacun observe ses devoirs et fasse ses affaires en toute liberté, que personne ne prenne ombrage de mon entreprise, vu que les autorités et le gouvernement du pays restent les mêmes.

En vérité je vous le dis, Moldaves, la divine Providence vous a accordé le Prince Michel Soutzo qui vous gouverne aujourd'hui, fidèle protecteur des droits et des privilèges de votre pays, père et bienfaiteur. Soyez sûrs qu'il est tel que je vous l'annonce et unissez-vous à lui pour le bonheur de tous. Si par hasard de misérables Turcs dans leur désespoir osaient faire des incursions sur votre territoire, n'en soyez point effrayés, car une force toute puissante est prête à punir leur audace.

Iassi le 23 février 1821.

V. S.

CCCXXXVIII

«*Proclamation du même Prince aux Valaques et Moldaves*»

Grecs, Valaques et Moldaves!

Voici que derechef, après tant de siècles de douleurs, le Phoenix de la Grèce déploie majestueusement ses ailes et appelle sous leur ombre ses enfants légitimes et prompts à lui obéir! Voici que la Grèce, notre chère patrie, arbore avec triomphe l'étendard de ses aïeux. La Morée, la Thessalie, la Serbie, la Bulgarie, les îles de l'Archipel, en un mot toute la Grèce a pris les armes pour secouer le joug pesant des barbares, et les yeux attachés sur la seule arme victorieuse des Orthodoxes, sur la sainte Croix, source de vie, elle s'écrie à haute voix sur la protection (sic) d'une grande et irrésistible force: *En ce signe nous vaincrons! Vive la liberté!*

Dans nos deux Provinces amies se forme un corps nombreux de vaillants citoyens, pour courir au sol sacré de notre chère patrie. Que tous ceux qui désirent être appelés sauveurs de la Grèce et qui sont dispersés en différents districts accourent sur le chemin par où passera le corps pour se joindre à leurs frères. Mais que ceux qui, vrais Grecs et capables de prendre les armes, demeureront dans l'indifférence, sachent qu'ils s'attireront un grand déshonneur et que la Patrie les envisagera comme bâtards et indigne du nom de Grecs.

Iassi, le 24 février 1821

(Vol. 243).

Alexandre Ypsilandi

CCCXXXIX

Idem

Frères de la Société Nationale!

Enfin ce moment éclatant et tant désiré est venu ! Voici que nous recueillons aujourd'hui le fruit de tant d'années de travaux et de périls ! La société amicale subsistera éternellement ainsi que l'étendard sacré et unique de notre félicité ! Vous, mes amis et camarades, avez déjà montré ce que peut un patriotisme sincère et ardent. La Grèce dans son rétablissement actuel espère encore davantage de votre part ! Et c'est à juste titre ! Si pour de simples espérances vous avez tout sacrifié, que ne ferez-vous pas à présent qu'a brillé l'astre éclatant de notre liberté ! Courage donc mes frères, accourez pour la dernière fois, chacun avec toutes ses forces, en gens armés, portant et vos armes et vos costumes nationaux. Les générations futures béniront votre nom et vous proclameront les premiers auteurs de leur félicité.

Iassi, le 24 février 1821.

Alexandre Ypsilanti

Intendant général du commandement

(Vol. 243).

B)

NOTES, LETTRES ET MÉMOIRES SUR LA VALACHIE

CCCXL

«Des Moldaves, des Valaques et de la ville de Raguse»

(Extrait du volume manuscrit intitulé « Le gouvernement des Turcs »)

[1747] ¹⁾

Les trois Provinces que l'on appelait autrefois la Dacie et qui ont toujours été en réputation pour le courage et la valeur de leur peuple, après avoir été harassées longtemps par l'Empereur, par les Turcs et par les Polonais, se trouvent réduites à la nécessité d'acheter la protection des Turcs, telle qu'elle est, par un tribut annuel. Cela n'empêche pas que leur condition ne soit encore pire que celle des Turcs que le Sultan est obligé en honneur de protéger et de défendre, au lieu que ces pauvres peuples-là sont exposés aux invasions des Tartares inhumains sous les moindres prétextes.

Lorsque Mahomed le Grand rendit la Moldavie tributaire, le tribut n'était que de 2 mille écus par an, que l'on a fait monter ensuite à 80 mille. Mais depuis que cette Province a été assujettie entièrement à l'obéissance des Turcs, elle paye tous les ans au Grand Seigneur 120 bourses ou 60 mille écus, 10 mille ocques de cire, chacune de 4 de nos livres; 10.000 ocques de miel; 600 quintaux de suif pour l'arsenal, 500 cuirs de boeufs, 500 pièces de cannevas pour les habits des forçats et autres usages des galères; 1320 ocques de cire pour l'arsenal. Mais le tribut annuel monte à 650 bourses. Au premier visir 10 bourses d'argent ou 5 mille écus et des martres zibelines pour une veste. Au kéhaja 500 écus et autant au trésorier du visir.

Lorsqu'on dispose de la Principauté en faveur d'un nouveau Prince, ce qui arrive d'ordinaire tous les trois ans et quelque fois plus tôt, par l'ambition des Grecs qui tâchent à l'envie de se culbuter l'un l'autre, sans égard aux conséquences fâcheuses qui en résultent à leur personnes, familles et biens,

¹⁾ Le livre n'est pas daté, mais plusieurs détails permettent d'établir avec précision qu'il fut rédigé en 1747, alors que le chevalier Maïo était encore ministre plénipotentiaire à Constantinople (révoqué en oct. 1747) et que le comte de Bonnaval né en 1675, avait 72 ans.

l'on paye au Grand Seigneur 150 bourses, à la reine-mère, s'il y en a, 50 bourses, autant au Kislar-Agà, outre ce qu'il faut donner au grand-visir et aux autres officiers, cela étant joint aux exactions et aux tyrannies de leurs Princes pour l'entretien de leurs cours et pour se refaire des dépenses faites, ainsi qu'aux rapines de leurs officiers, réduit à la besace les pauvres habitants.

La Valachie n'est pas en meilleur état. Le tribut qu'elle payait autrefois au Grand Seigneur ne se montait qu'à 60 mille écus par an. Mais après la révolte du Vaïvode Mathieu et sa défaite, ce tribut est augmenté et elle paye présentement au Grand Seigneur 260 bourses, 15 mille ocques de miel, 9 mille ocques de cire. Au grand-visir 10 bourses et une veste de martres zibelines et à son trésorier 500 écus, autant à son Kihaya avec une veste de martres. Au miri 650 bourses et q^e. Crayova autres 400 bourses, au Kislar-agà 12 mille piastres. Les autres impositions que l'on met sur cette Province et que l'on paye tous les trois ans ne sont pas moindres que celles de la Moldavie et même les surpassent quelquefois. Elles montent plusieurs fois à 400 mille écus.

La ville de Raguse, petite République dans la Dalmatie. . . paye aussi tous les ans à la Porte un tribut de 12.500 sequins. . .

(J. p. 12—13)

CCCXLI

«Notes sur les Turcs et leur gouvernement, extraits des meilleurs auteurs, avec mes observations. A Constantinople, 1775»

«Observations sur les Grecs, tirées des mémoires de M. Porter, ambassadeur d'Angleterre à la Porte de mon temps»¹⁾.

Les Grecs modernes sont une image ressemblante des anciens. Trop rusés enfin, trop intrigants, vains, vindicatifs, soit pour soutenir et maintenir l'intérêt, la réputation, la gloire d'une République, soit pour vivre en repos sous le gouvernement d'un monarque de leur propre nation. Leur esprit tourné à l'intrigue semble fait exprès pour n'être jamais plus tranquille que lorsque assujettis à un gouvernement étranger dont le poids et le pouvoir détienne leur ambition dérégulée et sache plier la violence de leurs passions, dont la sévérité les contraigne à l'obéissance et les initie, si ce ne peut être aux vertus sociales, au moins au repos social.

Les Turcs accordent aux Grecs la jouissance de quelques privilèges d'honneur, restes d'une splendeur passée. Ils sont néanmoins bornés à la hiérarchie de l'Eglise et à trois charges d'honneur et de profit du gouvernement

¹⁾ Ce morceau et le suivant sont tirés du volume manuscrit intitulé: «Notes sur les Turcs et leur gouvernement, extraits des meilleurs auteurs avec mes observations. A Constantinople, 1775» (Società Napoletana di Storia Patria, Y, 22—24). Les «Observations sur les Grecs» sont la traduction, presque littérale, du chapitre respectif du livre de M. Porter: «Observations on the religion, law, government and manners of the Turks». Porter a été ambassadeur à Constantinople de la 1747 à 1762.

civil. Ceux-là se réduisent aux quatre Patriarchats et à environ 120 évêchés, ceux-ci aux deux Principautés de Valachie et de Moldavie¹⁾, et au dragomanat important de la Porte. Les Turcs sont empressés à leur conserver ces honneurs qui sont pour eux une source intarissable de richesses dont les Ministres puissants profitent d'autant plus souvent qu'ils peuvent le faire sans danger.

Qui pourrait vivre parmi ces Grecs et voir leurs manèges insidieux, leurs poursuites perpétuelles pour ces dignités ecclésiastiques et civiles, verrait un véritable tableau en miniature des plus mauvaises Républiques du Péloponèse, une ressemblance des plus exactes de ces pratiques abominables sous leurs propres Empereurs depuis Constantin jusqu'aux derniers des Paléologues.

Un Patriarche de Constantinople dépensera parmi les Turcs 90 ou 100 mille piastres pour parvenir à cette dignité, quoiqu'il en jouisse rarement plus de trois ans. Pendant tout ce temps il ne s'occupe que des moyens de s'y maintenir. Il doit donner à manger²⁾ à plusieurs Turcs puissants, ses protecteurs, et, pour les nourrir, il doit dévorer l'Eglise. D'ailleurs, dans sa position toujours vacillante, il doit tenir et mettre en réserve quelque somme considérable, pour s'en servir en cas de déposition et d'exil, pour être protégé et même réintégré. S'il passe à cette suprême dignité par la faveur du Serrail, dès le moment ses adversaires trompés dressent leurs batteries et méditent sa ruine. Les moyens ou bons ou mauvais ne leur coûtent rien. Ils lui rendent tous les mauvais offices qu'ils peuvent auprès du visir, vérités, calomnies, tout est mis en jeu et toujours soutenu par des présents. S'il est protégé par les ministres de la Porte, c'est par la voie du Serrail que les coups lui sont portés. Plusieurs factions, toujours existentes parmi cette nation, s'unirent quelquefois pour le culbuter de son trône.

Les Métropolitains, dont, pour l'ordinaire, plusieurs résident à Constantinople, sont occupés sans cesse à s'entredétruire, à faire déposer le Patriarche et pour avoir un meilleur évêché. Pourvu qu'ils réussissent, peu importe s'il y a qui en pleure, qui en est ruiné. Les Turcs seuls en profitent, et comme le jeu leur tourne à compte, ils l'entretiennent par tous les moyens possibles. Mais quoiqu'il en soit de ces intrigues du clergé, ce n'est qu'une bagatelle en comparaison de ce qui se fait par les prétendants aux Principautés de Valachie et de Moldavie.

Ceux-ci certes remuent ciel et terre pour s'entre-détruire. Si deux en sont possesseurs actuels, il y a toujours deux ou trois de leurs prédécesseurs déposés qui cherchent à rentrer sans épargner ni argent ni soins. Ceux-ci ont à leur disposition la bourse d'autres aspirants, de leurs dépendants qui avaient déjà ci-devant partagé avec eux les dépouilles de ces Provinces. Si tout cela ne suffit pas, ils promettent aux Turcs protecteurs l'argent qu'ils demandent; ce qu'ils peuvent faire avec sûreté, parce que nommés ils trouvent

¹⁾ En marge, cette note: « Aujourd'hui que ces principautés semblent être à vie, cette ressource des ministres turcs doit avoir diminué d'autant ».

²⁾ Expression orientale qui signifie entretenir et payer (Note de G. Ludolf).

facilement les sommes dont ils ont besoin à l'intérêt de 24 %, quoiqu'il arrive très souvent que le capital n'est jamais payé. L'on sait que, dès le moment de la prise de possession, ils ont payé à la Porte 1500 et jusqu'à 2000 bourses. Ces intrigues, outre l'art du manège qui les accompagne, sont très souvent dangereuses au point qu'elles coûtent la vie et la fortune à plusieurs Grecs de considération.

Les Princes, pour se rédimmer, tyrannisent et oppriment le pauvre sujet. Ils tâchent de se justifier par les demandes exorbitantes de la Porte. Il faut donner ou être déposé: c'est l'alternative invariable. L'on dit que les rentes de la Valachie montent par an à 3.000 bourses, et même jusqu'à 4.000, disent d'autres. Celles de la Moldavie à 1700 et, selon d'autres, à 2500.

Le contraste singulier de la conduite de ces petits Princes, soit en charge ou hors de charge, montre dans son plus grand jour la dégénération du caractère grec. En place: orgueil, ostentation, vanité, insolence insultante, conduite et actions tyranniques et oppressives. Déposés: vils et abjets, remplis de bassesse, d'abattements humbles et serviles. Ils sont rarement déposés sans qu'il s'en suive la prison, l'exile, ou le remboursement d'une forte somme d'argent. Mais s'ils ont de quoi donner de leurs biens mal acquis aux protecteurs turcs, ils remontent sur leur bête, et c'est à recommencer.

Si anciennement et dans les Républiques grecques, il se rencontrait les actes et les sciences des vertus et du mérite, il semble que tout ait été ou obscurci ou perdu sous les règnes de leurs Empereurs, puisqu'il n'en reste pas même l'ombre aux Grecs modernes. Leur ancienne langue qu'ils nomment le grec littéraire, est pour eux une langue morte. S'ils l'entendent, c'est qu'ils l'ont apprise dans les écoles. . . [Suit un passage sur l'attachement des Grecs aux pratiques matérielles de la religion, sur leur manque total d'esprit vraiment religieux, de charité, de dignité personnelle, d'humanité; sur leurs intrigues pour enlever aux catholiques la protection des Lieux-Saints].

CCCXLII

«Revenus de la Moldavie et de la Valachie». (1762)

Les revenus ordinaires de la Moldavie sont d'environ un million de piastres. Ceux de la Valachie vont à une moitié de plus. Sur quoi chacun des deux Princes paye à la Porte un tribut, le premier de mille bourses et le second de 1500, sans y comprendre les présents qu'ils sont obligés de faire aux grands officiers pour se maintenir en place¹⁾. Ces revenus vont quelquefois plus haut, suivant l'appétit et l'adresse du Prince régisseur.

¹⁾ Un autre auteur dit que ce tribut ne monte qu'à 50 ou 60 mille piastres. (Note de G. Ludolf).

L'impôt sur les vignobles d'Odobezd à 4 paras sur 10 ocques rapporte par an	Ps	140.000
Sur les autres vignobles, à peu près	Ps	100.000
La disme du gros et menu bétail, environ	Ps	200.000
Celle des chevaux, environ	Ps	30.000
Celle des abeilles, grains et autres menus objets.	Ps	30.000
Les Douanes de Galatz, de Mihalow, de Soroça, etc.	Ps	300.000
Les Salines environ	Ps	100.000
La capitation	Ps	250.000
	Total:	1.050.000

[*En merge cette Note de Ludolf.* Les Grecs de Constantinople disent que les revenus de la Valachie vont à 5000 bourses et ceux de la Moldavie à 2700].

Revenus de la Moldavie pour 40 mille boeufs engraisés qui se vendent annuellement à 10 ducats pièce 1500 bourses. Pour 10 mille chevaux de 20 à 30 ducats pièce (le ducat Ps 3, paras 37) 200 jusqu'à 300 mille. Moutons. Pour la cire et le miel. . . . bourses 1000.—300 mille quintaux de grains du poids de 22 ocques. Quantité de bois de construction. Le vin, les pelletiers, le salpêtre, etc.

Ces deux Provinces contigües sont situées entre le 41^e et 47^e degrés, et 44^e et 49^e de longit. La rivière de Sereth les sépare et coupe du N. O. au S. E. Leur étendue est à peu près égale en longueur et en largeur. La Valachie peut avoir environ 80 lieues de long sur 70 de large. La Moldavie a autant pour le moins. Le Pruth est sa plus grande rivière et la coupe en deux du N.O. au S.E. Iassi en est la capitale, comme Bucarest celle de la Valachie. Le Port le plus considérable de cette province est Ibraillo sur le Danube, et de la Moldavie c'est celui de Galatz sur le même fleuve.

Dans un espace de 560 lieues de circonférence que contiennent ces deux Provinces ensemble, on ne compte que 170 mille de contribuables: à savoir 70 mille en Moldavie et 100 mille en Valachie. Le nombre des habitants, hommes, femmes et enfants dans ces deux Provinces peut être environ de 500 mille.

CCCXLIII

*Lettres de Constantin Ludolf à son père Guillaume, ministre du royaume des Deux-Siciles à Constantinople*¹⁾

I.

Mon très cher père,

A Bucarest, le 13 mai 1780

Enfin me voilà une fois en pays chrétien, et j'ai la consolation de vous écrire d'un endroit où il m'est bien doux de me trouver après toutes les fatigues, tous

¹⁾ Constantin voyageait avec son frère Charles, avec le frère de St. Priest et, jusqu'à Bucarest, avec le commandant Herbert, frère de l'internonce impérial à Constantinople.

les dangers et tous les désagréments que m'a occasionés mon voyage depuis Constantinople jusqu'ici. Je ne vous parlerai pas des mauvais gîtes que nous avons trouvés en Romélie et en Bulgarie, ni des chemins abominables du Balcan où nous avons manqué perdre le carosse mille fois sans l'aide des paysans bulgares, que nous prenions de village en village pour le soutenir dans tous les précipices, rochers ou mauvais pas, que nous devons passer dans ces terribles montagnes. Le cocher a été une fois renversé de dessus son siège, la roue lui a passé sur le corps et par le plus grand bonheur du monde il n'y a eu aucun mal; nous l'avons mis dans la voiture où il est resté quelques jours sans mener et je vous assure que sans le postillon polonais, qui est un cocher cent fois meilleur que Mathieu, nous aurions été fort à plaindre et nous aurions été sûrement obligés de laisser le carosse au beau milieu du Balcan. Et je rend grâce à Dieu de ce que de ce côté-là tout est allé bien, qu'aucun cheval n'a manqué et qu'il n'y eut rien de cassé à la voiture et que nous l'avons traînée heureusement jusqu'ici. . .

Nous n'avons mis que quatorze jours de Constantinople à Bucarest sans compter seulement deux jours que nous nous sommes reposés. . . M. Raicovich n'est pas présentement ici et il est allé en Transylvanie changer d'air, et on m'a dit qu'au plus tard il serait ici demain ou après-demain. Je le voudrais bien pour lui remettre la lettre que vous m'avez donnée. . .

2.

A Bucarest, le 15 mai 1780.

Comme notre janissaire n'est pas encore parti, je profite du temps qui reste pour vous dire que le secrétaire Raicovich étant retourné le lendemain du jour que je vous ai écrit, il est d'abord venu chez nous en carosse pour nous voir. Je lui présentai la lettre que j'avais; il la lut et m'offrit avec politesse ses services. Il nous invita le lendemain à dîner et nous offrit sa table pour tous les jours, que nous acceptâmes. C'est un homme qui a beaucoup d'esprit et des connaissances, mais un peu trop de vanité gâte tout. D'ailleurs ce qui m'a fait perdre un peu de la bonne opinion que j'ai eu de lui au premier abord a été qu'en entrant chez lui, il nous fit entrer dans un cabinet où il a une petite bibliothèque et nous dit: Voilà, Messieurs, de l'antique et du moderne, en nous présentant une fille grecque qu'il entretient. Et il ne se contenta pas seulement de cela, mais il la fit dîner avec nous à table. Quoique cela me surprit un peu, j'en revins facilement de ma surprise, lorsque j'appris que cela se faisait ici publiquement dans Bucarest et qu'on n'était pas réputé du bon ton, si l'on n'avait pas une maîtresse. Il est sûr aussi que les mœurs y sont très corrompues et qu'il règne une très grande débauche, suite naturelle du séjour qui y ont fait les Russes. Ayant vu cela, je ne fis semblant de rien et traitai cette femme comme on le fait ordinairement dans ces sortes d'occasions, me contentant de lui faire quelques froides politesses.

Le Prince étant aussi de retour de sa maison de campagne, nous fûmes présentés aujourd'hui par le secrétaire. Il nous reçut bien et nous parla fort

poliment en italien, s'informant avec intérêt de vos nouvelles et de celles de Monsieur l'ambassadeur ¹⁾). Il a une très belle figure et très revenante (sic). Nous vîmes aussi les Princes ces fils, qui nous reçurent de même avec politesse et familiarité.

Le séjour à Bucarest est assez triste. Il y fait très chaud et à présent, en été, l'air y est malsain, à cause de la rivière de Dombovitzza qui la traverse et des marais qui l'entourent...

Je profite de l'occasion du départ de M. Jean Omuchovich, ragusais de nation, qui est aussi du nombre des mécontents de cette cour. Il est resté près de 7 ans chez [le] Secrétaire et grâce à ces bons offices, non seulement il n'a rien obtenu, mais au contraire il a été contraint de mettre beaucoup du sien, et ne pouvant avancer absolument ses affaires, après avoir présenté plusieurs suppliques, il a toujours été renvoyé par le Prince sans réponse: tout cela à cause du Secrétaire qui règle tout et veut que tout passe par ses mains, ayant la confiance du Prince, dont il abuse le plus souvent. Il a donc pris la résolution de s'en retourner à Constantinople et m'ayant prié d'une lettre pour vous, je vous le recommande, car c'est un très brave homme et qui sûrement méritait un autre sort.

Nous avons dîné jeudi passé chez le Prince. A l'heure du dîner il a envoyé sa voiture nous prendre et nous y allâmes avec le Secrétaire chez lui. Il nous reçut dans un kiosk à la turque et quelque temps après nous allâmes à table, aussi dans un kiosk, vis-à-vis de l'autre. Tout était servi à notre façon. Il y eut cinq services à dix plats chacun, avec beaucoup d'assiettes, mais la chère était des plus mauvaises, tout froid et très mal arrangé. Le vin était assez bon; il y en avait aussi de France. Nous n'étions que onze. Le Prince était assis sur un grand fauteuil de velours cramoisi et M. le chevalier ²⁾ et moi nous étions à ses côtés. Après le dîner, on nous servit le café et la pipe et, quelque temps après, le Prince proposa une promenade à Cotrocian, monastère grec à une heure de la ville. Il alla seul dans son carrosse et nous dans deux autres avec les jeunes princes, qui, après la promenade, qui ne fut pas longue, nous ramenèrent chez nous et allèrent au bain qui n'était pas éloigné de notre logement. Nous allâmes après cela les voir au bain où nous eûmes les oreilles écorchés par la musique des *cinghenés*: nous les laissâmes à minuit et nous étant recouchés, ils vinrent après une heure nous surprendre, restèrent encore quelque temps avec nous et s'en retournèrent. Je vous assure que cette façon, toute contraire à l'orgueil des Grecs, me plut infiniment et que j'ai beaucoup d'estime pour ces Princes qui en vérité sont très aimables.

Nous sommes défrayés de tout par le Prince. Nous dinons tous les jours chez le Secrétaire qui est payé pour cela par le Prince. La chère n'est pas des meilleures, mais enfin pour des voyageurs il faut qu'ils s'accommodent de tout. Au moins le pain est bien bon, car il y a ici beaucoup de boulangers allemands, échappés de Transylvanie, qui le font aussi bon que celui de Vienne...

¹⁾ St. Priest, ambassadeur de France à Constantinople.

²⁾ D^e St. Priest, frère de l'ambassadeur.

Le Secrétaire a traité hier les jeunes Princes chez lui. Et depuis six ans qu'il est ici il n'a pu obtenir de les avoir chez lui, et ils l'ont fait par amitié pour nous, car sûrement ils en ont beaucoup, et ils voudraient bien nous retenir longtemps ici, mais nos affaires ne nous permettent pas de rester. . .

P. S. . . Aujourd'hui nous devons assister à une noce qui se fait chez le Prince Brancovan, qui marie sa fille. Je suis très curieux de voir cette cérémonie. Il y aura aussi un grand bal auquel je ne ferais pas, je crois, grand honneur, car toutes les dames ne dansent que la grecque et la valaque. . .

3.

A Hermanstadt, le 7 juin 1780

. . . Nous nous sommes arrêtés dans cette ville [à Bucarest] plus que nous ne comptions, car les bontés que le Prince et ses fils avaient pour nous nous ont engagés à prolonger notre séjour et, à vous dire la vérité, nous sommes restés quatre jours de plus exprès pour faire pique au Secrétaire ragusais qui voyant de très mauvais oeil la familiarité avec laquelle nous vivions avec les jeunes Princes, craignant que nous ne leur fassions quelques mauvais rapports sur son compte, comme il le mériterait (car entre nous, c'est le plus malhonnête homme que je connaisse), voulait nous faire partir au plus tôt de Bucarest, sans nous présenter à aucun des boyards du lieu, disant que cela ne convenait pas et que cela pourrait donner des soupçons. Mais nous nous en sommes moqués et avons pris la peine de les aller visiter tout seuls. Partout nous avons été reçus à bras ouverts et avec toute la politesse dont sont susceptibles les Grecs, étant tous très fâchés de notre départ: nous avons même dîné chez un des principaux, qu'on appelle *Tudisco-Cantacuzène* qui est comte de l'empire et possède beaucoup de terre en Transylvanie. Il avait aussi invité le secrétaire qui trouva à propos de refuser cet honneur.

Nous avons mis six jours depuis Bucarest jusqu'au Lazaret ¹⁾. Par toute la route nous avons été défrayés par le Prince ²⁾ qui avait ordonné plusieurs jours à l'avance les konaks, par lesquels nous devons passer et où nous avons trouvé tout ce qui était nécessaire en abondance, ayant toujours des capitaines, avec des gardes, postés en tous les lieux de notre passage pour nous accompagner à tour de rôle.

Les chemins dans toute la Valachie sont excellents. Le pays est tout plat et couvert des plus belles forêts du monde, mais si mal entretenues qu'il faisait pitié de voir les meilleurs bois jetés à l'abandon sur le grand chemin et la plus part des arbres s'étouffer les uns les autres et pourrir sur plante à cause des marais qui sont partout dans ces forêts. Toutes les plus belles

¹⁾ De Turnu-Roşu.

²⁾ Dans une lettre du 1-er août, répondant à une lettre de son père qui s'étonne du long séjour de ses fils en Valachie, il l'explique par l'amabilité du Prince. « Sans cela nous en aurions été quittes plutôt, car le séjour de cette ville est très ennuyant. D'ailleurs vous connaissez le caractère des Grecs: en Valachie il se développe en plein ».

campagnes sont incultes et fort peu peuplées. Les paysans ne plantent que du bled d'Inde, avec lequel ils font la polenta qu'ils appellent *mamalika*, et voilà toute leur nourriture. Et je vous assure que je n'ai pu retenir mon indignation contre ce gouvernement despotique qui n'a aucun soin de l'agriculture et laisse les plus belles et les plus fertiles campagnes en friche. On en rencontre de pauvres malheureux traînant une triste vie et mourant de faim au milieu du pays le plus beau qu'on puisse voir sur cette terre.

Avant d'arriver au Lazaret de *Roten-Turn (!)*, nous avons passé les montagnes qui séparent la Valachie de la Transylvanie. Nous avons vraiment beaucoup souffert et les chemins étaient cent fois plus mauvais que ceux du Balcan, car ils étaient si mal entretenus et si rompus par les eaux, il y avait des montées et des descentes si rapides, des précipices si affreux, que c'est avec le plus grand bonheur du monde que nous nous sommes bien tirés d'affaires.

Ce qui nous a dédommagés de l'ennui de cette route a été la courte quarantaine que nous avons été obligés de faire, qui n'a duré que quatre jours seulement. Encore avions-nous tant de liberté que nous pouvions nous promener devant notre maison et pratiquer à une certaine distance avec les habitants de cette contrée, qui, à dire vrai, est un lieu très ennuyeux et triste, étant enterré dans deux gorges de montagnes dans lesquels passe l'*Olta*, qui est assez considérable et charie des paillettes d'or que les *cinghenés* ramassent sur les terres du Prince de Valachie et le produit en appartient à la Princesse.

Notre entrée en Transylvanie a été très agréable: nous avons quitté avec plaisir les pays déserts et les montagnes arides et couvertes de neiges de la Valachie. À peine nous avons mis le pied dans les États de l'Empereur que nous avons vu combien la différence du gouvernement influe sur le pays et combien la liberté, ce bien si précieux et si peu connu des Turcs, opère puissamment. Nous rencontrâmes des campagnes bien cultivées, des villages fréquents et bien peuplés jusqu'à Hermanstadt, qui est la capitale de ce pays, assez jolie, et où nous sommes logés, pour la première fois depuis notre départ de Constantinople, chrétiennement.

Comme nous avons été présentés ici aux principaux Seigneurs du pays, et que nous avons des lettres de recommandation de Monsieur d'Herbert, nous avons commencé par dîner chez le général Preiss, demain chez M. Brunkental qui est un homme qui a beaucoup de goût pour les tableaux, les médailles et les livres et il a sur ces genres-là de très belles collections. J'y ai vu les ouvrages de Milord Hamilton sur le Vésuve et Naples, édition superbe de cette dernière ville, avec des gravures excellentes...

4.

Vienne, le 4 juillet 1780

... Comme le courrier part demain, je n'ai pas le temps de vous envoyer la note des dépenses, car nous sommes arrivés hier. Mais par le courrier prochain vous les aurez sûrement. Peut-être que la dépense vous paraîtra

un peu forte, mais nous nous sommes trouvés dans des circonstances que nous ne pouvions pas prévoir. Premièrement, d'être restés quinze jours à Hermanstadt à cause de la pluie torentielle qu'il a fait et que d'ailleurs il tait aussi très cher vivre ici. Secondement, comme nos chevaux ne pouvaient plus aller et qu'ils étaient tous estropiés, nous avons été obligés de les vendre presque pour rien et de prendre ensuite la poste pour arriver plus tôt à Vienne et passer plus vite toute la Hongrie, pour éviter les chaleurs et le mauvais air qui règne terriblement dans cette saison. Aussi étant partis d'Hermanstadt le 21 juin, nous nous sommes d'abord rendus à Carlsburg pour en voir la forteresse, qui est la plus forte de toute la Transylvania. Comme près d'ici il y a aussi les mines d'or et d'argent de cette Province, qui sont beaucoup plus riches que celles de la Hongrie, nous avons jugé à propos d'y aller. La détour que nous avons fait est de six heures, par des chemins très mauvais. Mais étant arrivés a *Zalatna*, où elles se trouvent, le directeur, qui est une bête du premier ordre, ne voulut pas nous les faire voir, malgré la lettre de M. le Baron de Brukenal, gouverneur de la Province, disant qu'il était venu une ordonnance de la part de l'Empereur qui défendait de faire voir les mines à qui que ce soit s'il n'était muni d'un ordre exprès de la chancellerie impériale. Nous nous sommes contentés de cela et sommes retournés très tristement d'un côté et contents de l'autre, car cela nous a épargné la peine d'aller à celles de Hongrie qui sont fort hors de route et où le chemin est très mauvais. Deux jours après nous avons quitté le beau pays de Transylvanie et sommes entrés dans le Banat de Temesvar où nous avons vu la ville de même nom, qui est une forteresse très forte de la Hongrie. Nous ne nous sommes arrêtés ici qu'un seul jour. . . De Temesvar à Bude nous avons mis encore deux jours et deux nuits. . .

CCCXLIV

Constantin Ludolf: «Sur la Valachie»

[1780] ¹⁾

Epoques historiques. La Valachie est une portion de l'ancienne Dacie. Trajan y fit passer des colonies romaines qui cultivent ce pays, y construisirent des édifices et des villes considérables. Ses successeurs au throne transportèrent ces colonies pour la plupart en Moesie et en Thrace où elles se mêlèrent avec les Bulgares, les Thraces, les Serviens et les Liguriens, et se formèrent un nouveau dialecte. Les différents royaumes situés le long du Danube passèrent ensuite sous la domination des Empereurs d'Orient. Dans les siècles suivants, les Valaques tirèrent plus vers le nord et s'établirent aux frontières de la Podolie où ils s'occupèrent de l'agriculture et de l'entretien du bétail. Lorsque les Bulgares et leurs voisins embrassèrent le christianisme, les

¹⁾ Voir la lettre de Constantin Ludolf à son père, du 7 juin 1780, pages 345—346.

Valaques se rangèrent aussi à la comunion grecque au IX^e siècle. Vers le commencement du XII^e siècle, une nombreuse colonie valaque descendit en Transylvanie et s'y établit; d'autres s'établirent dans la province qu'ils occupent aujourd'hui et y bâtirent des villes. Lorsque la puissance des rois de Hongrie fut accrue, les Valaques furent exposés de leur part à plus d'une attaque, surtout dans le 14^e siècle (époque à laquelle on prétend qu'ils se donnèrent un chef) où ils furent rendus tributaires, et ensuite fort maltraités des Turcs en 1393 et 94. Ils mirent en 1415 tout le pays à feu et à sang, et obligèrent le prince à leur payer un tribut annuel. Les Valaques ne purent se soustraire à leur domination qu'en 1688, en se mettant sous la protection de l'Empereur Léopold; mais par la paix de Carlovitz, en 1699, il fut stipulé qu'ils rentreraient sous l'obéissance du Grand Seigneur. Par le traité de Passarowitz, en 1718, la partie occidentale de la Valachie jusqu'à la rivière de *Aluta* fut cédée à l'Empereur Charles VI, qui la restitua lors du traité de Belgrade en 1739. Les Russes dans la dernière guerre s'emparèrent de cette Province, ainsi que de la Moldavie, mais par la paix de Cainargik ils n'ont rien conservé de leurs conquêtes. Ils obtinrent seulement par la Convention d'*Ainali Cavak*, en 1779, des exemptions et des privilèges pour les hospodars, privilèges qui rendirent leur dépendance plus dure et leur place plus précaire, car la Porte ne put voir d'un oeil tranquille qu'une Puissance comme la Russie s'intéresse à des individus qui sont sous sa dépendance immédiate.

Division de cette Principauté. On divise cette Province en 17 districtes que les Valaques appellent *giudez* ou judicatures, dont voici les noms: Olt, Ribnico, Buseo, Argis, Teliorman, Vlasca, Ilfov, Ialomizza, Saccujeni (?), Praova, Domboviza, Muscel, Igiul supérieur, Igiul inférieur, Vulcea, M. hedinz et Romanazzi. Les Hongrois et les Transilvains donnent à la Valachie le nom de Transalpine et les Turcs de Cara-Ullah. Elle confine du côté du nord à la Transylvanie, du côté de l'ouest à la Moldavie, à l'est et au midi au Danube, qui l'entoure en partie, et la sépare de la Servie et de la Bulgarie.

Position. La position du pays est des plus avantageuses, des plus agréables et contribue infiniment à sa fertilité. Située aux pieds des monts Crapak (sic) qui la séparent de la Transylvanie, elle est arrosée d'une quantité de fleuves qui se jettent dans le Danube le Igiul, l'Olt, Ialomizza, Praova, Buseo, Dombovizza etc. qui abondent en bons poissons.

Production. Les lacs, qui sont en grand nombre, en produisent davantage, et les maisons de campagne des boyards, ainsi que la plupart des villages, sont situés au bord de quelque rivière où de quelque lac pour avoir la facilité de se procurer le poisson nécessaire pour leurs longs carêmes. Le Danube leur fournit des esturgeons monstrueux qu'ils appellent *ciga*, et du caviar excellent. Cette Province produit toutes sortes de genres d'excellent miel, beaucoup de cire, du vin, du fromage, et du beurre qu'on peut comparer à celui d'Allemagne. Les forêts fourmillent de toute espèce de gibier: j'y ai vu des cerfs, des chevreux, des sangliers; il y a des ours et des loups qui sont très dangereux en hiver, mais, excepté aux environs de Bucarest, tous ces animaux jouissent d'une paix profonde.

La Valachie est presque couverte en son entier des plus belles forêts du monde: la plupart des arbres sont des chênes; la partie montagneuse produit beaucoup de pins, des chataignier etc. Mais faute de soin, ces arbres périclitent debout s'étouffant entr'eux. A peine trouve-t-on une route à travers ces forêts épaisses; point de ponts ni de chaussées dans un pays aussi marécageux; ces causes ne contribuent pas peu à rendre ce pays plat malsain, à faire périr les arbres ou à rendre la route très fatigante et dangereuse pour les voyageurs. On passe la plus grande partie des rivières ou à la nage ou sur des barques et des radeaux toujours mal soignés.

Les intervalles considérables qu'il y a entre les forêts produisent des pâturages superbes, et l'herbe croît au-dessus de la ceinture d'un homme, mais on ne la fauche qu'aux environs des villes; celle que les bestiaux ne peuvent consommer pourrit sur plante et sert d'un excellent engrais à la terre qui l'a produite. On voit descendre, chaque printemps, des montagnes de la Transilvanie une quantité immense de bétail qui vient s'engraisser dans ces plaines fertiles, ce qui fait un revenu considérable au Prince.

Les terres cultivées produisent abondamment d'excellent bled, du froment, de l'orge et du bled de Turquie; rien n'égale la fertilité du sol; mais rien aussi n'est comparable à la paresse du paysan, qu'on doit attribuer aux vices du gouvernement et au despotisme des Princes; ils n'ont point la liberté de travailler pour eux et ils sont esclaves de la glèbe s'il en fut jamais.

Il y a dans le pays beaucoup de mines de sel. Les principales sont celles de Tergoviste, Cernetz et Foksan. Des milliers de paysans trouvent leurs tombeaux dans ces cavaux malsains, d'où on retire le sel en masses cristallisées. Beaucoup périssent par des accidents communs à toutes les mines. L'eau s'introduit dans la mine et forme des lacs profonds où peu auparavant on retirait le meilleur sel. On donne chaque année l'intendance de ces mines au plus offrant et il en retire un revenu considérable.

Commerce. Un pays où l'industrie des habitants n'est point encouragé ne peut avoir un commerce bien florissant. La Valachie et la Moldavie sont dans ce cas. Que ne produiraient pas ces deux Provinces si fertiles sous un autre gouvernement? Le bled, le sel, la cire, le goudron sont les principales branches du commerce de la Valachie. Les bleds sont envoyés à la capitale et y sont vendus au prix du miri. Il en est de même des autres productions susmentionnées. Ces prix n'étant pas avantageux pour le vendeur, ils ne s'empressent pas d'entretenir un commerce actif. Les Princes sont taxés par la Porte à fournir une certaine quantité de bled, ce qu'ils font en vexant les propriétaires. Ils fournissent aussi beaucoup de bois de construction, et celle-ci est une autre branche d'un commerce qui pourrait devenir une source de grande richesse. La France, pendant la dernière guerre, y a trouvé son compte, ainsi que les négociants qui les ont fournis. L'exportation du sel est considérable et s'étend surtout dans la Turquie européenne qui en manque.

Sous le hospodariat du Prince Alexandre Ypsilanti, homme rempli de vues bienfaisantes pour le pays et de zèle pour le bien public, on découvrit une matière semblable à la potasse (?) Il fit venir des verriers allemands et établit une verrerie à Bucarest. Il fit mieux encore, il profita de l'abondance

et de l'excellence de la laine de Valachie pour établir une manufacture de drap qui commençait à prospérer, quand la Porte, excitée par son avidité insatiable, voulut y mettre un droit si énorme que le Prince jugea à propos d'abandonner son entreprise.

Je n'ai pas été assez longtemps dans le pays pour prendre des informations exactes sur l'exportation et l'importation de ses différentes branches de commerce et il serait même très difficile d'en donner une juste idée, vu les difficultés qu'on rencontre, soit dans l'ignorance des gens, soit dans leurs jalousies; je puis dire et avancer que tout désavantageux que m'ait paru le commerce de la Valachie, vu les bas prix des denrées et autres articles, il est pourtant à l'avantage des Valaques. Le sucre, le café, le papier, les draps leur sont vendus par des marchands allemands, et c'est communément un commerce d'échange. La laine surtout est un des articles les plus recherchés. Mais, je le répète, je ne puis m'étendre davantage sur une matière aussi intéressante et aussi imparfaitement connue par les gens même du pays.

Population. Un pays aussi favorisé par la nature, aussi bien situé, aussi fertile, devait être très peuplé, puisque rien n'y manque et que tout pourrait contribuer au bonheur du colon et à la population. Mais grâce au despotisme, grâce aux vexations auxquelles sont assujettis les paysans sous un gouvernement absolument arbitraires et aussi précaire que celui des Princes, on ne compte pas 100 mille âmes en Valachie, un pays qui pourrait nourrir des millions! Le paysan valaque, comme le sont généralement les peuples esclaves, est paresseux, mais cette nonchalance ne provient pas faute de courage ou d'activité; cette nation n'en manque pas, car j'ai remarqué que, transplanté sous un gouvernement plus doux, le Valaque est laborieux, industriel, mais l'oppression dans laquelle ils vivent, les vexations des Princes les avilit tellement, qu'ils sont incapables d'aucun sentiment. Ceux qui confinent à la Transilvanie ont la facilité de se soustraire à un joug aussi dur, et les émigrations de ce côté-là sont très considérables et doivent occasionner les réclamations des Princes. Le paysan valaque ne se nourrit que de bled de Turquie qui, réduit en farine et cuit dans l'eau ou pétri en guise de pain, lui fournit une nourriture aussi pesante que malsaine. Il joint à cela du caviar, des oignons, de l'ail, bien rarement quelques poissons salés, jamais de la viande. L'argent gagné à la sueur de son front va tout pour son maître qui le partage avec le Prince, dont l'avidité est insatiable. Je gémissais encore, quand je pense à la misère de ces pauvres gens: ils meurent de faim et les Princes, contents de retirer l'argent qui leur revient, ne s'embarrassent guère d'encourager l'industrie de leurs sujets et de mettre à profit la bonté du sol; ils ne pensent pas qu'une terre fertile, soigneusement cultivée, est la principale source de la félicité des peuples, puisqu'ils en tirent les moyens de subsistance et de plus les moyens de parvenir à la commodité de la vie. Qu'est-ce que les richesses fictives au prix des biens de la nature? L'or coule nécessairement où croissent les denrées, pourvu qu'on ne lui ferme pas le passage. Si l'agriculture est florissante, elle produira bientôt les avantages du commerce. Tout au contraire, l'agriculture languit en Valachie et les Princes emploient leurs sujets à la recherche de l'or dont quelques rivières sont

abondamment pourvues. Tout ce que l'on peut dire pour excuser cette tyrannie des Princes, c'est que, trop incertains de leur sort et de la durée de leur règne, ils ne s'occupent que d'intrigues et à amasser de l'argent : c'est leur principal but et où tendent tous leurs désirs.

Revenus. D'après les calculs les moins exagérés, on m'a assuré que cette Province rapporte annuellement la somme de 3 millions 350 mille piastres. La Porte en retire 700 bourses, le Prince 5000, et les gens des alentours 200. D'après ce calcul, il paraît que le moins revient à la Porte, mais dans le fond c'est elle qui engloutit presque tout, parce que chaque Prince nouvellement nommé doit donner au Grand Seigneur 600 bourses, et 400 au visir et autres ministres de la Porte. On lui donne ordinairement un terme pour le paiement de cette somme. Outre cela, les ministres du Prince dépensent un argent immense pour avoir de nouvelles charges et celui-ci en dépense bien plus pour se soutenir et faire face aux orages que ses ennemis lui suscitent à la Porte, pour appaiser à force d'argent les Ministres de S. M. et gagner par là leurs bonnes grâces pour la continuation de sa charge.

Les boyars, ou seigneurs terriens du pays, ne payent aucune taxe. Le Prince donne, comme en Russie, un nombre de paysans à qui il veut ; on les nomme alors gens affranchis, parcequ'ils ne payent rien alors au Prince et que la taxe que leur impose leur maître est moins forte. Au reste, les boyards font ordinairement chaque année un présent au Prince, qui équivaut une imposition, soit en denrées, soit en argent et peu s'en dispensent. C'est le Prince qui donne tous les emplois, la durée dépend de sa volonté, et il n'en donne aucun sans en recevoir quelque rétribution, comme cela se pratique en Turquie. Il nomme aux évêchés et à la dignité de métropolitain. L'archevêque de Bucarest jouit de sa dignité à vie, et son revenu est de 20 bourses. Les gens d'église et les monastères ne supportent d'autre taxe qu'une imposition pour l'entretien d'une caisse fondée pour le soulagement des veuves et des orphelins, et pour les frais des écoles publiques.

Il y a en Valachie une quantité de *Cingheni*, qui sont des divisions de ce peuple maure que nous nommons Bohémiens, et qu'on rencontre partout. Il paraît qu'ils y sont domiciliés ; ils payent une forte taxe et on les emploie à tout. Ils ont surtout la charge de recueillir l'or de la Dombovizza qui traverse la ville de Bucarest, et ils payent annuellement une somme considérable à la Princesse pour la ferme de ce droit qui lui est accordé à titre d'apanage. Elle a aussi un sequin sur chaque boutique, ce qui lui fait un revenu assez considérable.

Chaque emploi rapporte beaucoup à celui qui le possède à cause d'une infinité de tours de baton d'usage sur lesquels on forme les gens. Aussi les gens en sont-ils affamés et intriguent-ils sans cesse pour supplanter celui qui est en place ; et c'est toujours à force d'argent. Pour parler franchement, cette Principauté, ainsi que celle de Moldavie, est un vrai pillage. Le Prince cherche à s'enrichir, ses ministres ont les mêmes intentions que lui, ainsi chacun met la main au plat pour tirer le plus grand morceau.

Les gens qui n'ont encore possédé aucune charge, ni leurs ancêtres, sont regardés avec mépris par les boyars, aussi se tiennent-ils vis-à-vis d'eux

dans la plus grande humilité, mais si le Prince leur confie quelque emploi, ils deviennent à leur tour d'une fierté insupportable: c'est là le vrai caractère des gens modernes, ils sont rampants et orgueilleux tour à tour.

Le Prince est comme despote dans sa province, si ce n'est de droit, au moins de fait. Il doit proposer les ordres qu'il doit donner dans la Province à un conseil composé du métropolitain, des deux évêques de Ribnico et de Buseo, le *bano*, les deux *vornici* et deux *logothètes*. Le *bano* est gouverneur de Valachie, les *vornici* sont les grands juges du pays, le logothète le grand chancelier. Mais il dépose à son gré ces personnes de leur charge. Ces conseillers ne font jamais que ce qu'il veut et vont dire oui avant d'entrer dans la salle du Divan. Parmi les abus et les vices infinis dont cette Principauté fourmille, il y a une coutume très louable et qui serait une de celle que l'humanité avouerait le plus dans la justice criminelle. Il y a un lieutenant criminel qu'on appelle *armache*. Son office est de faire exécuter les sentences de mort que le Prince prononce contre quelque coupable. Avant de l'exécuter, il est de coutume que ce lieutenant aille trois fois chez le Prince, le matin, à midi et le soir, pour savoir s'il est toujours dans l'intention de faire subir au coupable la peine de mort, et si le Prince n'a point changé d'avis, il l'exécute.

La cavalerie du Prince, répandue dans toute la Valachie, monte au nombre de 5 mille hommes, dont quinze cents restent dans la capitale. Ceux-ci ont une paie de 3 piastres par mois, une certaine quantité de ris et de pain, et un habit par an. Les autres n'ont point de paie, mais ils sont exempts de toute imposition sur les denrées. Ils ont alternativement une semaine libre pour labourer la terre et une autre ils sont obligés de se rendre sous les ordres des capitaines et être prêts à monter à cheval à son commandement. Ce sont de très misérables soldats, mal montés et sans aucune discipline.

Un capitaine a un certain nombre de villages dans son district, il y fait l'office de juge et, lorsqu'il arrive quelque méfait, il est obligé de faire courir après les malfaiteurs. Lorsqu'ils sont pris, on les amène en prison, où le capitaine ne peut les garder qu'un seul jour, après lequel ils les envoie au boyar commandant de celui des 17 districts dans lequel il se trouve, en l'informant des perquisitions qu'il a faites sur la nature du délit. Le boyar informe de nouveau le procès pendant les trois jours qu'il a le droit de tenir les délinquants dans ses prisons. Après ce terme, il écrit un rapport de tout au *spatar* (général de cavalerie) à Bucarest et lui envoie les prisonniers: celui-ci les juge en dernier ressort. S'il ne s'agit que de légères peines, comme la bastonnade ou un exil pour quelque temps et après que la sentence a été exécutée, il en fait un rapport au Prince. Mais le délit exigeant peine de mort ou un exil perpétuel aux salines, le *spatar* fait son rapport au Prince qui renvoie l'affaire à la juridiction criminelle nommée *table criminelle* et ordonne que les parties soient remises dans les prisons de cette cour.

Il y à Bucarest cinq cours de justice: deux pour les affaires civiles, une pour les criminelles, une pour le commerce, et le conseil d'État. Lorsque quelqu'un a une affaire discussoire avec un autre, il présente une requête au Prince qui envoie le procès à celle des deux tables criminelles qu'il veut.

Si les parties ne sont pas satisfaites du jugement, elles présentent une nouvelle requête au Prince qui tranche l'affaire au tribunal du conseil d'État, qui est composé de huit grandes charges de la Principauté, qui sont le metro-polite, le *bano* de Crajova, deux *Vornico*, deux *logoteti*, le *vestiar* et le *spatar*, et de tous les boyars qui ont possédés autrefois ces charges et en ont conservé le titre. Ceux-cy jugent l'affaire de nouveau, et les parties peuvent encore en appeler au divan du Prince, qui décide définitivement.

Il y a dans chacun des 17 districts quatre boyars dont deux ont la charge d'*Ispravnic* et qui rendent compte au *spatar* des affaires militaires et criminelles; l'autre de *vornic* et il prend connaissance des affaires civiles; et le 4^e celle de *vestiar* qui perçoit les deniers du trésor et s'entend avec le *grand vestiar* à qui il rend aussi compte des incidents qui peuvent survenir dans les affaires fiscales.

Je me suis étendu un peu plus que les bornes de ce mémoire ne me le permettaient sur cette partie de la constitution de la Valachie, parce que c'est la seule que j'ai pu approfondir avec quelque détail dans mes conversations avec un boyar qui n'était instruit exactement que dans cette seule partie. Malheureusement pour moi, je n'ai trouvé personne qui ait été capable de me donner des renseignements plus satisfaisants sur les autres parties intéressantes du commerce, de la population, etc.

On ne sait pas précisément à quelle époque a commencé le règne des hospodars. On fait remonter cette dignité à l'an 1313 dans la personne de Radu le Noir venu de la Transylvanie. Cette dignité était toujours élective et dépendait des grands du pays, mais, depuis que cette Province a passé sous la domination ottomane, le choix du Prince dépend de la Porte et c'est l'intrigue ordinairement qui en assure la possession. Il y a des familles en Valachie qui auraient droit de posséder la principauté, soit par leur ancienté, soit par leurs richesses, mais, coptes de la considération dont elles jouissent, elles ne se soucient pas d'en courir les risques.

Parmi ces familles de boyars, la plus puissante est celle des Brancoveni, dont le chef est prince du St. Empire Romain. Il possède beaucoup de fiefs en Hongrie et en Transylvanie, et il a des terres immenses en Valachie, qui lui font un revenu considérable. Il descend de la famille de Bessaraba, qui était hospodar du temps de Soliman le Grand, et il est le fils du neveu de Constantin Brancovani qui en 1714 eut la tête tranchée, après avoir été spectateur de la mort de ses quatre fils. On l'accusa d'avoir favorisé les Russes sous Pierre I^{er}. Une autre famille célèbre est celle des Cantacuzènes qui tire son origine de l'empereur Jean Cantacuzène dont fait mention l'histoire du Bas-Empire. Ils portent l'aigle impériale dans leurs armes, ce qui leur a été accordé par un décret de l'Empereur Léopold, lorsqu'il les créa comtes de l'Empire. Il y a eu un Prince célèbre de cette famille, Cherban Cantacuzène: celui-cy pendant 10 ans qu'il a été Prince donna bien à penser à la Porte. Il entretenait, à ce qu'on dit, 40 mille hommes; il se servait d'eux, quand il envoyait le tribut à la Porte pour le faire enlever, et écrivait ensuite à la Porte se plaignant du peu de sûreté des routes, et se servait du tribut pour payer ses troupes.

Cette belle Province, ainsi que la Moldavie, ont été en partie le théâtre de la dernière guerre entre les Turcs et les Russes. Les premiers s'en sont emparés dès la première campagne et les derniers en cherchant de chasser leur ennemis ont totalement dévasté, pillé et saccagé tout le pays, qu'il n'a pu encore se relever. C'est à cette occasion qu'une quantité de Sciganes valaques se sont réfugiés sur les terres de l'Empereur, où ils ont séjourné pendant toute la dernière guerre, emportent avec eux tout ce qu'ils avaient de plus précieux.

La langue valaque, ainsi que la moldave, est un mélange d'esclavon, de grec et surtout de latin corrompu, et son affinité avec cette dernière langue est frappante. Il est naturel de croire que ces deux Provinces faisant partie de la vaste domination des Romains, on y parlait leur langue. Ces mêmes Provinces, changeant ensuite de maître, n'ont conservé de leur ancienne servitude que le nom de *Rumanesté* et quelques restes d'une langue que l'on ne connaît plus de nos jours que dans les écoles.

Les principales maladies qui règnent généralement en Valachie, et surtout à Bucarest qui en est la capitale, sont les fièvres, à causes des exhalaisons des marais et eaux stagnantes dont le pays abonde, le scorbut et le mal vénérien: le premier, à ce que j'imagine, par une suite des longs carêmes des Grecs, pendant lesquels ils ne se nourrissent que de salaisons; le second qui fait de grands ravages est une suite des débauches auxquelles ils se livrent. Le séjour des Russes n'a pas peu contribué à les encourager, et à propager le mal. Rarement guérissent-ils radicalement d'une maladie aussi cruelle et qui attaque les sources de la vie; les simples ont leurs spécifiques, et ils en ont de plusieurs espèces; mais ils ne sont pas assez efficaces. Ceux qui ont de l'argent recourent aux médecins étrangers, les plus pauvres languissent et traînent une triste existence qui ne les corrige pas.

VERIFIAT
1987

INDEX DES NOMS ¹⁾

- Abdi-Pacha, 31, 126, 191, 193, 217, 263.
 Abdul-Hamid, 64, 67, 88, 181, 214.
 Abdourrisak-Effendi, 61, 64, 196, 204.
 Abkases, 100.
 Aboukir (bataille navale), 130.
 Adair (Sir Robert), 298, 299.
 Adriatique 99, 101, 128, 131, 149, 152.
 Aïdin, 42.
 Ainali-Cavak (convention d'), 78, 82, 229, 243, 348.
 Akalzichi, 248.
 Akerman, 56, 106, 150, 179, 201, 279, 281.
 Akhiska, 92, 94.
 Albanais, 186.
 Albanie, 33, 34, 126, 128, 143, 149, 165, 229, 285.
 Alexandre I^{er}, 116, 132, 133, 140-44, 304, 309, 311, 318-20.
 Alexandrie, 94.
 Algérie 93.
 Ali-Bey, 32, 59, 63, 93, 206.
 Ali-Pacha, 103, 112, 184, 263, 327.
 Allemagne, 77, 78, 88, 89, 115, 127, 136.
 Amérique, 130, 155.
 Amiens (paix d'), 134.
 Amsterdam, 87.
 Anapa, 112, 277.
 Anatolie, 3, 54, 98.
 Andrussowo (paix d'), 15.
 Anglais, 9, 12, 134, 139, 144, 146, 152, 200.
 Angleterre, (Grande-Bretagne) 2, 5, 7, 8, 9, 16, 18, 19, 38, 39, 42, 49, 56, 57, 71, 79, 87, 88, 90, 98, 105, 107-9, 113, 115, 116, 129, 130-36, 138, 140-42, 144, 147, 148, 151-53, 155, 183, 188, 227, 278.
 Arabat, 58.
 Arabie, 31.
 Arcole (bataille d'), 136.
 Arghiropol, 308, 327.
 Argeș, 194.
 Arménie, 77.
 Asie, 12, 13, 43, 81, 112, 125, 136, 193, 194.
 Astrakhan, 99.
 Aubert-Dubayet, A. (général), 123, 124, 129, 281.
 August III (roi de Pologne), 19, 39, 56, 174.
 Austerlitz (bataille d'), 136, 138.
 Autriche, 1-5, 10, 11, 17-19, 38, 39, 52-56, 60, 72, 74, 75, 79, 80-84, 87, 88, 90, 102, 105-7, 109-11, 113, 115-18, 121-30, 133, 135-37, 141, 144-54, 195, 211, 218, 224.
 Autrichiens, 7, 9, 16, 73, 100, 110, 126, 253, 255, 258, 263, 266, 278.
 Azof, 15, 16, 51, 58, 62, 65, 159, 188, 200.
 Babadagh, 51, 149, 182, 191, 194, 203, 214, 266, 300.
 Bahti-Ghiraï, 250.
 Bâle (la paix de), 123, 127.
 Balkans, 105, 128, 135, 150, 193.

¹⁾ Cet index est dû à l'obligeance de MM. D. Berlesco et L. Sârbu, étudiants en histoire à l'université de Jassy.

- Baltique, 13, 49, 112, 118, 137, 141, 213.
 Baltschik, 204.
 Banat, 101, 105, 347.
 Bar (la confédération de), 40, 41, 52.
 Barbaresques, 242.
 Barco (général), 74, 222, 224.
 Bârlad, 106.
 Baruzzi (colonel, agent russe), 279.
 Bassora, 31.
 Báthory (Étienne), 221.
 Bazardjik, 64.
 Baylen (capitulation de), 146.
 Béhadir-Ghirai, 181.
 Belgique, 106, 110, 111, 118, 119, 122, 128.
 Belgrade, 7, 10, 16, 36, 73, 83, 99, 100, 159, 189, 194, 229, 245, 258, 294.
 Bender, 41, 52, 61, 62, 106, 183, 188, 194, 199, 216, 219, 221, 259, 260, 262, 278, 279, 281, 285.
 Bennigsen (Auguste, général russe), 304.
 Berlin, 53, 56, 74, 105, 118, 154, 192, 296, 209, 211, 215.
 Bessarabie, 15, 83, 105, 150, 151.
 Bezborodko (homme d'État russe), 274.
 Blanche (la mer), 13, 85, 194, 200, 214, 221, 230, 329.
 Bohême, 78, 79, 108, 109.
 Bonaparte, 55, 127, 128-30, 133, 134, 287, 292, 293, 295-298.
 Bonneval (comte de), 7, 26, 207.
 Bosnie, 33, 34, 145, 154, 165, 202, 205, 209, 214, 218, 220, 229, 239, 280.
 Bosphore, 77, 112, 138, 145.
 Boukhara, 133.
 Boudgeak, 76, 99, 299, 200, 230, 248, 250.
 Boulgakof (ambassadeur russe à Constantinople), 91, 93, 94, 233, 234, 243.
 Bouligny (ambassadeur d'Espagne), 112.
 Brabant, 96, 107.
 Bragation (général russe), 149, 301.
 Braïla (Ibraïl), 105, 106, 149, 231, 267, 300.
 Brâncoveanu (Constantin), 345.
 Brâncoveni (famille), 352.
 Brentano, 261.
 Brest, 133.
 Breteuil (ambassadeur de France à Vienne) 236.
 Brognard (internonce), 45.
 Broussé, 305.
 Brühl, 175.
 Bruckenthal (baron de), 347.
 Brune (général français et ambassadeur à Constantinople), 134, 262.
 Bruxelles, 96, 111.
 Bucarest, 61, 64, 65, 92, 110, 196, 198-200, 202, 231, 234, 235, 260, 302.
 Bude, 347.
 Bug, 65, 82, 102, 200.
 Buïukdéré, 131, 182.
 Bukovine, 46, 72, 73, 74, 82, 126, 136, 145, 150, 218, 221, 224, 225, 229, 237.
 Bulgares, 24.
 Bulgarie, 34, 126, 136, 143.
 Butrinto, 128.
 Buzeu, 261.
 Byzance, 12, 14, 90.
 Cabardie, 55, 65.
 Caffa, 58, 77, 313.
 Cahul, 51, 68, 141.
 Caire (le), 130.
 Callimachi (Grégoire), 46.
 Callimachi (Jean), 170, 171, 325.
 Callimachi (Scarlat), 318, 321, 322, 325, 332.
 Callimachi (famille), 280.
 Campo-Formio (paix de), 128, 136.
 Candie, 145, 327.
 Canning (George, homme d'État anglais), 141.
 Cantacuzène (famille), 353.
 Cantacuzène (Șerban), 350.
 Cantacuzène (*Tudisco*), 345.
 Cantemir (Démétrius), 15.
 Caragea (famille), 172, 235, 284, 315, 317, 318, 320, 321.
 Caransebeș, 102, 257.
 Carlowitz (paix de), 4, 9, 194, 303.

- Carpathes (Les), 10, 13, 73, 355.
 Caspienne, 133.
 Catherine II, 2, 16, 18, 19, 34, 38, 39, 40, 43, 44, 49, 52, 53, 54, 61, 69, 77, 78, 117, 119, 132, 136, 141, 153, 154.
 Cattaro, 140.
 Caulaincourt (marquis, Louis de, duc de Vicence), 143, 145, 298.
 Caucase, 13, 31, 92, 93, 100, 137, 248, 277.
 Cérigo, 128, 131, 152.
 Céphalonie, 128, 131, 152.
 Cernetz, 349.
 Charles-Quint, 5.
 Charles VI, 10.
 Charles XII, 4, 15, 179.
 Charles-Théodore (de Bavière), 78, 87.
 Chatham (lord, William Pitt.), 9.
 Chio, 31, 50.
 Choiseul (duc, Étienne-François de), 119, 121, 130, 149, 151.
 Chypre, 31, 83, 145, 165.
 Cobourg (prince de, général autrichien), 102, 106.
 Coczin (Cocyn) voir Hotin.
 Constantin (grand-duc.), 83, 91.
 Constantza, 140.
 Constantinople, 11, 61, 63, 66, 70, 74, 76, 79, 85, 90, 91, 92, 95, 105, 121, 123, 125, 130, 131, 132, 134, 136-141, 145, 147, 149, 167, 186, 201, 205, 211, 214-16, 225, 227-30, 234.
 Copenhague, 141.
 Coray (Adamantius), 127.
 Corfou, 116, 128, 131, 144, 152, 286.
 Coron, 152, 179.
 Cosaques, 118.
 Cotroceni (monastère de), 394.
 Courlande, 211.
 Cracovie, 211.
 Craïova, 106, 205, 258, 259.
 Crimée, 55, 57, 58, 61, 63, 65, 67, 76, 77, 78, 82, 84, 85, 86, 91, 93-96, 189, 194, 195, 200, 203, 216, 230, 237, 214, 251.
 Croatie, 145.
 Dacie (royaume de), 83.
 Daghestan, 92.
 Daghestanli (Ali-Pacha), 214.
 Dalmatie, 83, 128, 136, 139, 149, 292.
 Danemark, 39, 42, 104.
 Danton (Georges-Jacques), 119.
 Danube, 10, 16, 33, 49, 51, 52-54, 57, 58, 100, 101, 102, 105, 106, 112, 133, 136, 137, 139, 149, 150, 169, 186, 191, 193, 195, 203, 206, 210, 229-32, 247, 254, 259, 264-69, 285, 301.
 Dantzig, 105, 211.
 Dardanelles (les), 94, 138, 139, 145, 147, 148, 180, 186, 290.
 Descorches (Louis-Henri), 121-23, 280.
 Dewlet-Ghirai, 77.
 Diez (Henri-Frédéric), 105.
 Djezzar-Pacha, 125.
 Dniéper (Borysthène), 14, 65, 90, 102, 103, 204.
 Dniester, 42, 46, 51, 52, 65, 74, 75, 82, 93, 104, 112, 138, 142, 178, 200, 219, 248, 274, 275.
 Dolgorouki (prince), 57, 58, 64, 184, 211.
 Don, 118.
 Drako (Nicolas), 49.
 Dresde, 172.
 Duckworth (amiral), 138, 148, 294.
 Dumouriez (Charles-François), 117.
 Egée (la mer), 3, 65, 75, 85.
 Egypte, 3, 21, 61, 68-70, 83, 115, 116, 125, 127, 129, 130, 131, 133, 134, 139, 142, 144, 155, 165, 194.
 Elisabeth (Impératrice de Russie), 19.
 Elisabethstadt, 167.
 Elmpt (général), 49.
 Elphinstone (amiral), 49, 179, 189.
 Erfurt, 146, 297.
 Erzeroum, 98, 305.
 Escaut (l'), 87, 88.
 Espagne, 4, 112, 121, 144, 146, 149.
 Essek, 246.
 Eugène (le prince), 4, 9, 153.

- Eupatoria (Koslof), 58.
- Europe, 13, 16, 37, 38, 41, 78, 80, 116, 124, 125, 127, 153, 154, 169, 186, 221, 222.
- France, 1, 4-9, 14, 16-19, 38-41, 52, 53, 60, 74, 79, 83, 86-88, 114-120, 123, 124, 127-31, 134, 136-43, 145, 152-55, 169, 175, 183, 184, 188, 198, 202, 203, 207, 220, 223, 226, 227, 231, 236, 238.
- Français, 121, 131, 134, 135, 204.
- François I^{er}, 5, 49, 85.
- Frédéric II, 18, 19, 26, 39, 43, 52-55, 58, 78, 80-82, 88, 114.
- Frédéric-Guillaume II, 97, 106, 109.
- Friedland (bataille de), 109.
- Galata, 66, 214, 234.
- Galatz, 46, 106, 112, 124, 132, 185, 195, 228, 259, 271, 273, 275, 300.
- Galicie, 105, 108.
- Galitzyne (général russe), 44, 45, 112, 178.
- Gaudin, E. (secrétaire d'ambassade), 127.
- Géorgie, 22, 31, 63, 66, 92, 94, 95, 113, 198, 252, 300.
- Ghica (Alexandre), 159, 160, 162.
- Ghica (Grégoire), 48, 74, 76, 166, 192, 216, 217, 224, 228, 229.
- Ghica (Mathieu), 166.
- Ghica (Smaragda), 164.
- Giurgiu, 52, 57, 59, 106, 150, 192, 202, 299.
- Gobis (médecin de Mustapha III), 223.
- Grèce, Grecs, 12, 13, 25, 66, 77, 126, 127, 167, 179, 185, 186, 199, 202, 217, 220, 227, 256.
- Grodzka, 10.
- Greig (amiral), 49.
- Guillaume V (Stathouder), 98.
- Guilleminot (adjudant-commandant) 142.
- Gustave-Adolfe, 26.
- Gustave III, 60, 81, 103, 104.
- Habsbourg, 5, 9, 11, 18, 88, 154.
- Haemus (Mont), 63.
- Hainaut, 107.
- Hamilton (Milord), 346.
- Hanovre, 88, 140.
- Harebone (William), 8.
- Hârşova, 149.
- Hassan (Pacha), 27, 93.
- Haye (La), 111.
- Henri (prince, frère de Frédéric II) 104, 108.
- Héraclius (khan de Géorgie), 92, 94.
- Hérat, 133.
- Herbert (de Rathkeal, internonce), 346, 345.
- Hertzégovine, 35, 36.
- Hertzberg (le plan), 105, 108.
- Hogland (bataille navale), 104, 108.
- Hohenlohe (prince), 106.
- Hollande, 4, 87, 88, 97, 98, 111, 120, 182.
- Hongrie, 5, 56, 96, 99, 106-108.
- Hongrois, 11, 101, 107, 194, 237, 240.
- Hotin, 41, 47, 68, 71, 83, 99, 102, 150, 180, 187, 188, 198, 203, 205, 218, 223, 231, 258, 259, 261, 282, 288, 289.
- Ianina, 139.
- Imam-Mansur, 93, 100.
- Indes, 115, 130, 133, 136, 143, 145, 148.
- Ingelstrom (Baron de), 183.
- Ioniennes (Les îles), 121, 132, 134, 144, 152.
- Isacea, 149, 192.
- Ismâil, 52, 149, 150, 201, 231, 232, 262, 266, 272, 278, 279, 281.
- Ismail (bey de Sérès), 302.
- Istrie, 83, 128, 136.
- Italie, 81, 89, 115, 127, 128, 130, 134, 136, 236.
- Ithaque, 152.
- Italinski (ambassadeur russe), 138, 187, 189, 200, 201.
- Jaffa, 134.
- Jangoleo (Lucca), 106, 164.
- Jassy, 49, 92, 94, 112, 113, 117, 124, 132, 140, 209, 231, 246, 257, 272, 274, 275, 277, 278,

- Jemmapes, 119.
 Jéna, 136, 138.
 Jérusalem, 134, 322.
 Jones (Paul, corsaire anglais), 103.
 Jésuites, 121.
 Joseph II, 53, 54, 57, 78, 79, 81-84, 87, 88, 90, 91, 95, 101, 107.
 Kadi-Pacha, 125.
 Kaïnardji (bataille de) 63.
 Khiva, 133, 348.
 Kamenetz-Podolsk, 211, 290.
 Kamenski, 64, 184, 208, 244.
 Kaplan-Ghirai, 51.
 Kara-Mustapha, 106.
 Karasin, 48.
 Karamanie, 31, 125.
 Karasou, 64, 203, 207, 214.
 Kars, 98.
 Kartal, 46, 53.
 Kaunitz (Prince de), 18, 54, 57, 72, 89, 99.
 Keller, 178, 179.
 Kertsch, 58, 61, 62, 64, 65, 70, 194, 200, 201, 214, 216.
 Khan-Tépassi, 47, 51.
 Kherson, 85, 90, 93, 94, 233.
 Khiva, 133.
 Kief, 14.
 Kilia, 52, 112, 150, 201, 219, 266.
 Kinburn (Kilburun), 58, 62, 64, 65, 77, 99, 100, 103, 200, 212, 214, 216.
 Kléber (général), 103, 130, 134.
 Knobelsdorf (ministre de Prusse), 124.
 Knorring (amiral russe), 135.
 Köprüli, 21.
 Kotschoubey (Prince Victor), 132, 133.
 Kouban, 65, 78, 85, 86, 94, 100, 112, 113, 118, 147, 200, 277, 300.
 Kourdes, 25, 66.
 Kourdistan, 112.
 Koutousof (Michel, général russe), 112.
 Koutschouk-Hassan, 106, 199, 301.
 Koutschouk-Kaïnargi (paix de), 65, 66, 68, 70, 71, 78, 82, 95, 212, 213, 215, 230, 232, 234, 243, 247, 251.
 Krim-Ghirai, 44.
 Langeron (général), 301.
 Larga, 53, 141.
 Larta, 128.
 Las-Casas (colonel au service de la Russie), 207.
 Lassource, 119.
 Laudon, 101, 106.
 Laybach, 331.
 Lazaristes, 14.
 Lebrun (Charles, homme d'État français), 117, 118.
 Leibnitz, 129.
 Lemnos, 165.
 Léopold (de Toscane), Léopold II, 84, 108, 111.
 Lesghiers, 92, 99.
 Lewis (Thomas), 293.
 Liban, 31, 32.
 Lieux-Saints, 6.
 Ligne (Prince de), 100.
 Liguriens, 347.
 Limbourg, 107.
 Lombardie, 128, 163.
 Londres, 87, 141, 295.
 Loo (Ligue de), 98, 106, 109.
 Louvain, 96.
 Louis XIV, 129.
 Luchesini, 267.
 Ludolf (Constantin), 33, 112, 171, 182, 224, 239, 260, 305, 343-354.
 Ludolf (Guillaume), 33, 163-260, 338-43.
 Ludolf (Joseph-Constantin), 305-23.
 Ludrino, 128.
 Lugoș, 102, 257.
 Luxembourg, 153.
 Lynar (plan), 56.
 Macédoine, 34.
 Macin, 57, 95, 112, 263.
 Madrid, 148, 268.
 Maëstricht, 87, 88.
 Maïnotes, 50, 135.
 Maïo (Nicolas de), 161-63.
 Maïlines (archevêque de), 96.

- Malte, 130, 134, 142.
 Mano (Constantin), 315, 329.
 Mardin, 31.
 Marmara, 148.
 Marie-Thérèse, 57, 78, 110, 160.
 Maroc, 93.
 Marseille, 5.
 Masséna (André, duc de Rivoli), 133.
 Matapan, 49.
 Mavrocordato, Alexandre, 92, 141, 244,
 Constantin, 48, 49, 162.
 Mavrogheni Nic., 91, 245, 260, 262, 263,
 264.
 Maximeni, 106 (?)
 Mayence, 88, 124.
 Mecque, 44, 49.
 Medem, 44, 49.
 Médine, 31.
 Méditerranée, 116, 127, 128, 129,
 132-34, 142, 144, 146, 148.
 Mehadia, 256.
 Mehemet-Ali, 125, 192.
 Menou (général), 134.
 Metternich (prince), 144, 151.
 Michelson (général), 295.
 Miloradowitz (général), 191.
 Mingrêlie, 66.
 Minszech, 169.
 Moghilew, 81, 226, 224.
 Mohamed II, 22.
 Moldaves, 23, 33, 113, 171, 172, 217.
 Moldavie, 33, 41, 48, 55, 58, 59, 66, 71,
 72, 73, 76, 83, 85, 86, 94, 102, 105,
 106, 112, 119, 137, 141-43, 146, 156,
 167, 165, 169-172, 174, 183, 190,
 194, 201, 210, 214, 216, 218-221,
 224-28, 230, 231, 233, 244, 245, 254,
 255, 258, 273, 275, 277-79, 282, 283.
 Moldovandji (Ali-Pacha), 46, 47.
 Monténégrins, 126, 327.
 Monténégro, 126, 135.
 Montesquieu, 132.
 Moravie, 54, 118.
 Morée, 63, 83, 126, 141, 143, 185, 230,
 317.
 Morusi Alexandre, 290, 304; Constantin,
 137, 280, 316, 328, 331; Nicolas, 328,
 331.
 Moscou, 12, 14, 15, 58, 160, 166, 167.
 Moscovites, 159, 161.
 Mounier, 124.
 Mustapha I, 22.
 Mustapha III, 184, 217.
 Mustapha IV, 146, 296.
 Mustapha (Le Baïractor), 149.
 Mouradgea (Pierre), 280, 315.
 Münnich, 16, 180.
 Murray (Sir John), 53, 97, 188.
 Nadir (Shah), 92.
 Naples, 112, 144.
 Napoléon, 2, 115, 116, 117, 127, 130,
 135, 136, 138-52, 155.
 Naumurois, 107.
 Navoni (Jean-Baptiste), 323-337.
 Neerwinden, 119.
 Neisse (entrevue de), 53, 54.
 Nelson (amiral), 130.
 Neustadt (entrevue de), 54.
 Néva, 14.
 Nice, 118-19, 324.
 Nicolaew, 295.
 Nicopolis, 83, 150.
 Niémen, 110.
 Nimirow, 1.
 Noghaïs, 57.
 Noire (La mer), 3, 13, 15, 31, 55, 58,
 60, 64, 65, 70, 75, 85, 87, 88, 93, 99,
 112, 133, 137, 147, 184, 165, 185, 188,
 193, 194, 197, 202, 204-06, 212-216,
 219, 221, 229, 233, 234, 240, 247,
 248, 261, 271.
 Obrescof (ambassadeur russe), 42, 43,
 55, 57, 61, 62, 176, 188, 189, 192,
 199, 200, 220, 252, 258, 265, 271, 272.
 Odessa, 284.
 Odobesti, 342.
 Olt, 57, 83, 220, 346.
 Olténie, 126.
 Orange (famille), 97.
 Orenburg, 133.

- Orlof (Alexis), 50, 53, 54, 59, 60, 79, 192, 196, 201, Grégori, 59, 60.
- Orşova, 83, 100, 101, 110, 196, 203.
- Osman II, 22; Osman III, 21, 22, 31.
- Osman-Pacha, 32.
- Ostermann, 16.
- Otrante, 135.
- Otschakof, 58, 62, 82, 94, 95, 99, 100, 102, 103, 105, 112, 113, 189, 199, 200, 212, 252, 258, 265, 271.
- Ottomans, 110, 129, 138, 259, 296.
- Ouchakof (amiral russe), 131.
- Oural, 13.
- Palestine, 125.
- Parant, 127.
- Paris, 118, 126, 127, 141, 143, 149, 296.
- Paros, 202.
- Passarowitz (paix de), 11, 12, 82, 106.
- Pasvan-Oglou, 126.
- Paul I^{er}, 32, 133.
- Pays-Bas, 87, 88, 89, 91, 95, 96, 97, 99, 107, 108, 111, 113.
- Pechlivan (Pacha d'Erzerum), 305.
- Péra, 161, 162, 214, 220.
- Pérecop, 16, 57, 85, 180.
- Perse, 130, 133, 137.
- St.-Pétersbourg, 14, 15, 50, 53-56, 58, 80, 81, 82, 104, 135, 143, 144, 195, 198, 214, 220, 239, 248, 272, 275.
- Peterson (colonel), 74, 75, 217.
- Petit-Étienne, 33.
- Petrovsk, 85.
- Peyssonnel, 66.
- Piémont, 134.
- Pierre I^{er}, 3, 11, 14, 16, 19, 38, 39, 88, 136, 46, 179, 185, 215.
- Pise, 246.
- Pitt (William, le second), 109.
- Pocutie, 71, 73, 219.
- Podolie, 308, 351.
- Pologne, 4, 15, 19, 41, 43, 44, 56, 57, 61, 67, 71, 74, 81, 105, 106-10, 112, 113, 116-17, 119, 120, 122, 123, 132, 139, 140, 143, 169, 174, 175-177, 182, 184, 187, 200, 205, 209, 221, 225, 233, 267, 279.
- Polonais, 15, 118, 120, 137, 153.
- Poltava, 15, 57.
- Poméranie, 118, 199.
- Poniatovski (Stanislas), 17, 19, 39, 41, 175.
- Potemkine, 57, 64, 80, 90, 99, 103, 106, 204, 207, 247, 264-67, 271-73.
- Potocki (Félix), 195.
- Pougatschef, 64, 108.
- Preiss (général), 348.
- Presbourg (paix de), 111, 146.
- Prosorovski (prince, général russe), 149, 298, 299.
- Prusse, 2, 17-19, 41, 42, 52, 54, 55, 56-58, 60, 71, 79, 80-83, 88, 89, 95, 98, 105, 106-110, 114-118, 123, 127, 142-144, 146, 153, 154, 182, 188-190, 192, 198, 199, 202, 204, 206, 210, 211, 216, 218, 220, 221, 225, 239, 270, 273.
- Pruth, 15, 65, 72, 151, 178, 215, 219.
- Pyramides (bataille des), 130.
- Radziwil, 211.
- Raghib, 21.
- Raguse, 220, 222, 338.
- Raicevich (Ign.-Steph.), 244, 343.
- Râmnic, 106, 261, 296.
- Ratisbonne, 140.
- Razumovski, 167.
- Reichenbach (convention de), 109, 110.
- Reinhardt, 127, 294.
- Repnine, 40, 51, 57, 74, 75, 112, 175, 204, 206, 208, 210, 213, 220, 223, 225, 226, 260, 268, 269, 272, 274.
- République française 119, 121, 123, 126, 128, 129, 155.
- Resmi (Achmed), 213.
- Rhin, 118, 119, 127, 131.
- Rhigas, 127.
- Rhodes, 22, 145.
- Riso (Théodore), 324.
- Riso (Iacobaki), 74.
- Rivoli (victoire de), 136.

- Robespierre, 123.
 Rochefort, 133.
 Rosette, 139.
 Rouge (La mer), 130.
 Roumains, 126, 150.
 Roumélie, 76, 112, 135, 140, 170, 229, 285, 343.
 Roumiantzof (maréchal), 44, 51, 59, 63-65, 73, 99, 100, 141, 145, 146, 160, 181, 191, 192, 194, 203, 204, 213, 215, 217, 221, 223.
 Roustshouk, 139, 150, 203, 208, 258, 260.
 Ruffin (chargé d'affaires) 131.
 Russie, 1, 2, 3, 7-9, 11, 12, 14, 15, 17-19, 31, 33, 38, 40, 42, 44, 47, 49, 52, 54, 55-62, 65-68, 71, 74, 75-84, 86-88, 90-95, 98, 99, 103, 105, 106, 108, 112, 113-118, 122, 125, 127, 129, 148-153, 166-168, 174, 176, 181, 182, 184, 185, 187, 190, 104, 195, 196-9, 201, 202, 206, 210, 211, 216, 218, 221, 223-28, 230-35, 237-44, 248-53, 259, 265, 267, 271, 272-78, 281, 283, 296.
 Russes, 118, 126, 137, 142, 145, 149, 150, 159, 167, 174, 186, 199, 200, 204-06, 211-16, 230, 239, 253, 254, 258, 259, 261, 265, 271.
 Sabácz, 100.
 Sadova, 136.
 Sahib-Ghirai, 61, 78.
 Saint-Jean-d'Acre, 33, 134.
 St.-Petersbourg.
 St. Priest (ambassadeur de France), 73, 75, 78, 121, 201, 204, 205, 212, 224.
 Sainte-Maure (île), 121, 131, 152.
 Salonique, 31, 145, 245.
 Save, 10, 16, 101, 102.
 Savoie, 118, 119.
 Saxe, 39.
 Schoumla, 64, 204, 211, 213, 214, 258, 267, 274.
 Schtscherbinine, 61, 62.
 Schupanek, 102.
 Sébastiani (Horace, général français), 134, 137.
 Sébastopol, 90, 94.
 Sélim Ier, 32.
 Sélim II, 21, 22.
 Sélim III, 106, 124, 137, 138, 139, 146.
 Sélim-Ghirai, 57, 58, 77, 178.
 Sémédria, 106.
 Semlin, 102, 256.
 Sémonville, 122.
 Serbie, 41, 48, 76, 126, 145, 154, 188, 198, 199, 202, 209, 211, 216, 218, 220, 297.
 Serbes, 126-37, 150.
 Sereth, 72, 227.
 Shahin-Ghirai, 58, 77, 78, 83, 86, 230, 241, 250, 251, 258.
 Sicile, 134, 144, 213.
 Silésie, 17, 18, 42, 43, 84, 108, 142, 143, 154.
 Silistrie, 63, 64, 68, 137, 149, 204, 206, 207, 213, 131-133.
 Sistova, 110, 150, 267, 268, 270, 278, 279, 280.
 Slatina, 102.
 Slaves, 12, 101.
 Slobozia, 302.
 Smyrne, 8, 31, 93, 124, 145.
 Sokoli (Mohammed), 21.
 Solférino, 136.
 Soliman (le Magnifique), 6, 20, 21, 22, 27, 29.
 Soria, 194.
 Soroca, 342.
 Soltikof, 64, 181.
 Souliotes, 126, 135, 327.
 Soult (maréchal), 143.
 Soutzo (Alexandre), 283, 284, 317, 319, 325, 326, 329.
 Soutzo (Michel), 91, 92, 308, 314, 316, 321, 329, 334, 336.
 Souvorof, 64, 99, 103, 106, 112.
 Spiritof (amiral), 179.
 Stakief (ambassadeur russe), 227, 229, 231, 232, 233.
 Stauceni, 18.
 Stockholm, 103.
 Stoffeln (comte), 47, 51.

- Strogonoff (ambassadeur russe), 305, 306, 307, 309-314, 317-321, 324, 329, 332, 335.
- Suède, 4, 16, 19, 42, 60, 81, 82, 104-06, 108, 112, 116-18, 143, 184, 196, 204, 203, 220, 223, 259.
- Suédois, 53, 144.
- Suisse, 134.
- Sund, 141.
- Svensk-Sund, 104.
- Synope, 93.
- Syrie, 63, 68, 70.
- Taganrong, 15, 230, 231.
- Tahir-Aga, 74.
- Talleyrand (Charles-Maurice, prince de Bénévent), 115, 117, 129, 135.
- Taman, 58, 77, 86, 200, 201.
- Tarente, 144.
- Tartares, 41, 55, 57, 58, 60-63, 65, 67, 70, 76-78, 84, 86, 94, 102, 103, 118, 154, 171, 178, 180, 194, 195, 199, 200, 205, 216, 218, 230, 241, 242, 243, 248, 255, 261, 276, 277.
- Tauride, 90.
- Tcherkesses, 99.
- Tenedos, 165, 293.
- Teschen (paix de), 79.
- Thessalie, 336.
- Thorn, 105, 211, 240.
- Thugut, 53, 54, 72, 74, 219, 222, 224, 226.
- Tilsit (paix de), 139, 141, 142, 147, 297.
- Timișoara (Temesvár), 102, 256, 347.
- Tolstoï (comte Pierre), 143.
- Tamara, 183.
- Tophana, 176.
- Tott (Baron de), 27, 40, 50, 175, 180, 183, 206, 210, 240.
- Tottleben, 44, 49.
- Toulon, 130.
- Trajan, 347.
- Transylvanie, 52, 56, 72, 96, 219, 221, 226, 344.
- Travnik, 121.
- Trébizonde, 31.
- Trieste, 136, 149.
- Tripoli, 134.
- Tripolitza, 50.
- Troie, 293.
- Tschesmé (bataille navale de), 50, 53, 54, 103, 179, 186.
- Tschernitchef, 56.
- Tulcea, 57, 112, 149, 191.
- Turenne, 26.
- Turkomans, 182.
- Turquie, 7, 16, 22, 29, 35, 43, 54, 55, 56, 60, 76, 80, 103, 104, 105, 108, 109, 112, 113, 115, 118, 120, 123, 129, 130, 135, 139, 140, 142, 149, 151-54, 155, 235, 249.
- Turcs, 1, 6, 9, 15, 23, 25, 26, 28, 30, 32, 36, 37, 43, 44, 50, 53, 57, 64, 69, 72, 73, 75, 80, 82, 90-94, 98, 99, 100, 102, 106, 112, 118, 122, 124, 132, 138, 139, 140, 142, 150, 152, 154, 159, 175-81, 183, 186, 189, 191, 192, 198, 202, 204, 206, 208, 212, 215, 216, 231, 240, 242, 244, 247, 254, 255, 260, 269, 275, 301.
- Turtucaia, 204.
- Ukraine, 113, 222.
- Ulefeld (internonce), 160.
- Ulm, 135.
- Ungern (général russe), 64, 207.
- Ûnna, 105, 110, 270, 279.
- Valachie, 10, 33, 34, 48, 55, 56, 58, 66, 71, 72, 73, 76, 83, 85, 86, 91, 94, 105, 110, 112, 113, 137, 141-143, 146, 150, 162-65, 185, 190, 191, 194, 196, 198, 201, 202, 209, 211, 213, 216, 219, 226, 231, 234, 235, 237, 244, 245, 258-260, 262, 266, 267, 273, 275, 277, 282, 283.
- Valaques, 33, 120, 121.
- Valmy, 118, 119.
- Värelä, 104.
- Varennés, 121.
- Varna, 64, 204, 214, 300.
- Varsovie, 108, 147.

- Vassif-Effendi, 68.
 Vauban, 124.
 Vély-Pacha, 302.
 Venise, 123, 126, 127, 136, 182, 255.
 Venetiens, 126.
 Vergennes (homme d'État français), 40, 41, 73, 79, 96, 173, 175, 181, 182, 187, 223.
 Versailles, 73, 79, 84, 107.
 Viborg, 104.
 Vienne, 9-11, 18, 39, 53, 54, 56, 59, 70-73, 79, 80, 81, 90, 96, 97, 100, 102, 108, 111, 117, 147, 149, 151, 152, 154, 160, 181, 188-90, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 209, 211, 218, 227, 236, 244, 236, 264, 269, 276, 278, 280.
 Villeneuve (Marquis de), 7, 10.
 Vladimirescu (Tudor), 325, 329, 331, 334.
 Vistule, 109, 136.
 Volga, 14, 153.
 Vonitza, 128.
 Vorontzof, 135, 213, 302.
 Zante, 128, 131.
 Zaporogues, 94.
 Zegelin (ministre de Prusse), 53, 54, 222, 223.
 Zips, 56.
 Yéghen (Ali), 240.
 Yéni-Kalé, 58, 61, 62, 64, 65, 70, 200, 201, 212, 216.
 Youssouf-Pacha, 92, 94.
 Ypsilanti (Alexandre), 76, 92, 137, 210, 216, 218, 234, 237, 240, 256, 289-91, 295, 321, 323, 324, 327, 330-332, 334, 336, 337.
 Ypsilanti (Constantin), 124, 262, 283.
 Wallons, 96.
 Wagram, 149.
 Warmie, 56.
 Weissman (général russe), 57, 62, 65, 181, 191, 203.
 Westphalie (paix de), 87, 118, 140, 199.
 Widdin, 83, 100, 126, 127, 137, 190, 194, 205, 258, 262, 296, 302.
 Würtemberg, 242.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	III
BIBLIOGRAPHIE	V
ESQUISSE HISTORIQUE	I

CHAPITRE I

LES FACTEURS DE LA QUESTION D'ORIENT. I

Définition de la question d'Orient, 1. — Le système politique européen au XVIII^e siècle, 3. — Politique orientale de la France, 5, — de l'Angleterre, 7, — de l'Autriche, 9, — et de la Russie, 11. — Le renversement des alliances 17, — la rivalité de l'Autriche et de la Prusse, et leurs répercussions sur la politique orientale, 18.

Décadence de l'Empire ottoman, 19. — Affaiblissement du pouvoir central, 20. — Avilissement du corps des janissaires, 22. — Aliénation des fiefs militaires et désorganisation de la cavalerie féodale, 24. — Insuffisances des corps techniques, de l'artillerie et de la marine, 25. — Corruption du corps des oulémas, 27. — Vices de l'organisation judiciaire, 28. — Anarchie administrative, 29. — État des finances, 34. — « La tragédie des Turcs », 36. — Conclusion, 37.

CHAPITRE II

LA PRÉPONDÉRANCE RUSSE EN ORIENT (1768—1774) 38

Avènement de Catherine II et reprise de la politique orientale de Pierre le Grand, 38. — Intervention russe en Pologne, 40. — Inquiétude de la Porte, 41. — La Turquie déclare la guerre à la Russie, 41. — Incursion tartare en Russie, 44. — Campagne de 1769, 45. — Prise de Hotin par les Russes, 47. — Conquête de la Moldavie et de la Valachie, 48. — Expédition navale dans l'Archipel et bataille de Tschesmè, 49. — Campagne de 1770, victoires de Larga et de Cahul, 51. — Rapprochement de l'Autriche avec la Prusse, entrevues de Neisse et de Neustadt, 53. — Offre de médiation de Frédéric II, 54. — Conditions de paix de Catherine II, 55. — Partage de la Pologne, 56. — Occupation de la Crimée, 57. — La Russie renonce aux Principautés Danubiennes, 59. — Congrès de Focșani, 59, — et de Bucarest, 61. — Campagne de 1773, 63. — Campagne de 1774, 64. — Paix de Koutschouk-Kaïnardji, 65.

CHAPITRE III

APPLICATION DU TRAITÉ DE KOUTSCHOUK-KAÏNARDJI ET
ENTENTE AUSTRO-RUSSE POUR LE PARTAGE DE L'EMPIRE
OTTOMAN (1774—1792) 68

Causes de la défaite turque, 68. — Rapt de la Bukovine, 71. — Attitude de la Russie dans l'affaire de la Bukovine, 74. — Application du traité de Koutschouk-Kaïnardji, 75. — Troubles dans la Crimée, 76. — Convention explicative d'Ainali-Cavak, 78. — Affaire de la succession de Bavière, 78. — Rapprochement de la Russie avec l'Autriche, 80. — Entrevue de Moghilew, 81. — Le « projet grec » et la Dacie, 82. — Annexion de la Crimée, 85. — Projet d'échange des Pays-Bas contre la Bavière, 87. — Le *Fürstenbund*, 88. — Voyage de Catherine II et de Joseph II en Crimée, 90. — Nouvelles causes de conflits entre la Russie et la Porte, 93. — Explosion de la guerre, 95. — Répercussions des troubles des Pays-Bas et de l'affaire de Hollande sur la guerre d'Orient, 96. — Début de la campagne, 98. — Défaite de la flotte turque devant Kinburn, 100. — Invasion turque dans le Banat, 101. — Siège d'Otschakof, 102. — Bataille du Liman, 103. — Diversion suédoise, 103. — Plan Hertzberg, 105. — Campagne de 1789, victoire de Râmnic, conquête de la Moldavie et de la Valachie, 106. — Recrudescence des troubles dans les Pays-Bas, 106. — Agitation en Hongrie, 107. — Alliance prusso-polonaise, 108. — Convention de Reichenbach, 109. — Paix de Sistova, 110. — Paix de Iassy, 112.

CHAPITRE IV

LA QUESTION D'ORIENT PENDANT LA RÉVOLUTION ET
L'EMPIRE (1792—1815) 114

Changements survenus dans les relations des grandes puissances avec l'Empire ottoman et éveil des nations chrétiennes sujettes de la Porte, 114. — Politique orientale de la Révolution française, 117. — Répercussions des événements de France sur la Turquie, 120. — Mission de Descorches, de Verninac et d'Aubert-Dubayet, 121. — Tentatives de modernisation de la Turquie, 125. — Occupation des îles Ioniennes par la France, 127. — Expédition d'Égypte, 129. — Alliance de la Porte avec la Russie et l'Angleterre, 131. — Projet d'expédition aux Indes conçu par Bonaparte et Paul Ier, 133. — Rupture de la paix d'Amiens, 135. — Le projet de Talleyrand et la paix de Presbourg, 136. — Mission de Sébastiani à Constantinople, 137. — Déposition des princes de Moldavie et de Valachie, 137. — L'armée russe franchit le Dniester, la Turquie déclare la guerre à la Russie, 138. — La flotte anglaise force les Dardanelles, 138. — L'entrevue de Tilsit, 139. — L'armistice de Slobozia, 142. — Négociations franco-russes pour le partage de l'Empire ottoman, 142. — Entrevue d'Erfurt, 146. — La paix des Dardanelles, 147. — Le traité de Vienne, 149. — Les campagnes russes de 1809—1811 pour la conquête des Principautés Danubiennes et la paix de Bucarest, 149. — Bilan de la politique orientale de Napoléon Ier, 151. — Congrès de Vienne, 152.

CONCLUSION	153
DOCUMENTS	157
INDEX	355







